Société française d'histoire d'outre-mer. Revue française d'histoire d'outre-mer. 1915.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

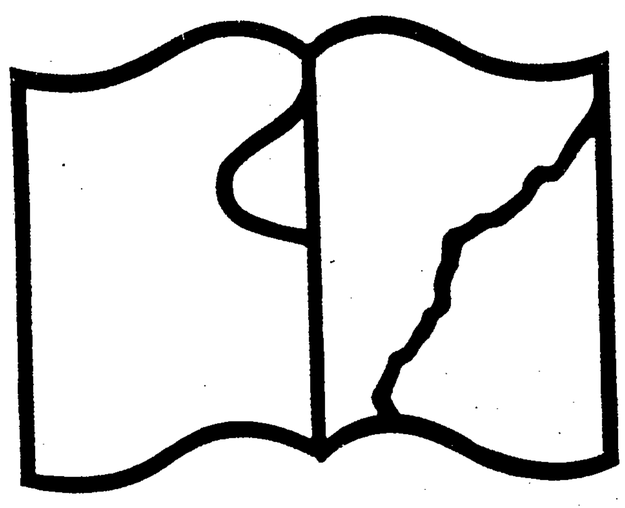
*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

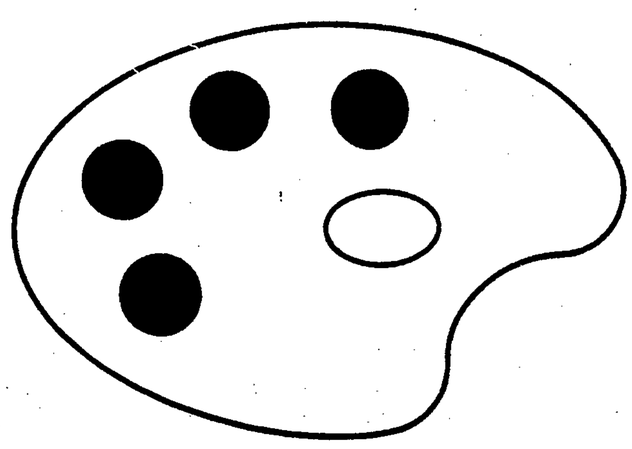
6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.



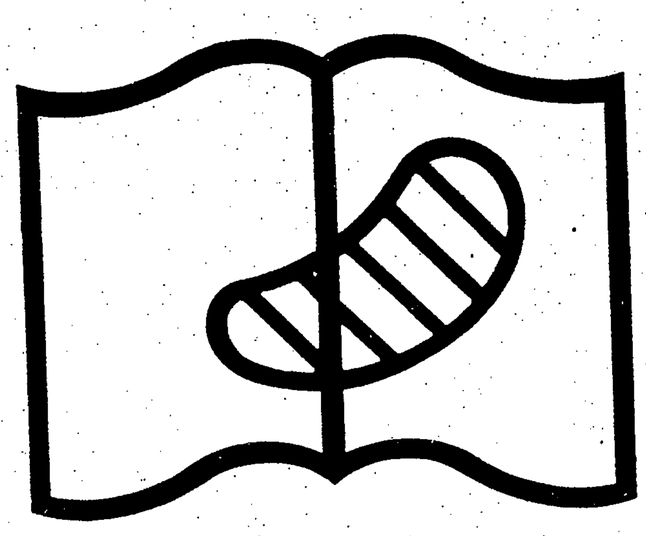
Texte détérioré — reliure défectueuse

NF Z 43-120-11



Original en couleur

NF Z 43-120-8



Original illisible

NF Z 43-120-10

"VALABLE POUR TOUT OU PARTIE
DU DOCUMENT REPRODUIT".

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

1915

Titre

37658

Dupl

B-Lorient

PUY
SAINT-LOUIS
225

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES

FRANÇAISES

TROISIÈME ANNÉE

1915

1er TRIMESTRE

PARIS

ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS, 5

ÉMILE LAROSE
11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

Libraires de la Société de l'Histoire des Colonies françaises.

SOMMAIRE

	Pages
Alfred Martineau. — Mahé de Malabar de 1720 à 1738.	5
XXX. — Les Archives du ministère des Colonies : conservation, classement, consultation.	99
Comptes rendus et Notes bibliographiques.	111
Bulletin historique.	125

Croquis dans le texte :

Carte des Etats voisins de Mahé en 1720.	8
Carte des Côtes de Canara, Malabar et Travancore.	9
Carte de Tellichéry et du pays de Coringote.	68
Partie occidentale des Etats de Bayanor.	69

En cours d'impression :

INSTRUCTIONS AUX GOUVERNEURS

SUR LA COTE OCCIDENTALE DE L'AFRIQUE

Publiées avec commentaires et notes par M. Christian Schefer, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques. Un volume in-8° d'environ 500 pages.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

34, Galerie d'Orléans, Palais-Royal, PARIS

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

1915

1383

8° L c 12
293

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES

FRANÇAISES

TROISIÈME ANNÉE

1915



PARIS

ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS, 5

ÉMILE LAROSE
11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

Libraires de la Société de l'Histoire des Colonies françaises.

3e Année 1915 1er Trimestre



REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

LES

ORIGINES DE MAHÉ

(DE MALABAR)

CHAPITRE PREMIER

LA CÔTE MALABAR EN 1720

Mahé de Malabar est aujourd'hui une petite ville douce et tranquille, enfouie sous les arbres, arrosée du côté du Nord par une rivière aux eaux sinueuses qui descend des hauteurs peu lointaines du Wynad. Les cocotiers qui bordent cette rivière dissimulent tout à la fois les habitations éparses et les collines environnantes. Si l'on arrive du côté de la mer, c'est la même ligne ininterrompue de palmiers sveltes et gracieux qui cachent complètement la ville. Le pays est fort beau et lorsque, du haut de la petite colline qui domine l'embouchure de la rivière, la vue se porte au loin sur la côte toute sombre de verdure, sur la barre où déferlent sans cesse les flots

qui viennent de la haute mer et sur la rivière elle-même qui se perd non loin de là sous un mur de feuillages, on éprouve, dans cette simple harmonie de la nature, une impression très douce de bonheur et de paix.

Quand on pénètre un peu dans l'intérieur du pays, les collines apparaissent, les unes couronnées de verdure, les autres rouges et argileuses, comme le sont presque toutes les terres de l'Inde. Entre ces collines courent des vallées dont les contours se devinent aux lignes de feuillages, qui vont en zigzag dans toutes les directions.

Le naturel des habitants répond à cette douceur du pays. Les Mahaisiens passent pour une population intelligente, raisonnable, éloignée de tous les excès, à l'abri aussi des grands enthousiasmes. L'histoire ancienne de l'Inde étant peu connue et fort difficile à reconstituer, il est permis de supposer que cette population dut accepter successivement sans trop protester toutes les dominations qui lui vinrent du dehors, tant par terre que par mer. Dans la très courte période où nous pouvons suivre les révolutions de la côte Malabar avant le XVIII^e^ siècle, on ne voit pas que le nom de Mahé ait jamais été associé à la moindre entreprise. Comme les peuples heureux ou les peuples voués à tous les despotismes, Mahé n'avait pas d'histoire, lorsque les hasards de notre politique ou la fatalité de nos ambitions nous conduisit à vouloir fonder un établissement à la côte Malabar en 1721.

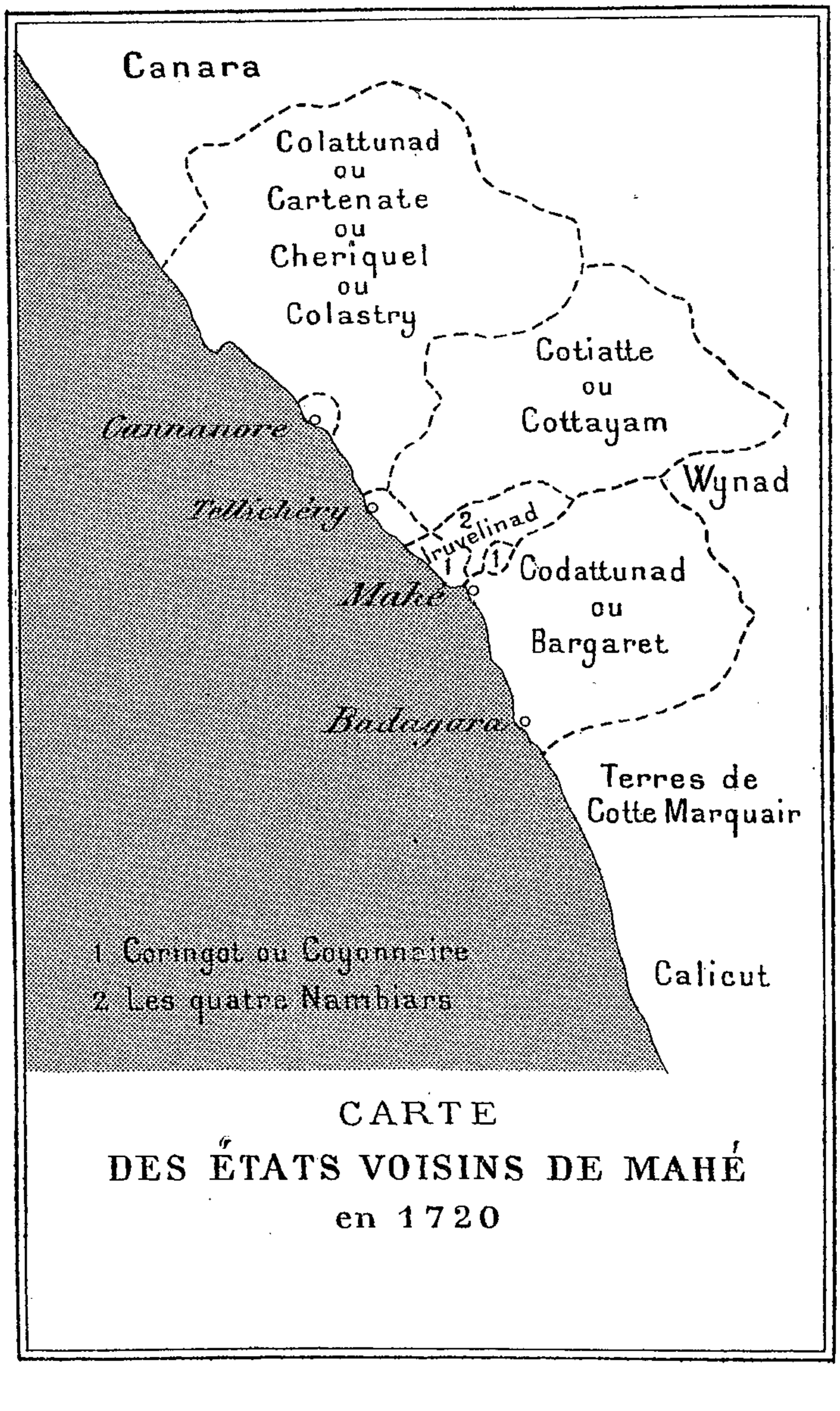
Mahé s'appelait alors Mayé, nom que les indigènes lui donnent encore aujourd'hui. Elle appartenait à un prince dit prince de Badagara ou de Bargaret, dont la capitale était au bord de la mer, à trois lieues au Sud. J'imagine assez volontiers que la ville était aussi paisible qu'elle l'est aujourd'hui, que la nature était aussi aimable et

que les habitants désiraient aussi peu les révolutions ; mais dans la rivalité des peuples, que comptent les aspirations des individus ? Mahé allait connaître à son tour les horreurs de la guerre et en subir les inévitables conséquences.

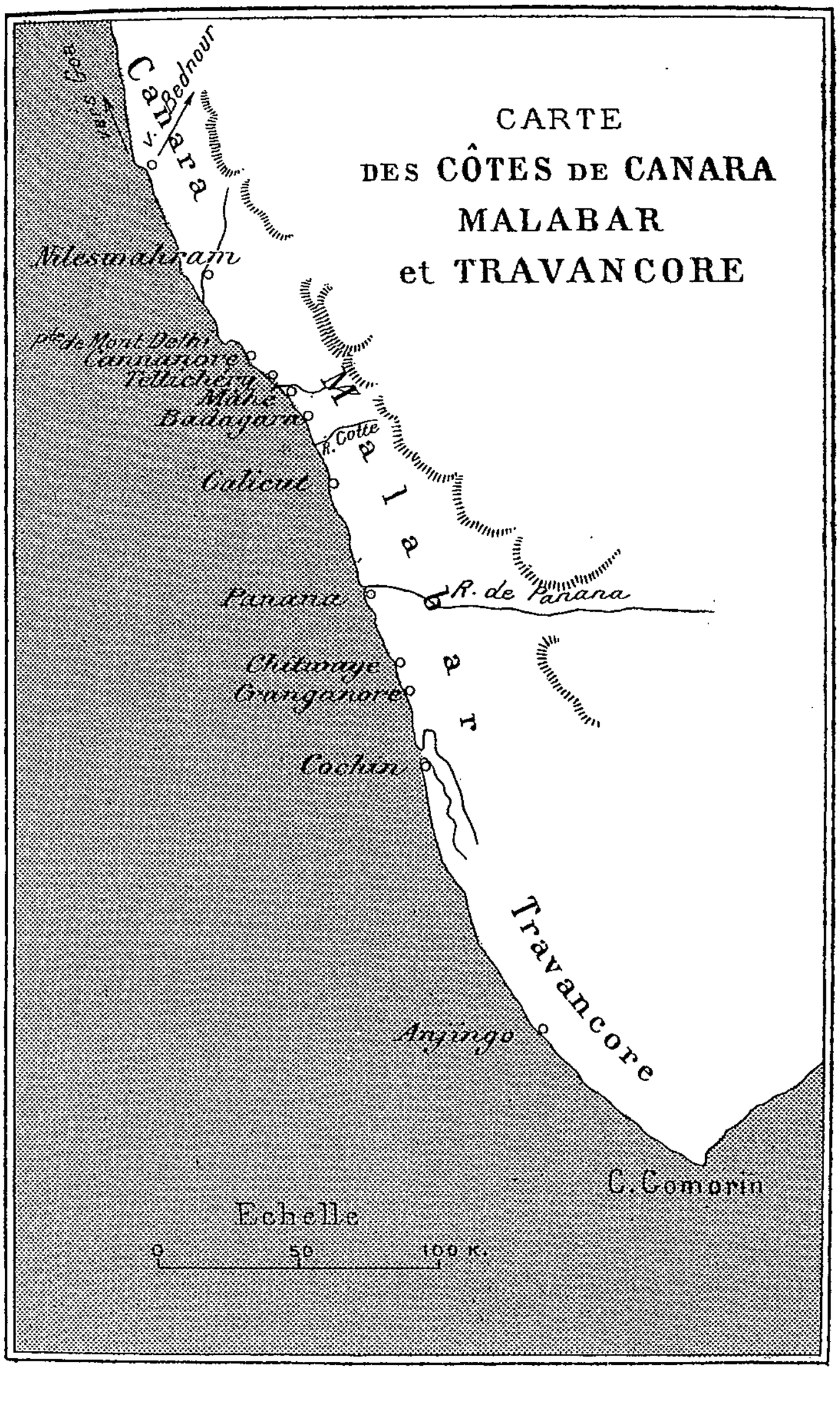
Après avoir placé Mahé dans le cadre que lui assigne la nature, il n'est peut-être pas inutile de la situer aussi dans le cadre politique où allaient s'exercer nos ambitions.

Le district anglais de Malabar, où se trouvent aujourd'hui englobés la ville et le territoire de Mahé, s'étend depuis la rivière de Nileswahram au Nord jusqu'aux États de Cochin, au Sud, sur une étendue d'environ 250 kilomètres. Mais, au XVIII^e^ siècle, la côte Malabar avait un sens plus étendu. La rive de l'Océan Indien comprenait deux parties principales : la côte de Konkan au Nord entre Surate et Bombay et la côte Malabar au Sud entre Bombay et le cap Comorin. Sur cette dernière s'échelonnaient une multitude de principautés ou de royaumes plus ou moins puissants, plus ou moins asservis les uns aux autres. Comme les destinées de Mahé n'ont jamais été mêlées qu'à celles des royaumes du Sud, nous ne citerons que ceux-là, en commençant par le royaume de Bednour ou de Canara.

Bednour est aujourd'hui une petite ville située au pied des Ghattes occidentales, dans le bassin supérieur de la Krischna. Elle était au XVIII^e^ siècle la capitale d'un état assez puissant qui avait débordé de l'intérieur vers la côte et s'était annexé le Canara, dont Mangalore était l'ancienne capitale. C'était un royaume mal uni. Le Canara ayant autrefois possédé dans le



CARTE
DES ÉTATS VOISINS DE MAHÉ
en 1720


CARTE
DES CÔTES DE CANARA
MALABAR
et TRAVANCORE
Cap Bednour
Canara
Nilesmahram
pte de Mont Delhi
Cannanore
Tellichery
Mahé
Badagara
R. Cotte
Calicut
Malabar
Panane
R. de Panana
Chituaye
Curgenore
Cochin
Travancore
Angingo
C. Comorin
Echelle
0 50 100 K.

Sud des territoires plus étendus, Bednour les réclamait par droit de suite, sans avoir des forces suffisantes pour faire valoir ses titres.

Au Sud du Canara, s'étendait un royaume qui par ses dénominations diverses a donné lieu à certaines confusions. C'était le pays que les Anglais nomment Kolattunad ou Kolattiri et que nos écrivains au XVIII^e^ siècle nommaient Cartenate ou Colastry. Toutes ces dénominations étaient indifféremment employées. Le pays de Cartenate, jadis soumis à une autorité unique, était au début du XVIII^e^ siècle partagé entre cinq chefs appartenant à la même famille et qui administraient chacun une partie du territoire sous l'autorité nominale de l'un d'entre eux appelé Cheriquel ou Chirakkal. Cheriquel était un titre et non un nom propre. Comme il arrive en beaucoup de pays orientaux, le titre n'avait pas tardé à se confondre avec le nom du pays lui-même et dans tous les écrits du XVIII^e^ siècle, on emploie à volonté Cheriquel et Colastry pour désigner le royaume ou le roi. Cheriquel exerçait encore à la fin du XVII^e^ siècle un pouvoir assez étendu sur la côte et ses états confinaient au Sud à ceux du Samorin de Calicut. Mais, en 1721, ce pouvoir était très affaibli et l'on peut dire que depuis Cannanore jusqu'aux montagnes tout le pays était devenu indépendant.

On trouvait d'abord au bord de la mer le sultan de Cannanore, qui était un musulman. Son titre, qu'il porte encore aujourd'hui mais sans en exercer l'autorité, était celui d'Ali-Raja, qu'il faut se garder de prendre pour un nom d'homme. Ali-Raja n'avait guère de puissance sur terre en dehors de la ville même de Cannanore où il n'avait commencé à construire un fort qu'en 1712; mais il avait sur mer une grande autorité. Il était roi

des îles Laquedives et à ce titre avait des flottes qui faisaient la loi tant dans ces îles qu'à la côte Malabar depuis Mangalor jusqu'à Calicut. Les rois des îles Maldives le reconnaissaient comme suzerain.

Contigu à l'État de Cannanore et se développant du côté des montagnes se trouvait le royaume de Cotiatte ou Kottayam qui était gouverné par un raja, dont la famille passait pour être d'origine étrangère. Il touchait à la mer par l'île de Darmotte ou Darmanpatuam.

A l'Ouest et au Sud de ce royaume, se trouvait le petit pays de Tellichéry, distrait du royaume de Colastry en 1699 par une cession peu régulière d'un prince nommé Pallicolotte et appartenant aux Anglais depuis cette époque. Il avait trois kilomètres d'étendue sur la côte et de deux à trois dans l'intérieur.

Après le pays de Tellichéry se trouvait celui d'Iruvelinad ou Iruvenattou, qui allait jusqu'à la rivière de Mahé avec une étendue de côtes de six kilomètres et une superficie de huit à dix dans l'intérieur. Il appartenait à plusieurs seigneurs dont les plus importants étaient Coringote ou Coyonnaire ou même Coguinaire et les Quatre Nambiars. Coringote jouissait sur eux d'une certaine suprématie ; en 1716, à la suite d'une guerre, il avait cédé aux Anglais le long de la mer une bande de terre qui comprenait Moilan et Ponelle et prolongeait de trois kilomètres vers le sud l'établissement de Tellichéry. Les Français, qui avaient occupé Ponelle quelques années auparavant revendiquaient également cette possession. Les Nambiars étaient une caste religieuse à laquelle une certaine souveraineté territoriale avait été accordée dans des temps assez éloignés. Ils occupaient avec Coyonnaire un pays montagneux et

sillonné de profondes vallées. Coringote et les Nambiars dépendaient nominalement du roi de Colastry.

Au sud de la rivière de Mahé était l'Etat de Bayanor. Bayanor n'était pas non plus un nom d'homme ; c'était un titre donné aux deux régents qui gouvernaient entre la rivière de Mahé au Nord et celle de Cotte ou de Kotta au Sud. Le pays qui est compris entre ces rivières se nomme aujourd'hui Kodattunad, il s'appelait au XVIII^e^ siècle Bargaret ou Bargarais avec le petit port de Badagara ou Bargaret comme capitale. Ce pays, comme tous ceux que nous venons de citer, appartenait anciennement au royaume de Colastry et des liens de famille l'unissaient toujours à Cheriquel. Il pouvait avoir l'étendue de l'un de nos arrondissements.

Après le royaume de Bayanor s'étendait le long de la côte et très loin dans l'intérieur des terres le royaume jadis si puissant des Samorins ou rois de Calicut. D'après des traditions très vraisemblables, ces rois auraient été au moyen âge les maîtres de toute la côte que nous venons de décrire et peut-être le royaume de Cochin et celui de Travancore étaient-ils leurs vassaux. On montre encore aujourd'hui, dominant Mahé du côté du Nord, des fortifications antérieures à l'arrivée des Portugais et dont la tradition populaire attribue la construction aux Samorins de Calicut ; d'autres, il est vrai, les attribuent aux rois de Travancore [1].

Les états très riches mais très peu étendus du raja de Cochin faisaient suite aux états du Samorin. Puis venait le petit royaume de Ponnatour et enfin le grand

1. Ces fortifications ont été détruites en majeure partie par Tipon-Sahib au moment de sa première lutte contre les Anglais.

état de Travancore qui sortait à peine à ce moment de l'anarchie la plus profonde.

Bien qu'ils ne fussent pas établis à la côte Malabar proprement dite, il faut encore citer les Angrias, race de corsaires plutôt que peuple bien défini, qui avaient leur repaire principal à Gheriah et à Chaoul, non loin de Bombay et s'élançaient de là pour ravager les mers, saisir ou rançonner les bateaux européens ou indigènes qu'ils pouvaient rencontrer. Les Portugais et les Anglais leur faisaient souvent la chasse sans pouvoir les atteindre. Les Angrias poussaient leurs expéditions jusqu'au cap Comorin, jetant toutes les villes de la côte dans une perpétuelle alarme, et parfois l'on vit des vaisseaux de commerce européens ne pas oser sortir des ports ou rester pendant des mois entiers cachés dans des anses propices plutôt que de s'exposer à tomber entre les mains de ces forbans.

Tous ces états étaient indépendants des puissances européennes, qui n'avaient pas encore eu l'idée d'associer une politique territoriale à leurs entreprises commerciales. Les Européens à cette époque ne se considéraient que comme des marchands tolérés à la côte et tenus à infiniment de respect pour les autorités indigènes. Leur seul désir était de vivre avec elles en bonne intelligence ; car ils ne croyaient pas qu'on pût les vaincre soit à la côte elle-même, soit en faisant des opérations à l'intérieur. Ils redoutaient encore les guerres civiles au dedans de ces états, car ces guerres paralysaient les affaires et arrêtaient tout commerce. Les Anglais et les Hollandais poussaient même la crainte des complications avec les indigènes au point de ne faire de commerce avec eux

que par l'intermédiaire de marchands indiens ; ils se contentaient pour tout bénéfice des droits de douanes dont ils frappaient les marchandises quand elles entraient dans leurs établissements.

Les premiers venus parmi les Européens furent, comme on le sait, les Portugais qui, à partir de 1500, jouirent pendant un siècle et demi d'un monopole commercial absolu. La suprématie leur fut ensuite disputée par les Hollandais qui leur enlevèrent successivement les factoreries de Cochin (1661), Cranganore (1662), Cannanore et quelques autres comptoirs moins importants ; mais ces établissements ne tardèrent pas à paraître trop onéreux aux vainqueurs qui, en 1720, ne possédaient plus à la côte Malabar que Cochin, Chitwaye ou Chitaye et Cannanore. Les Anglais, de leur côté, s'étaient établis à Anjingo, dans le Travancore, en 1684, à Calicut et à Tellichéry. Enfin nous-mêmes nous avions fondé une loge à Calicut en 1701.

Le but unique de ces établissements était de faire le commerce presque exclusif du poivre qui ne s'achète qu'à cette côte et se vendait très cher en Europe ; on achetait également un peu de cardamon et, pour compléter les chargements, du kaire ou bourre de cocos, avec quoi l'on faisait des cordages. Quant aux objets d'importation — comme nous dirions aujourd'hui — il n'y en avait pas ou fort peu. Le commerce à cette époque se faisait contre argent comptant ou plutôt sur des avances de fonds faites au début de chaque saison pour l'achat des marchandises. Si les fonds n'arrivaient pas, on empruntait, si l'on pouvait, de l'argent à gros intérêt à quelque marchand indigène ; sinon, la saison était complètement perdue et il fallait attendre l'année

suivante. L'idée d'échange, qui fait aujourd'hui le fond de toutes les transactions commerciales, était presque inconnue au début du XVIII^e siècle ; ainsi que le disent tous les rapports du temps, on « tirait » des marchandises d'un pays, on ne lui en apportait pas.

Bien que limité à des opérations d'achat, le commerce n'en soulevait pas moins des rivalités profondes entre les diverses nations européennes ; chacune d'elles aspirait à rester seule dans une région, pour pouvoir y acheter les produits à un prix aussi bas que possible, la concurrence élevant toujours les prétentions des vendeurs. Aussi toutes les luttes et toutes les guerres du XVIII^e siècle furent-elles, à leur origine du moins, des guerres commerciales ; on ne combattait pas pour la suprématie, mais pour un monopole. Les Hollandais n'avaient pris les comptoirs portugais que pour leur enlever ce monopole ; les Anglais n'étaient arrivés à leur tour que pour ne pas subir les conditions hollandaises et nous-mêmes nous ne nous étions installés à Calicut que pour nous passer de l'intermédiaire de ces deux puissances. Seulement la région de Calicut n'était pas la plus riche en poivre de toute la côte ; le pays de Bayanor et le royaume de Cotiate en produisaient beaucoup plus. Les Anglais étant établis à proximité des terres de Cotiatte, le Conseil supérieur de Pondichéry résolut de fonder un établissement dans le pays de Bayanor et jeta les yeux sur la petite ville de Mahé.

Ce sont les résultats de ces efforts que nous allons faire connaître, en utilisant principalement les procès-verbaux des délibérations du Conseil Supérieur de Pondichéry publiés à Pondichéry par la *Société de l'Histoire de*

l'Inde française, les documents d'Archives qui se trouvent en cette ville dans le registre 60 (*correspondance du Conseil supérieur de Pondichéry avec Mahé*), et enfin les diverses correspondances qui se trouvent aux Archives du Ministère des colonies sous les cotes C^2 65 à 74. Nous utiliserons aussi, au moment de la prise de Mahé, les mémoires imprimés du chevalier de la Farelle [1], et, pour toutes les négociations qui eurent lieu de 1721 à 1742, une série de documents diplomatiques qui se trouvent aux Archives du Ministère des Colonies dans le carton 457 : Inde. *Firmans, paravanas et titres indiens.* Nous devons la conservation de ces documents précieux entre tous à une demande qui fut faite en 1773 par le contrôleur général des finances à l'abbé Terray ; on rechercha alors dans les Archives de la Compagnie des Indes tout ce qui pouvait avoir rapport aux établissements français à la côte Malabar et c'est ainsi que ces papiers sont parvenus jusqu'à nous. Quelques-uns furent communiqués à Law de Lauriston, lorsqu'il partit pour prendre possession du gouvernement de l'Inde en 1764.

1. Mémoires du chevalier de la Farelle sur la prise de Mahé, 1725, mis en ordre et publiés par E. Lennet de la Farelle. *Paris, Challamel*, 1889, 24 × 13, 156 pages.

CHAPITRE II

DE CALICUT A MAHÉ

1720-1722

L'origine de notre établissement de Mahé fut, comme on le sait, la loge de Calicut : cette loge remplaçait elle-même d'autres comptoirs que nous avions volontairement abandonnés au cours du XVII^e^ siècle. De ce nombre était l'établissement de Tellichéry que nous avons dû occuper et perdre entre 1690 et 1695 ; mais on conservait alors les archives avec si peu de soin que trente ans plus tard on ne trouvait plus nulle part, ni à Calicut ni à Pondichéry ni à Surate, les documents qui auraient pu nous fournir des éclaircissements sur cette occupation. Il ne restait que les souvenirs des indigènes et leurs témoignages. Ces témoignages étaient, il est vrai, assez précis : on rappelait que vers l'an 1695 les Français avaient à Tellichéry une grande maison ou *bancassal*, à l'endroit où se trouve aujourd'hui la forteresse anglaise ; que le 18 mai 1702, Cononoutty, alors prince de Coringote, nous avait accordé le droit de nous établir à Ponelle et de faire du commerce dans ses terres en s'obligeant à nous soutenir le cas échéant contre ses vassaux ; qu'à Mahé même, les Français avaient obtenu de Bayanor un magasin sur la rivière à l'abri de la forteresse indigène et une autre case sur la colline qui domine l'embouchure du fleuve ; les bambous

de cette case existaient encore en 1721, mais tombaient de vétusté.

On ignore les motifs pour lesquels les Français abandonnèrent Tellichéry ; mais, comme ils s'établirent peu de temps après à Ponelle, puis à Calicut, on peut supposer que cette dernière ville, capitale d'un empire encore puissant, leur parut, pour leurs opérations commerciales, plus favorable qu'une ville petite et sans accès facile vers l'intérieur.

Ce fut M. Pilavoine, directeur général de la loge de Surate, qui créa la loge de Calicut. En 1700, il revenait de France pour reprendre possession de son poste. A son passage à Bombay — 26 août — il apprit que la situation de Surate était fort troublée et que le commerce y était suspendu par ordre du Mogol. Comme il avait des instructions de M. de Pontchartrain, ministre de la Marine, pour former un établissement à la côte Malabar, il dépêcha aussitôt à cette côte l'un des vaisseaux qui l'avaient amené, l'*Étoile d'Orient*, pour y acheter autant de poivre qu'on le pourrait et s'enquérir en même temps des possibilités de former un établissement durable. Il fit passer sur ce vaisseau deux sous-marchands, MM. Arnault et Couturier, et deux commis, MM. Folenfant et Parthon, pour vaquer à cette occupation. Ces employés achetèrent 100 milliers de poivre qu'ils ramenèrent à Surate le 22 décembre ; ils étaient également porteurs d'une lettre du Samorin, qui invitait la Compagnie à installer un comptoir à Calicut [1].

Comme suite à cette lettre, M. Pilavoine envoya un vaisseau à Calicut à la fin d'avril 1701, avec trois commis

1. A. Col. C² 65, p. 183, 218 et 222.

pour assurer l'existence du nouvel établissement. Le premier chef fut M. Arnault.

Les opérations commerciales du début furent assez bonnes. Les Anglais, en difficultés avec les Hollandais, ne vinrent pas cette année acheter du poivre ; la marchandise fut nombreuse et peu chère et M. Arnault en acheta une grande quantité. Les opérations de 1702 furent déjà moins bonnes : la guerre venait de reprendre en Europe entre la France et l'Angleterre; les vaisseaux français qui étaient allés charger à Calicut en novembre n'osèrent continuer leur voyage de retour et s'arrêtèrent à Goa. Puis ce furent les vaisseaux de France eux-mêmes qui cessèrent de venir régulièrement, et l'argent manqua peu à peu. A peine formé, le comptoir de Calicut commença à péricliter.

M. Arnault fut remplacé en 1704 par M. Fuet, sous-marchand, qui avait longtemps navigué dans les mers de Chine. En 1705, Fuet put acheter 400 milliers de poivre, mais il ne vint pas de navires de France pour les chercher. En 1706, il se passa un événement assez grave à Ponelle, où nous nous étions installés. Il y avait dans les environs de cette localité deux princes féroces, avides d'argent et sans scrupules : ils étaient frères. Les Anglais et les Hollandais ne cessaient de les exciter contre nous. Nous risquions à chaque instant d'être pillés. A la fin, les gens du pays se mirent en guerre les uns contre les autres ; le parti le plus faible fut le nôtre ; il dut se réfugier à l'abri de nos magasins. M. Fuet, averti de ce qui se passait, envoya de Calicut deux commis, Clerc et La Pierre, avec douze chrétiens noirs du pays pour secourir nos partisans. Les ennemis, étaient, paraît-il, au nombre de 6.000; mais l'attitude

des deux commis fut si résolue et ils déployèrent tant de courage que les pillards durent se retirer[1]. Ce coup de hardiesse sauva notre établissement ; mais la leçon avait été dure. Quelques mois auparavant, le préposé du comptoir, un nommé Berger, avait volé pour 9.000 roupies de poivre ; le Conseil de Calicut, inquiet pour l'avenir et ne disposant lui-même d'aucun moyen d'action, préféra supprimer le comptoir (janvier 1707). Les poivres qui n'étaient pas encore vendus ou embarqués furent remis aux Anglais de Tellichéry.

Il semble que, par compensation, ce soit à ce moment qu'on ait envisagé la possibilité de fonder un établissement à la rivière de Mahé, ainsi que Bayanor nous le proposait depuis quelque temps. Ce prince nous écrivit à cet égard en 1710 ; la case dont on retrouvait encore les traces en 1721 fut peut-être construite à cette époque ; mais il ne paraît pas que ce premier établissement ait eu la moindre valeur ou la moindre durée, car il n'en est point question dans les lettres de 1721 ; on lit au contraire qu'en venant alors à Mahé, on ne fit que céder à des propositions anciennes et plusieurs fois répétées de Bayanor.

Cependant la loge de Calicut dépérissait tous les jours. Le Samorin était en guerre presque permanente soit avec le roi de Cochin, soit avec les Hollandais, soit avec les deux ; les transactions commerciales s'en ressentaient. En 1708, M. Fuet dut faire transporter les poivres à l'intérieur du pays, de peur d'une descente des Hollandais ; en 1709, ces poivres s'accumulant, il fallut que M. Hébert, gouverneur de Pondichéry, recourût à l'obli-

1. A. Col. C² 68, f. 24 et 41.

geance du gouverneur de Madras, M. Pitt, qui lui loua un navire pour aller les chercher. Les Hollandais protestèrent contre cet acte de complaisance [1].

La paix fut rétablie entre les Hollandais et le Samorin en 1710. Une des conditions de l'accord fut l'expulsion des Français. Le Samorin fit en conséquence sommation à M. Fuet d'avoir à quitter le pays, mais secrètement il lui faisait dire de rester. Loin de vouloir chasser les Français, il sollicitait au contraire leur concours et demandait à M. Hébert de lui envoyer des vaisseaux pour recommencer la guerre contre les Hollandais. M. Hébert fit savoir qu'il n'en avait pas ; malheureusement, quelques semaines plus tard, un vaisseau détaché de l'escadre royale de M. Raoul passa à Calicut, sans même essayer de donner la moindre espoir au Samorin. Celui-ci, fort mécontent, songea alors sérieusement à se débarrasser des Français ; l'espérance de secours ultérieurs retint sa décision [2].

La situation était fort délicate pour M. Fuet, qui vivait constamment dans l'attente des pires événements : en 1711, il envoya un de ses employés à Pondichéry pour se concerter avec M. Hébert sur les mesures à prendre. Cet employé était M. Mollandin, dont nous allons retrouver le nom à chaque page de ce récit. M. Mollandin était au service de la Compagnie depuis treize ans ; c'était un homme intelligent, actif, très au courant des affaires de la côte Malabar, qu'il semble avoir traitées pendant la majeure partie de sa carrière, sinon pendant sa carrière tout entière.

1. A. Col. C² 68, f. 315.
2. Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales. B. N. 6231, p. 44.

Nous n'avons aucun renseignement sur les résultats de la mission de M. Mollandin, mais il est probable qu'ils furent stériles. A la côte Malabar, la France n'était alors en situation ni de se défendre ni d'attaquer : son seul rôle était l'attente. La situation était plus mauvaise encore à Surate où le commerce nous était interdit depuis 1703 et où les Français n'étaient regardés que « comme d'honnêtes esclaves ». La Compagnie y devait trois millions dont elle ne pouvait payer ni intérêt ni principal.

M. Fuet mourut en 1712 et fut remplacé par M. Mollandin.

En 1714, les Anglais de Tellichéry furent en guerre avec Coyonnaire et l'année suivante avec les deux chefs de Ponelle — sans doute les pillards de 1706 — Onestryx et Kelpe. Il y eut dans le même temps des guerres entre le Samorin et les rois de Cochin et les Hollandais. La paix fut faite en 1717 avec les Hollandais.

En 1718, notre loge de Calicut était si pauvre et si endettée que les créanciers voulaient y mettre garnison, pour récupérer quelques gages. M. Mollandin ne fut sauvé que par M. Rob. Adam, chef de la loge anglaise, qui lui avança des fonds (décembre)[1].

Après cette opération, il ne restait plus à M. Mollandin qu'une somme de 180 roupies et il en devait encore 2.000. La situation était si désespérée qu'il était résolu d'abandonner la loge avec son second M. Clou et de se retirer à Pondichéry. S'il avait connu les pensées intimes

1. Mémoire sur la Compagnie des Indes Orientales. B. B. 6231, p. 59.

de la Compagnie, il est probable qu'il eût mis son projet à exécution. Au moment où M. Mollandin formulait ses plaintes d'une façon aussi nette, la Compagnie adressait au Conseil supérieur de Pondichéry une lettre en date du 25 janvier 1719 — la dernière qu'elle aît écrite dans l'Inde — dans laquelle elle recommandait la plus stricte économie et estimait clairement qu'on ne devait pas laisser subsister plus longtemps les comptoirs de Calicut et de Mazulipatam, dont la dépense pourtant très faible de 2130 livres était encore exagérée ; elle en proposait en conséquence la suppression tant au Conseil de Pondichéry qu'à M. Delavigne-Buisson, qui représentait en cette ville les intérêts de la Compagnie de Saint-Malo, substituée en fait depuis sept ou huit ans au commerce de la Compagnie elle-même[1].

Le Conseil de Pondichéry était moins pessimiste. Les difficultés l'affligeaient, parfois même l'exaspéraient mais ne l'abattaient pas. Il répondit aux plaintes de M. Mollandin par une délibération en date du 11 février 1719, par laquelle il reconnaissait loyalement qu'on avait toujours négligé l'établissement de Calicut et néanmoins, disait-il, c'était « celui de plus de conséquence que la Compagnie possède » pour le commerce des poivres. Bien que le Conseil fût lui-même dans une situation financière lamentable, il s'entendit avec M. Delavigne-Buisson pour négocier une lettre de change de 1050 roupies qui lui était due par M. Adam, directeur des comptoirs anglais de Calicut et de Tellichéry. Cette lettre fut envoyée à M. Mollandin : la somme en provenant devait lui servir à liquider en partie les dettes de la

1. A. Col. C² 72, p. 5 et 13.

Compagnie et à entretenir le comptoir jusqu'à la fin de 1719 [1].

Les 1050 roupies furent rapidement dévorées : à peine en restait-il quelques fanons au début de 1720. Le Conseil de Pondichéry ne vit d'autre moyen, pour empêcher la disparition de Calicut, que de tirer sur M. Adam une lettre de change de 300 pagodes, puis il autorisa M. Mollandin à venir conférer avec lui.

Quant au vœu formulé par la Compagnie de voir supprimer les comptoirs de Calicut et de Mazulipatam, le Conseil ne le connut que pour savoir qu'il n'avait pas à en tenir compte. Peu de temps après que la lettre du 25 janvier 1719 fut parvenue dans l'Inde, le Conseil apprit que la Compagnie des Indes Orientales avait cessé d'exister et avait fait place à une compagnie nouvelle, riche, puissante et entreprenante. C'était la Compagnie des Indes, organisée par Law à l'abri du fameux système, qui n'échoua peut-être que parce qu'il fut la première manifestation du crédit public et du régime banquaire qui régit aujourd'hui le monde.

Sans demander l'avis du Conseil Supérieur de Pondichéry, la nouvelle Compagnie affirma ses propres desseins par lettres en date des 9 novembre, 1er décembre 1719 et 24 février 1720. Elle envoya tout d'abord à Pondichéry pour les affaires courantes une somme de 4.033.318 livres en matières d'argent [2] et en marchandises, dont 4.700

1. Dél. du Cons. Sup. de Pond. T. I, p. 208.

2. Pour les transactions commerciales dans l'Inde, la Compagnie n'envoyait pas de monnaies d'or ou d'argent qui, fabriquées en France, n'auraient pas eu cours dans la péninsule; elle envoyait des matières d'argent que l'on faisait fondre et convertir en monnaie du pays. Cette conversion rapportait de gros bénéfices aux princes indiens et c'est pourquoi les nations européennes sollicitèrent dès le début avec tant d'insistance la faculté

devaient être affectés au comptoir de Calicut, puis elle exposa des plans. Son dessein, dit-elle, était d'augmenter par toutes sortes de moyens le commerce de la nation dans l'Inde. Elle prévoyait et prescrivait à cet égard différentes mesures, qu'il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'examiner, mais nous ne saurions passer sous silence ses projets à l'extérieur. Là, elle rêvait de pénétrer aux Moluques pour en exporter des plants de fines épices ; elle jugeait qu'il serait à propos de pénétrer également dans l'archipel des Philip-

de pouvoir battre monnaie en leurs propres comptoirs et l'obtinrent si difficilement.

Les dénominations de marc, livres, pagodes, piastres, roupies, fanons, caches, revenant constamment en cet ouvrage, on peut établir de la façon suivante leur valeur respective, *qui ne fut jamais absolue :*

Un marc d'argent valait 66 livres de France.

Ces 66 livres équivalaient à 9 piastres ou 18 roupies de monnaie indienne : la roupie valait par conséquent autour de 3 fr. 70.

Deux roupies faisaient une piastre.

Quatre fanons faisaient une roupie : quelquefois il en fallait cinq.

La cache était une subdivision du fanon.

La pagode était une monnaie d'or qui valait 8 l. 10, ou deux roupies et demie environ.

Les roupies, la monnaie la plus employée, sont encore aujourd'hui à la base du système monétaire indien ; mais elles ne valent plus que 1 fr. 66. Au début du XVIII^e^ siècle, elles avaient des valeurs sensiblement différentes, suivant les endroits où elles étaient frappées. Les plus employées étaient celles de Madras, Bombay et Surate.

Un seul mot des poids et mesures. Le poivre, principale richesse de la côte malabar, se vendait d'ordinaire en fardes, en bars ou en candils.

La farde faisait environ 135 livres de France et le candil 4 fardes ou 540 livres. Le bar était un peu plus d'un candil ; il fallait 1 bar 16 pour un candil. Les déchets oscillaient entre 1 et 1 3/4 pour cent.

Le candil valait de 22 à 24 pagodes, c'est-à-dire 55 à 60 roupies ou environ 200 livres. C'était la mesure la plus employée.

pines et dans les îles de Bornéo et les Célèbes ; elle envoyait deux vaisseaux en Chine avec de riches cargaisons pour réinstaller l'établissement de Canton et désignait M. de la Bretesche comme directeur du comptoir ; elle décidait de former un établissement à Poulocondor, dénommée l'Ile d'Orléans et nommait M. Dubuisson premier directeur; enfin, dans l'Inde même, elle enjoignait de former une nouvelle loge à la côte Malabar, à proximité de Calicut [1].

Le Conseil ne fit aucune objection à l'adoption de ce programme. Enchérissant même sur les prévisions de la Compagnie, il porta les dépenses de Calicut à 7550 livres, dont 2.000 furent immédiatement remises à M. Mollandin, qui retourna à Calicut le 19 octobre à bord du *Saint-Louis*, petit bateau qu'on venait d'acheter à Porto-Novo pour le commerce spécial de la côte Malabar [2]. Les autres fonds devaient être envoyés au mois de janvier 1721. M. Mollandin ramenait comme employés MM. Vlamin et Billard en remplacement de M. Clou, mort au mois de juillet; il était également porteur des instructions du Conseil sur la politique à suivre ou plus exactement sur les opérations à entreprendre à la côte.

Nous n'avons pas le texte de ces instructions ; mais il est aisé de les reconstituer d'après les lettres écrites à M. Mollandin dans le cours de l'année 1721. M. Mollandin devait entrer en relations avec le prince de Bargaret pour obtenir la cession d'un territoire où nous établirions une loge pour le commerce des poivres ; il devait étudier un projet d'établissement à Colèche dans le Tra-

1. A. Col. C² 72, p. 45, 60, 62, 76.
2. Délibération du 26 sept. 1720. T. I, p. 259.

vancore, pour y acheter des toiles ; il devait aussi, suivant les instructions de la Compagnie, demander au Samorin la permission de créer une autre loge sur ses terres, de préférence à Panana [1] ; on eut enfin l'idée de s'établir à Chitaye, où les Hollandais avaient une loge.

Ainsi, toutes proportions gardées, l'ambition du Conseil ne le cédait en rien à celle de la Compagnie. C'est sous ces auspices que s'inaugurait la nouvelle politique coloniale de la France en Extrême-Orient. Si ce programme se fût réalisé, nous aurions eu dans l'Inde, dès 1721, cinq comptoirs entre le cap Comorin et la rivière de Mahé ; mais la première partie devait seule aboutir au résultat désiré. Faute de moyens d'action, on ajourna dès 1721 le projet relatif à Colèche [2] ; pour ne pas créer de conflits avec les Hollandais, on renonça à s'établir à Chitaye, où ces derniers venaient de reprendre pied en 1717 ; enfin le Samorin, tout en voulant bien accorder à la Compagnie qu'elle ne paierait que la moitié des droits sur les poivres qu'elle tirerait de Calicut, refusa de nous concéder une seconde loge et le Conseil se hâta d'en informer la Compagnie par lettre en date du 15 février 1721. Le Samorin pensait sans doute, qu'avec tant d'établissements européens en son pays, il courait trop de risques de perdre un peu de son autorité.

Restait l'établissement de Mahé projeté depuis tant d'années. Le pays de Bargaret était alors gouverné par un jeune homme, nommé Addiody, neveu et successeur du Bayanor avec lequel nous avions engagé les pre-

1. Au sujet des intentions de la Compagnie à Calicut, voir pièces annexes nº 1 et 2.

2. Le projet fut repris en 1740 par le gouverneur Dumas et reçut alors un commencement d'exécution.

mières négociations. Il paraissait aussi bien disposé à notre égard que son prédécesseur. M. Mollandin alla le voir à Mahé au mois de mars 1721, accompagné de M. Morellet, commandant du *Saint-Louis* [1] et de ses deux employés, MM. Vlamin et Billard.

Les souverains de Bargaret étaient toujours tirés de la branche féminine de la famille, jamais de la masculine. Le souverain régnant en 1721 avait remplacé son oncle il y a quelques années, comme celui-ci avait remplacé le sien dans des temps plus anciens et la tradition se continnait ainsi en remontant dans le passé. Bayanor, dont le titre signifie « gouverneur des chemins » dépendait jadis de Colastry ; mais le souvenir de cette dépendance se perdait aussi dans le passé, et Bayanor était en réalité un souverain autonome et maître en ses états. Suivant une tradition de la côte Malabar, il avait un successeur désigné avec lequel il partageait dans une certaine mesure l'autorité ; ce successeur était alors son propre frère. Bayanor avait sous ses ordres, dans les villes ou les ports, des gouverneurs appelés nambiars. Il gouvernait, assisté d'un Conseil souverain composé du prince qui devait lui succéder et des premiers nambiars ; ce Conseil avait droit de vie et

1. Le *Saint-Louis*, arrivé à Calicut en novembre 1720, en repartit à la fin de décembre avec une cargaison de poivre, cannelle sauvage et bois de teck d'une valeur de 44.000 roupies. Mais il ne put doubler le cap de Comorin, perdit là son mât de misaine, et vint se refaire à Anjingo, d'où il ne put sortir pendant quelques semaines, à cause des pirates angrias qui tenaient la mer avec deux navires armés de 30 et de 36 canons. Lorsque la mer fut libre, le *Saint-Louis* retourna à Calicut où il compléta son chargement, qui fut alors composé de 384.906 l. de poivre, 6.580 l. de cannelle et 80 pièces de bois de différentes grandeurs. Le *Saint-Louis* fut de retour à Pondichéry le 7 mai 1721.

de mort sur tous les sujets, il faisait empaler les coupables et distribuait les grâces. Les nambiars n'avaient eux-mêmes que peu de pouvoir dans les villes et ports qu'ils administraient. Bayanor avait épousé une sœur de Cheriquel et son frère une sœur de Coyonnaire, il ne sera pas inutile par la suite de se rappeler ces relations familiales.

M. Mollandin demanda à Bayanor et à son frère s'ils avaient toujours l'intention comme leur oncle de donner un terrain à la France pour y bâtir une loge. Ils répondirent qu'ils n'avaient pas changé d'avis et qu'on pouvait compter sur leur parole. M. Mollandin exposa alors qu'il désirait obtenir deux emplacements, l'un au bord de la rivière pour y faire des magasins et l'autre sur la petite montagne qui est à l'embouchure du fleuve pour y faire une loge fortifiée. Bayanor consentit sans peine à ce que M. Mollandin fît des magasins où il le jugerait convenable ; quant à la montagne, qui était le cimetière des Maures, il lui était impossible de la concéder.

La convention entre Bayanor et M. Mollandin fut signée le 2 avril. En voici le texte :

1° Moy, Bayanor, prince de Bargaret, j'accorde à la royalle compagnie de France, de faire une loge à la rivière de Mahé de quelle grandeur on jugera à propos.

2° Je promets de ne point donner de poivre de mes terres à aucun Européen sous quelque prétexte que ce puisse être sans auparavant en fournir la Compagnie de ce qu'elle en aura besoin et le Sr Mollandin y mettra le prix suivant le cours de mon pays.

3° La Compagnie me paiera de droits 13 fanons de Calicut pour le candil de poivre et 26 fanons pour le cardamon, sur quoy je leur donneray vingt sous pour cent de bon. A l'égard des marchandises du dehors, elles me payeront suivant la

coutume du pays et jouiront du même privilège comme cy-dessus.

4° La Compagnie me donnera des capitaines et des pilotes autant qu'il luy sera possible et passeports pour faire naviguer mes navires sous son pavillon.

5° On ne chagrinera point les brames ni les femmes et on ne tuera point de vaches sur mes terres, et je veux vivre de bonne union avec la Compagnie.

6° Si j'avais la guerre avec mes voisins, la Compagnie m'assistera des forces qu'elle pourra, comme de mon côté si on voulait faire quelque insulte aux employez de la Compagnie, je les assisteray de toutes mes forces.

Signé : Bayanor, prince de Bargaret.

Ont également signé : Mollandin, Morellet, Vlamin et Billard.

Fait à Bargaret, suivant le style du pays le 24 mars de l'année 896, de notre style le 2 avril 1721 [1].

Il n'est pas besoin d'insister sur la valeur de cette convention. En promettant de ne vendre de poivre aux étrangers, c'est-à-dire aux Anglais, qu'après que nous aurions pris nous-mêmes les quantités que nous voudrions, Bayanor nous accordait un véritable monopole ; c'était à nous d'avoir les fonds nécessaires pour que les Anglais ne pussent jamais faire le moindre achat.

Bayanor bénéficierait de son côté de droits de sortie, qui allaient constituer le plus sûr de ses revenus et nous insistons sur ce point. On peut se demander en effet pourquoi ces souverains indigènes, Bayanor aussi bien que Coyonnaire, que Colastry et que le Samorin lui-même, accueillaient si volontiers les étrangers en leurs Etats et les invitaient même à s'y établir. C'est unique-

1. A. Col. Corr. génér. Ind., 2e série, t. 4.

ment parce qu'il y avait là des marchandises dont ils ne tiraient aucun droit avec leurs sujets, tandis que l'exportation leur créait des ressources certaines, régulières et indépendantes de la bonne ou de la mauvaise volonté de leurs administrés. C'était une façon d'accroître leur puissance. Ils ne prévoyaient pas qu'en autorisant ainsi les étrangers à faire du commerce sur leurs terres et à y construire des loges et même des loges fortifiées, ils préparaient ainsi leur sujétion politique ; mais à ce moment les Européens ne le prévoyaient pas eux-mêmes.

M. Mollandin, satisfait de ce résultat, laissa à Mahé un interprète et deux topas dans l'endroit qu'il choisit pour les magasins, au bord de la rivière et non loin de son embouchure, puis il revint à Calicut faire l'expédition du *Saint-Louis* pour Pondichéry.

La convention du 2 avril ayant obtenu l'approbation du Conseil supérieur, M. Mollandin retourna voir Bayanor au mois de juillet pour essayer d'obtenir de lui d'autres avantages et notamment un endroit pour construire une forteresse. Les pourparlers furent un peu plus laborieux qu'au mois de mars ; les Anglais savaient que Bayanor nous avait concédé certains avantages et, pour en paralyser les effets, M. Adam avait envoyé des présents à Bayanor, en le priant de ne point laisser les Français s'établir sur ses terres. Ce n'était pas, disait-il, une nation commerçante, c'était une nation de conquérants ; aussitôt qu'ils auraient pris pied dans le pays, ils ne tarderaient pas à l'asservir. Tous ces conseils étaient, bien entendu, des conseils d'amis.

Ils ne parurent pas faire la moindre impression sur l'esprit de Bayanor, qui reçut M. Mollandin avec cordialité. Il y eut seulement une gêne lorsque M. Mol-

landin lui fit les présents d'usage, corollaire indispensable de toute négociation. M. Mollandin, qui n'avait pas reçu au mois de janvier les fonds qu'on lui avait promis, ne put offrir à Bayanor que cent piastres, une demi-pièce d'écarlate et un fusil. Bayanor déclara sans ambages que ce n'était pas assez ; M. Mollandin s'excusa comme il put et promit d'être plus généreux à bref délai. Bayanor parut satisfait de ces promesses et les négociations prirent un cours favorable. M. Mollandin obtint sans peine le terrain qu'il demandait pour y faire une loge et des magasins, où la Compagnie aurait le droit d'entretenir cinquante soldats ; il insista aussi pour la forteresse. Mais Bayanor ne voulut rien promettre, car, disait-il, « ses voisins en auraient de la jalousie et cela pourrait lui causer la guerre » ; il promit seulement de la laisser construire le jour où le commerce se serait développé, parce qu'alors « ses voisins ne seraient pas si jaloux ».

Revenant sur la question des poivres, Bayanor, estimant que son pays pouvait en produire annuellement de 5 à 6.000 candis, eût désiré que M. Mollandin s'engageât à en acheter tous les ans de 3.500 à 4.000 ; avec les droits de douane qu'il aurait touchés, il eût pu disposer ainsi d'un budget régulier pour ses dépenses. Mais, outre que la convention du 2 avril était muette sur ce point, M. Mollandin ne voulut point prendre cet engagement, craignant sans doute — comme il arriva en effet peu après, — de ne pas recevoir assez régulièrement et en assez grande quantité les fonds d'avances qui, dans l'Inde, étaient alors nécessaires pour toutes les opérations commerciales.

M. Mollandin informa le Conseil du résultat de ses

démarches par lettre du 8 août, en même temps qu'il lui demandait de l'argent. Cet argent était indispensable tant pour l'achat des poivres que pour la construction des magasins. Ces magasins devaient loger les employés au nombre de quatre et un détachement composé d'un officier, 50 hommes et un chirurgien avec 6 pièces de canon, de la poudre et des munitions. M. Mollandin sollicitait cet argent pour le mois de janvier au plus tard ; car à la côte Malabar, il n'était alors possible de faire du commerce que pendant nos mois d'hiver : du mois de mai au mois d'octobre, la côte était tout à fait inhospitalière à cause de la mousson du Nord-Est et toute navigation était interrompue. Les derniers bateaux pour l'Europe devaient partir au mois d'avril, sous peine de ne pouvoir charger ou d'être drossés par la haute mer sur une côte rocheuse où il n'y a que des rades foraines. Encore aujourd'hui la navigation est presque impossible dans les mêmes mois de l'année.

Malheureusement, en 1721, les navires de France n'arrivèrent pas dans l'Inde et le Conseil de Pondichéry fut dans l'impossibilité de souscrire aux exigences de M. Mollandin, qui d'ailleurs n'était pas complètement fondé à les formuler.

Au début de l'année, des conseillers de Surate avaient passé à Calicut pour inspecter les livres et l'un d'eux, M. de Grangemont, avait généreusement offert à M. Mollandin de lui laisser 50,000 piastres pour les besoins de la loge : M. Mollandin les avait refusées. Lorsqu'il fut bien certain qu'il ne pouvait plus arriver de France aucun vaisseau et que l'accord avec Bayanor fut connu dans tous ses détails, le Conseil de Pondichéry ne

manqua pas de faire ressortir à M. Mollandin les conséquences de son imprudence. « Pareille chose, lui dit-on, ne serait jamais arrivée à un autre qu'à vous. » C'était la première fois qu'on avait vu un chef de comptoir refuser de l'argent : que pour réparer ses fautes, il montre maintenant qu'« il a du sang aux ongles ». Le Conseil lui prescrit de faire patienter Bargaret comme il pourra et de soutenir la situation actuelle pendant huit ou neuf mois, jusqu'à l'été de 1722, époque où les vaisseaux de France ont l'habitude d'arriver dans l'Inde [1].

M. Mollandin maugréa, mais il dut se résigner. Avec les ressources dont il disposait et quelques fonds qu'on lui fit passer de Surate, il put faire commencer en novembre 1721 les installations de Mahé, auxquelles présida M. Vlamin. Mais alors de graves difficultés surgirent avec les Anglais.

M. Adam attachait une importance considérable à détenir le monopole des poivres sur cette partie de la côte ; il fallait à tout prix écarter les Français. La vue des travaux qui s'exécutaient à Mahé l'exaspérait ; mais comment les arrêter ? Avant de recourir à la force, il essaya encore une fois de faire pression sur l'esprit de de Bayanor en lui offrant des présents considérables allant jusqu'à 100,000 fanons ; il lui proposa même de payer tous les frais que, lui et nous, nous aurions pu

1. Les vaisseaux de France quittaient généralement la métropole en novembre ou en décembre, pour arriver dans l'Inde du mois de juin au mois d'août. Les premiers voyages de retour se faisaient d'ordinaire en septembre et les derniers au mois de janvier. La vente des marchandises s'effectuait peu de temps après leur arrivée, en septembre ou en octobre. Mais ces règles étaient souvent contrariées par le mauvais temps ou par des circonstances fortuites.

faire pour notre installation, en évaluant à un fanon chaque pierre de nos magasins; enfin il recourut aux menaces [1]. M. Mollandin riposta en représentant que la France était une puissante nation, qui saurait bien le défendre ; il lui manquait malheureusement l'argument suprême qui a toujours joué le plus grand rôle dans l'Inde de cette époque : l'argent et les cadeaux.

Il n'est pas humiliant pour l'Angleterre de proclamer que sur ce point elle nous fut toujours infiniment supérieure ; du jour où elle fut convaincue de la faiblesse politique en même temps que de la vénalité des princes indiens, elle s'occupa beaucoup moins de les vaincre que de les acheter. Ce système méthodiquement suivi pendant un siècle lui a valu l'Inde toute entière. Nous, Français, nous avons toujours entendu faire la politique coloniale avec le moindre effort financier, en nous en rapportant soit à la valeur de nos soldats, soit à l'habilité de nos administrateurs ; l'expérience a prouvé que c'étaient des procédés insuffisants. *Ceinture dorée vaut souvent mieux qu'épée bien trempée*. Nous n'allions pas tarder à l'éprouver à notre tour, à la côte Malabar d'abord, puis dans l'Inde toute entière. Dans le conflit naissant entre M. Adam et M. Mollandin, il n'est guère douteux que nous aurions évité l'expédition militaire de 1725 et que nous aurions conquis un puissant empire à la côte Malabar, si la Compagnie en France n'avait réparti les ressources de nos comptoirs avec trop de parcimonie ; elle ne sut jamais faire à temps les sacrifices nécessaires.

La *Sirène*, arrivant de Surate, passa vers ce moment

1. A. Col. C² 73, p. 352.

en rade de Mahé, apportant un petit présent pour Bayanor ; cette heureuse circonstance le retint dans notre amitié et permit de gagner du temps.

Est-ce à cette époque qu'il écrivit à la Compagnie une lettre dont nous n'avons pu retrouver la date ? Nous le pensons, car Bayanor parle de nos magasins qui allaient être bientôt achevés et ils le furent dans le cours de 1722. Voici cette lettre :

Je fais scavoir à Messieurs de la Royalle Compagnie que le Sr Mollandin, qui demeure à Calicut pour ladite Compagnie, m'est venu voir sur mes terres et m'a demandé au nom de ladite Compagnie un lieu qui s'appelle Mahé afin de s'y établir et y faire son commerce, ce que je luy accordé avec grand plaisir, voulant seconder ladite royalle Compagnie dans les contrats et commerce qu'elle désire faire sur mes terres, et pour cela j'ai donné un endroit pour faire des magasins qui seront bientôt achevez.

L'Anglois estant voisin de mes terres, ayant sceu que j'avais accordé à la royalle Compagnie son établissement et non à luy et que j'ay pour cela refusé eux et les Hollandois, qui sont les seuls qui peuvent faire le commerce de cette côte, sans qu'aucune autre nation européenne le puisse faire, disent que je suis la cause de ce que les François font des contracts à la côte Malabare et que je leur ay ouvert le chemin. C'est pourquoy les Anglois ont dit que doresnavant ils ne seront plus de mes alliez ny de ma nation et qu'ils ayderont les princes qui m'en voudront pour me détruire. C'est pourquoy je fais scavoir à la royalle Compagnie que, puisqu'ils commencent à murmurer sur ce commencement, s'il arrivoit quelque chose de pis, ce sera à eux de le prendre sur leur compte puisque je leur donne toute ma confiance et attends tous les secours qu'une royalle Compagnie peut me donner, veu que jusqu'à présent je n'ay voulu écouter aucune nation européenne que la Française pour un établissement. J'espère tout de votre fermeté et que vous me ferez la grâce

de me faire response au plus tôt par la voye de votre directeur de Calicut.

Signé : Bayanor, prince de Bargaret [1].

Nous ne connaissons pas la réponse de M. Mollandin ; mais, s'il écrivit, il dut être fort embarrassé pour le faire. Faute d'argent, nous n'avions pu acheter à Bayanor les poivres qu'il comptait nous vendre, et pour son budget c'était autant de ressources qui manquaient. Manifestement nous n'exécutions pas la convention du 2 avril ; quelles raisons autres que des raisons de patience pouvions-nous opposer aux sollicitations de Bayanor ? Aussi perdions-nous chaque jour un peu de crédit auprès de lui et M. Vlamin pouvait écrire le 29 décembre 1722 que si nos magasins étaient à refaire, on n'en obtiendrait plus l'autorisation.

M. Adam, qui connaissait la situation, était fort à l'aise pour nous desservir ; il redoubla de prévenances auprès de Bayanor et s'attacha également à acheter la conscience des principaux nambiars et à déterminer dans l'ensemble de la population de Cadounattou un courant d'hostilité contre la France. Ses arguments n'étaient pas sans valeur ; nous avions promis d'acheter les poivres du pays et voilà que, les fonds nous manquant, nous ne pouvions nous en rendre acquéreurs. Les Anglais ne pouvant à notre défaut les acheter en temps opportun, c'était la ruine du pays. A qui la faute, sinon au désastreux accord d'avril 1721 ? il fallait le détruire, renverser la politique, chasser les Français et revenir aux Anglais. Ces arguments ne pouvaient manquer de faire impression sur une population qui n'appréciait les Européens que par leur force ou par leurs largesses.

1. Arch. C. Corr. génér. Ind., 2e série, t. 4.

Avant d'exposer les conséquences de ces suggestions, qui aboutirent à une guerre véritable d'abord entre les Anglais et Bayanor, puis entre Bayanor et la France, il n'est pas inutile de raconter un épisode de nos relations avec Bayanor, qui nous donna à la côte Coromandel l'occasion de nous livrer à une démonstration militaire, audacieuse pour ce temps et qu'il est juste de faire connaître, parce qu'elle fait le plus grand honneur à ceux qui l'ont conçue et exécutée.

Vers le mois de mars 1722, Bayanor, cédant, semble-t-il, aux conseils de M. Mollandin, envoya à Saint-Thomé, près de Madras, un de ses bateaux nommé l'*Hédrousse*, pour y vendre des marchandises et y acheter douze éléphants. L'histoire ne dit pas ce qu'il voulait faire de cette cavalerie. Les éléphants furent achetés ; mais comment les expédier à la côte Malabar ? Un embarquement parut difficile et chanceux et la conduite des animaux par terre très onéreuse. Le Conseil de Pondichéry, mis au courant de la situation, pensa que le parti le plus sage était de reconnaître qu'on avait fait uné faute, et qu'il valait mieux revendre les éléphants et tenir l'argent à la disposition de Bargaret. Il s'entendit à cet égard avec le prince qui fut du même avis, et il envoya un de ses commis, M. Lefaucheur, à Saint-Thomé pour se faire remettre par le *Nacodar* ou patron de l'*Hédrousse* le vaisseau et les éléphants. Le nacodar refusa, prétendant qu'il n'était venu à la côte de Coromandel que pour emprunter 3000 pagodes à la Compagnie et que celle-ci n'avait rien à voir dans la question des éléphants. M. Lefaucheur, ne pouvant exercer une action efficace à Saint-Thomé, dépendance du Nabab d'Arcate, dressa procès-verbal de sa mission et revint à Pon-

dichéry (juillet). Quelques jours après, le nacodar faisait vendre les éléphants.

Bayanor, mis au courant de cette situation, commença à craindre pour la perte totale de ses effets et de son vaisseau et envoya à ses gens des ordres pressants pour se conformer aux indications que le Conseil pourrait leur donner. Le Conseil leur écrivit de son côté qu'ils pouvaient venir avec leur vaisseau à Pondichéry et qu'on leur donnerait tous les secours nécessaires.

Rassurés par ces déclarations, ils arrivèrent à Pondichéry le 23 septembre ; le même jour, il y entrait deux brahmes ou régidors envoyés par Bayanor pour prendre à l'égard de ses gens les mesures les plus extrêmes. Il y eut explication par devant le Conseil entre les brahmes et le nacodar ; celui-ci, invité à justifier de ses dépenses, ne put rien affirmer de précis, sinon qu'il avait acheté à un marchand de Porto-Novo pour 3000 pagodes de marchandises, sur lesquelles 2000 étaient payées. Le nacodar n'ayant plus de fonds pour solder la différence non plus que pour les salaires de son équipage, le Conseil, d'accord avec les Brahmes, décida de faire arrêter le nacodar et son écrivain et de confier la conduite de l'*Hédrousse* à un Français nommé Huguet, qui partirait aussitôt pour Porto-Novo, prendrait les marchandises et les transporterait à Calicut. Un autre employé de la Compagnie, nommé Courton, chargé en temps ordinaire de la loge de Mazulipatam, se rendrait auparavant par terre à Porto-Novo pour y emballer les marchandises et payer au marchand les 1000 pagodes qui lui restaient dues avec les droits de douane et tous les autres frais nécessaires : toutes ces opérations devant se faire en présence des deux regidors

afin qu'il n'y eût dans la suite aucune difficulté avec Bayanor, lorsque M. Mollandin lui demanderait le remboursement de ces divers frais (*Délibération du 6 octobre 1722*).

Huguet partit le 10 octobre de Pondichéry, ayant à bord comme prisonniers le nacodar et l'écrivain de l'*Hédrousse*. Arrivé à Porto Novo, Huguet cru devoir compléter son équipage par trois macouas qu'il prit à terre et partit de Porto Novo le 22 dans l'après-midi.

C'est alors que se produisit l'incident qui mit en relief la hardiesse et la force du Conseil de Pondichéry et du gouverneur intérimaire, M. Lenoir. L'*avaldar* ou gouverneur de Porto-Novo, qu'on avait sans doute négligé de consulter ou d'indemniser, prit mal l'affaire et, pour se venger, il fit arrêter les deux régidors de Bargaret, leur fit donner le chabouc et les mit aux fers. Il voulut aussi faire arrêter M. Courton, mais les marchands de Porto-Novo lui représentèrent que cette arrestation retomberait sur eux en paralysant le commerce : M. Courton fut laissé libre de retourner à Pondichéry.

La distance de Porto-Novo à Pondichéry n'est guère que de 25 kilomètres ; M. Courton arriva à Pondichéry le 24 à quatre heures du soir. Le Conseil se réunit aussitôt et jugeant que cette insulte, atteignant tout à la fois la Compagnie et Bayanor, pourrait avoir les plus graves conséquences pour notre établissement à la côte Malabar, décida de tirer immédiatement vengeance de l'affront fait à la nation. Il chargea en conséqnence MM. Dupleix et Courton de se rendre à Porto-Novo pour demander la mise en liberté immédiate des deux regidors, sans indemnité d'aucune sorte, et en cas de refus

de les enlever de force. Cette force devait être assurée par un détachement de 70 soldats dont 60 Français et 10 topas, commandés par le capitaine de la Gevrie, le lieutenant Tancarville et l'enseigne Guesdon.

Nous avons dit que M. Courton était arrivé à Pondichéry à quatre heures du soir; le détachement en partait le même jour à huit heures sur des chelingues et arrivait le lendemain matin à sept heures devant Porto-Novo.

Mais déjà l'avaldar était au courant de notre arrivée depuis deux heures et il avait pris quelques mesures de défense. MM. Dupleix et Courton se présentèrent à son Palais ou plutôt à sa maison et lui demandèrent les deux brahmes. Pendant que l'on négociait, un soldat maure s'avisa de tirer son sabre pour couper la tête au lieutenant Tancarville ; celui-ci para le coup avec le canon de son fusil et aussitôt après tua le soldat. Cela fit cesser la conversation et de part et d'autre on en vint aux mains ; nous eûmes deux soldats français tués et trois blessés pendant que l'avaldar avait dix-huit tués et plusieurs blessés.

Il suffit de cet engagement pour que l'*avaldar* abandonnât la place ; il évacua en hâte sa maison où nos hommes pénétrèrent derrière lui et ne trouvèrent rien qu'un brahme; homme d'affaires du gouverneur. On le retint prisonnier et les négociations reprirent. Elles aboutirent le lendemain au résultat poursuivi : l'avaldar rendit les deux regidors de Bargaret qui, sans notre intervention, auraient « mal passé leur temps » et les Français remirent à l'avaldar son homme de confiance.

Après cet exploit, le détachement français ne resta

pas à Porto-Novo et revint aussitôt à Pondichéry, mais en utilisant la voie de terre. A son passage à Goudelour, il fut reçu par les Anglais qui le gardèrent pendant deux jours dans la maison de la compagnie et le traitèrent avec les témoignages de la plus grande sympathie. Le chirurgien du Fort Saint-David soigna les blessés. Les Anglais n'étaient pas moins heureux que nous de voir rabaisser l'orgueil de l'avaldar, qui ne cessait de mettre des entraves à leur commerce comme au nôtre [1].

Il ne convient pas de grossir outre mesure l'affaire de Porto-Novo. Cependant, si l'on songe que jusqu'à ce jour jamais une nation d'Europe n'avait osé attaquer une puissance indigène, que l'avaldar dépendait du nabab d'Arcate et celui-ci du soubab du Dékan, que l'attaque de Porto-Novo pouvait nous attirer des représailles, on devra reconnaître que l'initiative du gouverneur Lenoir n'était pas exempte de dangers. Lui-même s'en rendait compte et, en même temps qu'il engageait l'affaire, il écrivait à M. Mollandin : « Vous voyez que « nous courons risques que les Maures nous déclarent la « guerre ; jamais il n'a été fait pareille chose pour les « affaires de la Compagnie » (Lettre du 9 novembre).

Sans perdre de temps, il écrivit aussi au Nabab et à son divan pour les mettre au courant de la situation. Ceux-ci lui répondirent que le Conseil avait eu tort d'envoyer tant de monde à Porto-Novo, qu'il fallait les en avertir et qu'aussitôt ils auraient fait rendre les deux brahmes et lui auraient envoyé l'avaldar les fers aux pieds. En lisant cette réponse, M. Lenoir jugea sagement que

1. A. Col. C² 73, p. 332-336.

s'il avait pris cette voie, il n'aurait pu libérer les deux regidors qu'en faisant beaucoup de présents au Nabab et à d'autres, que cela aurait duré fort longtemps et que nous aurions été dans la suite exposés à d'autres insultes.

Quoi qu'il en soit, l'incident se termina de la façon la plus heureuse pour notre prestige et peut-être fut-il cause que notre autorité se soit maintenue quelque temps encore à la côte Malabar et que Bayanor nous soit resté fidèle, malgré les tentatives chaque jour plus pressantes et plus actives de M. Adam pour ruiner notre établissement de Mahé [1].

Faute d'argent, nous n'avions pu, dans la saison de 1721-1722, faire à Bargaret tous les achats de poivre prévus par la convention du 2 avril ; nous n'avions pu lui faire à lui-même les cadeaux nécessaires. La situation semblait meilleure à la fin de 1722. Les vaisseaux de France étaient enfin arrivés à Pondichéry : l'*Atalante* le 16 août, le *Bourbon* et l'*Argonaute* le 9 septembre.

L'*Argonaute* apportait l'ordre de révoquer de leurs fonctions MM. Vlamin et Billard, le premier sous prétexte qu'il appartenait à la religion réformée, et les remplaçait par Brière, en qualité de premier commis aux appointements de 100 livres et un autre employé au choix de M. Mollandin. M. Mollandin choisit de la Croix, arrivé par l'*Argonaute*.

L'*Argonaute* partit pour Calicut et Mahé le 4 octobre

1. L'expédition de Porto-Novo avait coûté à la Compagnie 147 pagodes, dont elle poursuivit en vain le remboursement auprès de Bayanor (V. *lettre du Conseil à M. Mollandin, du 15 juin 1723*).

avec 2600 marcs de matières d'argent et 4112 livres de différents objets, tant pour l'achat des poivres que pour l'entretien de nos établissements [1]. Il portait en outre — ce qui n'était pas moins utile — deux canons et un détachement de vingt-huit soldats nouvellement arrivés de France, et commandés par Sainfond, capitaine, de Varenne, lieutenant, et Gérard, enseigne. Ces troupes et leurs officiers devaient être subordonnées à M. Mollandin, chef des deux comptoirs et seul responsable de la direction des affaires.

Le vaisseau arriva à Mahé le 3 novembre. Il paraît que les canons embarqués manquaient de boulets et que les soldats étaient peu instruits et peu disciplinés. M. Mollandin s'en plaignit. Les boulets avaient été oubliés à fond de cale ; quant aux soldats, « si cette « petite troupe n'est pas bonne, répondit le Conseil, « nous en sommes fâchés ; nous vous l'avons envoyée « telle que la Compagnie nous l'a fait passer. C'est l'affaire des officiers de la rendre meilleure. » Affaire également des officiers de former des armuriers et des canonniers qui font complètement défaut et que M. Mollandin réclame avec insistance. On reconnaîtra à ces traits le fameux système du « débrouillage » cher à notre pays, avec lequel nous avons engagé tant d'affaires avec des moyens insuffisants et compromis le sort d'expéditions qui devaient le mieux réussir. Dupleix aussi se plaindra plus tard qu'on lui ait envoyé de mauvaises troupes et avec ces troupes il perdra la partie dans le Carnatic.

La situation était fort heureusement moins grave et

1. L'*Argonaute* devait continuer sur Moka avec un chargement de poivre et de cardamome, que M. Mollandin avait dû acheter.

surtout moins décisive à la côte Malabar à la fin de 1722 qu'elle le fut à la côte de Coromandel en 1754. Le détachement arrivé par l'*Argonaute*, si mauvais qu'il fût, fit impression sur l'esprit de Bayanor et, comme nous venions, quelques jours auparavant, de montrer notre force à l'avaldar de Porto-Novo, ce prince crut sincèrement que non seulement nous pourrions le défendre contre les Anglais, mais que nous pourrions peut-être l'aider à les chasser de Tellichéry.

Il vint à notre loge et conféra avec M. Mollandin.

La convention du 2 avril fut revisée d'un commun accord les 15 et 22 décembre, mais dans un sens plus favorable aux intérêts de Bayanor.

Par l'article premier, il était stipulé que la Compagnie protégerait et défendrait le prince de Bargaret contre ses ennemis, quels qu'ils pussent être, exception toutefois des puissances européennes avec lesquelles le roi de France était en paix. Si par hasard S. M. entrait en guerre avec ces puissances ou avec l'une d'elles, la Compagnie défendrait contre elles le prince de Bargaret.

Par un autre article, il était entendu que les navires et manchoues de Bargaret voyageraient sous le pavillon de France. Si ces embarcations étaient prises par des Européens ou si on leur faisait violence, la Compagnie promettait d'en demander raison [1].

En compensation de ces avantages, M. Mollandin aurait désiré obtenir l'emplacement qui était à l'embouchure de la rivière pour y construire une forteresse ; il représenta à Bayanor que nous ne pourrions utilement le soutenir que si nous étions nous-mêmes assurés de nos

1. Voir, pièce annexe n° 5, le texte de cette convention.

moyens de défense. Mais Bayanor ne crut pas pouvoir nous accorder ce que nous demandions ; il nous laissa du moins installer sur la fameuse montagne trois pièces de canon et six hommes et nous autorisa à construire un second bancassal et des casernes, à portée de canon de la rivière, près de la plage d'Anjigoudy, où notre pavillon fut solennellement hissé le 18 décembre, au bruit de vingt-et-un coups de canon à terre et de vingt-et-un autres à bord de l'*Argonaute*.

C'était une prise de possession effective du pays ou du moins de cette partie du pays, et Bayanor comme M. Mollandin l'entendaient bien de cette façon. M. Mollandin se hâta d'en informer M. Adam qui répondit par une protestation énergique, en disant que ce pays avait déjà été cédé à la Compagnie anglaise par le roi Colastry. Il ne s'en tint pas là ; il renouvela à Bayanor les menaces et les promesses. Elles ne firent aucune impression : Bayanor prit au contraire à l'égard des Anglais une attitude de moins en moins amicale, et la guerre entre eux parut inévitable.

Elle n'éclata pourtant pas par une de ces déclarations en règle, qui indiquent brusquement que l'état de paix a cessé ; lorsqu'au mois de décembre 1722, M. Adam menaçait Bayanor de la guerre, cette guerre existait en fait depuis plusieurs semaines par une succession de provocations et d'actes inamicaux ; la paix ne parut défitinivement rompue que le jour où ces actes furent plus nombreux ou plus graves.

Ce sont ces événements d'un caractère souvent indéterminé que nousallons essayer d'expliquer.

CHAPITRE III

L'OBSTRUCTION DES ANGLAIS

1722-1725

Dans le courant de l'année 1722, alors que M. Adam ne pouvait rien obtenir de Bayanor ni par menaces ni par promesses ni même par présents, et qu'il se trouvait lui-même impuissant à intervenir directement dans une lutte qui aurait amené Bayanor à d'autres sentiments, il crut utile de se rappeler que, dans des temps anciens, les états de Bayanor dépendaient de Colastry et il en conclut qu'en nous permettant de nous établir à Mahé, Bayanor avait outrepassé ses droits et que Colastry pouvait lui en demander raison. Or, Colastry et Bayanor unis par des liens de famille vivaient dans les meilleurs termes ; mais on sait ce que valent ces liens et même les affinités des peuples, lorsque des questions d'intérêt sont en jeu.

Colastry fut aisément convaincu que Bayanor avait usurpé sur son autorité et, sur les suggestions de M. Adam, il se laissa entraîner non pas à lui déclarer mais à lui faire la guerre. Il fut suivi dans ce mouvement par le roi de Cotiatte et par les quatre Nambiars. Les archives que nous connaissons ne nous disent pas ce que fut exactement cette guerre ; mais il semble

Coringote. Nous lisons dans des lettres du Conseil de Madras et du Conseil de Bombay, adressées en janvier 1724 au Conseil supérieur de Pondichéry [1], que c'est pour reprendre cette montagne que Coringote aurait fait la guerre aux Anglais et nous apprenons par elles que c'est le 2 novembre 1722 que Coringote aurait essayé, vainement d'ailleurs, de reprendre Moilan. Mais nous lisons dans les réponses de M. Mollandin [2] que cette attaque n'eut jamais lieu et que c'est là une imagination de M. Adam. Lorsque des contemporains s'entendent si peu sur des événements qui s'accomplissent pour ainsi dire sous leurs yeux, comment veut-on que l'histoire rétablisse la vérité ?

Il paraît moins contestable qu'après cette affaire restée douteuse, les Anglais attaquèrent Coringote et lui prirent Puthina ou Pouteny et la montagne de Ponelle, qui sont un peu au sud de Moilan, en se rapprochant de Mahé. S'il faut en croire la lettre du Conseil de Madras de laquelle nous tenons ces détails, Coringote vaincu aurait voulu faire la paix avec les Anglais, mais il en aurait été empêché par M. Mollandin qui lui aurait prêté de l'argent et fourni des munitions pour continuer la guerre et lui aurait même promis la prise de Tellichéry.

Nous pensons très fermement, sans preuve du reste, que M. Mollandin a usé de toute son influence pour entretenir Coyonnaire dans des idées d'hostilité contre M. Adam ; mais nous sommes tout aussi convaincus qu'il n'a pu lui fournir ni argent ni munitions ; il n'en avait pas assez pour son propre compte et l'arrivée de

1. A. Col. C² 73, p. 71-75.
2. Ibid.

l'*Argonaute*, si heureuse fût-elle, ne lui avait donné en réalité qu'une autorité morale assez limitée.

Quoi qu'il en soit, la guerre continua de part et d'autre, si l'on peut donner le nom de guerre à des opérations où il n'y avait peut-être que quelques dizaines d'hommes d'engagés. Coringote reprit aux Anglais la montagne de Ponelle et bientôt après, le 12 février 1723, les Anglais lui prirent à leur tour deux méchants fortins, où ils massacrèrent une douzaine d'individus qui s'y trouvaient renfermés.

Une action plus importante s'engagea le 14 mars. Ce jour-là, dit M. Adam, 14.000 hommes venus tant du pays de Coyonnaire que de celui de Bayanor, menacèrent Tellichéry, pendant que les Français attendaient anxieux à la rivière de Mahé le résultat de cette attaque qu'ils auraient provoquée. Le résultat n'aurait pas répondu à nos espérances ; les 14.000 hommes avaient été mis en fuite par les Anglais et deux mois après repoussés définitivement des états de Coyonnaire. Lorsque, à la fin de l'année, toutes ces rivalités furent soumises pour examen aux deux conseils de Madras et de Bombay, M. Mollandin, sans contester la défaite de Coyonnaire, put écrire que M. Adam n'était tout de même pas Alexandre le Grand et qu'il convenait de ramener l'affaire à de justes proportions [1].

1. Dans cette affaire, les Anglais firent prisonnier un canonnier français nommé François Guillen; ils en conclurent aussitôt que nous soutenions effectivement leurs ennemis. Une enquête démontra que ce Fr. Guillen était déserteur depuis quatorze mois et qu'il était passé chez Coyonnaire, qui utilisait occasionnellement ses services. Les déserteurs furent toujours très nombreux dans l'Inde, aussi bien dans l'armée anglaise que dans l'armée française, recrutées l'une et l'autre le plus souvent parmi les éléments les moins recommandables de la population européenne.

Il ne semble pas qu'après ce combat il y ait eu de sérieux engagements sur terre, tant du côté de Coyonnaire que du côté de Colastry ; les différentes lettres ou rapports que nous avons sous les yeux ne nous parlent de rien. Elles nous donnent au contraire des renseignements très nombreux et très précis sur les agissements maritimes des Anglais.

M. Adam savait, à n'en pas douter, que si nous étions établis à Mahé, l'établissement nous coûtait fort cher, que malgré nos dépenses nos moyens d'action étaient insuffisants et que le Conseil de Pondichéry ne voulait pas ou ne pouvait pas les augmenter. Au mois de janvier, la petite garnison s'était renforcée de dix topas, venus de Pondichéry, mais c'était la limite des sacrifices possibles et le Conseil, un peu découragé tant par l'accroissement des dépenses que par l'hostilité des Anglais, écrivait le 23 janvier 1723 à la Compagnie que si l'on avait pu renforcer l'établissement de Calicut sans créer celui de Mahé, cela aurait été suffisant pour avoir du poivre ; quand le commerce aurait été plus développé, on aurait créé un nouveau comptoir ; néanmoins le Conseil se soumettait aux ordres de la Compagnie et, s'il ne le pensait pas, écrivait que l'établissement de Mahé serait avantageux dans la suite [1]. A Mahé même, il régnait la plus grande anarchie ; M. Mollandin avait retenu MM. Vlamin et Billard contre les ordres de la Compagnie ; les soldats obéissaient difficilement à leurs chefs et ceux-ci se refusaient eux-mêmes à reconnaître l'autorité civile de M. Mollandin ou de son second, M. de la Croix. M. Adam pouvait donc espérer qu'avec de la ténacité et au besoin quelques procédés douteux,

1. A. Col. C² 72, p. 229. Voir pièce annexe, nº 3.

il pourrait arriver à nous décourager et, disons le mot, à nous dégoûter de notre établissement.

Sous prétexte que Colastry était en guerre avec Bayanor et que les neutres ne devaient pas intervenir dans cette lutte, il se crut le droit de visiter les navires portant notre pavillon, pour voir s'ils ne portaient pas des provisions ou des munitions de guerre destinées à Bayanor. M. Adam écrivit même à M. Mollandin qu'il n'aurait aucun égard pour les passeports que nous délivrerions aux navires qui naviguaient pour notre compte le long de la côte.

Un rapport établi plus tard, — en 1724 — nous énumère les actes de force commis par M. Adam[1].

Le 6 octobre 1723, une flottille anglaise poursuivit une de nos manchoues qui venait de Calicut chargée de provisions nécessaires à nos soldats et à nos employés et prétendit lui interdire l'accès de la rivière de Mahé.

Le surlendemain, elle s'attaqua à un bateau monté par de la Croix, saisit la poudre et les balles qui se trouvaient à bord et les jeta à la mer, en signifiant aux marins indigènes que, s'ils continuaient à naviguer pour les Français, on leur couperait les oreilles.

Uu peu plus tard, le 28 octobre, le même de la Croix, commandant deux manchoues qui allaient à Mangalor, fut rencontré par des embarcations anglaises qui tirèrent dessus et l'obligèrent à atterrir à une demi-lieue de Mahé ; il y eut 200 fardes de riz avariées ou gâtées.

1. Ce rapport est de M. Tremisot, ancien employé du comptoir de Surate, devenu alors le second de M. Mollandin. M. Tremisot était arrivé à Pondichéry dans le courant de 1723 pour rentrer en France ; ses qualités le désignèrent à l'attention du Conseil qui le retint et l'envoya à Mahé. M. Tremisot y arriva par l'*Union* le 15 février 1724.

Le 18 novembre, deux palles chargées de riz, expédiées de Calicut par M. Mollandin, furent poursuivies à coup de canon par les Anglais ; elles purent se sauver sans dommage.

Le 30 novembre, une de nos manchoues chargée de riz et de chaux fut prise et emmenée à Tellichéry, d'où elle fut renvoyée à Calicut, sans pouvoir toucher Mahé.

Le 17 décembre, les Anglais poursuivirent un bateau où M. de la Croix avait fait embarquer pour Calicut un officier et quinze soldats : nous eûmes plusieurs blessés.

En janvier et en février 1724, des embarcations anglaises ne cessèrent de passer sous notre pavillon, en tirant dessus des coups de canon et en faisant des décharges de mousqueterie sur les soldats qui le gardaient ; ils prirent dans le port des Macouas qui se livraient à la pêche et les emmenèrent prisonniers à Tellichéry.

On voulait évidemment nous affamer ; bientôt on voulut nous chasser par le feu. Le 24 janvier, les soldats du poste remirent entre les mains de M. de la Croix deux Cafres qu'ils venaient de saisir et auxquels M. Adam aurait tenu ce langage : « Amis, il faut que vous alliez chez les Français nos ennemis mettre le feu dans leur loge, au moins dans les maisons de holles (feuilles de palmier) qui sont proches. » M. Adam leur aurait donné des artifices, mais la barque qui les amenait chavira au moment de toucher au port et la poudre fut perdue. L'un des Cafres se sauva ; l'autre fut embarqué en France sur le *Lys* au mois d'avril. Embarquement fort inopportun ; car M. Adam put dire dans la suite que toute cette affaire d'incendie était de pure imagination et nous ne pûmes alors invoquer que des souvenirs.

Le 19 février, les Anglais continuant leurs exploits arrêtèrent encore une manchoue de la Compagnie qui revenait de Calicut chargée de riz et d'autres objets nécessaires au comptoir de Mahé et l'emmenèrent à Tellichéry où ils la gardèrent plusieurs jours : les Macouas qui la montaient furent retenus prisonniers.

Le 28 février, les mêmes embarcations saisirent et emmenèrent à Tellichéry deux manchoues chargées de chaux, charbon et kaire envoyées de Calicut par M. Louet, employé du comptoir.

Du 27 avril au 6 mai, des embarcations anglaises ne cessèrent de venir affronter notre pavillon et de faire des décharges de mousqueterie sur nos pêcheurs.

Le 30 mai, les Anglais tentèrent une descente dans la rivière.

Nous en fûmes ainsi réduits à ne plus pouvoir envoyer d'embarcations de Mahé dans quelque endroit que ce fût, ni pour notre commerce ni pour nos autres besoins [1].

C'était une situation grave et, pour l'avenir, fort angoissante. Les Mahaisiens ne souffraient pas moins. Les Macouas n'osaient plus sortir en mer, même pour la pêche, de peur de tomber aux mains des Anglais et d'être retenus prisonniers à Tellichéry, comme beaucoup de leurs camarades que M. Adam ne voulait pas relâcher. Quant aux marchands, toutes leurs affaires étaient arrêtées.

Les gros marchands étaient alors au nombre d'environ 150, possédant chacun trois à quatre manchoues. Quand ils ne les utilisaient pas eux-mêmes, ils les louaient à d'autres marchands, moins riches, qui s'asso-

1. A. Col. C² 73, fol. 86 à 88.

ciaient à trois, quatre, six ou dix pour faire un chargement de cocos, coprah, huile et autres petites marchandises de cette côte qu'ils transportaient soit à Mangalor, soit à Calicut ou Panana : au retour, ils rapportaient du riz qu'ils consommaient ou revendaient à des boutiquiers. C'était tout le commerce de Mahé ; or ce commerce était entravé par les courses des embarcations anglaises et ces entraves provenaient de notre présence. Aussi les marchands, frustrés dans leurs intérêts, gênés même dans leur existence, commencèrent-ils à s'agiter. Ils dirent à Bayanor qu'il fallait ou que les Français s'en allassent du pays ou qu'ils prissent les mesures nécessaires pour assurer la liberté du commerce, soit en tenant tête aux Anglais soit en affrétant des embarcations qui escorteraient les manchoues en mer et les préserveraient de toutes offenses: c'était ce que faisaient les Anglais pour nous attaquer. Si nous ne voulions pas agir, les marchands étaient décidés à abandonner le pays et ce serait aussi fâcheux pour Bayanor que pour nous. Il n'y aurait plus en effet de commerce, et Bayanor qui vivait en partie des droits de douane que lui procurait la sortie des poivres par la rivière de Mahé, ne toucherait plus rien. Ces considérations ne pouvaient manquer de frapper l'esprit du prince et d'ébranler ses résolutions ; mais il ne prit pas tout de suite parti ; ne sachant de quel côté se trouverait définitivement la force, il attendit encore les événements.

M. Adam ne niait point les vexations dont nous étions l'objet, ni les souffrances qui retombaient sur les gens de Mahé; seulement il prétendait qu'elles étaient justifiées. C'était son droit, disait-il, de visiter les navires quels qu'ils fussent et de ne tenir compte d'au-

cun passeport; mais il en voulait si peu aux Français que, quand par hasard on arrêtait leurs embarcations, on les leur rendait toujours. Quant aux prisonniers, c'était une autre affaire : les prisonniers, bien qu'employés par nous, étaient des gens de Bayanor ; or, Bayanor étant en guerre avec Colastry, il avait le droit de les garder. Et M. Adam insistait pour nous convaincre que Bayanor n'était qu'un sujet rebelle et que les Anglais avaient raison d'aider contre lui le roi de Colastry. Mais nous, nous n'avions aucun droit d'être à Mahé, puisque Colastry avait concédé aux Hollandais et aux Anglais le droit exclusif de faire du commerce dans toutes les terres de la côte Malabar!

Vaines discussions, où la Force essaie de s'abriter derrière le Droit, sans attacher d'ailleurs aucune importance à ces sortes d'arguments! En guerre, il n'y a que les raisons du plus fort qui comptent : La Fontaine l'a dit avant nous d'une autre manière et, à part les idéologues, chacun le répétera après nous jusqu'à la fin des siècles. C'est la Sagesse des Nations qui le veut ainsi, et tout peuple qui ne le comprend pas marche vers son déclin. M. Adam les avait bien.

Cependant, que faisions-nous pour résister à ces provocations? Et comment l'établissement de Mahé vivait-il au milieu de ces perpétuelles menaces?

Lorsque M. Adam commença à troubler notre navigation en 1723 et soutenait déjà Colastry contre Bayanor pour faire échouer notre établissement, nous adressâmes une plainte au Conseil de Madras. Celui-ci la transmit à la fin d'octobre pour avis et information à Tellichéry et à Bombay. M. Adam fournit des explications aux deux Présidences, qui nous répondirent à

nous-mêmes dans le courant de janvier. Elles couvraient M. Adam dans tous ses actes, en reproduisant presque intégralement ses arguments : le ton de ces réponses n'était ni aimable ni désobligeant ; elles ne comportaient qu'une riposte de pure forme, que M. Mollandin fit au mois d'avril 1724 [1].

M. Mollandin, qui avait été autrefois un employé plein de zèle, paraissait avec l'âge avoir perdu son activité ; il était devenu, nous dit-on, si gros et si puissant « qu'il ne pouvait plus se remuer ni agir, s'endormant en mangeant et en parlant [2] ». Lui-même demandait sa retraite, avec le titre de Conseiller au Conseil supérieur de Pondichéry. En attendant qu'il pût le remplacer, le Conseil lui envoya des employés pour l'aider. On a vu que Vlamin et Billard, les ouvriers de la première heure, avaient été révoqués et remplacés par Brière et de la Croix ; de la Croix fut à son tour remplacé à la fin de 1723 par un employé de Surate, nommé Trémisot, qui devait être plus spécialement chargé de Mahé et devint dans la suite chef du comptoir, après le départ de M. Mollandin. On nomma dans le même temps comme sous-marchands, MM. Louet et Fouquet, dont le premier devint aussi plus tard chef de la loge et joua un rôle important à la côte Malabar, de 1750 à 1755.

Mais, pour paralyser l'action de M. Adam, il n'y avait en réalité que trois moyens : des navires, des soldats et de l'argent. Le Conseil supérieur pourvut à tous ces besoins au début de 1724. L'*Union* et le *Lys* étaient disponibles ; il les envoya à la côte Malabar [3].

1. A. Col. C² 73, f. 71 à 76.
2. A. Col. C² 72, p. 391-392.
3. Le *Lys* était un vaisseau de 240 tonnes et l'*Union* de 140.

L'*Union* arriva à Mahé le 15 février et le *Lys* le 17 mars. Ils apportaient avec eux 120.000 roupies et l'*Union* amena 15 soldats français et 28 topas commandés par de Bury, capitaine, de Plaisance, lieutenant, et de Zégombarde, enseigne. Les deux premiers devaient remplacer Sainfond et de Varennes, dont l'indiscipline était notoire et le dernier l'enseigne Girard tué dans une rixe avec son lieutenant. On comptait sur l'autorité de M. de Bury, déjà fort au courant des affaires de l'Inde par un séjour prolongé à Pondichéry, pour ramener l'ordre dans les esprits et donner aux indigènes une impression de force et d'organisation qui faisait défaut.

Avec ces éléments renouvelés, le Conseil ne cherchait point à fournir à Bayanor les moyens de faire la guerre aux Anglais; il ne demandait toujours qu'à rester tranquille à Mahé et à y faire du commerce sans être inquiété, mais il voulait être prêt à toute éventualité. Comme depuis l'*Argonaute* et le *Pondichéry*, c'est-à-dire depuis un an, il n'était pas venu de bateau à Mahé, et que cette longue interruption n'avait pas été sans donner beaucoup d'audace à M. Adam, le Conseil pensait que l'*Union* et le *Lys* suffiraient à rétablir le prestige de la compagnie.

Les capitaines de ces deux navires, MM. Baudrand et de Boisrion avaient reçu comme instructions de se concerter avec M. Mollandin au sujet de toutes les mesures à prendre; ils furent tous deux d'avis qu'il y avait lieu de venger l'honneur de la nation et les insultes faites à notre pavillon; le premier se saisit du *Chauvelon*, appartenant à la Compagnie anglaise et le second de la *Porte du Sud*. Le *Chauvelon* fut échangé

contre une manchoue qu'on nous avait prise quelques jours auparavant. Quant à la *Porte du Sud*, assez gros navire qui venait du Bengale, il ne fut relâché qu'à la suite d'une lettre de M. Adam où « il ne demandait pas mieux que de terminer toutes choses par la voie de la douceur ». On fit en conséquence une espèce de trêve en attendant que les deux nations eussent décidé de toutes les contestations (24 mars [1]). D'après cette convention, M. Adam s'engageait à remettre en liberté les Macouas à notre service qu'il avait fait prisonniers et à laisser passer librement les manchoues ou bâtiments portant pavillon français et ayant des passeports ou lettres d'avis de la Compagnie.

Le *Lys* n'avait pas plutôt disparu que M. Adam nous faisait enlever une manchoue qui venait de Quilandi (28 mars). Fort heureusement, le *Lys* n'était encore qu'à Mangalor; M. Mollandin eut le temps de prévenir M. de Boisrion, qui se saisit aussitôt en rade de la palle amirale anglaise nommée la *Coy Grab*; puis il revint à Mahé avec sa prise. Ce fut l'occasion pour nos partisans d'insulter à leur tour l'escadrille anglaise et de reprendre quelque confiance dans l'avenir.

L'*Union* et le *Lys* ne restèrent pas longtemps à la côte Malabar ; ils étaient de retour à Pondichéry au commencement de juin. Nous savons par une lettre du Conseil en date du 7 juin 1724, que l'accord qu'ils avaient conclu ne plut pas à Pondichéry. Lorsqu'il y fut connu, les Anglais l'avaient déjà enfreint en ne rendant pas les Macouas qu'ils avaient faits prisonniers; ces prisonniers pouvaient être sujets de Bayanor, mais de

1. V. Pièce annexe nº 6, les articles de l'accommodement entre MM. Adam et Mollandin.

qui donc étaient sujets les Macouas de Madras et ceux de Pondichéry? Qui s'aviserait à Madras de toucher à des Macouas au service de la Compagnie, qu'ils fussent ou non sujets du Nabab d'Arcate? M. Adam avait encore violé sa parole en attaquant cinq jours après le traité une manchoue qui venait de Quilandi. Pour ces deux motifs, le traité était nul ; le Conseil estimait, d'autre part, qu'il était conçu en termes captieux et peu honorables pour la Compagnie [1].

Le Conseil supérieur n'était guère partisan, nous l'avons dit, de l'établissement de Mahé; chaque jour il en voyait croitre les besoins sans pouvoir satisfaire aux dépenses; mais il avait au plus haut degré le sentiment de l'honneur national et, puisque l'affaire était engagée, il estimait qu'il fallait la conduire avec vigueur et décision. « Nous avons, écrivait-il à Mahé le 5 janvier 1724, des ordres précis et positifs pour assurer l'établissement du Mahé. » Que M. Mollandin prépare donc tous les matériaux pour se fortifier à l'embouchure de la rivière; si Bayanor est inquiété par les Anglais, il doit comprendre que nous seuls pouvons le défendre et cette défense ne peut être efficace que si nous avons un point d'appui autre qu'Anjigoudy. Mais que M. Mollandin ne croie pas que le Conseil a des ressources illimitées, ainsi qu'il affecte de le dire en sa correspondance; le Conseil n'a pu envoyer 120.000 roupies qu'au détriment des autres comptoirs. Quant aux soldats, M. Mollandin demande encore 50 ou 60 Français; où les prendre ? Si on les lui envoyait, il ne resterait que des étrangers à Pondi-

1. A. Pond., Reg. 60. Lettre du 7 juin 1724.

chéry. « Vraiment, écrivait le Conseil, nous ne pouvons nous dispenser de vous dire que vous faites notre procès avec beaucoup d'indiscrétion. »

Les Anglais prétendant qu'ils ne nous inquiétaient que pour sauvegarder les intérêts de Colastry et défendre ses droits sur notre établissement, le Conseil pensa qu'il serait utile d'écrire à Colastry pour obtenir de lui une lettre dans laquelle il déclarerait qu'il n'avait aucune prétention sur notre comptoir. S'il ne s'agissait que d'un petit présent pour l'obtenir, il conviendrait de le faire. M. Mollandin n'écrivit rien de pareil, au moins en 1724; ce fut au contraire lui qui, à la date du 14 avril, reçut spontanément une lettre de Colastry. Cette lettre est trop singulière pour que nous ne la reproduisions pas.

Parolles du roy.

J'écris au major français de Calicut [M. Mollandin] au sujet de ses affaires.

Caddounattou Addiodi, pour avoir l'amitié des Français, leur a donné un endroit pour faire bancassal et commerce; cela est cause que les Anglais font beaucoup de dégât et de bruit à Caddounattou; vous le savez fort bien et, quand j'ai quelques nécessités pressantes, c'est Caddounattou qui m'y aide, étant amis. Pour avoir canonné Caddounattou et pour avoir embarrassé le port et empesché le commerce, je n'y ai consenti ni par parolles ni par cœur.

Je croyais qu'à l'arrivée du vaisseau [le *Lys*], le major français aurait achevé en bien toutes les insultes qu'on a eu dans ce pays à cette occasion, mais ces insultes n'ont point finy, ce qui est fait Nord et Sud à la honte du major.

Pour cette cause, le major fera sa diligence pour faire finir ces insultes et pour que les Anglais par la suite ne viennent faire aucun dégât; car Addiodi, qui n'a d'autre ami que le major, reçoit quelque honte dans ce pays; c'est pour le major qui le sçait fort bien.

28 mars année malabarre [900].

Signé du seing du roy Colastry.

Cette lettre est assez intéressante, autant que des événements aussi secondaires peuvent avoir d'intérêt pour l'histoire. Elle prouve d'abord que ce n'est point Colastry lui-même qui est en guerre avec Bayanor, — c'était sans doute l'un des rois de cet État anarchique, — elle prouve aussi que la cession de Mahé par Bayanor ne paraît pas avoir ému Colastry. Seulement Colastry se rend compte de notre faiblesse; nous recevons des insultes auxquelles nous ne répondons pas; ces insultes nous font beaucoup de tort dans tout le pays et elles mettent également en mauvaise posture notre ami le prince de Bargaret. Colastry paraît désirer que nous dominions la situation.

En même temps qu'il correspondait ou cherchait à correspondre avec Colastry, le Conseil de Pondichéry renouvelait ses démarches auprès du Conseil de Madras pour faire cesser l'obstruction de M. Adam. La réponse du mois de janvier précédent n'avait été ni nette ni catégorique : le Conseil de Madras avait plutôt reproduit les arguments de M. Adam qu'il ne se les était appropriés. Les nouveaux attentats commis depuis notre première plainte le rendraient peut-être plus disposé à nous accorder satisfaction. Dans ce but, le Conseil supérieur dépêcha à

Madras M. Dumas, second de Pondichéry. M. Dumas, qui fut plus tard gouverneur de l'Inde française, avait une grande réputation d'habileté et de décision; très attaqué par les uns, très vivement soutenu par les autres, il donnait l'impression d'une personnalité originale et puissante. En l'envoyant à Madras traiter de vive voix les affaires pendantes, l'intention du Conseil était de faire savoir qu'en cas de refus de nous donner satisfaction, nous étions déterminés à user de représailles. Ce parti était dur, mais pour toutes sortes de raisons le Conseil ne pouvait pas rester plus longtemps insensible aux affronts faits à la nation. M. Dumas devait en conséquence demander au Conseil de Madras si son intention était de laisser M. Adam continuer ses prouesses ou s'il estimait qu'il dût attendre des instructions d'Angleterre [1].

Il est fâcheux que nous n'ayons pu retrouver la réponse du Conseil de Madras ni le rapport de M. Dumas. Nous lisons seulement dans une lettre du 7 juin, adressée à Mahé, que les Anglais paraissaient très mortifiés de ces démêlés et en craignaient des suites malheureuses pour leur commerce.

Mais, quelles qu'aient été leurs craintes ou même leurs espérances d'accommodement, il est certain que ni ces craintes ni ces désirs n'eurent assez de force pour déterminer M. Adam à modifier sa politique.

Nous avons suivi les agissements de ce dernier jusqu'au mois de mai 1724 ; il y eut alors un arrêt dans ses manifestations, car la saison était mauvaise pour la

1. A. Pond., Reg. 60. Correspondance du Conseil supérieur avec Mahé. Lettre du 17 avril 1724.

navigation et, avant de nous porter un coup décisif, il désirait savoir de quelles forces nous disposerions réellement, lorsque les vaisseaux de France seraient arrivés.

Mais il ne vint que le *Neptune* et l'*Apollon*; encore n'arrivèrent-ils à Pondichéry que le 15 octobre et ils n'apportaient aucune lettre de la Compagnie; ces lettres avaient été confiées à deux autres bateaux le *Duc de Chartres* et l'*Hercule*, qui partirent en même temps qu'eux, mais n'arrivèrent que le 20 février et le 30 avril 1725. Le Conseil fut embarrassé pour prendre des résolutions. Craignant toutefois que les Anglais ne crussent la Compagnie plus faible qu'elle ne l'était, il se résolut à faire passer le *Neptune* à la côte Malabar pour hiverner dans nos comptoirs (24 octobre).

Le *Neptune* était commandé par M. Périer : M. Périer reçut en partant, sinon les instructions, du moins les indications suivantes :

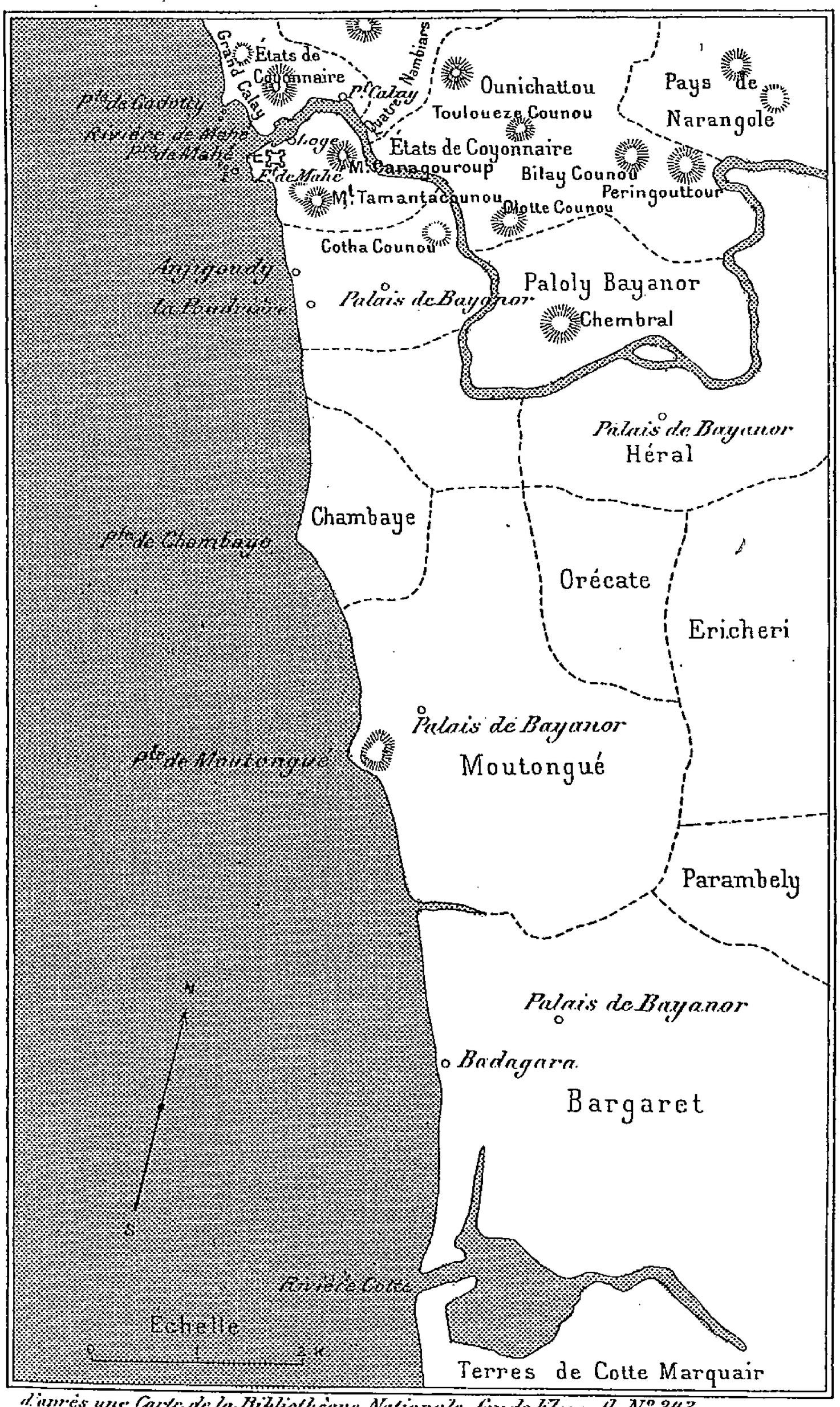
en ce qui concernait les Anglais : se concerter avec MM. Mollandin et Tremisot pour demander à M. Adam raison de ses insultes et provocations, user de représailles s'il y avait lieu, « agir si sérieusement que tout ce qui appartient aux Anglais puisse s'en ressentir », convaincre M. Adam que nous sommes déterminés à nous maintenir dans notre établissement, insulter le pavillon anglais de Moilan et de Tellichéry, s'opposer au besoin par la force à tout appui qui pouvait venir de Bombay; n'agir toutefois qu'avec une certaine prudence, car on n'était point sûr de recevoir des renforts, et si le Conseil de Bombay soutenait M. Adam, celui de Madras et celui de Fort Saint-David le désapprouvaient;

en ce qui concernait Bayanor : tâcher d'apaiser ses défiances par quelques présents, obtenir de lui par inti-

CARTE DE TELLICHÉRY ET DU PAYS DE CORINGOTE

d'après une Carte de la Bibliothèque Nationale — fonds Klaproth N° 243

CARTE OCCIDENTALE DES ÉTATS DE BAYANOR



d'après une Carte de la Bibliothèque Nationale - fonds Klaproth N.° 243

midation ou de bonne volonté la permission de se fortifier sur la montagne qui est à l'embouchure de la rivière, lui promettre enfin, dès que de nouveaux bateaux seront arrivés de France, de les envoyer à Mahé pour le protéger contre les Anglais — « les Anglais ne méritant plus d'être ménagés » [1].

Pendant que le *Neptune*, contrarié par un mauvais temps, faisait un lent voyage d'une côte à l'autre, M. Adam recommençait ses opérations.

Le 19 novembre, les embarcations anglaises poursuivirent une manchoue française expédiée de Calicut à Mangalor, l'arrêtèrent à coups de canon, la visitèrent et la fouillèrent.

Le lendemain, les mêmes embarcations donnèrent la chasse à un bateau de la Compagnie, qui ne se sauva qu'en se réfugiant à Moutongué, petit port de la côte.

Bayanor de son côté était de plus en plus hésitant. Vers la fin d'octobre, M. Adam avait fait répandre le bruit qu'il allait arriver à Mahé quatre bateaux français pour obliger Bayanor à nous céder la montagne. Ce faux bruit causa une impression si grande parmi les indigènes que le nambiar ou gouverneur de Mahé fit secrètement prévenir M. Tremisot de se tenir sur ses gardes ; car on parlait d'incendier la loge. Bayanor lui-même ne dit rien, mais peu de jours après, il envoya deux brahmes à Ali-Raja, de Cannanore, pour l'engager, semble-t-il, à brouiller le roi de Cotiatte avec celui de Colastry et dégager ainsi Bayanor et les Nambiars qui tenaient son parti. A leur retour de Cannanore, ces brahmes s'arrêtèrent à Tellichéry et passèrent

1. A. Col. C² 73, f. 110 et suiv.

toute une après-midi dans le cabinet de M. Adam. M. Tremisot n'augurait rien de bon de ces conciliabules.

La situation s'aggrava encore en novembre. Le peuple, gêné dans ses opérations commerciales, ne pouvait plus nous supporter. En vertu du traité du 2 avril 1721, nous nous étions engagés à demander raison des insultes faites aux navires voyageant sous notre pavillon. Pourquoi ne le faisions-nous pas ? Pendant tout le mois, il y eut des réunions entre les grands du pays, les maures et les principaux marchands ; ceux-ci, plus ou moins subornés par les Anglais, ne cessaient de solliciter Bayanor de céder aux Anglais un établissement soit à Badagara, soit à Mahé même, d'expulser les Français ou tout au moins leurs troupes et de réduire leur établissement à un simple bancassal. Le commerce était arrêté ou plutôt nous était interdit ; on refusait de nous livrer les poivres pour lesquels nous avions consenti des avances. « On ne s'embarrasse plus, écrivait M. Tremisot le 23 novembre, de nous voir manquer des choses les plus nécessaires à la vie ; personne ne se présente pour nous rendre certains services ; ceux qui sont remplis de meilleure volonté pour nous n'osent agir ni parler à cause des menaces des marchands maures et refusent le service des Français. Nous nous sommes vus menacés de périr par le feu ou par le poison ; nous avons été insultés jusqu'en la personne des sentinelles auxquelles les gens du pays, à l'instigation des Anglais, se sont avisés de jeter des pierres plusieurs fois. »

Bayanor, las de voir son peuple souffrir à cause de nous et craignant une révolte générale de ses sujets, finit

par nous faire savoir que, puisque nous ne pouvions ou ne voulions assurer la liberté de la navigation, il était prêt à accepter la paix que les Anglais lui offraient, si désavantageuse qu'elle nous pût être. Mais — admirons la fertilité de l'esprit humain — en même temps qu'il se déclarait prêt à traiter avec les Anglais qui lui offraient des sommes considérables, Bayanor laissait entendre que si nous voulions payer plus cher, il pourrait nous accorder la forteresse que nous demandions En réalité, notre établissement était aux enchères ; celui qui donnerait le plus le garderait ou l'aurait [1].

C'est dans ces conditions que M. Périer trouva l'établissement de Mahé, lorsqu'il y arriva le 26 novembre avec 22 soldats. Il lui parut au bout de peu de jours que la situation, sans être bonne, n'était pas désespérée ; Bayanor se méfiait plus de nous que des Anglais qui étaient pourtant ses ennémis ; mais peut-être pourrait-on le ramener par des présents. Il resta jusqu'au 7 décembre sans le voir ; ce jour-là, il le rencontra avec M. Tremisot à deux lieues de Mahé et ils eurent ensemble une conversation des plus amicales : le prince nous déclara qu'on pouvait avoir en lui pleine confiance. Mais, pendant que cette conversation avait lieu, Bayanor faisait faire des travaux sur la montagne pour nous en empêcher l'accès et le soir, lorsque MM. Tremisot et Périer rentrèrent à Mahé, ils trouvèrent la route barrée. Protestations, réponses confuses du nambiar de Mahé et finalement destruction de l'ouvrage par nos soldats.

Ce ne sont là que de petites choses, mais rien n'est

1. A. Col. C² 73, f. 89 et 90.

grand dans l'histoire que nous racontons, rien, sauf le mal que les représentants d'un pays se donnent pour le servir même dans les circonstances les plus modestes.

A la suite de cette entrevue, Bayanor envoya des régidors parlementer avec M. Tremisot. Ces régidors, qui ne désiraient pas encore arriver à une conclusion, donnèrent à comprendre que l'intention du prince était que la Compagnie supportât les dépenses de la guerre passée, qu'elle rétablît la paix avec les Anglais et, si la guerre recommençait, que nous en prissions tous les frais à notre charge. La montagne nous serait cédée moyennant un bon présent. En l'absence de M. Périer, parti pour Mangalor, M. Tremisot accepta toutes ces conditions, estimant que la paix la plus mauvaise valait mieux qu'une guerre qui n'en finirait pas. Quelle ne fut pas sa surprise, au début de janvier 1725, d'apprendre que, si nous voulions la montagne, il nous fallait auparavant nous emparer de Moilan et de Tellichéry et les remettre entre les mains de Bayanor. C'était de toute impossibilité : M. Tremisot le voyait et Bayanor le savait. Mais comme aucun d'eux n'était encore résolu aux solutions extrêmes, on continua à causer, — pour passer le temps.

M. Tremisot apprit alors sans étonnement — la chose étant publique — que les Anglais s'étaient entendus avec Bayanor en lui promettant la paix, le remboursement des frais de la guerre et un présent de 7000 ducats, à condition que Bayanor nous empêcherait de nous fortifier. En vertu d'un autre accord, Bayanor devait nous chasser du pays et céder notre loge aux Anglais. Pour arriver à ce résultat, on attendrait que nos vaisseaux aient quitté la côte ; à ce moment, les Anglais fourni-

raient à Bayanor de la poudre et des balles et non seulement on nous chasserait, mais on irait encore s'emparer de l'autre côté de la rivière d'une montagne qui appartenait à Coyonnaire. Enfin, on nous ferait partir de bonne volonté ou de force.

La paix ne fut toutefois signée entre Bayanor et les Anglais que le 14 février ; cette paix comportait en principe une déclaration de guerre de Bayanor à la France, étant entendu que la France et l'Angleterre, étant elles-mêmes en paix en Europe, ne pouvaient s'attaquer directement en Asie.

Voici le texte de cette paix :

Bayanor rendra les canons et les armes de la palle anglaise brûlée l'an dernier en rade de Montongué.

Les Anglais rendront les canons qu'ils ont pris sur Coyonnaire.

Tous les poivres dont les Anglais auront besoin, les marchands du pays de Bayanor les porteront à Tellichéry.

Si les Français empeschent de sortir les poivres pour les Anglais, Bayanor sera tenu d'en demander raison.

Bayanor s'oblige de faire retirer les François à Anjigoudy et consentira qu'il reste seulement quatre personnes à la loge de Mayé et obligera les François à retirer tous les canons sans exception.

Si les François ne consentent point à ces articles, Bayanor leur déclarera la guerre.

Les Anglois seront tenus en ce cas de fournir poudre, balles et armes et fourniront à toutes les dépenses généralement.

Bayanor ne pourra point exiger des Anglois aucunes troupes parce qu'ils ne peuvent pas faire ouvertement la guerre aux Français, estant en paix en Europe.

Tous les poivres que Bayanor acheptera de son propre argent, les Anglois s'obligent de le prendre à un Vénitien au dessus du prix courant, outre un vénitien de droit pour chaque candit.

Les Anglois portent parolle à Bayanor que dans trois ans ils feront sortir les François de son pays.

Et Bayanor a porté parolle aux Anglois que, si nous ne consentions pas à tous les articles, il fera prendre querelle par ses gens avec les François soit par des noirs faisant les ivres ou par quelques autres moyens [1].

La guerre, imminente depuis si longtemps, fut pourtant retardée. Tout le mois de janvier et même celui de février se passèrent à échanger des lettres avec les Anglais et à causer avec eux ou avec des princes du pays. Ces derniers, sentant notre faiblesse, commençaient à s'inquiéter des agissements de M. Adam ; ils craignaient à leur tour d'en être les victimes et se rapprochaient de nous. Les Nambiars notamment se détachèrent de l'amitié anglaise ; ils furent suivis de quelques sujets de Bayanor et du roi de Colastry. Celui-ci écrivit même à M. Mollandin dans le courant de janvier une lettre où, affirmant cette fois ses droits sur Mahé, il nous en faisait bien volontiers la rétrocession, en même temps qu'il affirmait que les Anglais ne jouissaient d'aucun privilège commercial et que ce n'était point avec son autorisation qu'ils s'étaient établis à Tellichéry [2].

Cette lettre n'a qu'une valeur documentaire ; dans la politique qui se déroulait, elle ne décida de rien ;

1. A. Col. C² 73, f° 325.

2. Voir pièce annexe n° 7, le texte de la lettre de Colastry et les observations de M. Mollandin sur cette lettre.

peut-être même rejeta-t-elle Bayanor dans les bras des Anglais.

La partie se jouait entre M. Adam et le triumvirat Mollandin-Tremisot-Périer.

M. Périer revint de Mangalor le 11 janvier au soir ; en passant devant Tellichéry, il vit en rade trois vaisseaux anglais d'Europe venus de Bombay et trois autres vaisseaux de côte. Etait-ce pour soutenir M. Adam ? M. Adam le disait et déjà il parlait de faire un mauvais parti aux Français, mais son désappointement fut vif lorsqu'il vit M. Périer entretenir des relations avec les capitaines anglais et les convaincre que les Français n'en voulaient nullement à Tellichéry. L'escadre anglaise n'était point venue pour prendre part à des opérations de guerre effectives, mais plutôt pour prêter à M. Adam une sorte d'appui moral ; elle justifia vis-à-vis de nous sa présence en disant qu'elle attendait des vaisseaux de commerce qui allaient arriver du Bengale et qu'elle devait escorter jusqu'à Bombay ; M. Adam, voyant que les capitaines anglais n'avaient point des instructions aussi belliqueuses qu'il eût désiré, voulut bien se prêter à des conversations avec les Français ; bavarder coûte si peu et n'est pas toujours du temps perdu.

Les Français de leur côté se rendaient compte que faute de moyens d'action ils ne pouvaient faire pression sur l'esprit de Bayanor ; pour eux aussi des pourparlers pouvaient réserver l'avenir. C'est à ce parti que l'on s'arrêta dans une délibération officielle qui eut lieu le 23 février et à laquelle prirent part MM. Mollandin, Tremisot, Drias, Bury, Mallet, Louet et de Plaisance. M. Périer fut chargé de s'entendre avec M. Adam.

M. Périer s'étant refusé à se rendre à Tellichéry, M. Adam envoya à Mahé MM. Hill, Campbell et Et. Law, le premier capitaine d'un vaisseau de Bombay, le second subrécargue des vaisseaux de Chine et le troisième employé de la Compagnie à Tellichéry. Après différents conciliabules, les négociateurs convinrent verbalement d'une trêve jusqu'à la décision de leurs souverains en Europe, lesquels nommeraient des commissaires pour régler les prétentions des deux nations. M. Adam n'accepta ces conditions que dans des termes qui équivalaient à un refus catégorique [1].

Après cet échange de correspondance, il ne nous restait plus qu'à recourir à la force ou à évacuer le pays. Or, sur ces entrefaites, M. Mollandin apprit que le *Duc de Chartres* attendu depuis si longtemps venait d'arriver à Pondichéry et que le Conseil se proposait de le faire passer à la côte Malabar avec l'*Apollon*, retour du Bengale. Il prit le parti de les attendre, avec la ferme résolution de s'emparer de la montagne et de s'y fortifier. Dans ce but, il ramassa des outils et sous divers prétextes fit venir trois cents ouvriers de Mangalor. Des négociations prudemment conduites avec le second Bayanor l'assuraient du concours éventuel de ce prince. Enfin, le 20 avril, il fit avec Coyonnaire un traité en vertu duquel ce prince nous cédait Ponelle et le droit exclusif de faire du commerce en ses états ; il est vrai que Ponelle étant aux mains des Anglais, il fallait d'abord le prendre [2].

1. V. pièce annexe nº 9, la lettre de M. Périer du 25 février et la réponse de M. Adam du 28.

2. V. pièce annexe nº 8, le Traité conclu entre Coyonnaire et les Français.

Malheureusement, la mauvaise fortune nous poursuivait, et l'on ne saurait trop faire remarquer combien de simples accidents de la nature renversaient à cette époque les meilleures conceptions politiques. Le *Duc de Chartres* et l'*Apollon* partirent de Pondichéry le 10 mars sous la conduite de M. Desboisclairs, officier de la marine royale ; mais, contrariés par les vents, ils ne purent doubler Pointe de Galles, à Ceylan, et ils durent revenir à leur point de départ le 20 mai, sans avoir pu faire passer à Mahé les fonds qu'on attendait ni porter à cet établissement le concours plus effectif de leur présence et de leurs armements. Sans ce contre-temps, il est probable que l'Histoire ne connaîtrait pas aujourd'hui M. de Pardaillan. Nous serions restés à Mahé et les événements que nous allons raconter ne se seraient pas produits.

Lorsque M. Adam sut à quoi s'en tenir, il jeta le masque et, au début d'avril, Bayanor, cédant à ses inspirations, nous écrivit d'enlever de son pays nos canons et nos troupes en ne laissant dans le bancassal que quatre personnes pour notre commerce. Ainsi se réalisait enfin la politique patiente et tenace que M. Adam poursuivait depuis 1721 avec un patriotisme auquel nous devons rendre hommage, quand même nous aurions des réserves à faire sur les procédés.

Les employés et les officiers de Mahé se réunirent à nouveau pour délibérer, — 20 avril. En cette réunion, à laquelle assista M. Périer, on fut obligé de convenir que toute résistance était impossible et l'on décida d'embarquer sur le *Neptune* les canons et les troupes, en conservant toutefois à Mahé un officier et vingt soldats. Cet officier devait être M. de Zegombarde. L'argent manquant totalement, les officiers firent à la Compagnie une avance d'environ 1500 roupies.

Nous tombâmes alors dans un « anéantissement horrible »; tout sembla vouloir se tourner contre nous. Les princes qui paraissaient décidés à prendre notre parti, préférèrent attendre et les Nambiars, qui nous demandaient des secours, furent consternés de ce que nous ne pouvions même pas assurer notre propre défense.

Le *Neptune* mit à la voile de Mahé le 27 avril et de Calicut le 29. Le lendemain de son départ, les Anglais envoyèrent à Bayanor le présent dont ils étaient convenus et, dans les huit jours qui suivirent, ils achetèrent et chargèrent sur leurs vaisseaux plus de 1000 à 1200 candils de poivre, tirés du pays de Bayanor. Le 1er mai, Bayanor fit défense de donner à manger à nos noirs de Calicut et permit à chacun de ses sujets de leur tomber dessus, s'ils restaient encore vingt-quatre heures dans le pays. A nous, il réclama le départ des derniers soldats qui restaient, en même temps qu'une somme de quatre millions de fanons que lui aurait coûtés sa guerre avec les Anglais.

M. Mollandin avait rejoint Calicut par le *Neptune*; en son absence, M. Tremisot essaya d'intéresser à son sort le second Bayanor qui aurait eu, semble-t-il, une explication assez violente avec son frère à notre sujet et nous aurait finalement donné le conseil de nous soumettre à la force. M. Tremisot réunit une dernière fois les Français de Mahé, le 10 mai et dans ce conseil, tous furent d'avis qu'il valait mieux se résigner à la volonté du prince que de risquer à faire périr le peu de monde qui restait.

M. Tremisot partit quelques jours plus tard sur des manchoues que M. Mollandin lui envoya de Calicut et ramena en cette ville M. de Zegombarde, nos derniers sol-

dats et les principaux effets de la Compagnie consistant en poudre, fers et meubles. Conformément aux exigences de Bayanor, M. Louet resta avec trois employés.

Mais M. Adam ne voulait plus de Français du tout dans les états de Bayanor ; le 31 mai, M. Louet reçut à son tour l'ordre de partir. Bayanor alléguait, pour justifier sa conduite, que les Français avaient chassé les ouvriers qui travaillaient à sa forteresse, qu'ils avaient tué des vaches (on sait que la vache est dans l'Inde un animal sacré), qu'ils avaient bouché avec des pierres les portes d'une pagode et une case de brahme, qu'ils avaient enlevé une femme et des enfants, etc. Avant de se retirer, M. Louet adressa une protestation à Bayanor et le rendit responsable des poivres qui nous étaient dus et pour lesquels nous avions fait des avances.

Aussitôt que M. Louet fut parti, Bayanor envoya des ambassadeurs chez les Anglais pour leur demander des présents ; n'avait-il pas bien joué leur jeu? Mais alors quelques difficultés se présentèrent. M. Adam demanda à Bayanor un endroit dans son pays ou dans celui de Coyonnaire pour y établir une loge ; sans quoi, disait-il, il ne pourrait le défendre dans le cas où nous voudrions faire un retour offensif. A ceux qui craignaient ce retour, M. Adam rappelait que nous avions abandonné Tellichéry et perdu Ponelle sans jamais chercher à les reprendre ; il en serait de même pour Mahé; il racontait que la Compagnie française était ruinée en Europe, que nous n'avions retiré nos troupes que parce que nous manquions de fonds ; il disait enfin — et l'argument avait de la valeur — que si l'Angleterre avait une loge dans le pays de Bayanor lui-même, il pourrait toujours arriver par cette loge du riz qui alimenterait le pays,

sans que la France pût s'y opposer autrement qu'en déclarant la guerre au Conseil de Madras.

Bayanor, qui venait d'accorder tant de faveurs aux Anglais, n'osa pas pourtant aller jusque-là ; son frère et quelques-uns de ses sujets, appréhendant déjà l'avenir, ne croyaient point que le dernier mot fût dit par notre départ ; ils n'étaient pas sans inquiétude sur ce qui se passerait à la fin de l'année, lorsque les vaisseaux de France seraient arrivés. Sans ramener Bayanor à des sentiments plus amicaux à notre égard, ils l'arrêtèrent du moins dans la voie de nouvelles concessions. M. Adam en fut quitte pour ses promesses et ses mauvais discours.

L'amour-propre ou l'intérêt particulier de M. Adam bien plus que la jalousie de la Compagnie anglaise venaient de nous faire perdre Mahé. Peut-être aurions nous sauvé l'établissement, si la Compagnie de France avait fait dès le début tous les sacrifices nécessaires. « Les Anglais ne vont pas à l'épargne comme nous lorsqu'il s'agit d'une bonne affaire, écrivait le Conseil supérieur à la Compagnie le 14 octobre suivant ; franchement, on perd tout lorsqu'on veut trop épargner ; c'est par la quantité d'argent répandu que les Anglais ont obligé Bayanor à nous chasser ; ce qu'ils n'auraient pu faire si nous avions osé en répandre comme eux et nous vous aurions sauvé les grandes dépenses qu'il faudra faire maintenant pour nous rétablir dans ce bon poste [1]. »

La perte de Mahé fut en effet pour le Conseil supérieur de Pondichéry un événement prévu, mais non

1. A. Col. C² 73, f. 156.

accepté ; en même temps que nous évacuions cet établissement, nous envisagions déjà la possibilité d'y revenir à titre définitif. Certes, nous aurions encore à lutter contre M. Adam, dont le crédit s'était augmenté de toute notre faiblesse. M. Adam pouvait dire et disait en effet très haut qu'avant un an il nous aurait fait chasser de toute la côte malabar, même de Calicut, et les gens du pays le croyaient parce qu'il avait dit la même chose pour Mahé et que ses prévisions s'étaient réalisées. Mais il ne faut pas tenter outre mesure la fortune ; la puissance de M. Adam n'était faite en réalité que de notre insuffisance ; le jour où nous emploierions les moyens nécessaires, il était certain que M. Adam n'oserait pourtant pas déclarer la guerre à la France pour sauver Bayanor, et que ce dernier serait écrasé.

C'est en effet ce qui arriva avant que l'année 1725 ne fût terminée.

Alfred Martineau,
Gouverneur des Établissements français
dans l'Inde.

(*A suivre.*)

DOCUMENTS ANNEXES

N° 1.

LETTRE DU SAMORIN AU ROI DE FRANCE

traduite du portugais.

16 avril 1720.

Au Grand Roy de France (que Dieu conserve) en sa cour à Paris, du roy de Samorin.

Par ordre de la Compagnie royalle de France, il est venu des officiers de la Compagnie me trouver à Calicut pour me demander assistance et des lieux pour le commerce, ce que je leur ay accordé avec affection et amour, afin que l'État de France entretienne correspondance avec moy. Sur cela la Compagnie de Hollande s'est beaucoup fâchée et a fait alliance contre moy avec le roy de Cochin. Ces Hollandois étant aussy dans le même tems ennemis de Votre Majesté m'ont fait de grandes guerres et dommages dans mes terres. J'ay écrit plusieurs fois touchant ces dommages à Pondichéry, mais je n'ay jamais reçu de réponse satisfaisante sur ce que j'ay écrit. C'est pourquoy j'écris à Votre Majesté pour lui demander qu'elle me secoure, afin que je me venge des affronts que me font les dits Hollandois. J'espère que Votre Majesté ordonnera de me secourir. La correspondance que j'ay eue avec la nation françoise a été la cause de l'affront que j'ay reçu. Lorsque Votre Majesté en aura été informée, je me flatte qu'elle ne manquera pas de me secourir et je mets pour cela ma confiance en Votre Majesté. M. Mollandin, qui connaît

les sujets d'inimitié que j'ay eus contre les dits Hollandois, en informera exactement Votre Majesté. Je souhaite qu'elle jouisse d'une paix continuelle. J'espère par la confiance que j'ay en sa fermeté qu'elle ne me manquera point. Dieu conserve la personne de Votre Majesté.

A Calicut, le 16 avril 1720.

A. Col. Inde, Carton 457 : Firmans et paravanas.

N° 2.

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE LA COMPAGNIE AU CONSEIL SUPÉRIEUR DE PONDICHÉRY AU SUJET DE LA LOGE DE CALICUT

Paris, le 9 novembre 1719.

. . . . . .

La Compagnie est informée que le roy de Samorin souhaite avec empressement que les François s'établissent dans ses Etats pour empêcher que les Hollandois ne se rendent les maîtres de la rivière de Calicut et par conséquent du commerce des poivres ; ainsy, il est de l'intérest de la Compagnie de mettre tout en usage pour traitter avec ce prince de la permission de faire construire un fort à l'entrée de la rivière de Calicut et par conséquent du commerce des poivres ; pour cet effet, vous devez, avant que rien entreprendre, vous informer exactement de la situation où ce prince se troûve, des dispositions dans lesquelles il peut estre à l'égard des François et, suposé qu'elles soient favorables et que les Hollandois ne se soient pas rendus maîtres de la rivière de Calicut, n'épargnez ny peines ny soins ny argent pour parvenir au but que la Compagnie se propose. S'il est nécessaire même d'y faire passer cent hommes tous François, la Compagnie vous laisse la liberté de les prendre dans les six compagnies qu'elle compte établir à Pondichéry. Ne perdez pas un instant pour l'exécution de cet article qui

est capital pour la Compagnie, d'autant que la consommation du poivre dans le royaume monte à près de deux millions de livres pesant.

. . . . . .

RÉPONSE DU CONSEIL

Pondichéry, le 17 février 1721.

. . . . . .

On n'a pas informé la Compagnie avec exactitude de la situation de Calicut et de l'esprit du prince qui en est le maître et qui ne souffrira jamais qu'aucune nation construise une forteresse sur ses terres ; elle n'est pas même nécessaire pour y faire le commerce du poivre. Cet Etat est le lieu de toute l'Inde dans lequel on est le plus en sûreté, eut-on des millions dans une simple paillotte ; pourvu que vous ayez des naires à votre service, il n'y a absolument rien à craindre. Nous espérons, Messieurs, par la suite, mettre ce comptoir en état de vous fournir une très grande quantité de poivre et des autres marchandises que cette coste peut fournir. Nous avons l'honneur de vous envoier la copie des instructions que nous avons données au S[r] Molandin lors de son départ pour Calicut, les desseins que nous avons formez à la côte malabare ; notre lettre générale contiendra les opérations qui auront suivy les ordres du Conseil.

. . . . . .

(C[2] 72, p. 59 v[o].)

Nos 3 et 4.

OPINIONS SUR LA VALEUR DE MAHÉ EN 1723

N° 3.

EXTRAIT D'UNE LETTRE DE LA COMPAGNIE
AU CONSEIL SUPÉRIEUR

Paris, le 31 mai 1721.

. . . . . .
. . . . . .

Vous avez bien fait de former l'établissement de Calicut pour tirer lés poivres de la première main et d'y faire passer des hommes et du fond. L'ordre que vous avez donné de l'étendre au delà du Samorin sera très avantageux dans la suite ; il s'agit de s'y maintenir de manière que les Hollandais ne nous inquiètent pas et d'avoir des magasins à l'abry des avanies qu'ils pourraient faire à la nation françoise ; vous ne sauriez manquer de faire amas de poivre en la plus grande quantité que vous pourrez et en faire toujours porter une quantité considérable à Pondichéry par de petits bâtiments du pays sur lesquels il faut toujours un officier français, de bons pilotes d'Europe et deux ou trois matelots français pour assurer la navigation.

. . . . . .

RÉPONSE DU CONSEIL

Pondichéry, le 23 janvier 1723.

. . . . . .
. . . . . .

Nous sommes bien ayses que vous aprouviez, Messieurs, l'établissement du comptoir de Calicut. S'il nous avait cependant été permis de différer l'exécution de vos ordres à cet égard, nous nous serions restrains à rétablir seulement ce

comptoir en l'état qu'il estait du tems que l'ancienne Compagnie faisoit du commerce ; nous estimons que cela auroit été suffisant pour avoir du poivre dans ces commencements ; quand nous aurons icy de l'argent suffisament à l'avance, nous ne manquerons point de poivres ; les Hollandais ne nous empêcheront pas à force ouverte d'en avoir tant que nous serons en paix ; s'ils jugent à propos de faire quelque chose sous mains, l'augmentation d'établissement (qui nous est ruineux dans ces commencemens) ne les en empêchera pas. Nous croyons qu'il auroit été plus à propos de laisser ce comptoir sur l'ancien pied jusqu'à ce que votre commerce eut été bien solide ; il est aisé d'augmenter des établissemens et les dépenses avec de l'argent ; nous pensons néanmoins que l'établissement formé à Mahé vous sera avantageux dans la suitte et vous mettra en état d'avoir la quantité de poivres qui sera nécessaire ; nous ne manquerons pas de moyens et nous nous servirons de ceux qui vous seront les plus avantageux pour les faire aporter dans les tems convenables. Tant que nous aurons des fonds pour en faire les achats dans les saisons et païer les dépenses qui se feront par le S. Molandin en exécution de vos ordres, vous aurez de ce païs tout ce que vous pouvez en espérer.

. . . . . .

(A. Col. C² 72, p. 229.)

N° 4.

LETTRE DE MM. LENOIR ET DELORME A LA COMPAGNIE[1]

Au Fort Louis, à Pondichéry,
le 18 octobre 1723.

. . . . . .

Le S. Mollandin nous a écrit souvent ; par toutes ses lettres, il crioit misère, demandoit des hommes, des armes,

1. Lorsque MM. Lenoir et Delorme écrivirent cette lettre, tous deux rentraient en France. M. Lenoir venait de remplir les fonctions de gouverneur intérimaire, après la mort de M. de la Prevostière. M. Delorme était Conseiller au Conseil supérieur.

de l'argent pour faire les dépenses et pour achetter une grande quantité de poivre ; il a trouvé fort mauvais de ce que nous luy avons écrit de prendre patience jusqu'à l'arrivée des vaisseaux que nous attendions de France cette année ; il disoit qu'il lui faloit des secours prompts pour soutenir la guerre ; de la façon dont il écrivoit, il paraissoit avoir autant d'inquiétude que si toute l'Europe avoit dû réunir des forces pour l'assiéger. Il n'avoit demandé en premier lieu que dix hommes pour garder l'établissement de Mahé, vous avez ordonné, Messieurs, de luy envoyer trente François ; nous luy avons encore fait passer depuis dix à douze soldats topazes, il n'est pas satisfait ; il a peut être raison, mais nous n'avons pas tort ; nous étions absolument hors d'état pour lors de luy donner aucun secours ; nous croyons qu'il étoit plus important pour l'intérêt de la Compagnie de conserver Pondichéry préférablement à l'établissement de Mahé, que nous regardons fort équivoque et duquel nous ne croyons pas que la Compagnie puisse retirer les dépenses qu'elle se propose d'y faire, pour avoir la quantité de poivre que les vaisseaux de France peuvent emporter années communes ; il auroit été inutile de faire de si grands préparatifs ny de former d'autre établissement que celuy que l'ancienne Compagnie avoit à Calicut, lorsqu'elle faisoit commerce ; un vaisseau de six cens tonneaux et même plus grand ne peut embarquer en grenier tout au plus que 160 à 180 tonneaux de poivre en le chargeant de balles à l'ordinaire ; car nous ne croyons pas que la Compagnie ait jamais intention d'envoyer des vaisseaux de France pour charger seulement du poivre ny du cardamon, parce que nous estimons que le chargement ne pourroit pas supporter la dépense qu'ils feroient pendant le cours du voyage. Voilà, Messieurs, ce que nous pensons sur l'établissement de Mahé ; nous nous en sommes déjà expliqués à peu près de même par la lettre générale du 23 janvier dernier ; nous pouvons peut être nous tromper. A présent que voilà des fonds arrivés de France, nous ne doutons pas que M. Beauvollier ne se conforme à vos ordres et qu'il n'envoye au S. Mollandin tous les secours qu'il désire. Si cela avoit esté à notre disposition, nous aurions eu beaucoup de peine à nous

y resoudre dans la crainte de vous constituer en une dépense plus grande que les profits ne seraient pour le commerce des poivres que vous vous proposez de faire et, de la manière que vous l'ordonnés, si cela s'exécute, vous aurez certainement de la perte. Vous trouvés que les poivres qui ont estés achetés pour notre compte à cette côte en 1720 coustent plus cher que ceux que le Sr Mollandin a envoyé de Calicut, nous croyons le contraire ; nous avons fait faire un compte de comparaison par votre teneur de livres, qui doit vous être envoyé par lequel vous verrés qu'ils sont à meilleur marché ; il sera aisé d'en faire la vérification si vous le souhaitez aussitôt que nous serons arrivés en France. Par la suite, vos employés de Pondichéry ne seront plus dans la nécessité d'y en achetter ; ils en auront suffisamment de Calicut et de Mahé si le projet de ce dernier établissement a son entière exécution ; en ce cas nous croyons que le poivre vous coutera beaucoup plus cher que celuy que nous avons achetté à cette côte. Nous pouvons errer dans nos conjectures ; M. Beauvollier ne manquera pas de vous informer des vues qu'il aura pour ménager la despense et rendre, s'il est possible, cet établissement plus profitable que nous ne le pensons et des projets qu'il formera pour étendre votre commerce dans l'Inde et le rendre florissant.

. . . . . .

(A. Col. C² 72, p. 371-372.)

N° 5.

ACCORDS ENTRE BAYANOR ET M. MOLLANDIN

15 et 18 décembre 1722.

I

ENGAGEMENTS DE BAYANOR

Extrait de la olle de traité que j'ay fait à Mahé et à Enjougoudy avec la Royalle Compagnie de France pour y planter le mat de pavillon de la nation françoise,

1° A Enjougoudy, je donne le terrain depuis l'arbre d'Inde qui est au Nord jusqu'au village des Macois, qui est au Sud et du côté de l'Est jusqu'à la petite hauteur qui y est et à l'Ouest jusqu'au bord de la mer, pour y planter le pavillon, y faire une loge et autres bâtiments qu'elle souhaitera dans le dit circuit, pour y faire son commerce, en me payant les droits comme il est dit dans le traité que j'ay fait l'année passée.

2° Les navires et manchoues de mes terres voyageront sous le pavillon de la royale Compagnie ; arrivant qu'ils fussent pris par quelqu'autres Européens ou qu'on leur fît violence, la Compagnie me promet d'en demander raison.

3° Moy ayant la guerre dans mes terres avec quelques uns de mes ennemis ou quelques uns de mes peuples, la Compagnie me promet de me secourir de monde et le nécessaire de ce qu'elle pourra me donner, et venant d'autres ennemis dans mes terres pour faire la guerre, la Compagnie me promet de m'ayder comme est cy-dessus dit.

4° Je promets de ne donner à aucuns autres Européens aucun endroit dans mes terres pour y demeurer ny faire aucun commerce.

5° Tous les poivres qui sortiront de mes terres, je m'oblige de les donner tous à la royale Compagnie de France, à l'exception que, si elle n'en veut point, je les donneray à ceux qui me les demanderont avec sa permission.

Ainsi avons fait et passé le dit traité de mon côté, comme celui que les employés de la dite Compagnie ont fait du leur.

Signé de nos signes. De notre année Malabare 4 décembre 898 [15 décembre 1722].

II

ENGAGEMENTS DE M. MOLLANDIN

Nous, André Mollandin, chef du comptoir de Calicut pour la Royale Compagnie de France, le S^r^ Baudrand de la Métrie, capitaine du vaisseau l'*Argonaute*, et les S^rs^ Vlamin et Brières, employés au dit comptoir, avons ce jour passé au nom du Roy

et de la Compagnie avec Bayanor, prince de Bargaret, les articles cy-après :

1° Au cas que les Anglois, Hollandois, Portugais et autres Européens déclarent la guerre à Bayanor, la Compagnie ne sera pas obligée de l'assister en aucune façon, étant la paix en Europe avec toutes ces nations, mais en cas de guerre en Europe avec quelques-unes des nations susdites, la Compagnie l'aidera comme amy de la nation.

2° A l'égard de tous les poivres qui sortent des terres de Bayanor, il s'est obligé de donner le tout à la Compagnie de France, et, en cas qu'elle n'achepte pas tout, il pourra donner le reste à quy bon luy semblera.

3° Si d'icy à quelque temps, la Compagnie faisant son commerce librement et sans aucun empeschement, les peuples de Bayanor devenant plus traitables avec les Européens, et que la dite Compagnie demandât un autre endroit pour faire une loge et autres bâtiments, le dit Bayanor s'est obligé de luy accorder, conformément à la promesse qu'il nous a cy devant faite.

4° Si, par malheur, il arrivoit que quelque François, topas et autre serviteur de la Compagnie fit quelques insultes et tombat dans quelques disgrâces, Bayanor ou ses gens sont obligés de nous les remettre, pour nous mêmes en faire justice conformément à la faute qu'ils auront fait.

5° Comme de nostre côté promettons audit Bayanor que sy quelques uns de ses nairs ou autres de ses terres tomboient dans le même cas, les luy remettre pour en faire la justice qu'il jugera à propos.

6° Demandons à Bayanor que la petite hauteur quy est à l'entrée de la rivière de Mayé ny aucunes autres hauteurs qui sont sur la dite rivière ny même aucunes de dessous ses terres ne soient données à aucun Européen ny à quy que ce soit, conformément à ce qui nous a ci devant signé dans son traité.

Fait à Mayé, le 18 décembre 1722.

Signé : Mollandin, Beaudrand de la Mettrie, Vlamin, Brières.

A. Col. Inde, Carton 457 : Firmans et paravanas.

N° 6.

ACCOMMODEMENT ENTRE M. ADAM ET M. MOLLANDIN

24 mars 1724.

1°

Nous nous conserverons dans la bonne union qui règne entre les deux nations; nous n'empietterons jamais sur les droits de chacune de nos Compagnies de part ny d'autre à cette coste.

2°

Après avoir prouvé que les Maquois pris par les Anglois estoient dans ce temps au service de la Compagnie de France, recevant salaire d'elle, M. Adam les délivrera à la nation françoise, et si le Sr Adam les délivre à Bayanor, les François n'auront plus le droit de les lui demander.

3°

Les manchoues ou bâtiments portant le pavillon françois ayant passeport de la Compagnie de France ou lettres d'avis, et qui seront à son service passeront librement sans aucun retardement de la part des Anglois.

4°

Nous n'assisterons point les ennemis d'un chacun de nous ny de canons ni de poudre ni de munitions de guerre directement ny indirectement ; nous ne les convoirons ni ne leur donnerons protection.

5°

Tous les différents arrivés jusqu'ici seront réglés par le Conseil Supérieur des deux nations.

Fait double à Mahé, ce 24 mars 1724.

Signé : Mollandin, Tremisot et Brière. — Robert Adam, Jean Jeanson, Stephanns Law.

(A. Col, C² 73, f° 322.)

N° 7.

LETTRE DU ROI DE COLASTRY ET OBSERVATIONS DE M. MOLLANDIN

Janvier 1725.

TRADUCTION DE L'HOLLE DU PRINCE COLASTRY ÉCRITE LE JANVIER 1725.

J'écris celle cy au major français pour qu'il sache mes sentiments.

Vous m'avez fait répondre par le brahme que je vous avais envoyé que vous souhaitiez avoir une holle de mon oncle Colastry ; je l'ai engagé à le faire, et voici sa olle que je vous envoie par mes exprès.

Tout ce dont il s'agit est contenu dans la dite holle, les jurements, pouvoirs et tous les droits appartiennent à notre oncle Colastry qui est le roy de ce païs depuis Cagnerotte jusqu'à Poudoupattenam.

Les Anglais favorisant les princes de Pallicolotte en déférant tous les droits à ces princes, ont baty la forteresse de Tellichery et ces princes ont livré le païs aux Anglais

OBSERVATIONS DE M. MOLLANDIN

MESSIEURS,

Par ce qui est cy a costé, une traduction des holles du roy Colastry et des princes qui doivent lui succéder, vous voirez combien peu sont fondés M^rs^ de Madras dans ce qu'ils prétendent par leur lettre du 22 Décembre 1723 et M^rs^ de Bombay par la leur de même année, en réponse à la vôtre du 17 Novembre, lorsqu'ils annoncent que c'est à eux seuls que Colastry a donné le pouvoir de commercer dans son païs et dans celui de Bayanor à l'exclusion de toutes les autres nations ; par conséquent que la compagnie de France a usurpé leur droit en s'établissant dans Mayé.

Bien loin, comme ils le disent, que Colastry ait désaprouvé les dons de Bayanor et qu'il ait jamais menacé

qui ont fait beaucoup de dégâts dans mes terres.

Je vous ay fait dire par votre topas que je rencontrai à la pagode qui est de l'autre costé, tout ce que je dois faire pour vous faire demeurer sur mes terres. J'engageray mon oncle à poser la première pierre de votre forteresse. A l'égard de l'endroit, nous, princes et notre oncle unis ensemble, nous ferons en sorte que vous ayez toutes les marchandises et autres choses qui concernent votre commerce ; nous ferons obéir ceux qui ne voudront point obéir. Sans aucune excuse, faittes diligences pour cette affaire; envoyez moi la réponse de cette présente holle sur du papier. Je tiendray ma parolle sur tout ce que je vous ay dit.

7 janvier, année malabarre neuf cent.

TRADUCTION DE LA HOLLE DU ROY COLASTRY. ECRITTE LE JANVIER 1725.

J'écris celle cy au major français pour qu'il sache mes sentiments.

J'ai envoyé Naragoli nam- M. Mollandin de le déposséder, Colastry ne luy a jamais parlé ni écrit en de pareils termes; bien au contraire, depuis plusieurs années, il n'a cessé de le solliciter à venir s'établir dans son païs et de luy envoyer des exprès à ce sujet pour l'y convier. Cette année même encore, il a continué ses pressantes sollicitations ; il nous a envoyé de ses gens icy, à qui nous avons répondu que nous étions fort sensibles aux offres de leur roy, mais que nous ne pourrions les accepter, parce que les Anglais de Tellichéry prétendaient qu'il leur avait concédé tout le commerce de ses terres à l'exclusion de tous autres. Cela surprit fort les gens de Colastry qui nous dirent qu'il n'estoit rien de cela. A cette occasion, le roy Colastry nous a escrit la holle cy a costé, par laquelle vous voyez, Messieurs, que les Anglois ne sont point seuls en droit d'enlever toutes les marchandises de son païs, qu'ils n'ont aucun écrit de luy à ce sujet. Par cette mesme holle, il prétend que Mayé, où nous sommes établis, luy appartient, ce qui est une prétention imaginaire, puisque Ba-

biar, accompagné de mes gens pour négocier avec vous sur bien des affaires ; vous me le renvoyerez avec votre réponse.

Les Anglois ne sont point seuls en droit d'enlever toutes les marchandises de mon païs ; ils n'ont aucun écrit de moy à ce sujet.

C'est le prince Pallicolotte qui a donné Tellichéry aux Anglois et qui a posé la première pierre de leur forteresse. Il n'étoit point roy dans ce tems là ; c'est moy qui ay toujours été roy Colastry et qui le suis encore à présent ; les droits de Tellichéry m'appartiennent, les Anglois me les usurpent.

Il y a quelque tems qu'ils ont voulu entrer en négociation avec moy ; ils m'ont écrit pour cet effet et m'ont fait quelques présents.

Si le major français veut être uni avec moy et mes héritiers du palais de Hordeangallatou, je luy donnerai l'endroit que Herechenair a déjà vu et je poseray la première pierre pour faire une forteresse ; il pourra se fortifier comme il voudra.

L'endroit où vous êtes m'apartient. Cela estant, vous pourrez tirer les marchan-

yanor est souverain et reconnu pour tel. Mais en supposant pour un moment que Colastry en fût le véritable propriétaire, par la même holle il ne nous en exclut point ; au contraire, il dit qu'en acceptant l'établissement qu'il veut nous donner à la rivière de Baliapatnam, nous pourrons tirer des marchandises des deux rivières, c'est-à-dire de celle de Baliapatam et de celle de Mayé où nous sommes établis.

Vous voirrez même, Messieurs, combien ce roy est sensible au chagrin et aux insultes que les Anglois font à Bayanor, son voisin, qu'il nomme Addiody du nom de sa famille par sa holle de l'an passé du 14 avril, dont la copie que nous envoyons est en tête de notre présente lettre. Par cette même holle, il nous presse de faire cesser ces insultes et nous dit qu'il n'a jamais canoné Caddonnattou (c'est ainsi qu'il nomme le païs où nous sommes établis), qu'il n'y a jamais embarassé le port ni empesché le commerce ni par ses parolles ni par ses actions, ce qui est bien contraire à ce que M^rs^ de Madras, de Bombay et le S^r^ Adam avancent par leurs

dises des deux rivières. Si vous êtes contents de cela, après que vous et mes héritiers vous aurez pratiqué ensemble dans cette rivière de Baliapatam, on commencera aussitôt la forteresse. Apportez avec vous tout ce qu'il faut pour ce faire, marquez-en moy le tems et le jour pour que je vienne avec le monde nécessaire dans cet endroit, moy, mon second, Congnamé et autres princes du palais qui s'apelle Baddegué Colatte ; tous ensemble nous vous écrivons cette présente holle ; vous pouvez compter sur ma parolle et sur celle de mes héritiers dans cette affaire.

7 janvier, année malabarre neuf cent.

A Mayé, le premier février 1725.

Pour copie sur l'original estant enregistré,

MOLLANDIN TREMISOT

(A. Col. C² 73, p. 63 et 64.)

premiers écrits, dans lesquels ils prétendent faire croire que c'est Colastry qui fait la guerre à Bayanor et qu'ils se sont joints à luy pour faire revenir ce dernier à l'obéissance et le chatier de sa rébellion contre son roy. Nous croyons que ces deux holles sont plus que suffisantes pour détruire les prétentions et les chicannes de Mrs les Anglois, qu'ils font servir de fondement et d'autorité à tout ce qu'ils machinnent contre la Compagnie de France pour luy faire perdre l'établissement de Mayé.

N° 8.

TRAITÉ ENTRE COYONNAIRE ET LES FRANÇAIS

20 avril 1725.

Je donne à la Royale Compagnie de France l'endroit qui s'appelle Barile, que mon oncle leur avait anciennement donné

à Ponelle pour y faire un bancassal et le commerce en me payant les droits comme ils faisoient à mon oncle.

Je m'oblige de ne point donner d'endroit dans mes terres à aucuns autres gens de chapeau ni de leur accorder aucun commerce ; aussy je prie la Royale Compagnie de France de m'aider à rentrer dans le pays qui m'a été pris, de me défendre contre mes ennemis en m'aidant de monde et d'argent.

Aussi je m'oblige de défendre la Royale Compagnie de France en cas qu'elle fût attaquée dans mon pays.

Fait à Mayé, style malabar 900, le 10 avril.

Notre style, 20 avril 1725.

Signé : Courroungotte, Périer, Mollandin et Tremisot.

(A. Col. C² 73, f. 327.)

N° 9.

LETTRES DE M. PÉRIER ET DE M. ADAM

25-28 février 1725.

LETTRE DE M. PÉRIER

25 février.

Messieurs,

Pour répondre à l'honneur de votre dernière, par laquelle vous me faites celuy de me dire que vous me recevriez volontiers pour médiateur de la trêve sur les différents survenus à l'occasion de Mayé ou les François sont establis, je vais vous proposer les moyens qu'aucun bon sujet et zélé serviteur de son prince ne peut rejetter.

Premièrement, les Anglois et les François s'en raporteront au jugement de leur souverain sur tous les endrois de commerce qu'ils prétendent avoir dans le pays où ils sont establis, c'est-à-dire que, jusqu'à ce que le roy de France et celuy

de la Grande Bretagne ayent nommé des commissaires, pour juger définitivement de tous droits et prétentions, les Anglois et les François resteront dans l'état où ils sont, sans faire aucun nouvel établissement de bancassal ny de forteresse ny de traité préjudiciable à l'état présent.

Secondement, les deux nations jusqu'à l'arrivée des juges que leur envoieront leurs souverains négocieront ensemble et dans le pays comme s'ils n'en avaient aucunes prétentions les uns sur les autres.

Troisièmement, que celle des deux nations qu'on jugera avoir fait quelque acte contre la justice et le droit, dédommagera l'autre du préjudice que cela lui aura causé, de sorte que si les employés de la Compagnie de la Grande Bretagne aux Indes ont eu tort, ladite Compagnie dédomagera celle de France, de même que, si les employés de France ont fait quelque chose contre les Anglois qui ne soit pas trouvé raisonnable, la Compagnie des Indes de France sera tenue de dédomager pareillement celle d'Angleterre par les trois articles cy dessus. Vous voyez, Messieurs, qu'ils renferment tout ce que vous demandez des raisons de la guerre, de Bayanor, des dédomagements qui seront accordéz à ceux qui ont eu raison, enfin ils renferment l'article des limites que vous nous demandez par la liberté du commerce qui se trouvera entre les François et les Anglois ; celuy de ne pas fortifier Mahé se trouve dans le premier article.

J'ay l'honneur de vous répéter, Messieurs, que je ne crois pas qu'il y ait aucuns bons sujets qui puissent refuser à un accommodement aussi raisonnable que les trois articles cy dessus mentionnés. Si vous ne les trouvez pas telles, je crois qu'il est inutile que nous parlions davantage sur cela. Lorsque nous prenons nos roys pour nos juges, comme le doit faire tous bons sujets, nous sommes hors de blâme ; au lieu que nous pourrions pécher grièvement en prenant tout autre party.

J'ay l'honneur d'être avec une très parfaite considération.....

Signé : Périer.

RÉPONSE DE M. ADAM

28 février.

Monsieur,

Nous avons reçu l'honneur de la vôtre en date du 25 du courant.

Comme nous avons toujours agy avec prudence, nous sommes content de prendre pour arbitre de nos actions qui vous voudrez.

Nous n'avons jamais voulu nous mesler des affaires des autres parce que cela ne peut prouver que nous soyons meilleurs vassaux et plus fidelles sujets à notre roy; vous le voyerez par notre réponse à vos trois articles suivants.

Premièrement, nous n'avons jamais eu aucun démeslé avec les François; ce sont eux bien au contraire qui nous disputent nos droits et nos privilèges au sujet du commerce du poivre dans Caddatounaddou; ils ont saisi notre poivre qui venoit par la rivière de Mayé; ils ont aidé Bayanor contre nous; ils ont pris nos embarquations; ils gardent nos serviteurs aux fers. Pour nous, nous n'avons jamais tenu telle conduite à l'égard des François; nous sommes obligés d'user de toutes sortes de moyens pour amener Bayanor à la paix, en ayant été empesché par les forces et les conseils des François; en attendant, il serait bien dur pour nous de ne pouvoir entrer en accommodement ou traité.

Secondement, que les deux nations feront leur commerce dans ce pays, comme vous le dites, bien loin que c'eut été nous qui ayons empêché les François, ce sont eux-mêmes qui nous ont troublé puisqu'aussitôt qu'ils sont venus à Mayé, ils ne se contentèrent pas d'une partie, ils voulurent tout avoir.

Troisièmement, nous donnons toujours avis en Angleterre de nos actions par toutes les occasions et nous attendons la réponse de notre roy et de nos honorables maîtres sur les traitements que les François nous font.

Pour ce qui est dit de Bayanor ou quelqu'autre souverain indien, nous avons permission de nos honorables maîtres par l'autorité donnée par la couronne de la Grande Bretagne. Nous espérons que les François cesseront à l'avenir de nous causer d'avantage de travail et d'empeschement à notre alliance et de nos honorables maîtres.

En réponse des trois articles proposés par vous, vous voirez que nous sommes prests à un accommodement sincère avec la nation française en tous tems; nous prendrons nos roys pour juges et nous nous conformerons à leurs décisions, et, pour faire connaître à tout le monde combien nous sommes portés à la paix, nous sortons de la faire avec Bayanor le 14 du mois aux meilleures conditions que nous avons pu, quoiqu'elle ne soit pas des plus avantageuses pour l'intérêt de nos honorables maîtres comme nous l'aurions souhaité par rapport aux empêchements que nous avons marqué cy dessus; néanmoins, quoi qu'il en soit, etc...

Signé : Adam.

(A. Col., C² 73, f. 308-310.)

LES ARCHIVES

DU

MINISTÈRE DES COLONIES

CONSERVATION, CLASSEMENT, CONSULTATION

A peu près au moment où la *Revue de l'Histoire des Colonies Françaises* analysait le travail publié par M. Christian Schefer sur les Archives du Ministère des Colonies [1], la *Quinzaine Coloniale* s'occupait, elle, aussi, de ces Archives. A l'aide des deux rapports de M. Maurice Viollette à la Chambre des députés sur le budget des colonies pour 1912, et de M. Gervais au Sénat sur le même budget pour 1913, elle fournissait dans son numéro du 10 janvier 1914, des renseignements précis sur les services de toute nature que pourraient rendre, une fois classées, les Archives modernes du Ministère des Colonies, comme aussi sur l'état d'avancement des travaux de classement.

Après M. Viollette, l'auteur de l'article montrait le

1. *Note sur l'état actuel et les projets de classement des Archives Coloniales* (*Bulletin de Géographie histor. et descript.*, 1912, p. 444-464). Cf. la *R. de l'Histoire des Colonies franç.*, 1913, p. 489-494.

Ministère des Colonies ne retrouvant qu'avec peine un traité des alentours de 1840 établissant le protectorat de la France sur la région située entre Ifni et le Rio Negro, c'est-à-dire sur une région que, sans doute par ignorance de cet instrument diplomatique aux stipulations duquel nous n'avions jamais renoncé, le traité secret de 1904 a placée dans la zone d'influence de l'Espagne.

Avec M. Gervais, il énumérait les résultats obtenus quelques mois plus tard par la Mission temporaire instituée pour le classement des Archives. Ces résultats étaient les suivants : 1) l'établissement d'un inventaire provisoire de tous les documents, quels qu'ils soient, permettant d'effectuer dès maintenant, dans le dépôt, des recherches dans l'intérêt des services du Ministère ; 2) la séparation par groupes d'une partie des documents suivant le cadre de classement préparé par M. Schefer et adopté par le Ministre. C'est ainsi que, lors de la rédaction du rapport de M. Gervais, les documents provenant des services de l'Amérique, de l'Océanie, du personnel, étaient groupés et répertoriés, et que les recherches y étaient facilitées par environ 750 fiches d'inventaire ; 3) le classement définitif des documents provenant des services de l'Afrique occidentale et équatoriale. Jusqu'à l'année 1895 pour l'A. O. F., jusqu'à l'année 1900 pour l'A. E. F., ces documents ont été répartis en 1.255 liasses comprenant environ 4.300 dossiers, relevés sur autant de fiches d'inventaire. Une table alphabétique d'environ 3.500 fiches, et un répertoire de documents cartographiques de 215 fiches permettent d'effectuer des recherches immédiates dans cet ensemble considérable de documents.

Depuis la publication du rapport de M. Gervais, la

mission de classement des Archives du Ministère des Colonies a continué avec activité et avec méthode le travail. Au cours des années 1912 et 1913, M. Eugène Saulnier, l'actif et laborieux archiviste-paléographe adjoint au chef de la mission, a, en effet, procédé au classement de tous les documents relatifs à l'Afrique occidentale et à l'Afrique équatoriale française, ainsi qu'à un récolement général des cartons et registres conservés au dépôt. La dernière de ces opérations a montré la nécessité de rassembler tous les documents avant de continuer un classement définitif dont de trop nombreuses réintégrations pourraient compromettre la bonne harmonie. C'est pourquoi le principal effort de la Mission a porté, pendant le premier semestre de 1914, sur les *réintégrations de documents*.

Les différents services, invités à verser aux Archives leurs dossiers inutiles, avaient remis, à la date du 30 juin, donc un mois avant l'ouverture de la guerre actuelle, 167 registres, 93 liasses et 1.010 cartons. Des récolements immédiatement effectués ont permis de détruire, après avis de la commission compétente, 18 registres, 66 liasses et 35 cartons, ainsi qu'un lot important d'imprimés (budgets et comptes définitifs). Outre ces réintégrations, des documents, en nombre considérable, provenant des services militaires, ont été livrés à la Mission qui, faute de place, les recevra par tranches successives, séparant immédiatement ceux à conserver de ceux qui seront reconnus inutiles. Au 30 juin 1914, une première tranche de 141 registres et 387 cartons avait été reprise, dont chaque article est actuellement représenté par une fiche.

Au total, pendant le premier semestre de 1914, 308

registres, 93 liasses et 1.397 cartons ont été réintégrés et examinés par la Mission.

Tout en procédant à ce travail, la Mission a procédé à un premier *classement* d'un groupe important, celui de l'Indochine, qui comprend 488 cartons. Conformément aux prescriptions de l'arrêté du 27 janvier 1913 ci-dessous reproduit, les documents ont été répartis entre les cinq fonds de l'Asie orientale (fonds commun) : 77 cartons ou registres ; — de l'Indochine (depuis 1887) : 136 ; — de la Cochinchine : 159 ; — de l'Annam-Tonkin : 104 ; — du Cambodge : 12. Un inventaire sur fiche, du type d'inventaire sommaire, mais très détaillé, a été établi et permet actuellement d'effectuer des recherches immédiates.

Quant aux *inventaires*, indépendamment de l'inventaire sommaire du groupe de l'Indochine dont il vient d'être question, la Mission a commencé d'établir un inventaire partiel du dépôt des papiers publics, en ce qui concerne l'état civil des colonies perdues. Les registres d'état civil de Saint-Domingue (256 registres), de Sainte-Lucie (12), de l'Ile Royale (7), de la Louisiane (1), de l'Ile de France (58) ont été classés et numérotés, et des fiches classées par paroisses, portant les dates extrêmes de chaque registre, ont été établies. La Mission a également commencé l'inventaire de la seule série jusqu'ici pratiquement fermée aux recherches, celle des successions, dont une partie, récente, était classée sans distinction de colonies, tandis qu'une autre, plus ancienne, était classée par colonie sans ordre alphabétique. Plus de 600 fiches, correspondant à autant de dossiers, sont dès maintenant établies.

Enfin la Mission a procédé au récolement du fonds ancien des Fortifications des Colonies. L'histoire mouve-

mentée de ce fonds avait fait redouter de nombreuses disparitions ; sur les 4.212 pièces que contenaient les Archives des Fortifications des Colonies en 1860, il n'en manque actuellement que 105. Quelques-unes de ces pièces ont d'ailleurs été retrouvées précédemment, et l'on peut espérer voir diminuer encore le nombre des documents disparus.

A signaler enfin un versement complémentaire effectué aux Archives Nationales à la fin de janvier 1914, dans le but d'arriver à une séparation logique entre les deux dépôts.

De son côté, l'administration a pris d'heureuses décisions. Elle a étendu aux gouverneurs des colonies une mesure appliquée depuis longtemps, dans la métropole, aux personnages ayant occupé de hautes fonctions politiques, et ordonné que, lors du décès d'un ancien gouverneur, les scellés seraient apposés sur ses papiers. Ainsi des pièces importantes pourront faire retour aux Archives du Ministère des Colonies. D'autre part, les différents arrêtés entièrement préparés par M. Christian Schefer et pris à la date du 27 janvier 1913 par le ministre des Colonies, alors M. J. Morel, ont été publiés dans le *Bulletin officiel* (année 1913, n° 12, p. 1779-1786). Ces arrêtés, dont la *Revue* a déjà signalé l'existence (t. I, année 1913, p. 492-493), sont au nombre de quatre ; ils portent règlement de la manière dont doivent être effectués aux Archives les versements périodiques des bureaux, — du service intérieur du Dépôt des Archives, — du classement des Archives coloniales, — enfin des conditions imposées pour la consultation de ces mêmes archives.

Si les deux premiers de ces règlements ne présentent pas un intérêt général [1], tout autre est le caractère des deux derniers. Aussi croyons-nous être utile aux travailleurs en reproduisant le texte de ces arrêtés. Le premier, établi conformément aux indications fournies par l'expérience qu'avait instituée M. Christian Schefer (cf. *R. Hist. Col. fr.*, 1913, p. 491-492), contient quelques indications générales sur les cadres de classement ; le second indique la manière dont doivent procéder les personnes désireuses de consulter les documents appartenant aux Archives Coloniales, aussi bien les pièces conservées au Ministère

1. On lira cependant avec intérêt les dispositions essentielles du « Règlement sur les versements à effectuer aux Archives ». Les voici :

ARTICLE PREMIER. — Chaque année, les divers services du Ministère versent aux Archives les documents ayant, au 1er janvier de l'année en cours, plus de dix ans de date.

Ils sont autorisés à verser en même temps: 1° les documents ayant moins de dix ans et qui, formant un ensemble, ne seraient plus nécessaires aux bureaux ; 2° les registres d'enregistrement.

ART. 2. — Les versements s'effectueront dans les formes suivantes :

Avant le 1er avril de chaque année, chaque service fait le tri des documents qu'il doit verser et en établit un bordereau sommaire sur lequel il signale les documents dont il propose la destruction.

Ces documents sont examinés par une Commission composée de trois membres : un représentant du Service intéressé, un représentant du Service des Archives, un membre de la Commission supérieure des Archives spécialement chargé de donner son avis sur la valeur historique des documents.

La Commission détermine les pièces à détruire. Elle doit avoir terminé ses opérations avant le mois de juillet.

En cas de désaccord entre les deux fonctionnaires et le membre de la Commission sur des destructions éventuelles, la question est soumise au Ministre qui statue après avis de la Commission des Archives.

Un procès-verbal spécifie quelles sont les pièces détruites.

ART. 3. — Les documents non détruits sont immédiatement remis aux Archives par le service compétent qui en reçoit décharge.

même que celles dont le dépôt a été effectué aux Archives Nationales et dont M. Pierre de Vaissière, l'érudit auteur de *Saint-Domingue*, a poursuivi l'examen, jusqu'au début de la guerre, avec une science et une activité au-dessus de tout éloge.

Voici le premier de ces règlements:

RÈGLEMENT *sur le classement des Archives coloniales.*

ARTICLE PREMIER. — Les Archives administratives, entièrement distinctes du Dépôt des papiers publics, sont divisées en six groupes :

I. *Affaires générales* (toutes colonies);
II. *Afrique :*
III. *Océan Indien ;*
IV. *Asie Orientale ;*
V. *Océanie ;*
VI. *Amérique.*

ART. 2. — Chaque groupe est divisé en fonds.

Dans les groupes II à VI, il est constitué un fonds commun renfermant les documents relatifs à l'ensemble de la région ou aux contrées ne faisant point partie de l'empire colonial français, puis un fonds pour chaque colonie ou gouvernement général. Éventuellement un fonds peut être créé pour un établissement qui, tout en relevant d'une autre colonie, a cependant son autonomie propre caractérisée notamment par le droit à la correspondance directe.

ART. 3. — Les fonds du groupe I correspondent aux divers ordres de questions ou réunissent les séries anciennes dont la ventilation est impossible.

Les fonds ou sections sont désignés par le nom de la colonie dans les groupes II à VI et pour le fonds commun par le nom du groupe; dans le groupe I, par le terme générique désignant les affaires auxquelles ils se rapportent.

ART. 4. — Chaque fonds est divisé en séries correspondant aux diverses sortes d'affaires.

Les séries sont numérotées en chiffres romains.

Art. 5. — Chaque série est divisée en liasses groupant les dossiers suivant un ordre, dans la mesure du possible, logique et chronologique. Les liasses sont numérotées en chiffres arabes.

Les dossiers d'une même liasse sont distingués par des lettres.

Art. 6. — Les chemises des liasses portent comme cote le nom du fonds ou de la section, le numéro de la série, le numéro de la liasse.

Les chemises des dossiers portent en outre la lettre du dossier.

Les cartons portent simplement les noms des groupes et du fonds, les numéros de la série et les numéros des liasses qu'ils renferment.

Art. 7. — Les registres sont considérés comme des liasses et intercalés à leur place logique entre les cartons.

Les pièces doivent être classées et porter leur cote de classement. L'archiviste doit, avant toute communication, s'assurer qu'il en est réellement ainsi.

Art. 8. — Il est établi, au fur et à mesure du classement, des inventaires sur fiches.

A cet effet, il est établi une fiche par liasse.

Chaque fiche comporte la cote, le titre de la série et de la liasse, l'énumération des dossiers compris dans la liasse.

Art. 9. — Il est établi en outre, à l'aide des fiches d'inventaires, une table alphabétique sur fiches des dossiers.

Art. 10. — Lorsqu'une pièce devrait se trouver à la fois dans deux dossiers, elle est remplacée dans l'un d'eux par une fiche de renvoi.

Lorsqu'un dossier devrait se trouver à la fois dans deux liasses, il est remplacé dans l'une d'elles par un dossier de renvoi formé d'une chemise de dossier renfermant une fiche.

Les dossiers de renvoi sont considérés comme des dossiers véritables et mentionnés comme tels sur les fiches d'inventaire.

En même temps que ce règlement sur le classement

des Archives coloniales, a été publié un autre règlement ainsi conçu :

RÈGLEMENT *relatif aux conditions de consultation des Archives coloniales.*

ARTICLE PREMIER. — Toute personne désirant consulter les Archives du Ministère des Colonies est tenue d'adresser au Ministère des Colonies une demande par écrit, en indiquant avec précision la nature et la date des documents dont la communication est sollicitée, ainsi que le sujet et l'objet du travail qu'elle compte entreprendre à l'aide de ces documents.

ART. 2. — Cette demande doit être accompagnée de références établissant l'identité du pétitionnaire et les causes qui motivent sa demande.

ART. 3. — Les demandes de consultation sont soumises, dans tous les cas, à l'examen de la Commission supérieure des Archives du Ministère des Colonies.

ART. 4. — En principe, les documents antérieurs à 1848 peuvent seuls être communiqués, sauf les documents réservés. L'autorisation du Ministre est nécessaire, qu'il s'agisse de documents conservés par le Département ou de pièces faisant partie des fonds déposés aux Archives nationales.

ART. 5. — Les personnes autorisées par le Ministre à consulter les documents conservés au Département seront admises à en prendre communication dans la salle de travail du Ministère des Colonies.

ART. 6. — Les documents énumérés dans la lettre d'autorisation devront être demandés aux agents du Service des Archives par des bulletins *distincts pour chaque registre*. Outre la désignation exacte du document, ces bulletins porteront très lisiblement le non du pétitionnaire et la date de son autorisation.

ART. 7. — La salle de travail du Ministère des Colonies est ouverte aux personnes autorisées par le Ministre, de 2 heures et demie à 6 heures, sauf les jours de fermeture des bureaux du Ministère.

ART. 8. — Les personnes admises dans la salle de travail ne devront ni se promener, ni converser à haute voix, ni fumer, ni rien faire qui puisse gêner les travailleurs.

ART. 9. — Il n'est pas communiqué plus de cinq registres à la fois.

Les dernières communications doivent être demandées avant 4 heures.

ART. 10. — Aucun carton renfermant des documents non encore classés ne peut être donné en communication.

Les documents qui seront communiqués seront préalablement timbrés et comptés, et le compte en sera vérifié lorsqu'ils seront rendus.

ART. 11. — Toute annotation sur les documents communiqués est interdite.

ART. 12. — Les lecteurs sont responsables de la conservation des documents pendant le temps qu'ils leur sont communiqués.

ART. 13. — L'état des documents restitués par les lecteurs sera vérifié par les agents du Service des Archives.

ART. 14. — Toute infraction au présent règlement entraîne la suspension ou le retrait de l'autorisation accordée de consulter les archives coloniales.

ART. 15. — Les documents relatifs aux époques postérieures à 1848 ne pourront être communiqués qu'à titre exceptionnel, sous les conditions déterminées par le Ministre, pour chaque cas, suivant la nature des documents et après avis favorable de la Commission.

ART. 16. — L'autorisation de faire des recherches n'implique pas la faculté de copier intégralement, en vue d'une publication ultérieure, soit un manuscrit formant un tout, tel qu'un recueil de lettres, soit une série de documents.

Nul ne pourra procéder à un travail de même nature sans en demander l'autorisation au Ministre, en faisant connaître exactement les documents ou correspondances qu'il a l'intention de publier.

Toute publication faite sans autorisation préalable entraînera, pour son auteur, l'exclusion des Archives pour l'avenir.

Toute copie de documents des Archives, prise en vue de publication, devra être soumise au visa du chef de service.

Aucun document ne peut être reproduit par calque ou fac-similé sans une autorisation spéciale et par écrit du Directeur.

Dans ce cas, on ne pourra employer que le crayon à la mine de plomb et le papier végétal à la gélatine.

Art. 17. — Toute personne autorisée à consulter les archives coloniales devra remettre au Service des Archives et de la Bibliothèque du Ministère des Colonies deux exemplaires de chaque ouvrage publié à l'aide des documents qui lui auront été communiqués.

Art. 18. — Les autorisations seront strictement personnelles. Toutefois, les recherches ou copies pourront être faites, au nom de la personne autorisée, par un tiers préalablement agréé par le Directeur des Archives.

Quiconque, s'étant présenté en son propre nom, serait ultérieurement reconnu pour être l'agent ou le prête-nom d'une personne non autorisée et aurait de la sorte dissimulé sa véritable qualité, sera privé de l'autorisation qui lui avait été donnée.

Art. 19. — Toute personne autorisée à travailler aux Archives coloniales devra s'entendre avec le fonctionnaire chargé des communications de documents sur l'époque à laquelle elle compte venir régulièrement.

Art. 20. — Les services du Département qui auront à consulter des documents devront s'adresser au fonctionnaire chargé du Dépôt, lequel devra mettre à leur disposition, contre reçu, les pièces réclamées.

Art. 21. — Provisoirement pendant la durée de la Mission chargée du classement des archives, les communications, tant aux personnes étrangères à l'Administration qu'aux services du Département, seront faites après entente entre le chef du Dépôt et le chef de la Mission.

Art. 22. — Lorsque les services administratifs auront à emprunter un ensemble de documents d'archives, ils seront tenus de respecter le classement et de restituer les pièces

dans l'état et dans l'ordre où elles se trouvaient lorsqu'elles leur ont été remises.

Ces règlements, comme aussi ceux qu'il nous a semblé inutile de reproduire ici, constituent les bases sur lesquelles pourra être solidement et sérieusement établi le service des Archives du Ministère des Colonies. Souhaitons que le Ministère, persévérant jusqu'au bout dans la voie où il est entré et où il a trouvé l'approbation générale, organise définitivement ce service et le mette à même d'être utile tout à la fois, comme il convient, au gouvernement et aux travailleurs.

XXX.

COMPTES RENDUS
ET NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I

COMPTES RENDUS

Le Réveil économique de Bordeaux sous la Restauration. **L'armateur Balguerie-Stuttenberg et son œuvre**, par Pierre de Joinville. Paris, Honoré Champion, 1914, in-8 de xxiv-485 p., avec portrait.

Voici quelques années seulement que le grand public commence à se rendre compte de la fausseté d'un adage naguère communément accrédité, et se refuse à admettre que le Français n'est pas colonisateur. La reconstitution d'un empire d'outre-mer, les succès obtenus dans l'Afrique septentrionale et occidentale, ailleurs encore, par nos officiers, nos administrateurs et nos négociants ont prouvé aux pessimistes et aux incrédules quelles remarquables qualités d'initiative, d'intelligence, de souplesse possédaient les Français de l'époque contemporaine, et les ont amenés à se demander si leurs ancêtres n'avaient pas été méconnus et n'étaient pas, eux aussi, doués des mêmes dons. Des travaux dont le nombre augmente chaque année permettent de répondre avec précision à cette question ; ils prouvent que, comme l'affirmait naguère Henri Pigeonneau dans ses cours sur l'histoire des Colonies françaises jusqu'en 1815, nos compatriotes des

XVI^e^ et XVII^e^ siècles ont été d'excellents colonisateurs, faisant montre de qualités éminentes dans la création de leurs établissements comme dans leurs rapports avec les indigènes des pays où ils s'installaient.

Un hiatus aurait-il donc existé depuis le milieu du XVIII^e^ siècle jusqu'aux alentours de 1880 ? et nos aïeux auraient-ils, durant plus de cent ans, oublié leur génie antérieur pour le retrouver subitement après la guerre franco-allemande de 1870-1871 ? M. Paul Masson, dans son excellent ouvrage sur *Marseille et la Colonisation française* (cf. *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, t. I, 1913, p. 244-246) a déjà, en ce qui concerne les marins et les négociants provençaux, prouvé depuis 1906 qu'il n'en était nullement ainsi ; et voici maintenant que, pour Bordeaux, M. Pierre de Joinville fait une démonstration analogue.

A vrai dire, il ne la fournit pas pour toute la période, et ce n'est pas son dessein principal de la fournir. L'auteur de *l'Armateur Balguerie-Stuttenberg* s'en tient exclusivement, en effet, à l'époque des derniers Bourbons (chose toute naturelle, puisque Balguerie-Stuttenberg mourut au mois d'août 1825), et, par contre, il ne se confine nullement dans l'étude du rôle maritime de son héros, mais passe en revue toutes les entreprises, toutes les initiatives où s'est donnée libre carrière l'intelligente activité de ce grand Bordelais. « Tour à tour ou simultanément administrateur et financier, négociant et armateur, déployant toujours une intelligence vaste, souple et ouverte aux idées nouvelles, hardi et audacieux, en même temps homme de résolutions et de réalisations pratiques, Balguerie-Stuttenberg eut (dit avec raison M. Pierre de Joinville aux p. 446-447) l'ambition de rendre les différentes contrées du monde tributaires de l'industrie, de l'agriculture et du commerce français. »

Pour réaliser cette noble ambition, que de manifestations diverses d'activité, que d'entreprises suggérées, ou encouragées, ou patronées, que de tentatives intéressantes et de véritables « coups de sonde » jetés dans toutes les directions utiles ! La construction des ponts de Bordeaux, de Libourne et d'autres encore ; l'amélioration du port de

Bordeaux et des passes de la Gironde; la canalisation des Landes ; la fondation de la Banque de Bordeaux, de la Caisse d'Épargne et de Prévoyance de la Gironde, de l'Entrepôt réel; la reprise ou l'établissement des relations maritimes et commerciales des Bordelais avec les colonies laissées à la France en 1815, avec Saint-Domingue devenue indépendante en fait avant d'être reconnue telle par le gouvernement des Bourbons, avec les anciennes colonies portugaises et espagnoles du Nouveau-Monde, avec les pays riverains de la « mer du Sud » ; la recherche de nouveaux débouchés aux États-Unis, à Cuba, en Extrême-Orient, voilà les principaux points sur lesquels a très justement insisté le biographe de Pierre Balguerie-Stuttenberg; mais M. de Joinville ne s'en est pas tenu là. Il a dû encore, pour mieux faire connaître l'envergure des vues de cet armateur, montrer avec quelle intelligence celui-ci a compris la puissance de l'esprit d'association et collaboré à l'introduction en France de la navigation à vapeur encore à ses débuts, enfin avec quel sens pratique et quel souci des intérêts bordelais ce délégué de la chambre de Commerce de Bordeaux est intervenu dans les délibérations des Commissions coloniales de 1820 et de 1823. Si Balguerie-Stuttenberg n'est pas toujours parvenu à se faire écouter (l'échec du projet de canalisation des grandes Landes soutenu par lui, la conclusion des discussions relatives au pacte colonial en sont les exemples les plus manifestes), la faute ne saurait lui en être attribuée; il s'est heurté, quand il n'a pas triomphé, à des rivalités égoïstes, aux intérêts des industriels et des agriculteurs, enfin à des idées communément adoptées à son époque, par conséquent à des résistances contre lesquelles il se trouvait impuissant. Bien rares sont ceux dont les vues sont en avance sur celles de leur temps !

Nous ne saurions entrer ici dans le détail de toutes les entreprises auxquelles a participé Pierre Balguerie-Stuttenberg, ou dont il fut l'âme ; ce serait sortir du cadre de la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*. Du moins devons-nous remarquer que, par certaines de ses entreprises, comme aussi par son rôle dans les Commissions chargées d'étudier les modifications à introduire dans le régime commercial des

Antilles françaises, Balguerie-Stuttenberg appartient à l'histoire coloniale. Pour une des principales initiatives dont Bordeaux et la France sont redevables à cet armateur éminent, l'excellent éditeur du *Voyage de la Cybèle* nous apportera bientôt une démonstration plus complète encore que ne la fournit son livre sur l'*Armateur Balguerie-Stuttenberg ;* pour les autres, il nous faut renvoyer exclusivement à l'ouvrage de M. Pierre de Joinville. Ouvrage éminemment instructif dans l'ensemble, et qui ne met pas seulement en évidence la belle figure de Balguerie-Stuttenberg, mais qui montre bien aussi de quel esprit étaient animés les armateurs et les négociants bordelais de l'époque de la Restauration. Certes ils n'avaient pas au même degré que leur compatriote les qualités qui ont fait de Pierre Bâlguerie-Stuttenberg le plus représentatif d'entre eux ; mais, cependant, que d'hommes intelligents, hardis, au sens droit, aux vues patriotiques et pratiques, voyaient alors agir autour d'eux les administrateurs de Louis XVIII et de Charles X, en particulier le comte de Tournon, qui fut préfet de la Gironde entre 1815 et 1822 : les Bosc, les Gradis, les Guestier, les Portal et bien d'autres ! Tout ce groupe bordelais témoigne, de la façon la plus irrécusable, de la persistance, chez les Bordelais du temps des derniers rois bourbons, des mêmes qualités qui avaient naguère valu à leurs ancêtres leurs remarquables succès coloniaux.

De cette démonstration, non moins que de sa consciencieuse étude sur le réveil économique de Bordeaux sous la Restauration, nous devons chaleureusement remercier M. Pierre de Joinville. Son livre, plein de faits précis et bourré de chiffres puisés aux sources les plus sûres, étayé sur une documentation très sérieuse et très étendue, est, pour l'étude de l'histoire économique de la France au lendemain de l'époque napoléonienne, un ouvrage que l'on ne saurait négliger. Il montre comment Bordeaux, dont, vers le mois de mars 1814, « la décadence semblait irrémédiable » (p. 19), avait reconquis, à la fin de la Restauration, pour le commerce colonial, la deuxième place, immédiatement après le Hâvre et avant Nantes et Marseille (p. 445). On peut y faire quelques

critiques de pur détail [1], on peut trouver aussi, en le fermant, que Pierre Balguerie-Stuttenberg, malgré son activité, son labeur et sa hauteur de vues, dépasse incontestablement le cadre de l'histoire bordelaise pour appartenir à l'histoire de la France, mais ne doit pas être tenu pour un personnage « d'histoire générale ». L'expression se trouve à la p. 449 du livre de M. P. de Joinville; mais n'a-t-elle pas un peu dépassé la pensée de l'auteur ? Nous le croirions volontiers, puisque le biographe de Balguerie-Stuttenberg termine son ouvrage en faisant gloire à son héros d'avoir « consacré le meilleur de son temps et de ses forces au bien et à la grandeur de la France ». Voilà l'appréciation juste, celle qu'approuveront tous les lecteurs de l'ouvrage, tous ceux en particulier qui s'intéressent aux origines du second empire colonial de notre pays; en même temps, ils féliciteront M. de Joinville d'avoir donné, dans l'*Armateur Balguerie-Stuttenberg et son œuvre,* une belle suite à son étude sur *le Commerce de Bordeaux au XVIII*e *siècle* [2].

Henri Froidevaux.

1. En voici quelques-unes, ayant trait exclusivement aux affaires coloniales auxquelles a été mêlé Balguerie-Stuttenberg, qui s'est spécialisé (remarque très justement M. P. de Joinville à la note 1 de la p. 275) dans « le grand armement », c'est-à-dire dans les relations avec l'Amérique et les Indes Orientales. Nous avons été surpris de ne voir citée (note 3 de la page 341) aucune des biographies de Mgr Pigneau de Béhaine dont la nomenclature se trouve aux p. 378-379 du tome I de la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises.* — On est un peu étonné d'apprendre, à la p. 415, que la conquête de la Cochinchine est achevée dès 1862, et non pas en 1867 seulement. — A notre avis, M. de Joinville n'a pas suffisamment insisté sur les mérites du système d'*échelle mobile* préconisé par Balguerie-Stuttenberg devant la Commission des Colonies de 1820 (p. 247-249). — Ajoutons que le rapport au roi Louis-Philippe, d'août 1830, cité à la note 2 de la 335 et conservé aux Archives des Affaires Étrangères (Mémoires et Documents, Amérique, t. XXXVI, fol. 317-321), a été publié en juillet 1911 dans *France-Amérique* (t. III, p, 33-35) par M. Maurice Escoffier.

2. Paris, Larose, 1908, in-8 de 259 p.

II

Les tentatives d'exploitation agricole au Sénégal à l'époque de la Restauration. — Le regretté Jean Darcy a raconté naguère dans un excellent chapitre de ses *Cent années de Rivalité coloniale* (*L'Afrique*, ch. VI, p. 217-221) à quelle mauvaise volonté se heurta, de la part des autorités britanniques du Sénégal, le colonel Schmaltz, lorsque, le 8 juillet 1816, il arriva à Saint-Louis afin de reprendre possession au nom de la France, conformément aux articles 7 et 14 du traité du 30 mai 1814, des anciennes stations françaises. C'est seulement le 22 janvier 1817 que les Anglais quittèrent Saint-Louis, le 15 février suivant qu'ils évacuèrent Gorée et laissèrent le nouveau « commandant pour le Roi et administrateur des établissements du Sénégal » enfin libre de réorganiser la colonie et de prendre les mesures nécessaires pour la mettre en valeur.

Celui-ci était arrivé dans la contrée convaincu, comme d'ailleurs le public français dans son ensemble, de la valeur agricole du pays et, dès le 28 novembre 1816, il le déclarait « susceptible de fournir avant longtemps de grands avantages au commerce du royaume, surtout en coton et en indigo, j'ajouterai même en sucre, si les moyens de former des établissements et de les protéger ne me manquent pas ». Un voyage exécuté par lui jusqu'à Podor en mars-avril 1817 le confirma dans son opinion. Aussi, sans tarder davantage, voulut-il y commencer « la fondation d'établissements qui, disait-il, rendront à son commerce [au commerce de la France] la splendeur qu'il avait avant la perte de Saint-Domingue ». Dans ce but, Schmaltz acheta, en amont de Saint-Louis, les îles de Todd et de Reffo et s'empressa d'y installer le petit groupe des colons que, dès 1816, la Société « coloniale philanthropique » fondée pour la mise en culture de la presqu'île du Cap Vert, avait fait passer au Sénégal sur *la Méduse*, de trop célèbre mémoire.

Toutefois, ce n'était là qu'une partie du plan de grande colonisation agricole que le colonel Schmaltz avait conçu et qu'il exposait, lors d'un séjour en France, au ministre compétent. Aux établissements de Todd et de Reffo, le commandant pour le Roi voulait en ajouter un troisième, créé à Galam ; il voulait d'autre part constituer, avec les fonds propres du souverain, une ferme modèle, « l'Habitation royale ».

Aussitôt revenu au Sénégal avec l'approbation gouvernementale (10 avril 1819), Schmaltz entreprit de réaliser ses projets, de distribuer des concessions agricoles dans le Oualo, de créer dans ce même pays, non loin du nouveau poste de Dagana, sur l'affluent du Panié Foul, « l'Habitation royale » dont il avait parlé en France, de constituer enfin la Société de Galam, qui groupait tous les commerçants de la colonie faisant la traite dans le pays de ce nom. Toutefois, ni ces efforts de Schmaltz, ni ceux de ses successeurs, le capitaine de vaisseau Le Coupé de Montereau et le baron Roger, ne furent couronnés de succès. Si, en 1822, on vit dans le Walo onze grandes cotonneries, et si, en 1825, on recensa 3.449.000 pieds de coton chez les particuliers et 1.124.000 pieds dans les établissements royaux, force fut de constater bientôt que ces chiffres étaient pure fantasmagorie, que les plantations véritables étaient rares et ne résistaient ni au vent d'Est ni à la sécheresse, si bien qu'à la fin de l'année 1830, disparaissaient les dernières traces de la tentative de colonisation agricole entreprise au Walo par le colonel Schmaltz.

C'est à l'aide de documents conservés dans les archives générales du Sénégal et dans celles de différents postes de la colonie, récemment mises à jour, que le Dr d'Anfreville de la Salle a raconté avec quelque détail cette histoire jusqu'à présent à peine ébauchée, comme l'indiquait récemment M. Cl. Faure. Ainsi a-t-il heureusement précisé un épisode encore assez mal connu des origines contemporaines de l'Afrique occidentale française (Le centenaire du traité du 30 mai 1814 : *la naissance d'un Empire*. *Le Correspondant*, 1914, 25 mai, p. 772-789).

*
* *

Points obscurs et épisodes élucidés de la biographie de Pigneau de Béhaine. —M. Cl. E. Maitre, qui a entrepris dans la *Revue Indochinoise* une importante édition annotée des documents relatifs à Mgr Pigneau de Béhaine (cf. *Revue de l'Histoire des Colonies Françaises*, 1913, p. 377-379 ; 1914, p. 255-256), a été invité par la Société de Géographie à évoquer devant elle la grande figure de l'évêque d'Adran et à mettre en pleine lumière les traits essentiels de son œuvre. A l'aide des documents conservés dans les archives françaises et annamites, M. Maitre a rempli ce programme de très heureuse manière, et rapidement retracé la biographie de Mgr Pigneau.

Actuellement encore, il n'est pas possible de faire davantage, ni de consacrer à l'évêque d'Adran une étude biographique approfondie. M. Maitre en a fourni des preuves multiples dans sa conférence. Sur les relations qu'il se créa durant son premier séjour à Pondichéry entre 1771 et 1774, sur les débuts des rapports entre le jeune prélat missionnaire et le prince Nguyên-Anh, sur le rôle joué par Mgr Pigneau, de 1778 à 1782, auprès de ce même prince, M. Maitre a parfaitement montré combien les historiens étaient encore insuffisamment renseignés. De même a-t-il indiqué à quelles difficultés se heurte celui qui veut déterminer à quel moment Nguyên-Anh et son prudent conseiller prirent la résolution de solliciter les secours du roi de France ; comment il est réduit à des conjectures sur les premières démarches de Mgr Pigneau à Pondichéry, en 1785, au sujet d'une intervention militaire en Cochinchine; comment il doit se contenter de constater les nombreuses désertions qui se produisirent en 1788 parmi les équipages de la *Dryade* et du *Pandour* pendant leur séjour sur les côtes de la Cochinchine.... En même temps qu'il dressait ainsi, en quelque manière, la liste des principaux points demeurés obscurs de la biographie de l'évêque d'Adran, M. Maitre établissait l'inventaire des épisodes de cette même biographie sur lesquels les historiens

possèdent maintenant des renseignements précis ; il montrait, par exemple, combien sont connues aujourd'hui les négociations engagées par Mgr Pigneau avec la Cour de France pour la gagner, à la suite du refus catégorique formulé par le gouverneur de Pondichéry, à la cause cochinchinoise ; il mettait en lumière les origines du long conflit qui divisa l'évêque d'Adran et le comte de Conway, gouverneur de Pondichéry, à partir de 1788.... Ainsi se trouve dressée, de nos connaissances sur l'histoire de l'initiateur de la politique française en Indochine, une sorte d'inventaire dont on ne saurait trop faire ressortir et l'intérêt et la grande utilité.

Aussi ne saurait-on trop souhaiter voir M. Maitre ne pas se borner à donner, de cette conférence, un compte rendu comme celui qu'a publié *la Géographie* (n° de juillet 1914, t. XXX, p. 68-76), mais se décider à en publier intégralement le texte. Ce sera un nouveau service rendu par lui aux études indochinoises, comme aussi un service rendu à l'histoire coloniale.

*
* *

Notes critiques sur la « Relation du détroit et de la baie d'Hudson », de Jérémie. — Ils sont rares, en France, ceux qui connaissent Nicolas Jérémie et qui ont lu sa *Relation du détroit et de la baie d'Hudson*. Hier encore, il est vrai, il était assez difficile de s'en procurer un exemplaire, le *Recueil des Voyages au Nord*, où elle a paru pour la première fois à Amsterdam, en 1732 (p. 305-306 du tome III) ne courant pas absolument les rues et n'étant même pas dans toutes les bibliothèques. Grâce aux soins diligents de M. l'abbé J.-H. Prud'homme et de la Société historique de Saint-Boniface, qui l'a naguère réimprimé dans son *Bulletin*, on pourra désormais, plus facilement que par le passé, étudier ce document[1].

1. *Relation du détroit et de la baie d'Hudson*, par M. Jérémie. *Bulletin de la Société historique de Saint-Boniface*, vol. II, 1912 (Saint-Boniface, imp. du « Manitoba », in-8), in-8 de 23 p. — Cette réimpression ne contient malheureusement pas le fac-similé des

Il en vaut véritablement la peine. Il contient, en effet, sur l'histoire, entre 1694 et 1714, des établissements fondés par les Français dans les immenses solitudes qui avoisinent la baie d'Hudson, comme aussi sur les Indiens et sur les richesses animales de la contrée, des renseignements très intéressants et très précis. Sans doute, en ce qui concerne les événements antérieurs à l'arrivée de Jérémie dans le pays, le récit est-il insuffisant ; il fournit par contre, sur les faits auxquels a été mêlé l'auteur, des indications très précises, qui montrent vraiment en lui « l'habile voyageur » dont parle le P. Charlevoix, qui montrent aussi dans la lettre « à Monsieur ** » une « relation fort instructive et judicieusement écrite ».

Le diligent secrétaire de la « Société historique de Saint-Boniface » a eu soin de placer, avant le texte même de la *Relation du détroit et de la baie d'Hudson*, de courtes « notes sur l'auteur » (p. 3-4) pour la rédaction desquelles il a utilisé toutes les recherches dont Jérémie a jusqu'à présent été le sujet. Il y a mis à profit les excellentes remarques de l'abbé A. Rhéaume et de M. Benjamin Sulte insérées dans le *Bulletin des Recherches historiques* [1], comme aussi le texte trop bref de Charlevoix. Ainsi a-t-il présenté, de la biographie de Nicolas Jérémie, un simple cadre, mais le cadre le plus complet que nous possédions encore. Malheureusement, M. l'abbé J.-H. Prud'homme n'a pas fait davantage ; il n'a pas, en l'annotant, complété ni rectifié là où il eût été nécessaire le texte de Jérémie, et il n'a pas donné, de ce même texte, une appréciation vraiment critique. Nous ne saurions indiquer ici les points sur lesquels la « Relation » aurait eu

trois planches jointes à la « Relation » et qui représentent la chasse des Bœufs sauvages du Mississipi et de la baie d'Hudson (2 figures), un castor « de 26 pouces de longueur entre teste et queue » et une paire de raquettes.

1. Vol. IX, 1903, août, p. 246, et vol. XIII, 1907, mars, p. 90-92. Ces deux notes ont été rédigées en réponse à une question insérée, dans le même *Bulletin des Recherches historiques*, en mars 1903 (p. 96) sous le n° 928 et la signature A. B. C. « Où trouverai-je des détails sur la carrière de Jérémie, qui accompagna d'Iberville à la baie d'Hudson en 1694? D'où venait-il ? Est-il mort dans la Nouvelle-France ? »

besoin d'éclaircissements[1] ; mais du moins pouvons-nous formuler quelques remarques sur ce travail de Jérémie, et appeler l'attention des chercheurs sur quelques-uns des problèmes qu'il pose.

I) Telle qu'elle est publiée dans le *Recueil des Voyages au Nord*, la *Relation du détroit et de la baie d'Hudson* est malheureusement réduite à ses seules parties essentielles, et dépourvue de son préambule et de sa conclusion. C'est ce dont une lecture, même superficielle, du texte suffit pour se rendre compte : « Pour prendre les choses dans leur origine et pour mieux donner l'intelligence de ma Relation », débute par dire Jérémie ; une telle entrée en matière implique nécessairement certaines explications préliminaires. Et voici qui confirme cette manière de voir : la transition assez gauche dont se sert Jérémie pour passer de la description de la baie Danoise à celle d'une autre partie des pays de la baie d'Hudson. « Pour revenir à notre but, écrit-il à la p. 314 du t. III du *Recueil des Voyages au Nord* (p. 8 de l'édition Prud'homme, à laquelle nous renverrons désormais) et pour donner toutes les connaissances possibles de tous ces pays-là, il faut redescendre à la mer et continuer notre route vers le Nord... » Quel est le but auquel Jérémie fait allusion ici ? Ce n'est pas le « premier dessein » dont il a parlé plus haut, qui consistait à raconter l'arrivée des Danois dans les territoires de la baie d'Hudson, mais bien (comme il le répète également plus loin à deux reprises, aux p. 15 et 18) de « donner

1. Bornons-nous à en signaler un, le passage où Jérémie (p. 11 de l'édition Prud'homme) parle de l'association formée par Groseilliers avec « quelques bourgeois » de Québec. N'eût-il pas été utile de fournir quelques renseignements précis sur la compagnie du Nord, de donner la date de sa constitution, soit 1681, et d'indiquer qu'Aubert de la Chesnaye était l'un des associés ? Ainsi aurait été mis du moins un nom sur l'expression « Messieurs de la Compagnie », que Jérémie emploie à différentes reprises (aux p. 15 et 21) ? — N'eût-il pas convenu, ailleurs, de citer le texte de l'article X du traité d'Utrecht, auquel Jérémie renvoie à la p. 15 de sa *Relation* ? Et l'identification des noms propres, l'intercalation d'une chronologie un peu précise n'eussent-elles pas facilité la pleine intelligence du texte de Jérémie ?

toutes les connaissances possibles » sur les territoires de la baie d'Hudson ; voilà ce que Jérémie a dû expressément indiquer d'une manière précise, et peut-être assez développée, dans un texte que nous n'avons plus.

Qu'était exactement ce texte ? On peut supposer l'existence d'un préambule plus ou moins développé, indiquant le but de Jérémie et contenant quelques explications préliminaires, ou encore une lettre accompagnant le document publié. Les deux hypothèses semblent également plausibles ; peut-être, toutefois, la seconde serait-elle moins admissible que la première. On serait cependant, *à la rigueur*, fondé à considérer comme une conclusion la phrase par laquelle le texte imprimé se termine brusquement : « Ce poste [le Fort Bourbon] serait, selon moi, un des meilleurs qu'on ait dans l'Amérique, pour peu qu'on y fît de dépense. »

II) Avec la ou les suppressions dont il vient d'être question, l'éditeur de 1732 en a effectué d'autres non moins regrettables. La *Relation du détroit et de la baie d'Hudson* n'est pas datée ; aussi ne sait-on exactement, faute des indications nécessaires, ni où ni quand Jérémie a rédigé son travail. Fort heureusement, le texte tronqué parvenu jusqu'à nous contient quelques indications susceptibles de remédier dans une certaine mesure à ces lacunes.

Ce texte n'est pas antérieur à 1715, car, à différentes reprises, Jérémie parle d'événements survenus dans le cours des mois précédents : ordres de la Cour de France et lettres du ministre Pontchartrain d'avoir à remettre le Fort Bourbon aux Anglais, conformément aux clauses de l'article X du traité passé entre la France et la Grande-Bretagne à Utrecht le 11 avril 1713, abandon du fort par les Français, — et il déclare « avoir fait en 1714 pour plus de 12.000 livres » de traite en ce même endroit. — Ce même texte ne semble guère postérieur, d'autre part, à la date sus-indiquée de 1715 ; on sait en effet par Jérémie lui-même que celui-ci, après avoir reçu les ordres de la Cour et avoir été relevé par les Anglais au Fort-Bourbon, se rendit au Canada où (dit-il à la p. 17 de l'édition Prud'homme) « pendant que j'étais à Québec *il y a quatre ou cinq mois*, M. Begon... me fit l'honneur de m'en-

voyer quérir ». En attendant que l'on puisse, à l'aide de la correspondance de l'intendant Bégon, dater avec une réelle précision la « Relation du détroit et de la baie d'Hudson », faisons-en donc remonter la rédaction aux années 1715-1716.

Ajoutons que Jérémie a composé son travail en France même, et, selon toutes les probabilités, à Paris. Les comparaisons qu'il établit à différentes reprises entre certains animaux des abords de la baie d'Hudson et ceux de France, la proposition qu'il adresse (à la p. 8 de l'édition Prud'homme) à son correspondant de lui envoyer « un petit reste... de très belle laine » de bœuf musqué « pour en faire faire l'essai par d'habiles ouvriers », la mention de l'opinion de « nos chamoiseurs de Niort » sur le peu de valeur de la peau des caribous (p. 10), voilà autant d'indices dont il faut tenir compte, comme il faut également tenir compte du fait qu'en 1696 et en 1707-1708, Jérémie s'était déjà rendu dans la métropole. Qu'il y fût encore une fois au moment où il a écrit sa *Relation*, c'est ce que mettent hors de doute les deux phrases : « Pendant que j'étais à Québec » (p. 17), et : « Lorsque je serai en Canada » (p. 18), — de même qu'une allusion à son futur retour ne permet pas de douter que Jérémie ne comptât revenir en France une fois encore, un peu plus tard.

III) Nous ne saurions dire si Jérémie a pu réaliser ce projet et fournir à son correspondant les connaissances que lui-même espérait tirer, sur les alentours du poste britannique du fond de la baie d'Hudson, de quelques Canadiens s'y étant plusieurs fois rendus (p. 18) ; nous ne saurions dire davantage qui était le correspondant à qui notre auteur adressa la *Relation du détroit et de la baie d'Hudson*. Nous avions d'abord voulu y voir non seulement un habitant de la métropole, mais un riche négociant ou un armateur, ou encore le célèbre financier, Antoine Crozat, que le monopole commercial dont il jouissait encore à la Louisiane, au début de la Régence, aurait pu pousser à faire une enquête sur les territoires de la baie d'Hudson[1] ; puis, en étudiant le texte de plus

1. On sait que, jusqu'en 1742, les Indiens des pays situés à l'Ouest de la baie d'Hudson n'ont pas cessé de vendre leurs fourrures aux Français de l'intérieur du continent (*South Dakota historical Collections*, vol. VII, 1914, p. 112-113).

près, nous avons été amené à chercher le correspondant de Jérémie parmi les fonctionnaires de l'administration centrale. Par le soin avec lequel il donne à Bégon son titre d'intendant du Canada, et surtout indique, à propos de Des Groseilliers, de Chouart et de Radisson, leurs relations de parenté, Jérémie donne à penser que son correspondant n'était pas très au courant des affaires de la Nouvelle-France, ou du moins de leurs détails. C'était cependant un personnage important, comme il ressort d'un fait rappelé par Jérémie lui-même : en 1708, lors d'une relâche forcée à Plaisance, « j'eus, raconte-t-il (p. 15), l'honneur de vous écrire, pour vous demander la permission de tirer des vivres du Canada, et vous eûtes la bonté d'y donner votre consentement ». Le chercheur qui retrouvera cette correspondance résoudra, de la manière la plus précise, le problème dont nous ne pouvons ici qu'indiquer les données et jettera en même temps, sur l'histoire même de Nicolas Jérémie, quelque lumière nouvelle.

Que d'observations critiques suggérerait encore, à qui voudrait en étudier les détails, la *Relation du détroit et de la baie d'Hudson !* Peut-être y reviendrons-nous un jour. Qu'il nous suffise d'avoir indiqué aujourd'hui de quel côté doivent être dirigées les recherches permettant de résoudre les premières questions que pose la lecture de ce document.

Henri Froidevaux.

BULLETIN HISTORIQUE

La récente découverte à Tipasa, près de Cherchell en Algérie, d'une mosaïque tombale avec épitaphe d'un évêque, n'a pas seulement eu pour résultat d'ajouter un nom, celui de Renatus, évêque de Tipasa, aux fastes épiscopaux de la Maurétanie Césarienne. L'examen minutieux de l'épitaphe a permis à M. Carcopino, professeur à la Faculté des Lettres d'Alger, de placer avant la fin du IVe siècle la mort de ce Renatus. D'autre part, la situation, dans la basilique funéraire dite « d'Alexandre », du sarcophage où ses restes étaient renfermés, autorise à voir en lui le sixième évêque de Tipasa, et à faire remonter jusqu'au IIIe siècle l'existence d'un évêché dans cette ville où l'on a trouvé une inscription chrétienne datant de l'an 238 de notre ère (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, *Comptes rendus des séances*, avril-mai 1914, p. 211-215).

*
* *

M. Henri Cordier a communiqué à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 1er mai dernier, le résultat des premières constatations faites par M. Bonnel de Mézières, durant la fin de février et la première moitié de mars 1914, à Koumbi, soit à 20 kilom. au N.E. de Ghânata ou Ghâna. Là, sur une colline qui passe pour avoir servi d'habitation aux rois du pays, subsistent encore les ruines d'une ville en pierres, bâtie en gradins, avec des rues, des places publiques, des puits, un groupe important de maisons, une avenue y conduisant et les vestiges d'un palais. Au pied

de la colline, enserrée au S., à l'O. et au N. par un mur en pierres encore visible, une autre ville se développe dans la direction du N.-E., de l'O. et du N.-O. « Pendant des kilomètres, disent les *Comptes rendus de l'Académie* (avril-mai 1914, p. 254), on marche dans des ruines de maisons en pierres, où les nomades trouvent encore aujourd'hui des perles et bijoux. »

Là serait, selon M. Bonnel de Bonnières — qui abandonne son identification antérieure de Ghânata avec El-Ghâba ou Ghâba-Moumou, — là serait l'emplacement de Ghâna, qui fut prise en 1203 par les gens de Sosso, et détruite vers 1240 par le roi du Malli. La légende indigène et les textes arabes autorisent en effet à penser que Ghâna ou Ghânata et Koumbi ne formaient qu'une ville, connue sous le nom de Koumbi par les indigènes et sous celui de Ghâna par les Arabes.

L'exactitude de cette hypothèse a été démontrée par les fouilles que, pendant plus de cinquante jours, M. Bonnel de Mézières a exécutées à Koumbi, à l'aide d'une partie des fonds à lui remis par l'Académie des Inscriptions. Ces fouilles, au cours desquelles ont été recueillies de précieuses collections, ont confirmé la formation de la ville de Ghâna par le centre important de Ghannaka et par la grande ville en pierres de Koumbi, deux localités distantes l'une de l'autre de 20 kilomètres environ et situées, comme l'indiquent les auteurs arabes, dans le N. du Bakhounou. M. Bonnel de Mézières a appris d'autre part l'existence de deux points différents portant le nom de Koumbi et éloignés l'un de l'autre de 200 kilom. L'un, le Koumbi des premiers Soninkés, était Goumbou, que les indigènes appellent toujours *Koumb ;* il fut abandonné, lors de la chute du royaume Ouagadou, par Kaya Magha Cissé pour Ghâna du Bakounou, qui reçut alors le nom de Koumbi, en souvenir de la capitale antérieure. Toutefois, les Arabes n'employèrent pas ce nom nouveau, que seuls adoptèrent les Peuls ; pour eux, le second Koumbi devint Koumbi Koumbès, c'est-à-dire « Koumbès, sorte de Koumbi », mais les Griots du Sénégal confondirent les deux localités, et cette confusion échappa aux Européens qui recueillirent les légendes indigènes.

Tels sont les principaux faits indiqués par M. Bonnel de Mézières dans une seconde communication résumée par M. Henri Cordier le 17 juillet 1914 (*Comptes rendus de l'Académie des Inscriptions*, juillet 1914, p. 476-478); l'explorateur africain y dit également avoir recueilli, de partout, des témoignages au sujet de Ghâna. On est donc en droit d'attendre, de ses investigations et de ses fouilles, une lumière nouvelle sur le passé médiéval, jusqu'à présent à peine entrevu, des pays situés dans le Haut-Sénégal-et-Niger au N.-E. de Nioro.

*
* *

M. S. C. Hill, l'érudit historien à qui nous devons les ouvrages si intéressants pour le passé des Français dans l'Inde, intitulés *The life of Claude Martin* (Calcutta, 1901, in-12) et *Three Frenchmen in Bengal* (Londres, 1903, in-8), vient de faire paraître un nouveau volume sur Yusuf Khan. Nous reviendrons prochainement sur cet excellent ouvrage (*Yusuf Khan, the Rebel Commandant*. Londres, Longmans and Co., 1915, in-8 de XII-328 p., avec plans et grav.) et nous montrerons de quelle utilité est, pour l'histoire coloniale française, cette nouvelle contribution de M. Hill à l'étude de l'Inde au milieu du XVIII^{e} siècle.

*
* *

L'expédition du capitaine Baudin aux « Terres Australes » pendant les années 1800-1804 jouit, dans l'histoire de la découverte scientifique de l'Australie, d'une réputation méritée. Elle a contribué en effet à donner, des côtes occidentales de la ci-devant « Nouvelle-Hollande », une connaissance précise, comme l'attestent un certain nombre de dénominations françaises portées encore sur toutes les cartes. Elle mérite également une mention dans l'histoire de nos entreprises coloniales, car elle n'a pas eu seulement pour but l'étude géographique de la contrée, mais encore la préparation de sa conquête par la France. A une époque, en effet, où le Premier Consul songeait à la reconstitution d'un empire colonial fran-

çais considérable, il avait eu l'idée de poursuivre l'Angleterre jusque dans ses établissements nouveaux de l'Australie ; aussi l'expédition de Baudin fut-elle chargée de recueillir, sur les rivages du pays, des renseignements d'un autre ordre en même temps que des renseignements géographiques.

Ce fait intéressant a été révélé par le prince Bonaparte, le 19 juillet 1913, au Congrès national des Sociétés françaises de Géographie, à la suite d'une excellente communication du comte A. de Fleurieu sur la nomenclature française en Australie et en Tasmanie. Le prince Bonaparte a dit que François Péron rédigea, lors du retour du *Géographe* en France, un très remarquable rapport dans lequel, non content d'étudier toute l'organisation des Terres Australes, il alla jusqu'à consacrer un chapitre spécial à « la façon d'organiser les territoires après qu'ils auront été conquis par la France ». Comme beaucoup d'autres documents relatifs à l'expédition Baudin, ce mémoire est encore inédit. Le prince Bonaparte a annoncé qu'on se proposait d'en publier un certain nombre d'extraits, renfermant des documents d'histoire naturelle, d'anthropologie, de géologie et de physique ; « ce sera, a-t-il déclaré, une importante contribution à la découverte des Terres Australes par les Français ». Souhaitons que l'on songe à en publier également les chapitres politiques ; l'histoire de la politique coloniale de la France à l'époque du Consulat ne pourra qu'en bénéficier.

*
* *

M. Pascal Poirier prépare un *Glossaire étymologique du parler franco-acadien*, qui sera précédé d'un « aperçu historique » de ce même parler franco-acadien.

Le Gérant : G. PROTAT.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

LES

ORIGINES DE MAHÉ

(DE MALABAR) [1].

CHAPITRE IV

LA PRISE DE MAHÉ
2-3 décembre 1725.

Pendant que le Conseil de Pondichéry attendait de France les vaisseaux qui devaient lui permettre de reprendre Mahé par un coup de force, MM. Mollandin et Tremisot, retirés à Calicut, essayaient de tirer parti des inquiétudes que l'ambition des Anglais commençait à faire naître et cherchaient à former contre Bayanor une coalition des princes ou seigneurs du pays.

Ils réussirent à peu près dans leurs efforts. Cotiatte écouta nos propositions d'une oreille favorable; Coyonnaire nous parla du concours de cinq cents nairs ou

1. *Suite.* V. le nº précédent de la *Revue*, p. 5-98.

guerriers ; trois des nambiars laissèrent entendre qu'ils pourraient aussi prendre notre parti ; l'ensemble de ces forces devait faire une troupe de 5 à 6.000 hommes, qui envahiraient par terre les États de Bayanor. Le frère de ce prince continuait de correspondre avec nous dans des termes qui nous donnaient des espérances. Enfin, au sud de la rivière Cotte qui sépare Bargaret de Samorin, se trouvait un riche indigène nommé Cottemarquair, un peu pirate de son métier, qui voulait mettre tout à feu et à sang chez Bayanor et nous offrait, pour faire la guerre, toutes ses embarcations et un millier d'hommes.

Ces offres ou promesses étaient assez conditionnelles; MM. Mollandin et Tremisot n'avaient pas d'ambassadeurs; dans leurs tractations, ils n'employaient que des indigènes, généralement des brahmes, dont le mandat ou le crédit étaient plus ou moins vagues. Ces hommes présentaient les affaires comme il leur plaisait et nul ne pouvait les contrôler. En réalité, parmi les princes qui parlaient de nous soutenir, nous ne pouvions compter que sur Coyonnaire, parce qu'il détestait les Anglais et que, plus que tous les autres princes, il les craignait (juin).

MM. Mollandin et Tremisot proposaient encore au Conseil de Pondichéry d'affamer les gens de Bayanor en utilisant un brigantin, le *Triton*, qui se trouvait alors à la côte Malabar et en affrétant diverses embarcations qui arrêteraient toutes les manchoues chargées de riz à destination des différents ports de Bargaret. Cela mécontenterait assurément les sujets de Bayanor; mais c'était le but qu'il fallait atteindre. N'était-ce pas en paralysant leur commerce que M. Adam les avait réduits à se plaindre à leur prince et à lui imposer en quelque sorte la

paix avec les Anglais? Le Conseil de Pondichéry ne fut pas d'abord de cet avis; il craignait que le mécontentement fût trop fort et, loin de servir nos intérêts, se tournât contre nous. Mais, sur les observations de M. Périer, il entra dans les vues de M. Mollandin et l'autorisa à prendre toutes les mesures vexatoires qu'il pourrait. Comme suite à ces instructions, M. Mollandin fit mettre à la mer, le 4 novembre, le brigantin et six manchoues pour aller croiser sur les côtes des États de Bayanor et empêcher l'entrée des riz, chaux, cordages, bambous et autres objets que M. Adam essayait d'y faire passer.

Ce dernier n'était pas inactif. Bayanor était à sa discrétion et les marchands du pays, quoique un peu inquiets pour l'avenir, paraissaient heureux du rétablissement du commerce, qui leur permettait enfin de réaliser quelques bénéfices. Coyonnaire, entre Tellichéry et Mahé, était une menace; n'ayant pu le détacher de l'amitié française, M. Adam proposa à Bayanor de partager ses États du bord de la mer ou tout au moins d'occuper la montagne de Courchy. Mais Coyonnaire était un trop petit prince pour que son action, si active fût-elle, eût une influence sur les événements. M. Adam crut plus utile de mettre le Samorin dans son jeu. Dans ce but, il commença par faire une sorte de convention avec les Hollandais pour se partager le commerce du poivre à la côte Malabar : les Hollandais auraient le sud et les Anglais le nord; puis, fort de cette entente, il se tourna vers le Samorin pour l'intimider, et d'abord il couvrit d'or tout son entourage. Le Samorin n'avait pas été heureux dans les guerres qu'il avait soutenues, soit contre les Hollandais, soit contre le roi de Cochin; il craignit de se compromettre en nous témoignant même

de la courtoisie et, pour ne pas avoir les Anglais et les Hollandais sur les bras, il nous fit savoir que, dans le cas où nos vaisseaux viendraient de France pour reprendre Mahé, il leur était inutile de s'attarder à lui faire visite. Il voulait rester neutre dans les difficultés que nous pourrions avoir avec les princes indiens et, pour mieux accentuer cette neutralité, il défendit à Cottemarquaire de nous fournir des embarcations et des hommes pour notre expédition. L'attitude du Samorin étant devenue publique, les princes qui nous avaient pour ainsi dire promis leur concours contre Bayanor, préférèrent attendre l'issue des événements. Le second Bayanor se rangea plus étroitement du côté de son frère, et le roi de Cotiatte « poussa le temps avec l'épaule jusqu'à ce qu'il vît nos forces [1] » (novembre).

Ainsi, de juin à novembre, la politique s'était de nouveau complètement renversée ; si nous voulions reprendre Mahé, nous pouvions peut-être encore escompter quelques neutralités bienveillantes, mais c'est avec nos forces seules qu'il faudrait agir.

Or, au moment où nous sommes, c'est-à-dire, au début de novembre 1725, ces forces étaient déjà dans l'Inde depuis plus de deux mois.

La Compagnie, en France, avait toujours été tenue au courant de nos difficultés tant par les rapports du Conseil supérieur que par la correspondance directe de M. Mollandin, et la Compagnie était très optimiste au sujet de Mahé. S'appuyant sur le traité du 2 avril 1721, elle croyait déjà pouvoir exporter de la côte Malabar

1. A. Col., C² 73, f. 366 et ss.

des quantités infinies de poivre et ruiner ainsi en ces contrées le commerce de la Hollande et de l'Angleterre; dans cette pensée, aucun sacrifice ne lui paraissait trop grand pour faire de Mahé un établissement de premier ordre. Nous n'avions pas fini nos magasins au bord de la rivière qu'elle parlait de ne laisser à Calicut qu'un commis et un agent subalterne; c'est elle qui, par lettre du 10 février 1722, prescrivit d'envoyer 80 soldats à Mahé sous les ordres de Sainfond et Varennes, sans se préoccuper des difficultés locales d'exécution. Toutes les lettres ultérieures furent conçues dans le même esprit : « Son A. R. » [le Régent], écrivait-elle le 16 janvier 1723, « vous ordonne très expressément de « ne rien négliger pour assurer cet établissement qui « est des plus importants pour l'État et pour la Com- « pagnie et nous vous exhortons d'y contribuer de « toutes vos forces. » A la même date, elle enjoignait d'envoyer à Mahé jusqu'à 100.000 roupies et plus, s'il était possible.

Lorsqu'il s'agît d'expédier les bateaux, à la fin de 1724, la Compagnie ne connaissait encore que les nouvelles de 1723, et ces nouvelles étaient déjà peu rassurantes. M. Adam arrêtait partout nos embarcations; la Compagnie ne vit dans cette obstruction qu'un témoignage indirect rendu à la valeur de notre établissement et n'en fut que plus résolue à ne rien céder. Elle prit en conséquence la résolution de faire passer par la *Badine*, un des bateaux qui allaient partir, 50 soldats pour renforcer la garnison de Mahé, en arrêtant que la compagnie d'occupation serait composée d'un capitaine, un lieutenant, un enseigne, quatre sergents, quatre caporaux, quatre anspessades, quatre tambours ou

fifres, 74 fusiliers, deux caporaux topas et huit soldats topas, au total 100 hommes. Elle engagea également pour la construction du fort un ingénieur très expérimenté, M. Deidier, qu'elle destinait auparavant à commander à l'île de Poulo-Condor[1].

Avec la *Badine*, la Compagnie comptait faire passer à Mahé un autre bâtiment de l'escadre qui allait partir ; elle pensait que l'arrivée de ces deux bateaux à la côte Malabar serait suffisante pour impressionner Bayanor et le déterminer à nous céder l'emplacement du fort. Mais il ne fallait exiger cet emplacement qu'à l'arrivée même des navires et commencer aussitôt les travaux avec des ouvriers recrutés d'avance, sous prétexte d'agrandir nos magasins. A l'égard des Anglais, la Compagnie prescrivait une règle de conduite que le Conseil Supérieur s'appropria et que nous retrouverons plus loin dans les instructions qu'il adressa lui-même au commandant de l'expédition.

Les bateaux envoyés dans l'Inde furent la *Sirène*, cap. le chevalier d'Albert; la *Danaë*, cap. Beaugrand; la *Vierge de Grâce*, cap. de Pardaillan-Gondrin; le *Triton*, cap. Baudran de la Métrie, et enfin la *Badine*, cap. de la Feuillée. M. de Pardaillan conduisait l'escadre.

La *Sirène* arriva à Pondichéry le 5 août, la *Danaë* le 18, la *Vierge de Grâce* le 21, le *Triton* le 25 et la *Badine*, le 4 octobre. Rarement pareilles forces se trouvèrent réunies dans l'Inde dans des conditions plus opportunes. Le Conseil reçut en même temps les ins-

1. L'île de Poulo-Condor fut un instant possédée par les Anglais. Ils la perdirent en 1709, à la suite d'une émeute, où tous les employés et officiers, au nombre d'une vingtaine, furent massacrés.

tructions de la Compagnie, consignées en une lettre du 27 décembre 1724.

Depuis le départ de ces instructions, la situation s'était singulièrement aggravée ; nous avions été chassés de Mahé. Sans se départir du principe qui les avait dictées, le Conseil se crut en droit de les étendre en retenant quatre vaisseaux au lieu de deux pour l'expédition de Mahé et en augmentant le nombre des forces militaires avec des contingents pris sur la garnison de Pondichéry. Ce fut l'objet de la délibération du 5 septembre.

Pour assurer le succès de l'opération, le Conseil invita M. Mollandin à recueillir d'avance les matériaux et les approvisionnements nécessaires : il devait faire provision de bois et de bambous pour des radeaux (on écrivait alors raz d'eau et même rats d'eau) qui serviraient au débarquement des troupes ; — préparer des cordages et des piquets ; — fabriquer des outils de toute sorte pour remuer la terre et couper les arbres ; — ramasser des pierres pour commencer la forteresse ; — faire enfin provision de riz, de beurre, d'huile, de volailles et même, s'il était possible, se procurer des bœufs et des moutons. Rien n'était oublié, rien n'était laissé au hasard. Cent mille piastres étaient affectées aux dépenses et aux divers cadeaux dont les circonstances démontraient la nécessité. Pour les cadeaux, le Conseil estimait qu'il valait mieux ne pas en faire que d'en faire de trop mesquins. Le 15 octobre, il écrivait à cet égard à la Compagnie : ... « De quelle manière seraient-il reçus,
« pendant que les Anglais... en font de considérables?
« Ce ne serait qu'augmenter le dédain qu'*on* a pour la
« nation et qu'*on* n'a conçu que par les ménagements
« que nous avons observés dans les présents qu'on a

« cy devant faits. Nous n'avons suivi en cela comme en « toutes choses que ce que la Compagnie nous a tou- « jours prescrit, bien différente en cela des étrangers « qui, pour parvenir à leur but, n'épargnent absolument « rien. Les dépenses que le Sr Adam a fait depuis notre « établissement à Mahé en sont des preuves assurées [1]. »

M. Périer, qui avait commandé le *Neptune* et venait de passer six mois à la côte Malabar, était destiné à prendre le commandement de l'expédition et on lui avait offert à cet égard 2.000 pagodes de gratification ; mais il refusa l'honneur qu'on lui réservait et le Conseil ne voulut pas lui imposer une tâche qu'il n'eût pas accomplie de bon cœur. On donna le commandement de l'escadre à M. de Pardaillan, enseigne des vaisseaux du roi et commandant la *Vierge de Grâce*. M. de Pardaillan accepta avec reconnaissance.

Avant de quitter Pondichéry, il reçut des instructions précises sur la mission qu'il aurait à remplir. Il devait d'abord s'arrêter à Calicut pour notifier son arrivée à MM. Mollandin et Tremisot, leur fixer une entrevue avec le Samorin à Panana, qui est à quatre lieues au sud, revenir à Calicut charger les vivres, affûts, outils, bois et autres provisions qu'on aurait pu recueillir, se rendre ensuite le plus tôt possible à Mahé, mouiller devant Anjigoudy et garder l'entrée de la rivière par quelques manchoues. Le jour même de son arrivée, il devait dans des termes courtois, mais fermes, inviter M. Adam à ne point se mêler de nos affaires avec Bayanor. Si M. Adam voulait fournir à ce prince des vivres ou autres secours, on ne les laisserait pas débar-

1. A. Col., C² 73, fº 237.

quer et les embarcations seraient renvoyées à Tellichéry par l'un de nos brigantins, sans se préoccuper des protestations que les Anglais pourraient élever. M. de Pardaillan n'avait pas qualité pour apprécier ces protestations qui devaient être renvoyées au Conseil Supérieur, et, disait le Conseil, « nous ne manquerons point « de raisons spécieuses et plausibles pour traîner en « longueur les réponses que nous croirons nécessaire « d'y faire[1] ». Si Bayanor demandait la paix, on ne la lui accorderait que s'il nous fournissait les ouvriers et les matériaux nécessaires pour mettre l'établissement de Mahé en sûreté. Ordre était donné aux officiers de vivre avec les Anglais dans la plus grande réserve. M. de Pardaillan aurait seul la direction des opérations militaires sur mer et sur terre ; pour toutes négociations qui pourraient avoir lieu, il devait les conduire d'accord avec MM. Mollandin et Tremisot[2].

Ces instructions furent arrêtées par le Conseil Supérieur le 10 octobre. Quatre jours après, il écrivit au Conseil de Madras la lettre suivante :

Au Fort Louis à Pondichéry, le 14 octobre 1725.

Messieurs,

La bonne intelligence qui règne depuis longtemps entre nos deux roys, à laquelle nous ferons notre possible pour ne donner aucune altération, nous oblige de vous donner avis que nous faisons passer à la côte de Malabar une escadre armée en guerre pour prendre vengeance, s'il plaît à Dieu, de l'injure qui nous a été faite par le prince de Bargaret. Nous n'entrerons, s'il vous plaît, dans aucun détail sur ce

1. A. Col., C² 73, f. 238.
2. A. Col., C² 73, f. 174 et 175.

qui a pu l'y engager ; nous nous contenterons seulement de vous prier de donner vos ordres de façon au Sr Adam sur la manière dont il doit se comporter, affin que se tenant dans les bornes qui luy sont prescrites par la paix des deux nations, il ne puisse donner lieu à sa rupture. Les ordres que nous avons donnés au commandant de notre escadre sont dans ce même esprit. Nous nous flattons, Messieurs, que la manière honneste avec laquelle nous agissons aujourd'hui et l'avis que nous vous donnons produisent l'effet que nous en attendons.

La façon impérieuse et vague dont s'est servy le Conseil de Bombay pour répondre cy devant à nos lettres nous empêche de lui donner le même avis.

Nous avons l'honneur d'être... Les gouverneurs et conseillers du Conseil Supérieur. Signé : Beauvollier de Courchant, Le Gou, Dupleix, Vincens, Dirois et Dulaurens [1].

Les jours qui suivirent furent employés à l'embarquement des troupes et des munitions. Les troupes comprenaient 250 Européens et cent topas, divisés en trois compagnies. Elles étaient commandées par M. de la Farelle, major de la place, arrivé de France le 5 août par la *Sirène* [2] ; trois capitaines : MM. de Changeac, Bury et de la Géverie ; trois lieutenants : MM. de Plaisance, Saint-Amand et de Zégombarde, et trois sous-lieutenants. MM. de Cessel et de Saint-Georges firent les fonctions d'aides-majors. Les munitions comprenaient des canons de différents calibres avec des affûts de campagne, de la poudre, des balles, etc. On embarqua des tentes et une grande quantité de biscuit et de viandes

1. A. Col., C² 73, f. 176.

2. Simon de la Farelle, seigneur de Védelin, a laissé un récit de la prise de Mahé. Il était né à Aimargues, près Nîmes, le 22 novembre 1694 ; il mourut à Paris le 9 juin 1736.

salées pour un temps considérable. Enfin, M. Deidier prit également passage à bord de l'escadre pour exécuter les travaux de la future forteresse. M. Deidier partit accompagné d'un adjoint, M. Lambert, et d'un certain nombre de maîtres maçons et de charpentiers.

Le 18 octobre fut un grand jour pour Pondichéry. La population assista au spectacle peu ordinaire de sept grands vaisseaux qui appareillaient en même temps. L'escadre de M. de Pardaillan, composée de la *Danaë*, la *Vierge de Grâce*, le *Triton* et la *Badine*, partait pour Mahé pendant que le *Duc de Chartres*, le *Neptune* et l'*Apollon* rentraient en France sous la conduite de M. Desboisclairs. Outre les quatre bateaux qu'il emmenait, M. de Pardaillan devait être rejoint quelques jours après par le brigantin le *Diligent*, capitaine Fauberton, et trouver le *Petit Triton*, capitaine Puel, à la côte Malabar. Son escadre se composait ainsi de six navires de différents tonnages. M. de Pardaillan était autorisé à prendre sur ces bateaux cent matelots pour former un détachement destiné à servir à terre sous les ordres de M. de la Métrie, avec un capitaine et trois autres officiers.

M. de Pardaillan arriva à Cochin le 18 novembre et y fut reçu avec les plus grands honneurs par le gouverneur hollandais. Il en repartit le 22 et arriva à Calicut le 24. Il y trouva MM. Mollandin et Tremisot qui avaient déjà préparé la majeure partie des objets indispensables à l'expédition. Pendant les quatre jours qu'il resta en rade, M. de Pardaillan fit faire des palissades, des fascines, des sacs de terre et des gabions, le plus qu'il lui fut possible. M. Deidier de son côté fit préparer plusieurs

plates-formes pour les pièces de canon et tous les bois nécessaires pour construire trois radeaux de débarquement.

M. de Pardaillan partit de Calicut le 29 au matin et arriva devant Mahé vers 4 heures du soir. Il mouilla à quelque distance de terre en face d'Anjigoudy, par quatre brasses d'eau [1], en face de notre ancien mât de pavillon. Il se trouvait ainsi à portée de canon du rivage.

Le littoral en cet endroit est couvert de sable fin sur une assez grande largeur ; derrière est la côte, vaguement montueuse sur une profondeur de cent à deux cents mètres ; plus loin sont les collines qui, sans dépasser une centaine de mètres de hauteur, sont néanmoins assez raides et assez abruptes pour fournir les éléments d'une défense redoutable. A quelque distance de l'embouchure de la rivière, et dans la direction du midi, s'étend une ligne de rochers qui forment pour ainsi dire, au sein des eaux, le prolongement de la montagne que nous voulions occuper ; c'est à huit cents mètres environ au sud de ces rochers que mouilla la flotte de M. de Pardaillan.

La nuit tombe vite à la côte Malabar ; le lendemain de leur arrivée, MM. de Pardaillan et de la Farelle se

1. Nous avons trois récits principaux de la prise de Mahé, celui de M. de Pardaillan, celui de M. de la Farelle et celui de M. Deidier. Tous trois concordent ; c'est toutefois celui de M. Deidier qui donne le plus de précisions topographiques ; mais, comme il se réfère à des cartes et plans qui nous manquent, il est souvent difficile et parfois impossible de localiser ces précisions. Dans le récit que nous donnons nous-même, nous avons utilisé ces trois récits, en employant souvent les expressions mêmes dont se sont servis leurs auteurs. Ces récits ont d'ailleurs été publiés dans les « Mémoires du chevalier de la Farelle », imprimés chez Challamel en 1887.

promenèrent en canot le long de la côte jusqu'à l'embouchure de la rivière pour examiner la situation de l'ennemi ; ils aperçurent près du rivage des retranchements que Bayanor, dans l'incertitude de l'endroit où nous débarquerions, avait fait faire sur une lieue d'étendue ; on y travaillait encore, avec des postes de distance en distance, fortifiés de canons. M. Deidier alla de son côté avec M. de Zégombarde reconnaître l'une des montagnes de Coyonnaire, qu'il trouva commode pour prendre Mahé à revers. On y envoya aussitôt quatre pièces de canon, mais le conseil du prince ne permit pas de les mettre en batterie.

Après que ces reconnaissances furent achevées, M. de Pardaillan donna ordre à la *Badine* et au *Petit Triton*, qui tiraient moins d'eau, d'aller mouiller si près de terre que leurs canons pussent inquiéter l'ennemi jusque dans ses retranchements. Ils approchèrent jusqu'à portée de fusil, et se mirent à canonner les ennemis pendant la journée et une partie de la nuit.

En même temps, on construisait les radeaux avec les matériaux apportés de Calicut. « Ces radeaux », écrit M. de la Farelle, « étaient disposés de façon que sur « chacun d'eux on pût mettre deux pièces de canon de « quatre et, afin de ne point exposer les troupes au grand « feu que l'on s'attendait à essuyer de la part des ennemis, « ces pièces de canon étaient épaulées et bastinguées de « balles de coton sur le devant. »

Ce travail prit la soirée du 30 et la journée du 1er. Le 1er, à la nuit close, on commença à embarquer les troupes sur les radeaux. Quand elles y furent disposées en bon ordre, M. de la Feuillée fit dire la messe une heure avant le jour et l'on se prépara au débarquement.

Il y avait trois radeaux portant ensemble 500 personnes, y compris les 100 matelots de M. de la Métrie. MM. de Bury et de la Géverie prirent le commandement des deux premiers et M. de la Farelle celui du troisième. Après avoir donné l'ordre qu'on mît baïonnette au bout du canon, mais que l'on ne tirât pas avant d'être débarqué, M. de la Farelle prit sur la droite en prescrivant aux deux capitaines d'observer la marche de son radeau afin de débarquer tous en même temps.

L'aurore commençait à paraître lorsque les Français arrivèrent près de terre. Les ennemis, en nous voyant, poussèrent de grands cris et se mirent à faire de grandes décharges de mousqueterie. Suivant les ordres qu'on leur avait donnés, nos soldats ne répondirent pas à coups de fusil, mais M. de la Farelle fit tirer à mitraille par ses canons et les autres radeaux suivirent son exemple. Les ennemis rentrèrent aussitôt dans leurs retranchements et le débarquement s'effectua. Mais, à ce moment, ils firent une violente décharge de coups de fusil ; quatorze soldats ou matelots furent blessés ainsi que M. de la Géverie. Celui-ci mourut quelques jours après de ses blessures.

On s'attaqua aussitôt aux retranchements ennemis ; ils étaient gardés dans toute leur étendue par près de 3.000 hommes. Nous les prîmes sans grande résistance ; deux pièces de canon tombèrent en notre pouvoir. L'usage des Malabars étant d'enlever leurs morts et leurs blessés, il nous fut impossible d'évaluer leurs pertes.

Le reste de la journée fut employé à se retrancher derrière des palissades faites avec des bambous qu'on avait apportés de Calicut ; on fit ce retranchement à l'endroit où la factorerie avait précédemment arboré son

mât de pavillon et tout près de notre ancienne poudrière. MM. de Pardaillan et Deidier ne débarquèrent qu'après avoir fait mettre à terre toutes les choses nécessaires à la formation du camp.

La nuit qui suivit, il y eut une alerte où l'on essaya de surprendre un de nos avant-postes ; nous eûmes quatre blessés. La nuit étant fort obscure, on tirailla de part et d'autre et au hasard.

Pendant ce temps, MM. de Pardaillan, Deidier et de la Farelle délibéraient sur le parti qu'il y aurait à prendre pour le lendemain. Comme la prise des retranchements ne nous rendait pas maîtres de Mahé, on fut d'avis de former deux détachements, l'un de 100 hommes et l'autre de 150, qui iraient s'emparer d'une montagne un peu au nord d'Anjigoudy et à très peu de distance de la mer. M. de la Farelle la désigne sous le nom de Montagne Rouge ; les Mahésiens l'appelaient Tamanta-counou (*counou* est un nom malabar qui signifie colline ou montagne). C'est sur son sommet que nous construisîmes plus tard le Fort-Dauphin.

Le mont Tamanta est une éminence assez abrupte dont les flancs sont sillonnés de chemins et de fossés profondément encaissés, entre des fouillis de poivriers et de cocotiers. Le sommet est dénudé et de là on peut surveiller le pays à peu près dans toutes les directions. Bayanor y avait construit des retranchements, tandis qu'à l'ouest se trouvait une batterie pour surveiller le bord de la mer.

A quatre ou cinq cents mètres au nord-ouest de cette hauteur, dans la pointe de terrain qui est au bord de la mer et à l'endroit même que M. Mollandin sollicitait depuis 1721, se trouvait une forteresse que Bayanor

avait commencée deux ans auparavant, lorsqu'il eut avec nous ses premières difficultés. Les traces de cette forteresse ont presque entièrement disparu ; on peut cependant déterminer son emplacement exact en disant qu'elle occupait le terrain plat qui précède l'hôtel actuel de l'administrateur et les premières pentes d'un coteau qui monte vers l'habitation de M. Pouna Ramotty, aujourd'hui [1915] conseiller général et maire de Mahé. Cette forteresse était carrée. Sa courtine de l'est était défendue par deux tours, formant office de bastion. Celle du nord-est, faisant face à la rivière, reposait sur des arcs-boutants en bois. C'est au pied de cette courtine que se trouvait notre loge, sur l'emplacement de l'hôpital actuel. Au sud, se trouvait un fossé large et profond qui coupait le coteau vers sa hauteur. Enfin, dans l'intérieur, se trouvait un logis assez étroit, entouré lui-même d'un fossé d'environ 20 pieds de profondeur et 8 au moins de largeur. Bien construite, cette forteresse eût pu opposer une résistance sérieuse à tout assaillant ; mais on l'avait faite à la hâte, sans plan d'ensemble ; elle était toute en terre avec très peu de chaux et ses murs n'offraient pas la moindre solidité.

Les deux détachements partirent un peu avant le lever du jour, sous la conduite respective de MM. de Pardaillan et de la Farelle. M. de Bury resta dans le camp avec le reste des troupes. M. de Pardaillan suivit le bord de la mer et, chemin faisant, prit trois pièces de canon ; M. de la Farelle, plus rapproché de la montagne, s'engagea dans des sentiers touffus et tortueux ; tous deux arrivèrent presque en même temps devant les retranchements qu'ils trouvèrent d'une grande hauteur et épaisseur et entourés d'un bon fossé. A notre approche,

les ennemis se voyant investis par deux côtés, tirèrent sur nous quelques coups de fusil et presque aussitôt abandonnèrent la place pour se retirer dans le fort.

Maîtres des retranchements, MM. de Pardaillan, de la Farelle et Deidier discutèrent encore une fois ce qu'il convenait de faire ; M. Deidier était d'avis qu'on restât sur la montagne et qu'on y amenât des canons pour commencer un siège en règle de la forteresse. MM. de Pardaillan et de la Farelle préférèrent une attaque immédiate. M. de Pardaillan détacha en conséquence 50 hommes commandés par M. de Changeac pour reconnaître la forteresse; il en prit avec lui 150 tandis que, sur la montagne, 50 restaient avec M. de Plaisance, pour soutenir une retraite en cas de besoin. M. de la Farelle accompagnait M. de Pardaillan.

Ayant joint la compagnie de M. de Changeac, M. de Pardaillan ne forma qu'un corps et s'avança à portée de pistolet de la forteresse par des chemins si encaissés que vingt hommes auraient pu nous y arrêter. Il envoya sommer aussitôt le nambiar qui commandait la place de la lui rendre ; sinon il l'attaquerait avec des canons et, si la garnison était prise, elle serait passée au fil de l'épée. Après quelques allées et venues, il fut répondu qu'on demanderait les volontés de Bayanor. Comprenant qu'on cherchait à l'amuser, M. de Pardaillan marcha droit au fossé qui protégeait la forteresse et envoya à M. de Plaisance l'ordre de venir le rejoindre.

L'ennemi ne faisant pas mine de résister, M. de Pardaillan franchit le fossé. Il y trouva des bois qui servaient d'échafaudage pour les travaux du fort ; on les releva et on en fit une sorte de passerelle sur laquelle nos

hommes défilèrent un à un ou deux par deux. C'est ainsi que l'on entra dans le fort sans coup férir.

La place paraissait à nous ; le combat allait commencer. Dans le fort, le logis ou corps de garde dont nous venons de parler servait de magasin à poudre. Les défenseurs de la place s'y étaient retirés. M. de la Farelle se trouva tout à coup face à face avec quelques-uns d'entre eux ; avec une grande présence d'esprit, il s'en alla seul à leur rencontre et, profitant de leur surprise, il se mit à les désarmer. Il en désarma ainsi une cinquantaine qu'il repoussa dans le corps de garde, comme pour impressionner davantage encore les défenseurs de la place, si inoffensifs jusqu'alors. Lui-même se préparait à entrer derrière eux, lorsqu'il entendit un bruit épouvantable : les nairs de l'intérieur obligeaient les autres à sortir et à reprendre leurs armes. M. de la Farelle voulut les en empêcher ; un chef ennemi prit une serpe qu'il tenait suspendue au poignet et essaya de le frapper ; il fut aussitôt tué à coups de baïonnette.

Ce fut le signal du combat. Témoins de la mort de leur chef, les nairs de l'intérieur firent sur nous une décharge de mousqueterie qui tua M. de Changeac et plusieurs soldats. Nous fîmes feu à notre tour et nous tuâmes beaucoup de monde.

Cependant l'ennemi, enserré dans la place, essaya plusieurs sorties ; elles furent toutes repoussées. On nous attaqua alors du haut de la maison. Pour mettre fin à l'action, M. de la Farelle résolut d'incendier les bâtiments et il y fit jeter plusieurs grenades qui, malheureusement, manquèrent leur but. Il détacha alors M. de Zégombarde avec 20 hommes pour favoriser la descente de quatre grenadiers qui iraient mettre le feu

à la maison au moyen de torches. M. de Zégombarde fut tué avec six de ses hommes et un quartier-maître de la *Badine*. Deux des grenadiers chargés de l'opération furent encore tués, mais les deux autres purent remplir leur mission. Le feu prit rapidement une grande violence et, venant à gagner les poudres, fit sauter en l'air le bâtiment et une partie des hommes qui s'y trouvaient renfermés. Lorsque, l'incendie tirant à sa fin, M. de la Farelle pénétra dans la place, il n'y trouva plus, de vivants, qu'une quinzaine de nairs qui, plutôt que de tomber entre nos mains, aimèrent mieux se précipiter du haut des murailles ; les soldats de M. de Pardaillan les achevèrent à coup de fusil.

Ce combat avait duré environ deux heures et demie. Les ennemis, qui pouvaient être au nombre de 400, y perdirent de 2 à 300 hommes. A propos de leurs moyens de défense, M. Deidier nous dit que « leurs armes consistaient en longues lances à long fer, en serpes à fer large et acéré, dont les blessures sont terribles ; en arcs et flèches à fer carré, long et pointu ; en bâtons d'un bois très dur, longs et pointus ; et en fusils longs avec serpentins. Quelques-uns avaient des rondaches ; leurs armes, tant offensives que défensives, étaient fort propres et bien tenues ».

Nous eûmes de notre côté des pertes assez sensibles : 13 hommes tués parmi lesquels MM. de Changeac et de Zégombarde et 33 blessés dont M. de la Métrie, capitaine du *Triton* ; quelques-uns de ces blessés ne survécurent pas à leurs blessures.

Mahé était entre nos mains. « Dans tout ceci, écrit M. Deidier, M. de Pardaillan s'est comporté en homme de tête qui ne se déconcerte point dans les choses inatten-

dues et qui sait pourvoir à tout ; la discussion, les chicanes et la manœuvre du dedans du fort sont dues principalement à M. de la Farelle ; ce fut lui qui, à la descente, aborda le premier à terre, secondé et suivi des officiers des compagnies de Changeac et de la Géverie et de M. Lambert ; en général, officiers, soldats et matelots, tout a fait merveille ; en mon particulier, j'ai tâché d'aider du conseil et de la main du mieux qu'il m'a été possible. »

M. de Pardaillan écrivait de son côté au Conseil Supérieur, aussitôt après l'action : « Je compte, sans nous donner de l'encens, que de longtemps on n'a peut-être ouï parler de pareille aventure, mais que n'ose-t-on pas à la tête d'une troupe d'aussi braves gens que ceux que j'ai eu l'honneur de commander ; car, en vérité, je ne sais qui a mieux fait de l'officier ou du soldat et, pour cet effet, j'ai jugé à propos de faire donner un mois d'appointement en gratification à toutes les troupes qui ont servi à cette expédition....

« Ce qui me flatte le plus, dans cette occasion, et qui rend notre victoire complète, c'est que nous n'avons eu besoin de personne, ou pour mieux dire, tous ces marauds de princes nous ont tous manqué [1]. »

M. de Pardaillan donna aussitôt ordre à M. de Bury de lever le camp d'Anjigoudy et de le rejoindre après avoir fait embarquer artillerie, tentes et munitions. Et l'on s'installa dans la forteresse ennemie dont les travaux de reconstruction commencèrent immédiatement sous la direction de M. Deidier.

1. A. Col., C² 73, f. 382.

CHAPITRE V

LA GUERRE AVEC BAYANOR ET LE TRAITÉ DU 8 NOVEMBRE 1726.

La prise de la forteresse de Mahé ne termina point la guerre, comme on pourrait le supposer ; elle n'en fut qu'un épisode. Avec une ténacité qu'on ne saurait trop admirer, M. Adam n'avait point perdu courage ; il supputait déjà qu'après notre victoire nos bateaux partiraient, que les fonds nous manqueraient et que nous serions peu à peu réduits à la situation où nous nous rouvâmes de 1722 à 1725.

Dans les jours qui suivirent notre débarquement, il fit passer à Bayanor par voie de terre du riz, de la poudre, des balles et des hommes en lui recommandant de tirer vengeance des Français ; mais, pendant tout le mois de décembre, Bayanor, encore étourdi du coup qui venait de le frapper, ne fit aucun acte d'hostilité, sans pourtant songer à la paix. M. Adam nous invitait nous-mêmes à assurer la liberté de la rivière de Mahé, comme si nous n'étions pas en guerre avec Bayanor ; il nous demandait notamment de laisser sortir du pays les marchandises que les Anglais y avaient achetées. Ce commerce étant contraire aux stipulations du traité du 2 avril 1721 et n'ayant pu s'exercer, contre tout droit, qu'après notre expulsion de Mahé, MM. Mollandin et Tremisot

répondirent simplement qu'ils n'en avaient aucune connaissance et que l'embarras où les jetait la guerre avec Bayanor ne leur permettait même pas de s'en informer. Conformément aux instructions qu'ils avaient reçues, ils renvoyèrent l'affaire au Conseil Supérieur de Pondichéry.

Quant aux menées mêmes de M. Adam, ils essayèrent de les traverser en reformant contre Bayanor la coalition des princes indigènes qui s'annonçait si bien six mois auparavant. Dès le 13 décembre, ils firent alliance avec le roi de Cotiatte, sous promesse de lui fournir tous les mois 48.000 fanons en argent ou en riz, sans compter de la poudre et des balles pour 3.000 nairs. Un traité de même nature fut signé le 31 décembre avec trois des quatre nambiars, avec l'agrément de Coyonnaire leur chef et de Colastry leur suzerain. En vertu de ce traité, la Compagnie s'engageait à donner tous les ans 120 fanons à chacun d'eux pour prix de leur concours[1]. Au début de janvier 1726, M. Mollandin espérait gagner Colastry lui-même par un présent de quatre à cinq cents piastres. Quant à Coyonnaire, du moment où nous étions victorieux, son concours nous était acquis ; il nous permit de placer des canons sur les montagnes qui dominaient au nord la rivière de Mahé.

Cependant M. Deidier poursuivait avec activité les travaux de la forteresse. Il avait réuni de sept à huit cents ouvriers qui travaillaient sans relâche. La paix n'étant point faite avec Bayanor, on pouvait s'attendre à tout moment à quelque surprise et l'on craignait qu'à la faveur de ce mouvement les ouvriers que nous avions embauchés n'eussent peur, ne prissent la fuite et ne nous

1. Voir pièce annexe, nº 10, le texte de ce traité.

laissassent qu'avec des défenses insuffisantes qu'on ne pourrait continuer ; où retrouver les fuyards ? Dans les premiers jours de janvier, le nombre des travailleurs put être porté à 1.200.

M. Deidier avait calculé juste en voulant aller vite. Après la prise de Mahé, nous avions fait la faute d'évacuer les retranchements de la Montagne-Rouge, sous prétexte qu'ils ne pouvaient servir à notre commerce et que leur entretien ou leur garde entraînerait la Compagnie dans des frais inutiles.

Huit ou dix jours après cette évacuation, les gens de Bayanor revinrent s'y installer ; ils y amenèrent quatre pièces de canon qui furent mises en batterie et ils commencèrent à nous inquiéter. Rien de grave pourtant ne se produisit jusqu'à la fin de janvier ; nous étions seulement dans un perpétuel qui-vive, surtout au moment où nous relevions nos gardes et nos postes. Mais peu à peu le feu de l'ennemi devint plus intense et plus continu : nous perdîmes quelques soldats. M. de la Farelle s'offrit alors pour aller débusquer l'ennemi et cette proposition fut acceptée par MM. de Pardaillan et Deidier, qui continuaient dans les circonstances graves à tenir une sorte de conseil de guerre.

Nous emprunterons pour le récit de cette action et de celles qui vont suivre le Mémoire de M. de la Farelle. Avec une carte des environs de Mahé pour servir aux attaques de Bayanor en 1726, c'est le seul document que nous ayons sur les faits militaires de cette année. Cette carte, dans ses notes, nous renvoie à des opérations dont elle fixe la date et le lieu, et ces opérations sont plus nombreuses et plus étendues que celles qu'indique M. de la Farelle ; malheureusement, c'est tout ce que nous

EXPLICATIONS DE LA CARTE

A. Montagne et attaque principale de Bayanor.

B. Montagne et autre attaque de Bayanor.

C. Montagne et fort de Coguinaire que Bayanor insulta inutilement le 15 février.

D. Montagne plus élevée que les autres, laquelle Bayanor a tenté d'occuper pour battre de là les forts C et E et Mahé.

E. Haute montagne, où nous avons vu que Bayanor attaqua inutilement le 22 avril.

F. Montagne ou pointe plus avancée et élevée que celle de Mahé.

G. Courchy, fort et maison de Coguinaire devant laquelle Bayanor se présenta le 14 février et le 22 avril.

H. Fort d'un nambiar ami de Bayanor, lequel sert de quartier à Bayanor quand il se jette dans le pays de Coguinaire.

I. Haute montagne, d'où l'ennemi venait souvent tirer sur nous et que nous avons occupée le 18 août.

L. Garde avancée de l'ennemi pour la montagne B.

M. Retranchement de l'ennemi qu'on rasa le 25 janvier.

N. Garde avancée de l'ennemi pour la montagne A.

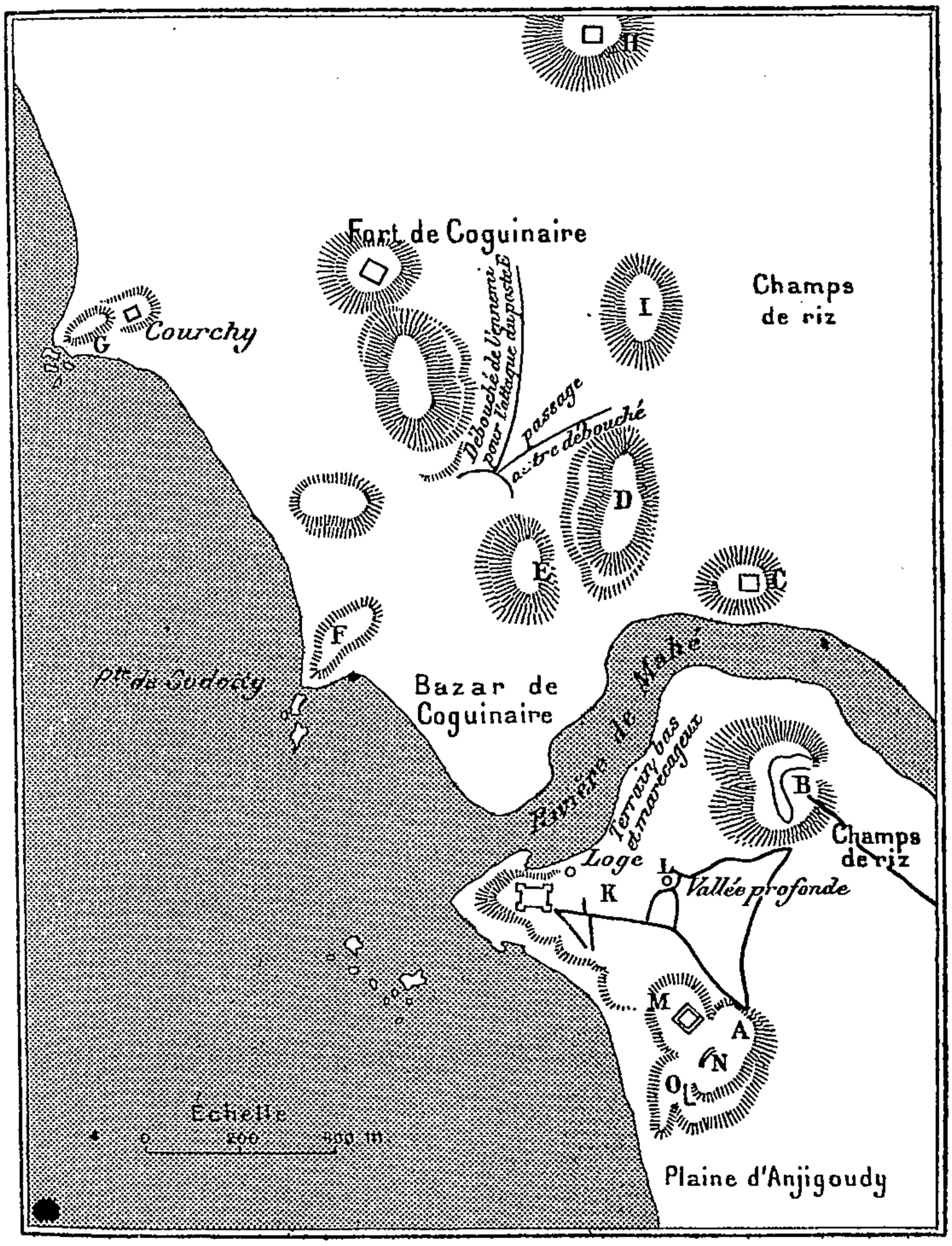
O. Garde et batterie de l'ennemi pour le bord de la mer.

Les montagnes A B C D E F sont plus hautes que la pointe de Mahé qu'elles commandent. La hauteur K est aussi haute que cette pointe.

(Note jointe à la carte de 1726.)

ENVIRONS DE MAHE
AVEC LES ATTAQUES DE BAYANOR
EN 1726

d'après une carte de la Bibliothèque Nationale
Dépôt des Cartes - Fonds Klaproth N° 242



savons. La carte était évidemment destinée à accompagner une narration qui a disparu. La correspondance entre Pondichéry et Mahé aurait pu nous fournir des indications précieuses ; mais celle de Mahé à Pondichéry est égarée ou perdue, nous n'en connaissons que les dates [1] ; si nous avons les lettres du Conseil Supérieur de Pondichéry à MM. Mollandin et Tremisot, elles ne peuvent suffire à reconstituer des faits connus de ces derniers et auxquels il n'est fait qu'une allusion plus ou moins précise.

Voici le récit de M. de la Farelle : ce récit est malheureusement sans dates.

« Trois détachements furent formés et eurent ordre de se tenir prêts à marcher deux heures avant le jour. Le premier détachement fut de 150 hommes, le second de 100 hommes et le troisième était composé de 100 matelots. Je me mis à la tête du premier détachement, le second fut commandé par M. de la Métrie, et M. de la Bourdonnais, second capitaine du vaisseau la *Badine*, commanda le troisième détachement, formé de 100 matelots sans armes et munis seulement des choses nécessaires pour emporter, si on le pouvait, les quatre pièces de canon qui faisaient un feu continuel sur nous.

« Toutes choses étant prêtes et en état, nous partîmes une heure avant le jour et j'allai m'embusquer avec mes 150 hommes à une distance de l'endroit qu'occupaient les ennemis. Je laissai M. de la Métrie assez loin derrière moi pour m'assurer de ma retraite, la situation du pays demandant cette sage précaution. Les 100 matelots qui avaient eu ordre de suivre à la queue de mon détache-

1. Lettres des 5, 16 et 31 janvier, 22 février, 1, 14 et 30 avril, 4, 7, 19, 27 et 28 mai, 10 et 19 juillet, 14 août, 9 septembre.

ment s'embusquèrent comme moi et nous attendîmes l'aurore.

« Le petit point du jour ayant paru et la disposition de la marche étant faite, nous fondîmes avec vigueur sur les ennemis; ils eurent à peine le temps de nous apercevoir que nous étions à une demi-portée de pistolet d'eux. Je fis faire alors une décharge si à propos d'une partie de mon monde qu'il resta sur la place un grand nombre d'ennemis. Nous aperçûmes ensuite, sur notre gauche, les approches du retranchement, où nous fûmes tous, mais à ce moment-là, plus de 1.500 nairs, qui avaient abandonné le retranchement et le haut de la montagne et qui s'étaient jetés dans les chemins creux et fossés du versant opposé firent sur nous, à leur tour, une violente décharge de mousqueterie. Nous eûmes hors de combat 8 soldats qui furent tués et 37 blessés; parmi ces derniers se trouva M. de Plaisance, lieutenant...

« M. de Pardaillan m'avait donné son maître canonnier, pourvu de plusieurs fiches d'acier et d'un marteau pour enclouer les pièces de canon ; indépendamment de cela, j'avais eu la précaution de m'en pourvoir d'une même quantité et j'avais dit à M. de la Bourdonnais d'en faire de même. Étant donc parvenu à l'endroit où étaient les pièces de canon, et faisant faire toujours feu sur les ennemis, je fis enclouer ces quatre pièces, n'ayant pu les emporter par suite de leur grosseur et de la difficulté du chemin.

« Ayant opéré selon nos désirs et nos souhaits, nous dûmes penser à nous retirer et faire en sorte qu'au moyen d'une bonne manœuvre nous ne perdions pas autant de monde que je voyais l'apparence d'en perdre,

m'imaginant bien qu'aussitôt que nous aurions quitté le haut de la montagne les nairs viendraient l'occuper. Afin de les contenir toujours à une certaine distance, je me retirai en bataille en faisant toujours face à l'ennemi par mon dernier rang et j'envoyai l'aide-major avertir M. de la Métrie qu'il eût à avancer sur moi à mesure que je me retirais. L'aide-major avait eu ordre de dire à M. de la Métrie que, lorsqu'il serait arrivé, et moi aussi, à une certaine distance, je ferais faire un quart de conversion à ma troupe pour lui ouvrir le chemin, afin qu'il pût à son tour faire face à l'ennemi, pendant que je serais occupé à me rallier et à former ma troupe comme auparavant. Cette manœuvre devait se faire alternativement jusqu'au moment où nous nous trouverions sous le feu de la forteresse : M. de la Métrie l'exécuta parfaitement.

« M. de Pardaillan avait donné ordre qu'on tirât sans cesse le canon snr les ennemis pendant tout le temps que durerait cette manœuvre, ce qu'il était difficile de faire sans que nous fussions exposés nous-mêmes ; mais par l'habileté de M. de Surville, lieutenant du vaisseau de M. de la Métrie, nous n'en fûmes point incommodés, mais bien les ennemis, après que nous fûmes à une certaine distance de la montagne. Cependant cela n'apaisa pas la fureur des ennemis, qui nous poursuivirent jusque dans nos palissades, malgré les grandes pertes qu'ils éprouvaient. De notre côté, nous eûmes douze soldats de blessés et deux de tués dans notre retraite ; cette perte, jointe à celle que nous fîmes au commencement de l'affaire, diminua beaucoup notre garnison.

« Après que nous fûmes rentrés dans le fort, l'ennemi continua à tirailler le reste de la journée sur nos postes,

et M. Tremisot, directeur, y fut blessé d'un coup de fusil à la jambe[1].

« Deux jours après, nous fîmes encore une sortie ; M. de Vanelly, lieutenant, y fut tué et trois soldats et un sergent furent blessés.

« Les ennemis quittèrent à leur tour la montagne, après avoir démoli le retranchement de terre et se retirèrent aux environs de deux pagodes, sans doute pour projeter quelque moyen de nous suivre. J'envoyai pour les aller observer un détachement de 50 hommes, commandé par M. de Bury, capitaine. Mais cet officier, peu expérimenté, manqua de précaution en négligeant de laisser derrière lui une retraite assurée, après avoir passé par des chemins coupés de fossés et couverts de bois épais, et les ennemis ne manquèrent pas de venir se saisir de ces chemins afin de le mettre entre deux feux... Il se vit enveloppé d'un nombre infini d'ennemis...

« Je fis alors rappeler dans le fort et à la loge, pour rassembler une partie de nos soldats et en former un détachement. Nous n'étions plus qu'un petit nombre d'officiers ; ceux sur lesquels on aurait dû le plus compter étaient morts et je me vis obligé de me mettre à la tête du détachement, qui fut formé avec une diligence extrême.

« Nous avions dans nos compagnies quatre cadets qui furent joints à ce détachement. Messieurs Gaillard, de la Bourdonnais et de Saint-Georges en firent aussi partie, les deux premiers comme volontaires et le dernier en qualité d'aide.

1. D'après la carte des environs de Mahé, cette action dut avoir lieu le 25 janvier.

« Mon détachement pouvait être composé d'environ 100 hommes et je ne laissai pour ainsi dire que les gardes qu'il y avait dans le fort et ailleurs. Je marchai en diligence, mais cependant toujours en bon ordre, et je passai par où je pouvais juger que je secourrais plus promptement la troupe assaillie. Je laissai sur la hauteur de la montagne M. de la Tour, lieutenant, avec trente hommes pour favoriser ma retraite, et quand j'arrivai dans la plaine, je fis mettre bayonnette au bout du fusil...

« La vue des bayonnettes ne tarda pas à décider les ennemis à aller se joindre à leurs autres corps; ils nous firent un feu considérable, mais mal dirigé et d'assez loin. Cependant ils nous blessèrent six soldats européens et quatre soldats topas.

« Nous étant joints au détachement de M. de Bury et ne faisant plus qu'un corps, nous fîmes feu sur les ennemis; et quand nous eûmes employé presque toutes les poudres et les balles que nous avions, nous nous retirâmes du côté de la mer pour faire ensuite notre retraite avec sûreté. Nous y trouvâmes un canot chargé de poudre, de balles et d'eau de vie que M. de Pardaillan nous avait envoyé...

« Je fis halte et j'envoyai en avant 20 hommes avec un officier pour tirailler sur les ennemis, afin de nous donner le temps d'embarquer nos blessés et de prendre nos poudres et nos balles.

« Cela étant fait, nous nous mîmes en marche pour rentrer au fort, en passant par l'endroit où j'avais laissé M. de la Tour. Dans ce trajet, nous essuyâmes encore quelques coups de fusil, mais sans effet. M. de Pardaillan, ayant vu par lui-même le feu que nous avions essuyé

dans la plaine, fut charmé de nous voir de retour avec un si petit nombre de blessés.

« Notre troupe diminuait pourtant tous les jours, ou par la mort de ceux qui avaient été blessés, ou par la désertion des soldats qui passaient au service des Anglais, et nous nous vîmes obligés à ne plus rester que sur la défensive.

« Les ennemis, se rendant compte de notre situation, voulurent en profiter et revinrent, quelques jours après, se saisir de la montagne où se trouvaient encore leurs quatre pièces de canon enclouées ; et s'y étant retranchés avec une diligence surprenante, ils se fortifièrent de telle façon que, dans la suite, il eût fallu un nombre considérable de troupes pour les chasser. Ils avaient fait deux grands retranchements, l'un soutenant l'autre, palissadés en dehors et flanqués de deux petites redoutes de terre qui les mettaient en toute sûreté contre nos attaques.

« Leurs retranchements étaient faits et parfaits ; les ennemis y établirent six nouvelles pièces de canon en bon état et commencèrent à nous les faire entendre jour et nuit, en tirant sur le fort et sur les allants et venants de poste en poste, ce qui nous obligea à faire faire des chemins couverts pour les communications d'un poste à l'autre et du fort à la loge.

« Ni la poudre ni les boulets ne manquaient aux ennemis. M. Adam leur en fournissait, et même des canonniers européens et de l'argent pour payer leurs troupes, et quantité de riz, selon l'engagement qu'il en avait fait avec le prince contre qui nous faisions la guerre. Étant ainsi secourus, les ennemis avaient résolu de nous inquiéter à tel point qu'ils pensaient que nous serions un jour

obligés d'abandonner le fort faute de poudre, de vivres et de troupes. »

Interrompons un instant le récit de M. de la Farelle ; il doit nous conduire jusqu'à la fin de février et peut-être jusqu'au milieu de mars.

Dans cet espace de temps, d'autres opérations militaires avaient eu lieu dans le pays de Coyonnaire, autant qu'on doit le conjecturer d'après les notes qui accompagnent la carte des environs de Mahé. Ce pays est, comme on le sait, très bosselé et très montagneux ; chaque hauteur forme une défense naturelle. Coyonnaire avait un fort à Courchy, au bord de la mer, un autre au Petit Calay sur la rivière, et d'autres dans l'intérieur. Les nambiars en avaient également ; tous ces forts, très rapprochés les uns des autres, étaient des gages d'insécurité pour le voisin. Bayanor parvint, on ne sait comment, à se concilier l'amitié d'un des nambiars et ce nambiar mit à sa disposition contre Coyonnaire une montagne fortifiée, située à environ 1500 mètres de la rivière de Mahé. Bayanor en fit un point d'appui et un centre d'attaque contre Coyonnaire. Nous ne savons rien de ces opérations que leur date : Courchy fut attaqué le 14 février et la montagne du Petit Calay le lendemain.

Il semble qu'à la suite de ces opérations, l'activité de Bayanor se soit un peu ralentie ; mais, vers la fin d'avril, ses efforts redoublèrent. Courchy fut encore menacé le 22 ; le même jour, deux attaques plus importantes, venant l'une du Nord et l'autre de l'Est, furent dirigées contre une haute montagne un peu à l'Ouest du Petit Calay, et qui doit être celle où se trouvait encore le fort que Tippou-Sahib détruisit vers 1780. Le soin

avec lequel la carte de 1726 reproduit la direction des attaques — et elle n'indique que celles-là, — est peut-être une preuve que Bayanor fit dans cette circonstance un effort particulièrement considérable et d'ailleurs infructueux. C'est au sommet de cette montagne et à 150 mètres environ au nord de l'ancien fort indigène que nous construisîmes plus tard le fort Saint-Georges, lorsque cette partie du pays nous eût été cédée par Coyonnaire. Les pentes de cette montagne, qui domine la plaine, de 70 à 80 mètres, sont très glissantes et très malaisées.

En dehors de ces attaques, la carte ne nous signale aucun événement particulier jusqu'au 18 août; elle se borne à nous indiquer que Bayanor essaya de prendre une montagne à crête dénudée qui domine légèrement la montagne du Petit Calay et celle du fort Saint-Georges. Il n'y parvint pas; mais à moins de 500 mètres au nord de cette hauteur, il en occupait réellement une autre, d'où il descendait souvent dans la plaine pour faire des razzias et inquiéter la population. Cette montagne, qui est à la hauteur de Courchy, à 1200 mètres dans l'intérieur des terres, se raccordait avec la colline plus éloignée encore vers le nord, et dont un nambiar avait laissé la libre disposition à Bayanor. C'est là que, le 18 août, se passa le dernier événement de guerre.

Cependant le Conseil de Pondichéry, informé très régulièrement de ce qui se passait à la côte Malabar, prenait toutes les mesures nécessaires à l'entretien et au besoin à la relève du petit corps expéditionnaire.

Le 26 janvier, il fit passer à Mahé 15.000 pagodes d'or et 28.000 marcs de matières d'argent. Il fallait pourvoir tout à la fois à la solde des employés, officiers et soldats, au paiement des ouvriers qui construisaient le fort et à

la rétribution des services de nos alliés, Coyonnaire, Cottiate et les quatre nambiars. C'étaient de grosses dépenses, que M. Adam surveillait avec un soin jaloux et la ferme volonté de les faire durer le plus longtemps possible, jusqu'à ce que fatigués, épuisés et sans ressources, nous abandonnions la partie. La guerre de dix mois, qui commença en décembre 1725 et finit en septembre 1726, fut la sienne plutôt que celle de Bayanor.

A l'influence de M. Adam, nous pensâmes un moment opposer celle du Samorin. Ce prince n'aimait pas les Anglais ni les Hollandais, mais il les craignait. Notre succès du 3 décembre lui parut sans doute assez décisif pour qu'il songeât à soustraire Bayanor à l'influence de M. Adam et reprendre ainsi lui-même un peu d'autorité, en renversant les influences qui s'exerçaient à la côte Malabar. Il nous offrit en conséquence de s'interposer entre Bayanor et nous pour faire la paix, et nous acceptâmes ses propositions. Mais le prince de Bargaret ne voulut rien entendre et les pourparlers en restèrent là, au moins pour un moment.

Ce fut le 12 février que le Conseil Supérieur apprit, par une lettre de M. Mollandin du 31 janvier, la reprise des hostilités à Mahé. Il est probable que M. Mollandin dut demander des renforts; car le Conseil Supérieur résolut aussitôt d'envoyer deux bots à la côte Malabar pour y porter des hommes et de l'argent. Les préparatifs furent rapidement menés et, dès le 19 février, les bots l'*Orient* et l'*Occident* étaient en état de prendre la mer. Ils embarquèrent 56 hommes dont 2 sous-lieutenants, soit 24 soldats français et 20 topas, et en outre 10.000 pagodes d'or, 5000 livres de poudre d'Europe, 1900 boulets, 2800 gargousses, 2600 livres de mèches, 50 fusils,

7400 cartouches de guerre et une certaine quantité de blé du Bengale pour les approvisionnements.

L'envoi de ces bots dérangeait singulièrement les combinaisons commerciales du Conseil ; la Compagnie n'avait pas tellement de bateaux qu'elle pût en distraire pour des opérations autres que celles qui constituaient sa raison d'être. Or son but principal était et devait être d'envoyer chaque année des navires en Perse, à Moka, à Canton et, si possible, à Manille, à Achem et au Pegou, sans compter les comptoirs de Surate, Masulipatam, Balassor et Chandernagor, avec lesquels il était nécessaire que les rapports fussent encore plus nombreux et plus réguliers ; sinon les affaires de toute l'année étaient ou compromises ou perdues. Déjà, pour l'expédition de Mahé, on avait distrait quatre grands navires de France ; en envoyant encore deux bots, le Conseil déclarait qu'il ne pourrait pousser plus loin les sacrifices, et suppliait qu'on les lui renvoyât le plus tôt possible, car on en avait besoin dans le Gange.

Ainsi l'obstruction de M. Adam nous entraînait dans des dépenses sans cesse croissantes, qui paralysaient même la vie commerciale de nos autres comptoirs ou établissements. M. Adam se défendait, il est vrai, plus que jamais de nous faire la moindre opposition ; il écrivit au Conseil de Madras qu'il ne donnait aucun secours à Bayanor et restait rigoureusement neutre dans la guerre que ce prince avait avec nous, et le Conseil de Madras nous en informa. Mais comment expliquer la quantité considérable de munitions toujours renouvelées, reçues par Bayanor? Le Conseil Supérieur, influencé par les déclarations formelles de M. Adam, crut un instant que ces munitions venaient des Hollandais.

« Le vice-roi nous répondit fort gracieusement qu'il mettait à notre disposition non seulement tout ce que nous demandions dans notre état, mais encore des troupes, s'il le fallait; mais comme nous en avions demandé à Pondichéry par le départ des bateaux ainsi que de l'argent, nous fîmes au vice-roi les remerciements que méritaient ses offres gracieuses.

« Le secours de Goa nous étant venu plus tôt que celui de Pondichéry [sans doute celui apporté par l'*Orient* et l'*Occident*], nous mîmes en batterie le mortier que nous avions reçu ; puis, ayant lancé plusieurs bombes dans les retranchements des ennemis, nous mîmes deux fois le feu aux baraques qu'ils avaient faites pour leur logement. Quantité d'armes à feu y furent brûlées et, deux ou trois fois, quelques pièces des canons ennemis démontées. »

Ces événements étaient accomplis au plus tard le 15 mai, autant qu'on peut le déduire d'une lettre du Conseil Supérieur en date du 8 juin, répondant à des lettres de Mahé des 1er, 14, 30 avril, 4, 7 et 19 mai. En cette lettre, le Conseil apprécie ainsi l'intervention du vice-roi de Goa : « C'est un grand bonheur que le vice-roi nous ait pu fournir tout ce que vous en avez reçu par le brigantin le *Triton* ; sans cela vous vous seriez trouvés très embarrassés. C'est un coup du ciel dont il faut le remercier. »

Envisageant la situation d'une façon plus générale, le Conseil recommandait de ménager nos alliés et surtout Coyonnaire. Les batteries dressées sur les montagnes de ce prince tenaient en respect la Montagne Rouge; il était de toute nécessité de ne pas se dessaisir de ces avantages.

Cependant nos pourparlers avec le Samorin continuaient ; M. Mollandin eut avec ce prince une entrevue en avril ou en mai et de cette entrevue étaient sortis certains accords que nous ne connaissons pas d'une façon précise. M. Mollandin aurait obtenu trois choses qui étaient très avantageuses au commerce de la Compagnie, sans doute quelque réduction sur les droits de sortie. Il avait également obtenu pour l'année 1727 une promesse de coopération militaire contre Bayanor ; en revanche, le Samorin paraissait compter sur le concours de nos bateaux contre le roi de Cochin, son éternel ennemi. M. Mollandin fut invité à éluder autant que possible tout engagement formel sur ce dernier point. De Bayanor, il ne paraît pas qu'on se soit directement préoccupé. En souscrivant à ces négociations, le Samorin songeait d'ailleurs beaucoup moins à Bayanor qu'à ses propres intérêts. Son invariable désir, caressé depuis que nous étions à Calicut, était de nous intéresser à sa cause contre le roi de Cochin et, si possible, contre les Hollandais, et, dans ce but, nous ne saurions être trop puissants. Le 6 mai, il écrivait à Louis XV la lettre suivante, qui trahit toutes ses préoccupations :

Lettre du roy Samorin pour le très Estimé, très souverain et très grand roy de France.

Au très estimé dans l'Europe, maistre et seigneur roy de France.

J'ai reçu la lettre que l'on m'a remise et je l'ai lue avec la vénération que je dois. J'ay bien compris tout ce que porte cette lettre, dont je suis très satisfait.

Comme mon estat et celui de France sont alliés, je ne feray aucune alliance avec d'autres roys.

Les Hollandois assistés par le roy de Cochin m'oppriment

en beaucoup de choses, mais j'espère avec le secours du roy de France avoir satisfaction de cet affront. Je suis devenu odieux aux Hollandois, parce que je reçois en bonne amitié dans Calicut la nation française. On dit que Votre Majesté a une ligue en Europe avec cette nation, ce qui se croit parce que le Sr Mollandin qui est leur chef à Callicut l'assure.

Depuis que j'ay vu l'amiral ou capitaine qui m'a remis la lettre de Votre Majesté, je luy ai fait part des motifs que j'ay de me plaindre, afin qu'il en rende compte à Votre Majesté.

Je prie Votre Majesté de me secourir pour en prendre vengeance, ainsi qu'il est nécessaire. J'attends sans faute un prompt secours ainsy que vous me l'escrivez ; dans cette confiance j'espère avoir une réponse et un pouvoir de vous.

Pera [?], agent de Votre Majesté qui réside sur mes terres, reçoit toute sorte de protection. J'espère recevoir aussy celle de Votre Majesté.

Cecy est la véritable copie de la lettre que j'ay dans mon bourson.

A Calicut, le 8 mai 1726 [1].

Les lettres du Conseil des 4 juillet et 8 août, pouvant faire allusion jusqu'au 19 juillet à des événements survenus à la côte Malabar, ne nous indiquent pas qu'aucune opération militaire de quelque importance se soit alors exécutée. Le *Petit Triton*, après son voyage de Goa, était rentré à Pondichéry, où il arriva dans les premiers jours de juin. Le Conseil, soucieux de maintenir la bonne entente entre nos alliés, invitait MM. Mollandin et Tremisot à ne point négliger de les payer ou de leur donner des rations de riz équivalentes à leur paie. Le riz ne se tirant du pays qu'en fort petite quantité, nous l'envoyons chercher à Mangalor par des manchoues, qui cette fois n'étaient plus troublées par M. Adam. Enfin, vers le

1. A. Col., Inde. Carton 457. Firmans et paravanas.

3 juillet, le Conseil prit une décision qui créait à Mahé un conseil de guerre régulier. Ce conseil devait être composé des deux chefs de Calicut et de Mahé, MM. Mollandin et Trémisot, de M. de la Farelle et de M. Deidier. Point de capitaines de la garnison, à moins que ceux qui composent le conseil ne le jugent nécessaire à l'unanimité. Le conseil avait qualité pour décider de tous les mouvements, sorties, actions, diversions, attaques, défenses, postes à occuper ou à abandonner, soit séparément, soit avec les alliés. En cas d'opérations maritimes, les capitaines des vaisseaux devaient être consultés, pour éviter de prendre des mesures que, faute de connaissance de la marine, il aurait été impossible d'exécuter [1].

S'il n'y eut pas d'opération militaire importante au mois de juin ni même en juillet, les nairs ne se rebutaient pourtant pas : ils perdaient beaucoup de monde en détail, mais étant soutenus par les Anglais qui leur faisaient entendre que notre garnison était très décimée et que nous ne pourrions pas nous maintenir très longtemps, ils entretenaient la lutte avec opiniâtreté et l'on ne saurait trop remarquer cette ténacité des Indiens, si rare au XVIII[e] siècle. On ne saurait non plus trop rendre hommage à leur courage et à leur patriotisme. Si nous parvînmes à nous établir et à nous maintenir à Mahé, l'opération fut assurément longue et périlleuse.

La situation risquait de se prolonger indéfiniment, lorsqu'un incident imprévu prépara et rétablit la paix. Terminons le récit de M. de la Farelle.

« Il y avait quelques jours que nous jetions des bombes

1. Arch. Pond., Correspondance du Conseil Supérieur avec Mahé. Lettre du 3 juillet.

sur le retranchement ennemi, lorsque nous vîmes apparaître, au nord de Mahé, trois gros vaisseaux avec pavillon blanc, qui cherchaient à venir mouiller dans la rade de Mahé, contre toute attente à cette époque-là, c'est-à-dire à la fin de juillet, car le temps y est ordinairement mauvais. Ces trois vaisseaux allaient à Pondichéry venant de France [1] ; à bord de l'un d'eux était M. Lenoir, qui allait à Pondichéry en qualité de gouverneur pour y relever M. de Beauvollier [2].

« En approchant de la rade, M. Lenoir fut très surpris d'entendre des coups de canon et de voir jeter des bombes. Il ignorait ce nouvel établissement et, quand il eût mouillé, M. Tremisot, directeur, fut tout aussitôt à bord et l'informa de tout ce qui en était.

« M. Lenoir voulut en juger par lui-même en mettant pied à terre. Le nouveau gouverneur de Pondichéry et les sept à huit personnes qui l'accompagnaient s'embarquèrent dans deux ou trois canots, mais les nairs firent de grandes décharges de coups de fusil sur ces embarcations. J'en fus averti et envoyai aussitôt sur la côte 50 hommes pour faire cesser le feu des ennemis.

« Après qu'il eût débarqué, M. Lenoir passa par une batterie de six pièces de canon que nous avions établie sur la pointe et il ne pouvait passer par ailleurs. Les ennemis, jugeant qu'il n'y avait pas d'autre chemin, firent pointer toutes leurs pièces sur cette batterie au moment où y parurent M. Lenoir et les personnes qui l'accompagnaient.

1. Deux de ces vaisseaux étaient l'*Argonaute* et le *Jason ;* ils arrivèrent à Pondichéry le 21 août, ce qui permet de supposer que M. Lenoir passa à Mahé vers le 20 juillet.

2. On se rappelle que M. Lenoir était gouverneur intérimaire de Pondichéry, lorsque fut résolue l'expédition de Porto Novo, en octobre 1722.

« Le résultat répondit à l'attente des ennemis, car un de leurs boulets, ayant donné dans l'embrasure et sur une de nos pièces de canon, le maître canonnier qui était là pour faire également feu sur les ennemis, eut le bras droit emporté et un soldat qui servait les pièces fut tué raide. M. Lenoir, à cet aspect, resta tout interdit et tout immobile, ayant perdu jusqu'à l'usage de la parole, ce qui ne me surprit pas de la part d'un homme qui n'avait jamais vu autre sang répandu que celui que les médecins font couler dans quelque palette.

« J'étais venu pour recevoir M. Lenoir à la batterie et je le conduisis dans le fort et chez moi, où il se remit. Les messieurs qui l'avaient accompagné n'avaient pas éprouvé moins de frayeur.

« M. Lenoir resta jusqu'au lendemain à la pointe du four qu'il se rembarqua, après avoir eu plusieurs conférences sur notre situation et sur tout ce qui pouvait regarder la conservation du nouvel établissement. Comme, pour le conserver, il fallait de l'argent et des troupes, M. Tremisot fit la demande des finances et moi celles des officiers et des soldats, ainsi que des munitions de guerre et des ustensiles qui pouvaient nous manquer. M. Deidier, de son côté, fit des représentations pour ce qui regardait son ministère de génie.

« Nous ayant témoigné toute la volonté possible de nous satisfaire les uns et les autres, M. Lenoir se rembarqua et nous fit envoyer du bord des vaisseaux de la poudre, des boulets et des armes et enfin tout ce qui pouvait nous mettre en état d'attendre les autres secours qu'il devait nous envoyer de Pondichéry ; ce qu'il fit, à la réserve des troupes ; il n'envoya que la moitié de celles que j'avais demandées et deux officiers seulement. »

M. Adam reçut-il par le même courrier quelque aver-

tissement de la Compagnie d'Angleterre d'avoir à cesser l'opposition qu'il nous faisait? La Compagnie de France demandait son rappel et il ne devait point l'ignorer. Il est vrai aussi qu'il était homme à ne pas désarmer, quelque ordre qu'il pût recevoir. Quoi qu'il en soit, peu de jours après le départ de M. Lenoir, on apprit à Mahé que Bayanor aurait fait demander au Samorin de lui servir d'intermédiaire pour entrer en accommodement avec le roi de Cotiatte et peut-être aussi avec les Français. M. Mollandin reçut l'ordre de n'accueillir qu'avec très grande réserve les ouvertures qui pourraient lui être faites et de se tenir prêt à répondre à toute surprise.

Le Conseil de Pondichéry ne croyait guère à la sincérité des propositions de Bayanor ; il s'attendait plutôt à de nouvelles perfidies et, dans cette crainte, il écrivit immédiatement au gouverneur des îles de France et Bourbon de lui envoyer sans retard 3 bons officiers, des soldats et de la poudre et il informa MM. Mollandin et de la Farelle que, sans attendre ces renforts, il lui enverrait au mois d'octobre par la *Badine* des soldats de Pondichéry et de l'argent. On comptait si peu sur la fin des hostilités que, dans le même temps, MM. de la Farelle et de la Bourdonnais étudiaient contre Bayanor les mesures les plus extrêmes.

Le projet imaginé par la Bourdonnais consistait « à inquiéter les ennemis en faisant mine de vouloir brûler les habitations qu'ils avaient le long de la côte, persuadé que les Indiens aimeraient mieux livrer leur ville [plutôt] que de voir leurs habitations réduites en cendres » [1]. Ce projet, soumis au Conseil de Pondichéry,

1. Mémoires de Mahé de la Bourdonnais (Paris, 1890, 368 pages).

fut approuvé et M. de la Bourdonnais chargé de son exécution ; mais quand l'approbation revint de Pondichéry, la paix était faite. Elle se décida à la suite d'une dernière tentative de Bayanor pour troubler l'État de Coyonnaire. L'ennemi était campé sur la montagne dont nous avons parlé plus haut. MM. de la Farelle et Deidier résolurent de l'en déloger. L'attaque eut lieu le 18 août, sans que nous en connaissions les détails. M. de la Farelle n'en parle point dans son mémoire, et cependant elle fut vive et dangereuse et lui-même y courut les plus grands dangers. Lorsqu'elle fut connue à Pondichéry le Conseil Supérieur écrivit le 18 octobre que « les têtes de deux hommes d'un mérite et d'une capacité aussi grandes étant nécessaires au roi », il convenait d'être plus prudent et de ne point exposer l'établissement à manquer de chef et de direction.

Cette affaire fut sans doute la dernière de la guerre. Les propositions de Bayanor étaient sincères. Ce prince, à qui l'on n'avait cessé de représenter que les Français ne recevraient jamais ni secours ni argent, avait vu successivement arriver en rade de Mahé toute l'escadre de M. de Pardaillan, le *Petit Triton* avec des renforts de Goa, l'*Orient* et l'*Occident* avec des renforts de Pondichéry, l'*Argonaute* et le *Jason* avec des renforts de France, et voilà que la *Badine* — la *Badine* arriva en effet le 9 novembre avec 60 hommes commandés par M. de Gassonville, et 80.000 roupies — allait arriver avec de nouveaux renforts de Pondichéry et que d'autres renforts encore, venant des îles Mascareignes, suivraient peu de temps après ! Bayanor fut découragé. Peut-être aussi les marchands du pays, voyant leur commerce arrêté depuis dix mois, firent-ils sur lui une pression opposée à celle

qu'ils avaient faite l'année précédente pour le déterminer à se jeter entre les bras des Anglais. Bayanor, de son propre aveu, avait perdu dans la guerre plus de 1500 nairs et le chiffre réel était sans doute plus considérable : à la fin d'août, il nous fit proposer une trêve de deux mois qui fut acceptée et l'on échangea réciproquement des otages.

Le Samorin de Calicut fut l'arbitre des négociations qui aboutirent le 8 novembre[1] à la conclusion d'un traité de paix en seize articles, dont voici les dispositions essentielles[2].

Notre établissement de Mahé, réduit avant la guerre à un droit d'occupation au bord de la rivière et à Anjigoudy, était définitivement constitué. Bayanor nous accordait tout le terrain compris depuis la mer jusqu'à une ligne tirée du fleuve et passant sur la pente de la montagne Caragouroup, gagnant de là le mont Tamanta, en sorte que le poste le plus avancé fût dans nos limites et revenant au bord de la mer jusqu'au travers des rochers Wananpara. Le pied des montagnes vers l'intérieur ne nous était pas cédé, mais devait rester inculte et inhabité. Anjigoudy était rétrocédé à Bayanor.

La Compagnie serait maîtresse absolue dans ses limites et Bayanor s'engageait à ne laisser aucun Européen s'installer dans son pays, pour y demeurer ou pour y faire du commerce.

Après la ratification du traité, Bayanor ferait raser tous les travaux exécutés sur les montagnes Caragouroup et Tamanta.

Les articles des traités de 1721 et 1722 relatifs aux

1. M. de la Farelle écrit à tort que ce traité fut signé le 8 octobre.
2. V. Pièce annexe n° 11 le texte de ce traité.

poivres et aux cardamons étaient confirmés. Les droits de sortie restaient les mêmes. Confirmées également les stipulations relatives à la navigation des embarcations de Bayanor sous pavillon français.

Bayanor s'engageait enfin à fournir à la Compagnie tous les ouvriers dont elle pourrait avoir besoin en les payant au prix courant de la main-d'œuvre.

A part une délimitation plus précise et plus étendue du territoire de la Compagnie, ce traité ne faisait que reproduire les dispositions des traités de 1721 et 1722 ; mais à côté des articles publiés, il y avait les articles secrets, et ceux-là, selon l'habitude, étaient les plus importants.

En vertu de ces articles, nous devions payer à Bayanor une somme de 150.000 fanons pour le terrain qu'il nous cédait, pour le fort que nous avions pris sur lui et pour les pertes considérables que lui et ses sujets avaient subies pendant la guerre. Nous lui faisions remise de 70.000 fanons que nous lui avions avancées deux ou trois ans auparavant pour soutenir avec Coyonnaire la guerre contre les Anglais. Nous lui rendions enfin toute l'artillerie que nous lui avions prise en nous emparant de la forteresse.

Ce n'étaient pas des conditions qu'un peuple victorieux impose à un vaincu ; mais avions-nous réellement vaincu Bayanor ? Nous avions plutôt fatigué sa patience qu'usé ses armes et détruit sa résistance ; nous n'avions pas moins à redouter que lui d'une guerre prolongée ; la paix ne satisfaisait peut-être personne mais elle arrangeait tout le monde. Elle était achetée plutôt qu'imposée ou subie.

La paix ne devait être définitive qu'après ratification

par le Conseil Supérieur de Pondichéry et l'exécution des articles secrets.

Bien qu'il n'eût guère de fonds, le Conseil de Mahé remit immédiatement entre les mains de Bayanor une première somme de 50.000 fanons et une autre de 30.000 à nos alliés. C'était le quart des fonds que le Conseil avait envoyés pour l'entretien du comptoir jusqu'à l'arrivée des vaisseaux. De son côté, Bayanor fit démolir les retranchements qu'il avait faits et retira ses troupes de différents postes qu'il occupait.

Ces opérations terminées, « il ne restait plus, dit M. de la Farelle, que la cérémonie de l'entrevue qui est en usage au Malabar pour assurer et affermir les articles de paix. Cette entrevue eut lieu dans la plaine d'Anjigoudy. Nous apportâmes dans cette occasion toutes les précautions imaginables pour prévenir la mauvaise foi dont les princes de ce pays font profession, lorsqu'ils ne s'aperçoivent pas de quelque méfiance de la part de ceux avec qui ils traitent. Le même prince avec qui nous traitions avait déjà donné une preuve de sa mauvaise foi à la paix qu'il fit à Anjingo avec les Anglais, qui s'étaient emparés de cette ville ainsi que nous avions fait de Mahé. Les Anglais perdirent alors, pour la bonne foi où ils étaient, six officiers ou employés et quatre cents hommes de troupe [1].

« La cérémonie de l'entrevue consiste à recevoir le présent d'usage en la présence des deux chefs et de l'arbitre ; c'est ce qui se fit et, pour le véritable sceau des articles de paix, le prince avec qui on traite donne une

1. M. de la Farelle doit faire erreur; il confond sans doute Bayanor avec quelque prince de Travancore, voisin d'Anjingo.

grosse manille d'or, qu'il met lui-même autour du bras, à tous ceux qui se trouvent présents, tant officiers qu'employés. Ayant reçu ces manilles, nous nous retirâmes en bon ordre avec le détachement de deux cents hommes que j'avais pris avec moi et les cinq cents nairs du prince Cougninaire qui nous avaient fait escorte. »

En payant à Bayanor une première somme de 50.000 fanons, le Conseil en demanda aussitôt le remplacement à Pondichéry. Il exposa d'autre part que, la paix étant maintenant rétablie, il n'y avait plus aucune raison pour ne pas acheter les poivres de Bayanor, sans quoi ce prince serait autorisé à vous dire : Vous m'avez fait la guerre pour avoir du poivre et maintenant que vous pouvez m'en acheter, vous ne le faites pas. Pourquoi ? Le Conseil ajouta encore qu'il gardait tous les ouvriers, au nombre de 450, pour raser les travaux faits par Bayanor et les employer ensuite à d'autres travaux. En gardant ces ouvriers neuf ou dix mois, il évaluait la dépense à 11.000 pagodes.

Lorsque le Conseil fut en possession du traité, il estima que payer à Bayanor 150.000 fanons et le libérer de 70.000 était une forte somme ; mais la paix était préférable à tout. « Elle convient infiniment, écrivait-il le 21 novembre, à ceux qui font profession de commerce dans le pays. » Toutefois, avant de ratifier l'accord du 8 novembre, il crut devoir formuler quelques observations.

Il écrivit le 22 décembre au Conseil de Mahé qu'il voyait avec peine l'article 7, par lequel on avait laissé subsister dans leur entier l'article 3 du traité de 1721 et l'article 2 du traité de 1722, par lesquels la Compa-

gnie s'engageait à fournir à Bayanor des capitaines pour monter et conduire ces vaisseaux à la mer avec pavillon et commission. La Compagnie défendait d'accorder cette faveur à des vaisseaux étrangers, à moins qu'ils ne fussent suffisamment armés de Français pour soutenir le pavillon. Où trouvera-t-on quelqu'un qui consente à commander des navires, qui sont ordinairement si mal armés ? Déjà l'insertion de cette clause dans les traités de 1721 et 1722 avait été en partie cause des grosses difficultés que nous avions eues avec les Anglais et avec Bayanor lui-même. Le Conseil de Mahé devait faire tous ses efforts pour l'abroger ou le modifier ; si toutefois il était impossible de rien obtenir de Bayanor, on s'en tiendrait là.

L'article 9 était trouvé trop général. Il obligeait la Compagnie à aider Bayanor d'hommes et de munitions de guerre contre tous ses ennemis sans exception. Dans les premiers traités, M. Mollandin avait expressément stipulé que les Européens ne devaient pas être compris dans cette catégorie ; il fallait absolument en revenir à cette convention, ne serait-ce que par une note en marge du traité ; autrement, on s'exposait à courir les pires aventures ou, ce qui était aussi grave, à manquer de parole.

Enfin, par l'article 13, il était fait un traité d'alliance avec tous les princes et nambiars nos alliés. Il fallait prendre garde de ne pas s'engager à donner des secours contre les Européens ; car, au lieu d'une paix solide, on aurait constamment la guerre. Nos alliés ne manqueraient pas de faire les pires sottises pour nous entraîner à leur suite.

Quant aux trois desiderata formulés par le Conseil de

Mahé — envoi de fonds, achat de poivres, conservation des ouvriers — le Conseil de Pondichéry s'en expliquait de la façon la plus nette.

Les 80.000 roupies envoyées par la *Badine* et qui étaient parties de Pondichéry le 17 octobre, étaient les dernières dont on ait pu disposer à Pondichéry avant l'arrivée des bateaux de France. Tant que de nouveaux fonds ne seraient pas arrivés, il convenait de n'agir qu'avec la plus grande réserve. C'est à tort que M. Tremisot et les gens de Mahé, sachant mal ce qui se passait à Pondichéry, s'imaginaient que le Conseil Supérieur mettait de la mauvaise volonté à satisfaire à leurs besoins; pour venir en aide au nouvel établissement, il avait été obligé de rompre tous les engagements et de suspendre toutes les opérations de commerce auxquels il était tenu vis-à-vis des autres établissements et notamment ceux du Bengale; s'il ne pouvait envoyer d'argent, c'est que réellement il n'en avait pas. Le Conseil désirait vivement faire l'impossible pour répondre au zèle des Mahaisiens; il n'avait les yeux tournés que sur cette conquête; mais il était obligé d'attendre lui-même les secours de France.

L'expédition de M. de Pardaillan et le séjour prolongé des vaisseaux à la côte Malabar avaient épuisé les ressources du Conseil; au lieu de trouver 170.000 pagodes en caisse, comme il s'y attendait en prenant possession de ses fonctions, M. Lenoir n'avait trouvé que 40.000 piastres de dettes en lettres de change tirées par le chef du comptoir de Moka et qu'il avait fallu payer. Les 80.000 roupies, prises sur les autres établissements, avaient achevé d'obérer la situation. Quel secours enverrait la métropole?

M. Lenoir, en quittant la France, avait reçu l'assu-

rance que la Compagnie expédierait cette année deux vaisseaux qui, passant par Mozambique sans toucher à Bourbon, devaient arriver à Mahé vers la fin de mai 1727. A ce moment, les capitaines trouveraient des instructions pour remettre au Conseil 60.000 piastres, des munitions de guerre, des boissons et des liqueurs. Avec ces fonds, le Conseil de Mahé pourrait pourvoir aux besoins les plus urgents. Si, par un de ces accidents auxquels la France était sujette, les vaisseaux, au lieu de partir de Lorient en octobre, ne partaient qu'en janvier et ne pouvaient par conséquent toucher à la côte Malabar en temps utile, le Conseil était dès maintenant autorisé à emprunter et à tirer sur Pondichéry 3 à 4.000 pagodes, qui seraient payées à l'arrivée des premiers fonds. « Pour nous soutenir, écrivait le Conseil le 22 décembre, nous sommes réduits nous-mêmes aux mêmes expédients. »

Le mois suivant, c'est-à-dire en janvier 1727, les vaisseaux de Manille et de Chine allaient arriver. S'ils apportaient de l'argent, on en enverrait immédiatement à Mahé ; mais il ne fallait guère compter sur cette aide, si l'année courante était aussi mauvaise que la précédente.

Quant aux achats de poivres, le Conseil de Pondichéry ne méconnaissait point la justesse des observations présentées par le Conseil de Mahé. Sans doute il était urgent, pour ne point retomber dans les errements de 1721 et de 1722, de pouvoir acheter immédiatement à Bayanor des marchandises dont il tirerait des droits de douanes nécessaires à son budget. Mais le Conseil n'avait pas d'argent ; où en prendre ? Le Conseil, ayant bien réfléchi à la situation, ne voyait d'autre remède que dans la constitution d'une petite société qui recueillerait des fonds pour cette entreprise spéciale. Les membres du

Conseil promettaient de s'intéresser eux-mêmes à l'entreprise.

MM. de la Farelle et de la Bourdonnais avaient bien voulu avancer quelques fonds personnels pour que les ouvriers fussent payés et que les travaux entrepris à Mahé ne fussent pas interrompus. Le Conseil ne pouvait que féliciter ces deux officiers de leur dévouement au bien public; mais leurs sacrifices ne pouvaient ni ne devaient constituer une source régulière de revenus. Puisqu'on ne vivait actuellement que de crédit et que ce crédit pouvait manquer, il valait mieux réduire le nombre des ouvriers de 450 à 200, sauf à en augmenter le nombre lorsqu'on aurait de l'argent.

A la suite d'un échange de correspondance entre les Conseils de Mahé et de Pondichéry, rien ne fut changé au traité du 8 novembre, et rien ne pouvait y être changé, sous peine de remettre en question le principe même de la paix; or, faute d'argent, la Compagnie de France n'avait aucun intérêt à renouveler la guerre ou à soulever des questions qui pussent la rendre nécessaire. Le traité fut en conséquence ratifié à Pondichéry au mois de juin 1727.

Ainsi se termina la première guerre contre Bayanor. Cette guerre, on a pu s'en rendre compte, avait été rendue possible par la jalousie très naturelle des Anglais qui, avant notre installation à Mahé, jouissaient en fait du monopole du commerce des poivres dans les États de Bayanor et les États voisins; notre arrivée les avait réduits à ne pouvoir s'en procurer en ces États que le jour où nous aurions acheté tout ce que nous désirions. Si nous avions eu l'argent nécessaire pour faire ces

achats, nous aurions donné satisfaction à Bayanor qui comptait sur eux pour récupérer des droits de sortie qui lui étaient absolument indispensables pour vivre. Comme nous n'eûmes jamais les fonds suffisants ou que nous les eûmes toujours en temps inopportun, Bayanor se trouva privé des ressources annuelles sur lesquelles il croyait pouvoir compter ; il fut mécontent, puis murmura et enfin nous déclara la guerre sur l'instigation des Anglais qui reprirent pied chez lui et alimentèrent son budget. Pour n'avoir pas voulu, avec notré imprévoyance habituelle, faire à temps les sacrifices qui s'imposaient, nous fûmes entraînés dans une expédition beaucoup plus onéreuse d'où nous ne sortîmes à notre avantage que par des dépenses considérables et par un heureux concours de renforts qu'on ne devait même pas espérer. Quand la paix fut rétablie, par lassitude de l'ennemi bien plus que par le succès décisif de nos armes, nous nous trouvions réduits aux mêmes extrémités que celles qui nous avaient entraînés dans la guerre ; nous n'avions pas d'argent pour acheter les poivres de Bargaret, et M. Adam restait toujours intraitable vis-à-vis la Compagnie de France.

CHAPITRE VI

LA CONVENTION DU 20 MARS 1728 AVEC TELLICHÉRY

Le traité du 8 novembre porte la signature de M. Mollandin. Ce fut en quelque sorte le testament du chef de Mahé. Au moment où il apposait sa signature au bas de cet acte diplomatique, M. Mollandin était remplacé dans ses fonctions et nommé conseiller honoraire au Conseil Supérieur de Pondichéry.

Avant de saluer cette figure qui disparaît pour toujours de l'histoire, il nous serait agréable de définir quel fut le caractère exact de l'homme qui, pendant six ans, joua un rôle prépondérant à la côte Malabar ; mais au XVIII^e^ siècle on était plus sobre sur les particularités des hommes publics qu'on ne l'est de nos jours ; d'ailleurs ce n'est jamais dans les actes administratifs qu'il faut chercher ces particularités, et nous ne connaissons M. Mollandin que par sa correspondance ou celle du Conseil Supérieur.

M. Mollandin était au service de la Compagnie depuis plus de vingt-cinq ans et il ne semble pas que pendant cette longue période il soit jamais rentré en France. Quand il fut nommé chef du comptoir de Calicut en 1712, ce comptoir avait un peu plus d'importance que ceux de Balassor, Cassimbazar et Mazulipatam, mais il en avait moins que ceux de Chandernagor et Surate. M. Mollandin occupait une situation qui n'est attribuée

d'ordinaire qu'aux agents de second ordre. Les hasards de notre politique le portèrent au premier plan ; autant qu'on peut le juger par ses actes, il ne fut pas inférieur à sa tâche. Dans toutes les affaires qu'il engagea ou conduisit, il ne manqua ni de jugement ni de bon sens et on ne lui reproche aucun acte de faiblesse comme aucune provocation inutile ou dangereuse. Sa lutte contre M. Adam fut menée avec tact et prudence. Si parfois, réduit à l'impuissance par faute d'argent, il mit en cause d'une façon un peu amère le Conseil de Pondichéry, cette attitude tint moins à son caractère qu'à son ignorance des affaires générales qu'il ne pouvait ni connaître ni contrôler. Tous les chefs de comptoirs ont agi de la même façon et, quand Dupleix fut chef de la loge de Chandernagor, il ne fut ni le moins violent ni le moins injuste contre ses collègues de Pondichéry. M. Mollandin passe pour avoir été d'une activité très grande dans les premières années de sa carrière et d'une très grande indolence dans les dernières. On attribue ce changement de conduite à une corpulence anormale qui paralysait son activité physique et comme, dans la vie des hommes, ce sont généralement leurs derniers actes qui comptent, M. Mollandin n'apparaissait plus depuis 1724 que comme un fonctionnaire fatigué et sans énergie. Lui-même sollicitait depuis cette époque son remplacement à Calicut et à Mahé et demandait à être nommé conseiller au Conseil Supérieur de Pondichéry.

C'était une faveur qu'on refusait rarement aux vieux serviteurs qui avaient été longtemps chefs de comptoirs ; seulement, comme le poste de conseiller n'était pas une sinécure et que chaque membre du Conseil avait une fonction spéciale qui l'occupait exclusivement, on estima

que M. Mollandin ne pouvant plus jouer de rôle actif, cette faveur ne pouvait lui être accordée et on se borna à le nommer conseiller honoraire, sous réserve de ratification par la Compagnie en France.

On ne saurait assurément protester contre la mesure qui fut prise par le Conseil de Pondichéry ; une administration qui n'a en vue que l'intérêt public, ne doit pas fonctionner avec des organes impuissants ; mais l'histoire ne doit se rappeler que les services rendus et à ce titre nous considérons comme un acte de justice de proclamer et d'écrire que M. Mollandin fut un bon serviteur de son pays [1].

Ce fut par lettre du 25 septembre [2], envoyée par terre, que M. Mollandin fut informé qu'il était nommé conseiller honoraire et pouvait revenir à Pondichéry, quand il le voudrait, avant de rentrer en France. M. Tremisot, son second, le remplaça dans ses fonctions. On a vu que néanmoins M. Mollandin signa le traité du 8 novembre.

M. Tremisot était à la côte Malabar depuis le début de 1724 ; il connaissait bien toutes les affaires ; on lui repro-

1. M. Mollandin, faute de vaisseau, ne rentra à Pondichéry avec sa femme qu'au mois de mai suivant. Il était encore dans l'Inde, en 1732, essayant sans pouvoir y parvenir, d'être nommé conseiller titulaire au Conseil Supérieur ; il s'occupait de différentes affaires commerciales, notamment avec Surate. Nous ne savons quand il mourut.

2. Il n'existe pas d'autres sources de renseignement pour les événements de l'année 1727-1728 que la correspondance du Conseil Supérieur de Pondichéry avec Mahé, contenue dans le registre 60 des Archives de Pondichéry, et quelques délibérations de ce même Conseil publiées par la Société de l'Histoire de l'Inde française. Nous l'indiquons une fois pour toutes, afin de ne pas fatiguer nos lecteurs par des renvois inutiles et répétés. La date des lettres citées permettra de se référer à l'original en cas de besoin.

chait seulement d'être un peu susceptible. La paix avec Bayanor dépendait uniquement des facilités qu'il aurait pour acheter du poivre et l'on a vu que l'argent manquait à Pondichéry.

Le Conseil Supérieur put heureusement réunir en quelques jours une somme de 8.000 pagodes qu'il emprunta à différents particuliers, au taux de 8 et 10 pour cent par an, remboursables entre le 1er octobre 1727 et le 3 janvier 1728. De ces 8.000 pagodes, 4.000 étaient destinées à l'entretien et aux dépenses ordinaires du comptoir de Mahé, et 4.000 à l'achat des poivres [1].

Ce chiffre étant manifestement insuffisant pour donner satisfaction à Bayanor et pour le chargement même de nos navires, le Conseil décida que, par exception, les marchands et particuliers pourraient embarquer, à leurs risques et pour leur compte, les fonds qu'ils voudraient pour acheter du poivre à Mahé ; seulement il était entendu que Bayanor devait ignorer cette participation des particuliers, afin que tout l'effort parût être donné par la Compagnie. Ces poivres seraient chargés gratuitement à Mahé ; à leur arrivée à Pondichéry, le Conseil aurait sur eux un droit de préemption, en les achetant au prix courant qu'ils vaudraient alors à la côte de Coromandel [2].

Les marchands commencèrent par refuser de participer aux opérations commerciales de la côte Malabar et, devant leur refus, le Conseil emprunta parmi ses membres et leurs amis une somme de 6.000 pagodes, dont 4.000 seraient embarquées par le prochain navire en partance et 2.000 seraient gardées à Pondichéry pour le prêt du soldat. Mais, on ne sait pour quel motif, les marchands

1. Délib. du Cons. Sup. du 30 décembre 1726, t. II, p. 128.
2. Délib. du Cons. Sup. du 20 déc. 1726, t. II, p. 122.

se ravisèrent presque aussitôt et réunirent en peu d'heures 11.500 pagodes, qui furent chargées sur la *Minerve* le 25 janvier 1727 et partirent le lendemain pour la côte Malabar.

Le Conseil de Mahé ne croyait guère qu'on fût si pauvre à Pondichéry et attribuait à la mauvaise volonté du Conseil Supérieur toutes les observations financières qu'on lui présentait. M. Tremisot comme M. Deidier ne craignaient point de le dire et de l'écrire. Le Conseil Supérieur se justifiait avec d'excellents arguments et déclarait au surplus que les protestations des Mahaisiens, loin de l'effrayer, lui faisaient plutôt plaisir, car il les enverrait à Paris ; la Compagnie pourrait ainsi se rendre compte une fois de plus que, si elle avait des embarras aux colonies, c'est qu'elle ne savait pas faire à temps les sacrifices convenables.

Le Conseil de Mahé poussait si loin les récriminations qu'il menaçait d'évacuer le fort de Mahé le 1er avril, s'il ne recevait pas avant cette date tous les fonds nécessaires pour assurer les dépenses jusqu'au 31 décembre. En attendant, M. Tremisot réduisit à 45 le nombre des ouvriers chargés de travailler à la forteresse et aux autres constructions. Le Conseil Supérieur ne voulut rien garantir et répondit qu'il enverrait des fonds, s'il en arrivait de France ou de Chine ; mais, s'il n'en arrivait pas, « nous doutons fort, écrivit-il le 25 janvier, que le Conseil de guerre fût approuvé de la Cour et moins encore de la Compagnie d'abandonner un tel poste. Tant que vous aurez des fonds en caisse pour payer le prêt du soldat, nous vous connaissons trop bons serviteurs du roi et de la Compagnie pour prendre un tel parti »[1].

1. Arch. Pond., Reg. 70. Lettre du 25 janvier.

Avec l'emprunt des particuliers, la participation des marchands de Pondichéry et la souscription du Conseil Supérieur, M. Tremisot put faire face aux premières dépenses indispensables et notamment à l'achat des poivres, à un moment où la saison le permettait encore.

Mais ces fonds ne tardèrent pas à être presque épuisés et les préoccupations recommencèrent. Le Conseil Supérieur qui, en janvier, comptait recevoir quelques fonds de Chine ou de Manille, fut informé en février que les gallions chargés de marchandises venant de Manille avaient été pris ; qu'à Canton, le navire le *Pondichéry* s'était pour ainsi dire perdu dans un typhon pendant la nuit du 19 au 20 septembre et que les marchandises du Bengale ne se vendaient à aucun prix. Il ne fallait plus compter que sur les vaisseaux de France ou sur un nouvel emprunt : cet emprunt fut essayé en mars et échoua. Le 16 avril, le *Pondichéry* revint de Chine dans un état pitoyable; l'opération commerciale se traduisait par 40 pour cent de perte. Mais, dans le même temps, il arriva également de Chine un bateau anglais, qui apporta quelques matières d'or appartenant à la Compagnie; celle-ci se trouva comme par hasard disposer de ressources inespérées et sa première pensée fut pour Mahé.

Comme la saison ne permettait plus d'envoyer des navires à la côte Malabar et qu'il n'y avait aucun moyen d'y faire passer des lettres de change, le Conseil Supérieur décida d'envoyer 6.000 pagodes par des pions qui partiraient de huit jours en huit jours chacun avec 1.000 pagodes : on craignait de tout compromettre en une seule expédition, qui pourrait tenter les voleurs ou les assassins [1]. Le premier envoi eut lieu le 18 avril et

1. Délib. du Conseil Supérieur du 17 avril, t. II, p. 137.

les autres les 30 avril, 12 mai, 5 juillet, 11 et 18 août. Ces fonds n'étant pas suffisants, on décida le 6 septembre que l'on ferait un nouvel envoi de 4.000 pagodes dans les mêmes conditions, jusqu'à ce que la mousson permît d'expédier un vaisseau à la côte Malabar. Il fut ainsi fait un nouvel envoi de 1.000 pagodes le 1er octobre ; les autres se firent d'un seul coup par la *Marie-Gertrude*, commandant Larivière Pénifort, qui mit à la voile le 13 octobre.

Mais, avant de dire comment fut chargé ce navire, il est bon d'indiquer que les vaisseaux de France étaient tous arrivés. Le premier fut le *Jupiter*, commandant de la Franquerie, qui arriva le 17 juin ; le second le *Lys*, commandant Desboisclairs, qui arriva le 14 août, et le troisième le *Solide*, commandant Marquayssac, qui arriva le 12 octobre. Le *Jupiter* apportait assez de fonds pour permettre au Conseil de reprendre les opérations commerciales du Bengale et les achats de toiles à la côte Coromandel, toutes choses qui avaient été fort négligées l'année précédente ; le Conseil décida d'affecter 200.000 piastres à Chandernagor et de réserver 100.000 pagodes pour Pondichéry ; des marchés furent aussitôt passés pour la fourniture des marchandises. Le *Jupiter* ayant annoncé, sur les promesses de la Compagnie, que le *Lys* apporterait d'autres fonds, le Conseil les avait réservés pour la côte Malabar ; mais le *Lys* n'apporta que 30.000 marcs de matières d'argent. C'était trop peu et, loin de pouvoir subvenir aux besoins de Mahé, le Conseil de Pondichéry dut casser ou réduire une partie des marchés qu'il avait passés à la côte Coromandel et n'acheta qu'une faible quantité de marchandises fines.

Bien que ce soit là de l'histoire très ancienne et que ses

leçons ne puissent plus s'appliquer directement à notre époque, on ne saurait trop regretter ces défauts, qui semblent particuliers à notre race, de ne rien prévoir et de ne rien organiser en temps utile. Ce n'est pas pour d'autres motifs que la conquête de l'Inde nous a échappé[1].

La *Marie-Gertrude*, qui partit pour Mahé le 13 octobre, emportait des munitions de guerre, de bouche et autres effets tirés des magasins de Pondichéry pour une somme de 6.338 pagodes : elle embarqua encore des canons, un caporal et 10 soldats. Elle prit enfin, tant pour l'entretien des troupes que pour le paiement des dettes et la continuation des fortifications, 23.000 pagodes en or et en matières d'argent. Il ne restait rien de disponible pour l'achat des poivres, et pourtant ces achats étaient indispensables pour le maintien de la paix et des bonnes relations avec Bayanor. Le Conseil, dans cette occurrence, recourut aux moyens qui lui avaient réussi l'année précédente : il proposa à différents marchands de faire environ 15.000 pagodes qu'on enverrait à Mahé partie par la *Marie-Gertrude* et partie par la *Minerve*, qu'on se proposait d'envoyer en janvier. Cette somme serait employée comme pour le compte de la Compagnie et sans que les noms des marchands parussent, afin de ne pas altérer le crédit de la Compagnie. Le Conseil Supérieur achèterait ensuite les poivres

1. Ne recevant pas d'argent, le Conseil ne pouvait faire des achats et s'exposait à renvoyer les navires en Europe sans marchandises ; par conséquent tout le bénéfice de l'armement était perdu ou compromis. Pour parer à ce danger en 1727, le Conseil proposa aux marchands de leur acheter jusqu'à 6380 pagodes d'anciennes marchandises qu'ils avaient en magasin et dont ils ne recevraient paiement qu'au mois de juillet 1728. Les marchands acceptèrent et c'est ainsi que le *Lys* et le *Jupiter* purent faire leur voyage de retour.

à Pondichéry dans les mêmes conditions qu'en 1726. La *Marie-Gertrude* put ainsi embarquer 10.000 pagodes.

Il faut d'autant plus admirer le soin et même le zèle avec lequel le Conseil Supérieur se préoccupait d'assurer l'avenir de Mahé qu'à cet avenir on continuait à Pondichéry à ne pas avoir une très grande confiance. On considérait les dépenses de l'entreprise comme n'étant pas en rapport avec les bénéfices qu'elle pourrait procurer. M. Desboisclairs, commandant du *Lys*, qui avait auprès du gouverneur Lenoir une mission spéciale pour apprécier la valeur de nos établissements et proposer les mesures nécessaires pour un meilleur règlement des affaires, nous a laissé deux mémoires écrits en France à son retour, au mois d'août 1728, où, sans préconiser pourtant l'abandon de Mahé, il élève les critiques les plus vives contre sa création [1]. A ses yeux, l'affaire de Mahé avait toujours été « incompréhensible » ; l'établissement avait été entrepris « contre toute raison » et continué « avec des dépenses étonnantes que l'on aurait bien pu et dû éviter. » Il estimait ces dépenses à 500.000 piastres et il en fallait encore 300.000 pour le terminer. L'utilité d'avoir des poivres de première main justifiait-elle tout cette argent ? M. Lenoir, dans un mémoire du 6 octobre 1727, dont M. Desboisclairs eut connaissance et qu'il annota, disait au contraire qu'il n'était plus question d'examiner si l'on devait entreprendre l'établissement de Mahé ni s'il avait été bien ou mal commencé. Son maintien devenait un point d'honneur en même temps qu'il se justifiait par la commodité qu'il

1. Arch. Col., C² 74, p. 254 et 281. V. Pièce annexe nº 13, II et III.

apportait au commerce du poivre. Bon ou mauvais, il était absolument nécessaire de le soutenir et de l'achever [1].

Quoi qu'il en soit de ces opinions, Mahé vécut. Après les avances de la *Marie-Gertrude*, M. Tremisot reçut le complément par la *Minerve*, qui partit de Pondichéry le 26 janvier 1728 avec 10.000 pagodes et 20 soldats commandés par le lieutenant Prizelin. Ces 10.000 pagodes furent encore empruntées à des particuliers auxquels on fit des billets payables au 1er octobre suivant, à 8 0/0 d'intérêt.

Nous ne pousserons pas plus loin, quant à présent, l'exposé des difficultés où se trouva le Conseil de Pondichéry pour appliquer loyalement et utilement le traité du 8 novembre 1726 ; ces difficultés, il les surmonta et cet effort est à son honneur. Il put ainsi vivre en bonne intelligence avec Bayanor et, ce qui n'était pas moins précieux, finir par arriver à un compromis avec les Anglais.

M. Adam avait évidemment perdu une partie importante en ne pouvant plus acheter qu'après nous des poivres à Bayanor ; ne voulant pas s'avouer vaincu, il essaya d'en jouer une autre dans le pays de Coyonnaire, mais là encore il nous trouva devant lui.

On a vu plus haut comment nous eûmes une loge à Ponelle que nous évacuâmes volontairement en 1707, comment ce même emplacement fut concédé aux Anglais en 1716 par le prédécesseur du Coyonnaire régnant et comment celui-ci nous l'avait rétrocédé à nous-mêmes en 1725. Ces mouvements d'aller et retour laissaient

1. A. Col., C² 74, p. 265. V. Pièce annexe nº 13, I.

quelque flottement dans les esprits sur la valeur exacte des traités et conventions. Ainsi M. Adam se considérait comme maître de Ponelle que nous revendiquions également. Avec un esprit aussi curieux de nouveautés que celui de M. Adam, de sérieux incidents pouvaient sortir de ces contestations et ils éclatèrent en effet même avant que la paix avec Bayanor fût définitivement signée.

Peu de temps après la trêve, nous dit M. de la Farelle, « eut lieu la chasse solennelle que les nairs de la côte malabar sont obligés de faire tous les ans au mois d'octobre. Cette année 1726, les deux jours de chasse tombèrent les 23 et 24 octobre. Le prince Cougninaire nous invita à cette chasse. Quelques messieurs de notre garnison s'y rendirent, savoir : le chevalier de Palmaroux, lieutenant, Messieurs Desormeaux, sous-lieutenant, Saint-Dié, cadet, La Gouge, chirurgien et La Lande, employé. Ils étaient accompagnés d'un certain nombre de nairs de Cougninaire.

« Les alliés des Anglais, entre autres les nairs de Narangaporote, se rendirent de leur côté à cette chasse, mais ces alliés étaient accompagnés d'une troupe anglaise qui avait avec elle des petits canons de campagne et des mortiers à doubles grenades.

« Cet appareil de guerre à une partie de chasse ne nous permit pas de douter de quelque dessein prémédité du chef anglais de Tellichéry qui, depuis le peu de temps que nous avions fait la paix [trêve] avec Bayanor, avait déjà essayé de soulever les Malabars contre nous. En effet les nairs de Cougninaire, notre allié, furent attaqués par les nairs de Narangaporote et par la troupe anglaise. Voici comment les choses se passèrent.

« Les nairs de Cougninaire et ceux des officiers de

notre garnison qui prenaient part à la chasse ayant lancé un sanglier dans la montagne de Caricounou, le poursuivirent jusqu'au pied de la montagne, où ils rencontrèrent des Anglais qui leur firent compliment de leur chasse. M. de Palmaroux et les nairs qui étaient avec lui, avaient blessé le sanglier qui prit la fuite dans le bois de la montagne nommé Mallé; mais afin d'éviter de se mêler avec les gens des Anglais, ils ne jugèrent pas à propos de la poursuivre. Bien leur en prit, car un moment après les Anglais qui étaient dans le bois de Ponelle, firent feu de mousqueterie et d'artillerie sur ceux des nairs de Cougninaire, qui étaient au bas de la montagne du côté de Caricounou, du côté de la mer.

« M. de Palmaroux et les autres messieurs, ayant envoyé aussitôt à Mahé pour avertir de ce qui arrivait, revinrent eux-mêmes à la forteresse. Mr Deidier, ingénieur, et M. Louet, employé, se transportèrent au fort de Courchy pour se rendre compte de ce qui se passait, et ils virent les Anglais qui tiraient sur les nairs de Cougninaire avec des mortiers à grosses grenades et du canon de huit, ce qui dura jusqu'au soir.

« Le lendemain, 24 octobre, je fus averti par l'officier de garde de Courchy que les hostilités recommençaient, et je me rendis, accompagné de M. Lambert, au fort de Courchy, d'où nous vîmes les Anglais tirant, comme la veille, sur les gens de Cougninaire. La canonnade dura tout le jour et les boulets allaient jusque dans les postes où nous avions garnison.

« Nous fîmes nos représentations à ce sujet et adressâmes à M. Adam et à son conseil à Tellichéry, une lettre que signèrent avec moi MM. Tremisot, Deidier et Mollandin. Nous marquâmes dans cette lettre

que nous ne pouvions souffrir que l'on fît plus longtemps la guerre à l'un de nos alliés, sur les terres duquel on ne pouvait ignorer que nous avions plusieurs garnisons depuis plus de six mois, et que dans cette situation faire la guerre à Cougninaire, c'était la faire à nous-mêmes. Les Anglais s'excusèrent assez mal, prétendant qu'ils faisaient avec les nairs, leurs alliés, une ronde de leurs limites et conquêtes lorsqu'ils vinrent à nous rencontrer à la chasse, et qu'ils n'avaient eu aucune intention de faire acte d'hostilité, mais avaient voulu seulement faire respecter leurs limites.

« Un vieux levain de jalousie se faisait sentir dans la réponse des Anglais ; ils rappelaient les anciens griefs qu'ils pouvaient avoir eus contre nous et nous reprochaient d'avoir donné assistance à Bayanor, quand il était en guerre avec eux. Ils ajoutaient que notre alliance avec Cougninaire ne tendait, comme celle que nous avions eue auparavant avec Bayanor, qu'à les troubler dans la libre jouissance de leurs limites et conquêtes, qu'ils avaient eux seuls le droit de demeurer dans les terres de Couringhoda et que nous n'avions pas celui d'entretenir une garnison dans ce pays.

« Ce différend dura cinq à six jours, pendant lesquels M. Tremisot et moi, nous échangeâmes plusieurs lettres quelque peu aigres avec M. Adam et avec M. Douglas, capitaine des troupes anglaises. »

Le Conseil de Pondichéry ne trouva rien de plus sage ni de plus raisonnable que les lettres écrites à M. Adam par MM. Tremisot et de la Farelle, mais comme, selon son expression, « toutes les mesures de bienséance et d'honnêteté sont inutiles avec lui et ne servent qu'à augmenter son orgueil et sa brutalité », il vaut mieux

que désormais les Français s'abstiennent de toute partie de chasse chez Coyonnaire, pour ôter à M. Adam tout prétexte de nous insulter (lettre du 22 décembre).

Le guet-apens du 23 octobre n'avait peut-être pour but que d'empêcher la signature de la paix définitive avec Bayanor, en fournissant de nouveaux prétextes à des hostilités. Lorsqu'elle fut néanmoins signée, M. Adam trouva d'autres moyens pour nous engager en de nouvelles épreuves et remettre en cause les résultats acquis. Dans la nuit du 7 au 8 décembre, il s'empara de la montagne de Pouteni qui appartenait à Coyonnaire, mais dans la partie contestée et convoitée par les Anglais. Le lendemain, avec l'assentiment de ce prince, le Conseil de Mahé fit occuper le mont Caricounou, au centre même des États de Coringote. Cette résolution ne lui fut pas seulement dictée par le désir de répondre à la provocation de M. Adam par un acte de même nature, mais surtout par la nécessité de protéger Mahé du côté du nord par de nouvelles défenses naturelles. L'occupation de Pouteni marquait une légère avance des Anglais vers le sud ; à cette avance il fallait opposer une barrière : ce fut Caricounou.

La paix régnant en Bargaret, allions-nous maintenant faire la guerre en Coringote, en nous abritant les uns les autres derrière des titres contradictoires arrachés aux princes du pays ? Après les occupations de Pouteni et de Caricounou, les affaires paraissaient fort mal en point.

Ce fut au contraire une éclaircie qui se produisit. Au moment de s'affronter, les deux adversaires préférèrent entrer en conférence pour le règlement des affaires en litige ; mais il ne semble pas qu'il y ait eu de la part de

M. Adam un désir bien sincère d'arriver à une entente. A la fin de février, les pourparlers n'avaient abouti à rien, sinon à convaincre le Conseil de Pondichéry du peu d'envie qu'avaient les Anglais de vivre en bonne intelligence avec les Français. Le Conseil ne se préoccupait pourtant pas outre mesure de l'avenir ; il pensait non sans raison que M. Adam, n'étant pas autorisé ni couvert par sa Compagnie, n'oserait pas entamer des hostilités directes ; il recommandait en conséquence au Conseil de Mahé de ne poursuivre les négociations que dans le but de mettre en son tort l'ingénieux chef de Tellichéry (lettre du 27 mars 1727).

Comme ces négociations, ne terminant aucune affaire expressément engagée, ne reposaient pas sur une base précise, elles continuèrent à durer pendant tout le printemps et tout l'été sans aboutir à aucun résultat. La situation restait toujours très tendue, sans que l'on fût arrivé pourtant à une rupture. Le 5 juillet, le Conseil Supérieur prescrivait encore à celui de Mahé de garder et de défendre contre qui que ce fût le pays cédé par Bayanor ; si l'on était attaqué ou simplement inquiété, il fallait repousser la force par la force, en agissant toutefois avec prudence et en prenant toutes les précautions de droit et de raison pour mettre nos ennemis dans leur tort, avant d'en venir à des voies de fait ou à une rupture ouverte. Il l'invitait enfin à vivre en bonne amitié avec les Anglais, autant du moins que ces derniers voudraient s'y prêter ; mais comme c'étaient de dangereux voisins et que leurs mauvaises intentions étaient évidentes, il convenait de se tenir toujours sur ses gardes, dans l'attente des pires événements.

Certes, il n'y avait pas guerre entre nous et les

Anglais et l'on pouvait presque compter qu'à moins de conflit européen il n'y en aurait jamais à la côte Malabar ; mais M. Adam faisait la guerre à Coyonnaire, ce dernier était notre ami et la fiction permettait qu'on le soutînt même ostensiblement. C'est la même fiction qui permettra aux Anglais et aux Français de se battre vingt-cinq ans plus tard dans le Carnatic et le Dékan sous le couvert de différents princes qui aspiraient à la souveraineté. Pour protéger Coyonnaire, nous occupions pour son compte le sommet de diverses montagnes ; pour son compte encore, nous assurâmes la défense de ces montagnes et notamment celles de Caricounou et du grand Calay, par quelques travaux de fortifications, que nous aurions voulu rendre plus importants encore si Coyonnaire s'y fût prêté. Bien que l'exécution de ces travaux nécessitât quelques dépenses obérant d'une façon imprévue le budget de notre établissement, nous n'hésitâmes pourtant point à les faire, parce qu'il était entendu qu'en défendant Coyonnaire, nous assurions aussi la protection de Mahé. D'un côté de la rivière comme de l'autre, les intérêts étaient solidaires.

Les mesures prises ne furent pas inutiles; car au début de juillet, M. Adam tenta une entreprise sur Caricounou, troubla une partie du pays de Coyonnaire, et inquiéta nos postes eux-mêmes. Il fut à peu près établi que Bayanor avait trempé dans toutes ces affaires.

La protection que nous donnions à Bayanor devait amener des protestations du Conseil de Bombay ; ce Conseil écrivit en effet vers la fin de l'année à celui de Pondichéry pour se plaindre de nos empiétements au nord de la rivière. Assurément, disait-il, tout ce pays n'appartenait pas en propre aux Anglais ; mais les trai-

tés leur y concédaient un monopole commercial, Toutefois, pour en finir, il proposait de désigner deux délégués qui s'entendraient avec deux des nôtres, soit à Mahé, soit à Tellichéry. Le Conseil de Pondichéry répondit le 18 janvier 1728 qu'il ignorait les droits que les Anglais pouvaient avoir sur les États de Coyonnaire, mais que Mahé nous avait coûté trop cher pour que nous ne fissions pas, même chez ce prince, les ouvrages nécessaires pour nous en assurer la conservation ; il acceptait au surplus la proposition du Conseil de Bombay de désigner deux personnes pour s'entendre avec les délégués anglais.

Les deux délégués français furent M. Delorme, membre du Conseil Supérieur de Pondichéry, et M. Deidier. Les délégués anglais furent MM. Adam et Et. Law. M. Delorme, embarqué à Pondichéry le 13 octobre sur la *Marie-Gertrude*, était arrivé à Mahé le 1er décembre avec une mission générale de M. Lenoir de prendre connaissance de toutes les affaires qui intéressaient notre établissement.

Aucun document ne permet de suivre les négociations ; elles aboutirent à un accord qui fut signé le 20 mars à Tellichéry et ratifié le 28 avril suivant au fort de Moilan. En voici les dispositions essentielles :

Coyonnaire, au nom de qui nous traitions, devenait l'ami commun des deux compagnies ; il ne pouvait désormais assembler de troupes ni faire aucune expédition de guerre sans leur consentement.

Il n'inquiéterait point Narangapurote, chef des nairs à la solde des Anglais, ni aucun autre seigneur du pays d'Iruvelinad, et Narangapurote comme tout autre seigneur du pays ne l'inquiéterait pas davantage.

Il ne pourrait construire aucun fort ni faire rien qui ait apparence de fortification défensive ou offensive.

Les Français et les Anglais pourraient circuler librement sur ses terres.

Coyonnaire jouirait des terres au sud et à l'est de Ponelle, Pouteny, Ponolmallé et Tirymallé, sur lesquelles les Anglais élevaient des prétentions.

Les Français et les Anglais ne pourraient faire la guerre à Coyonnaire autrement que de concert ou du consentement l'un de l'autre; de même ils ne soutiendraient jamais Coyonnaire directement ni indirectement, s'il voulait agir contre l'une quelconque des parties contractantes.

Les Français et les Anglais s'entendraient à l'avenir sur le prix du poivre qu'ils voudraient acheter chez Coyonnaire, de façon à maintenir ces prix aussi bas que possible; et cet accord ne pourrait être rompu sans en donner avis l'un à l'autre.

Si Coyonnaire ne voulait pas se contenter de la rectification de frontières stipulée plus haut, il ne jouirait pas des terres qui lui étaient « relâchées », mais il aurait toujours la faculté d'adhérer à l'accord, lorsqu'il le voudrait, en se conformant à ces conditions.

Le traité de ratification comportait une addition importante : les Français et les Anglais prenaient l'engagement de ne jamais inquiéter mutuellement leurs forts ou loges ni d'attaquer leurs embarcations dès qu'elles seraient en vue de Mahé ou de Tellichéry, *quand même il y aurait guerre en Europe entre les deux couronnes.* Dans ce cas, l'une ou l'autre Compagnie donnerait des ordres contraires, après avertissement préalable.

Le traité conclu avec Bayanor le 8 novembre 1726 ne

nous faisait pas trop d'honneur; l'entente avec les Anglais nous en faisait encore moins. Sans doute la possession de Mahé nous était assurée par une reconnaissance tacite de nos droits; mais nous passions par profits et pertes tous ceux que nous pouvions avoir sur Ponelle et, ces droits, nous les abandonnions aux Anglais. Nous ne permettions pas, il est vrai, que Coringote tombât sous la dépendance de Tellichéry; mais sa situation nouvelle valait-elle beaucoup mieux? Coringote perdait tout pouvoir; le pays était pour ainsi dire neutralisé et Coyonnaire n'était plus libre vis-à-vis de personne d'aucun de ses mouvements.

La côte Malabar était vraiment en ce temps-là un champ merveilleux pour les amateurs de faits de guerre et les chercheurs de petites épopées. Pendant que nous essayions par les procédés les plus conciliants de ne point entrer en conflit avec les Anglais de Tellichéry, nous étions sollicités par le Samorin de partir en guerre avec lui contre le roi de Cochin, et un petit prince des États de Travancore, dont nous n'avons pu déterminer le nom, nous offrait un établissement dans son pays.

Cette dernière proposition fut écartée pour ainsi dire sans examen : quant à nos rapports avec Samorin, l'affaire était plus délicate. Depuis que nous étions à Calicut, c'est-à-dire depuis 1701, ce prince n'avait cessé de voir en nous des auxiliaires du lendemain contre le roi de Cochin et les Hollandais. Nous n'avions cessé de tromper ses espérances et cependant ces espérances étaient toujours aussi vives. Lorsqu'il s'interposa pour nous faire signer la paix avec Bayanor, le Samorin comptait plus que jamais que la liberté d'action qui

nous serait rendue profiterait à ses projets et à ses entreprises. Pressenti à cet égard dès le mois de décembre 1726, le Conseil de Pondichéry renvoya l'examen de la question au Conseil de Mahé, en lui rappelant que l'argent manquait et qu'en tout cas, il ne fallait pas entrer en lutte contre les Hollandais (lettre du 25 janvier 1727).

Il semble, d'après la correspondance que nous avons sous les yeux, qu'à la suite d'une lettre du roi de France au Samorin, remise à ce dernier par M. de Pardaillan, Louis XV lui aurait écrit que la Compagnie lui donnerait les forces nécessaires pour faire la guerre au roi de Cochin. Le Conseil Supérieur n'avait aucune connaissance de cette lettre et doutait même de son authenticité; si pourtant elle était vraie, il faudrait tâcher de tenir ou de paraître tenir les engagements souscrits. La *Badine* et la *Minerve* étaient alors à la côte Malabar; le Conseil invita les capitaines de ces navires à aider le Samorin pendant la mousson. Quand même on ne ferait que quelques mouvements de bateaux dans les rades où ne seraient pas les Hollandais, il fallait donner au Samorin quelques marques de bonne volonté.

Fin mars, la situation était encore la même. « Comme nous ne sommes pas en état de protéger le Samorin, écrivait le Conseil à M. Tremisot le 27 mars, il convient de s'entretenir avec lui du mieux qu'on pourra, sans cependant rien lui promettre de positif, afin de nous conserver aussi longtemps qu'il sera possible le privilège dont il nous laisse jouir à Calicut, ne fût-ce que pour en tirer les choses dont une colonie naissante comme la nôtre peut avoir besoin. »

Malgré la prudence du Conseil Supérieur, les affaires furent sur le point de mal tourner au mois d'avril, mais

pour des causes absolument étrangères à l'action personnelle du Samorin. Au début de l'année, le gouverneur hollandais de Cochin avait arrêté, en rade de Panana, trois manchoues françaises dont deux étaient chargées de provisions pour Mahé et l'autre de 26 candils de poivre pour la Compagnie. Sur les observations de M. Tremisot, il fit relâcher l'une des premières mais garda les deux autres, bien qu'elles fussent pourvues de passeport et de pavillon français. M. Tremisot écrivit trois lettres pour avoir réparation ; toutes trois restèrent sans réponse. On ne pouvait rester sur cette insulte ; le Conseil Supérieur écrivit le 28 avril à M. Tremisot de renouveler encore une fois sa plainte, en déclarant que si le gouverneur de Cochin ne voulait pas rendre ses prises, on se vengerait à la première occasion en faisant des prises équivalentes. M. Tremisot devait ajouter que, depuis vingt-sept ans que nous faisions du commerce à Panana, nous n'avions jamais subi de vexations ; si les Hollandais avaient des droits supérieurs aux nôtres, la Compagnie, pouvant tirer ses poivres d'ailleurs, était disposée à abandonner cette rade ; mais elle était non moins décidée à ne pas souffrir d'insulte.

Quelle bonne aubaine pour Samorin, si le conflit s'était aggravé! Il serait entré en guerre, et de gré ou de force nous aurions été obligés de le soutenir.

L'affaire n'était pas encore réglée au mois de janvier 1728, mais elle était en voie d'arrangement. Le gouverneur de Cochin s'offrait à rendre les 26 candils de poivre enlevés par les Hollandais s'il lui était prouvé qu'ils appartinssent à la Compagnie de France. Ils furent effectivement rendus le mois suivant et l'affaire fut terminée. Elle n'avait pas duré moins d'un an. Au mois

de mai, M. Delorme acheva de régler les dernières difficultés en passant à Cochin pour rentrer à Pondichéry. Revenant alors sur l'accès de mauvaise humeur du mois d'avril 1727, la Compagnie recommanda à M. Tremisot de ne point abandonner le commerce de Panana non plus que celui de Calicut, quand même on n'y devrait faire que 20 à 30 candils. Quant au Samorin, il ne fut plus question de le soutenir dans une guerre quelconque contre le roi de Cochin ou les Hollandais.

Doit-on regretter que la France ne soit pas intervenue plus audacieusement dans les affaires de la côte Malabar? Oui, sans doute, si nous avions eu l'intention d'y fonder un empire. Les circonstances étaient favorables ; les princes indiens ne sollicitaient notre concours que pour faire pencher la balance en leur faveur dans leurs querelles avec leurs voisins : la querelle terminée, ce concours restait nécessaire pour consolider le succès. Il était ainsi très facile de rester dans le pays, même en le faisant contribuer à l'entretien de nos troupes. Dupleix et Clive n'agirent pas autrement. Mais, à l'époque, ni Anglais ni Français n'avaient cette conception de la politique ; il leur suffisait d'avoir quelques comptoirs commerciaux avec une bande de terrain autour et des privilèges bien définis. La souveraineté territoriale ne leur apparaissait que comme une source de dépenses et de difficultés. M. Adam lui-même n'a jamais rêvé de fonder un empire à la côte Malabar; il se serait contenté volontiers d'être le roi du poivre; ce titre était plus lucratif et aussi gracieux.

CHAPITRE VII

L'ADMINISTRATION ET LE COMMERCE DE MAHÉ EN 1728.

I

L'ADMINISTRATION

Au début, l'établissement de Mahé fut entièrement subordonné à celui de Calicut, avec M. Mollandin comme chef des deux comptoirs. M. Mollandin eut successivement comme seconds M. de la Croix et M. Tremisot. Il ne semble pas que M. de la Croix ait été uniquement chargé des affaires de Mahé, mais ce fut le rôle nettement attribué à M. Tremisot, et l'on peut dire qu'avec lui le comptoir de Mahé commença de vivre d'une vie complètement indépendante de celle de Calicut. L'autorité personnelle de M. Mollandin maintint seule le trait d'union entre les deux comptoirs jusqu'à la fin de 1726. Quand M. Mollandin fut remplacé, M. Tremisot resta seul maître à Mahé et la loge de Calicut lui fut subordonnée.

M. Mollandin eut jusqu'à la fin toute l'autorité des chefs de comptoirs ; cette autorité fut même plus grande que partout ailleurs, car elle n'était contrôlée par aucun

Conseil. M. Mollandin dut cependant en certaines circonstances et notamment dans les affaires militaires prendre l'avis des officiers ou capitaines de navires qui se trouvaient auprès de lui, et cette consultation devint obligatoire le jour où fut installé un conseil de guerre, en juillet 1725. Mais, en dehors des affaires militaires, M. Mollandin ne relevait que du Conseil Supérieur de Pondichéry ; les questions politiques, diplomatiques et commerciales le concernaient exclusivement. Tous ses actes devaient être réglés d'après les ordonnances royales en vigueur dans la colonie.

Le Conseil de guerre eut à s'occuper officiellement de toutes les mesures qui furent prises dans la seconde partie de la guerre contre Bayanor et au début des difficultés que nous eûmes avec les Anglais à propos de Coyonnaire. Lorsque l'horizon fut un peu éclairci, M. Deidier qui était ingénieur et n'était pas toujours d'accord avec M. Tremisot, demanda à s'en retirer (23 avril 1727). Le Conseil Supérieur, en considération des services qu'il avait rendus, ne voulut le gêner en rien ; il le laissa libre de s'en aller s'il lui convenait, comme d'y rentrer s'il le jugeait bon. On le priait seulement de vouloir bien assister M. Tremisot de ses conseils, lorsqu'ils lui seraient demandés. M. Deidier n'en continua pas moins de donner tous ses soins aux travaux de fortification et de défense, tant à Mahé que dans les États de Coyonnaire. Ses services étaient particulièrement appréciés à Pondichéry ; lorsqu'au mois de décembre, il demanda à y revenir, le Conseil Supérieur lui répondit d'une façon fort aimable que l'établissement de Mahé lui avait déjà donné bien des inquiétudes, mais qu'elles redoubleraient lorsqu'il serait privé de ses soins. Il l'autorisait néanmoins à rentrer.

Le Conseil de guerre n'était qu'une institution provisoire, créée pour des difficultés momentanées ; il devait disparaître avec ces difficultés. Lorsque M. Delorme arriva à Mahé le 1er décembre pour prendre connaissance de tout ce qui concernait cet établissement, il était porteur d'instructions de M. Lenoir pour y installer un conseil administratif comme à Chandernagor et à Surate. Ce conseil, composé des principaux employés, fut institué au printemps de 1728 avec M. Tremisot comme chef, et sans doute MM. Louet, Dachery et Saint-Martin comme membres. M. Louet était déjà à Mahé depuis quelques années : quant à M. Dachery, il venait d'y arriver comme teneur de livres en remplacement de M. Brière et, à propos de cette fonction, le Conseil Supérieur estimait que tous les employés devraient indistinctement la remplir. Nous ignorons d'où venait M. Saint-Martin.

Les cadres civils étaient constitués ; les cadres militaires le furent également. Jusqu'alors l'état des troupes n'avait jamais été fixe ; il avait augmenté ou diminué mensuellement suivant les exigences du service et jamais on n'avait pu le déterminer ; en tout cas, on ne pouvait le diminuer d'une façon définitive tant que les fortifications ne seraient pas en état d'assurer la défense de l'établissement contre les gens du pays, dont la fidélité était toujours suspecte.

Le mémoire précité de M. Lenoir nous donne l'état de ces troupes et des autres services à la date du 6 octobre 1727. Nous le reproduisons à titre de document ; on y verra en même temps un état des dépenses et l'on pourra se rendre compte de ce qu'un comptoir coûtait à la Compagnie.

ÉTAT DE LA DÉPENSE ACTUELLE DE MAHÉ [1]

un major		1.800[l]
un aide-major	800[l]	2.100
2 garçons major	1.300	
un ingénieur	6.000	7.800
un second	1.200	
un adjudant	600	

Infanterie

Première compagnie

un capitaine	1.080	
un lieutenant	720	
un sous-lieutenant	600	
4 sergents	864	
6 caporaux	720	
6 anspessades	648	
60 soldats	8.640	
2 tambours	360	
1 fifre	180	
1 caporal, 54 soldats } topas	100	
	4.320	18.232
Seconde compagnie		18.232
3e compagnie		18.232
un maître canonnier	800	6.200
4 seconds	1.800	
12 adjudants	3.600	
un aumônier européen	800	3.600
un aumônier indien	400	
un chirurgien major	1.200	
un second	800	
un adjudant	400	
Pour dépenses extraordinaires comme médicaments et autres pour les malades et blessés		1.000

1. A. Col., C² 74, p. 261 à 275.

Pour l'entretien de 15 à 20 nairs, brames et écrivains du pays	1.000
Pour bateaux, pour aller chercher des vivres	2.000

Commerce

un chef	2.000
les Srs Louet	1.000
Brière	800
Finiet	800
St-Martin	800
Fermet	600
La Lande, chef des interprètes	500
Pour les interprètes, nairs et serviteurs à Calicut	1.200
Pour entretien de maisons	300
Présents ordinaires	2.000
Ports de lettres, etc	500
	90.696

La garnison était ainsi de 350 hommes, avec M. de la Farelle comme major. Nous ne savons pas le nom de tous les autres officiers. Le capitaine de Gassonville avait été rappelé à Pondichéry à la suite d'un incendie involontaire qu'il avait provoqué dans la nuit du 24 août 1727 ; depuis ce temps, il était arrivé, venant de l'île Bourbon avec 60 hommes de troupes, les capitaines Mascle et Vacher ; M. Bertrand de la Farelle, frère du major, venant de France, était arrivé le 1er décembre par la *Marie-Gertrude* avec les enseignes Chambon et du Gairosse.

Lorsque la bonne entente fut rétablie avec les Anglais, le Conseil de Mahé estima que la garnison pouvait être réduite et il la ramena à deux compagnies composées ensemble de 256 hommes et commandées par un major, deux capitaines, deux lieutenants et deux sous-lieute-

nants. Il décida en même temps de renvoyer à Pondichéry 4 officiers, dont M. de Gassonville, 69 soldats et trois employés.

Cette délibération est du 30 avril ; elle s'exécuta dès le lendemain et ce jour ne saurait nous laisser indifférents ; car, avec les troupes il vit partir deux des hommes qui, depuis deux ans et demi, avaient le plus contribué à la conquête de Mahé et à sa mise en défense, MM. de la Farelle et Deidier. M. Mollandin était parti un an auparavant ; M. de Pardaillan n'avait fait que passer ; d'autres comme M. Périer n'étaient plus qu'un vague souvenir ; des ouvriers de la première heure il ne restait plus personne et il n'y avait pas sept ans que nous étions à Mahé. L'homme ne fait que passer où il peine, heureux encore si quelqu'un se souvient de ses fatigues et de son nom. Puisse ce modeste ouvrage sauver de l'oubli ceux qui nous ont donné Mahé !

M. Deidier, en partant, laissa sa succession à son second, M. Lambert, et M. de la Farelle laissa la sienne au capitaine Mascle ; car il ne parut pas convenable de confier ses fonctions à l'aide-major qui n'était que lieutenant et l'importance de la place ne comportait pas de titulaire effectif.

En rentrant à Pondichéry, la *Minerve* fut prise par un ouragan terrible au travers de Ceylan le cinquième jour de la traversée. Le tonnerre tomba au milieu du bateau, brisant le mât de hune et endommageant le grand mât. L'eau entra dans les cales et bientôt il y en eut jusqu'à trois pieds. On mit aussitôt des matelots et des soldats aux deux pompes et c'est ainsi que l'on arriva à Pondichéry quinze jours plus tard. La *Minerve* devait aller jusqu'à Chandernagor ; elle continua son voyage

et coula à l'entrée du Gange. Tout le monde fut sauvé (*d'après M. de la Farelle*).

II

LE COMMERCE

Les comptoirs que nous avions dans l'Inde n'avaient été créés que pour permettre à la Compagnie d'avoir de première main des marchandises bien choisies qui s'écouleraient facilement en France et rapporteraient de gros bénéfices.

Ces bénéfices étaient évalués en moyenne à 200 p. cent. Le poivre, le riz, le coton, la cire, le salpêtre pouvaient donner 300. Les mousselines et marchandises fines donnaient 200. Les marchandises prohibées, telles que les étoffes de soie et les toiles peintes ou brodées, donnaient autant ; elles ne pouvaient être vendues qu'à l'étranger, où on les écoulait principalement par la Hollande et par Strasbourg. Les bois de teinture, en raison de leur poids, ne rapportaient rien ; enfin les cauris, guinées et salempouris se vendaient au Sénégal [1].

Le commerce d'importation dans l'Inde était loin de procurer ces avantages et c'est pourquoi il était si négligé. Si les vins et eaux-de-vie se vendaient à 200 p. cent de bénéfice, la plupart des articles se vendaient au pair et d'autres avec perte. Le bénéfice total d'une cargaison bien assortie ne dépassait pas 50 p. cent.

Dans l'ensemble de ces affaires, on voit combien était importante la place que pouvait prendre Mahé ; c'était

1. A. Col., C² 15.

le comptoir d'où sortait la marchandise qui se vendait le mieux en Europe, et c'est pour ce motif que la Compagnie fit tant de sacrifices pour sa création et pour son maintien. On comprend ainsi l'opposition qui lui fut faite par M. Adam [1].

Il est inutile de rappeler comment le manque ou l'insuffisance de fonds paralysa nos premières opérations et comment la guerre avec Bayanor arrêta les suivantes. Lorsque la paix fut rétablie, les fonds continuant à manquer, le Conseil Supérieur ne se tira d'affaire qu'en faisant appel au concours des particuliers et en faisant passer à la côte Malabar au début de 1727 et de 1728 des fonds dont les derniers furent apportés par la *Marie-Gertrude* et la *Minerve*, deux petits vaisseaux qui faisaient le commerce d'Inde en Inde.

La *Marie-Gertrude*, après avoir touché Mahé, continua son voyage jusqu'à Bassora, d'où elle revint au

1. Le principal commerce de la Compagnie française se faisait naturellement par Pondichéry, où arrivaient tous les fonds et tous les navires. Toutes les opérations en émanaient ou s'y concentraient. En principe, les navires de France devaient arriver en mai ou en juin. Les premiers fonds reçus étaient pour la Chine : le vaisseau qui les emportait devait partir en juin sous peine de manquer la saison pour son voyage. Parti à temps, il devait être de retour en janvier. Les autres fonds étaient pour le Bengale ; on pouvait expédier des bateaux jusqu'en septembre ; leur retour se faisait en janvier. Les vaisseaux pour la côte Malabar partaient en octobre pour revenir en avril. Le vaisseau pour Moka devait partir en octobre, mais ne partait souvent qu'en janvier. Il y avait enfin le commerce de Perse (Bassora et Bender-Abbas) qui se faisait par un navire envoyé de Chandernagor en janvier ; ce navire touchait quelquefois à Pondichéry et toujours à Mahé. Il prenait à l'aller du sucre et du riz et rapportait au retour des fruits, du vin et des matières d'or et d'argent.

Lorsque les fonds ou les vaisseaux arrivaient trop tard de France ou n'arrivaient pas, c'était une année perdue ou compromise. La Compagnie le savait : elle en tint quelquefois compte.

mois de septembre suivant. La *Minerve* quitta la côte Malabar au mois de mai, ramenant avec elle 1412 candils de poivre, qui auraient dû faire 1647 bars ; mais comme il y eut un déchet de 33.000 livres, le nombre de bars ne fut que de 1577. Au prix moyen de 23 pagodes le candil, c'était un achat de 32.476 pagodes ou 260.000 livres. Le poivre étant une des marchandises de l'Inde qui se vendaient le mieux en France, on pouvait compter le revendre entre 750 et 800.000 livres, avec un bénéfice de 30 pour cent. Dans un rapport de 1724, M. Tremisot estimait qu'il était possible de faire un commerce annuel de 4 à 5.000 candils. On était loin de compte et cependant ce résultat ne parut pas anormal. Le Conseil Supérieur fit pourtant des observations très vives à propos des déchets. Ils représentaient une perte de 4 1/2 pour cent ; cette perte n'aurait pas dû dépasser 1 1/2 au maximum. M. Mollandin, qui était à Pondichéry au mois de juillet 1728, estimait que les déchets d'une côte à l'autre n'avaient jamais été de plus de 3/4 à 1 1/4 pour cent.

Était-ce une erreur de compte ou une erreur de poids ? Le Conseil voulut le savoir. Il paraît, écrivit-il au Conseil de Mahé le 1er juillet, qu'aucun employé de la Compagnie à Mahé n'est présent à la recette ni aux pesées qui se font. A Pondichéry, c'est toujours le garde-magasin qui assiste à ces opérations ou, à son défaut, son commis ; mais on ne se décharge jamais de ce travail sur les noirs. Si c'est une erreur de pesée, il fallait faire un exemple. Les particuliers sur lesquels tombait la perte n'étaient pas contents. Ce ne pouvait être la faute des capitaines chargeurs : les billets d'envoi donnés à chaque manchoue chargée cadraient avec les reçus particuliers

qu'ils avaient donnés. Ne serait-ce point un vol effectué la nuit par des matelots de manchoues se rendant à bord ? Ce ne pouvait être qu'erreur ou vol ; tout déchet était impossible.

Le Conseil de Mahé répondit qu'en réformant les poids, on avait retiré environ 4 onces que les interprètes y avaient mises et l'on accepta cette raison à Pondichéry ; mais quand le Conseil de Mahé ajouta que le déchet pouvait également provenir de l'ouragan qui avait assailli la *Minerve* et de l'épuisement de l'eau par les pompes, qui avaient dû aspirer aussi des grains de poivre, le Conseil de Pondichéry trouva l'explication de mauvais goût et ses doutes subsistèrent sans doute sur la moralité des opérations mahésiennes.

On a vu comment il avait engagé ces opérations en octobre 1727, en empruntant de l'argent aux particuliers ; il les liquida par délibération du 20 juin 1728, en achetant les poivres sur le pied de 22 pagodes et démie le bar et le cardamon sur le pied de 101 pagodes un fanon 50 caches. Comme il y avait en tout 1.577 bars 60 livres de poivre et 12 bars 290 livres de cardamon, cela fit une somme totale de 30.759 pagodes 6 fanons.

Le Conseil Supérieur apprit vers ce moment que, pour faire les paiements en fanons de Mahé, la roupie, qui valait alors 5 de ces fanons, perdait au change un demi-fanon et ne passait plus ensuite que pour 4 fanons et demi, — ce qui constituait une perte de 10 % pour la Compagnie. Néanmoins, les particuliers faisaient passer la roupie à 5 fanons alors qu'ils la recevaient à 4 1/2. Pour remédier à cet état de choses, le Conseil crut devoir prendre les dispositions suivantes, qu'il communiqua à Mahé par lettre du 1er juillet :

1° N'employer dans les paiements que des fanons d'or du pays et non des fanons d'argent qui, étant fanons étrangers, coûtaient toujours plus cher ;

2° engager un saraf pour vérifier les espèces et éviter le cours des mauvais fanons du pays ;

3° remettre au saraf des matières d'or et d'argent pour faire fabriquer des fanons d'or du pays à la monnaie de Colastry, à Cannanore, en payant un droit de monnaie de 2 °/₀ comme les Hollandais le font à Calicut ;

4° donner et recevoir les roupies dans les recettes et les dépenses courantes pour cinq fanons, leur valeur réelle ; de cette façon on pourra faire indifféremment les paiements à la garnison en roupies ou en fanons sans rien perdre ou gagner au change.

Le nom de Mahé de la Bourdonnais n'est pas directement lié aux opérations commerciales de Mahé ; il se rapporte plutôt à son histoire militaire. Mais il y est mêlé d'une façon si intime et, en 1741, si prépondérante qu'il ne semblera pas excessif que nous consacrions quelques lignes à cet homme extraordinaire, dont la fortune sombra dans le conflit avec Dupleix, en même temps que son nom s'envolait pour toujours sur les ailes de l'histoire.

Mahé de la Bourdonnais était né à Saint-Malo le 11 février 1799. Il nous apprend dans ses Mémoires rédigés en 1751 pendant sa captivité à la Bastille [1], qu'il n'avait que dix ans lorsqu'il fit son premier voyage aux mers du Sud. En 1713, il s'embarqua à nouveau en qualité d'enseigne sur un vaisseau qui allait aux Indes et

1. Mémoires historiques de Mahé de la Bourdonnais, recueillis et publiés par son petit-fils. *Paris, 1890*, 368 pages.

aux Philippines. Après ces deux voyages, il en fit un troisième dans la mer du Nord en 1716 et 1717 et un quatrième dans les mers du Levant en 1718.

En 1719, il s'embarque pour la première fois au service de la Compagnie des Indes, en qualité de lieutenant : il alla alors à Surate. Il retourna dans l'Inde en 1723 comme premier lieutenant et en 1724 comme second capitaine à bord de la *Badine*.

Lorsqu'il arriva à Pondichéry, l'expédition de Mahé était décidée; il y prit part. La Bourdonnais, dans ses Mémoires, a certainement eu le tort de s'attribuer le mérite exclusif d'avoir organisé les radeaux de débarquement, avec toutes les mesures de précaution qui ont été expliquées plus haut : M. de la Farelle attribue ce mérite à M. Deidier et la version de M. de la Farelle est plus vraisemblable.

Mahé pris, la Bourdonnais participa aux différentes opérations militaires qui eurent lieu, sans que ses actes aient provoqué des mentions spéciales de M. de Pardaillan ou de M. de la Farelle. Il rentra à Pondichéry au mois de mai 1726 avec toute l'escadre, et c'est alors qu'il conçut le projet de forcer Bayanor à la paix en brûlant ses habitations. Ce projet soumis à M. de la Farelle et agréé par le Conseil Supérieur allait être exécuté et l'exécution en était confiée à la Bourdonnais lui-même, lorsque la paix fut signée.

Cependant la *Badine* était repartie pour Mahé le 20 octobre 1726 ; la Bourdonnais y retourna avec son grade et en revint à la mousson suivante.

Il se sentit alors une vocation nouvelle. Il voyait autour de lui que le commerce rapportait souvent de gros bénéfices aux particuliers qui s'y livraient ; il résolut de

rester dans l'Inde pour y armer pour son compte. Comme il n'était pas assez riche pour rien entreprendre seul, M. Lenoir, qui l'honorait de son amitié, lui vint en aide. A ce moment, un vaisseau de la Compagnie nommé le *Pondichéry* venait d'être vendu à une société de marchands, qui se proposaient de l'utiliser pour faire le commerce de Pondichéry au Bengale et à Moka, sous condition d'en rapporter les cafés dont la Compagnie pourrait avoir besoin à trois pour cent de fret; or cette société n'avait pas de capitaine. On proposa la place à la Bourdonnais, qui l'accepta. Ses appointements à la Compagnie de France furent réglés jusqu'au 31 mai et on lui conserva le droit, lorsqu'il voudrait rentrer en France, d'employer la même valeur de marchandises qu'il aurait eu la faculté de charger sur la *Badine*, s'il y fût resté (Délibération du 23 juin 1727).

Nous ne pousserons pas plus loin, quant à présent, la carrière de la Bourdonnais; nous dirons seulement avec lui-même que les bénéfices de sa première entreprise furent considérables, et qu'il n'eut pas moins de succès dans les différents voyages qu'il fit ensuite dans presque toutes les parties de l'Inde. « En peu d'années, écrit-il, il ne me resta rien à désirer du côté de la fortune. J'étais alors le premier Français qui eût fait des armements particuliers en ces mers; mon exemple a depuis été suivi et a enrichi beaucoup de monde. »

Il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage de discuter davantage le rôle historique de la Bourdonnais, d'autant plus que les événements les plus importants de son existence ne se sont accomplis que beaucoup plus tard et dans une partie de l'Inde dont nous n'aurons pas à parler; rappelons-nous qu'en 1727 la Bourdonnais n'avait encore

que vingt-huit ans. Nul ne pouvait prévoir en lui cette double aptitude ou, si l'on aime mieux, ce double génie pour la politique et les affaires, qui devait l'élever à une si haute fortune et le plonger dans tant de malheurs.

Alfred Martineau,
Gouverneur des Etablissements fran çais
dans l'Inde.

(*A suivre.*)

DOCUMENTS ANNEXES

N° 10.

TRAITÉ AVEC LES TROIS NAMBIARS

(31 décembre 1725).

I

ENGAGEMENTS DES FRANÇAIS.

La Royale Compagnie de France accepte la bonne alliance des Trois Nambiars Camportou, Nadulé Vitillé et Pudia Vitillé.

Pour cet effet, la dite Compagnie promet aider et secourir les dits Nambiars contre leurs ennemis, d'argent, poudre et balles, et sera la médiatrice des différents qu'ils auront entre eux, et ceux qui ne voudront point entrer en accommodement, la Compagnie se déclarera contre eux.

La Compagnie promet aux trois Nambiars de ne point faire la paix avec Bayanor sans leur en donner avis.

Si Coyonnaire fait la guerre aux dits trois Nambiars, la Compagnie de France prendra leur party.

Pour marque de cette bonne alliance avec les dits trois Nambiars, la Compagnie donnera tous les ans à chacun 120 fanons pour leur honne[1].

A Mayé, le 31 décembre 1725.

Signé : Pardaillan de Gondrin, Mollandin et Tremisot.

1. Fête indoue de la côte Malabar, qui se célèbre au mois d'août.

II

ENGAGEMENTS DES NAMBIARS.

Articles passés par les trois Nambiars avec la Royale Compagnie de France pour l'alliance entre eux.

Pour cette alliance et amitié, la Royale Compagnie aidera les trois Nambiars Camportou, Nadulé Vitillé et Pudia Vitillé contre tous leurs ennemys, de quelque part qu'ils soyent, d'argent, poudre et balles.

Nous, trois Nambiars, de notre part nous aiderons la Royale Compagnie contre tous ses ennemis de gens dont ils auront besoin en les payant, comme il est d'usage.

Nous, trois Nambiars, ne ferons point la guerre à Coyonnaire tant qu'il sera en amitié avec la Compagnie de France.

Nous, trois Nambiars, ne ferons point la paix avec nos ennemys sans le consentement de la Compagnie.

Nous donnerons pour jengades chacun un nair de notre maison pour le service de la Royale Compagnie de France.

A Mayé, 31 décembre 1725.

Signé des trois Nambiars.

(A. Col., C² 16, fol. 204 et 205.)

N° 11.

TRAITÉ ENTRE LA COMPAGNIE DE FRANCE ET BAYANOR

(8 novembre 1726).

1°

Bayanor accorde à la Compagnie de France tout le terrain compris en deçà d'une ligne tirée depuis le bord de la rivière passant sur la pente de la montagne nommée Caragouroup à l'endroit où est une élévation de terre rouge, gagnant à la montagne de Tamantacounou, en sorte que le poste avancé soit dans nos limites, et allant se terminer sur le bord de la mer passant sur le milieu des roches nommées

Wananpara, laquelle ligne sera réglée et marquée d'un commun accord.

2°

Ce qui reste de deux montagnes depuis les limites de la Compagnie passant par le sommet jusqu'à leur pied du côté des terres demeurera inculte et inhabité.

3°

Dans le terrein cy dessus accordé à la Compagnie, elle pourra y planter, bâtir et fortifier comme bon lui semblera, et tous les gens du pays qui s'y établiront jouiront des mêmes privilèges dont jouissent tous ceux qui sont dans les limites des autres établissements européens de cette côte.

4°

Aussitôt la paix conclue, Bayanor fera raser tous travaux des deux montagnes de sorte qu'elles soient mises au même état que cy-devant, et retirera ses troupes et ses canons qui y sont.

5°

Le second article du traité du 2 avril 1721, par lequel Bayanor promet de ne point donner de poivre de ses terres à aucuns Européens sous quelque prétexte que ce puisse être, sans auparavant en fournir la Compagnie de ce qu'elle en aura besoin et que le chef y mettra le prix suivant le cours du pays, subsiste en son entier et Bayanor le confirme ainsi que le dernier article du traité du 18 décembre 1722, par lequel il est dit que tous les poivres qui sortiront des terres de Bayanor, il s'oblige de les donner tous à la Compagnie de France et à son refus de les donner avec sa permission à ceux qui les lui demanderont.

6°

Le troisième article du premier traité subsiste à l'égard des droits du poivre et du cardamon, en sorte que la Compagnie payera à Bayanor treize fanons pour chaque candy de poivre et vingt six pour chaque candy de cardamon ; sur quoy Baya-

nor fera remise de vingt pour cent en faveur de la Compagnie ; mais à l'égard de toutes les marchandises et denrées qui viendront pour le compte de la Compagnie dans son établissement, elle n'en payera aucun droit. Bayanor retirera les droits sur toutes les marchandises qui sortiront de son pays, sùivant la coutume, et celles qui viendront du dehors chez les François pour les vendre, Bayanor en tirera les droits de ceux qui les achèteront, et si dans la suite Bayanor vouloit aliéner le restant de ses droits sur la rivière, il ne le pourra qu'à la Compagnie aux prix dont on conviendra ensemble ou de son consentement.

7°

Le quatrième article du traité et le deuxième du second concernant la navigation des embarquations de Bayanor sous le pavillon françois subsisteront en leur entier.

8°

Le cinquième article, par lequel il est dit qu'on ne chagrinera point les Brahmes ni les femmes, qu'on ne tuera point de vaches sur les terres de Bayanor, subsistera aussi.

9°

La Compagnie aidera Bayanor d'hommes, munitions de guerre et de bouche contre tous ses ennemis en décomptant sur les droits ; de même Bayanor aidera la Compagnie de ses forces contre tous ses ennemis en payant par elle les gens qu'il donnera.

10°

Bayanor s'oblige de ne donner à aucun autre Européen aucun endroit dans ses terres pour y demeurer ni y faire commerce, conformément à la promesse qu'il en a faite par le quatrième article du second traité.

11°

Bayanor s'oblige d'engager ses sujets de fournir aux employés de la Compagnie toutes les denrées du pays et bois

à brûler dont ils auront besoin préférablement à tous autres en payant de gré à gré.

12°

Bayanor s'oblige de faire fournir à la Compagnie, par ses Nambiars, les ouvriers de son pays dont elle aura besoin pour son établissement, soit pour couper des pierres ou autres ouvrages en les payant de gré à gré.

13°

Dans cette paix tous les princes et Nambiars nos alliés y sont compris et, pour prévenir tout sujet de troubles à l'avenir, il sera formé une alliance à laquelle ceux qui se trouveront lésés auront recours pour en venir aux voyes d'accomodements et éviter la guerre.

14°

Si dans les limites de la Compagnie il vient des gens de Bayanor faire quelque insulte, Bayanor s'oblige de les châtier ; de même aussi si les gens de la Compagnie en font dans le pays de Bayanor, sur l'avis qu'il en donnera, on les châtira pareillement.

15°

La Compagnie cède à Bayanor Anjigoudy qu'il avoit donné, et elle fera raser la poudrière qu'elle avoit fait bâtir.

16°

Et sera le présent traité ratifié par le Conseil Supérieur de Pondichéry pour qu'il ait son effet.

Fait ce vingt sept Octobre neuf cent deux, stile Malabar, et le huit novembre mil sept cent vingt six.

Signé : Bayanor en caractères malabar. Tremisot, Mollandin, Deidier et La Farelle.

Articles secrets du traité de paix fait entre la Compagnie de France et Bayanor, Prince de Bargaret, le huit novembre mil sept cent vingt six, et de l'ère malabar le 27 octobre 902.

1°

Pour reconnaître Bayanor du terrein qu'il cède à la Compagnie par l'article 1er du traité et pour le dédommagement en quelque manière de frais de la construction du fort que nous avons pris sur lui et des pertes considérables que lui et ses sujets ont souffertes pendant la guerre, tant par le ravage fait dans son pays que par l'incendie de ses deux navires, mosquée, bazars ou marchés, maisons des Nambiars, nairs et autres cases particulières, il lui sera payé en manière de don une somme de cent cinquante mille fanons du pays.

2°

Il sera donné à Bayanor une décharge de tout ce qu'il doit à la Compagnie, qui se monte à soixante dix mille fanons, lesquels lui ont été avancés en divers tems pour soutenir la guerre que les Anglois ont faite à lui et à Coyonair, son pupille, à l'occasion de cet établissement.

3°

Il sera rendu à Bayanor toute l'artillerie que nous avons gagné sur lui à la descente et à la prise du fort.

4°

Pour que le traité de Paix ait son effet, les trois articles cy-dessus doivent être exécutés.

Fait et arrêté double entre nous ledit jour et ont signé Tremisot, Mollandin, le chevalier de la Farelle et Deidier.

Pour copie :

Collationné à l'original resté au secrétariat de Mahé, par moi soussigné, secrétaire du conseil dudit Mahé. Signé Fermet.

(A. Col., Inde. Carton 457. Firmans et paravanas.)

N° 12.

ARTICLES *arrestés entre les Francois de Mahé et les Anglois de Tellichéry, pour le bien commun des Compagnies de France et d'Angleterre et pour la tranquillité desdits établissements.*

20 mars 1728.

1°

Au sujet de Curringoddem ou Coguinaire et de ses terres : ledit Curringoddem sera notre commun ami, qui aura la liberté de nous visiter sans qu'aucun de nous en prenne ombrage et jalousie.

Il ne poura assembler des troupes ny faire aucun préparatif de guerre, sans auparavant nous en avertir et sans notre consentement.

Si, malgré notre amitié commune, il survenoit quelque différent entre lui et quelqu'un de nous, nous chercherons les moyens de le pacifier à l'amiable ; mais s'il s'opiniâtroit et perséveroit à vouloir inquiéter l'un de nous, nous le contraindrons par force à rester tranquille.

S'il se portoit a inquiéter quelques seigneurs du Pais Iribeina [Iruvelinad], du Pais entre les rivières de Mahé et de Codouchy, nous ne lui permettrons pas ; de même si quelqu'uns de ses seigneurs vouloient l'inquiéter, nous chercherons ensemble les moyens de les en empecher, premierement a l'amiable ; mais s'ils ne desistent point de leur dessein, nous donnerons conjointement secours a Curringoddem de la manière que nous jugerons être la plus convenable. Nous ferons la même chose à l'égard de Narangapurotu nair, chef des nairs a la solde des Anglois, supposé que quelques seigneurs dudit Pays voulussent l'inquiéter ; et nous ne permettrons pas aussi qu'il inquiète les autres. Que s'il survenoit entre ledit Narangapurotu nair et Curringoddem quelque différent ou dispute, nous nous joindrons pour être arbitres

En vertu des pouvoirs et ratifications que les Anglois de Tellichery ont reçu de Bombay, et que les Français de Mahé ont eu de Pondichéry, ce présent accord sera exécuté et observé dans toute sa rigueur avec les articles et explications qui suivent, savoir :

1°

Ce present traitté sera observé constamment d'un et d'autre coté, promettant l'un et l'autre de n'inquiéter ni insulter aucunement, soit directement, ou indirectement, les forts et loges de l'une et l'autre Compagnie ni d'attaquer leurs embarquations, dès qu'elles seront à la vüe des pavillons de Mahé et Tellichery ; quand même il y aurait guerre en Europe entre es deux couronnes à moins que l'une ou l'autre Compagnie ne donnat des ordres du contraire, lesquels (en ce cas) nous aurons à nous communiquer promptement l'un à l'autre.

2°

Pour expliquer le 4e article de ce traitté concernant le prix du poivre, nous entendons l'un et l'autre que nous aurons à consulter ensemble sur ce sujet toutes les fois qu'il en sera nécessaire, et avant d'en faire quelques achats considérables et cela dans la vüe d'en faire baisser le prix autant qu il nous sera possible, pour le bien commun des deux Compagnies. Fait au fort de Moillan, ce 17/28 Avril 1728.

Signé :

Braddyll
Stephen Law
Johnson
Hugh Horvard
Jeinson

De Lorme
Deidier
Tremisot
Louet
Dachery
Saint-Martin
Finiel

Par le Conseil, signé : Fermet.

Et scellé des sceaux des Compagnies de France et d'Angleterre.

Collationné à la traduction à Mahé, ce 29 avril 1728.
Signé : Fermet.

Pour copie collationnée :

Signé : Dulaurens.

(A. Col., Inde, carton 457. Firmans et paravanas.)

N° 13.

OPINIONS SUR LA VALEUR DE MAHÉ EN 1727-1728.

I

EXTRAIT D'UN MÉMOIRE DE M. LENOIR SUR L'ÉTAT PRÉSENT DES ÉTABLISSEMENTS ET AFFAIRES DE LA COMPAGNIE DANS L'INDE DU 6 OCTOBRE 1727.

. . . . . .

Coste de Malabar.

Calicut était cy devant le principal établissement de la Compagnie à cette coste, mais depuis le party qu'elle a pris d'y faire celuy de Mahé, Calicut a été presque abandonné. Il y a toujours la loge et quelques magasins où l'on tient quelques uns des employés compris dans l'état de Mahé avec des gens du pays, pour tirer autant qu'il est possible des ouvriers et matériaux des Etats du Samorin pour servir à fortifier Mahé et c'est tout ce qu'on y peut faire. On ne doit plus guère compter sur le Samorin qui n'a pas lieu d'être content de nous.

Mahé.

L'établissement de Mahé a couté jusqu'à présent des sommes considérables : la Compagnie en a le détail dans ses livres.

L'on ne saurait mettre ses fortifications et logements en leur perfection suivant le plan envoyé à la Compagnie par le Sr Deidier, ingénieur, et approuvé par elle qu'il ne luy en coûte encore plus de 150.000 piastres, et dans la situation où est à présent cet ouvrage. Le moindre événement en peut augmenter considérablement la dépense, indépendamment de laquelle on sera obligé d'y entretenir 300 hommes de garnison jusqu'à ce que la fortification soit en état de tenir l'établissement assuré contre toutes les entreprises des gens du pays, dont la fidélité doit estre très suspecte ; après quoy l'on pourra diminuer cette garnison et la réduire à 200.

Toutes les munitions de guerre nécessaires pour mettre cette place en état de défense suivant l'état que l'on a envoyé l'année dernière à la Compagnie, ne sont pas comprises dans les frais cy dessus.

L'état des employés, troupes et gens du pays dont l'entretien est nécessaire pour cet établissement et celuy de Calicut n'est point fixe, et il augmente ou diminue journellement suivant l'exigence des cas ; on ne pourra le fixer qu'après que les fortifications seront achevées.

Actuellement il y a une garnison de 350 hommes, un major, un ingénieur avec les autres employés pour le service de la Compagnie qui coûtent par an 90.696 l., suivant l'état cy après, indépendamment des dépenses nécessaires dont on a parlé cy dessus pour achever les fortifications.

L'utilité principale que la Compagnie tirera par la suite de ce comptoir sera d'y avoir les poivres et le cardamon de la première main.

OBSERVATIONS MARGINALES DE M. DESBOISCLAIRS.

L'affaire de Mahé a toujours eu pour moy quelque chose d'incompréhensible. Les grandes dépenses qu'on y a faites jusqu'à ce jour et qui seraient perdues si on l'abandonnait, la réputation de la Compagnie qui s'en est fait dans l'Inde un point d'honneur, la nécessité d'avoir à cette coste un établissement pour le poivre, me persuadent que l'on ferait très mal de l'abandonner aujourd'hui ; mais plus on différera, plus

il coûtera, et si l'on n'y fait pas un commerce réglé et considérable, l'on rendra toute cette dépense inutile. Voilà ce qui m'en paraît, mais comme M. Deidier, ingénieur, que la Compagnie a chargé de la conduite de cette entreprise, écrit et envoye des mémoires sur l'état présent de cet établissement, je demanderay avant de donner un avis décisif à en avoir communication.

Signé : Desboisclairs.

RÉPONSE DE M. LENOIR AUX OBSERVATIONS CI-DESSUS.

Il n'est plus question d'examiner si l'on devoit entreprendre l'établissement de Mahé, s'il a été bien ou mal commencé ; il est absolument nécessaire de le soutenir et mettre à sa perfection le plus tôt qu'il sera possible. J'ay eu l'honneur d'en écrire à la Compagnie les raisons l'année dernière.

Signé : Lenoir.

(A. Col., C² 74, p. 261 à 276.)

II

RÉSULTAT DU TRAVAIL FAIT SUR LES DÉLIBÉRATIONS, MÉMOIRE ET OBSERVATION CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS, AFFAIRES ET COMMERCE DÉ LA COMPAGNIE DANS L'INDE PAR DESBOISCLAIRS

1er août 1728.

.....

Coste de Malabar.

Je ne puis rien dire de nouveau sur l'établissement de Mahé. Il a été entrepris contre toute raison et suivi avec des dépenses étonnantes et que l'on aurait bien pu et dû éviter.

J'ay toujours dit, après avoir raporté les inconvénients qu'il y aurait à soutenir ou à l'abandonner, qu'il ne restoit plus qu'à choisir entre de très grands inconvénients et que je ne pourrois donner d'avis décisifs à ce sujet qu'après avoir eu

communication des plans; états de dépenses et autres papiers qui ont été envoyés de ce lieu à Pondichéry en septembre 1727, lesquels M. Lenoir m'a dit d'avoir envoyés à la Compagnie par le vaisseau que j'ay ramené.

Si M. Lenoir, dont le sentiment raporté et signé à la marque de notre mémoire est de finir sa forteresse et mettre l'établissement à sa perfection, telle dépense qu'il en puisse coûter, a pris sur lui de destiner pour y parvenir une partie des fonds envoyés dans l'Inde par les vaisseaux expédiés de France depuis mon départ de Pondichéry, je suis persuadé qu'il l'a fait. Il aura sans doute parlé de l'affaire et elle sera terminée avant qu'il puisse recevoir de contr'ordres par les vaisseaux que l'on envoyera cette année ; en ce cas, il ne restera plus d'autre party que celuy de n'y entretenir que le nombre absolument nécessaire d'employés pour l'affaire du poivre et seulement le militaire indispensable pour la garde de cette forteresse contre les entreprises des gens du pays, quitte à renforcer la garnison par Pondichéry aux moindres aparences de quelque démarche ou même inquiétude de leur part ; et s'il survenait en Europe une guerre avec l'Anglois, qui en est voisin, l'on y ferait alors passer, par le vaisseau de France expédié pour emporter la nouvelle, l'augmentation de troupes que l'on jugerait nécessaire à sa sûreté.

Au reste ce n'est point par les armes ni par les fortifications qu'il aurait fallu travailler à se maintenir dans ce poste, mais par un commerce suivi chaque année, envoyant prendre les poivres et cardamons de cet état, suivant le traité fait avec le prince de ce lieu, ce que la Compagnie doit absolument ordonner de faire avec la dernière exactitude ; et il ne faut jamais laisser souffrir cette partie du commerce de l'Inde qui est très nécessaire pour l'Europe et seule capable de conserver à la Compagnie la jouissance paisible de ce poste.

(A. Col., C² 74, p. 281.)

III

EXTRAIT D'UN MÉMOIRE DE M. DESBOISCLAIRS SUR L'ÉTAT DES ÉTABLISSEMENTS DE LA COMPAGNIE DANS L'INDE EN 1727.

Août 1728.

.....

Coste de Malabar.

La Compagnie avait son établissement pour le poivre à Calicut, place située à cette coste dans les Etats du Samorin ; elle vient de le transporter à Mahé qui est à la même coste quelques lieues plus au nord et sur les terres de Bayanor, prince de Bargaret. Sans rappeler ce qui s'est passé sur cette affaire et qui n'invite pas à s'y arrester, le fait est que la Compagnie a déjà dépensé 500.000 piastres pour faire et fortifier cet établissement, qui luy en coustera encore 2 à 300.000 avant d'estre à sa perfection. Il faut observer que la forteresse est commandée de toutes parts.

L'utilité de cet établissement consiste à avoir les poivres de la première main, avantage qui montera, si la Compagnie remplit en entier son commerce sur cet article, tant pour l'Europe que pour l'Inde, environ à 4.000 piastres par chaque année. L'entretien annuel des employés et de la garnison nécessaire lorsque cet établissement sera entièrement finy, pourra ne plus aller qu'à 25.000 piastres de dépenses. Il en coûte à la vérité aujourd'hui jusqu'à 30.000 ; mais comme l'on est obligé d'y tenir une augmentation de troupes pour la sûreté du travail, jusqu'à ce que la forteresse du moins soit achevée et en état de défense avec sa seule garnison, cette augmentation de dépense cessera lorsqu'on y sera parvenu.

Cet établissement, qui consistait d'abord en une loge et quelques magasins suffisants pour cet objet avec quelques employés, se seroit soutenu sans événements, si l'on avait seulement rempli le traité fait avec Bayanor et enlevé régulièrement les poivres de son pays, dont la quantité cadre assez avec celle qui convient à la Compagnie, les droits que

ce prince en tire faisant une bonne partie de ses revenus ; les fausses démarches faites de notre part depuis l'année 1721 que ce traité a commencé et dont les Anglais ont profité, nous ont conduit à une guerre avec ce prince qui a commencé en 1725 et luy a d'abord été funeste, mais qui s'est terminée l'année suivante par une paix qui ne nous fait pas trop d'honneur.

A la vue de tant de dépenses passées et de tant d'embarras qu'on doit prévoir pour l'avenir, quel party prendre sur cet établissement ?

L'on ne peut que raporter les inconvénients entre lesquels il reste à choisir, et plus on approfondira les choses, plus on s'y trouvera embarrassé ; car d'un costé il y a de la honte à reculer devant ce Malabar et à paroitre forcé d'abandonner ce poste qui a couté jusqu'aujourd'hui tant de travaux et tant de dépenses. Il semble même que, dans la nécessité d'avoir un établissement à cette coste pour les poivres, la retraite que l'on ferait de celui ci pourroit faire naître des difficultés à en fonder un autre ailleurs ou à rentrer avec utilité en possession de celuy que l'on a comme abandonné à Calicut. De l'autre côté, il faut examiner à combien montera la dépense pour finir cette affaire, si l'on a des fonds pour y parvenir, de plus par quel endroit on pourra se dédommager d'un si fort entretien, dans quels événements l'on peut se trouver engagé par la suite à son occasion soit par la guerre en Europe, soit par les mouvements même et intérêts des princes du pays, si la place est soutenable et à quel point, si les vaisseaux peuvent en temps de guerre venir mouiller en sûreté à sa rade, et où mèneront les mesures à prendre pour les y mettre au cas qu'ils n'y soient pas. Ces choses comparées et balancées, il n'y a que le ministre qui puisse et doive décider d'une affaire de cette importance et, lorsqu'il l'aura fait, la pratique du pays jointe aux connaissances que l'on peut avoir par rapport à cette affaire, nous mettera en état de luy proposer des moyens convenables pour l'exécution du party auquel il sera déterminé.

(A. Col., C² 74, p. 254-255.)

LA LOUISIANE

A LA FIN DU XVIII[e] SIÈCLE

L'Angleterre, victorieuse de la France dans la guerre de Sept ans, se fit céder le Canada et toute la partie de la Louisiane située à l'Est du Mississipi, avec les villes de Mobile, Bâton-Rouge et Natchez. Le gouvernement de Louis XV estima que la conservation de ce qui restait de la Louisiane n'avait plus d'intérêt pour la France[1] et l'offrit, dès le 9 octobre 1762, au roi d'Espagne Charles III, à titre de dédommagement pour la Floride qu'il était obligé lui-même de céder aux Anglais. Le roi d'Espagne refusa d'abord le présent qu'on lui offrait (22 octobre), puis finit par l'accepter sur les ins-

1. Pour l'état de la Louisiane pendant la guerre de Sept ans, on consultera avec fruit l'étude de M. Jean de Maupassant sur « l'expédition de François Lavaud à la Louisiane, 1761-1763. » (*Revue philomathique de Bordeaux et du Sud-Ouest*, juillet-août 1909.) — Choiseul s'était décidé en 1761 à envoyer des secours à la Colonie : 600 hommes de troupes, 60.000 livres de poudre, 1.000 fusils grenadiers et de traite, l'habillement pour les troupes et quatre caisses de médicaments. Cinq navires formèrent le convoi ; deux furent pris en mer par les Anglais, les trois autres débarquèrent le 19 mai 1762 à la Nouvelle-Orléans 35 officiers et 446 soldats, qui arrivèrent trop tard pour changer le sort de la Colonie.

tances de Choiseul, qui semble avoir voulu procéder à une liquidation générale de nos colonies. Le traité de cession fut signé à Fontainebleau, le 3 novembre, le jour même de la signature des préliminaires de la paix avec l'Angleterre.

Le nom de Louisiane désignait une région immense, mais très mal déterminée et que l'on pouvait étendre presque indéfiniment. Si nos colons s'étaient montrés plus adroits, peut-être la Louisiane eût-elle fini par comprendre tout le bassin du Mississipi, mais ils avaient laissé les colons anglais descendre le long de la Belle-Rivière (l'Ohio) et s'étendre jusqu'au grand fleuve. Vers l'Ouest, la colonie gardait encore de grandes possibilités de développement, elle se trouvait d'autre part à peu près ruinée et il n'était pas à croire que les Anglais arrivés sur le Mississipi s'arrêtassent en si beau chemin. En outre, les colons français, dans leur marche vers l'Ouest, eussent fini par rencontrer les *gauchos* espagnols du Nouveau-Mexique et les missions franciscaines de la côte du Grand Océan.

La colonie consistait essentiellement en une série de postes échelonnés le long du Mississipi, depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec la rivière des Illinois.

Un recensement officiel, opéré en 1763, et dont nous avons vu un exemplaire aux Archives des Indes de Séville [1], donne les détails les plus circonstanciés sur le chiffre de la population de la Basse-Louisiane, divisée en neuf capitaineries [2].

1. *Archives des Indes*. Armoire 87, planche 1, liasse 5.
2. La Nouvelle-Orléans : Capitainerie de M. Saint-Martin ;

La Nouvelle-Orléans, fondée en 1718, par Bienville, était divisée en quatre capitaineries, désignées par le nom de leurs chefs ou par leur situation géographique.

La capitainerie de M. Saint-Martin[1], commandant de milice, contenait 807 personnes, dont plus de la moitié de race nègre.

La capitainerie de M. Braquier[2] renfermait 654 individus, dont 392 de race blanche.

La capitainerie de M. Guinault[3] présentait un total de 261 blancs et 168 personnes de couleur.

La capitainerie au-dessous de la Nouvelle-Orléans[4] ne comptait que 143 blancs et 1.133 nègres et mulâtres. C'était la circonscription rurale, où se trouvaient les

capitainerie de M. Braquier ; capitainerie de M. Guinault ; capitainerie au-dessous de la Nouvelle-Orléans.

Capitainerie du Détour à l'Anglais.

Capitainerie des Chapitoulats.

Capitainerie des Allemands : Capitainerie Lange ; capitainerie Boisclair.

Capitainerie de la Pointe Coupée.

1. *Archives des Indes*, 87-1-5.

Chefs de famille, 85 ; femmes, 63 ; garçonnets, 56 ; garçons, 23 ; fillettes, 53 ; filles, 49 ; soit 329 personnes de race blanche.

Nègres, 444 ; mulâtres, 15 ; sauvages, 8 ; affranchis, 11 ; soit 478 personnes de couleur. Total : 807.

2. *Ibid.*

Chefs de famille, 93 ; femmes, 67 ; enfants, 232 ; soit 392 blancs.

Nègres, 75 ; négresses, 95 ; enfants, 48 ; mulâtres, 18 ; mulâtresses, 19 ; sauvages, 3 ; sauvagesses, 3 ; affranchi, 1 ; soit 262 personnes de couleur. Total : 654.

3. *Ibid.*

Hommes, 74 ; femmes, 67 ; garçons, 57 ; filles, 63 ; soit 261 blancs.

Nègres, 139 ; mulâtres, 17 ; sauvages, 12 ; soit 168 personnes de couleur. Total : 429.

4. *Ibid.*

Chefs de famille, 20 ; femmes, 26 ; garçons, 58 ; filles, 39 ; soit 143 blancs.

Nègres, négresses et enfants, 1.108 ; mulâtres et mulâtresses, 23 ; affranchis, 2 ; soit 1.133 personnes de couleur. Total : 1.276.

cultures de riz et de maïs qui formaient, au dire des Espagnols, la seule alimentation que les colons pussent trouver dans le pays.

La capitainerie du Détour à l'Anglais[1] renfermait 125 blancs et 415 individus de couleur.

La capitainerie de Chapitoulas [2] ne possédait que 32 blancs, en regard de 446 individus de race nègre.

Le gros bourg des Allemands formait à lui seul deux capitaineries. La capitainerie Lange [3] présentait un très notable excédent de population blanche : 484 personnes contre 209 nègres, mulâtres ou sauvages. La capitainerie Boisclair [4] comptait 311 blancs pour 225 gens de couleur.

Enfin la capitainerie de la Pointe Coupée [5] renfermait 238 personnes de race blanche, parmi lesquelles le docu-

1. *Archives des Indes*, 87-1-5.

Chefs de famille, 31 ; femmes, 24; garçons au-dessus de quinze ans, 15 ; filles au-dessus de douze ans, 17 ; petits garçons, 19 ; petites filles, 19 ; soit 125 blancs.

Esclaves, 381 ; affranchis, 34 ; soit 415 gens de couleur. Total : 540.

2. *Ibid.*

Chefs de famille, 15; femmes, 5 ; enfants, 12 ; soit 32 blancs.

Nègres, 147 ; négresses, 131 ; enfants, 134 ; sexagénaires, 34; soit 446 individus de couleur. Total : 478.

3. *Ibid.*

Chefs de famille, 103 ; femmes, 95 ; garçonnets, 123 ; garçons, 29 ; fillettes, 116 ; filles au-dessus de douze ans, 18 ; soit 484 blancs.

Nègres, 202 ; mulâtres, 2 ; sauvages, 4 ; affranchi, 1 : soit 209 individus de couleur. Total : 693.

4. *Ibid.*

Hommes, 66 ; femmes, 53 ; garçons, 101 ; filles, 91 ; soit 311 blancs.

Nègres, 214 ; mulâtres, 6 ; sauvages, 5 ; soit 225 individus de couleur. Total : 536.

5. *Ibid.*

Femmes, 73 ; garçons, 133 ; filles, 132 ; soit 238 blancs.

Nègres, 562 ; mulâtres, 32 ; sauvages, 12 ; soit 606 individus de couleur. Total : 844.

ment officiel ne mentionne pas un seul chef de famille, et 606 individus de couleur.

Le total de la population montait suivant ces évaluations à 2.315 blancs et 3.942 individus de couleur, mais il ne s'agit là que de la population régulièrement inscrite dans les capitaineries. Il y faut ajouter les écarts, les familles installées en rase campagne dans des domaines isolés, et les habitants des postes échelonnés le long du fleuve. Sans parler de Mobile, de Bâton-Rouge et des Natchez, situés sur la rive gauche du Mississipi et occupés par les Anglais, les documents citent La Balise, à l'embouchure du fleuve, la rivière d'Iberville, les Natchitotchez, un poste situé en face du poste anglais des Natchez, Saint-Louis, Saint-Charles du Missouri, à 500 lieues de la Nouvelle-Orléans, Sainte-Geneviève des Illinois, le Portage des Sioux, Florissant, Nouveau Bourbon, Cap Girardeau. Le recensement général évalue la population totale de la colonie à 8.253 personnes [1], dont 3.572 blancs et 4.681 individus de couleur. Une autre pièce donne des chiffres un peu différents : 5.556 Européens, de tout sexe et de tout âge, et 5.940 noirs, mulâtres ou sauvages ; la Louisiane était une colonie à esclaves, mais les blancs y formaient près de la moitié de la population. Les mœurs devaient être fort pacifiques, car le nombre des miliciens ne dépassait point 300. Il est vrai qu'en cas de danger extérieur on pensait pouvoir armer 15.955 sauvages louisianais ; mais

1. *Archives des Indes*, 87-1-5.

Hommes, 835 ; femmes, 722 ; garçons, 1.086 ; filles, 929 ; soit 3.572 blancs.

Nègres, 1.831 ; négresses, 1.415 ; enfants, 1.106 ; mulâtres, 98 ; mulâtresses, 89 ; sauvages, 29 ; sauvagesses, 31 ; affranchis, 82 ; soit 4.681 individus de couleur. Total : 8.253.

il n'y avait dans la colonie que 940 fusils, 107 pistolets et 83 sabres[1].

L'état économique paraît avoir été médiocre. On comptait à la Louisiane 6.784 bêtes à cornes, 206 chevaux et 1.510 moutons. On cultivait le riz, l'indigo et le tabac ; la canne à sucre n'était pas encore une des richesses de la colonie[2]. La grande industrie était le commerce ou, comme l'on disait, la traite avec les Illinois. « Cette traite, disaient les Louisianais, est un débouché très avantageux pour les productions de plusieurs manufactures. Le négociant y trouve un débit lucratif de ses marchandises, l'homme de travail employé dans ces voyages et à cette traite y rencontre les moyens de subsister et d'amasser un pécule. L'affection des naturels s'entretient par la fréquentation des Français. Les navires d'Europe et des îles, attirés par l'espérance d'un retour avantageux, nous apportent les provisions dont la privation fait nos besoins. Des nations innombrables et riches en rares pelletteries qui habitent ces contrées inconnues seraient conquises en peu de temps à nos seules manufactures[3]. »

Pour assurer la sécurité des traitants, on avait signé

1. *Archives des Indes*, 87-1-5.

2. Productions de la Louisiane en 1762 :

Indigo, 82.000 ll. à 5 ll. l'une.	410.000 ll.
Tabac, 200 boucauds de 800 ll. ou 16.000 ll. à 22 ll. 10 ss.	3.600.000
Bois équarri, planches et bordages.	30.000
Cire végétale.	25.000
Piastres, gourdes et argent de poids.	300.000
Pelleteries.	250.000
Suif et huile d'ours.	25.000
Lettres de change sur le trésor de la marine.	2.056.000
	6.696.000 ll.

3. Villiers du Terrage, *Les dernières années de la Louisiane française*. Paris, in-8°, 1903, p. 274.

des conventions avec les diverses tribus indiennes qui habitaient la vallée du Mississipi ; on leur faisait chaque année des présents et la liste des objets qui leur étaient fournis témoigne de l'esprit pratique des indigènes[1]. Un document de 1803 ajoute quelques détails pittoresques sur le goût particulier des sauvages. Les fusils des chefs doivent être plus soignés que ceux des simples guerriers ; les armes doivent être peintes en jaune (pas en rouge, les sauvages n'en voudraient pas) et décorées de quelques fleurs noires, avec une figure de bête féroce sur la crosse[2]. Les sauvages appréciaient beaucoup des médailles qu'ils attachaient sur leurs vêtements. Les médailles espagnoles portaient en exergue : *al merito* ; les médailles françaises : *à la fidélité*. Il fallait avoir grand soin de ne graver qu'une seule tête sur chaque médaille : « Je n'ai qu'un cœur, disait gravement l'indien, je ne puis aimer qu'une seule personne[3]. »

La situation financière de la colonie à la fin de la

1. *Archives des Indes*, 87-1-5 (1766). — Présents dus aux sauvages Chactas, pour les années 1761 et 1762 :

2.282 aiguilles à coudre ; 5 livres d'azur ; 317 casse-têtes de traite ; 110 chaudrons de cuivre rouge et jaune ; 335 paires de ciseaux de traite ; 904 couteaux bûcherons ; 14 culottes d'écarlatine ; 8 culottes de Mazamet ; 77 livres de fil de laiton ; 460 fusils de traite ; 8 livres de fil à voiles ; 13 habits d'écarlate ; 8 habits de camelot ; 14 jupes d'indienne ; 4 casaquins ; 491 miroirs ; 447 peignes ; 5.621 pierres à fusil ; 583 pioches ; 3.929 livres de poudre ; 35 pièces de ruban de laine rouge ; 412 livres de sel ; 40 paires de souliers de troupe ; 160 livres de vermillon mêlé ; 31 carottes de tabac, etc.

2. Du Terrage, p. 379.

Parmi les présents, on remarque :

1.000 chemises garnies de grosse mousseline ou batiste, pour les chefs ; 500 redingotes de drap bleu de Carcassonne, avec parements et collet rouge ; 500 grandes médailles ; 2.000 hausse-cols ; 1.500 bracelets ; 1.000 paires de pendants d'oreilles.

3. Id., p. 380.

guerre de Sept ans était désastreuse. On avait émis pendant la guerre des billets qui perdaient 75 0/0 de leur valeur nominale. Le total des lettres de change sur le trésor de la marine montait en 1765 à 2.683.233 livres, sur lesquelles il était encore dû 697.835 livres, 14 sous, 8 deniers, quand un arrêt du Conseil du 4 mai 1766 en suspendit le paiement. On offrait donc à l'Espagne un cadeau fort peu tentant, dont elle ne mit aucune hâte à prendre possession.

Ce ne fut que le 21 avril 1764 que Louis XV écrivit au gouverneur de la Louisiane, M. d'Abbadie, pour lui annoncer la cession de la colonie à l'Espagne. La dépêche royale ne parvint à la Nouvelle-Orléans que le 10 septembre. Le gouverneur reçut la nouvelle avec chagrin : « Que tout cela, Monseigneur, écrivait-il au ministre, conduit à de tristes réflexions pour l'humanité[1] ». Il mourut le 4 février 1765, laissant le gouvernement de la Louisiane aux mains d'Aubry, brave officier mais mauvais chef, rempli de bonnes intentions et d'un caractère trop faible pour exercer l'autorité dans une période si troublée.

Sitôt que les Louisianais avaient connu la cession, ils avaient commencé de s'agiter, aucun d'eux ne se souciant de devenir Espagnol ; l'activité de nos colons s'accommodait très mal du régime routinier qu'on savait être celui des colonies d'Espagne, l'esprit frondeur et libertin des Français redoutait les entreprises des moines et des clercs espagnols. Au mois de janvier 1765, ils organisèrent à la Nouvelle-Orléans un Congrès de protestation qui vota à l'unanimité l'envoi d'un député en

1. Du Terrage, *op. cit.*, p. 194.

France, pour essayer de faire revenir le gouvernement français sur sa décision. Jean Milhet, commandant des milices et l'un des plus riches négociants de la ville, partit pour la France, s'aboucha avec Bienville, l'ancien gouverneur, « le Père de la Louisiane », et fit les derniers efforts pour bien s'acquitter de sa commission. Choiseul reçut courtoisement Milhet et Bienville, mais ne leur donna que de vagues encouragements, Milhet ne put même pas obtenir l'honneur d'être présenté au roi[1].

Le 23 janvier 1766, le capitaine d'un bâtiment arrivant à La Balize annonça qu'il avait rencontré en mer un navire espagnol venant du Ferrol, sur lequel se trouvait M. de Villermont, ancien officier de la Louisiane, chargé d'aller chercher à La Havane D. Antonio de Ulloa, nommé gouverneur de la Colonie pour l'Espagne.

Le 14 février jeta l'ancre à La Balize un brigantin espagnol avec 30 hommes de troupes ; le 5 mars, Ulloa mouilla à son tour sur rade, après avoir mis quarante jours pour venir de la Havane.

On peut dire que le choix du gouvernement espagnol n'était pas heureux. M. d'Ulloa était bien l'un des officiers les plus distingués de la marine espagnole, mais il n'était peut-être pas d'Espagnol chez lequel les préjugés nationaux fussent aussi profondément enracinés que chez lui. Il s'est défendu d'avoir été anti-français et s'est donné comme un simple patriote espagnol; c'était, à n'en pas douter, sa conviction, mais son patriotisme était si jaloux, si ombrageux qu'il étouffait en lui toute justice pour les autres nations. A l'âge de vingt ans, il avait été adjoint, avec Georges Juan qui en avait vingt-quatre,

1. Du Terrage, *op. cit.*, p. 203.

à l'expédition scientifique conduite au Pérou par Bouguer, Godin et La Condamine, membres de l'Académie des Sciences de Paris, et il avait vécu en fort mauvaise intelligence avec les savants français. *L'Histoire des Pyramides de Quito*, publiée par La Condamine[1], ne laisse aucun doute sur la malveillance taquine dont il fit preuve pendant toute l'expédition. Esprit plus curieux que pondéré, il a fait connaître en Espagne les applications du microscope solaire, les propriétés du platine, l'électricité et le magnétisme ; il a fait faire de grands progrès à la lithographie, à l'horlogerie, à la chirurgie, il a enseigné aux Espagnols à construire des cartes marines, il a créé le Cabinet d'Histoire naturelle de Madrid[2], mais avec toute sa science, il lui manquait la sociabilité, le liant qui aplanissent les difficultés entre les hommes, et qui facilitent si étrangement la tâche de l'autorité.

Il ne parut à la Nouvelle-Orléans qu'au mois de juillet 1767 et n'amena avec lui que 90 hommes. Comme les soldats français refusèrent de passer au service de l'Espagne, le commandement militaire resta aux mains d'Aubry, et Ulloa se mit néanmoins à légiférer comme s'il avait eu toute une armée à ses ordres.

1. Paris, 1751, in-4. — Ulloa publia de son côté une *Relacion histórica del viaje á la América meridional, para medir algunos grados del meridiano terrestre. Noticias americanas. Entretenimiento fisico histórico sobre la América meridional, la septentrional y la oriental. Comparacion general de los territorios, climas y producciones de las tres especies vegetal, animal y mineral, con relacion particular de la petrificacion de cuerpos marinos. De los Indios naturales de aquellos paises, sus costumbres y usos. De las antigüedades. Discursos sobre la lengua y sobre el modo con que pasaron sus primeros pobladores. La marina y las fuerzas navales de la Europa y del Africa.*

2. Barado (D. Francisco) : *Museo militar*. Barcelona, 1886, 3 vol. in-4, t. III, p. 639.

Une première question passionnait les colons : le roi d'Espagne rembourserait-il les billets-monnaie émis au cours de la guerre? Ulloa déclara qu'il n'avait ni fonds, ni instructions à ce sujet et n'accepta les billets que pour 25 0/0 de leur valeur nominale.

Les Acadiens établis à la Louisiane avaient peine à s'y habituer et fatiguaient le gouvernement de leurs incessantes réclamations. Ulloa les loua comme travailleurs, pour une durée de dix-huit mois, à un Anglais, qui les sous-loua à un autre, qui les rétrocéda à un troisième, si bien, qu'en fait, les malheureux souffrirent tous les maux de l'esclavage; Ulloa finit par les racheter.

Les Louisianais auraient voulu continuer à commercer librement avec la France et les Antilles françaises, mais cette liberté était contraire à toutes les lois d'Espagne ; Charles III la toléra seulement, à titre provisoire, et avec de nombreuses restrictions[1]. Le régime définitif, organisé dans le courant de l'année 1768[2], supprima les dernières facilités de commerce avec la France et amena une véritable insurrection. Impuissant à faire respecter les droits de l'Espagne contre le vœu presque unanime des colons, Aubry conseilla à Ulloa de se retirer et alla lui-même le reconduire jusqu'à La Balize, d'où l'Espagnol regagna La Havane, puis l'Espagne.

Les colons s'étaient mis dans un cas très grave ; ils avaient agi contre la volonté expresse du roi de France et s'étaient révoltés contre l'autorité du roi d'Espagne. Ils rédigèrent un mémoire contre les excès commis, à

1. Ordonnance royale du 6 mai 1766, publiée à la Nouvelle-Orléans les 6 et 7 septembre de la même année.

2. Ordonnance du 3 mars 1768, connue à la Nouvelle-Orléans le 24 octobre.

leur estime, par Ulloa[1] et envoyèrent à Versailles deux députés : Le Sassier, un des assesseurs du Grand Conseil, et Saintelette, délégué des habitants ; mais la députation ne prit terre à la Rochelle que dans les premiers jours d'avril 1769 et, dès le 2 février, le marquis d'Ossun, ambassadeur de France à Madrid, avait averti le ministère français de la rébellion de la Louisiane. Débarqué à Cadix le 14 février, Ulloa avait rédigé pour sa défense un rapport en 315 pages[2], dont copie fut envoyée au Cabinet de Versailles. Le 21 février, Choiseul répondait à Grimaldi, chef du cabinet espagnol « que le roi était disposé à concourir aux mesures que le roi son cousin jugerait convenable de prendre pour faire rentrer sous son obéissance les habitants de la Louisiane[3]... ». La France abandonnait les colons. Le roi d'Espagne pensa qu'il était nécessaire qu'on vît dans le monde qu'il savait et pouvait, sans aucun secours étranger, réprimer l'audace et les desseins formés contre le respect dû à sa couronne[4] et envoya en Louisiane le général Alexandre O'Reilly, commandant en second la place de La Havane.

O'Reilly avait alors quarante-quatre ans. Il avait fait ses premières armes en Italie pendant la guerre de la succession d'Autriche ; en 1757 il était passé au service de l'Autriche, en 1760 il avait regagné l'Espagne et fait la campagne de Portugal. Le 2 juin 1762, il avait battu

1. *Très humbles représentations qu'adressent au Roi notre très honoré et souverain seigneur les gens tenant son Conseil supérieur à La Nouvelle-Orléans*, 12 novembre 1768, ap. Du Terrage, p. 268.
2. Observations sur les points contenus dans le mémoire ou manifeste supposé avoir été présenté par les habitants de la Louisiane au Conseil de la Nouvelle-Orléans. — Id., *op. cit.*, p. 277.
3. Choiseul à Grimaldi, 21 février 1769. — Id., *op. cit.*, p. 292.
4. Grimaldi à Fuentes, mai 1769. — Id., *op. cit.*, p. 293.

les Portugais devant Chaves. Après la paix de Paris, il s'ingénia à introduire les méthodes prussiennes dans l'armée espagnole. C'était un homme dur et têtu, très peu aimé de ses collègues, mais secret et implacable, qui ne devait se laisser arrêter par aucun scrupule.

On lui donna une frégate et vingt-huit bâtiments de transport, ayant à bord 4.500 hommes de troupes régulières, un bon train d'artillerie et beaucoup de provisions et de munitions[1]. Il arriva à La Balize le 23 juillet 1769.

Les colons savaient déjà qu'ils n'avaient rien à espérer de la France. Un colon suisse, appelé Marquis et établi dans la Colonie depuis 1722, eût voulu que la Louisiane se déclarât indépendante[2]; la proposition ne trouva pas d'écho. Chauvin de la Frenière proposa hardiment aux colons de se donner aux Anglais. Il représenta l'extrême différence du caractère français et du caractère espagnol, il fit allusion aux premiers symptômes de l'indépendance américaine, il proposa d'en appeler aux Indiens « qui nous seraient fidèles, car ils avaient entendu parler des mines du Pérou[3] et des bûchers de l'Inquisition[4] ». Il fit tout ce qui dépendait

1. *Art de vérifier les dates depuis l'année 1770 jusqu'à nos jours*. Paris, 1842, t. XVII, p. 128.

2. Du Terrage, *op. cit.*, p. 284.

3. Au Pérou, les Indiens étaient soumis à une sorte de conscription appelée *Mita* pour le service des mines. La loi était dure en elle-même et devenait plus dure encore par la manière dont elle était appliquée, par les concussions des corrégidors, la longueur des voyages, la sévérité de la discipline et les mauvaises conditions du travail. Au XVIII^e siècle, la *Mita* était en pleine décadence.

4. L'Inquisition avait trois tribunaux aux Indes : à Mexico, à Carthagène et à Lima. Elle avait fini par prendre le caractère d'une police secrète et commençait à se montrer fort prudente. Elle reculait elle-même devant l'immensité de sa tâche.

de lui pour persuader à ses concitoyens de ne recevoir « aucune institution gothique, ni l'esclavage féodal[1] ».

Mais la nouvelle du débarquement d'O'Reilly commença à calmer les têtes. Aubry prêcha le sang-froid et la résignation et finit par se faire entendre ; il déconseilla toute tentative de résistance, il promit que le gouverneur espagnol serait clément.

Cette clémence était certainement dans les intentions du gouvernement de Charles III ; l'ambassadeur de France à Madrid avait écrit que l'on se contenterait de renvoyer en France les chefs du mouvement anti-espagnol[2].

Les Louisianais les plus compromis : La Frenière, Marquis et Milhet, se décidèrent à aller au devant du danger et à se rendre librement auprès d'O'Reilly. Il les reçut courtoisement, leur dit « qu'il ne connaissait ni la province ni les personnes, qu'il prendrait connaissance des événements dont on lui parlait, qu'il ferait avec grand plaisir tout le bien qui dépendrait de lui et aucun mal qui ne fût absolument juste et nécessaire[3] ». Il retint les délégués à dîner.

Les députés rentrèrent à la Nouvelle-Orléans très contents du résultat de leur entrevue ; un nombre considérable de colons allemands et acadiens avaient envahi la ville et semblaient disposés à la résistance ; les députés les dissuadèrent de rien tenter[4].

1. Chauvin de la Frenière ne connaissait pas le système politique et administratif de l'Espagne, beaucoup plus moderne et infiniment moins féodal que celui de la France de 1769.

2. D'Ossun à Choiseul, 8 juillet 1769. — Ap. Du Terrage, p. 294.

3. Du Terrage, *op. cit.*, p. 297.

4. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 130.

Le 18 août 1769, eut lieu la prise de possession de la colonie au nom du roi d'Espagne. Aubry releva les habitants du serment de fidélité au roi de France et remit à Ulloa les clefs de la ville. Tout se passa en grand ordre ; 3.000 soldats espagnols avaient été mis à terre.

Le lendemain, O'Reilly pria Aubry de lui désigner les chefs de l'insurrection et Aubry eut la faiblesse insigne de les lui nommer. Le 21 août, l'Espagnol manda à son hôtel Chauvin de la Frenière, procureur général, et Hardi de Boisblanc, membre du Conseil supérieur ; Marquis, commandant réformé de la Compagnie suisse ; de Noyant, capitaine de cavalerie ; Mazaut et Petit, planteurs ; Pierre Caresse, Joseph et Jean Milhet, négociants. Il les fit arrêter séance tenante et, avant que la nouvelle eût transpiré, il fit encore saisir l'avocat Doucet et le négociant Poupet. Joseph Roué de Villeré fut conduit à bord de la frégate ancrée au milieu du fleuve ; sa femme, fille de l'ancien gouverneur La Chaise, prit une barque pour s'approcher du vaisseau, mais n'obtint pas la permission de voir son mari, il entendit la voix de sa femme et voulut lui parler, ses gardiens le criblèrent de coups de baïonnette et il expira trois jours après ; O'Reilly fit faire le procès à son cadavre [1].

Les prévenus furent traduits en justice sous l'inculpation de révolte et de haute trahison et jugés d'après les Lois d'Alphonse X. Le jugement fut rendu le 24 octobre. La Frenière, Noyant, Marquis, Pierre Caresse et Joseph Milhet furent condamnés à la pendaison ; faute de bourreau, la potence fut remplacée par la fusillade. Petit fut puni de prison perpétuelle, Mazaut de dix ans

1. Du Terrage, p. 306.

de galères, Jean Milhet, Doucet, Poupet et Hardi de Boisblanc en furent quittes pour six ans de prison. O'Reilly ne voulut même pas permettre aux condamnés d'en appeler à la clémence du roi[1]. Si le gouvernement de Charles III avait eu le moindre sentiment de sa responsabilité, il n'eût jamais laissé impunie pareille violation des règles fondamentales de la justice[2].

*
* *

La Louisiane resta espagnole pendant trente-quatre ans et il faut reconnaître qu'elle continua pendant ce temps à se développer.

Après avoir fait un exemple, qu'il estimait indispensable, O'Reilly gouverna avec une certaine habileté. Il donna à l'administration une physionomie espagnole. Le Conseil supérieur devint le *Cabildo* composé de deux *alcaldes* ordinaires, six *regidores* perpétuels, un procureur, et un syndic représentant la population[3]. Les lois d'Espagne devinrent les lois de la colonie, le castillan remplaça le français comme langue officielle ; toutefois le Code noir français fut maintenu[4]. La Louisiane fut autorisée à commercer avec Saint-Domingue ; la garnison réduite à 1.200 hommes, les humaines traditions des Français à l'égard des sauvages furent conservées. La vie commerciale reprit peu à peu. Au printemps de

1. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 131.
2. Cependant O'Reilly, de retour en Espagne, reçut défense de paraître à la Cour. Id., *ibid.*, p. 133.
3. Id., *ibid.*, 133. — Les alcaldes de 1770 furent Saint-Denis et La Chaise, deux des colons les plus notables du pays.
4. Du Terrage, p. 318.

1770, le poste avancé de Sainte-Geneviève des Illinois [1] arbora le pavillon espagnol ; il avait été le dernier à amener le pavillon français.

La Colonie était réduite à une extrême misère [2]. Le Conseil du roi de France n'accepta de rembourser les billets monnaie que jusqu'à concurrence des 3/5 de leur valeur. La valeur des établissements royaux à la Louisiane, estimée d'abord 1.117.660 livres, fut réduite à 761.537 livres ; le commissaire lui-même reconnaissait que l'artillerie ne valait pas les frais du retour en France.

En octobre 1770, Luis de Unzaga, commandant intérimaire du régiment de la Louisiane, remplaça O'Reilly comme gouverneur. En 1771, Charles III rattacha la Louisiane à la Capitainerie générale de Cuba, et autorisa l'appel direct des décisions du *Cabildo* au Conseil des Indes, sans passer par l'audience de Saint-Domingue [3] ; c'était une faveur appréciable qui diminuait notablement les lenteurs de la justice. Unzaga se montra tolérant, ferma les yeux sur la contrebande avec les Anglais [4] et fit en somme les affaires de la Colonie, sans négliger les siennes.

1. Sur le Mississipi, au N. de Cap Girardeau et au S. de Saint-Louis.

2. Cependant la population était passée à 13.538 individus. — *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 132.

3. *Archives des Indes*, 80-1-4 (28 janvier 1771).

4. « Jamais l'habitant n'a fait autant de revenu ; rien ne reste, pas même en vivres, tout se consomme par la grande quantité de vaisseaux qui abondent dans le fleuve. Quand nous sommes arrivés, nous sommes entrés sept vaisseaux à la fois. On fait de la contrebande pour les habitations sans aucun ménagement ; on va dans une pirogue à bord des vaisseaux chercher tout ce dont on a besoin. » Lettre d'un colon nommé de La Frenière, 6 avril 1775. — Ap. du Terrage, p. 355.

Le successeur d'Unzaga, Bernardo de Galvez, fut un homme remarquable ; il continua à se montrer très libéral et très ami des Français. Il permit aux navires français d'arriver chargés, et non pas seulement sur lest ; il ne demandait aux Français que de ne pas vendre leurs papiers aux Anglais, et de payer les mêmes droits que les Espagnols. L'arrivée de 500 colons des Canaries lui permit de développer l'agriculture[1] ; il s'engagea à acheter chaque année 800 livres de tabac[2].

Au cours de la guerre de l'indépendance américaine, Galvez fit une glorieuse campagne sur la rive gauche du Mississipi ; en 1779, il s'empara de Natchez, de Paumure et de Bâton-Rouge. Rentré à la Nouvelle-Orléans, il traita avec les Chactas et en prit 500 au service de l'Espagne. En janvier 1780, il marcha sur La Mobile et la prit, le 4 mars, après avoir surmonté les plus grandes difficultés[3]. L'année suivante, il réussit à reconquérir la Floride. Les Anglais attaquèrent Saint-Louis du Mississipi, mais le colonel américain Clark les força à renoncer à leur entreprise ; les Espagnols construisirent un fort pour protéger la ville[4].

La paix de Versailles chassa les Anglais du golfe du Mexique, mais ruina du même coup le commerce de la Louisiane qui s'alimentait surtout par la contrebande. Pour compenser ce fâcheux état de choses, le roi permit aux navires louisianais de commercer pendant dix ans avec les ports de France où résiderait un consul espa-

1. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 135. — Ils fondèrent les établissements de La Terre aux bœufs, de Galvez et de Valenzuela.
2. Du Terrage, *op. cit.*, p. 355.
3. Modesto de La Fuente, *Historia de España*, t. XIV, p. 332.
4. Du Terrage, *op. cit.*, p. 356.

gnol [1], déclara libre le commerce des esclaves, permit aux colons d'acheter des navires étrangers, et se contenta d'un droit de 6 0/0 sur toutes les marchandises exportées ou importées [2].

La population de la Louisiane atteignait en 1785 le chiffre déjà élevé de 27.584 individus [3].

Galvez eut pour successeur en 1785 Estevan Miro, homme affable, qui traita les Louisianais à la française et devint très populaire dans la colonie. Il était malheureusement imbu des anciennes idées espagnoles en matière de commerce maritime et prétendait empêcher tout navire étranger de pénétrer dans le Mississipi, même en cas de détresse. Le navire français *Saint-Vincent-de-Paul* étant venu à la Nouvelle-Orléans chercher des bois de construction, Miro en ordonna la saisie ; quinze mois plus tard, le roi, mis au courant de l'affaire, ordonna la restitution du navire, et Miro, rassuré par ce précédent, devint moins sévère [4].

Gênés dans leur commerce avec la France et même avec les Antilles, les Louisianais commencèrent à développer leurs relations avec les Américains, qui ne tardèrent pas à manifester toute la hardiesse de leur génie. En 1787, le ministre d'Espagne aux États-Unis, Diego de Gardoqui, offrit des terres entre l'Arkansas et le Missouri à des colons du Kentucky et de la Caroline du Nord. Ils fondèrent une ville à laquelle ils donnèrent le nom de New-Madrid [5]. Le gouverneur de la Louisiane

1. *Arch. des Indes à Séville*, 80-1-4 (1785).
2. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 137.
3. Id., *ibid.*, p. 137. — Du Terrage (p. 360) donne 31.940 habitants à la Louisiane, dont 4.980 pour la Nouvelle-Orléans.
4. Du Terrage, *op. cit.*, p. 359.
5. *Art de vérifier les dates*, XVII, p. 138.

s'alarma à juste titre de cette concession et bâtit un fort auprès de la ville. Plus tard, il prétendit obliger les Néo-Madrilènes à se faire catholiques ; la plupart quittèrent le pays[1]. Mais Miro ne put refuser au général Wilkinson l'autorisation d'établir à La Nouvelle-Orléans un entrepôt pour les marchandises du Kentucky. L'infiltration américaine commença. Des barques chargées de tabac descendirent le Mississipi jusqu'à la capitale de la Louisiane. Les capitaines et les équipages furent arrêtés, et condamnés aux mines, suivant toute la rigueur des lois d'Espagne, puis on les relâcha bientôt après[2], parce que l'on n'osait plus maintenir la loi en face de la croissante audace des Américains[3].

Le baron de Carondelet, gouverneur du Salvador, succéda en 1792 à Estevan Miro et gouverna la colonie pendant cinq ans avec beaucoup d'habileté. Inquiet des progrès des Américains, il fit exécuter quelques travaux de fortification autour de la Nouvelle-Orléans, il réprima en 1793 un mouvement jacobin dans la ville, et se vit menacé la même année d'une invasion américaine ; le gouvernement des États-Unis arrêta l'attaque, mais profita de la circonstance pour obtenir de nouveaux avan-

1. Du Terrage, *op. cit.*, p. 360.
2. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 138.
3. Dans une étude intitulée *La Louisiane sous la domination espagnole* (*Société Royale Belge de Géographie. Bulletin*, 1893, n° 2, p. 164-177), M. Edmond Serruys parle d'un projet de sécession qui aurait été agité par les habitants des territoires de l'Ouest et qui aurait attiré l'attention de l'Espagne, désireuse de diminuer la puissance de la République Américaine et d'élargir la zone intermédiaire entre les États-Unis et la Nouvelle-Espagne. Des négociations plus ou moins sérieuses auraient eu lieu à ce sujet entre le général américain Wilkinson et les gouverneurs de la Louisiane Miro et Carondelet, et auraient continué même après la signature du traité de délimitation.

tages commerciaux sur le Mississipi. Le 20 octobre 1795, un traité de délimitation fut signé entre les États-Unis et l'Espagne. Le 31e degré de latitude nord formait la frontière depuis le Mississipi jusqu'à la rivière Chatahochee, ou des Apalaches; la ligne suivait ensuite cette rivière jusqu'à son confluent avec la Flint, et de ce point, gagnait la source de la rivière Sainte-Marie, qu'elle cotoyait jusqu'à l'Océan[1]. L'année suivante, le général français Collot, ancien gouverneur de la Guadeloupe, et prisonnier de guerre aux États-Unis, profita de son séjour en Amérique pour exécuter, avec son aide de camp Warin, une reconnaissance détaillée de la colonie. Le gouverneur espagnol finit par s'en alarmer et l'expulsa. Pour contrecarrer les efforts des Américains, le gouvernement espagnol accorda aux Louisianais de nouvelles faveurs commerciales; il leur permit de trafiquer en Amérique et en Europe avec toutes les nations amies de l'Espagne, moyennant un droit de 15 % à l'importation et de 6 % sur les marchandises exportées[2]. Le roi d'Espagne marqua encore sa sollicitude pour la Colonie en prenant soin de ses intérêts moraux et spirituels. Il donna une somme annuelle de 350 *pesos* pour l'entretien d'une école à la Nouvelle-Orléans[3]; il s'occupa du recrutement du clergé, rendu très difficile en Louisiane par l'absence de dîmes; on pensa un instant à établir un séminaire dans la capitale, l'absence de ressources régulières fit abandonner ce projet[4]. On se rabattit sur une mission de Pères Capucins. Le roi

1. Du Terrage, p. 365.
2. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 141.
3. *Archives des Indes*, 145-7-12 (1796).
4. *Ibid.*, 85-2-24 (1785).

autorisa l'intendant de la Louisiane à payer le loyer de la maison occupée par les Pères jusqu'au moment où serait prêt à les recevoir le monastère généreusement construit par Andres Almonaster[1], qui venait de faire terminer à ses frais la grande église[2]. La Nouvelle-Orléans eut son premier journal : *Le Moniteur de la Louisiane*. D'importantes concessions de terrain furent faites à des émigrés français, de véritables États de 30.000 acres de superficie.

Après le départ de Carondelet, ancien président de l'Audience de Quito (1797), l'Espagne ne sut plus trouver d'hommes capables de gouverner la Louisiane et les Américains s'y comportèrent de plus en plus en maîtres. Manuel Gayso de Lemos ne put empêcher l'américain Wilkinson d'occuper Natchez et de bâtir près de la ville le Fort-Adams (29 mars 1798). L'entrepôt américain de la Nouvelle-Orléans donna lieu à de longues difficultés qui furent résolues en faveur des Américains ; un consul des États-Unis vint s'installer dans la ville[3].

Casa-Calvo, commissaire des guerres à La Havane, devint en 1799 gouverneur intérimaire de la Louisiane, il déplut par sa hauteur et sa morgue castillane[4]. Il eut pour remplaçant en 1801 un vieil officier, le brigadier Manuel de Salcedo, presque infirme et dans l'enfance, conduit par son fils, jeune écervelé sans talents et sans esprit de conduite. Le gouverneur et son fils furent bientôt à couteaux tirés avec le secrétaire Andrès Lopez, vieux bureaucrate (*golilla*) espagnol, acharné traditionnaliste, ennemi enragé des Américains et des Français.

1. *Archives des Indes*, 85-2-24, 20 mars 1795.
2. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 143.
3. *Art de vérifier les dates*, t. XVII, p. 146.
4. Du Terrage, p. 366.

Mais déjà la Louisiane échappait à l'Espagne. Au mois d'août 1800, Bonaparte, premier consul de la République française, avait envoyé le général Berthier en Espagne. La reine Marie-Louise de Parme, éblouie par l'offre de la Toscane à son gendre le duc de Parme, avait amené le roi Charles IV à céder la Louisiane à la France[1] par le traité de Saint-Ildephonse du 1er octobre 1800[2], confirmé par le traité de Madrid du 21 mars 1801.

Les difficultés de la situation générale, les longues négociations de la paix d'Amiens retardèrent de plusieurs années la reprise de possession par la France. Au printemps de 1802, des troupes se réunirent à Helvoett-Sluys, à une trentaine de kilomètres de Rotterdam en vue de l'expédition de Louisiane. Le 27 octobre 1802, le général Victor, désigné pour la commander, reçut les pouvoirs du cabinet de Madrid pour traiter avec les autorités espagnoles de la Colonie, mais, en avril 1803, avant même que l'escadre eût mis à la voile, les plans du Premier Consul s'étaient modifiés et le sort de la Louisiane avait été fixé d'une manière tout à fait imprévue. L'expédition de Saint-Domingue avait échoué, la guerre allait se rallumer entre la France et l'Angleterre : Bonaparte s'était résolu à faire argent de la Louisiane et

1. Traité de Saint-Ildephonse. Art. 3 : « S. M. Catholique promet et s'engage à rétrocéder à la République française, six mois après l'exécution pleine et entière des conditions et stipulations ci-dessus, relativement à S. A. R. le duc de Parme, la Colonie ou province de la Louisiane, avec la même étendue qu'elle a actuellement entre les mains de l'Espagne, et qu'elle avait lorsque la France la possédait et telle qu'elle doit être depuis les traités passés entre l'Espagne et les autres Etats. »

2. Thiers, *Histoire du Consulat.* Paris, 1845, 4 vol. in-8°, t. II, p. 124.

l'avait vendue pour 60 millions de francs aux États-Unis[1]. Signé le 30 avril 1803, le traité arriva à Washington le 14 juillet et fut ratifié le 17 octobre par le Sénat et la Chambre des Représentants.

Pierre Clément de Laussat, nommé préfet de la Louisiane, attendait depuis le 28 mars l'arrivée du corps expéditionnaire. Le 30 novembre, il prit solennellement possession de la Colonie au nom de la République française ; le 1er décembre, il offrit aux notables de La Nouvelle-Orléans une fête splendide en l'honneur du drapeau français. Huit jours plus tard, le commissaire espagnol, marquis de Casa-Calvo, donna à son tour une réception magnifique. Le 12 décembre, Laussat assista à la grand'messe et entendit le chant concordataire du : *Domine, salvam fac rempublicam; Domine, salvos fac consules*. Le 15 décembre, il rendit au marquis de Casa Calvo la politesse qu'il en avait reçue et, le 20 décembre, en présence de tous les habitants de la Nouvelle-Orléans, le drapeau de la République fut lentement amené et remplacé par le drapeau étoilé des États-Unis. Le pavillon français fut remis aux mains de Laussat et un officier louisianais traduisit les sentiments de tous en disant : « Nous avons voulu vous rendre, à la République française et à vous, ce nouvel hommage pendant que nous portions encore ses cocardes, signe du lien passager qui nous a attachés à elle et de l'attachement que nous lui conserverons toujours[2]. »

En réalité, les colons n'avaient jamais été sincèrement ralliés à l'Espagne, ils craignaient pour leurs intérêts en

1. Cf. Barbé Marbois, *Histoire de la Louisiane et de la cession de cette colonie*. Paris, 1829.
2. Du Terrage, p. 432.

se voyant repris par la France et ils comprenaient que la force des choses les destinait à devenir Américains.

Après s'être montrée très dure au début, l'administration espagnole avait en somme été très favorable à la Colonie. La Louisiane comptait en 1803 une population de 50.000 habitants et le budget de la Colonie montait à 2.841.000. Les recettes ne donnant que 950.000 livres, c'était le trésor mexicain qui, chaque année, comblait la différence. On n'estimait pas à moins de 60 millions les sommes dépensées par l'Espagne depuis 1769[1].

Si l'on s'étonnait qu'après de pareils sacrifices, la Louisiane se montrât plus désireuse de devenir américaine que de redevenir française ou de rester espagnole, un curieux document daté de mai 1803 en expliquera clairement la raison : « Il est une classe parmi les Anglo-Américains qui fait métier de devancer sans cesse de cinquante lieues dans les déserts de l'Amérique la population. Ils y immigrent les premiers, y défrichent, y peuplent et d'encore encore poussent en avant, sans aucun but ni profession que d'ouvrir la route aux nouveaux colons. Ceux qui débutent ainsi dans des lieux inconnus s'appellent *Black settlers*. Ils plantent leurs baraques, coupent et brûlent des arbres, tuent des sauvages ou en sont tués et disparaissent de cette terre soit par la mort, soit en y cédant à un cultivateur plus stable celle qui commençait à être éclaircie. Quand une vingtaine de nouveaux colons se sont ainsi agglomérés sur ce point, deux imprimeurs surviennent, l'un fédéraliste, l'autre antifédéraliste, puis les médecins, puis les

1. Du Terrage, p. 370.

avocats, puis les aventuriers. On boit des toasts, on nomme un speaker, on s'érige en cité, on engendre des enfants à l'envi, on affiche en vain de vastes territoires à vendre, on attire et on trompe tant qu'on peut les acheteurs; on enfle les tableaux de population, pour qu'elle arrive promptement au chiffre de 60.000 âmes, auquel est acquis le droit de former un État indépendant et de se faire représenter au Congrès... et voilà une étoile de plus dans le pavillon des États-Unis. Un district, sous les Français ou les Espagnols, a commencé, a discontinué, a recommencé, s'est reperdu, et successivement de même jusqu'à ce que sa destinée se soit prononcée pour l'existence ou pour le néant; sous les Anglo-Américains, un État naissant peut marcher avec plus ou moins de prospérité, mais on est sûr qu'il ne rétrograde plus, il va toujours croissant et s'affermissant. » C'est ce hardi pionnier qui a conquis moralement la Louisiane.

G. Desdevises du Dezert.

COMPTES RENDUS

ET NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I

COMPTES RENDUS

The English Factories in India, 1646-1650. A Calendar of Documents in the India Office, Westminster, by William Foster. Oxford, at the Clarendon Press, 1914, in-8 de xxxii-362 p., avec 1 planche frontispice.

De toutes les manières, les Anglais s'efforcent de mettre à la portée des érudits les documents relatifs à l'histoire de l'Inde, conservés dans leurs dépôts d'archives. Tandis que, en Asie, le gouvernement de Madras publie les précieuses *Selections from the Records of the Madras Government*, à Londres même l'India Office s'applique avec une remarquable persévérance à faire connaître les richesses de toutes sortes que contiennent ses différentes séries. Textes rédigés dans les langues orientales de la contrée et textes anglais voient simultanément le jour, précédant d'importants inventaires qui ne tarderont plus à paraître. Les premiers sont toujours intégralement publiés dans leur forme originale, pour le plus grand bonheur des Orientalistes autant que des historiens ; des seconds, certains (telle la précieuse collection des *Letters received by the East India Co. from its Servants in the East*, 1602-1617, en six volumes) sont imprimés *in extenso*, tandis que la plupart sont simplement analysés. Du moins, dans ce cas, l'analyse est-elle faite de la façon la

plus minutieuse et la plus précise, et comporte-t-elle l'intercalation de brèves citations des passages les plus importants. Telle est, on le sait, la méthode suivant laquelle ont été rédigés les nombreux volumes des *Calendars of State Papers* publiés par le « Record Office » ; c'est elle qu'ont adoptée, après M. W. Noël Sainsbury pour les cinq volumes des *Calendars of State Papers : East Indies* (1513-1634) publiés par le Public Record Office entre 1862 et 1892, les rédacteurs de différentes collections de documents conservés à l'India Office : MM. E. B. Sainsbury et W. Foster pour le *Calendar of the Court Minutes, etc., of the East India Company* (4 volumes parus depuis 1907) ; M. W. Foster pour la série intitulée *The English Factories in India*, dont le premier volume date de 1906.

La *Société de l'Histoire des Colonies françaises* vient de recevoir le huitième volume de cette importante publication. Les 257 documents dont il contient l'analyse s'étendent sur un espace de cinq années (de 1646 à 1650) ; ils conduisent jusqu'à la fin du premier demi-siècle de l'existence de l'East India Co. l'histoire des comptoirs anglais, non pas de l'Inde seule, mais de la Mer des Indes tout entière, c'est-à-dire de Bantam, de la Perse (Gomroun), de la Mésopotamie (Bassora) et de l'Arabie (Moka). Pour l'histoire même de l'Asie méridionale, envisagée sous un angle déterminé, pour celle de l'expansion britannique dans la région, pour celle des rivaux coloniaux des Anglais, pour l'histoire économique aussi, c'est une mine presque inépuisable de renseignements. On peut y relever encore une foule de traits instructifs, de détails intéressants à plus d'un titre : sur un missionnaire comme le P. Alexandre de Rhodes, dont le passage à Surate, après vingt-cinq ans de travaux évangéliques en Extrême-Orient, est signalé par le Président et le Conseil en décembre 1647 (p. 173-174) ; sur la fréquentation de Sainte-Hélène et de l'Ascension par les bâtiments de l'East India Co. (cf. surtout, à la p. 340, l'idée de substituer l'Ascension à Sainte-Hélène comme point de relâche pour les navires anglais) ; sur la construction du célèbre palais-forteresse du Nouveau-Delhi par Shah Jehan (p. 253) ; etc.

Un fait frappe particulièrement le Français lecteur de cette correspondance, et c'est l'effacement complet de la France dans la Mer des Indes entre 1646 et 1650. A peine une ou deux mentions de l'activité de ses enfants dans ce volume, dont 343 pages sont consacrées à l'analyse de la correspondance des agents de l'East India Co. En 1647, un navire français aurait enlevé à un petit bâtiment, près de Mascate, sa cargaison de café (p. 171); en octobre 1648, deux Français passent de Gomroun, sur le golfe Persique, à Surate, sur la mer d'Oman (p. 249); l'année précédente, la présence d'un missionnaire français est signalée à Agra (p. 140). Une éclipse aussi totale semblerait inexplicable si l'on ne pensait à la situation intérieure et extérieure de la France durant la période, au désordre des finances et à la misère du peuple, aux troubles de la Fronde et à la guerre de Trente Ans, — si l'on ne se rappelait, d'autre part, que Richelieu ne s'était guère, au cours des années précédant sa mort, montré partisan d'expéditions de commerce ni surtout d'entreprises coloniales en Extrême-Orient. « Je n'entre point, avait-il dit dans son célèbre *Testament Politique* (éd. d'Amsterdam, 1708, t. II, p. 154-5), dans le commerce qui se peut faire aux Indes Orientales et en Perse, parce que l'humeur des François étant si prompte qu'elle veut la fin de ses désirs aussi-tôt qu'elle les a conçûs, les voiages qui sont de longue haleine sont peu propres à leur naturel. Cependant... ce négoce ne doit pas être négligé. » Dans les années qui suivirent la mort du grand Cardinal, ces idées furent (on peut l'affirmer sans crainte du moindre démenti) appliquées avec exagération, car le commerce des pays de l'Extrême-Orient fut absolument délaissé par les Français.

Cet effacement du royaume des fleurs de lys n'implique nullement, toutefois, que le tome VIII des *English Factories in India*, ne présente pas d'intérêt pour l'histoire de territoires devenus nôtres par la suite. Voici, en effet, dans une lettre datée du Fort Saint-George, le 23 septembre 1648, une brève mention de Pondichéry qui représente la capitale actuelle des établissements français de l'Inde comme « en quelque façon ruinée » à cette date (p. 216; cf. p. xxx);

voici surtout de nombreux renseignements sur Madagascar, non pas, — il importe de le remarquer, — sur Fort-Dauphin ni sur les agissements de Prony et de Flacourt durant la période, mais sur la baie de Saint-Augustin et sur l'échec de l'entreprise commencée en cet endroit par Sir William Courteen en 1644. « Si des secours n'arrivent pas promptement, les pauvres colons vont se trouver dans une situation lamentable », déclare déjà en propres termes le premier document analysé dans le tome VIII, — une lettre adressée par le Conseil de Surate à la Compagnie, à la date du 3 janvier 1646, et qui s'appuie sur un rapport des commandants de l'*Eagle*, du *Falcon* et du *Lanneret*, lesquels touchèrent à la baie de Saint-Augustin dans les derniers jours du mois de juillet 1645 (p. 1). D'autres textes corroborent celui-là et montrent bien dans quel état désespéré étaient dans l'Inde comme à Madagascar, durant les premiers mois de l'année 1646, les affaires de Courteen; c'est le cas, notamment, pour la lettre écrite de Rajapour, le 8 avril, par John Farren au capitaine John Smart, « gouverneur de l'établissement (*plantation*) anglais en l'île de Madagascar » (p. 38-39). Smart reçut-il jamais cette lettre ? On en peut douter. En tout cas, lorsque la *Lioness*, partie de l'Inde en avril 1646, arriva le 24 juin à la baie de Saint-Augustin où la *Loyalty* la rejoignit le 16 juillet suivant, aucun colon anglais ne s'y trouvait plus; une lettre de Smart annonçait que lui-même et tous les colons avaient quitté l'établissement pour gagner les Comores, où ils espéraient qu'on les viendrait chercher (p. 48). Cet espoir ne fut pas déçu : de Johanna, presque tous les malheureux que, à la date du 20 août 1646, le commandant de la *Lioness* regrettait de ne pouvoir secourir, gagnèrent un peu plus tard Rajapour; certains d'entre eux furent ensuite rapatriés, tandis que d'autres se fixèrent à Soually auprès des agents de l'East India Co. (p. 94). Quelques-uns, cependant, demeuraient encore à Johanna au mois de mai 1647; les marins du *Greyhound* les y virent quand ils touchèrent à cette île, le 24 de ce mois (p. 131).

Plusieurs des documents que nous venons de citer font mention de lettres de Smart relatives à la fin de l'entreprise

dirigée par lui (cf. p. 94 et 131 ; note 1 de la p. 48). On aimerait trouver, de celles de ces lettres qui subsistent, texte ou analyse dans le tome VIII des *English Factories in India* ; du moins y trouve-t-on, à défaut de ces pièces (qui d'ailleurs ne se rapportent pas à l'Inde), différentes indications ayant leur prix, celle-ci, par exemple, que, dès le 6 septembre 1646, les établissements des colons tombaient en ruines à la baie de Saint-Augustin (un rapport du conseil de Surate parle énergiquement de « the ruines of the ruined planters », p. 96); les colons, ajoute-t-on, gâtèrent tellement la localité que les marins de l'*Antelope* ne purent s'y procurer que très peu de vivres frais. L'un d'eux d'ailleurs (et c'est le capitaine de l'*Antelope*, Thomas Proud) reconnaît franchement, dans une lettre à la Compagnie, en date du 26 janvier 1647, que la difficulté éprouvée par ses hommes à obtenir des vivres tient à ce qu'ils n'avaient pas la marchandise couramment acceptée par les indigènes du pays, c'est-à-dire ces « grenats de Venise de couleur de citron » appelés *vaques* ou *vaca* dont parle Cauche dans sa *Relation* ; mais (ajoute-t-il à la page 97) les noirs consentirent à nous troquer quelques vivres contre du fil de cuivre et contre des *harangas*, c'est-à-dire contre ces olives en cornaline que Boothby affirme être très prisées des Malgaches. — Comme les marins de l'*Antelope*, ceux de la *Lioness* avant eux avaient éprouvé quelque peine à se ravitailler à la baie de Saint-Augustin ; ils avaient fini cependant par obtenir des indigènes les têtes de bétail dont ils avaient besoin pour leur nourriture (p. 49). Moins heureux furent, un peu plus tard, en avril et mai 1647, les équipages du *Greyhound* et du *Farewell*; malgré le présent qu'ils offrirent aux indigènes, ceux-ci se tinrent obstinément à l'écart. Ils sont « très soupçonneux », écrit l'un de ces Anglais; ils redoutent des représailles pour leurs attaques contre les gens de Courteen (p. 132). En tout cas, le commerce de Madagascar semble aux visiteurs complètement ruiné (p. 131), et impossible à l'heure actuelle.

Peut-être n'aura-t-on pas lu sans quelque intérêt ces renseignements ; ils viennent heureusement compléter ceux que fournissent, sur la tentative de Courteen et de Smart, les textes réunis par MM. Alfred et Guillaume Grandidier au

tome III de la *Collection des ouvrages anciens concernant Madagascar*. Ce n'est là qu'une partie des informations fournies sur l'ancienne île de Saint-Laurent par le tome VIII des *English Factories in India* ; mais est-il besoin d'en dire davantage pour prouver que ce volume, admirablement rédigé par M. William Foster, mérite de retenir l'attention des lecteurs de notre *Revue* ?

Henri Froidevaux.

II

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Les Archives de la Compagnie des Indes à Lorient. — Dans les « notes » qu'il adressait, le 31 décembre 1884, à la Commission supérieure des Archives de la Marine « sur les archives des ports de Rochefort, Lorient, Nantes, Brest, Saint-Servan », G. Servois parlait de la « découverte faite à Lorient, il y a peu d'années, d'un amas informe de papiers provenant de la Compagnie des Indes », et il ajoutait qu'un travail de dépouillement et d'analyse de ces papiers avait été entrepris dans des conditions très peu favorables par deux élèves-commissaires [1]. Comme le travail auquel faisait ainsi allusion l'inspecteur général des Archives départementales ne fut jamais publié, on est demeuré pendant longtemps sans savoir exactement ce que contenaient les papiers de la Compagnie des Indes conservés à Lorient, ni quelles en étaient l'importance et la valeur. Force était, pour se renseigner sur eux, de s'en tenir aux indications très sommaires et quelque peu décourageantes fournies par le regretté Pierre Bonnassieux dans un bref paragraphe de son volume sur *les*

1. Ministère de la Marine et des Colonies. *Commission supérieure des Archives*. Rapport au Ministre ; notes sur les Archives des Ports ; cadres de classement. Paris, Imp. Nat., 1885, in-8 de 36 p. — Cf. p. 23.

Grandes Compagnies de Commerce [1], ou à celles, non moins brèves, données un peu antérieurement par MM. C. V. Langlois et H. Stein à la p. 552 de leurs *Archives de l'Histoire de France*.

Le premier ouvrage qui contienne quelques renseignements précis sur les archives lorientaises de la Compagnie des Indes est celui de M. Henry Weber ; on sut, grâce à lui, que ces « débris d'archives » concernaient « presque uniquement la Compagnie de Law (1719-1770) et même la dernière période de l'histoire de celle-ci (depuis 1750) » ; on connut également le titre de quelques-uns des dossiers les plus importants et l'on tint dès lors le fonds de l'arsenal de Lorient pour une des « trois sources de quelque importance » à consulter pour écrire l'histoire de la Compagnie des Indes [2].

C'était déjà quelque chose ; mais c'était néanmoins insuffisant. Seul un inventaire précis et détaillé pouvait permettre, en effet, de se rendre compte de la richesse des archives lorientaises de la Compagnie des Indes. Cet inventaire, nous le possédons maintenant [3], grâce au travail patient et persévérant de M. Al. Legrand, professeur au lycée de Lorient, dont, dès 1904, M. Henry Weber signalait avec éloge les efforts [4]. Durant de longues années, M. Legrand a consacré tous ses loisirs à l'examen, au classement et à l'inven-

1. *Les grandes Compagnies de commerce*, p. 540. — Très peu de temps avant ce gros volume publié chez Plon en 1892, avaient paru chez Picard (en 1891) les *Archives de l'Histoire de France*, dont il sera question un peu plus loin.

2. Henry Weber : *La Compagnie française des Indes (1604-1875)*, Paris, Arthur Rousseau, 1904, in-8 de xxxvi-716 p. — Cf. les p. xxvii et xxx-xxxi.

3. Al. Legrand : *Inventaire des archives de la Compagnie des Indes* (Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ; Comité des travaux historiques et scientifiques. *Bulletin de la* section de Géographie, t. XXVIII, année 1913, nos 1-2, p. 160-251). Il a été fait, du travail de M. Legrand, un tirage à part : Paris, Imprimerie Nationale, 1913, in-8 de 96 pages.

4. « Leur classement a été entrepris par M. Legrand, professeur au lycée de Lorient, qui a mené à bien une bonne partie de ce travail très méritoire » (*La Compagnie française des Indes*, note 3 de la p. **xxx**).

taire des archives de la Compagnie des Indes ; il en a tenu toutes les liasses entre ses mains, il a pris connaissance du contenu de chacune d'elles, il a été ainsi à même de se faire une opinion de leur valeur et de leur intérêt. Aussi personne n'a-t-il, plus que lui, compétence pour parler de ces archives.

Elles sont importantes, puisqu'elles se composent de 296 registres, chemises, portefeuilles ou boîtes en carton ; mais combien plus considérables étaient-elles en 1770, lors de la prise de possession du port de Lorient par le roi ! L'état des papiers du Bureau du contrôle inséré dans l'inventaire du magasin général de la Compagnie signale l'existence de 1.256 liasses et de 241 registres, comme aussi de 112 plans de la ville, des fortifications, de l'arsenal et de la banlieue à diverses époques ; et en dehors de cet ensemble demeuraient la correspondance et les rôles d'équipage, armement et désarmement. Aujourd'hui, une belle collection de plans des édifices de la Compagnie existe toujours aux archives du port de Lorient ; mais elle est classée à part et complètement indépendante du fonds de la Compagnie des Indes. Et quant à ce fonds lui-même, des démembrements dont les premiers remontent au milieu du XVIII^e^ siècle, des déménagements répétés, de regrettables destructions, un incendie et peut-être aussi des dilapidations en ont singulièrement réduit l'importance et l'ont amené à ne plus être, dans son ensemble, que le fonds étudié par M. Legrand. Aussi comprend-on dès lors fort bien l'expression dont s'est servi M. Henry Weber ; vraiment, les archives de la Compagnie des Indes conservées aux archives du port de Lorient ne sont plus que des « débris d'archives ».

Mais ce sont de précieux débris, comme l'attestent les coups de sonde donnés naguère dans cette mine encore inexplorée par un érudit breton auquel on doit différentes monographies d'une réelle valeur, M. Léon Vignols (il y fit même copier un « répertoire des armements et des désarmements des vaisseaux, du 22 juin 1718 au 12 avril 1771 », que nous avons eu naguère entre les mains), et par M. Henry Weber, comme le prouvent maintenant les renseignements nombreux

et précis groupés par M. Legrand dans la préface de son *Inventaire*. Le laborieux professeur du lycée de Lorient répartit en quatre catégories les documents conservés dans le fonds des « Archives de la Compagnie des Indes » ; il distingue les registres, consacrés surtout aux affaires financières de la Compagnie ; les rôles d'équipage, d'armement et de désarmement ; les pièces de comptabilité et d'administration ; enfin la correspondance. Avec ses 20.000 pièces et plus, groupées en 279 liasses, celle-ci représente la meilleure part du dépôt, auquel il faudrait en réalité rattacher la collection de plans successifs de la ville, des fortifications et du port (remis au Génie maritime dans la première moitié du XIX^e^ siècle) dont il a été question tout à l'heure. Mais il faudrait, pour savoir ce qui subsiste en fait des anciennes archives lorientaises de la Compagnie des Indes, tenir compte d'autres documents encore, aujourd'hui conservés dans différents dépôts. A plusieurs reprises, en effet, le Ministère de la Marine a prélevé sur le fonds de la Compagnie des Indes de notables lots de pièces ; d'un seul coup, en 1842, 105 paquets de lettres commerciales et d'ordres de la Compagnie et 184 registres furent expédiés à Paris ; combien il serait intéressant de savoir ce que sont devenus ces paquets et ces registres, et quelle place, dans l'inventaire de M. Legrand, il convient de leur assigner ! Ainsi les archives de la Compagnie des Indes reprendraient en partie, dans l'esprit des travailleurs, leur ancienne physionomie.

Mais ne pourraient-elles pas la recouvrer davantage encore ? et ne conviendrait-il pas d'y rattacher les « kilogrammes de registres, livres de comptabilité et autres papiers du même intérêt » relatifs à la Compagnie des Indes, pour l'acquisition desquels, chez un brocanteur de Saint-Malo, le conseil général d'Ille-et-Vilaine vota en 1910 une somme de 2.000 francs[1] ?

Peut-être, — et ce que l'on vient de dire en montre la pos-

1. Au moment de donner le « bon à tirer » de cette feuille, nous avons reçu communication du rapport après étude duquel le Conseil général a voté les crédits nécessaires à l'acquisition de ces documents. Il en ressort qu'ils ont trait à la « Compagnie des Indes de Saint-Malo », et s'étendent sur toute la période comprise

sibilité, — parviendra-t-on un jour à ajouter au travail de M. Legrand et songera-t-on à tenter une reconstitution à tout le moins partielle des anciennes archives lorientaises de la Compagnie des Indes. Mais, dans tous les cas, d'un tel effort, l'inventaire de M. Al. Legrand sera une des bases, sinon la base principale. Tel qu'il est, pour des recherches dans les archives actuelles de la Compagnie des Indes à Lorient, ce même inventaire constitue un guide dont on ne peut trop vanter l'utilité et la conscience, et que l'on ne saurait trop recommander aux historiens.

Henri Froidevaux.

*
* *

La captivité du poète Regnard à Alger en 1678-1679. — Au cours de ses voyages dans les pays de la Méditerranée, le poète comique Jean-François Regnard fut (on le sait) pris par deux corsaires barbaresques : Mezzomorto et Kara Mustapha. Vendu par eux à des marchands d'esclaves d'Alger, il fut racheté dans les premiers mois de l'année suivante par le célèbre missionnaire Jean Le Vacher.

Lorsque, plus tard, Regnard écrivit sa nouvelle, *la Provençale*, qui fut imprimée pour la première fois en 1731, donc longtemps après sa mort (survenue dès 1709), se proposa-t-il de raconter ce que fut pour lui ce temps d'épreuves ? ou simplement de donner à une histoire tirée de son imagination un cadre susceptible de flatter les goûts du public ? M. Pierre Martino a montré naguère, aux pages 173-175 de son intéressant ouvrage sur l'*Orient dans la littérature française au XVII^e^ et au XVIII^e^ siècle*, comment, durant les années 1670-1685, la mode turque régna en France sans rivale ; est-ce

entre 1699 et l'an XI (Conseil général de l'Ille-et-Vilaine, *session de mai 1910*, p. 348-351). D'autre part, il découle d'une lettre de M. Al. Legrand, résumant une communication personnelle de M. de la Rogerie, que lesdits documents contiennent une partie de la correspondance de la maison Magon, de Saint-Malo et Paris, pendant les dernières années du XVIII^e^ siècle. L'hypothèse énoncée plus haut par nous se trouve donc ainsi infirmée.

pour répondre à l'engouement du public que Regnard composa *la Provençale*? En tout cas, au moment même de la publication de cette nouvelle, certains de ses lecteurs voulurent y voir un fragment de mémoires personnels; et, au XIXe siècle encore, plusieurs historiens de Regnard lui prêtèrent quelque valeur documentaire. Dans la *Nouvelle Biographie générale* Didot-Hoefer, par exemple, Victor Fournel n'a pas hésité à écrire (t. XLI, col. 846, vo *Regnard*) : « Le roman *la Provençale*, où Regnard a donné sur sa captivité et ses amours des renseignements curieux qu'il ne faut cependant pas accepter au pied de la lettre, parce que, vrais dans leur ensemble, ils n'ont pas l'exactitude rigoureuse d'une biographie. »

En fait, il n'en est nullement ainsi, comme, dans sa récente biographie de Jean Le Vacher, M. l'abbé Raymond Gleizes l'a parfaitement prouvé [1]. Regnard avait alors pour compagnon de route un jeune homme de Beauvais avec lequel il venait de parcourir l'Italie et se proposait de se rendre à Constantinople, et qui le suivit plus tard jusqu'en Laponie. M. de Fercourt aux Cousteaux (ainsi s'appelait ce jeune homme) a partagé la captivité du futur poète comique et lorsque, beaucoup plus tard, il a évoqué les souvenirs de cet épisode de sa vie, il a sévèrement apprécié le récit qu'en contient *la Provençale*. « Rien de plus faux que tout cela », écrit-il expressément en 1733 (c'est-à-dire peu après la publication de cette nouvelle) ; et pour en fournir la preuve au Barnabite avec lequel il est en correspondance, le Père Niceron, il lui raconte ce que furent la captivité du poète comique et la sienne propre. « Regnard (ajoute-t-il en manière de conclusion) a fait pour se divertir une petite historiette d'une intrigue feinte. » Voilà qui est net, et qui

1. Aux p. 191-194 de *Jean Le Vacher*, Vicaire apostolique et Consul de France à Tunis et à Alger (1619-1683), d'après les documents contemporains. Paris, Gabalda, 1914, in-16 de XVIII-294 p. — Nous n'analysons pas ici ce livre parce qu'il est le résumé d'un ouvrage beaucoup plus considérable (en deux volumes) préparé par M. l'abbé Gleizes sur l'héroïque missionnaire. Aussitôt ce nouvel ouvrage publié, nous en parlerons avec tous les développements que méritent la personnalité même de Jean Le Vacher et les longues et consciencieuses recherches de l'auteur.

légitime pleinement les réserves que, dans la *Biographie Universelle* de Michaud (t. XXXV, v° *Regnard*), Beuchot avait énoncées au sujet de *la Provençale*, « où, écrit-il d'abord, les choses sont dénaturées ou exagérées » (p. 330 [1]). Revenant ensuite sur la question, Beuchot dit expressément : « C'est une partie des aventures de Regnard en Italie et jusqu'à son retour d'esclavage. Mais comme il a tû quelques faits et embelli les autres, cet opuscule doit être rangé au nombre des contes ou romans, et c'est trop légèrement, ce nous semble, que beaucoup de biographes ont vu dans le récit des aventures de Zelmis le récit des aventures de Regnard et ont rapporté comme des circonstances de sa vie ce qui n'est qu'un jeu de son imagination » (p. 331 [1-2]).

Toutefois, si la question de la valeur de *la Provençale*, en tant qu'autobiographie, est désormais résolue, peut-être n'en est-il pas ainsi d'une autre, et le récit de Regnard offre-t-il quelque intérêt au point de vue historique. Sans doute ne peut-il guère que répéter des faits déjà connus ; néanmoins, personne ne peut nier que le futur poète comique n'ait été esclave chez les Barbaresques. Aussi, pour l'édification des historiens d'Alger au XVII[e] siècle, ne saurait-on trop souhaiter de pouvoir lire, soit la lettre de M. de Fercourt dont M. l'abbé R. Gleizes a cité les deux lignes reproduites plus haut, soit encore la « Relation de l'esclavage des sieurs de Fercourt et Régnard pris sur mer par les corsaires d'Alger » écrite par le même de Fercourt pour lui-même et pour ses amis.

L'un et l'autre de ces documents sont demeurés inédits [1], et M. l'abbé Gleizes a pu les consulter dans les archives du château de Troussures (dép. de l'Oise, canton d'Auneuil, arrond. de Beauvais) ; pourquoi lui, ou encore Dom Paul Denis, ne les publierait-il pas ? Comme l'histoire littéraire, l'histoire coloniale y trouverait son compte.

Henri FROIDEVAUX.

1. Le second totalement ; le premier a été analysé par Dom Paul Denis dans ses *Lettres autographes de la Collection de Troussures*, n° 300, p. 308-309.

*
* *

Les préliminaires de l'occupation espagnole à Tahiti au XVIII^e siècle. — C'est une histoire curieuse, et encore fort peu connue, que celle de la recherche, puis de l'occupation momentanée de Tahiti par des agents espagnols durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Grâce aux nombreux documents qu'a rassemblés M. B. Glanvill Corney et que l'Hakluyt Society a commencé de publier, il devient vraiment possible de la retracer avec une entière précision. La *Revue de l'histoire des Colonies françaises* doit à une obligeante communication de M. B. Glanvill Corney d'en avoir déjà pu exposer les très grandes lignes (t. I, 1913, p. 503-504) mais elle ne saurait s'en tenir là, et il convient de montrer avec un peu plus de détail, à l'aide du premier tome de l'ouvrage de cet érudit [1], comment l'Espagne a été amenée, dans le troisième quart du XVIII^e siècle, à s'intéresser particulièrement à Tahiti et à l'occuper temporairement.

Le XVIII^e siècle a été une époque de grands voyages scientifiques de circumnavigation et le temps où furent systématiquement explorées les îles de cette Mer du Sud dont, le premier, Vasco Nuñez de Balboa avait pris possession au nom du Roi Catholique en l'an 1513 ; dont, le premier encore, un marin au service de l'Espagne, Magellan, avait un peu plus tard parcouru les immenses solitudes depuis le S.-E. jusqu'au N.-O., entre l'orée du détroit de Magellan et les îles Philippines. Forts de ces souvenirs, forts des voyages et des découvertes qu'y avaient menés à bonne fin quelques-uns de leurs agents, les rois d'Espagne n'avaient jamais cessé de considérer comme leurs les terres de la Mer du Sud. « Au rapport

1. *The Quest and Occupation of Tahiti by Emissaries of Spain during the years 1772-1776.* Told in Despatches and other contemporary Documents : translated into English and compiled, with notes and an introduction, by Bolton Glanvill Corney. Volume I (Works issued by the Hakluyt Society, second series, n° XXXII. Issued for 1913), London, printed for the Hakluyt Society, 1913, in-8 de LXXXVIII-364 p., avec cartes et gravures.

de nos conseillers légistes (écrivait le 9 novembre 1767 le secrétaire d'Etat de la Marine et des Indes, don Juan de Arriaga, au roi Charles III), nos droits exclusifs de navigation dans les mers des Indes vont si loin, pour qui s'en réfère à la procédure légale et à l'ancienne coutume, que, même lorsque des nations étrangères eurent commencé d'acquérir des possessions dans ces régions, nous avions l'habitude d'arrêter leurs navires, en quelque endroit qu'on les rencontrât ; trouvait-on que ces navires transportaient de l'argent ou des produits des Indes, on les confisquait ; dans le voisinage des côtes, on tenait leurs marchandises pour de la contrebande »(*Quest and Occupation of Tahiti*, t. I, p. 95). Rien de surprenant, dans de telles conditions, à ce que les Espagnols se soient émus de voyages de navigateurs tels que Surville, Byron, Bougainville et Cook, qu'ils y aient vu les préludes de la fondation d'établissements coloniaux, et qu'ils aient résolu de prévenir la consolidation, sinon la fondation même, de ces établissements dans des archipels qu'ils estimaient leur appartenir. De là, à partir de 1766, une série de reconnaissances effectuées par eux de tous les côtés où l'on craignait de voir les Anglais s'établir aux abords de la Mer du Sud et dans la Mer du Sud même : aux Falkland, où les Anglais préludaient effectivement à l'annexion de cet archipel ; sur les rivages du détroit de Magellan ; enfin dans certains groupes insulaires de la Polynésie.

Rien de plus curieux, et rien aussi de plus instructif que la lecture des documents officiels recueillis par M. Bolton Glanvill Corner dans l'*Archivo General de Indias*, à Séville, puis classés, traduits et publiés par cet excellent érudit aux pages 21-256 du premier volume de son ouvrage. Il en ressort avec la plus grande évidence que les premiers projets d'occupation de Tahiti par les Espagnols sont en étroite connexion avec l'affaire de Port-Egmont, c'est-à-dire avec l'établissement des Anglais aux Malouines. Le jour où fut trouvé (non sans peine) le point où les Anglais avaient fondé le poste que des rumeurs confuses plaçaient d'une manière très imprécise dans les parages avoisinant le sud du continent américain, le jour où le gouvernement espagnol se rendit compte des difficultés que lui suscitait l'affaire des Malouines,

il résolut d'empêcher les Anglais de s'établir dans les îles de la Polynésie comme ils l'avaient fait à Port-Egmont ; redoutant que le voyage de l'*Endeavour* motivé par l'observation, à Tahiti, du passage de Vénus sur le soleil par Green et par Cook (1768-1771) ne servît à dissimuler en fait un nouvel empiètement britannique sur des terres revendiquées par leur propre maître, les ministres du roi Charles III donnèrent au vice-roi du Pérou, don Manuel de Amat, l'ordre d'envoyer un bâtiment en Polynésie pour visiter Tahiti et pour se rendre compte des agissements des Anglais dans cette île ou dans quelque autre terre de l'archipel. Le 20 novembre de l'année 1770, le *San Lorenzo* et la *Santa Rosalia* avaient pris solennellement possession de Tahiti au nom de sa Majesté Catholique ; il s'agissait, au dire des instructions remises par Manuel de Amat au capitaine don Domingo Boenechea (art. 15 et 16) : de protester par écrit auprès des Européens et verbalement auprès des indigènes, contre une occupation faite au mépris des « droits incontestables », anciens et récents, de la Couronne d'Espagne « sur les îles et terres adjacentes à ce continent », c'est-à-dire au Nouveau Monde ; il s'agissait en outre de se rendre compte des intentions des occupants, de savoir s'ils envisageaient l'actualité d'un établissement permanent ou songeaient seulement à une installation provisoire et formaient pour l'avenir d'autres projets (*ouvrage cité*, t. I, p. 270-271).

Boenechea s'acquitta en conscience de sa mission. Sur la *Santa Maria Magdalena* (l'*Aguila*), il partit du port de Callao le 26 septembre 1772 pour rentrer à Valparaiso près de quatre mois plus tard, le 21 janvier 1773, et il parcourut dans l'intervalle une partie des mers polynésiennes, découvrant, lui premier, dans l'archipel des Tuamotu, l'île de Tauere, qu'il appela *San Simon y Judas* (*ouvr. cité*, t. I, p. 286-287 et note 2 de la p. 287) et peut-être aussi Haraiki ou *San Quintin* (*ibid.*, p. 287-288 et note 1 de la p. 288), revoyant une île déjà découverte du même groupe, Anaa, et lui imposant le nom de *Todos los Santos*, puis gagnant l'archipel de Tahiti, dans l'île principale duquel il se livra à la minutieuse enquête que lui prescrivaient ses instructions.

Ce sont surtout des renseignements d'ordre géographique et ethnographique que contient le très intéressant journal du capitaine Boenechea (publié par M. Glanvill Corney aux p. 284-345) ; on y pourra néanmoins glaner quelques indications historiques dont devront tirer parti les futurs historiens de Tahiti. Indications de pur détail d'ailleurs et sur lesquelles il ne convient donc pas de s'arrêter ici. Il importe au contraire de noter que l'examen de ce journal amena le capitaine don Juan de Lángara y Huarte à dissuader le secrétaire d'Etat de la Marine d'entreprendre la colonisation de Tahiti ; mais, pour en évangéliser les indigènes et les mettre à même de « bénéficier, comme tous les autres sujets de Sa Majesté, de son souci pour le bien de leurs âmes et la propagation de la foi », Lángara y Huarte proposait à Julian de Arriaga d'envoyer à Tahiti quelques missionnaires accompagnés d'un certain nombre d'Espagnols armés ; « après s'y être fortifiés de manière à pouvoir vivre en pleine sécurité au milieu des indigènes de Tahiti, écrivait-il dans son Memorandum du 13 novembre 1773 (*ouvr. cité*, p. 360-363), ils implanteront solidement la vraie foi parmi eux, et l'étendront ensuite au reste de l'archipel au moyen de petites embarcations qui seront construites sur les lieux mêmes. »

Tels sont les faits [1] que met en pleine évidence la lecture

1. Du moins les faits essentiels relatifs au sujet dont la présente note s'occupe particulièrement. Par ailleurs, en effet, que d'autres épisodes de l'histoire coloniale sont éclairés par les documents que publie M. Bolton Glanvill Corney! Il sera désormais impossible de raconter l'histoire de l'affaire hispano-franco-anglaise des Malouines sans recourir au premier tome de son recueil, où l'on trouvera, sur un prétendu départ du trop célèbre jésuite français, le P. Lavalette, pour le Paraguay, des informations curieuses que nous n'avons relevées nulle part ailleurs et qu'a sans doute ignorées le P. de Rochemonteix, car il n'y fait aucune allusion dans les dernières pages de son ouvrage sur *le Père Antoine Lavalette à la Martinique*. — Une excellente introduction, très précise et très instructive, complétée par une copieuse bibliographie (p. LXX-LXXXVIII) où M. B. Glanvill Corney nous révèle l'existence, dans une bibliothèque privée d'Angleterre, du journal de bord d'un compagnon de Bougainville, le lieutenant Caro, ouvre le premier volume de *The Quest and Occupation of Tahiti by Emissaries of Spain*.

des textes systématiquement groupés et soigneusement traduits et annotés par M. Bolton Glanvill Corney dans le premier volume de *Quest and Occupation of Tahiti*. Nous attendons avec impatience la suite de cette belle publication dont, pour l'historien de la colonisation, l'intérêt est aussi considérable que pour l'historien de la géographie.

Henri Froidevaux.

*
* *

La Révolution française à l'île Saint-Pierre (Terre-Neuve). — On est loin de connaître avec précision ce que fut, dans les pays d'outre-mer, la Révolution française; pour des colonies comme Saint-Domingue, — sur laquelle on ignore d'ailleurs tant de détails ayant leur importance, — ou l'île de la Réunion, combien d'autres de l'histoire desquelles on ne sait encore à peu près rien. Aussi doit-on recueillir avec soin tous les renseignements susceptibles de projeter quelque lumière sur cette histoire.

On en glanera quelques-uns dans le beau travail de M. Robert Perret sur la *Géographie de Terre-Neuve* (Paris, Guilmoto, s. d. [1914], in-8 de VI-373 p.). Quand, en 1907, au cours d'un voyage d'étude à la « terre des morues » de nos vieilles cartes, il visita l'île de Saint-Pierre, M. Perret eut la curiosité de feuilleter le registre des Délibérations des Assemblées générales de la colonie qui avait déjà fourni à M. de Lamothe, pour la notice historique insérée dans l'*Annuaire des îles Saint-Pierre et Miquelon*, les éléments de paragraphes intéressants. A son tour, il en a tiré la matière de quelques pages substantielles (p. 298-301) de son chapitre IX, consacré à la colonisation de Terre-Neuve.

Quand, à la suite de l'abbé Allain, le curé de Miquelon, qui refusa de prêter serment, la majeure partie de la population de Saint-Pierre eût quitté l'île pour passer dans l'archipel canadien de la Madeleine (estuaire du Saint-Laurent), une « Assemblée générale » des colons, tenue dans l'Église paroissiale et présidée par Antoine-Nicolas Danseville, chevalier de Saint-Louis, commandant et ordonnateur depuis 1785, discuta

et expédia les affaires de la colonie et subit assez docilement les impulsions contradictoires d'hommes énergiques. Danseville fut le premier d'entre eux; très vite, il parvint à provoquer la dissolution d'un « Club des Amis de la Constitution » momentanément fondé à Saint-Pierre au début de 1792. Mais, quand on lui eut fait remarquer l'incompatibilité de ses fonctions de chef du pouvoir exécutif et de président d'une chambre représentative, il cessa de diriger l'Assemblée générale des colons pour demeurer uniquement commandant et ordonnateur.

Celui qui remplaça Danseville démissionnaire, un nommé Bordot, n'eut pas autant d'énergie. Il ne sut pas empêcher un « Comité de salut public » de s'attribuer les fonctions exécutives et d'entrer en lutte tant avec le commandant de la colonie qu'avec l'Assemblée générale. Lorsque, effrayé de la situation, il provoqua l'élection d'un nouveau président pour le remplacer à la tête de l'Assemblée générale, des sentiments particularistes commencèrent à se manifester parmi les Saint-Pierrais; certains d'entre eux allèrent jusqu'à dénier à la Convention Nationale le droit de faire des lois pour la colonie, et, dans la réunion du 11 ou 21 avril 1793 [1], ils ne reconnurent qu'à leur petite patrie seule le droit de légiférer pour elle-même. La guerre civile aurait pu résulter du vote de cette résolution, que ses promoteurs ne parvinrent d'ailleurs pas à faire triompher; mais, à partir de ce moment, Bordot cessa de présider les séances, que dirigea désormais le doyen d'âge... Ce ne fut pas d'ailleurs pour longtemps; la dernière réunion de l'Assemblée générale eut lieu le 9 mai 1793, et cinq jours plus tard, le 14 mai, Saint-Pierre était prise par le brigadier-général Ogilvie et les troupes de débarquement qu'avait amenées l'escadre britannique commandée par le vice-amiral King.

Saint-Pierre a donc eu sa révolution, mais (dit très justement M. Perret à la p. 298) « une révolution proportionnée

1. Il y a divergence de date entre MM. de Lamothe et Perret : M. de Lamothe parle du 11 avril (*Annuaire...* pour 1911, p. 59); M. Perret, du 21 (*ouvr. cité*, note 1 de la p. 301).

à ses dimensions...; la lecture des Archives communales de Saint-Pierre ne donne pas l'impression d'une épopée ». Celle des pages que nous venons de résumer ne la donne pas davantage que celle du travail de M. de Lamothe. Il faut néanmoins souhaiter qu'un érudit reprenne un jour complètement cette histoire; en effet, ceux qui l'ont traitée jusqu'ici n'ont fait que l'effleurer et se sont arrêtés aux seuls épisodes pittoresques. S'ils ne pouvaient faire davantage, peut-être un autre en aurait-il le loisir, et trouverait-il quelque intérêt à raconter une histoire locale que son cadre géographique et ses conditions spéciales semblent devoir rendre toute particulière et vraiment curieuse.

*
* *

Le cardinal Fleury et la défense des intérêts commerciaux des Antilles françaises entre 1737 et 1740. — On a dit souvent que le cardinal Fleury, dans son amour exagéré de la paix, avait sacrifié le développement de la marine française à une entente avec l'Angleterre ; une récente étude de M. Paul Vaucher montre que, dans tous les cas, Fleury n'a nullement immolé aux ambitions britanniques le commerce et la navigation de son pays dans les Indes occidentales. Quand en effet un édit royal de 1727 fût venu modifier les dispositions du traité de Londres du 16 novembre 1686, qui facilitaient trop la contrebande anglaise, et quand le gouvernement britannique eût publié, pour répondre à l'édit de 1727, l'acte de Montserrat de 1736, Maurepas protesta contre la saisie des deux navires français le *Fleuron* et la *Fortune* par le gouverneur d'Antigua, Mathews, et Fleury l'appuya vigoureusement. Il ne voulut pas suspendre l'édit de 1727, comme le demandaient les Anglais, au cours de la discussion préalable à l'adoption d'une nouvelle convention, car (disait-il très justement) « le but de l'Angleterre est simplement de nous amener à annuler l'édit de 1727 qui la gêne, et de recommencer ensuite sa contrebande facilitée par le traité de 1686 ».

Il montra la même énergie au cours même des négocia-

tions qui s'engagèrent le jour où la France présenta au cabinet anglais un projet de convention réglant le commerce respectif des deux pays dans les îles d'Amérique, projet dans lequel était insérée une liste des ports des Antilles françaises où les Anglais pourraient venir se ravitailler (29 octobre 1737). Depuis ce moment et jusqu'au 1er mars 1739, date où Fleury déclara ne plus devoir répondre à aucun mémoire sur la convention projetée, tant que le *Fleuron* n'aurait pas été restitué, les deux adversaires défendirent âprement leurs positions sans pouvoir s'entendre. Ils n'y parvinrent jamais, car les négociations n'avaient pas encore repris au mois de janvier 1740, c'est-à-dire au moment où la guerre commença entre l'Angleterre et l'Espagne, réagissant sur les rapports des deux gouvernements de Paris et de Londres.

M. Paul Vaucher a bien fait de résumer brièvement l'histoire de ces négociations dans son travail intitulé *Une convention franco-anglaise pour régler le commerce et la navigation dans les Indes occidentales, 1737-1740* (*Mélanges Bémont*, p. 611-617). Ainsi a-t-il montré qu'à la fin du ministère Fleury, au moment même où le cardinal et Maurepas cherchaient à obtenir de l'Espagne, en échange de leur alliance, des concessions commerciales, ils défendaient obstinément les intérêts des Antilles françaises, et s'efforçaient d'entraver le développement de la Jamaïque. A qui voudra apprécier, dans l'avenir, le rôle maritime et colonial de Fleury, l'étude du mémoire de M. Vaucher inspirera sans doute un correctif, peut-être même le désir de reprendre dans l'ensemble, avant de se prononcer, l'examen complet de la question.

BULLETIN HISTORIQUE

La *Revue de l'Histoire des Colonies françaises* ne saurait laisser passer, sans saluer respectueusement leur mémoire, la mort de deux vaillants officiers de l'armée coloniale, tombés au champ d'honneur durant les premières semaines de la guerre après avoir, au cours d'importantes missions, jeté quelque lumière sur le passé des populations de l'Afrique Occidentale française.

Le capitaine Maurice Cortier, qui a été mortellement frappé au combat de Ville-sur-Tourbe (Marne), le 25 septembre 1914, n'avait jamais négligé les études historiques au cours de ses missions géographiques et militaires. Durant son passage à Araouan (avril 1906), il avait fait copier un fragment d'un manuscrit arabe qu'on lui avait dit relatif à la conquête du Sahara par le fondateur de la mosquée de Kaïroan, et qui est en réalité un de ces fragments apocryphes par lesquels on essaie de rattacher les populations musulmanes du Soudan aux plus anciens souvenirs de la conquête arabe. Plus tard, pendant la mission qu'il remplit avec le capitaine Arnaud, le lieutenant Cortier put obtenir des marabouts de l'Adrar des Iforas des notes manuscrites, véritables compilations de leurs archives, qu'il a publiées aux pages 378-381 de son bel ouvrage intitulé *D'une rive à l'autre du Sahara* (Paris, Larose, 1908, in-8); il en a dégagé ce fait que, depuis longtemps, l'Adrar a été « l'objet des compétitions violentes des tribus arabes ou noires du fleuve Niger et des groupements touareg de l'Aïr ou de l'Iguidi ». Plus tard encore, à la suite de nouvelles explorations, Cortier, devenu capitaine, a publié

une excellente *Notice de préhistoire saharienne* (Paris, Larose, 1913, in-8), réimprimée en 1914 dans un volume plus important avec des notices astronomique et géographique (*Mission Cortier, 1908-09-10*. Paris, Larose, 1914, in-8); il y a groupé toutes les données recueillies par lui sur ce point spécial au cours de sa mission de 1908-1910. C'est enfin Cortier qui a signalé à Amasia, dans un des tombeaux des rois du Pont, l'existence de ces inscriptions, gravées par des prisonniers français de l'armée d'Égypte, dont notre revue a parlé dans un de ses derniers numéros (t. II, 1914, p. 404 et planche I).

Quelques semaines avant Maurice Cortier, le 20 août, avait été tué le commandant Louis Desplagnes, sur qui une mission de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, brillamment remplie en 1904-1905, avait naguère appelé l'attention des historiens. Le capitaine Desplagnes avait alors découvert, à 150 kilom. au Sud de Gao, les ruines de Koukhya, qui fut, aux VII^e^ et VIII^e^ siècles de l'Hégire, la première capitale de l'empire des Sonrhays ; il avait ensuite, dans un excellent volume (*Le plateau central nigérien* : une mission archéologique et ethnographique au Soudan français. Paris, 1907, in-8), exposé les résultats de ses études archéologiques et historiques comme de ses recherches géographiques et ethnographiques. Desplagnes, au total, est un de ceux qui ont commencé d'étudier systématiquement et scientifiquement le passé, encore si mal connu, et les anciennes civilisations des populations soudanaises de l'Afrique Occidentale Française.

*
* *

A Chartres, en 1871, le pasteur Dürr fit l'acquisition d'une masse considérable de vieux papiers que l'on mettait en vente pour envelopper des denrées. Ces papiers n'étaient autre chose qu'une importante série de documents très intéressants pour l'histoire de l'Algérie : correspondance du gouvernement métropolitain avec le Gouverneur Général de l'Algérie, pièces relatives aux bureaux arabes, aux interprètes, autographes arabes émanés de personnages indigènes ayant rem-

pli des fonctions officielles ou ayant été mêlés directement aux affaires dont ils parlent. Ces autographes, relatifs à la province d'Oran, ont tous trait aux luttes soutenues par la France ou à son administration en Algérie de 1830 à 1871. Donnés presque immédiatement par le pasteur Dürr à son ami Charles Féraud, alors interprète principal de l'armée auprès du Gouverneur Général de l'Algérie, les autographes arabes furent classés et en partie traduits par ce dernier, puis, après intercalation d'autres documents (dont quelques-uns, de date récente, n'ont pas trait à la même période historique), reliés dès 1873 en deux volumes de 162 et 188 pages. Le colonel Féraud, commandant supérieur du cercle de Taourirt, se souvenant que son père avait été naguère un des présidents de la Société Historique Algérienne, a donné à cette Société, pour être conservés dans ses Archives et mis à la disposition des travailleurs, ces deux volumes d'autographes arabes.

M. A. Cour, professeur à la chaire publique d'arabe de Constantine, dont on connaît les beaux travaux historiques, en a dressé un excellent inventaire que la *Revue Africaine* a publié dans son premier numéro de l'année 1914 (*Note sur une collection d'autographes arabes de l'ancien ministre de France au Maroc, Charles Féraud* ; p. 91-117). On se rendra compte, en lisant cet inventaire de l'importance du don fait par le colonel Féraud à la Société Historique Algérienne ; il y a là, pour la période héroïque de l'histoire de la conquête ou de la pacification de l'Algérie, une collection documentaire de très haute valeur. Mais on sera en même temps amené à se demander si les pièces françaises sauvées de la destruction par le pasteur Dürr en même temps que ces autographes arabes ne présentaient pas un égal intérêt. La note placée par Ch. Féraud en tête du premier volume de sa collection porte que M. Dürr « a remis en ordre tout ce qui est écrit en français » ; que sont devenus ces documents ? On aimerait à le savoir, comme aussi à en voir publier un inventaire. Ainsi pourrait-on se rendre compte de l'importance de tous les documents historiques si opportunément achetés naguère par M. Dürr.

*
* *

A côté des documents sur les colonies françaises de l'Afrique septentrionale et occidentale, signalés dans un précédent numéro de la *Revue* (t. II, 1914, p. 402-404 et 408-409), on rencontre dans le catalogue, n° 432 (*Afrika*) de la maison Karl W. Hiersemann, de Leipzig, l'indication de différentes pièces relatives à l'histoire des colonies françaises de la Mer des Indes. Tous ces documents sont réunis dans un même dossier (n° 640 du catalogue), vrai recueil factice se rapportant à l'histoire des Mascareignes et des Seychelles entre 1775 et 1841. Il groupe dans un portefeuille in-folio deux pièces relatives à l'Ile-de-France : un ordre signé d'A. de Guiran la Brillanne, capitaine de vaisseau, chevalier de l'ordre de S^{t}-Jean de Jérusalem, gouverneur général pour le Roi aux Isles de France et de Bourbon, et daté de Port-Louis (1 page) et une note du Ministère de la Marine et des Colonies, signée du marquis de Clermont-Tonnerre en 1824 (1 page) ; — deux pièces relatives à l'île Bourbon, dont l'une est une nomination du gouverneur (1 page) et dont l'autre, signée Merigon de Labaume et datée de S^{t}-Denis, 1775, a trait à l'esclavage (1 page) ; — deux mémoires ayant trait à la colonisation de l'île Seychelle. Le premier, de 4 pages, est adressé à l'Assemblée Nationale par le capitaine de vaisseau marchand Larcher, et vante les avantages d'une colonisation de l'île ; le second, intitulé « Mémoire instructif pour Mrs. les intéressés », est un plan d'opération financière (9 pages).

*
* *

MGR PIGNEAU DE BÉHAINE ET LA SOCIÉTÉ DE GÉOGRAPHIE.

Le lundi 1er juin 1914 a été inauguré, à Origny-en-Thiérache (Aisne), le « musée d'Adran » organisé par les soins de la Société de Géographie dans la maison natale de Mgr Pigneau de Béhaine, rachetée et réparée grâce à une souscription à laquelle avaient participé entre autres le gouverneur général de l'Indochine, le gouverneur et le Conseil

colonial de la Cochinchine et la famille Lefebvre de Béhaine.

Dans la matinée, du haut de la chaire, M. l'archiprêtre de Vervins mit en lumière le côté apostolique et évangélisateur de Pierre-Joseph-Georges Pigneau en prononçant dans l'église d'Origny le panégyrique du prêtre des Missions étrangères que ne cessa d'être durant toute sa vie l'évêque d'Adran.

Un peu plus tard, au banquet qui précéda l'inauguration, différents discours furent prononcés par le maire d'Origny, qui remercia la Société de Géographie d'avoir voulu perpétuer dans son pays natal le souvenir du glorieux évêque d'Adran, et par le baron Hulot, qui rappela les mobiles de la Société de Géographie (dont il est le secrétaire général) et le concours actif prêté par la municipalité d'Origny dans la réalisation du projet. Mgr Mossard, évêque de Saïgon, glorifia brièvement et historiquement les mérites de celui du siège épiscopal duquel il est l'héritier, du tombeau duquel il est le gardien. Puis M. le gouverneur Gourbeil, lieutenant-gouverneur de la Cochinchine et représentant du ministre des Colonies et du gouverneur général de l'Indochine, salua tous les coloniaux présents qui ont continué la réalisation, en Indochine, de l'œuvre de Pigneau de Béhaine : MM. Le Myre de Vilers, le Dr J. Harmand, A. Pavie. Deux autres toasts, portés par des habitants d'Origny, ont enfin suggéré l'idée d'ériger une statue à l'évêque d'Adran ; ce projet, dont M. Le Myre de Vilers a, depuis, accepté d'étudier la réalisation, semble avoir de sérieuses chances d'aboutir.

Après le banquet, M. Henri Gourdon, inspecteur-conseil de l'Enseignement au Gouvernement général de l'Indochine, montra dans une conférence faite dans la grande salle de la mairie le développement et les conséquences de l'œuvre politique de l'évêque d'Adran en Cochinchine.

Enfin, à 4 heures 1/2 du soir, eut lieu l'inauguration du musée d'Adran. M. Le Myre de Vilers débuta par faire l'historique de la maison natale du glorieux fils d'Origny ; lecture fut ensuite donnée par un jeune étudiant annamite de la lettre écrite *post mortem* à son ami par Gia-Long ; enfin M. Le Myre de Vilers déclara ouvert le nouveau musée. M. Salles, inspecteur honoraire des colonies, ayant accepté d'en entre-

tenir prochainement les lecteurs de cette *Revue*, nous nous bornerons à rappeler ici que notre confrère a été la cheville ouvrière de l'entreprise et le véritable créateur du musée d'Adran, comme il fut aussi l'organisateur de l'exposition des souvenirs de Mgr Pigneau faite naguère à la Société de Géographie du 25 au 28 juin 1911. Ajoutons enfin que M. Salles a eu la bonne fortune de retrouver récemment, dans les archives d'une famille apparentée à l'initiateur de la politique française en Indochine, quarante lettres autographes de Mgr Pigneau de Behaine ; la publication de ces lettres ne pourra que préciser davantage la grande figure de l'évêque d'Adran et faire mieux connaître une biographie dont beaucoup de points demeurent encore dans l'ombre.

Toutefois, en assurant la conservation de la maison natale de Mgr Pigneau de Béhaine et en y installant le musée d'Adran, la Société de Géographie n'a pas estimé avoir complètement acquitté sa dette de reconnaissance à l'égard de celui qui fut en Indochine le précurseur et, dans une certaine mesure, l'instigateur de l'action française. Elle a tenu encore à rappeler au public le rôle historique de l'évêque d'Adran et ses titres à la reconnaissance de tous. De là l'organisation d'une conférence que fit, dans la salle ordinaire des séances de la Société de Géographie, quelques jours après la cérémonie d'Origny-en-Thiérache, le 5 juin, sur « Pierre Pigneau, évêque d'Adran, initiateur de la politique française en Indochine », M. Cl. E. Maitre, directeur de l'École française d'Extrême-Orient. La *Revue* a déjà donné (t. III, 1915, p. 118-119) le compte rendu de cette conférence, où le savant éditeur de la correspondance de cet homme de génie sut (a écrit le baron Hulot) « faire revivre tel qu'il fut, tel qu'il doit figurer dans les annales de l'Asie française, le dernier des grands prélats guerriers qui tinrent une si large place dans l'histoire de France ».

Puisse la Société de Géographie perpétuer, non pas seulement dans son bulletin (*La Géographie*, t. XXX, 1914, 15 juillet, p. 57-77), mais aussi dans une plaquette commémorative, le souvenir des journées du 1er et du 5 juin 1914 Ce sera le digne complément d'une œuvre à laquelle la Société

de l'Histoire des Colonies françaises, qui n'existait pas encore en 1912, applaudit de tout cœur et est heureuse d'avoir vu participer plusieurs de ses membres les plus aimés.

*
* *

On sait que les Récollets de l'ordre de saint François sont arrivés dès l'année 1615 à Québec, où les avait appelés soit Champlain, soit le secrétaire du roi Louis XIII, Houel. Ces religieux devancèrent donc de dix ans, au Canada, les Jésuites qui, par contre, les avaient précédés en Acadie, et ils demeurèrent seuls, jusqu'en 1625, à prêcher la foi chrétienne dans la colonie en amont de Québec dont ils furent vraiment les premiers missionnaires. Ainsi l'année 1615 marque, dans l'histoire du Canada, une date importante, celle de l'établissement de la foi. Un Comité auquel les évêques du pays ont donné leur adhésion pleine et entière, s'est formé pour commémorer dignement cet anniversaire et pour célébrer en 1915, le troisième centenaire de la fondation de l'église canadienne.

*
* *

En 1907, à la veille des fêtes du troisième centenaire de la fondation de Québec, puis en 1912, avait été émis le vœu qu'un monument commémorât la mémoire de Louis Hébert, le pharmacien apothicaire qui fut le premier colon véritable de la Nouvelle-France. Ce vœu est à la veille de sa réalisation ; un monument de bronze, qui sera inauguré en 1917 à la date où, trois siècles plus tôt, Louis Hébert arrivait dans le pays, doit perpétuer son souvenir dans la capitale du Canada français.

Pour appeler, avant cette époque, l'attention sur Louis Hébert et pour en montrer les grands mérites, M. l'abbé Azarie Couillard Després a réédité le volume que, sous le titre de *La première famille française au Canada, ses alliés et ses descendants*, il avait publié en 1907. *Louis Hébert, premier colon canadien, et sa famille*, tel est le nouveau

titre de ce volume où, à côté du héros de l'ouvrage, se retrouvent les protagonistes de la colonisation de l'Acadie et de la Nouvelle-France (Poutrincourt et Champlain), les colons de la première heure tels que Guillaume Couillard, et les plus remarquables des coureurs des bois : Olivier le Tardif et Jean Nicolet (Lille-Paris, Société Saint-Augustin).

*
* *

En 1901-1902, M. Ernest Gagnon avait publié, d'abord dans la *Revue Canadienne*, puis à part, une intéressante et instructive « étude biographique et historiographique » sur *Louis Jolliet, découvreur du Mississipi et du pays des Illinois, premier seigneur de l'île d'Anticosti*. Il a récemment réimprimé (Montréal, Beauchemin, 1913, in-4 de 364 p.), de manière à peu près intégrale, en se bornant à quelques retouches de pur détail et à la suppression de quelques appendices, un texte déjà ancien de douze ans, mais dans lequel il n'avait pas à introduire d'importantes modifications. On n'a pas en effet, depuis le début du xx^{e} siècle, pu préciser absolument la date de naissance de Louis Jolliet, pas plus que la date ni le lieu de sa mort. Aussi comprend-on que les éditeurs de M. Gagnon, parlant au nom de l'auteur comme au leur propre, invitent, au début du livre, les archivistes, les marins, les missionnaires de la Côte-Nord qui auraient pu faire quelques recherches sur ces sujets, à publier le résultat de leurs investigations.

Le Gérant : G. Protat.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

3e Année 1915 3e Trimestre

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

COLONISATION D'AUTREFOIS

LE COMMANDEUR DE POINCY A SAINT-CHRISTOPHE

Dès les premières années du XVIe siècle, les marins normands et poitevins ont couru les mers alors presque inconnues qui baignent les Antilles et la Côte Ferme de l'Amérique méridionale. Jusqu'aux guerres de religion, ils ont disputé aux Portugais le Brésil : notre Guyane n'est qu'une infime part des domaines immenses que le droit de premiers occupants aurait pu nous assurer si nous avions l'esprit de suite et la constance comme nous avons la hardiesse et l'intrépidité. Nos corsaires ont, de 1520 à 1600, guetté les galions espagnols, chargés de l'or mexicain, entre les débouquements des Lucayes et la relâche des Açores. D'autres,

négociants entre deux guerres, faisaient le grand circuit d'Afrique en Amérique, allaient du Sénégal ou du Congo aux Amazones et aux Antilles, chargeant les bois précieux, l'or, les animaux rares, parfois tout simplement les cuirs de bœufs sauvages que fournissait l'île Espagnole. Mais, chez nous, l'État n'a jamais fait effort ni dépense pour conduire ou pour seconder l'action des particuliers.

La France des derniers Valois n'a pas, semble-t-il, d'ambitions maritimes. François Ier et ses successeurs ont toujours subordonné, dans leurs guerres contre l'Espagne, les affaires de la mer à celles du continent et n'ont pas, sauf quelques velléités, saisi les occasions que la fortune leur a offertes, de s'établir sur les rivages encore sans maîtres du Nouveau Monde. Pendant les quarante années des guerres religieuses, entre 1560 et 1600, qui dévorèrent tant de richesses et de soldats, le Poitou et la Normandie, nos provinces les plus aventureuses, foulées par les armées, n'envoyèrent que des expéditions de plus en plus rares vers les champs d'or de l'Occident.

Au début du XVIIe siècle, les armateurs et les capitaines que la paix pouvait ramener à leurs navigations coutumières ne disposaient certainement plus que de ressources médiocres. Ils n'avaient guère à compter sur l'appui de l'État : Henri IV n'avait pas de flotte et le temps lui fut mesuré après la paix de Vervins. On devait donc s'attendre à voir recommencer une piraterie plus ou moins hardie, plus ou moins avouée, selon l'état de nos relations politiques avec l'Espagne. Ni les dispositions du peuple ni celles du gouvernement vers 1620, ne faisaient présumer un retour de l'activité nationale vers les choses de la mer.

Le livre de Montchrestien, pas plus que les discours de Richelieu aux notables de 1626, ne doivent faire illusion sur la réalité des faits. Le premier, si remarquable par sa connaissance du commerce maritime, a fortement écrit sur les ressources de la France, sur les Compagnies hollandaises ; il a donné des conseils dont nous pouvons, aujourd'hui, apprécier mieux que les contemporains la pénétration et la justesse : mais cela ne fait pas que les Français fussent disposés à l'écouter. Richelieu a, dans ses discours et dans ses lettres, accepté, développé même les idées de Montchrestien sur le commerce, la marine, les compagnies, rien n'est plus certain. Il est probable qu'en ces matières, ce grand esprit s'est mis à l'école de l'économiste. Mais un discours n'est qu'un discours, et pour mesurer l'effort de Richelieu, il faut peser ses actes et non ses paroles.

Rien ne s'est fait au XVII^e^ siècle avant Colbert, en matière de colonisation, que par l'action des particuliers, action faible, indécise et misérable : l'appui de l'État a été surtout verbal, magnifique si l'on s'en tient aux préambules des édits, réduit à l'octroi d'un simple parchemin si l'on veut s'en prendre aux faits. Nous allons en trouver la preuve dans un épisode peu connu de l'histoire de nos Antilles; nous y apercevrons, en même temps que la faiblesse des Compagnies créées sous la protection de Richelieu, un type assez peu commun d'entrepreneur de colonies. Le commandeur de Poincy, brave soldat et commerçant rapace, conquérant d'îles nouvelles et planteur de cannes à sucre, a versé le sang comme l'eau, s'est maintenu par rébellion dans son gouvernement transformé en seigneurie : il y est mort très vieux et très riche, honoré du roi et de l'ordre de Malte,

sans avoir payé ses créanciers. Ce noble flibustier vaut qu'on essaye d'achever l'esquisse que le P. Dutertre nous a laissée de lui, sans avoir osé peut-être en dire tout ce qu'il pensait.

Au commencement du XVII^e^ siècle, les Antilles étaient presque abandonnées par les Espagnols. Ils n'avaient jamais colonisé les îles du Vent qui n'étaient pour eux que des points de relâche ou de reconnaissance. Leurs flottes en se rendant d'Europe en Amérique touchaient parfois pour prendre de l'eau et du bois à la Guadeloupe ou à la Dominique. Dans l'île Espagnole et à Puerto-Rico le nombre des habitants avait tellement diminué par l'émigration vers le continent que presque toutes les villes, encore peuplées au XVI^e^ siècle, étaient désertes ou disparues au XVII^e^. Il ne semble pas qu'il y eût plus de cinq à six mille habitants à l'île Espagnole, encore moins à Puerto-Rico, le double à peine à Cuba et ce n'étaient guère que des métis et des mulâtres. Presque pas de troupes, pas de forteresses, pas d'autres navires de guerre que l'escorte des flottes annuelles : il était donc facile à des aventuriers de s'établir à l'insu des Espagnols dans une des îles qui forment comme une barrière de récifs au vent du golfe mexicain. Le hasard d'un naufrage, d'une relâche forcée suffisait pour créer un établissement temporaire. La beauté des îles, leur fertilité merveilleuse, le climat doux et son charme perfide plaisaient aux marins septentrionaux. Qu'un gentilhomme en quête d'une seigneurie, qu'un capitaine sans emploi s'éprît ainsi d'une terre rencontrée au hasard d'une course aux galions d'Espagne et la colonie était fondée, moitié pour la flibuste,

moitié pour le commerce. C'est au moins de cette façon que les Français ont pris pied aux Antilles. Le même goût d'aventure, de négoce ou de pillerie y amenait en même temps que nous les Anglais et les Hollandais. Les marchands corsaires, les colons des trois nations se rencontrent, vers 1620, aux carrefours maritimes de l'Amérique.

Deux capitaines de marine, Belain d'Esnambuc et Urbain de Roissey partis en 1625 de Honfleur pour courir le bon bord, abordèrent par un hasard de guerre à l'île de Saint-Christophe : ils y trouvèrent quelques Français établis à côté d'une colonie anglaise toute nouvelle.

Lorsqu'il repartit pour la France, d'Esnambuc promit à ses compatriotes de revenir près d'eux, de leur ramener du secours, comptant sans doute intéresser à l'affaire quelques-uns de ses amis du pays de Caux.

Il rentra en France, précisément au moment où Richelieu méditait son discours aux notables. Il se fit présenter à lui. Le Cardinal paraît avoir pris un grand intérêt à l'entreprise assez modeste que proposait d'Esnambuc. Il y vit peut-être une application à faire des théories de Montchrestien, qui n'était inquiétante ni par les frais qu'elle engageait, ni par les forces qu'elle pourrait distraire de celles du Roi. Le 2 octobre 1626, furent accordés à d'Esnambuc et de Roissey son associé, les privilège ét pouvoir d'aller peupler et faire habiter les îles de Saint-Christophe et de la Barbade et toutes celles comprises entre le 11^{e} et le 18^{e} degré, avec le monopole du commerce pendant vingt ans.

En même temps, se formait une association qui prit le nom de Compagnie de l'île de Saint-Christophe

(31 octobre 1626) pour envoyer des colons et des commerçants dans les îles concédées, d'Esnambuc et de Roissey ayant, par acte notarié, déclaré qu'ils agiraient pour le compte des associés.

Un fonds de 45.000 livres fut fait. Richelieu souscrivit pour 2.000 livres et fournit un vaisseau du prix de 8.000 livres. Les autres associés étaient l'intendant d'Effiat ; Duplessis Guenegaud, trésorier de l'Épargne ; Flécelles, président à la Cour des Comptes ; Royer, président à la Chambre des Comptes de Bourgogne; le président Cornuel ; Bardin, conseiller d'État, président de la Chambre des Comptes de Bourgogne ; Martin, sieur de Mauroy, secrétaire du Cardinal ; Marion, contrôleur des finances ; Ladvocat, Morant, Cavelet du Hertelay, Cauville, etc. Les uns souscrivirent 4.000 livres, les autres 2.000 ou même 1.000 seulement. Il était stipulé que les productions de la colonie seraient partagées également entre les seigneurs et les habitants. D'Esnambuc et de Roissey devaient avoir le 10e des fruits du sol et le 10e du chiffre des ventes faites dans les îles par la Compagnie. Celle-ci leur rachetait les forts qu'ils avaient déjà construits, moyennant une somme de 3.000 livres [1].

Divers points sont à noter dans les actes notariés analysés ici. D'abord, le capital de la Société est extrêmement faible. Quelle que fût la puissance de l'argent en 1626, il n'était pas possible d'assurer avec si peu de ressources le transport de quelques centaines de colons, leur subsistance pendant le temps qui se passerait avant la première récolte, pour les fournir des instruments

1. Voir, sur la Compagnie de Saint-Christophe et sur la Compagnie des Iles, l'étude de M. G. Servant dans la *Revue de l'histoire des Colonies françaises*, 1913, p. 386 et suivantes.

aratoires, de quelques bestiaux, des outils, ferrements, objets divers de première nécessité. Il semble que l'insouciance des chefs ait égalé celle des associés. Pourtant, d'Esnambuc et de Roissey devaient savoir que la chasse ni la pêche ne suffiraient à nourrir une population un peu nombreuse. Quant aux associés, leur qualité d'officiers de finance, de justice ou d'administration garantissait leur incompétence en matière commerciale, maritime et coloniale. D'ailleurs, « aucun d'entre eux ne se donna le soin d'y penser », comme ils l'avouèrent eux-mêmes, lorsqu'en 1635 ils reconstituèrent leur société sous le nom de Compagnie des Iles de l'Amérique, mais sans augmenter d'un sol leur capital.

Incapable donc de faire les frais de premier établissement de la colonie, d'en assurer la défense, le peuplement, la mise en culture, la Compagnie ne vit dans sa seigneurie que des droits utiles à percevoir et qu'un monopole commercial à exercer. Elle envoya aux îles, en 1636, quelques marchandises, quelques armes, pour une somme de 2.000 livres; en 1637, 4.000 livres de poudre, six pièces de canon pour le fort; en même temps, 400 mousquets, 4 milliers de poudre, 2 de plomb, 2 de mèche, 48 moules à balles et 20 douzaines d'épées à vendre aux habitants. Il fut question en 1640 d'expédier encore des armes, de la poudre, des cordages, de l'huile, des vins, des toiles; mais il paraît fort douteux que l'envoi ait été fait. Il n'y eut pas en tout plus de 4 navires, affrétés par la Compagnie pour Saint-Christophe [1] : elle fit passer peut-être quelques marchandises

1. M. Steward Mims (*Colbert's West-India Policy*) n'en compte que trois. D'après le registre des délibérations, elle aurait envoyé

sur des vaisseaux particuliers qu'elle autorisait à faire le négoce, moyennant licence et transport de 12 mousquets et 12 bandoulières. Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les colons aient dû recourir aux négociants hollandais. Eux seuls leur apportèrent les vivres, les vêtements, les outils nécessaires.

La Compagnie ne fit à peu près rien pour mettre en valeur ou pour aider les colons à mettre en valeur les terres de sa concession. Elle ne construisit aucun bâtiment public, sauf un magasin; aucune forteresse; elle ne paya ni un soldat ni un fonctionnaire, sauf ses commis. A peine fit-elle passer quelques artisans. Néanmoins, elle percevait des droits fort lourds sur les produits de la terre et sur les mutations de fonds : aussi fut-elle en butte à la haine des habitants et vraiment l'on ne peut guère s'en étonner.

Après la mort de Belain d'Esnambuc, survenue en décembre 1636, les fonctions de capitaine général furent provisoirement exercées par son lieutenant, le sieur Du Halde, qui était passé aux îles en 1635. Du Halde fut nommé capitaine général par une décision royale du 2 septembre 1637 : mais ayant demandé son rappel, la Compagnie dut lui chercher un successeur qu'il eut l'ordre d'attendre à Saint-Christophe.

Dans l'assemblée tenue chez le président Foucquet, le 2 décembre 1637, à laquelle assistait entre autres associés le sieur de Launay-Razilly, chef d'escadre et capitaine ordinaire de la marine, les directeurs exposent en 1636 les vaisseaux des capitaines Fromont et Lesage, en 1639 celui du capitaine Bontemps, qui fut pris; et en 1641 celui qu'elle nolisa en société avec Rozée.

sèrent qu'ils avaient présenté à Richelieu pour remplacer d'Esnambuc le sieur de la Touche Lescale, commandant d'une compagnie entretenue au Havre et qu'il avait été agréé. Mais, un peu après, le commandeur de La Porte, grand prévôt de Champagne, oncle du ministre et associé lui aussi de la Compagnie, leur parla pour ce poste en faveur du sieur de La Grange-Petitière [1], gentilhomme de sa province. L'assemblée, toujours docile, résolut de s'en remettre au Cardinal. Cela semblait assurer la nomination de La Grange; mais celui-ci, considérant sans doute avec plus d'attention les conditions de la vie aux îles et les dépenses nécessaires pour y faire un établissement, s'aperçut qu'il ne pourrait faire face aux frais d'embarquement, d'achat de marchandises et d'exploitation qu'il prévoyait. C'est lui qui introduisit le commandeur de Poincy dans l'affaire en lui proposant de lui transmettre la charge de gouverneur à condition qu'il serait lui-même son lieutenant. On les voit tous deux présenter conjointement à la Compagnie le 6 janvier 1638, sous forme d'articles de contrat, les conditions auxquelles ils offraient de passer aux îles. Le patronage du Cardinal rendait toute discussion superflue : l'assemblée nomma donc séance tenante le Frère Philippe de Lonvilliers de Poincy, capitaine général de Saint-Christophe aux droits de 50 livres de petun à lever par tête d'habitant ou à son choix du 20e *ad valorem* des marchandises de traite. Elle le présenta au roi pour le titre de lieutenant général de S. M., aux droits de 20 livres de petun ou du 50e des marchandises de traite. Il était

1. Du Tertre l'appelle La Grange-Fromenteau et c'est ainsi qu'il est désigné dans sa commission de lieutenant général au gouvernement de Saint-Christophe.

convenu que pour la Guadeloupe et la Martinique, où le sieur Du Parquet et le sieur Liénard de Lolive avaient possession d'état en vertu de titres antérieurs, les pouvoirs du lieutenant général ne s'exerceraient qu'à l'expiration des leurs.

Poincy devait avoir, en outre, permission d'armer deux ou trois vaisseaux par an pour Saint-Christophe sans payer aucun droit à la Compagnie : il recevrait des concessions de terre à son gré et suivant un prix raisonnable. Il serait capitaine général des îles nouvelles qu'il ferait habiter et pourrait, à cette fin, tirer jusqu'à 200 hommes de Saint-Christophe. Ses pouvoirs valaient pour la fin de l'année 1638 et pour trois ans à partir du 1er janvier 1639 : s'il le désirait, ils seraient prolongés d'une nouvelle période d'égale durée ; la seule condition imposée par la Compagnie était qu'il passerait aux îles et y demeurerait *la plupart du temps*. Quant à La Grange-Fromenteau, il était nommé lieutenant général au gouvernement de Saint-Christophe aux droits de 30 livres de petun ou du 37e des marchandises : il avait la charge de Poincy en survivance, si celui-ci mourait aux îles.

Les commissions par la Compagnie sont datées du 6 janvier 1638 ; la présentation au Roi par Richelieu pour la charge de *lieutenant général de Sa Majesté pour trois ans sur toutes les îles de l'Amérique* est du 14 février et la commission fut signée le lendemain à Saint-Germain-en-Laye.

Dans ce contrat, la Compagnie n'exigeait de Poincy aucune garantie, aucune promesse de collaboration pécuniaire, aucun effort de colonisation ni d'exploitation à son profit : au personnage considérable, pro-

tégé par Richelieu, elle confiait sans contrôle l'administration de sa principale possession, avec des droits utiles égaux aux siens; elle lui livrait une part de ses ressources et lui permettait de se tailler une seigneurie dans la sienne sans espérer d'autre retour que le maintien de l'ordre. Elle aurait pu l'obtenir à un moindre prix : ce contrat était bien plus dangereux pour elle que ceux qu'elle avait eus avec d'Esnambuc et Lolive. L'expérience qu'elle faisait en ce moment même du peu de fidélité du premier dans la surveillance des intérêts sociaux l'eût sans doute empêchée de souscrire à de telles conditions, si elle eût été libre dans son choix. Mais Poincy paraît avoir joui d'un grand crédit, il était, par ses relations, plus haut placé que ses prédécesseurs; il suffit de noter qu'il joignait au titre assez humble de capitaine général de la Compagnie, celui de lieutenant général du roi. La Compagnie cherchait un serviteur : elle trouva un maître.

Philippe de Lonvilliers, sieur de Poincy, appartenait à une famille du Ponthieu, connue dès le XIVe siècle, qui tirait son nom de Lonvilliers dans le diocèse de Boulogne; la seigneurie de Poincy, située près de Meaux, fut acquise par elle seulement en 1552. Son père, Jean de Poincy, avait épousé Sophie de Choiseul en 1566; il avait un frère aîné, Christophe, né en 1576, et deux sœurs : l'une, Charlotte, épousa un sieur Desvergers de Sanois dont les descendants possédèrent le marquisat de Maupertuis à la Guadeloupe [1].

Né en 1584, il fut présenté à l'ordre de Malte en

1. La mère de l'impératrice Joséphine s'appelait Rose Claire Desvergers de Maupertuis.

1603, reçu chevalier en 1605. Il paraît avoir vécu dans la familiarité des Vendôme, au Temple ; leur protection fit valoir ses services, car il était chef d'escadre dès 1612, à vingt-huit ans ; le prieur Alexandre de Vendôme lui donne en 1619 la commanderie de la Madeleine Saint-Thomas près de Joigny. Le grand-maître le nomme en 1625 bailli et commandeur d'Oisemont : il devint aussi titulaire vers 1640 de la commanderie de Coulours en Bourgogne. On connaît mal sa vie maritime. Il appartenait comme chef d'escadre en 1636 à la flotte du Ponant : il montait le vaisseau *la Fortune*, de 500 tonneaux et de 30 pièces de canon. Sous lui, un sieur de Poincy le jeune, qu'on nommait familièrement le petit Poincy, son neveu probablement, commandait une frégate de 100 tonneaux, *la Royale*. Il passa cette année-là, avec la flotte, dans la Méditerranée; sous le commandement du comte de Harcourt, de Pontcourlay et de Sourdis, il fit campagne contre les galères espagnoles. Il exerçait les fonctions temporaires de contre-amiral et assistait en cette qualité aux conseils de guerre. En septembre 1636, Richelieu écrivait à Sourdis : « Pour ce qui est de M. le Commandeur de « Poinsy (*sic*), je serai bien aise qu'il soit continué dans « l'armement et que vous lui fassiez connaître l'estime « que je fais de sa personne. De Loynes [1] m'a dit qu'il « avait quelque mécontentement de ce qu'on lui avait « ôté la charge de contre-amiral. Je crois qu'il est rai- « sonnable de la lui rendre ou quelque autre aussi hono- « rable, ce que je remets à votre prudence [2]. »

1. Commissaire de la Marine près de la flotte du Levant, associé de la Compagnie des Iles.
2. E. Sue, *Correspondance de Sourdis*, I, 152, 21 octobre 1636.

En 1637, Poincy fit de nouveau campagne dans la Méditerranée; en mars, son escadre canonne le fort de l'île Sainte-Marguerite; en mai, il est présent à l'attaque de Saint-Honorat. On fut, paraît-il, ravi en haut lieu de sa conduite : il figurait aussi à la descente qui rendit les Français, maîtres de l'île. C'est au retour de cette expédition, sans doute pendant un séjour d'hiver à Paris, qu'il accepta les propositions de La Grange-Fromenteau. Peut-on admettre que de nouveaux froissements entre Sourdis et lui aient privé la marine royale de ses services et qu'il ait dû à ce hasard de carrière sa fortune coloniale? Cela reste incertain ; toutefois, en 1638, le Grand-Maître le rappelait à Malte ; il demanda dispense de s'y rendre par l'intermédiaire de la Compagnie, ce qui semble indiquer qu'il avait cessé d'être employé par Louis XIII.

Il avait alors environ cinquante-quatre ans. Sa vie guerrière et maritime pouvait sembler close par cette disgrâce ou cette retraite. L'amitié de Richelieu lui ménagea sans doute volontiers une fonction honorable où le cadet de famille, sans patrimoine et resté pauvre sous la bannière de l'Ordre, pourrait trouver avec quelque gloire personnelle l'occasion d'exploits lucratifs aux dépens des Espagnols, et les bénéfices du gouvernement des îles, aussi appréciables que ceux d'un gouvernement de France. Nous savons qu'il fit aux Antilles par des moyens, dont, après tout, quelques-uns sont honorables, une très grosse fortune; l'on ne peut douter qu'il ne fût habile en affaires et qu'il n'ait été possédé de cette soif de l'or, commune aux commerçants et aux conquistadores. Maintenant, que ce moine-chevalier se soit montré sans scrupules toujours et parfois sans pitié, qu'il ait

faussé sa foi, trahi la Compagnie, violenté le roi dans la personne de son lieutenant général, qu'il ait fait arquebuser ses ennemis jusqu'au fond des bois où ses chiens et ses nègres les poursuivaient, qu'il leur ait fait brûler les mains, qu'il ait planté leurs têtes à la pointe des piques, qu'il ait expulsé de son île les capucins trop peu complaisants à ses crimes, aboli le culte et livré même le Saint-Sacrement aux moqueries sacrilèges des Anglais ses alliés, l'histoire des temps troublés où il vécut nous offre trop d'exemples de trahisons plus illustres, de violences pires et d'impiétés plus cyniques pour qu'on s'étonne de la clémence de Louis XIV et de la complaisance de l'ordre de Malte à son égard.

De si loin et par comparaison avec tant d'autres Frondeurs et princes rebelles, il dut paraître presque innocent. Les mœurs étaient alors brutales : la vie d'un homme pesait très peu ; les actes les plus graves de Poincy contre la loi et les personnes ne dépassent guère la limite où se portaient la plupart des grands seigneurs, voire de simples gentilshommes. D'ailleurs, le peuple qu'il eut à régir, toujours en armes contre le Caraïbe, l'Espagnol ou l'Anglais, était un milieu encore barbare où les hommes, presque tous anciens boucaniers ou flibustiers, gardaient des âmes indomptables et sanguinaires ; l'orgie, le jeu, les rixes, les duels, restaient le passe-temps des maîtres de cases, hier gueux et demeurant aventuriers dans l'opulence. Les premières familles se formaient à peine avec des sauvagesses, des mûlatresses, des femmes françaises qu'ils achetaient comme des esclaves. Cependant les engagés, bâtonnés jusqu'à périr, défrichaient et plantaient pour leurs maîtres : ceux qui survivaient à leurs trente-six mois de servage,

devenaient maîtres à leur tour, aussi durs pour les autres qu'on l'avait été pour eux. A ces habitants, qui se disaient toujours soldats, qui, frappés d'une condamnation à mort, voulaient avoir la tête cassée en soldats, les violences de Poincy ne parurent pas démesurées ; les services qu'il sut rendre, l'art qu'il eut d'alléger le poids des impôts, le firent, quelque temps au moins, considérer comme un libérateur. Sa politique fut d'exploiter la haine qu'avait méritée la Compagnie. En attaquant celle-ci, il eut l'air de défendre les colons. C'est pour avoir bien joué ce rôle qu'il se fit à Saint-Christophe une position si forte : on l'y laissa mourir chargé d'or et d'années ; on jugea sans doute aussi qu'il avait assez payé ses rébellions en y assurant la paix, maître véritable, sous le nom de son Ordre, d'une seigneurie dont la jouissance fut pour lui et la dépense pour les autres.

Il est probable qu'en 1638 son ambition se bornait à de plus modestes espoirs. Comme d'autres capitaines de marine, ses compagnons d'armes et peut-être ses amis, il se promettait raisonnablement de faire fructifier par les moyens connus et légaux un capital médiocre dans les terres vierges de l'Amérique. Il était légitime en effet qu'un gouverneur, doté de larges concessions bien choisies, eût pour les mettre en valeur des engagés exempts de capitation ; il était légitime et prévu par les contrats qu'il eût un tantième pour cent sur le produit du commerce : aux bénéfices de ses habitations, aux produits de cette dîme il pouvait encore joindre celle des prises de guerre, les présents des capitaines marchands, les redevances des terres conquises sur les sauvages et

concédées par lui à des chefs de colonies vassaux. C'est ainsi que Belain d'Esnambuc avait habitué la Martinique dont sa famille gardait la jouissance sous l'autorité de la Compagnie. Puisque d'après la coutume, même en France, un gouverneur avait, pour ainsi dire, l'entreprise de son gouvernement et s'en faisait le munitionnaire général, Poincy partit pour Saint-Christophe en vue d'y faire des plantations et du commerce, comme il eût, dans une place forte, fait l'ingénieur et le recruteur, gagné sur la maçonnerie et la solde.

Il n'avait certainement pas de fortune patrimoniale : ses seuls revenus étaient ceux de ses commanderies. Nous savons qu'ils atteignaient 30.000 livres, chiffre assez respectable pour l'époque, mais trop faible pour équiper la suite d'un lieutenant général, monter une plantation, faire les frais en un mot d'une entreprise de colonisation et de conquête comparable à celles que les Compagnies de l'époque réalisaient si mal. Tel était, en effet, dès l'abord, le dessein du Commandeur et s'il mérite quelque reproche, ce n'est pas de l'avoir conçu. Il avait, on n'en peut douter, l'esprit juste et pratique, avec les dons de l'organisateur. On voit par sa façon d'écrire qu'il savait être persuasif ; dans ses lettres aux puissants, il usait volontiers d'interjections pieuses, convenables à son état de religieux : A la grâce de Dieu! Comme il plaît à Dieu ! Dieu grâce ! Voilà ses fleurs de style. Cette habitude édifiante s'accorde avec son langage mesuré, courtois, bénin, où la politesse flatteuse du courtisan s'allie à l'onction ecclésiastique ; cela donne le ton de sa conversation et cela fait penser aussi à l'astuce italienne : cette finesse qu'on devine en lui et son sens des affaires lui procurèrent, comme on va voir, l'argent qui lui manquait.

Un procès plaidé quatorze ans après sa mort, en 1674 probablement, fournit les éléments de ses négociations et nous révèle à la fois l'origine de ses ressources et certains traits de son caractère, moins honorables, pour ne rien dire de plus, qu'on ne les souhaiterait en un bailli de Malte.

On verra plus loin comment il se débarrassa du successeur que le roi lui avait donné, Noël de Patrocle, chevalier de Thoisy ; comment, à titre de dommages-intérêts, il lui promit par transaction une indemnité de 90.000 livres, dont le paiement n'eut jamais lieu. Or, vers 1646, Mme Madeleine Cleron, veuve de M. de Thoisy, et ses enfants intervinrent à un procès qu'intentaient à l'Ordre de Malte les héritiers d'un Sr Desmartins, banquier à Paris [1]. La dame de Thoisy, arguant de la transaction non suivie de paiement, réclamait aux Desmartins une somme de 34.000 livres touchée par leur père en vertu d'une procuration de Poincy qui le chargeait d'encaisser ses revenus. A cela, les héritiers Desmartins répondirent que, le 13 septembre 1638, il y avait eu formation d'une société entre le sieur de Poincy, le capitaine Rigault et leur père. Elle avait pour objet le commerce des îles de l'Amérique et d'abord l'armement d'un vaisseau appartenant audit Rigault [2]. Chacun y entrait pour un tiers ; mais Poincy, n'ayant pas de quoi payer sa part du fonds de la société, passa procuration à Rigault et à Desmartins à l'effet de leur permettre de toucher des mains du sieur Fosse, son receveur

1. Bibl. Nat., mss. fr., nouv. acq. 2449, f. 456. Factum pour Dame Madeleine Cleron, veuve de Messire Noël de Patrocle, chevalier Sr de Thoisy...

2. Arch. colon., F3 53, arrêt du Conseil du 28 mars 1676.

ou fermier, le produit net de ses commanderies et de lui tenir compte de ce qu'ils n'auraient pas versé au roi et à l'Ordre à titre de responssions.

En conséquence, c'est Desmartins qui fit seul les frais d'achat des marchandises et provisions, tant de bouche que de guerre à envoyer aux îles, les deux autres ne payant rien. Il ne reçut de Poincy, en vertu de la procuration, que 34.000 livres sur lesquelles il paya les responssions ; il avança en sus encore 8.000 livres qui lui restaient dues en 1640. Mais, dès 1642, il était aussi créancier de 300.000 livres représentant le prix des tabacs à lui appartenant et retenus par le Commandeur. Celui-ci devint comptable, les années suivantes, de plus d'un million comprenant les fonds et les profits de la société. Tel était encore en 1674 l'objet de la poursuite intentée par les consorts Desmartins à l'ordre de Malte ayant cause du Commandeur.

Ils prétendaient que la succession de Poincy leur était redevable de 1.352.323 livres, 6 sols, 8 deniers ; à M^me^ de Thoisy, ils objectaient que la transaction sur laquelle elle fondait ses prétentions, stipulée par le Commandeur de Souvré, l'avait été au moyen d'une fausse procuration que Poincy n'avait jamais reconnue.

La seule procuration donnée l'avait été au sujet de la société de 1638. Poincy savait que le crédit de Desmartins lui était nécessaire puisque les revenus de sa commanderie ne suffisaient pas pour payer son tiers ; c'était un gage donné par lui pour les avances qu'il attendait de Desmartins ; de plus, par cette procuration, on déguisait ses apports et l'existence de la société. Poincy, homme de qualité, croyait avoir là-dessus quelque mesure à garder. Aussi l'acte de société n'avait-il pas été déposé chez les notaires.

De son vivant, Desmartins avait obtenu sentence du Grand Conseil en 1654, par laquelle il avait fait condamner M. de Poincy à lui payer certaines sommes excédant dix fois ce qu'il avait déjà reçu de lui, sans préjudice de ses autres demandes.

De toute cette chicane ressortent quelques faits certains : il y eut, en 1638, société commerciale entre Desmartins, Rigault et Poincy ; Desmartins fit de fortes avances dont il ne fut pas remboursé, sauf pour très faible partie. Dès 1641, Poincy retenait des marchandises appartenant à son associé ; enfin, chose beaucoup plus grave, il ne rendit aucun compte des fonds et profits de ladite société au banquier trop confiant qui avait fourni les fonds.

Le capitaine Rigault, le troisième associé, a-t-il été traité comme Desmartins ? Il semble plutôt que les deux corsaires aient été d'accord. Rigault était désigné avec Desmartins par Poincy comme fondé de pouvoirs dans la procuration de 1638. D'un factum [1] relatif au procès pendant entre Thoisy d'une part, les héritiers de feu Rigault et Nicolas Fosse d'autre part, résultent d'autres faits qui jettent un jour assez vilain sur les pratiques financières de Poincy et de son clan.

En 1642, l'aîné de ses neveux, Lonvilliers, fut envoyé par lui en France, porteur d'une procuration nouvelle qui révoquait le mandat de Rigault et de Desmartins. Lonvilliers, vers 1646, d'accord évidemment avec son oncle, alors en pleine rébellion, s'entendit avec Rigault

1. Recueil Thoisy (nº 123, f. 192). Mémoire du procès pendant au grand Conseil pour... les héritiers... de feu Pierre de la Brosse... sieur de Rigault... contre M. Noël Patrocle, sieur de Thoisy (voir surtout f. 192, 202, 206, 208).

pour obtenir en faveur de celui-ci des condamnations pour dettes supposées qui soustrairaient les revenus des commanderies aux revendications des créanciers légitimes et surtout de Thoisy. Il commença par faire au sieur N. Fosse, fermier des commanderies, un bail de complaisance pour la somme de 10.000 livres, alors que le loyer en était ordinairement de 21.000 livres. Cela avait pour conséquence de réduire la valeur apparente du gage. Dans une contre-lettre, Fosse promit de ne pas se prévaloir dudit bail vis-à-vis de Poincy. Rigault assigna alors Fosse en paiement d'une somme de 11.950 livres, représentée par une lettre de change de Poincy tirée sur Fosse et acceptée par celui-ci : c'était en apparence pour rembourser certaines avances faites par Rigault. Ce dernier avait en main quittances des marchands, promesses et correspondances du Commandeur. Fosse paya en partie et fut condamné en 1649 par sentence des juges consuls à payer le reste. Thoisy, auquel Poincy avait promis, par la transaction de 1651, 90.000 livres de dommages-intérêts, payables sur les revenus de ses commanderies, argua de faux par complaisance la lettre de change dont il s'agit. Il prétendit qu'une saisie faite par Rigault sur les commanderies avait été convenue avec Lonvilliers, que la requête à fin de saisie et que l'état des frais de cette saisie étaient rédigés de la propre main du secrétaire de Lonvilliers, ce qui démontrait la connivence.

Lonvilliers, se disant aussi créancier de Poincy, avait obtenu du Châtelet, en s'actionnant lui-même, merveille de procédure, en qualité de procureur de son oncle, Lonvilliers contre Lonvilliers, des sentences tellement collusoires que plus tard elles avaient été cassées par arrêt

du Conseil d'Etat. Ces gens trichaient en justice comme au tripot.

Par une lettre de Lonvilliers au sieur Fosse, on prouvait qu'il menait lui-même les procédures de Rigault, son prétendu adversaire. Toutes ces procédures concertées par Rigault et Lonvilliers avaient pour objet de sauvegarder les fonds de Poincy en France, dont Lonvilliers avait la disposition.

Les héritiers Rigault soutinrent contre Thoisy que la lettre de change contestée était sérieuse, sérieuses aussi les procédures de leur auteur contre M. de Poincy. Sans vouloir décider de leur bonne foi, il est évident que ces contestations louches ne se seraient pas produites si Poincy avait payé ses dettes tout simplement. Il semble probable que Lonvilliers espérait parer aux revendications de Thoisy et surtout de Desmartins, auquel son oncle en voulait fort pour avoir laissé protester une de ses lettres de change; à cette fin, des dettes de complaisance, une saisie gagerie consécutive répondaient parfaitement. Fosse, Lonvilliers et Rigault paraissent s'être entendus comme larrons en foire. Après cela, que l'ami et le neveu aient quelque peu écorné les revenus des commanderies, c'est possible. Poincy se plaignit d'avoir été volé : ce n'eût été qu'un juste retour; cela ne payait ni Thoisy ni Desmartins.

Avec les fonds qu'il s'était procurés et dont, comme on vient de le voir, il ne rendit compte qu'à Dieu, Poincy a fait au moins œuvre considérable. Homme de mauvaise foi, il était bon exploitant. Il allait aux îles pour y faire fortune et d'honneur et d'argent. Il eut du dernier grande mesure.

Il n'entre pas dans mon dessein de raconter en détail la vie politique et militaire du Commandeur aux îles entre 1639 et 1660. Le P. Du Tertre l'a fait en témoin et en juge. Je voudrais seulement distinguer les traits caractéristiques de ce colonisateur et montrer comment il a pu établir une domination sur des populations si indociles, se maintenir contre l'autorité de la Compagnie, contre celle du roi et, parmi tous ces périls, amasser l'or sur lequel, très tard, la mort a fini par le coucher.

Il partit de France le 12 janvier 1639, emmenant avec lui de nombreux gentilshommes attachés à sa fortune. Il avait recruté beaucoup d'ouvriers de divers métiers dont il savait que les îles manquaient : maçons, briquetiers, chaufourniers, tailleurs de pierre, menuisiers, charpentiers, serruriers. Il était résolu d'y faire un établissement considérable, car c'est à son service personnel et non pas à celui des colons qu'ils furent employés. Ils étaient engagés pour trois ans, selon la coutume ; ce temps expiré, Poincy proposa à la Compagnie de reprendre à son compte ceux de ces hommes dont il n'avait plus besoin. Il arrive à la Martinique le 11 février ; Du Parquet l'accueille correctement, lui fait prêter serment par les habitants en qualité de lieutenant général. A la Guadeloupe, Lolive, qui vient de perdre la vue, lui parle sans le connaître comme à un simple officier et jure en blasphémant que s'il voyait clair il empêcherait bien Poincy de prendre possession de sa charge. Le Commandeur n'avait aucun droit sur la Guadeloupe, il entendit et n'oublia pas, mais il savait différer une vengeance ; l'aveugle et lui se quittèrent bons amis, ce jour-là.

A Saint-Christophe, son lieutenant La Grange l'avait précédé de six mois, ayant mission de lui préparer maison, défrichements et vivres pour sa troupe. La Grange n'avait pensé qu'à lui-même. Il offrit pourtant sa propre maison, elle fut refusée. Bientôt, il apparut que les deux chefs ne s'entendraient jamais; les missionnaires capucins perdirent leur peine à les réconcilier; l'intérêt, l'ambition les divisaient; les meilleures terres vacantes avaient été accaparées par La Grange sous prétexte de les réserver à Poincy; à présent, il les voulait garder. Il avait saisi un négrier et, sur la cargaison, il avait pris 78 têtes n'en attribuant que 18 à Poincy. Madame de La Grange, avide, hautaine, médisante, menait une guerre de langue, plus acerbe que celle des armes, au chef autoritaire et dur qui tenait à la considération comme un gentilhomme et comme un homme d'église. Quelques filles étaient venues de France, envoyées par la Compagnie; La Grange en avait fait expulser plusieurs trop débauchées, même pour les îles; il disait que c'étaient les avant-courrières de Poincy, qu'il avait envoyé devant lui son sérail. Quand celui-ci fut là, comme il avait retiré de chez un père ivrogne et féroce une fort belle fille qu'il avait confiée sagement à M^me^ de La Grange elle-même, on trouva qu'il allait la voir trop souvent. Des plaisanteries coururent; on se passait d'une case à l'autre un pamphlet, la *Nymphe Christophorine*, où l'on prêtait au Commandeur de mésséantes galanteries.

Poincy, dans une lettre écrite à Foucquet, impute ces calomnies, qu'il paraît avoir très vivement ressenties, à l'entourage de M^me^ de La Grange, surtout à un parent qu'elle avait, M. de Kérolan. Il dit qu'elle-même avait

été visiter sans permission le général des Anglais et avait répété sur lui des médisances atroces. Reproche plus sensible parce qu'il était sans doute mieux fondé ; Mme de La Grange l'accusait de mettre les marchandises à un taux excessif, de prodiguer les châtiments cruels, les coups, l'estrapade, l'exil. Le Commandeur, à ce moment-là, procédait à la réformation du gouvernement de l'île, où régnait une licence de mœurs et de religion peu conforme aux vues chrétiennes du Cardinal et de la Compagnie. Comment savoir s'il y a eu excès dans sa justice ? Il était fort rude, cela n'est pas douteux ; mais il est possible que La Grange ayant en main l'expectative du gouvernement, ait pensé à lui donner des dégoûts pour le faire partir et qu'il ait tenté de lui aliéner le peuple.

Sur ces griefs, il fit arrêter La Grange et sa femme, saisir leurs biens pour garantir le paiement des sommes qu'il leur avait fait prêter. La Grange offrit de tout payer et de renvoyer sa femme en France. Poincy refusa, fit instruire des procès criminels contre La Grange et les siens. Le juge, un certain Renou, commissionné par la Compagnie, fut récusé par son supérieur; Poincy alors nomma un commissaire : c'était la doctrine même de Richelieu. Kerolan s'enfuit à Saint-Eustache, fut condamné à mort par contumace et ses biens confisqués. La Grange et sa femme furent jugés par défaut et condamnés pour crime de lèse-majesté ; ils interjetèrent appel au Conseil de l'île qui renvoya l'affaire au Roi et à la Compagnie. Celle-ci donna enfin l'ordre de les mettre en liberté, mais ils avaient déjà passé onze mois en prison. Quelque temps après, deux de leurs domestiques s'étant trouvés, la nuit, proches du magasin à poudre qui

touchait la maison de Poincy, celui-ci les fit arrêter et voulut leur faire avouer que La Grange les avait envoyés pour le faire sauter. Ces gens n'avouèrent pas; s'ils l'avaient fait, par terreur ou faiblesse, Poincy dit publiquement qu'il aurait fait décapiter M. et Mme de La Grange. Ainsi se révélait, dès les premiers mois de son séjour, le naturel du lieutenant général.

La lettre qu'il écrivit à la Compagnie, le 15 novembre 1640, rend compte de son administration pendant les deux premières années de son commandement. Elle débute par de pieuses réflexions sur la mort récente du président Foucquet. « Il ne doute point que sa vie n'ait été suivie d'une heureuse fin et que cette suprême Providence dont les volontés sont justes et tous les secrets équitables ne l'a tiré d'entre les hommes que pour l'avoir, comme il l'espère, avec soi et dans sa main droite. » Mais il ne garde pas longtemps ce ton.

Il rend compte à sa façon de ses différends avec La Grange ; il explique comment de la désobéissance et de l'insoumission La Grange en était venu au crime, comment il avait voulu corrompre les principaux officiers, incité le peuple à la sédition, cabalé avec les Anglais et fait faire des libelles par Kérolan. Averti que la Compagnie se plaignait qu'il eût entrepris sur son autorité en nommant un commissaire pour lui faire son procès, il déclare sèchement avoir usé de ses pouvoirs de lieutenant général : il voulait croire que la Compagnie le soutiendrait, « étant bien étrange qu'elle pût abandonner son parti en un pareil cas ».

Il n'avait certes pas à le redouter, car la protection de Richelieu, avec lequel il correspondait directement, le

couvrait contre toute atteinte. La Compagnie ne discutait guère ses actes : elle les approuvait après coup. On l'avait loué amplement d'avoir contenu avec grand courage et grande prudence l'attaque faite par les Anglais en 1639, pour quelques rixes survenues dans les salines communes aux deux nations. On l'avait prié doucement de vivre en bonne intelligence avec La Grange ; on le suppliait de ne point parler de revenir ; on allait écrire à La Grange de se montrer un peu plus soumis [1]. On le laissait maître de faire cultiver ou non du tabac par les colons : on donnait à son neveu Lonvilliers en fief noble les terres qu'il avait acquises de Du Parquet.

Quand on apprit le procès de Kérolan et l'arrestation de La Grange, sans même examiner les faits, on écrivit d'abord à Poincy qu'on allait remplacer La Grange. C'est seulement quand on connut la procédure violente suivie par lui, que la Compagnie, sur le rapport de Foucquet, ordonna de mettre les accusés en liberté. Elle conservait tant de déférence envers le capitaine général qu'elle soumettait au Cardinal, quelques mois plus tard, ses rapports et projets sur les îles, ses plans d'occupation de la Dominique et de la Tortue et même son étrange suggestion de vendre aux Anglais nos établissements de Saint-Christophe pour transférer les colons à la Guadeloupe. Sur tous ces points, il semble que la Compagnie n'avait pas de sentiment arrêté ; c'est Richelieu qui défendit d'abandonner Saint-Christophe [2]. Poincy ne paraît pas avoir insisté sur un conseil donné peut-être à la légère et que l'on s'explique

1. Arch. Colon., F² 19. Assemblée de la Compagnie, 7 septembre 1639.
2. Arch. Colon., F² 19. Assemblée de la Compagnie, 6 juin 1640.

assez mal, car, dès 1640, la maison forte qu'il bâtissait à la Basse-Terre de Saint-Christophe était déjà presque achevée.

Les rapports de la Compagnie et du Commandeur restèrent empreints de la même confiance, même après le retour en France du malheureux La Grange. Celui-ci se plaignit avec véhémence : il voulut faire déclarer Poincy tortionnaire ; on se contenta de lui racheter les biens et les nègres qu'il avait à Saint-Christophe et comme personne n'avait entretenu les terres, on en profita pour les payer le tiers de leur valeur. Par toutes les dépêches, on protestait à Poincy qu'on n'ajoutait aucune foi aux dires de son ennemi ; on lui communiquait même officieusement le texte des requêtes que La Grange faisait contre lui.

De même, on approuva sans vergogne sa conduite envers Lolive, gouverneur de la Guadeloupe, qu'il avait traîtreusement arrêté passant à Saint-Christophe, en prenant pour motif son refus de cesser la culture du petun, mais au vrai pour le payer de la mauvaise grâce de son accueil. La Compagnie était en discussion avec Lolive qui n'avait pas rempli toutes les clauses de son contrat ; elle trouva fort politique de faire durer sa détention jusqu'à ce qu'elle lui eût extorqué la cession de ses habitations. Elle prescrivit à Poincy de ne pas le laisser retourner à la Guadeloupe sans avoir réglé cette affaire et compensé les dommages-intérêts qu'elle réclamait contre les biens du prisonnier. Ce fut fait de complicité parfaite [1]. Cela semblait devoir resserrer les liens entre la Compagnie et le Commandeur.

1. Arch. Colon., F² 19, 397. Assemblée de la Compagnie, 14 mai 1640.

De fait, on lui avait renouvelé, en 1641, pour trois ans, à dater du 1er janvier 1642, ses pouvoirs de capitaine et de lieutenant général. En 1643, la Compagnie ayant reçu de Levasseur, conquérant de la Tortue, une lettre fort cavalière où il désavouait sa suzeraineté disant qu'il ne tenait son île que de Dieu et qu'il n'avait besoin de personne pour sa conservation, elle résolut d'offrir la Tortue en fief au Commandeur qui l'avait demandée pour son neveu Lonvilliers et donna l'ordre à M. de Leumont, commis général aux îles, d'en traiter avec lui aux meilleures conditions possibles. A la fin de cette année 1644, en septembre, elle accordait encore à Lonvilliers la lieutenance générale de Saint-Christophe.

Le 2 mars 1643, on écrivait à Poincy de tâcher de surprendre Levasseur dans sa forteresse. Le 3 juin 1644, sur nouvelle requête de lui, présentée par Lonvilliers, on accordait au Commandeur une commission de Sénéchal et gouverneur de Saint-Christophe en blanc pour y mettre le nom d'un de ses neveux et l'on nommait l'un de ses fidèles, Saboulies, qui était major de Saint-Christophe, lieutenant général au gouvernement. Patrocle de Thoisy fut nommé le 16 décembre seulement sénéchal de Saint-Christophe et lieutenant général pour le roi ; mais Lonvilliers conservait l'expectative des fonctions de gouverneur que son oncle devait quitter à la fin de l'année.

Bien qu'on eût distingué cette fois des pouvoirs du gouverneur les fonctions plus honorifiques encore que judiciaires de sénéchal attribuées au nouveau lieutenant général auquel il fallait bien donner quelque chose à faire en attendant l'expiration des commissions des trois gouverneurs des îles, il ne semble pas qu'il y ait eu d'in-

justice commise envers les Poincy. Pour le Commandeur, les six années de gouvernement qui lui avaient été assurées expiraient en 1644 : il était donc régulièrement remplacé, sans pouvoir reprocher à la Compagnie ni un manque de parole, ni même un mauvais procédé.

Celle-ci n'avait d'ailleurs contre lui, semble-t-il, que des griefs d'ordre administratif, juste ce qu'il fallait pour désirer un changement de personne. Poincy était ombrageux et autoritaire : il avait dû froisser particulièrement les bourgeois et les gens de robe qui composaient la Direction, par son dédain des formes judiciaires et par ses empiètements incessants sur le domaine de leurs commis. On lui avait reproché doucement d'avoir fait instrumenter contre La Grange par un commissaire, d'avoir jugé lui-même les procès en appel; mais, sur ses explications quelque peu hautaines, on n'était pas revenu sur ce sujet. Peut-être lui en voulut-on un peu plus d'avoir, dès 1639, organisé à son profit, d'accord avec les Hollandais, le monopole commercial que la Compagnie était incapable d'exercer. Il vint sans doute aussi quelques plaintes de Saint-Christophe. Enfin, en 1642, après le renouvellement de son privilège, la Compagnie y envoya à titre de juge et bientôt à titre d'intendant général le sieur Clerselier de Leumont.

Il ne paraît pas, bien que cela soit relaté dans un factum de Lonvilliers contre Thoisy, que Poincy ait refusé de recevoir l'intendant de la Compagnie ; autrement, les procès-verbaux des assemblées en feraient mention. Il est seulement très probable que Leumont, secrétaire du roi, homme de loi et d'une tout autre considération que le juge qu'il remplaçait, se montra peu disposé à subir l'autorité du Commandeur. Il paraît avoir

signalé en particulier à la Compagnie les abus qui regardaient la justice et l'administration, dont il avait charge. En 1644, la Direction mande à Poincy qu'elle trouve mauvais qu'il interdise les juges : elle lui rappelle qu'il n'a aucun pouvoir en dehors de ceux qui lui sont expressément concédés ; que, nommément, il n'a aucun droit de prise sur les vaisseaux des forbans, ni sur les vaisseaux des naufragés : ce sont là droit de souveraineté. Il a reçu de l'amiral congé de faire la guerre avec ses propres vaisseaux, mais non le droit de juridiction maritime. Leumont reçut l'ordre d'évoquer tout procès, en cas de suspicion légitime contre le juge. Un peu plus tard, on défendit encore à Poincy d'interdire les commis ou de les exclure du service.

Chez un homme d'un tempérament despotique et violent, ces rappels à l'ordre provoqués par les rapports de Leumont doivent avoir éveillé une très vive irritation. Richelieu était mort, ses amis assez mal en cour, ceux du moins qui étaient comme Poincy de moindre importance ou trop éloignés pour se rallier assez vite à la Régence. Poincy devait s'attendre, ayant fait six ans dans les îles, à n'être pas continué dans ses fonctions. Avait-il, dès 1640, résolu, comme le dit le P. Du Tertre, de se maintenir malgré la Compagnie ? Il en aurait eu pour motif le mécontentement qu'il éprouva de voir nommer lieutenant au gouvernement de la Guadeloupe le sieur Aubert, chirurgien devenu capitaine de milice, qu'il avait envoyé en France pour proposer à la Compagnie d'abandonner Saint-Christophe. Aubert, homme de valeur, protégé par d'Esnambuc et par Poincy lui-même, avait épousé la veuve de Duplessis, l'associé de Lolive ; il n'eut

pas de peine à obtenir le poste ; or, Poincy présentait Saboulies, dont il se croyait sûr ; ce fut justement l'une des raisons du refus ; on craignit de livrer la Guadeloupe à Poincy. Pourtant, malgré l'autorité de Du Tertre, il semble qu'il n'y ait pas là un motif assez fort pour le décider à la révolte.

Il avait encore en 1640 plus de trois années de commandement à faire ; il ne paraît pas d'ailleurs avoir tenu rigueur à Aubert de s'être mis en opposition contre lui. Il reçut son serment comme lieutenant général de la Guadeloupe, lui permit d'emmener des volontaires de Saint-Christophe et, dès 1643, le protégea contre l'inimitié de Houël qui se trouvait être leur commun adversaire : car Houël, gouverneur de la Guadeloupe et seigneur de la Compagnie, refusait toute soumission à Poincy et voulait se débarrasser d'Aubert dont il avait trompé la confiance et pris la place. Lorsqu'il fit à Aubert un procès capital pour prétendu crime de trahison, procès où il suborna le principal témoin, Poincy évoqua l'affaire, reçut Aubert fugitif, le fit passer en France. Il ne semble donc pas qu'il y ait eu entre ces deux hommes autre chose qu'un malentendu.

La révolte de Poincy doit être expliquée par des raisons plus sérieuses et surtout plus personnelles qu'il n'est pas très difficile de démêler. Il n'a pas pu former le dessein assez périlleux de résister à la Compagnie et par suite au roi sans avoir des motifs, sinon solides, au moins spécieux, qui pussent en quelque manière le justifier.

Il était engagé depuis 1638 dans des dépenses considérables : la construction de son château de la Basse-Terre, l'achat des chevaux, des mules, des nègres pour

mettre en valeur ses concessions, les frais d'entretien de son domestique qui était nombreux avaient dû consommer les fonds qu'il avait apportés de France et qui, on le sait, ne lui appartenaient pas. Pour les récupérer et y ajouter un intérêt raisonnable au profit de ses associés et au sien, il n'avait eu d'autres rentrées que le produit de ses terres plantées alors en tabac seulement et celui de la capitation payée en nature de la même denrée. Or, le tabac baissait de prix au point que la Compagnie ordonnait de n'en faire qu'une année sur deux pour en empêcher l'avilissement. Poincy, d'accord avec le général anglais, fit arracher les plants en octobre 1639 et en défendit la culture pendant les dix-huit mois qui suivirent. Restait la culture du coton, du roucou, du gingembre : mais tous ces produits étaient en assez faible quantité. La canne à sucre ne fut cultivée à Saint-Christophe qu'en 1641, sur l'initiative de Poincy lui-même.

On peut donc admettre, avec assez de vraisemblance, qu'en 1644, il n'avait eu d'autres revenus que sa récolte de tabac de 1641 et 1643 et ce qu'il avait pu tirer de la capitation et du monopole du commerce qu'il établit à son profit, dès 1640, de compte à demi avec une société de Flessingue. Si belles qu'eussent été les récoltes et si productif que fût le monopole, il ne semble pas que la situation de Poincy fût très favorable en 1643. Ses plantations de cannes étaient trop récentes pour donner beaucoup : il avait dû y mettre ses gains puisque nous savons qu'il ne payait ni intérêt, ni capital à ses associés : en 1643 ses commanderies étaient frappées de saisie par La Grange ; à la même date, il faisait payer par Rigault certains créanciers ; Desmartins, si l'on en croit ses héri-

tiers, lui réclamait dès 1642 une somme de 300.000 livres et laissait protester ses lettres de change. Il était tout à fait sûr que ses dettes ne seraient pas liquidées au 1er janvier 1645 : il fallait donc qu'il pût continuer au moins l'exploitation sucrière commencée à grands frais. Or, n'espérant pas obtenir une prorogation de pouvoirs et sachant par expérience personnelle, de quel poids pesait aux îles la faveur ou l'inimitié d'un gouverneur, il essaya d'abord d'obtenir une sorte d'arrangement. Par lettre du 16 août 1644, adressée à Berruyer [1], il offrit à la Compagnie sa démission de capitaine général, demandant à conserver le titre de lieutenant général du roi et, si la Compagnie ne trouvait pas à propos qu'il y fût continué, la permission de vivre à Saint-Christophe dans la maison que son neveu Lonvilliers avait fait bâtir, comme faisaient en France les Commandeurs de son ordre. En même temps, il sollicitait le gouvernement de Saint-Christophe pour ce même neveu. La Compagnie, comme on l'a vu plus haut, lui accorda le 3 juin suivant une commission de sénéchal et gouverneur de l'île en blanc où il mettrait lui-même le nom d'un de ses neveux. Il semble donc qu'il ait obtenu satisfaction. La nomination de M. de Thoisy comme sénéchal de Saint-Christophe et lieutenant général est postérieure de quatre mois à son offre de démission. Le maintien du gouvernement à Lonvilliers en décembre 1644 semblait garantir ses intérêts : on avait accepté la seconde solution proposée par lui.

Mais on doit compter avec les agissements d'Aubert ;

1. Rec. Thoisy, nº 123, f. 196. Inventaire des pièces que produit le sieur de Thoisy..... contre le Commandeur de Poincy... pièce A.

celui-ci, venu en France en 1644, pour se plaindre de Houël, gouverneur de la Guadeloupe, avait été, par le crédit de son ennemi, condamné à mort par contumace ; il aurait été exécuté si Berruyer ne l'eût averti à temps de s'enfuir aux îles. Aubert avait eu connaissance des dispositions de la Compagnie à l'égard de Poincy : il l'avait défendu vivement et vainement. A son retour, il dut faire au Commandeur un noir tableau de l'accueil qui l'attendait en France et son aventure personnelle lui permit sans doute d'en pousser fortement la couleur. D'autre part, Lonvilliers, à cette date, régissait les affaires de son oncle en France, disposait de ses revenus et ce que nous savons de sa rouerie en procédure, de sa mauvaise foi, nous le montre bien capable d'avoir agi comme le dit Du Tertre dont l'information est si sûre. Craignant de voir les revenus des commanderies lui échapper, il prévint son oncle qu'une fois en France on lui ferait son procès ; il fit en même temps courir le bruit que Poincy était décidé à la résistance. Lui-même n'était pas suspect. C'est lui qui fut chargé de remettre à son oncle une lettre de cachet en date du 16 février 1645 qui lui notifiait son rappel. Poincy la reçut le 31 mars.

Cette mesure paraît l'avoir décidé à la révolte. Se voyant rappelé, il craignit de perdre son avoir et aussi son honneur puisque ses dettes resteraient impayées. Si peu scrupuleux qu'il pût être en matière d'argent, il préféra la rébellion à la banqueroute. Pourtant, il fit un dernier effort ; il demanda à la Compagnie de lui rembourser les avances faites par lui à des négociants de Hollande pour nourrir les habitants : il les évaluait à 600.000 livres ; en même temps, il prit ses mesures pour résister ; peut-être ajouta-t-il qu'il était résolu à ne

pas quitter son île avant d'être payé. La Compagnie, par décision du 1er septembre 1645, accueillant cette réclamation, donna pouvoir à Leumont de traiter avec lui ; celui-ci engagerait les effets de la Compagnie dans l'île pour le paiement des sommes versées aux Hollandais jusqu'à concurrence des deux tiers : Thoisy se portait fort pour l'autre tiers.

Cette décision vint trop tard. Poincy s'était enfin décidé : en juillet 1645, il avait expulsé M. de Leumont. On le soupçonnait sans doute en France, car le 18 août 1645 une deuxième lettre de cachet fut donnée, réitérant à Poincy l'ordre de quitter Saint-Christophe. Une autre, adressée à Lonvilliers, gouverneur nommé, lui mandait de reconnaître Thoisy comme sénéchal et lieutenant général. Ces lettres précédèrent peut-être Thoisy qui ne partit que le 12 septembre et qui emportait, avec l'offre d'accommodement, un ordre aux capitaines de milice de le reconnaître en ses qualités, un ordre de l'amiral de Brézé lui donnant autorité sur la marine et des lettres de la reine d'Angleterre Henriette-Marie pour le gouverneur anglais de Saint-Christophe dont on savait l'intelligence avec Poincy.

Arrivé à la Martinique le 17 novembre, Thoisy fut très bien reçu par Du Parquet ; il en fut de même à la Guadeloupe où Leumont s'était réfugié. Mais à son abord à Saint-Christophe, le 25, son prévôt fut empêché de débarquer par Aubert à la tête d'une compagnie en armes. Aubert déclara que le peuple ne voulait que M. de Poincy. Le lendemain, une nouvelle tentative rencontra la même résistance et la même réponse.

Les Anglais, vers qui Thoisy se tourna, le reçurent à coups de fusil. Il rentre alors à la Martinique ; de là,

avec l'appui de Du Parquet, il fait une descente à Saint-Christophe, enlève Lonvilliers et Tréval, les deux neveux de Poincy. En revanche, celui-ci capture Du Parquet et repousse l'attaque. Thoisy, sans ressources personnelles, n'ayant pour appui que le crédit de la Compagnie et le nom du roi, fut d'abord toléré à la Guadeloupe par Houël : bientôt celui-ci se rapprocha de Poincy ; l'abolition des droits seigneuriaux à Saint-Christophe était connue dans les autres îles ; on ne pouvait plus compter sur la fidélité des habitants ; Houël chercha seulement à sauvegarder ses intérêts ; il appuya les démarches insurrectionnelles des milices de la Guadeloupe qui réclamaient la suppression des droits. Thoisy fut bloqué dans sa maison, menacé de mort ainsi que Leumont. Il parvint enfin à gagner la Martinique (3 janvier 1647). Il y retrouva l'insurrection pour le même intérêt. Huit jours après, Poincy, dont les agents attisaient ces désordres, sachant le lieutenant général isolé dans cette île, y envoie cinq vaisseaux, offre aux habitants de leur rendre le chef qu'ils aimaient, Du Parquet, en échange de Thoisy. Le marché fait, Thoisy fut trois mois prisonnier du rebelle ; mais il était dangereux de le garder ; des mécontents se ralliaient déjà à son nom ; dangereux de le faire tuer, c'eût été crime et d'utilité douteuse ; alors il fut rembarqué pour la France où la justice royale lui assura des satisfactions morales ; quant aux réparations pécuniaires, la procédure lui reprit ce que les tribunaux finirent par lui adjuger.

Le P. du Tertre a longuement raconté les incidents sinistres de ces troubles dont il fut témoin ; sans prétendre résumer ce récit fidèle et coloré où revivent les

violences anarchiques d'un peuple encore sans lois, je préciserai seulement les raisons qui le gagnèrent à la cause de Poincy ; si habile qu'on le suppose, il est certain qu'il n'eût pas dû compter sur la complicité de la plupart des habitants s'il n'avait eu le talent de leur faire croire qu'ils se défendaient eux-mêmes en le défendant, si, grâce à l'hostilité qui leur était commune, à eux et à lui, contre la Compagnie, il ne leur avait fait croire que ses intérêts étaient les leurs. Il avait d'ailleurs rendu aux colons de grands services. Bon politique et bon soldat, il avait contenu les Caraïbes et les Anglais ; il avait, en traitant avec les Rubergues de Flessingue, assuré, dès 1640, l'approvisionnement de l'île ; il avait bâti une forteresse, réparé ou construit les batteries de la côte ; mais ces services pouvaient être balancés par sa rigueur impitoyable et sa rapacité ; s'il s'était fait des créatures, il avait acquis de bons ennemis et lui aussi connut, avant d'être rebelle, les rébellions de ses subordonnés. S'il avait gagné Giraud, l'un des plus anciens colons, premier capitaine de la milice, en lui donnant pour gendre un de ses neveux ; s'il s'était acquis le brave et populaire Aubert, s'il avait donné des compagnies à plusieurs des gentilshommes de sa maison ; s'il tenait chez lui table ouverte où tant firent ripaille les hommes de la Basse-Terre, de la Pointe de Sable et de Cayenne que l'on n'entendait plus dans ces cantons d'autre cri que celui-ci : Vive le Roi et M. de Poincy ! les habitants eurent des motifs plus sérieux pour le soutenir que la débauche et l'orgie ; ces motifs, ils les ont déduits dans une *Apologie* qu'ils adressèrent en 1646 aux habitants des autres îles [1]. « Les Français bien affectionnés au ser-

1. Bibl. Nat., ms. fr. 18593, f. 398-412. — Apologie pour la

vice du roi, dit ce factum, ne trouveront jamais (leur) procédé étrange. Ils verront par cette action que ce sont des enfants qui ne veulent pas abandonner leur bon père, des soldats qui veulent suivre leur capitaine.... Ils connaîtront que la subsistance et la conservation de cette colonie dépend absolument de la présence de M. le Commandeur de Poincy et, de son absence, la ruine entière et totale destruction. C'est par sa sage conduite que cette île est venue au point de sa perfection, qu'elle est fortifiée de batteries..... bref, que c'est un arsenal rempli de toutes les choses nécessaires pour la conservation du pays. » Ce ne sont là que phrases assez vagues et louanges banales ; mais voici qui touche plus juste et révèle le lien qui les attache à Poincy :

« Sa présence a réprimé l'avarice insatiable de certains directeurs de la Compagnie... Ce peuple peut avec liberté représenter à Sa Majesté la tyrannie et les oppressions que ces directeurs lui voulaient faire, les violentes exactions qu'ils voulaient tirer de ce pauvre peuple,..... que ces Mrs sont les vrais ennemis de cette colonie, les destructeurs de cette île, les vraies sangsues de ce pauvre peuple, les calomniateurs de celui qui porte l'image de l'autorité du roi, pour s'être opposé à leurs pernicieux desseins..... véritables hypocrites, qui ruinent les sujets du roi... qui abusent du crédit et de l'autorité que quelques-uns de leur société ont au Conseil pour rompre les traités qu'ils ont passés avec les dits habitants. »

On peut dans ces invectives préjuger l'inspiration de Poincy ; mais les griefs des habitants étaient précis. Ils

défense des habitants de l'île de Saint-Christophe... sur le refus et opposition qu'ils font au départ de M. le Commandeur de Poincy, lieutenant général pour S. M. esdites îles.

faisaient remonter leurs plaintes au changement qui avait suivi la mort de Belain d'Esnambuc. C'est alors que la Compagnie avait levé pour la première fois les droits de lods et ventes, à raison du 20e à chaque mutation, qu'elle avait imposé une redevance d'une livre de coton par arpent. Or, telle habitation changeait de main, sept, huit et neuf fois par an, en sorte que les vingtièmes montaient au bout de l'an plus haut que le principal.

La seule raison, le seul titre de la Compagnie à imposer ces charges onéreuses, était que le Roi lui avait donné la seigneurie de l'île. Elle oubliait qu'elle avait accordé la propriété de leur terre aux colons, moyennant la capitation de 200 livres de petun par tête et le 20e du revenu.

Le don fait de ces îles par S. M. n'était-il pas, disaient les colons, la récompense des grands frais et des immenses dépenses qu'ils devaient faire pour habituer les îles ? Mais où étaient les navires qu'ils avaient frétés ? les capitaines qu'ils avaient engagés ? où donc les habitants qu'ils avaient fait passer dans leurs îles ? Ni vaisseau, ni capitaine, ni soldat ni aucun habitant qui fût venu de leur part. Ils n'avaient bâti l'église ni payé le curé. C'est Poincy qui l'avait fait ; c'étaient les habitants qui avaient bâti forts et corps de garde. La Compagnie n'avait envoyé que quelques mauvais mousquets et quelque peu de poudre qu'elle faisait payer fort cher. Son intendant Leumont avait établi les lods et ventes que Poincy avait un moment suspendus. Il avait usurpé les fonctions de juge et proposé de lever 3 0/0 sur les marchandises des Français et 8 0/0 sur celles des Hollandais. A tout cela, Poincy s'était opposé; on l'avait calomnié; on avait noirci sa conduite et indisposé

contre lui la Régente. Or qu'avait fait M. de Poincy ? Il avait construit une maison forte qui fait l'admiration de ceux qui la voient ; il avait engagé son crédit pour nourrir les pauvres gens. Il était encore dû aux marchands qui avaient assisté l'île plus de deux millions de livres de tabac [1] dont il avait répondu et dont il fallait le désintéresser. Il avait fait bâtir un hôpital, une chapelle, un arsenal ; il avait fait ouvrir des chemins, construire des engins propres à la manufacture de l'indigo et du sucre ; il équipait barques et vaisseaux pour surveiller les ennemis. « Les habitants sont ravis de voir en lui une grande douceur et affabilité de son entretien, une facilité extrême à recevoir leurs remontrances, une inclination puissante à secourir les nécessiteux, une prudence admirable à châtier les délinquants, une bonté très grande à rendre la justice, une patience sans égale à recevoir les plaintes... vous diriez que le siècle d'or serait revenu, voyant cet illustre général, accompagné de ses principaux officiers, rendre la justice sous un figuier à tous les habitants, écouter leurs plaintes et vider leurs différends avec tant de dextérité et de patience que ces pauvres gens s'en retournent plus contents que s'ils avaient passé par les mains des plus savants légistes. Que l'on juge maintenant de la différence qu'il y a entre les actions de ces Directeurs et celles de M. de Poincy et à qui le peuple doit avoir plus d'obligation. Il a fort bonne connaissance que celui qui lui doit succéder est déjà partisan des intérêts de ces directeurs et qu'il est gagé pour favoriser leur oppression. Il comprend fort bien que

1. A 20 livres le quintal, cela ferait 400.000 livres ; à 30 livres, 600.000 l. Le tabac valut même un peu plus en 1640.

c'est une espèce de miracle qu'il lui soit venu un homme tel que M. le commandeur de Poincy ; il ne le peut point quitter ; il ne le veut point abandonner. »

Ce document qui doit être un peu antérieur à l'arrivée de M. de Thoisy démontre, ce me semble, que la haine des habitants pour la Compagnie qui les exploitait sans leur rendre aucun service fut la principale cause de l'appui qu'ils donnèrent à Poincy. Ce sont des raisons d'ordre économique, le poids des impôts, la gêne causée au commerce, une oppression qu'aucun service ne justifiait qui les déterminèrent. La domination nouvelle ne laissa pas de leur coûter assez cher; il est vraisemblable qu'ils jugèrent d'abord ce prix compensé par la bonne police et la sécurité que Poincy leur garantit.

Soutenu par quelques-uns des plus braves et des plus notables habitants, Aubert, Giraud, Lespérance, Belletête entre autres, qui disposaient de beaucoup d'amis et d'engagés, ayant lui-même à ses ordres un bon nombre de gentilshommes, de domestiques, d'artisans, d'esclaves qu'il pouvait armer, Poincy déchaîna dans ces discordes son naturel impitoyable ; il égala par ses vengeances la férocité des flibustiers qui servaient sa cause.

Dès son arrivée à Saint-Christophe, déjà l'homme se dessinait ; il avait fait mettre dans ses corps de garde des grues de fer, des chevalets et certains instruments propres à donner la gêne d'une façon nouvelle; il en usait très souvent et pour les plus légères fautes. En 1641, sa commission ayant été renouvelée, il en courut dans l'île une copie fausse qui diminuait ses pouvoirs. Il soupçonna d'en être l'auteur un nommé Desmarets, ancien capitaine, homme brutal et indiscret. Des affidés

allèrent boire dans sa case, trouvèrent dans son hamac la fausse commission que peut-être ils y avaient mise. Desmarets fut condamné à mort, s'enfuit chez les Anglais. Poincy fit décapiter le capitaine et l'anspessade de garde à la prison, réclama son fugitif à la tête de 4.000 hommes et quand les Anglais l'eurent livré, il le fit tuer, probablement innocent. On sait comme il traita La Grange et sa femme. Quand Thoisy et Du Parquet assaillirent Saint-Christophe, leur troupe après un premier succès fut repoussée facilement ; Du Parquet fut livré par le général anglais. Or, les capucins l'avaient un moment caché. Deux jours après, Poincy fait arrêter les moines ; il les enferme avec le Saint-Sacrement dans un corps de garde qu'occupent les Anglais hérétiques ; après trois jours, il les chasse de l'île et les moines, au chant du psaume *In Exitu*, emportent dans leur barque, sous les insultes des Anglais, le Saint-Sacrement banni par un Commandeur de Malte. Quelques habitants de Saint-Christophe avaient combattu pour Thoisy ; ils s'étaient jetés dans les mornes après la défaite. Leurs têtes furent mises à prix, leurs femmes menacées d'être noyées dans la mer. La Fontaine, un des fugitifs, avait un petit serviteur de 12 ou 13 ans ; on brûla les doigts à cet enfant avec une mèche soufrée ; on lui serra le front avec une corde tordue ; il périt, la tête brisée, sans trahir son maître. On chassa les proscrits avec des nègres et des meutes ; comme ils étaient affamés, on mit en quelques endroits des tonnes de lard pour les attirer ; l'un y fut pris, Jean Duret : sa tête, nez et oreilles coupées, servit à jouer à la boule et Poincy la paya 500 livres de tabac ; d'autres aussi furent tués ; leurs têtes furent plantées au bout des piques sur les fortifications de la Pointe de

Sable. Ceux à qui il faisait grâce, il les envoyait aux Iles Vierges qui étaient désertes; c'était le bagne de Saint-Christophe. Un dominicain irlandais, son confesseur, outré du traitement fait aux capucins, voulut repasser en France; Poincy l'envoya aux Iles Vierges. Des nègres de La Fontaine lui avaient porté des vivres dans les bois ; Poincy les fit torturer; comme ils ne parlèrent pas, il leur fit couper tous les orteils. Quand il eut pris Thoisy, par la trahison des gens de la Martinique, il le garda prisonnier quelques mois, n'osant le tuer ; enfin lorsque, craignant un soulèvement, il le fit embarquer pour la France, il donna l'ordre à l'officier qui le conduisait à bord de lui casser la tête, si l'on tentait de l'enlever.

Quinze ans plus tard, Poincy eût payé ses crimes de son sang ou du moins d'une longue prison, car il était d'Église. Mais les troubles de Saint-Christophe s'étaient produits à une époque où la France était elle-même trop violemment agitée pour que ces lointains mouvements détournassent l'attention du gouvernement, tout entière aux velléités révolutionnaires du Parlement de Paris. L'eût-on résolu, l'on n'avait pas de flotte qui pût aller rétablir l'ordre aux îles. La Compagnie frustrée de son domaine, Thoisy frustré de son gouvernement, eurent recours aux tribunaux. Les adversaires ne luttèrent désormais qu'avec les armes de la procédure et les troubles publics n'étaient pas pour hâter l'allure des procès engagés ; la rouerie des procureurs de Poincy eut pour complice la lenteur ordinaire à la justice, les rivalités des juges et les interventions politiques d'amis puissants. Dès février 1646, les Directeurs de la Compagnie avaient présenté requête au Grand Conseil pour avoir

permission d'informer des violences et rébellions de Poincy. Ils obtinrent arrêt portant commission d'informer au sieur de Bretteville. Mais Poincy fit recevoir requête à son tour, comme s'il n'avait été question que de quelques différends particuliers, et non d'actes criminels ; il réclama de la Compagnie le remboursement des frais qu'il avait exposés, évalués à 150.000 livres ; il demanda qu'elle lui achetât ses plantations et constructions et, sous prétexte de tout terminer à l'amiable, il obtint surséance aux poursuites. Le secrétaire d'État, Brienne, constitua une sorte de commission d'arbitrage pour accommoder l'affaire et, peu après, le 25 février 1647, le Conseil d'État rendit un arrêt qui prorogeait Poincy pour un an dans sa commission de lieutenant général à Saint-Christophe, à charge d'y recevoir ensuite M. de Thoisy et d'y laisser cependant les agents de la Compagnie libres de circuler et d'agir. Les Directeurs durent interrompre leur information ; bien plus, pressés de dettes, et poursuivis par leurs créanciers, ils commencèrent des négociations avec Lonvilliers qui proposait d'acheter Saint-Christophe au nom de son père, Christophe de Lonvilliers, frère aîné du Commandeur. L'affaire fut conclue le 26 août 1647, pour 90.000 livres, payables 18.000 livres comptant et le reste en quatre termes d'année en année à partir de la troisième. Encore Lonvilliers déclara-t-il ne pouvoir payer les 18.000 livres comptant qu'à deux ans de date et il en fit une obligation de 19.000 livres, intérêts compris, ce qui fut agréé par les Directeurs et approuvé quelques mois plus tard par l'assemblée générale des actionnaires, le 6 décembre 1647 [1].

1. Arch. Colon., F² 19,504 et suiv.

On s'aperçut alors que la négociation avait surtout pour objet de gagner du temps et d'interrompre les procès.

Thoisy, pour sa part, procédait à la fois contre Poincy et contre Lonvilliers, qui se prétendait créancier de son oncle et l'avait fait condamner par sentence du Châtelet à payer 130.000 livres, dette probablement supposée. Il obtint le 21 mars 1648 un arrêt du Conseil d'État, renvoyant au Grand Conseil le procès criminel commencé à sa poursuite contre le Commandeur. La Compagnie reprit alors son instance et obtint un semblable arrêt de renvoi, en date du 29 août 1649 [1].

L'affaire marcha fort mal; les événements des années 1649 et 1650 y contribuèrent sans doute et d'ailleurs nous ne connaissons pas tous les incidents de la procédure. Les biens de Poincy, c'est-à-dire les revenus de ses commanderies, furent saisis, le sieur de Saint-Laurent nommé séquestre par arrêt du Grand Conseil du 26 octobre 1649. Thoisy fit saisie sur saisie, entre les mains du séquestre, des procureurs Desmartins et Rigault, du fermier des Commanderies, le sieur Fosse. Poincy donna en 1650 sa démission des dites commanderies qui revinrent à l'Ordre de Malte. C'est alors qu'intervint le bailli de Souvré, ambassadeur de l'Ordre auprès du Roi, sans doute ami personnel de Poincy, qui dut faire valoir auprès du grand-maître l'intérêt moral qu'avait l'Ordre à arrêter ces procès où l'un de ses dignitaires était compromis. Il agit de même auprès du gouvernement et voici quel fut le résultat de son entre-

1. Arch. Colon., F^3 52 non folioté. Arrêt qui renvoie les charges et informations faites à la requête des Directeurs de la Compagnie des Iles.... contre le S^r de Poincy au Grand Conseil pour y être fait droit, 26 août 1649.

mise; le 2 mai 1651 eut lieu au logis de M. de Lauzon une assemblée générale de la Compagnie des Iles. Là, « sur l'avis donné à la Compagnie que pour assoupir leurs différends avec M. de Poincy.... et comme la Compagnie est fort engagée envers divers particuliers à qui elle a emprunté à gros intérêts et qu'elle ne peut s'en libérer, n'ayant aucun fonds dans la société, qu'en vendant quelques îles dépendant de sa concession, ce qui l'a fait résoudre de vendre la Guadeloupe.... par contrat du 4 septembre 1649 et la Martinique...., le 27 septembre 1650, sur les propositions de M. de Souvré d'acheter les droits de la Compagnie sur les îles de l'Amérique, selon l'édit de 1642, moyennant 120.000 livres, la Compagnie a reçu ces offres et délégué MM. de Loynes et Berruyer pour passer le contrat de vente. »

Ce contrat fut passé le 25 mai entre ces délégués et le bailli de Souvré, ayant charge et pouvoir de son Ordre. La Compagnie vendait tous les droits à elle appartenant dans toutes les îles de l'Amérique, à la réserve de celles qu'elle avait déjà vendues et encore à la réserve de la Dominique et de la souveraineté des îles vendues ou réservées. Elle cédait aussi tout ce qu'elle y possédait et ce qu'elle pouvait prétendre à l'encontre de Poincy, moyennant quoi l'Ordre acquitterait les dettes de la Compagnie aux îles et baillerait 120.000 livres tournois dont 10.000 comptant; le reste par termes, échéant de 1652 à 1654, avec intérêts au denier 18, lesdites sommes devant être employées uniquement à l'acquit des dettes de la Compagnie. Des lettres patentes en date de mars 1653 confirmèrent cette cession, attribuèrent la seigneurie à l'Ordre de Malte et tinrent lieu expressément de lettres de rémission pour Poincy.

Il est certain que les paiements stipulés devaient être faits par Poincy, car les reçus des sommes versées à compte en 1651 constatent qu'elles le sont par le sieur Antoine Girault, sergent de bataille des Iles, qui était un de ses agents. L'Ordre ne lui donna que sa protection ; il lui assura le gouvernement des îles, sa vie durant, leur propriété et celle des biens de Poincy devant revenir à l'Ordre à sa mort. En effet, son neveu Lonvilliers qui commandait à Saint-Christophe le quartier de la Pointe de Sable n'eut après lui que la jouissance viagère du tiers des droits de ce quartier, tandis que le château et probablement aussi le domaine de la Basse-Terre furent mis en possession du gouverneur nommé par l'Ordre.

Comme religieux, Poincy ne pouvait tester ; ses biens furent considérés comme un simple pécule et si ses neveux en touchèrent une partie, ce fut par des voies détournées.

L'ordre de Malte revendit l'île en 1665 pour 500.000 livres à la Compagnie des Indes occidentales ; il fit en apparence une assez bonne affaire. Mais, en réalité, il en fut autrement. D'abord, la Compagnie ne versa que 300.000 livres ; puis les héritiers Desmartins actionnèrent l'Ordre en paiement d'une somme de 1.352.324 livres 6 s. 6 d. qu'ils prétendaient due à leur auteur par M. de Poincy, en raison de la société commerciale dont on a parlé plus haut.

En 1676, un arrêt du Conseil commit pour régler ce différend les sieurs Pussort, Marin, Hotman, Servat et d'Aligre [1]. D'autre part, la Compagnie des Iles, qui n'avait pas reçu tout son dû, avait obtenu en 1668 d'être

1. Arch. Colon., F³53 non coté. Arrêt du 28 mars 1676.

payée du reliquat, s'élevant à 78.311 livres, par la Compagnie des Indes occidentales agissant pour décharger le bailli de Souvré et l'Ordre de Malte caution du Commandeur.

Le paiement ne fut pas fait; alors les actionnaires de la Compagnie des Iles saisirent les revenus de la Commanderie de Latran. L'Ordre obtint mainlevée de la saisie en 1679[1]. Des commissaires furent nommés pour appointer l'affaire.

Par transaction, Colbert en 1682 fit expédier une ordonnance de 60.000 livres au profit de la Compagnie des Iles. Mais il mourut en 1683; nouveaux délais. Le Peletier, son successeur, fit rendre en 1687 un arrêt du Conseil par lequel la Compagnie devait toucher 78.272 livres 7 s. 10 d. Mais depuis 1665 les intérêts avaient grossi la dette jusqu'à 156.000 livres, de sorte qu'après la guerre, en 1701, la Compagnie ou ses ayants cause actionnaient une fois de plus l'Ordre de Malte en paiement du solde et des intérêts courus depuis 1687[2]. L'affaire finit-elle par un bon jugement, par le désistement ou l'extinction des demandeurs? On ne le sait ; toujours est-il que Poincy semble avoir porté malheur à tous ceux qui furent en relations d'argent avec lui, soit pour l'attaquer, soit pour le servir. Thoisy avait dû suivre l'exemple de la Compagnie des Iles et s'accommoder avec son ennemi. Il y eut, le 25 août 1651, transaction signée entre lui et le bailli de Souvré, se disant procureur de Poincy, moyennant une somme de 90.000 livres et la remise des revenus qui restaient dus sur les commanderies. La transac-

1. Arch. Colon., F³ 53 non coté. Arrêt du Conseil, 27 août 1679.
2. Mémoire concernant la revendication de la Compagnie des Iles contre l'ordre de Malte, 1701. Id., *ibid*.

tion fut ratifiée par le Grand-Maître, mais non par Poincy. Nous savons par les pièces de certains procès [1] que Souvré n'avait pas de mandat. Thoisy ne toucha pas les 90.000 livres. Le peu qu'il eut sur les revenus, il l'avait consumé d'avance en frais de justice, et les héritiers Rigault, qui prétendaient avoir des créances antérieures à la sienne, exercèrent contre lui et contre ses héritiers, après sa mort, des revendications sur lesquelles on plaidait encore en 1674. Il en fut sans doute pour eux tous comme pour la Compagnie des Iles.

Ainsi, par la faiblesse du pouvoir, par des complicités puissantes, Poincy parvint à éviter même le châtiment pécuniaire ; il garda le fruit de ses violences et il en jouit paisiblement jusqu'à sa mort. Il nous reste à esquisser, après les exploits en justice de ce flibustier de haute lignée, l'œuvre d'exploitation coloniale qu'il avait commencée dès 1640 et qu'il continua, sans trouble ni remords, après la rémission royale.

Sa commission l'autorisait à habituer des îles nouvelles. C'est ainsi que, de compte à demi avec le capitaine huguenot Levasseur, il fit occuper la Tortue. Levasseur emmena une cinquantaine d'hommes sur une barque équipée par Poincy et se rendit maître de l'île à la fin d'août 1640. En novembre 1641 furent rédigés pardevant notaire, à Saint-Christophe, les articles constituant une société entre Levasseur, Poincy et Lonvilliers pour l'établissement de la colonie : la liberté de conscience était assurée aux catholiques et aux protestants ;

1. Bibl. Nat., mss. fr., n. acq. 2449, f. 456. Factum pour dame Madeleine Cléron, veuve de M. de Thoisy. — Recueil Thoisy, 123, f. 202.

les droits à lever sur les habitants seraient à la discrétion des chefs, mais les hommes qui avaient fait la conquête de l'île seraient exempts. Les marchandises seraient vendues au magasin de la Société à 125 °/₀ de profit. Le partage des droits sur les habitants se ferait ainsi : 1/10ᵉ pour l'octroi de la commission royale à Levasseur, c'est-à-dire pour Poincy qui la donnait, comme lieutenant général; le reste serait divisé en deux parts : une moitié pour les associés, l'autre pour le gouverneur et ses officiers, le gouverneur prenant les deux tiers. L'exploitation des bois, salpêtres, bestiaux se ferait au compte de la Société. Levasseur et Lonvilliers tiendraient note des achats faits pour le magasin social. Lonvilliers devait-il être lieutenant et surveillant de Levasseur ? C'est ce qu'on ne peut affirmer. Mais il est certain que l'accord ne dura guère. Levasseur refusa tout hommage à la Compagnie des Iles, disant qu'il ne tenait la Tortue que de son bras et de Dieu. La Compagnie la donna alors en fief à Poincy avec mandat d'en chasser l'usurpateur. C'est seulement en 1652 que le Commandeur eut loisir d'y songer. Il y eut, cette année-là, un concordat conclu entre lui et le Sʳ de Fontenay « pour le service du roi et pour l'augmentation des colonies françaises, comme aussi pour réprimer les insolences commises par le Sʳ Levasseur, soi-disant gouverneur de la Tortue sans aveu ». Poincy prenait les qualités de « Conseiller du Roi, général pour S. M. dans les îles de l'Amérique, seigneur et propriétaire de celle de Saint-Christophe et autres qui sont sous le vent d'icelle ». Fontenay jouirait de la moitié des droits attribués à la commission, soit 1/20 du revenu net total, de la moitié de la capitation fixée à 100 livres de tabac : il aurait la moitié des biens de

Levasseur. Poincy aurait le reste et reprendrait le gouvernement de l'île en cas de décès de Fontenay [1]. L'expédition fut faite en 1653. Fontenay reprit la Tortue aux assassins de Levasseur : les Espagnols la lui enlevèrent en 1655. Il ne semble pas que Poincy soit intervenu dans les événements qui suivirent le succès momentané des Espagnols. Deschamps du Rausset reçut en 1657 une commission de gouverneur de la Tortue, mais il la tint de Mazarin et ne paraît pas avoir pris l'attache de Poincy. Le Commandeur n'a donc exercé sur cette île qu'une très lointaine et très brève autorité.

L'île de Saint-Martin, jusqu'en 1646, eut une garnison espagnole. Quelques Français et Hollandais, déserteurs de cette troupe, étant restés dans l'île après sa retraite, l'occupèrent de bon accord. Mais en février 1648, le gouverneur hollandais de Saint-Eustache ayant voulu en prendre possession, Poincy soutint ses compatriotes, y envoya Lonvilliers avec 400 hommes. Celui-ci négocia avec les Hollandais et l'on aboutit à un accord qui partagea l'île, laissant aux Hollandais le quartier du Fort et aux Français celui qui regarde l'île Anguilla. On convint d'une amitié réciproque, on régla l'usage commun des salines, des mines, des étangs, des rivières : on fixa les limites et l'on conclut une alliance. Les différends devaient être soumis au Roi et à MM. les États.

Poincy essaya la même année d'habituer l'île de Saint-Barthélemy : il y envoya cinquante hommes que les Caraïbes massacrèrent en 1656. On n'y revint qu'en 1659, après avoir fait la paix avec eux. Cette fois, Poincy envoya 30 colons. L'établissement ne prospéra

1. Dutertre, I, 508 et suiv. Le Concordat est du 29 mars 1652.

pas. Il n'y avait encore qu'une centaine d'habitants en 1665.

Il ne fut pas plus heureux à Sainte-Croix. Cette île, assez malsaine, avait été reprise aux Anglais par les Espagnols en 1646. Les Hollandais s'étaient fait battre en essayant de s'en emparer. Poincy, en 1650, y envoya 160 hommes commandés par Vaugalan : celui-ci somma la forteresse espagnole qui capitula.

Poincy y fit passer trois cents hommes, et mit beaucoup de persévérance à coloniser l'île : mais il y fit en pure perte de grandes dépenses. Il s'attribua le monopole de la traite, commettant en cela la même faute que la Compagnie, car les nouveaux colons étaient pauvres et ne pouvaient payer les prix excessifs qu'il imposait. Beaucoup périrent de maladie et finalement il ne retira pas la dixième partie de son argent. Bien plus, les habitants, privés des marchandises nécessaires, se mutinèrent plusieurs fois et furent durement châtiés. Faute de navires pour enlever leur tabac, ils étaient réduits à le brûler. Enfin en 1657, Poincy leur ayant envoyé un vaisseau, ils s'en emparèrent et se retirèrent au Brésil, au nombre de deux cents environ. Cela servit de leçon au Commandeur : il leva la défense de traiter et donna à ceux qui étaient demeurés un gouverneur, le sieur Dubois, dont l'équité et la douceur y attirèrent assez vite de nouveaux émigrants.

Ses entreprises furent donc assez malheureuses et c'est surtout à Saint-Christophe que s'est faite sa fortune. La partie française dont il était seigneur pouvait compter vers 1660 sept à huit mille colons. Il percevait sur eux une capitation de cent livres de tabac et possédait de

vastes terres qui furent mises en valeur avec intelligence. Les historiens du temps nous renseignent sur la vie qu'il menait dans son domaine.

Dès son arrivée à Saint-Christophe, il se fit construire à une lieue du rivage, dans le quartier de la Basse-Terre, au Sud-Est de l'île, une maison qui était une espèce de château fort. Il dit, dans sa lettre du 2 novembre 1640, aux seigneurs de la Compagnie que son bâtiment s'avançait fort : on était après le quatrième étage. Il devait avoir 33 pieds de haut, 70 de long, 24 de large. Il était en briques et pierre, la dépense en était forte, bien que les matériaux fussent pris sur place et qu'il n'en coûtât que la main des ouvriers. Ce bâtiment donnait de la jalousie aux Anglais, parce qu'il était de défense. Voici la description que fait de cet édifice et des plantations voisines, un voyageur qui les vit en 1646[1] :

« Ce château est appelé *la Montagne* parce qu'il est « bâti sur un morne, lequel a une montagne vers l'Occi- « dent plus haute encore, d'où lui vient une fontaine « fort commode. On voit à perte de vue la pleine mer du « côté d'Orient et du midi, mais il y a une montagne « au Sud-est qui lui dérobe l'aspect des navires qui « arrivent à la Basse-Terre. Son château est bâti de « brique aussi bien que celui de M. Du Parquet à la « Martinique, mais bien plus élevé, plus fort et plus « magnifique, car il a une terrasse au plus haut, à l'ita- « lienne, où l'on peut se promener, une autre au pied, « relevée et fortifiée de murailles de brique, puis ses « cours encore plus bas, ceintes d'un rempart et de « fossés de tous côtés, non à la vérité revêtus de « pierres.

1. Fre Maurille de Saint-Michel, Voyage des Iles Camercanes, p. 44 et suiv.

« Il a deux jardins qu'il peut arroser d'eau quand bon « lui semble : deux moulins, l'un pour faire le sucre, « l'autre de l'indigo. Il appelle les cases de ses nègres « et négresses qui étaient plus de cent, sa ville d'An- « gole, à cause qu'ils sont venus d'Angola d'Afrique. « Il nomme la montagne qui est à l'Ouest sa garenne, à « cause qu'il y a quantité de porcs qui deviennent mar- « rons et qui y vivent de racines : on les tue à l'arque- « buse, comme des sangliers.

« Tous ses officiers et gens de métiers, la plupart « mariés, sont logés dans ses susdites cours. Il avait lors « trois corps de garde : l'un dans son logis, l'autre à la « porte de la prison qui est dans sa cour, sous son « pigeonnier ; et le troisième était à la porte de sa cour.

« Il voit de sa maison ses cannes de sucre, ses champs « à indigo, ses plaines à petun et la prairie où sont ses « cavales. Quant à son gingembre, il est plus bas sur le « chemin de Cayonne. La maison était composée de « trois cents personnes en comprenant ses nègres.

« Il n'y avait que M. le Général qui mangeât du pain « de France à sa table ; tous les autres avaient leur « cassave. La plus grande partie du service consistait « en tortue, en lamantin ou en cochon froid qu'on man- « geait à l'orange ; quelquefois du bœuf, rarement du « mouton, parce qu'il n'y a que lui qui ait des moutons « et encore fort peu. Les jours maigres on mangeait le « poisson à l'orange, sans huile ni sans beurre. »

Quelques années plus tard, César de Rochefort faisait de ce même château une description beaucoup plus pompeuse. Il semble que Poincy avait embelli sa forteresse. Le dessin qu'il en envoya à Rochefort en 1658 et que celui-ci a publié dans la seconde édition de son livre,

montre une sorte de donjon carré de cinq fenêtres par côté, élevé de trois étages, couvert d'une terrasse avec attique, sur laquelle se trouve une guérite de guetteur. L'édifice se dresse au milieu d'une cour entourée de murs à laquelle on accède par une porte fortifiée : un escalier y mène qui part d'une baille ou cour intérieure beaucoup plus grande, ceinte de murs continus ; là sont les communs, la chapelle; le jardin y est attenant : la poudrière, les cases des esclaves, les bâtiments de la sucrerie sont sous le feu de l'enceinte : mais dans le dessin, les murs sont percés de baies et de portes comme une maison de plaisance, on ne voit par les fossés décrits par le Frère Maurille ni les redoutes dont parle Rochefort. Le graveur a sans doute stylisé le dessin. Voici la description de Rochefort [1] ; comme c'était un complaisant de Poincy, on doit la croire flattée. A le lire, c'est un séjour enchanteur.

« Le château de M. de Poincy surpasse de beaucoup « tous les autres (édifices de l'île)... Il est placé en un « lieu frais et sain sur la pente d'une très haute montagne, « couverte de grands arbres qui, par leur verdure perpé- « tuelle, lui donnent une ravissante perspective. Il est « éloigné du bord de la mer d'une bien petite lieue de « France..... Dès qu'on a cotoyé une petite éminence qui « le couvre en venant de la Basse-Terre, on y est conduit « par une droite et large allée, bordée d'orangers et de « citronniers qui servent de palissade. La figure (du palais) « est presque carrée, à trois étages [2] bien proportionnés,

1. César de Rochefort, *Hist. nat. et morale des Antilles* (édition de 1665), p. 54.

2. Poincy, dans une lettre de 1640, dit qu'on arrivait alors au quatrième étage de sa maison. Il veut sans doute parler de la terrasse qui couvrait l'édifice. Maurille de Saint-Michel, Rochefort,

« suivant les règles d'une exquise architecture qui y a « employé la pierre de taille et la brique avec une belle « symétrie.

« La face qui se présente la première et qui regarde « l'Orient a au-devant de son entrée un large escalier à « double rang de degrés avec un beau parapet au-dessus « et celle qui a l'aspect au couchant est aussi embellie « d'un escalier tout pareil au premier et d'une belle et « grosse source d'eau vive qui, étant reçue dans un grand « bassin, est de là conduite par des canaux souterrains « en tous les offices. Les salles et les chambres sont bien « percées : les planchers sont faits à la Française, de bois « rouge, poli, de bonne odeur et du crû de l'île. Le cou- « vert est fait en plate-forme d'où l'on a une vue des plus « belles. Les vues de devant s'étendent le long de l'avenue « et percent dans de beaux vallons plantés de cannes à « sucre et de gingembre. Celles du couchant sont termi- « nées par la montagne ; .....quant aux vues du midi et du « Nord, elles découvrent une partie considérable de l'île « et les cours et les bâtiments où sont tous les offices « nécessaires pour l'accomplissement d'une si belle « maison.

« Dans l'espace qui est entre ce château et la mon- « tagne, on a ménagé un beau jardin.... fourni de la « plupart des herbes potagères qui se voient en France « et enrichi d'un parterre rempli de fleurs rares et « curieuses qui sont arrosées d'une claire fontaine qui « prend sa source à la pente de la montagne et sans « beaucoup d'artifice fait un gros jet qui rejaillit au « milieu du jardin.

d'accord avec le dessin envoyé par Poincy, indiquent trois étages sur le rez-de-chaussée avec une terrasse formant toit.

« A l'un des côtés de la maison, il y a une belle et « grande chapelle. Les offices et logements des domes- « tiques sont en suite..... à l'autre côté, mais un peu « plus loin et sur une petite éminence, on voit le quar- « tier des esclaves nègres....

« Cette maison n'est pas seulement recommandable « pour être située en bon air, pour être parfaitement « bien bâtie et pour les claires sources d'eau qui la « rafraîchissent..... mais aussi pour être fortifiée de « redoutes et munie de grosses pièces de canon de fonte « verte et d'un arsenal où toutes sortes d'armes et de « provision de poudre, de mèche et de balles se trouvent « en abondance.....

« De ses fenêtres, on voit dans la basse-cour trois « moulins propres à briser les cannes à sucre qui « apportent à leur maître un profit assuré qui va de « pair avec celui des meilleures seigneuries de France...

« Les cannes à sucre se recueillent des champs qui « sont aux environs..... Plus de trois cents nègres « cultivent ces terres et sont employés au service « de ces moulins. Outre cette sorte de gens, M. le « général a environ cent domestiques, Français de nation, « pour le service de sa maison dont la plupart sont de « diverses professions et de divers métiers...., sur tous « lesquels l'intendant a une inspection particulière.

« M. le Général a encore les gardes de sa personne « qui l'accompagnent, lorsqu'il est nécessaire, sous la « conduite d'un capitaine. »

Quand le P. Pelleprat passa aux Iles, en 1654, Poincy possédait 600 à 700 esclaves. Il y en avait seulement 12.000 dans les îles françaises ; c'en était donc le vingtième.

Une des raisons de sa grande colère contre les Capucins, de leur expulsion et de leur remplacement par les Jésuites était leur doctrine sur l'esclavage ; ils voulaient que les enfants nés de nègres chrétiens fussent libres de droit ; mais il avait, contre leur sentiment, maintenu l'usage contraire, qui était celui du pays et qui resta la loi dans nos Antilles.

Au lieu d'un seul moulin à sucre, il en avait trois à la Basse-Terre et trois à Cayonne. Ses plantations de cannes avaient donc sextuplé, et si leur produit avec un seul moulin était en 1646 évalué à 30.000 écus, chiffre exact pour une sucrerie à un moulin et 120 nègres, on peut facilement calculer que son revenu montait à 180.000 écus pour le sucre seulement. Cette industrie était dirigée chez lui par un Espagnol, nommé Don Paul. Outre le sucre, on fabriquait du *vin de cannes* ou tafia, auquel on mélangeait du gingembre et du citron. Cette liqueur était mise en pipes et vendue au magasin du Commandeur. Les chevaux, les mulets qui travaillaient à ses moulins venaient de Curaçao. Il avait aussi des chiens dressés à chasser les rats, ce fléau des plantations de cannes.

On n'aurait qu'une idée insuffisante de la richesse de Poincy en comptant seulement ses revenus. Essayons d'évaluer la valeur de ses plantations : en lui supposant 180.000 écus de revenu capitalisé à 20 °/₀, elles auraient valu 900.000 écus. Il faut y joindre le prix des animaux : on comptait 24 chevaux par moulin, soit pour six moulins 144 animaux valant l'un dans l'autre à Saint-Christophe 9 à 10.000 livres de sucre [1]. Les esclaves valaient

1. Le cent pesant valait, vers 1660, 18 livres au minimum, ce qui donne pour le prix d'un cheval 16 à 1800 livres tournois.

3.000 livres de sucre, soit 540 livres par tête. 144 chevaux à 1.700 livres représentent 244.800 livres et 600 esclaves 324.000 livres. Il faut ajouter le coût du matériel des sucreries, bâtiments, chaudières et moulins. Si l'on peut admettre que les bénéfices ont été employés par le Commandeur au développement progressif des cultures, il est douteux que les capitaux empruntés par lui aient pu suffire aux dépenses de bâtisse et d'exploitation qu'il avait avancées dès 1640.

Il n'a pu y faire face que grâce aux ressources que le commandement absolu lui offrait. Pour les nègres, par exemple, il avait le bénéfice des confiscations pour contrebande, d'une forte part des prises ; il avait les présents en nature des capitaines négriers, le droit de choisir dans chaque cargaison, avant toute vente, les meilleurs pièces d'Inde [1] à un prix de faveur. Il eut surtout deux grandes sources de revenus qu'il est impossible d'évaluer : les profits du commerce et le produit des droits seigneuriaux. On a vu plus haut qu'en 1640, il avait, pour approvisionner son île, traité avec des négociants de Middelbourg : ils lui faisaient d'abord une remise sur le chiffre de leurs affaires. Peu de temps après, sous le prétexte que leur commis allait acheter en rade toutes les cargaisons d'Europe et maintenait trop haut les prix, il le renvoya et fit bâtir un magasin pour les Seigneurs et pour lui, où toutes les marchandises devaient être entreposées et vendues. Il fut interdit d'aller acheter dans les navires et, comme la Compagnie n'envoyait à peu près rien, il eut de fait le monopole du commerce dans Saint-Christophe. Il eut six commis pris parmi les

1. On nommait ainsi les esclaves de premier choix, en style de négrier.

habitants, leva une taxe de 4 % *ad valorem* sur les marchandises qui entraient soit par mer, soit par le pays anglais et mit un taux arbitraire aux prix de vente. C'était au temps où il ne croyait rester aux îles que six ans. Il gagna beaucoup d'argent, mais les habitants se plaignirent. Il est vraisemblable que, lors de sa révolte, il modéra cette exploitation. Il continua, sans doute, à tenir magasin, mais il dut tolérer le commerce des particuliers, quitte à prélever des droits raisonnables sur les entrées et les sorties. Il est évidemment impossible d'évaluer exactement ces profits. Si l'on se souvient qu'il venait aux îles, vers 1660, 100 à 120 grands vaisseaux de 300 à 400 tonnes, qu'à Saint-Christophe et dans les îles adjacentes vivaient 7 à 8.000 Français et 8.000 esclaves au moins, c'est-à-dire plus de la moitié de la population des Antilles, on peut se rendre compte que des droits *ad valorem* sur 50 à 60 cargaisons composées de vins de Madère, d'eaux-de-vie, d'étoffes et d'objets de luxe et de marchandises plus communes, mais vendues toutes avec un bénéfice de 100 pour 100, devaient s'élever très haut.

Quant aux droits seigneuriaux, ils étaient en 1639 de 100 livres de tabac par tête de mâle libre ou esclave ; Poincy en percevait 70, de par ses commissions.

Il supprima, après sa révolte, tous les droits seigneuriaux qu'il parut vouloir remplacer par une taxe de 4 % sur les marchandises. Ce fut l'origine de sa popularité.

Mais devenu seigneur de Saint-Christophe, il rétablit les droits à leur taux habituel : 100 livres de tabac. Ce fut très probablement le seul droit de ce genre qu'il ait

levé. Il le convertit en 1660, peu de temps avant sa mort, en un droit de 110 livres de sucre.

Le P. Du Tertre juge sévèrement cette mesure motivée sans doute par l'abaissement du prix du tabac des îles sur les marchés d'Europe : la conversion assurait un bénéfice au seigneur ; aussi elle fut mal accueillie par la population [1].

Toutes ces remarques nous autorisent à souscrire au jugement sévère que porte sur Poincy le même historien [2] :

« M. le général de Poincy, dit-il, chargé d'années, tout cassé de vieillesse et de maladies, fit bien voir peu de jours avant sa mort que cette avidité et passion d'acquérir des richesses qui avait été la source d'une infinité de maux dans les îles, ne travaille jamais si cruellement les hommes que lorsqu'ils sont sur le point de les abandonner, car il s'avisa au commencement de 1660 de changer les droits seigneuriaux de 100 livres de tabac en 110 livres de sucre, ce qui causa une rumeur universelle dans cette île.

« L'augmentation des droits subsista quoiqu'elle ne « fût qu'une continuation des exorbitantes exactions que « l'on a fait depuis quinze ou seize ans à Saint-Christophe « sous prétexte d'indemniser le sieur de Thoisy et de le « payer de la somme convenue entre lui, M. de Poincy « et les habitants : et quoique cette somme ne soit que « de 90.000 livres, le sieur de Thoisy n'en est pas « encore satisfait [3]. Je suis néanmoins bien assuré qu'il « a été levé dans Saint-Christophe vingt fois autant

1. Le tabac valait 20 livres et le sucre 30 livres le cent pesant.
2. Du Tertre, I, 581 et suivantes.
3. Du Tertre, I, 584. Du Tertre écrit en 1667.

« qu'il en fallait pour le satisfaire. Les meurtres, les « dépouillements de biens, les duels, la diminution d'un « tiers des habitants n'ont pu être le terme des maux « causés par ceux qui ont prêté les mains au soulèvement « qui s'est fait en 1645 contre les ordres du roi et il a fallu « que ceux qui y ont paru les plus échauffés aient été « jusqu'aujourd'hui presque ruinés, sans enrichir ceux « pour lesquels ils se sont déclarés en cette occasion ; « et plût à Dieu que nos habitants fussent bien persuadés « de cette vérité et qu'ils prissent dores en avant des voies « plus douces pour se délivrer des oppressions, puisque « celle des soulèvements ne leur a jamais réussi et qu'ils « en ont toujours payé les frais par leurs vies, par leur « sang et par la perte de leurs biens. »

Malgré ces sujets de plainte, l'autorité de Poincy ne fut jamais contestée. Il l'exerça jusqu'à la fin sous les formes militaires qui plaisaient à ces hommes rudes, habitués aux procédures brutales que la force impose dans un pays sans tribunaux réglés.

« Quant à la façon d'administrer la justice, dit le « Frère Maurille de Saint-Michel [1], c'est M. le Général « avec ses capitaines ou conseil de guerre, qui la rend « à chacun à la Basse-Terre, et M. de Longvilliers, son « neveu, à l'anse à Louvet, avec les capitaines qui y « sont. Autrefois, c'étaient les juges de MM. de la Com- « pagnie, mais M. le Général ayant crié liberté, les « renvoya en France, de sorte qu'il allait, de mon temps, « les mercredis et samedis, à l'audience [2] où, faute d'avo- « cat, chaque partie plaidait soi-même sa cause et rece-

1. Frère Maurille de Saint-Michel, *Voyage des îles Camercanes*, p. 69.

2. Il la tenait en plein air sous un grand figuier.

« vait arrêt sans appel. Il n'y a non plus ici de sergent,
« ni d'archer, ni de prévôt, mais bien quelques notaires;
« les deux jours susdits, plusieurs descendent à la Basse-
« Terre pour faire peser et marquer leurs rôles de
« petun que personne ne peut embarquer, non plus que
« soi-même sortir de l'île, sans un billet exprès de
« M. le Général, sous peine d'être mis aux fers. »

Sa rigueur, sa puissance, le souvenir de ses cruautés devaient entretenir autour du vieux Poincy ainsi jugeant patriarcalement une terreur respectueuse : et la fiscalité allait de pair avec la justice jusqu'au dernier jour.

« Enfin, dit encore le P. Du Tertre [1], ce chevalier
« qui s'était fait aimer de peu de gens, haïr de plusieurs
« et redouter de tous, mourut le 11 d'avril 1660, âgé de
« 77 ans.

« Il avait été fait bailli et grand croix de son ordre,
« peu de temps après l'acquisition de l'île de Saint-
« Christophe : il était commandeur d'Oisemont et de
« Coulours, chef d'escadre des vaisseaux de Sa Majesté
« en Bretagne, noble de naissance, homme d'esprit,
« grand politique, généreux dans les occasions, affichant
« de paraître magnifique dans ses festins et dans ses
« bâtiments, bienfaisant à ses amis et à ses domestiques
« dont il a fait les fortunes, sujet à prévention et sévère
« jusques à l'excès à ceux qui n'étaient pas dans ses
« intérêts.

« Il a commandé vingt et un ans dans les îles, six ans
« avec la commission de lieutenant général sur toutes
« les îles, deux ans dans celle de Saint-Christophe, pen-
« dant les différends qu'il eut avec M. de Thoisy Patrocle,

1. Du Tertre, I, 581.

« environ trois ans en vertu de l'arrêt du Conseil qui le « rétablissait pour un an seulement et le reste avec « l'autorité de son Éminence de Malte, sur les îles de « Saint-Christophe, Sainte-Croix, Saint-Martin et Saint- « Barthélemy. Il fut enterré dans sa paroisse de la « Basse-Terre. »

Il a fondé Sainte-Croix, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, la Tortue même si l'on veut; à Saint-Christophe, il créa l'industrie sucrière et fut le premier des grands planteurs de nos Antilles : voilà son œuvre.

Que resta-t-il après lui des biens terrestres pour lesquels le moine-soldat avait tant peiné lui-même et tant fait peiner ses amis et ses ennemis ? Nous savons que l'Ordre de Malte eut la jouissance du château de la Montagne qu'il transmit en 1665 à la Compagnie des Indes Occidentales. Le Commissaire général de la Compagnie, M. de Chambré en prit possession solennellement suivant toutes les formes de la procédure féodale. Cela entraînait-il prise de possession des plantations et des bâtiments d'exploitation, des nègres et des bestiaux ? L'Ordre avait-il déjà disposé des biens meubles et immeubles du Général ? Il est impossible de le dire. Aussi bien la perte de la plupart des papiers de la Compagnie des Indes Occidentales empêche de savoir s'il y a eu ou non exploitation d'un grand domaine à Saint-Christophe après 1665. Nous n'avons trouvé nulle part, dans les documents postérieurs à 1670, trace des immeubles de Poincy. Il n'est pas impossible qu'à sa mort ses trois neveux Lonvilliers, Tréval et Bénévent, qui étaient établis à Saint-Christophe,

aient mis la main, à bon droit, ou non, sur tout ou partie de ces biens : pour les nègres et le bétail, c'était on ne peut plus facile. L'Ordre prétendit dans ses « factums » judiciaires que la succession ou pécule de Poincy ne dépassait pas 200.000 livres. Cela est inadmissible d'après ce que nous avons vu.

Quant au château, il ne fut pas entretenu par la Compagnie ni plus tard par le Roi, et, lorsque le Père Labat visita Saint-Christophe en 1700, il était en ruines : on y voyait encore des terrasses, des grottes, des bassins d'où le plomb avait été enlevé, vestiges de travaux exécutés pour l'adduction de la source voisine et pour l'aménagement d'une large vie seigneuriale. Qu'étaient devenus les meubles ? Qu'était devenue la bibliothèque bien garnie de livres, unique certainement aux îles ? Que restait-il de la chapelle où le Général entendait la messe à sept heures du matin tous les jours ? et des corps de garde avec leurs instruments de torture, et de la prison où Du Parquet et Thoisy avaient failli périr ? Ainsi avait disparu après quarante ans presque toute trace de l'homme dont ces édifices symbolisent l'existence. Lettré par éducation, pieux par profession, cruel par avarice et par ambition, assez habile pour avoir conquis et gardé la richesse, assez cultivé pour avoir su en jouir, trop personnel pour avoir pensé au bien public et pour avoir eu de grandes vues, Poincy nous apparaît comme doué de talents assez remarquables, mais à le comparer avec d'autres coloniaux de son époque, d'Esnambuc ou Ogeron par exemple, on ne trouve chez lui ni la générosité, ni la libéralité, ni pour tout dire une certaine grandeur d'âme qui s'alliait en eux comme en tant d'hommes de

cette génération violente avec l'avidité du corsaire et la brutalité des passions.

Poincy avait fait son éducation sous Henri IV et sous la Régence. Il avait vécu chez les Vendôme d'une vie peu sévère. A la cour et à Malte il avait dû pratiquer les Italiens. Il plut peut-être à Richelieu pour ce qu'il tenait du lion ou si l'on veut du tigre : nul doute qu'il n'eût plu davantage à Mazarin avec lequel il avait aussi quelque ressemblance par la fourberie et l'amour de l'or.

P. Cultru.

UN PROJET

D'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

EN 1758

S'il faut à l'heure actuelle la réunion de multiples talents pour présenter un tableau à la fois géographique, historique, économique et social des colonies françaises, la tâche ne paraissait point, au milieu du XVIII^e^ siècle, surpasser les forces d'une seule énergie. Et malgré le dédain alors professé pour ces terres lointaines, dont les échos nous sont parvenus en des phrases tristement célèbres, un homme s'est trouvé, parmi les contemporains de d'Alembert, qui conçut le projet de donner à ses compatriotes, sous forme d'encyclopédie coloniale, l'instrument destiné non seulement à piquer leur curiosité, mais encore à stimuler leur audace en leur présentant les moyens d'accroître leur richesse.

Ce projet sortit d'un cerveau jeune encore, puisque son auteur n'avait que trente-trois ans. Il semble néanmoins qu'il eût été suffisamment qualifié pour le réaliser.

Georges-Marie Butel-Dumont[1], né le 28 octobre 1725,

1. Butel-Dumont mourut en 1787, après avoir été directeur du contrôle.

comptait parmi les avocats du Parlement de Paris, quand une circonstance fortuite vint donner à son activité une direction qu'il n'avait vraisemblablement pas prévue.

Le traité d'Utrecht, de 1713, en livrant à l'Angleterre la colonie française de l'Acadie, avait ouvert une ère de perpétuels conflits dont le temps devait singulièrement aggraver les conséquences. Bien qu'on eût convenu de déterminer d'un commun accord les zones d'influence des deux puissances dans l'Amérique du Nord, les choses restèrent en suspens jusqu'en 1748. La confirmation de la cession de l'Acadie par le traité d'Aix-la-Chapelle ne suffit point à satisfaire nos adversaires anxieux de voir grandir près de leurs possessions la jeune colonie florissante du Cap-Breton. Le gouverneur anglais Cornwallis étendit son autorité au delà des limites jusqu'alors facilement acceptées ; les Acadiens protestèrent. D'autre part certaines difficultés avaient surgi relativement aux droits respectifs des deux puissances sur Sainte-Lucie, Tabago et la vallée de l'Ohio. Le gouvernement de Louis XV réclama la réunion de la Commission internationale prévue en 1713 [1] et désigna pour y défendre nos intérêts Barrin de La Galissonnière, ancien gouverneur du Canada, et Étienne de Silhouette, le futur contrôleur général des finances. Le jeune Butel-Dumont leur fut adjoint pour suivre les négociations.

On sait l'inutilité de ces pourparlers. Pendant que les délégués discutaient sans pouvoir s'entendre, Anglais et Français d'Amérique s'armaient et construisaient des

1. Par les articles X et XI du Traité de paix et d'amitié du 11 avril 1713 (H. Vast, *Les grands traités du règne de Louis XIV*, III, p. 76-77).

forts, prêts à combattre au premier signal. La conférence eut du moins un résultat heureux en découvrant à Butel-Dumont la voie où son talent devait se développer.

L'étude des questions économiques séduisit le jeune avocat et il s'y livra avec d'autant plus d'enthousiasme que la France traversait alors une période de prospérité commerciale qui fut peut-être sans égale dans tout le cours du XVIII[e] siècle.

En fréquentant les Anglais, Butel-Dumont avait apprécié leurs qualités et ce fut à eux qu'il demanda ses premières leçons. En 1754, il collabore à la traduction du traité de Josias Child sur le *Commerce et les avantages qui résultent de la réduction de l'intérêt de l'argent*[1], qu'il fait suivre de celle d'un petit traité contre l'usure. L'année suivante, il publie un *Essai sur l'état du commerce de l'Angleterre*[2] d'après la brochure célèbre de John Cary. Tout en traduisant l'auteur anglais, il le complète si copieusement qu'il trouve matière à deux volumes.

Ce n'est d'ailleurs qu'un prélude à l'œuvre qu'il projette. Dans l'une et l'autre de ces publications, il a réservé une large place à l'influence des colonies sur la prospérité de la métropole. Appréciant l'importance pour une nation d'avoir des territoires où s'écoulent ses produits et d'où elle tire les matières premières qui lui sont nécessaires, il veut révéler à ses compatriotes, trop peu

1. *Traité sur le commerce et sur les avantages qui résultent de la réduction de l'intérest de l'argent, par Josias Child, chevalier baronet, avec un petit tràité contre l'usure, par le chevalier Thomas Culpeper ; traduit de l'anglois.* In-8, 384 p., Amsterdam et Berlin, 1754.

2. *Essai sur l'état du commerce de l'Angleterre*, 2 vol. in-8, 466 et 472 p., Londres, 1755.

soucieux de leurs véritables richesses, les causes de la grandeur de l'Angleterre et il donne successivement en 1755 et 1757 une *Histoire et Commerce des colonies angloises dans l'Amérique septentrionale*[1] et une *Histoire et commerce des Antilles angloises*[2]. Son but est d'offrir le « tableau des tentatives des Anglois dans leurs colonies pour se passer des autres nations. C'est à la fois, ajoute-t-il, un exemple à imiter et une matière digne des réflexions les plus sérieuses pour le degré de puissance où cette nation s'éléveroit si ses efforts réussissoient »[3].

Là ne s'arrête point son activité. Puisque les colonies sont indispensables à la prospérité d'un grand peuple, il faut assurer la conservation de celles que nous avons péniblement acquises. Les négociations diplomatiques n'ont pu faire reconnaître nos droits dans l'Amérique du Nord ; Butel-Dumont prend la plume pour les défendre. Sous prétexte de traduire un pamphlet anglais qui les attaque sans mesure, il s'acharne à réfuter point par point toutes les assertions de l'auteur, à étaler ses erreurs, à prouver sa mauvaise foi[4]. « Il ne paroit plus à Londres,

1. *Histoire et commerce des colonies angloises dans l'Amérique septentrionale, où l'on trouve l'état actuel de leur population et des détails curieux sur la constitution de leur gouvernement, principalement sur celui de la Nouvelle-Angleterre, de la Pensilvanie, de la Caroline et de la Géorgie.* In-8, xxiv-336 p. Londres, 1755. Cet ouvrage, anonyme comme presque tous ceux que publia Butel-Dumont, a été parfois faussement attribué à de Forbonnais.

2. *Histoire et commerce des Antilles angloises, où l'on trouve l'état actuel de leur population et quelques détails sur le commerce de contrebande des Anglois avec les Espagnols dans le Nouveau Monde.* On y a joint l'histoire des lois principales qui concernent les colonies angloises établies tant dans les isles que sur le continent. In-8, x-284 p. (carte), s. l., 1757. — 2e édit. en 1758.

3. Cf. Préface du livre précédent.

4. *Conduite des François par rapport à la Nouvelle-Écosse depuis le premier établissement de cette colonie jusqu'à nos jours ;*

déclare-t-il dans sa préface, d'ouvrage, pour peu de rapport qu'il ait au commerce en général ou aux établissements formés dans le Nouveau-Monde, dans lequel on ne trouve soit des insinuations, soit des déclamations contre la légitimité des possessions des François dans l'Amérique septentrionale, soit des projets pour les en dépouiller ; et les derniers de ces écrits qui ont couru à l'occasion de la dispute élevée entre les deux couronnes sur les limites de l'Acadie, n'ont gardé aucune mesure. » Et plus loin il ajoute, en faisant allusion au libelle qu'il traduit : « L'auteur y promet de parler de la conduite des François. Il n'en dit pas un mot. Et en effet il n'y avoit rien à en dire. Car, si on peut reprocher quelque chose aux gouverneurs françois, c'est de ne s'être pas opposés aussi rigoureusement qu'ils auroient dû aux entreprises des Anglois depuis le traité d'Utrecht. On ne peut attribuer leur inaction qu'au trop d'étendue qu'ils ont donnée aux ordres qu'ils ont apparemment reçus de vivre en bonne intelligence avec les gouverneurs anglois. »

C'est cet homme, si enthousiaste pour la cause coloniale, qui, en décembre 1758, adressa au ministre de la Marine certain mémoire qui eût évidemment surpris par son sens pratique et parfois brutal plus d'un théoricien du XVIII^e^ siècle. Le texte même vaut mieux que tout commentaire. Le voici :

ouvrage où l'on expose la foiblesse des argumens dont ils se servent pour éluder la force du traité d'Utrecht et pour justifier leurs traités illégitimes, dans une lettre à un membre du Parlement. Traduit de l'anglois avec des notes d'un François, dans lesquelles il disculpe sa nation des imputations dont on la charge et où, en réfutant les paralogismes de l'auteur anglois et ses fausses assertions, il établit péremptoirement les droits de la France sur les possessions qu'elle occupe dans l'Amérique septentrionale. In-12, XIV-281 p. (carte), Londres, Vaillant, 1755.

MÉMOIRE

SUR L'UTILITÉ D'AVOIR L'HISTOIRE

DES COLONIES FRANÇAISES

Il paroitroit utile que le Ministère fît travailler à la composition d'une Histoire des Colonies françaises. Malgré le grand nombre d'écrits qui existent sur cette partie des domaines du Roi, on n'a encore, à le bien prendre, que des mémoires sur cet objet. Parmi les auteurs qui s'en sont occupés, les uns tels que le P. Dutertre [1], Rochefort [2], Lescarbot [3], etc., sont morts depuis de longues années et par conséquent ne parlent que des premiers temps des Colonies ; les autres, comme le P. Labat [4], etc., ne s'étant point tracé de plan, se sont beaucoup étendus sur certains points et ont négligé entièrement le reste.

Le P. Charlevoix s'y est pris d'une manière très différente. Son histoire de la Nouvelle-France [5] et celle de Saint-Domingue [6], sont des histoires en forme. Il ne lui manque

1. Du Tertre (le R. P. Jean-Baptiste), *Histoire générale des Antilles habitées par les Français*. 3 vol. in-4, Paris, Tolly, 1667-1674.

2. Rochefort, *Relation de l'île de Tabago*. In-12, Paris, 1666.

3. L'Escarbot (Marc), *Histoire de la Nouvelle-France, contenant les navigations, découvertes et habitations faites par les Français ès Indes occidentales et Nouvelle-France*. In-8, Paris, Millot, 1609.

4. Labat (le P. Jean-Baptiste), *Nouveau voyage aux îles de l'Amérique*. 6 vol. in-12, Paris, Cavelier, 1722. — Idem, *Nouvelle relation de l'Afrique occidentale contenant une description exacte du Sénégal et des pays situés entre le Cap-Blanc et la rivière de Serrelionne*. 5 vol. in-12, Paris, Cavelier, 1728.

5. Charlevoix (le P. Pierre-Fr.-X.), *Histoire et description générale de la Nouvelle-France, avec le journal historique d'un voyage fait par ordre du roi dans l'Amérique septentrionale*. 3 vol. in-4, Paris, Giffart, 1744.

6. Charlevoix, *Histoire de l'île espagnole ou de Saint-Domingue, écrite particulièrement sur des mémoires manuscrits du P. Jean-*

pour avoir rempli le titre de l'ouvrage que l'on propose ici que d'avoir traité de la Cayenne et de toutes les isles françoises. Mais qu'il est loin du plan sur lequel l'Histoire des Colonies françoises doit être dressée pour en faire un ouvrage instructif et de service, s'il est permis d'user de ce terme ! Cet homme, qui n'avoit d'autre but que de composer un livre qui se vendît et qui lui acquît un nom parmi le commun des lecteurs, a traité l'histoire du Canada et de Saint-Domingue comme Tite-Live a traité l'histoire romaine. Les expéditions militaires, les démêlés intérieurs de la colonie, les établissemens des maisons religieuses, les travaux des missionnaires sont représentés dans ses livres avec une emphase, un appareil, une prolixité qui conviendroient à peine s'il étoit question des événemens principaux et les plus intéressans de l'histoire de la monarchie françoise. On y parle d'armées, de campagnes, de batailles, de sièges, d'apôtres, etc. A quoi ces grands mots sont-ils appliqués ? Presque toujours l'armée, ce sont cent hommes qui n'ont pas six coups de fusil à tirer chacun ; la campagne, c'est une course furtive où l'on cherche à surprendre quelques habitations ; la bataille, c'est la rencontre de ces cent hommes contre cent autres ; le siège est l'attaque d'un fort de pieux que l'on arrache avec la main ; les apôtres sont des Jésuites qu'on envoye espionner les nations sauvages. Il en est de même des quereles (*sic*) de l'intendant ou des ordres religieux. On diroit que ce soient les dissensions du peuple et du sénat romain. Ce Père s'addonne à relever des bagatelles par le ton d'importance avec lequel il les raconte et il néglige ce qui pouvoit rendre son livre d'une utilité réelle. D'ailleurs il est plein d'inexactitude et d'indiscrétion sur les faits qui ont rapport aux intérests de la Couronne. La vraie source de ses fautes, c'est qu'en travaillant il ne songeoit ni à s'éclairer ni à éclairer personne, mais seulement à amuser et à passer pour un écrivain agréable.

Dans l'idée que l'on s'est faite de la manière dont une Histoire des Colonies françoises doit être traitée pour que l'en-

Baptiste Le Pers... et sur les pièces originales qui se conservent au dépôt de la marine. 4 vol. in-12, Amsterdam, L'Honoré, 1733.

treprise soit digne d'être proposée au Ministre, il faut des vues toutes différentes où le désir de répandre de l'agrément dans l'ouvrage et l'ambition de se faire un nom dans les lettres n'entrent pour rien.

On doit avoir pour unique dessein d'offrir aux personnes de bon esprit actuellement employées dans l'administration des affaires ou qui peuvent y aspirer ou en raisonner, des connoissances positives qui les aident à se guider dans la spéculation et dans la practique (*sic*).

Dans l'Histoire générale d'une grande nation, on ne scauroit traiter trop curieusement des événemens qui contribuent à soutenir sa gloire ; mais dans l'Histoire particulière des Colonies, c'est se méprendre que de chercher à faire valoir la valeur ou la sagesse des habitans. Leur industrie, l'utilité dont ils sont pour la métropole sont ce qui doit fixer les yeux.

Il faudroit donc dans une histoire des colonies françoïses, sans négliger les événemens militaires et civils qui font sans doute une partie essentielle de toute Histoire, s'attacher très particulièrement aux faits qui concernent la sureté, le commerce, l'agriculture, les fabriques, l'histoire naturelle et les réglemens tant pour l'intérieur que pour l'extérieur ; et il faudroit que ces détails fussent uniquement envisagés par le côté qui peut intéresser la politique.

Ainsi l'on passeroit en revue l'état des colonies dans leurs différens âges. On détermineroit le rapport de cet état avec la conduite des gouverneurs et des autres chefs de l'administration, avec le sistème de police et de loix établi dans les colonies, avec les ressources propres au païs, avec les sentimens de la métropole à leur égard, enfin avec l'état des colonies étrangères et les circonstances générales dans le même temps.

A cet examen, on joindroit suivant l'ordre des dattes une analise raisonnée des différens projets exécutables et des mémoires qui peuvent avoir été fournis concernant les colonies par rapport à des cultures nouvelles, aux richesses renfermées dans le sein de la terre, à des usages ou à des traitemens nouveaux des productions déjà connues. Il doit rester

des exemplaires manuscrits ou des vestiges de ces projets soit en France, dans les bureaux dépendants de la Marine, soit dans les archives des Colonies mêmes, soit dans les cabinets particuliers.

Cette partie de l'ouvrage pourroit être d'un très grand prix selon les sources que l'on seroit à même de puiser. Que de vues déjà oubliées et cependant très saines il est naturel de penser qu'elle fourniroit pour l'amélioration des colonies du continent et de quelques-unes des isles ! Sans se jetter dans un vague où l'on seroit en danger de se perdre et en se bornant, pour exemple, à des objets connus, n'auroit-on pas mille idées à rassembler sur la Louisiane, sur la Cayenne, sur le Canada. Ce seroit le lieu de représenter avec netteté et avec critique toutes les ouvertures qui ont été faites pour l'établissement des cultures de tabac à la Louisiane, de rocou et de cacao à Cayenne, pour la pêche et pour la recherche des mâtures et des bois de bordage au Canada, ainsi que pour la fabrique de la poix et de la potasse, etc.

En même temps que l'on développeroit ces propositions, on rapporteroit les méthodes observées dans les colonies étrangères sur les mêmes objets ; et pour être en état d'apprécier les pratiques établies et à établir, on appelleroit le secours des arts, de la médecine, de la physique, de la chymie, de la teinture, etc., dont les décisions seroient insérées convenablement dans l'ouvrage.

Il est un point qu'il ne faudroit pas omettre, et sur lequel on devroit même ne pas craindre de s'étendre en preuves et en raisonnemens exacts. C'est la discussion des limites à déterminer entre les possessions de la France en Amérique et celles de l'Angleterre, de l'Espagne et de la Hollande.

Il ne s'agit aujourd'hui dans les démêlés qui ont allumé la guerre présente que des limites de l'Acadie. Mais il reste à régler celles de la baye d'Hudson, celles de la Louisiane tant avec l'Angleterre qu'avec l'Espagne, celles des possessions françoises à Saint-Domingue, celles de la Cayenne avec les Hollandois de Surinam. Outre cela la France a des droits sur la rivière d'Orénoque et sur plusieurs autres côtes de l'Amérique méridionale.

Il convient à la vérité de laisser dormir ces prétentions actuellement. Mais l'Histoire des Colonies françoises que l'on propose étant plus convenable sur le plan qu'on vient de tracer pour le cabinet du Ministre de la Marine et pour le secret des bureaux que pour le public, il seroit bon d'y éclaircir et d'y préparer dès à présent ces matières. L'intérest public semble demander que l'on rassemble d'avance sur cela les titres existans ou que l'on s'en ménage, si l'on en manque, pour en faire usage dans l'occasion. Si les autres puissances intéressées prenoient présentement à propos des troubles qui agitent l'Europe ou avoient pris de plus longue main les précautions auxquelles on pense ici, elles auroient, lorsque la dispute s'éléveroit sur ces matières, une supériorité capable de subjuguer. Les commissaires nommés par la Cour pour traitter avec les Anglois du règlement des limites de l'Acadie ont eu des peines infinies à recouvrer les titres qui établissent les droits du Roi, et malgré tous leurs soins ils ont été privés d'un grand nombre de pièces dont le défaut les a réduits en quelques endroits de leurs mémoires à des inductions bien fondées assurément et suffisantes aux yeux de l'impartialité, mais qui laissent toujours lieu de répliquer à la mauvaise foi, au lieu que les titres imposent silence.

Indépendamment de cette considération, il est nécessaire, ce semble, que le Ministre soit parfaitement informé sur le pour et le contre des prétentions qui sont de son Département. Les occupations ordinaires et réglées des bureaux de la Marine ne permettent peut-être pas à ceux qui y sont employés d'être prests sur ces matières et sont même de nature, autant qu'on peut le présumer, à les éloigner du genre de travail qu'il faut faire pour éclaircir des questions si épineuses.

Il ne suffiroit pas d'avoir fait une discussion ample des droits respectifs des puissances intéressées aux limites des possessions de la France en Amérique et d'avoir présenté ce qui peut mériter de l'attention tant dans les colonies françoises que dans les colonies étrangères, si l'on n'avoit soin de ramasser toutes les pièces volantes, brochures, actes, statuts, ordonnances, cédules, placards, déclarations, édits, etc., qui

existent relativement à ces objets en anglois, en françois, en portugais, en espagnol, en italien et en hollandois (car il y en a dans toutes ces langues) avec la traduction de ces mêmes pièces, non seulement afin de donner toutes les facilités possibles pour que l'ouvrage soit critiqué dans tous les temps par ceux à qui le Ministre jugera à propos de le confier et que par là il soit conduit à la plus grande perfection dont il est susceptible, mais encore parce que la conservation de ces pièces qui deviennent de jour en jour plus rares, peut être très importante relativement à des objets que l'avenir seul fera connoître.

Il résulteroit sans doute de l'exécution de ce projet beaucoup d'avantages pour les Colonies elles-mêmes, pour la marine et pour le commerce. Car enfin, malgré l'axiome que « l'esprit supplée à tout », axiome accrédité par la paresse et l'ineptie, il faut avouer que les génies les plus heureux ne peuvent exercer avec fruit les facultés dont la nature les a doués qu'autant qu'ils ont acquis des connoissances positives. Hé ! Que ne gagne-t-on pas à leur présenter des faits tout démêlés, tout approfondis, qu'ils n'ayent que la peine de combiner et sur lesquels ils puissent asseoir avec sûreté leurs spéculations.

Le sieur Du Mont, qui propose le plan qu'on vient de lire, est peut-être en état de l'exécuter. Il a du moins quelque lieu de s'en flatter par l'étude qu'il a faite depuis dix ans de ces matières et par le travail où il a été employé avec l'agrément de la Cour sous MM. de La Galissonnière et de Silhouette pour la discussion des limites de l'Acadie et des droits de la France sur Sainte-Lucie. Il est d'ailleurs auteur de l'Histoire des Colonies angloises en Amérique établies tant dans le continent que dans les isles et il sait les langues angloise, espagnole, portugaise, italienne, latine et allemande. Cette dernière facilite beaucoup l'intelligence du Hollandois.

A Paris, décembre 1758. Rue Saint-Denis, vis-à-vis Saint-Chaumont.

Ce projet ne reçut point l'approbation du Ministre. Il n'y a point lieu de s'en étonner.

Il est vraisemblable d'abord que l'Administration l'accueillit avec froideur. Malgré les précautions prises par l'auteur, elle se trouvait mise en cause. Elle ne pouvait voir favorablement les propositions d'un étranger qui s'annonçait aussi comme un critique.

Butel-Dumont offrait d'ailleurs des armes à ses adversaires en sollicitant, sous le prétexte de servir l'État, des fonctions quasi officielles d'historiographe colonial. Les bénéfices qu'il en pouvait tirer donnaient droit sinon de suspecter ses intentions, du moins d'examiner avec plus d'attention les résultats que pourrait apporter la réalisation de son projet.

Enfin la tâche était considérable. Elle effraya par sa nouveauté, d'autant qu'elle se présentait d'une façon assez imprécise. L'ouvrage devait répondre, semble-t-il, à deux fins : instruire, par l'exemple du passé, à gouverner les colonies tant au point de vue économique qu'au point de vue administratif et politique. Ce double caractère en restreignait la portée, en le destinant à l'usage de la seule Administration. On ne pouvait songer à mettre en vente un mémoire fait pour le « secret des bureaux ». Si, d'autre part, le travail réstait inconnu du public susceptible de profiter des précieux renseignements qu'il devait fournir, il manquait son but. En fait, il y avait deux œuvres distinctes à entreprendre. De leur apparition, l'on était en droit d'attendre d'incalculables avantages, tant pour l'Administration que pour le commerce, et leur nécessité, à cette époque surtout, n'avait pas échappé à la perspicacité de l'économiste. Cette nécessité est d'ailleurs de tous les temps. L'étude appro-

fondie d'une question n'apparaît-elle point comme l'indispensable garantie du succès ? Mais une telle œuvre, pour être utile, doit être parfaite. Butel-Dumont, jeune encore, n'inspira peut-être point, malgré ses travaux antérieurs, la confiance suffisante pour qu'on l'en chargeât.

Sans vouloir nous ériger en juge de ses intentions ni de sa capacité, il nous faut avouer que Butel-Dumont apportait dans la conception de son histoire bien des idées neuves. Sa compréhension pratique des questions essentielles de la vie coloniale méritait mieux que l'indifférence. On ne doit point s'étonner de retrouver chez lui cette idée que les colonies sont faites uniquement pour le plus grand bien de la métropole ; elle est commune au XVIII^e^ siècle. Du moins il en préconisait l'exploitation méthodique, la seule qui pût les relever de la disgrâce où elles étaient tombées.

Frappé de l'absence de documentation pour tout ce qui touchait notre domaine d'outre-mer, absence dont il avait lui-même souffert lors des négociations avec l'Angleterre, il avait enfin l'heureuse idée d'utiliser les travaux de ses prédécesseurs pour accomplir la mise au point nécessaire avant toute entreprise. Cette leçon de l'expérience, ses contemporains l'ont négligée et leurs descendants l'ont oubliée.

Il est malheureusement trop vrai que, le plus souvent, nous dédaignons de puiser dans les richesses que nous lègue le passé. L'habituel mépris que nous avons pour les œuvres de nos devanciers nous fait recommencer le travail qu'ils ont accompli, sans chercher même à profiter de leurs efforts. En ce qui concerne l'histoire politique et surtout économique de nos colonies, com-

bien d' « exemplaires manuscrits », de « vestiges de projets », rédigés avec compétence et autorité, dorment au fond de cartons poussiéreux et y dormiront peut-être pour toujours [1].

Eugène SAULNIER.

1. Malgré cet échec, Butel-Dumont n'en continua pas moins à s'intéresser à l'histoire économique de notre pays et à signaler à l'attention de ses contemporains les dangers que nous faisait courir la politique de l'Angleterre. En 1760, il publia l'*Acte du Parlement d'Angleterre connu sous le nom d'Acte de navigation, passé en 1660, traduit littéralement de l'Anglois avec des notes* (in-8, XXXVI-37 p., Amsterdam), et l'année suivante le *Point de vue sur les suites que doit avoir la rupture par les Anglois de la négociation de la France et de l'Angleterre depuis le 26 mars jusqu'au 20 septembre 1761, ou Lettre de M***, banquier à Bordeaux* (in-12, 49 p., Amsterdam). — Il semble que ce soit là les seules œuvres de Butel-Dumont qui aient trait aux questions coloniales. Vers la fin de sa vie, il publia encore divers traités d'économie politique, notamment la *Théorie du Luxe*, qui eut deux éditions successives en 1771 et 1775.

COMPTES RENDUS
ET NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I

COMPTES RENDUS

Yusuf Khan, THE REBEL COMMANDANT, BY S. C. **Hill**. London, Longmans, Green and Cº, 1914, in-8 de XII-320 pages, avec planches et illustrations.

C'est le 15 octobre 1764, aussitôt après la capitulation de Maduré, que Mohammed Yousouf, Khan Bahadour, gouverneur de Maduré et de Tinnevelly, fut pendu comme rebelle, sur le front des troupes britanniques, par l'ordre du nabab d'Arcote Mohammed Ali. Un an et demi auparavant (avril 1763), de Madras, Lawrence annonçait au Conseil que cet indigène avait refusé obéissance à ses chefs directs et s'était déclaré indépendant ; il fallut s'y prendre à deux fois, et convertir le second siège de Maduré en blocus pour avoir raison de ce vaillant officier, « le plus brave et le plus capable de tous les indigènes qui servirent jamais comme soldats les Anglais dans l'Inde », au témoignage de Sir John Malcolm ; et peut-être Mohammed Yousouf eût-il, au moins pendant quelque temps encore, prolongé sa résistance s'il avait pu quitter Maduré et gagner Tinnevelly et n'avait pas, avant la capitulation, été fait prisonnier par ses auxiliaires français que commandait alors « le chevalier » Marchand.

Avant de se tourner contre ses maîtres, ou, pour parler

plus exactement, contre le prince indien Mohammed Ali, vassal et allié des Anglais, Yousouf Khan s'était particulièrement distingué contre ces mêmes Français qui, en 1763-1764, soutenaient sa cause. Dès le 3 mai 1752, sa conduite à Outatour, où Combault d'Auteuil est défait par le capitaine John Dalton, est remarquée par les chefs britanniques, et ceux-ci la signalent à Clive. Un peu plus tard, après la prise de Cuddalore et la capitulation du Fort Saint-David (mai-juin 1758), Yousouf Khan participe activement aux opérations qui arrêtent Lally-Tollendal et préparent le siège de Pondichéry : il contribue à permettre au rajah de Tandjore de contraindre les Français à lever le siège mis par eux devant sa capitale ; il s'empare de Tourayour dont le chef ou *Reddi* est un protégé français (septembre), collabore à la défense de Madras assiégée par les Français avec des forces insuffisantes et contribue ensuite à épuiser l'armée ennemie. « Défalcation faite des mérites de Preston et de Caillaud, écrit M. Hill à la page 88 de son *Yusuf Khan*, ce qui épuisa le plus l'armée de Lally, ce furent les attaques constantes des bandes volantes de Yousouf-Khan ; Européens et indigènes sont unanimes à le reconnaître. » Le futur rebelle mérita ainsi un présent du Conseil, puis l'octroi pour un an, à partir du 11 juillet 1759, de la charge de gouverneur des pays de Maduré et de Tinnevelly.

Or cette nomination ne faisait pas le compte du nabab d'Arcote Mohammed Ali, et des mésintelligences surgirent très vite entre le suzerain et son vassal ; de là résulta bientôt la rébellion de Yousouf Khan, prorogé par les Anglais dans ses fonctions de gouverneur de Maduré. Il faut lire dans l'ouvrage de M. Hill quel rôle joua alors auprès du chef indien Louis-Laurent de Féderbe, comte de Maudave, un jeune colonel placé naguère sous les ordres de Lally et arrivé pour la seconde fois dans l'Inde le 4 avril 1762 avec mission de représenter la France dans ce pays. Maudave, ce curieux personnage dont M. H. Pouget de Saint-André a naguère raconté succinctement la tentative de colonisation à Madagascar en 1768-1769, Maudave devait « susciter aux Anglais le plus d'ennemis et d'embarras qu'il lui serait possible » et

« exiger de tous les sujets du Roi [de France] propres à la guerre de se joindre à lui pour recommencer les hostilités contre les ennemis du Roi » et relever le parti français auprès des princes indiens ; jusqu'à son départ (6 mars 1764), après la conclusion de la désastreuse paix de Paris, il ne cessa de s'acquitter de son mieux de cette difficile mission, malgré l'absence de fonds dans laquelle le laissa le gouvernement royal. Yousouf Khan fut un des chefs indigènes auprès de qui ses menées eurent le plus de succès, et le vaillant Claude Thérèse Eléonor Flamicourt et « le chevalier » Marchand, naguère secrétaire du chevalier Jacques Law, le secondèrent de leur mieux auprès du gouverneur de Maduré, le premier jusqu'à sa mort, le second jusqu'au jour où, pour des raisons encore mal connues, mais que la seule mésintelligence existant entre les deux hommes ne semble pas suffire à expliquer, Marchand se saisit de la personne de Yousouf et livra le chef rebelle à ses ennemis.

C'est donc indirectement une véritable contribution à l'histoire des Français dans l'Inde durant la seconde moitié du XVIII^e^ siècle que vient de donner M. S. C. Hill à propos de Yousouf Khan. Ainsi l'auteur de la biographie de Claude Martin et de *Three Frenchmen in Bengal* continue, pour le plus grand bénéfice de nos études, à publier les résultats de ses patientes et fructueuses recherches. On ne saurait trop l'en remercier, ni trop louer son nouvel ouvrage ; les bases en sont solides, puisqu'elles consistent dans tous les documents anglais et français qu'a pu recueillir l'auteur, et aussi dans les textes et même dans le folk-lore indigènes ; la mise en œuvre en est aussi méthodique et rigoureuse qu'on peut le souhaiter, et l'exposé lui-même est très attachant. Dans cinq appendices, M. S. C. Hill a systématiquement groupé une précieuse série de documents utilisés par lui dans le corps même de son ouvrage, et il a pris soin par ailleurs d'établir la longue liste des ouvrages consultés, de dresser quelques cartes qui facilitent l'intelligence de son récit, enfin de reproduire le beau « plan des attaques de la ville de Maduré » annexé par Marchand à son *Précis historique des deux sièges de la ville de Maduré* publié à Paris en 1771. De tout cela résulte

un ouvrage excellent, plein de faits précis, qui ne jette pas seulement une vive lumière sur la figure vraiment sympathique de Yousouf Khan, mais dont la portée est plus grande encore. Le *Yusuf Khan* de M. Hill éclaire davantage l'histoire même de l'Inde à l'époque de la guerre de Sept Ans et aussitôt après; il fait surtout mieux comprendre celle des progrès de l'influence britannique comme aussi des menées par lesquelles les Français se sont, — sans succès, — efforcés de l'entraver.

Henri Froidevaux.

II

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Les aspirations coloniales et le crime du surintendant Fouquet. — On sait quels motifs Louis XIV a invoqués, dans ses *Mémoires*, pour justifier la très sévère commutation de peine décidée par lui à l'égard du surintendant Nicolas Fouquet; « fortifier des places, former des cabales et mettre sous le nom de ses amis des charges importantes dans l'espoir de se rendre bientôt l'arbitre souverain de l'Etat », voilà ce dont le Roi-Soleil a formellement accusé son serviteur, et voilà aussi ce que n'ont pas voulu admettre plusieurs historiens nos contemporains. Ces sceptiques ont-ils eu raison de douter de la véracité de Louis XIV et de la réalité des ténébreuses machinations attribuées par lui au célèbre surintendant? M. de la Roncière a eu la curiosité de se le demander, comme aussi de rechercher quel fut, aux yeux de Louis XIV, le vrai crime de Fouquet [1].

1. Comité des Travaux historiques et scientifiques, *Bulletin de la Section de géographie*, t. XXIX, année 1914 (paru en 1915), p. L-LXIII. Tirage à part sous le titre de : *Le vrai crime du surintendant Fouquet*. Discours prononcé à la séance de clôture du 52e Congrès des Sociétés savantes par M. Ch. de la Roncière... Paris, Imprimerie Nationale, 1914, in-8 de 16 pages.

Entreprise délicate, puisque la plus grande partie des papiers de Fouquet a disparu ; mais cet obstacle était-il pour déconcerter la vaste érudition de M. de la Roncière et sa pénétrante critique ? Déjà le regretté Gabriel Marcel avait montré dans le surintendant, à la fin du ministère de Mazarin, le véritable vice-roi de l'Amérique, tant méridionale que septentrionale, sous le nom d'un homme de paille, Isaac de Pas, marquis de Feuquières [1]; M. de la Roncière fait maintenant connaître en lui le suzerain, en quelque manière, du premier gouverneur de Terre-Neuve, le capitaine de vaisseau Gargot à la Jambe de Bois, ainsi qu'un grand armateur, le surintendant de la Compagnie du Nord aux puissants baleiniers, le Mécène des expéditions exotiques, des explorateurs qui lui dédient leurs ouvrages, des géographes qui lui offrent leurs cartes du Nouveau-Monde, des missionnaires qui l'implorent. Et voici que, par surcroît, Fouquet possède plusieurs places fortifiées sur les rivages de l'Atlantique (Concarneau, Belle-Isle en mer, l'île d'Yeu), il tient dans sa dévotion des officiers généraux de la marine et il a l' « esprit de fronde ». Il constitue donc un vrai danger pour l'Etat, dès le temps de Mazarin qui en mourant, le signale au roi comme suspect, et encore au début du règne personnel de Louis XIV ; le 5 septembre 1661, le jeune souverain mit fin à une situation chaque jour plus périlleuse pour la couronne en faisant arrêter Fouquet par d'Artagnan.

Par cet acte, accompli la veille du jour que le surintendant disait devoir être « le plus beau de sa vie », Louis XIV semble n'avoir eu qu'un but : empêcher le retour des guerres civiles et mettre Fouquet dans l'impossibilité de les fomenter. Celui-ci l'eût pu à l'aide de ses places fortes maritimes, mises en état sur la côte bretonne « pour quand il seroit temps », grâce à son action sur les titulaires des grandes charges de la marine, sur Nuchèze, sur Abraham Du Quesne et sur tant d'autres, grâce aussi à sa fortune, dont il semble bien avoir voulu, trois mois avant son arrestation, mettre une partie en

1. Gabriel Marcel : Documents pour l'histoire des Colonies françaises ; *Le surintendant Fouquet, vice-roi d'Amérique* (*R. de Géographie*, t. XVI, février 1885, p. 131-142).

sûreté à la Martinique ; il ne paraît nullement n'avoir songé qu'à ces « establissemens de colonies » et à « ces voyages au long cours » dont il a parlé au cours de son procès, ou encore à la création d'une « Grande Compagnie où il prendrait une part très considérable ».

M. de la Roncière a, comme il était naturel, exposé dans leur ensemble les inductions qui lui permettent de déterminer quel fut, aux yeux de Louis XIV, le véritable crime de Fouquet ; mais il n'a pu faire davantage. Comme, en traitant la question, il s'adressait aux membres du Congrès des Sociétés savantes, il leur a demandé de rechercher les papiers disparus du surintendant. Puisse cet appel être entendu ! Rien ne serait, pour l'ancienne histoire coloniale française, plus précieux que la découverte de ces papiers ; on y trouverait sans doute l'explication de bien des faits encore obscurs, et aussi de nouvelles preuves de l'initiative parfois un peu brouillonne et de l'extrême ambition de Fouquet.

*
* *

Recherches sur l'histoire des Juifs du Maroc. — M. Nahum Slousch a entrepris depuis longtemps sur un point spécial de l'histoire du Maroc de patientes et minutieuses recherches dont les *Archives marocaines* contiennent les intéressants résultats ; les origines des Juifs actuellement établis dans le Maghreb-el-Akça, l'histoire des Juifs marocains depuis l'invasion arabe jusqu'à la persécution des Almohades en 1146, leur épanouissement littéraire et religieux, leur décadence politique et sociale, et enfin leur relèvement à la suite de l'établissement auprès d'eux de leurs coreligionnaires chassés d'Espagne par les Rois catholiques, tels sont les différents points d'abord traités par M. Slousch dans le tome IV des *Archives marocaines* (1905, p. 345-411) et dans le tome VI du même recueil (1907, p. 1-167).

Parmi les conclusions les plus intéressantes de cet important mémoire, il convient de retenir surtout celles que voici. Les Juifs ont toujours, depuis 2000 ans, été nombreux dans la région de l'Atlas ; ils y procèdent de « quatre éléments

ethniques et sociaux juifs, issus des quatre grandes étapes parcourues par le judaïsme dans le Maghreb » depuis une lointaine antiquité. Les deux premières de ces étapes sont antérieures à la conquête définitive de l'Afrique Mineure par les Arabes; cette conquête, loin d'affaiblir le judaïsme au Maroc, a plutôt contribué à déterminer dans ce pays un afflux de Juifs émigrés et à jeter sur les régions du Maghreb-el-Akça des populations juives entières refoulées par les Zenata. Les nouveaux venus se sont très vite fondus avec les anciens Juifs du pays, si bien que, « dans la seconde moitié du IXe siècle, le judaïsme marocain forme déjà dans les villes arabes un organisme ethnique et religieux peu distinct des groupements juifs des autres pays musulmans. Juifs aborigènes et Juifs immigrés rivalisent de zèle pour la foi et pour le commerce. Les uns et les autres apporteront leur part à la renaissance des lettres et des sciences au moyen âge » (VI, p. 48). Mais bientôt « l'Islam triomphant du Maghreb » ne brisa pas seulement la dernière force armée d'Israël ; il lui enleva aussi son âme propre, son indépendance morale. Toutefois l'abaissement consécutif à la persécution des Almohades (1146) ne fut que temporaire ; dès le temps des Mérinides, l'influence des intendants chrétiens et surtout juifs, dont les rois ne purent se passer, pesa sur la politique des souverains et contrebalança la propagande des marabouts et des chérifs généralement hostiles aux non-musulmans. Ainsi se prépara une époque de relèvement dont l'apogée fut consécutive à la venue au Maroc des Juifs espagnols expulsés par les Rois catholiques du XVIe siècle ; alors, et bien que les nouveaux venus ne se fussent jamais bien acclimatés au Maroc, où ils « forment encore aujourd'hui une colonie européenne, on dirait même latine, à part » (VI, p. 166), le judaïsme marocain a su recouvrer son ancienne influence, et il l'a conservée pendant toute la durée du XVIe et du XVIIe siècle, en dépit de persécutions et d'émeutes partielles et même générales. Non contents de se maintenir au Maroc, les Juifs de ce pays ont essaimé, si bien que, maintenant encore, eux-mêmes ou leurs descendants forment le noyau d'un grand nombre de communautés de l'Algérie.

En rédigeant cette série d' « études sur l'histoire des Juifs

au Maroc », M. Slousch a été amené à constater bien des lacunes, comme aussi il a été obligé de passer rapidement sur nombre de faits dignes d'un examen approfondi. Il est revenu sur l'un au moins de ces derniers en écrivant, sous le titre de *Hébraeo-Phéniciens et Judéo-Berbères*, une « introduction à l'histoire des Juifs et du Judaïsme en Afrique » (*Archives marocaines*, t. XIV, 1908, p. 1-473). Mais il a voulu faire davantage encore. « Les Juifs de la côte, les *Roumis*, ceux du Maghreb extérieur... sont (écrivait-il en 1907 à la p. 166 du t. VI des *Archives marocaines*) les plus connus, les mieux étudiés de tous les Juifs marocains » ; sur les Juifs de l'intérieur de la contrée, au contraire, on est beaucoup moins renseigné. N'y avait-il pas, de ce côté, une enquête à instituer et à mener à bien ? M. Slousch l'a pensé, et il a entrepris de compléter et de préciser, au cours de voyages exécutés dans le pays, les résultats auxquels il avait été amené par ses études de textes, par la juxtaposition et la discussion des renseignements fournis par les écrivains anciens et des auteurs chrétiens, par les passages talmudiques et par le folk-lore judéo-africain.

De là, durant l'été de 1912, des pérégrinations dans la zone maritime du Maroc occidental et un relevé des données historiques concernant les Mellah, puis l'exploration des régions du Figuig et de Debdou et la constatation de la réalité du pouvoir exercé au xvi[e] siècle dans la région de la Moulouia par le Juif Aron ibn Mechaal. Pendant l'été de 1913, M. Slousch a parcouru la région du Grand Atlas, y recueillant des documents historiques et épigraphiques précieux. De la note communiquée par lui à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et insérée dans ses *Comptes rendus* (*Résultats historiques et épigraphiques d'un voyage dans le Maroc oriental et le Grand Atlas*. *Bulletin* de 1914, février-mars, p. 179-185), ressortent des faits très intéressants : 1° l'existence des chrétiens dans l'extrême sud-marocain et d'une principauté chrétienne du haut Draa (Damgrout) vers le x[e] siècle, ainsi que des luttes de ces chrétiens contre une autre population autonome de religion juive ; 2° le rôle joué aux xvii[e] et xviii[e] siècles, sur le territoire de l'Oued Dads, dépendance du bassin du Draa — un coin perdu,

mais fertile du Maroc, — par une puissante famille juive d'origine espagnole, les Al-Perez, que les Juifs de Tehit désignent sous le nom d'Aït Perez. Ainsi se trouve confirmée l'exactitude de la phrase écrite naguère par M. Slousch : « L'époque du relèvement des Juifs marocains occasionné par les réfugiés espagnols correspond à une recrudescence d'activité juive dans toutes les régions et jusqu'aux oasis les plus lointaines » (*Archives marocaines*, t. VI, p. 153). M. Slousch a retrouvé l'emplacement de l'ancienne Kasbah de la famille Perez et la nécropole particulière des membres de cette famille, dont on rencontre encore les descendants dispersés dans l'Atlas et jusqu'à Marrakech.

Ces intéressantes constatations ne sont pas le seul butin rapporté par M. N. Slousch de son voyage ; cet érudit a encore recueilli d'autres documents de valeur. Signalons entre autres deux recueils contenant les actes des archives rabbiniques du Fez et de Sefrou (XVII^e^ et XVIII^e^ siècles) ; trois chroniques historiques inédites résumant l'histoire des Juifs marocains pendant plus de quatre siècles et comblant de nombreuses lacunes de l'histoire générale du Maroc ; enfin différentes inscriptions confirmant la présence de colonies juives dans les montagnes de l'Atlas antérieurement à l'arrivée au Maroc des exilés espagnols de 1492. Les plus intéressantes de ces inscriptions funéraires recueillies par M. Slousch sont actuellement au Musée (en formation) de Rabat.

*
* *

L'ancienne route commerciale d'In-Salah à Tombouctou et les causes de son abandon. — Jusqu'à une époque toute récente, les immensités du Sahara ont été sillonnées de pistes que les caravanes suivaient avec une exactitude, sinon avec une fréquence comparable à celle des paquebots contemporains d'une rive à l'autre de l'Atlantique. C'étaient les grandes routes commerciales, les routes traditionnelles et séculaires du désert; telles les avaient parcourues les voyageurs arabes du moyen âge, telles, ou à peu

près, elles demeuraient au milieu du XIXe siècle, connues exclusivement de familles de guides qui, de père en fils, détenaient le monopole de diriger les caravanes au milieu des sables qui masquent les traces et des regs où les repères font défaut. Si, quelque soixante ans après les voyages de Barth et de Duveyrier, ces routes ont perdu toute animation, nombreuses en sont les raisons; causes politiques, causes économiques et sociales, causes géographiques ont collaboré de telle manière que, pour quelques pistes encore relativement fréquentées, d'autres, — et de celles qui comptèrent naguère parmi les plus importantes, — sont par contre totalement abandonnées.

Tel est le cas pour cette grande route directe d'In-Salah à Tombouctou qui fut, à quelques siècles en arrière, l'artère la plus fréquentée de l'Afrique septentrionale. On sait que cinq routes se réunissent au Touat, ce carrefour et ce lieu de ravitaillement du Sahara occidental, pour prendre la direction du Niger ; quoi d'étonnant, dès lors, à ce que la piste directe d'In-Salah vers le Sud ait été « la voie d'importation des marchandises de la Méditerranée vers Tombouctou, port de ravitaillement du Soudan surpeuplé, l'égale de la grande piste d'Araouan vers Taodenni et le Maroc par où s'exportaient vers le Maghreb l'or, l'ivoire et les nègres [1]. » Akabli, Ouallen, Amrennan, Mabrouk, puis Mahmoud Regagda et Bou-Djebiha constituaient les relais aménagés à près de 300 kilomètres les uns des autres sur cette longue route que les caravanes couvraient d'ordinaire en 38 à 40 jours, selon H. Barth et G. Rohlfs, en 25 à 30 jours seulement, au dire du capitaine Cortier, depuis l'un de ses points extrêmes jusqu'à l'autre. Les convois, dirigés par les guides spécialisés et omnipotents dont il a été question tout à l'heure, trouvaient en chacun de ces points, autour d'un puits permanent, un vaste enclos de pierres, une « kasbah », abri contre les intempéries et contre les coups de main des pillards, et une petite population permanente qui cultivait de maigres jardins; son chef était un marabout « qui prélevait sur les caravanes une rede-

1. Cortier : *Reconnaissance Ouallen-Achourât*, p. 6.

vance, en retour de quoi il les comblait de bénédictions et d'amulettes ».

Voilà dans quelles conditions René Caillé en 1828 et le Dr autrichien Oskar Lenz en 1880 ont, en sens inverse, traversé naguère le Sahara, le premier depuis Tombouctou jusqu'au Tafilet, le second depuis le Maroc jusqu'au Niger par un itinéraire dont les premières étapes passent plus à l'Ouest encore de la route du Touat. Aucun Européen n'a pu suivre, au temps où elle était fréquentée, cette voie commerciale dont Léon l'Africain a signalé naguère l'importance, et il a fallu l'audace et l'expérience du regretté capitaine Cortier pour l'explorer, non sans peine ni péril, en avril 1912 ; aujourd'hui, en effet, les caravanes ont complètement abandonné l'itinéraire traditionnel pour en adopter un nouveau.

Des modifications climatiques, voilà la cause de cet abandon : la vieille route est devenue impraticable par suite de la disparition des puits, comme l'a raconté le capitaine Cortier dans la dernière de ses substantielles études sahariennes. « Vers 1890, écrit-il [1], peu d'années avant l'entrée des Français à Tombouctou, une sécheresse inusitée s'abattit sur toute la zone qui s'étend du 20e au 25e de latitude Nord; trois, quatre hivernages se succédèrent sans pluies; les talbas, les drinn peu à peu moururent, et un beau jour tous les puits de la région d'Amrennan se trouvèrent à sec, si soudainement que les quelques sédentaires de la kasbah durent s'enfuir à toute allure vers le Sud; la tradition raconte même que n'ayant pu trouver d'eau à Tin-Dédin asséché, ils périrent de soif. Depuis vingt-deux ans [2], les pluies n'ont plus fait leur apparition au Nord d'Achourât; tous les points d'eaux, Azennezan, Aïn-Cheikh, Tin-Dédin, Tin-Dakhsen ont tari et se sont comblés, entre Tagnout et Ouallen; les caravanes, devant l'impossibilité de parcourir sans eau ni pâturage 600 kilomètres de Tanezrouft, ont préféré la voie beaucoup plus longue de l'Adrar, et les derniers guides de la grande route,

1. Capitaine M. Cortier : *Reconnaissance Ouallen-Achourât* : route d'In-Salah à Tombouctou par Ouallen et Achourât. Paris, Émile Larose, 1913, in-8 de 32 p., carte. — Cf. la p. 7.

2. Le travail du capitaine Cortier a été écrit dans la seconde partie de l'année 1912.

aujourd'hui des vieillards à mémoire affaiblie, achèvent de mourir emportant leur secret inutile. »

Un fait de géographie physique a donc eu, dans le domaine économique et historique, des conséquences immédiates et intéressantes dont la mention se trouve parfaitement à sa place dans cette *Revue*.

*
* *

Une ancienne colonie israélite aux environs de Tombouctou. — Ce n'est pas seulement au Maroc que des investigations heureuses et méthodiquement poursuivies ont permis de retrouver, au cours de ces dernières années, des documents précieux permettant de compléter et de préciser l'histoire des Israélites établis dans le pays (cf. plus haut, p. 334-377) ; la découverte récente de l'emplacement de l'ancienne ville soudanienne de Tendirma constitue aussi une intéressante contribution à l'histoire des Juifs du Soudan.

On sait ce que fut Tendirma : la résidence, à partir du xv[e] siècle, de ces *Kourmina*, Fari ou Kanfari, qui étaient les premiers dignitaires de l'empire de Gao après l'Askia. D'après le tarikh *El Fettach*, Tendirma aurait également été le siège d'une puissante colonie d'Israélites cultivateurs dont les habitations entourées de jardins partaient des bords du Niger et se prolongeaient sous le nom de Fati jusqu'à une demi-journée de marche du grand fleuve. C'étaient de véritables maraîchers que ces Juifs ; leur principale, sinon leur seule industrie consistait, au témoignage du tarikh *El Fettach*, à faire pousser des légumes ; pour se procurer l'eau nécessaire à l'arrosage de leurs jardins, ils avaient creusé, maçonné et en quelque manière bétonné (c'est-à-dire recouvert d'un enduit très résistant) de très nombreux puits profonds de 40 à 60 coudées. De ces puits, les gens de Tendirma et de Fati tiraient une eau plus favorable à la croissance de leurs légumes, disaient-ils, que l'eau du Niger lui-même.

L'enquête menée sur place, au mois d'octobre 1913, par

M. Bonnel de Mézières [1] a confirmé les assertions du tarikh *El Fettach*. Elle a montré vivants encore non loin de Tombouctou, dans la région du lac Fati, entre le Niger et le marigot de Goundam, les souvenirs des Beni-Israël ; elle a permis de retrouver, entre le village actuel de Tendirma et la rive gauche du grand fleuve du Soudan occidental, un puits creusé par les Juifs agriculteurs. Non loin du même village, au Nord Nord-Est, ç'a été l'emplacement de leur cimetière, dévasté par les crues du Niger ; puis, plus loin encore, des terrains jadis mis en cultures, de nombreux débris de poteries, des vestiges d'anciens puits, enfin, au Nord-Est, des tumuli de Coigour au nom significatif (= *va puiser de l'eau*, en somaï), un très ancien puits, intact encore, mais tari.

Une fois de plus, par conséquent, l'archéologie atteste l'exactitude des renseignements historiques fournis par les tarikhs du Soudan ; elle confirme de manière irrécusable, l'existence d'une ancienne colonie juive dans la région de Tendirma et de Fati. Il sera intéressant, en exécutant des fouilles systématiques dans le cimetière des Beni-Israël, en étudiant les poteries dont M. Bonnel de Mézières a vu de nombreux débris, de connaître davantage la civilisation des Juifs agriculteurs de Tendirma.

*
* *

Les études de Théviôtte sur l'Égypte. — Lorsque Bonaparte organisa l'expédition d'Égypte, il la conçut sur un plan vraiment nouveau et d'une grande originalité. Il faut en effet remonter jusqu'à l'antiquité classique, jusqu'à la conquête de l'empire des Perses par Alexandre le Grand pour trouver une entreprise de conquête où les préoccupations scientifiques soient aussi étroitement unies aux

1. Elle a été résumée par le voyageur lui-même dans une note intitulée *Reconnaissance à Tendirma et dans la région de Fati* (Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ; Comité des travaux historiques et scientifiques : *Bulletin de la section de Géographie*, t. XXIX, 1914, p. 128-131, avec un croquis de la région du Fati).

préoccupations militaires. C'est que Bonaparte, là comme sur tant d'autres points, devançait son temps ; il est le premier, peut-on dire, qui ait le sentiment bien net de la colonisation scientifique d'un pays, de son étude systématique et approfondie préalablement à sa mise en valeur rationnelle. Voilà ce que, depuis quelques années, mettent davantage en évidence toutes les publications nouvelles. Elles permettent de mieux apprécier la portée véritable des travaux de l'Institut d'Égypte, et de mieux comprendre quel enseignement se dégage, au point de vue colonial, de la publication de l'admirable *Description de l'Égypte* (Paris, 1809-1825, 9 vol. in-fol. de texte et 840 pl. en 9 vol.).

Les recherches accomplies dans la vallée du Nil depuis le mois de messidor an VI jusqu'en fructidor de l'an IX ont été en quelque manière la reconnaissance d'une contrée dont, s'il l'eût conservée, Bonaparte n'eût pas fait seulement la base d'une expédition militaire contre les Anglais de l'Inde, mais dont il eût fait également la plus florissante des colonies françaises. Comme l'a écrit François-Étienne Sanglé-Ferrière dans ses *Souvenirs de l'expédition d'Égypte* naguère publiés par M. Léon Mirot (*Revue des Études historiques*, juillet-août 1912, p. 381-427), « l'expédition n'avait pas seulement pour but la conquête de l'Égypte ; on voulait aussi rendre cette belle et antique contrée à la civilisation » [1].

1. *Revue citée*, p. 404. — Les *Souvenirs* de Sanglé-Ferrière sont d'un très réel intérêt. Attaché, après le désastre d'Aboukir, à ce qui restait de la flotte française, ce jeune homme fut successivement chargé du commandement en second, puis en chef, d'un canot qui surveilla la rade d'Alexandrie, fit le métier de garde-côte et parcourut les bras du delta du Nil pendant les derniers mois de 1798 et la première partie de 1799. Il ne prit pas une part active à la seconde bataille d'Aboukir, mais y assista en amateur. Lors du départ précipité de Bonaparte, il s'occupa d'une partie des détails de l'embarquement. Pour être modeste, le rôle de Sanglé-Ferrière ne fut donc pas moins actif ; les *Souvenirs* de ce marin intelligent et artiste, seront lus avec plaisir et avec fruit, car ils permettent de comprendre un peu mieux le rôle, jusqu'à présent à peine entrevu, de la flotte demeurée à Alexandrie, tandis que, dans la vallée du Nil et en Syrie, se produisaient les événements qui ont seuls fixé l'attention de la postérité et des historiens, comme des contemporains.

On ne saurait trop regretter que Pierre-Laurent-Marie Théviôtte, sur lequel M. Henri Dehérain vient d'appeler l'attention [1], n'ait pas, une fois débarqué en Égypte, continué les précieuses « notes » prises par lui durant les mois précédents, depuis août 1797 jusqu'à son arrivée à Alexandrie; sans doute, comme dans l'*Agenda de Malus*, y eût-on pu glaner plus d'un renseignement précieux et des preuves nouvelles de l'exactitude de l'angle sous lequel nous envisageons l'occupation de l'Égypte par les troupes françaises. Dans tous les cas, certains des travaux effectués par cet officier du génie pendant son séjour en Égypte (13 messidor an VI/1er juillet 1798-12 thermidor an IX/31 juillet 1801) montrent en lui un des collaborateurs de Bonaparte dans la grande œuvre projetée. Autant que l'on peut s'en rendre compte d'après les extraits de ses mémoires géographiques que cite M. Henri Dehérain, Théviôtte aurait dû remplir une double tâche : par la construction du fort d'El-Esbeh (entre la branche de Damiette et le lac Menzaleh) il aurait travaillé d'abord à la mise en état de défense du delta du Nil contre une invasion venue de la mer, et, par l'établissement d'autres ouvrages, aurait poursuivi un résultat analogue contre une invasion arrivant par l'Est comme aussi la création de points d'appui pour une expédition dirigée contre la Syrie, puis il aurait assuré la protection militaire de la ville de Suez sur les bords de la mer Rouge; en second lieu, il se serait appliqué à l'étude topographique et économiques des cantons où il résidait, comme aussi des pays qu'il parcourait. De là l'intérêt de ses travaux personnels, plus ou moins étendus, sur Rosette et ses jardins; sur le grand lac Bourlos, situé entre les deux branches du Nil, qu'il reconnut du 22 au 25 brumaire an VII (12-16 novembre 1798) avec le chef de bataillon du génie Cazals; sur la route du Caire à Suez. On y relève des informations précieuses au point de vue économique. C'est de celles-là, sans aucun doute, qu'eussent surtout fait usage, si les Français avaient

1. Henri Dehérain : *Un officier de l'armée d'Égypte : Théviôtte et son œuvre géographique* (*La Géographie*, t. XXX, avril 1915, p. 182-200).

pu se maintenir dans le pays, les futurs administrateurs de l'Égypte.

*
* *

La fondation de Phnom Péñ. — La chronique officielle du Cambodge communiquée à M. Gaston Coedès, par le Ministre de l'Instruction publique de ce royaume a permis au savant orientaliste de raconter avec une précision inconnue jusqu'à présent l'histoire de la fondation de Phnom Péñ. Ce n'est pas en cet endroit que les souverains khmer s'établirent d'abord, après avoir, dans le second quart du xv^e^ siècle, définitivement abandonné Ankor pour chercher, loin des grands lacs, une résidence où ils fussent à l'abri des incursions siamoises; Poña Yat avait, en effet, débuté par s'installer à Bàsàn, dans la province de Srei Santhor, mais quand il eût vu, durant la saison des pluies, cette localité envahie par l'inondation, il résolut de l'abandonner. Phnom-Péñ (où s'élevait déjà, au moins depuis 1372, un sanctuaire très réputé sur un tertre naturel que des travaux artificiels avaient exhaussé jusqu'à en faire une véritable petite colline, un phnom) retint son attention. Poña Yat fit donc examiner les lieux par des serviteurs de confiance, et, sur le rapport favorable de ses agents, il fit exécuter des travaux dans la partie située au Sud-Est du phnom, au pied duquel s'était déjà établie, dans l'Ouest, une bonzerie. Un mur d'enceinte, un palais ne tardèrent pas à s'élever rapidement au point choisi, grâce au labeur d'équipes réquisitionnées à cet effet; aussi, dès 1434, le souverain khmer vint-il installer à Phnom Peñ sa résidence. Dès lors, Poña Yat présida à de nouveaux travaux d'aménagement et d'appropriation du sol : remblaiement et aplanissement de toute la partie du terrain comprise au Sud-Est de la colline jusqu'à la berge du fleuve des Quatre Bras, alors dénommé Tonlé Crap Cham; creusement d'un canal destiné à amener l'eau de ce bras du lac dans la pièce d'eau aménagée au centre de la résidence royale; remblai pour empêcher ce même bras du lac d'inonder la nouvelle ville. Tandis que s'effectuaient ces travaux d'utilité publique et d'autres encore, les fonctionnaires et les habitants cons-

truisaient à leur gré leurs demeures dans l'enceinte de la capitale, dans l'Ouest de laquelle se développaient les rizières.

Tels furent les débuts de la capitale actuelle du Cambodge, de la « capitale des Quatre Bras », que ne tardèrent pas à embellir encore, durant la fin du règne de Poña Yat, de nouveaux monuments et un certain nombre de monastères bouddhiques [1].

*
* *

Les colons de la Nouvelle-France au pays des Hurons entre 1641 et 1647. — Pour se rendre compte de l'initiative et de l'activité déployée par les colons français du Canada tandis que, dans la mère-patrie, mourait Richelieu et que Mazarin était aux prises avec les difficultés de toutes natures d'où devait sortir la Fronde, rien de plus utile que la lecture de la récente étude de M. Benjamin Sulte intitulée *En pays de mission* [2]. Le savant historien canadien ne s'y occupe pas de l'œuvre accomplie par les colons dans le Bas-Canada actuel, c'est-à-dire dans le pays même où ils s'étaient installés à demeure et avaient jeté les premiers fondements de villes aujourd'hui considérables ; il y montre la poignée de Français alors établis sur les rives du Saint-Laurent, — ils étaient quelques centaines, moins de 500, — débordant de leurs bourgades jusque sur le pays des Hurons et jusqu'aux Grands Lacs, et faisant sentir leur action dans ces pays de trois manières différentes : par l'évangélisation, par l'exploration et par le commerce.

Durant la courte période de sept années où s'est confiné M. B. Sulte (1641-1647), douze, quinze ou même parfois dix-huit missionnaires jésuites, dont Paul Ragueneau était le supérieur, ont évangélisé le pays des Hurons. De leur maison

1. *Études Cambodgiennes*, VII-XI, p. 6-61 du *Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient*, t. XII, n° 6. — Cf. : *la Fondation de Pnom-Péñ au XVe siècle*, d'après la chronique cambodgienne (*Revue indochinoise*, t. XXI, mai 1914, p. 523-529, av. plan).

2. *En pays de mission, 1641-1647* (*Revue Canadienne*, nouv. série, t. XV, février 1915, p. 159-173).

de Sainte-Marie, — le centre de la contrée et le cœur de toutes les missions, — comme aussi de leurs autres églises fixes fondées dans les principaux villages des Indiens : La Conception, Saint-Joseph, Saint-Michel, Saint-Ignace et Saint-Jean-Baptiste, ils se répandent dans les bourgades les plus proches, et même s'en vont le plus loin possible, enseignant et parfois convertissant les sauvages, obtenant quelquefois des résultats très remarquables, — en particulier à La Conception, le « bourg croyant » comme l'appellent jusqu'au moment où il fut détruit (en 1649) les relations du temps, — essayant de recourir aux nouveaux convertis eux-mêmes pour gagner leurs compatriotes à la foi, tentant de créer dans ce but sur les bords du Saint-Laurent, à Québec ou aux Trois-Rivières, un « séminaire de néophytes ». Parfois, comme en 1645, pour les nations algonquines qui ont hiverné sur les rives du grand lac des Hurons, une mission temporaire s'ajoute aux autres, stimulant davantage encore, s'il est possible, le zèle des évangélisateurs des Peaux-Rouges et leur montrant l'immensité des champs qu'ils ont à défricher. « Si nous n'avions que les Hurons à convertir ! écrit alors le P. Jérôme Lalemant, encore tout ému des horizons ouverts devant les Jésuites par ce qu'ont appris au Sault Sainte-Marie, en 1641, les PP. Charles Raymbault et Isaac Jogues ; .... mais nous ne sommes qu'à l'entrée d'une terre qui, du côté de l'Occident jusqu'à la Chine, est remplie de nations plus nombreuses que les Hurons. Vers le midi, nous voyons d'autres peuples innombrables, où on ne peut avoir accès que par cette porte où nous sommes... »

Du sentiment profond de l'étendue de leur tâche découle, chez les missionnaires de la Compagnie de Jésus, un très vif désir de pénétrer parmi ces nations sauvages, et, par conséquent, d'accomplir de nouvelles explorations. Quelle différence à cet égard (M. B. Sulte le remarque après bien d'autres) entre les Anglais et les Français ! « On est toujours surpris, écrit-il, de voir l'avance prise par les Français dans les profondeurs du continent, malgré les périls qu'ils y couraient. » Déjà, dans la décade 1631-1640, Champlain, presque à la veille de sa mort survenue en décembre 1635, avait envoyé

Jean Nicolet à la baie Verte (lac Michigan) et celui-ci avait recueilli au cours de son voyage de l'été de 1634 un témoignage indigène d'après lequel on pouvait en trois journées de canot descendre par la rivière Wisconsin jusqu'à la mer, autrement dit jusqu'au fleuve des « grandes eaux », jusqu'au Mississipi [1] ; mais la guerre des Iroquois, qui sévit de façon si cruelle entre 1635 et 1650 sur toute la province actuelle d'Ontario, y compris la vallée de l'Ottawa, ne permit pas de réaliser des projets auxquels on trouve quelques allusions dans les documents du temps. Le P. Paul Le Jeune, dès 1640, avait déclaré y « avoir de grandes probabilités qu'on peut descendre par le second lac des Hurons » (c'est-à-dire par le Michigan) jusqu'au Pacifique où, à la même époque, un Anglais voulait accéder par le Saguenay ; d'après un rapport de Médard Chouart, d'autre part, la paix générale proclamée aux Trois Rivières en septembre 1645 avait été annoncée jusqu'à la baie Verte, en sorte que les Français se proposaient de pénétrer chez les Puants ou Gens de Mer pour découvrir le chemin du Pacifique.

Comme les missionnaires jésuites, les colons du Bas-Canada désiraient ardemment s'avancer dans l'intérieur du continent américain du Nord ; mais ils y étaient poussés surtout par l'esprit de lucre. La traite des fourrures était si productive, en effet! Ne vit-on pas, par exemple, le 10 septembre 1645, arriver aux Trois Rivières 60 canots hurons chargés de fourrures, et les 22 soldats français qui les montaient rapporter pour leur compte des peaux de castor pour une valeur de 30.000 ou 40.000 francs, soit de quelques 30.000 à 40.000 piastres ? Exaspérées de l'apathie de la Compagnie des Cent Associés, une dizaine de familles d'un certain rang : les Le Gardeur, Godefroy, Le Neuf, Robineau, Chavigny, Juchereau, Tardif, Tronquet, Bourdon, Giffard, s'associèrent et fondèrent sous le nom de « Compagnie des Habitants » un groupement à dessein d'effectuer la traite dont les Cent

1. Pour la justification de cette identification, que n'ont pas connue Jean Nicolet, ni le P. Paul Le Jeune, ni les autres contemporains, cf. B. Sulte : *Premières connaissances du Mississipi* (*Bull. Soc. Géog. de Québec*, vol. VIII, septembre-octobre 1914, p. 251).

Associés avaient le monopole. Le 14 janvier 1645, ce privilège fut obtenu par les colons pour le Canada (abstraction faite de l'Acadie, de Miscou et du Cap-Breton) ; mais quand il s'agit d'exploiter le monopole, les difficultés commencèrent. Les « Habitants » n'avaient pas pris soin de se procurer les secours militaires indispensables ; aussi, dès l'année 1649, la Compagnie était en faillite. Échec regrettable sans doute, mais qui semble plutôt provenir d'un défaut de prévoyance, de la part des organisateurs de la « Compagnie des Habitants », que d'un défaut d'audace.

Tels sont les principaux points mis en lumière dans *En pays de mission*, c'est-à-dire dans le nouveau chapitre ajouté par M. B. Sulte à ces multiples recherches sur l'ancienne histoire du Canada, dont tant de revues contiennent les résultats Quand, réunissant tous ses travaux épars, l'infatigable historien en fera-t-il un volume abondamment pourvu de tables et d'index ? ou bien encore, quand condensera-t-il dans un ouvrage d'ensemble les nombreuses conclusions de détail auxquelles il est arrivé ? De l'une ou de l'autre de ces solutions, l'histoire de la Nouvelle-France ne pourra en tous cas que bénéficier.

Henri Froidevaux

BULLETIN HISTORIQUE

MORT DE M. MERLAUD-PONTY

M. William Ponty, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, est mort à Dakar, le 13 juin.

Cette mort était, hélas ! prévue depuis plusieurs mois tant par lui-même que par les amis qui l'entouraient. Mais, fidèle à son devoir, M. Ponty avait tenu à rester coûte que coûte dans le pays où il avait passé presque toute son existence administrative et qu'il aimait passionnément. Sa volonté n'a pu triompher de l'inexorable destin.

Il ne saurait entrer dans le cadre de cette revue d'apprécier même sommairement l'œuvre administrative de M. Ponty ; cette œuvre appartient à l'histoire courante qui nous échappe. Mais nous ne saurions oublier la part importante que prit M. Ponty à la fondation de la Société de l'Histoire des Colonies françaises. Lorsque notre président, M. Martineau, vint l'entretenir en 1912 de cette création, le concours que promit et que réalisa ensuite M. Ponty rendit tout aisé et fit tomber tous les obstacles qui s'opposent généralement aux créations de cette nature. Par reconnaissance de la société naissante, M. Ponty fut un des premiers membres du comité de direction ; c'est, hélas ! aussi le premier qui disparaît.

Si M. Ponty nous avait ainsi donné son concours, c'est qu'il comprenait que, pour les gouvernements chargés de hautes responsabilités, il y avait toujours quelque intérêt à rechercher des enseignements dans le passé; il pensait aussi que c'est un devoir pieux de ne pas oublier ceux qui ont été les

premiers à la peine dans l'établissement de notre empire colonial. L'Histoire lui sera aussi reconnaissante qu'il fut lui-même soucieux de la mémoire de ses prédécesseurs.

Sa préoccupation de ressusciter les souvenirs du passé sénégalais l'avait amené à centraliser les archives éparses dans des centres où nul n'avait soin d'elles ; il les avait réunies à Dakar et avait confié leur inventaire et leur conservation à des fonctionnaires spéciaux et expérimentés, soustraits à toutes les influences politiques. Par ses s ins, un archiviste paléographe, M. Faure, avait été mis à la tête du service. L'Histoire du passé était ainsi sauvée de l'oubli et celle de l'avenir se préparait avec toutes les garanties de documentation désirables.

Par ses soins encore, la Société de l'Histoire des Colonies avait préparé la publication du *Voyage du sieur La Courbe* au Sénégal que M. Cultru fit paraître il y a deux ans ; par ses soins encore, devaient voir le jour en deux volumes, édités par M. C. Schefer, les *Instructions aux Gouverneurs du Sénégal*, qui sont en partie imprimées à l'heure actuelle à Abbeville, mais que l'état de guerre nous met dans l'impossibilité de publier.

Sans être lui-même historien, M. Ponty aura ainsi favorisé le développement des études historiques par une collaboration discrète et raisonnée ; il est juste que l'histoire lui en soit reconnaissante. Nous garderons pieusement son souvenir, comme lui-même aimait à évoquer dans sa pensée celui des pionniers de toute sorte qui ont assis sur la terre d'Afrique nos intérêts et notre domination.

*
* *

La disparition du général de division en retraite Victor-Bernard Derrécagaix, né à Bayonne en 1833, mort à Anglet (Basses-Pyrénées) le 11 avril 1915, ne saurait laisser indifférents les lecteurs de cette *Revue*. Par plusieurs de ses publications, en effet, ce travailleur infatigable a contribué à élucider certains points obscurs de l'histoire militaire et de l'histoire des explorations nord-africaines. Son travail sur les

deux missions du lieutenant-colonel Flatters (Exploration du Sahara : *les deux missions du lieutenant-colonel Flatters*. Paris, 1882, in-8 de 146 p., carte. Extrait du *Bulletin de la Société de Géographie*), son livre sur Yusuf (Récits d'Afrique : *Yusuf*. Paris, 1907, in-8 de III-268 p., portrait), comme aussi certains articles au premier rang desquels il faut citer sa brève notice sur In-Salah (*La Géographie*, 1900, t. I, p. 141-146) sont les garants que le nom du général Derrécagaix vivra dans le souvenir de ceux qui s'intéressent à l'histoire de l'Afrique septentrionale, comme ses autres travaux perpétueront sa mémoire auprès des historiens militaires, des géographes et des tacticiens.

*
* *

Le président de la Société de l'Histoire des Colonies françaises a quitté la France au milieu du mois de mai pour reprendre le gouvernement des Établissements français de l'Inde. Aucune cérémonie officielle n'a, par suite des circonstances, marqué le retour de M. le gouverneur Martineau à Pondichéry, le 4 juin dernier.

Comme précédemment, M. Martineau compte consacrer à des travaux d'ordre historique les loisirs que lui laisseront ses occupations officielles. Dès maintenant, il prépare la publication des actes de l'État civil de Pondichéry depuis les premiers jours de l'occupation française.

*
* *

Sous le titre d'*Opusculos e Esparsos* (Lisbonne, 1910, 2 vol. gr. in-8), M. Jordão de Freitas avait naguère réuni la précieuse collection des études relatives à l'histoire du Portugal et à celle des découvertes géographiques des Portugais qu'avait écrites le deuxième vicomte de Santarem. Encouragé par l'accueil fait à cet excellent recueil, il a entrepris et mené à bien la publication d'un nouveau volume, complémentaire des deux précédents ; grâce au concours du troisième vicomte de Santarem qui les lui a communiqués et en a

surveillé la publication, M. Jordão de Freitas a pu grouper, coordonner et annoter dans ce gros volume les manuscrits demeurés inédits de l'illustre érudit portugais. Assez maigre y est la part de la nouveauté ; ce sont surtout des notes recueillies par le deuxième vicomte de Santarem que contiennent les mélanges groupés sous le titre d'*Inéditos*. Néanmoins on y trouve quelques mémoires demeurés manuscrits, dont les plus importants ont trait à l'histoire des découvertes des Portugais sur la côte occidentale de l'Afrique et à la priorité de ces découvertes. On sait avec quelle ardeur, — et aussi avec quelle abondance d'arguments très sérieux, de textes historiques et de témoignages cartographiques — le vicomte de Santarem avait défendu la thèse qui lui était chère; on s'en rendra mieux compte encore en lisant, dans le beau volume des *Inéditos*, les études se rapportant à ce sujet qui ne saurait laisser indifférents les historiens des colonies françaises de l'Afrique Occidentale. A signaler encore deux notes, dont l'une relève un certain nombre de documents historiques conservés aux Archives de notre ministère de la Marine (p. 263-285), tandis que l'autre a trait (p. 495-497) au *Discours sommaire de la Navigation et du Commerce, jugement et pratique d'iceux*, publié à Rouen, en 1650, par Thomas le Fèvre (*Inéditos*, *Miscellanea*. Lisbonne, imp. de Libanio da Silva, 1914, in-8 de VII-563 p.).

*
* *

M. Fleury du Sert, maire de Tebourba, a relevé en Tunisie, dans la vallée de la Medjerda (le Bagradas des anciens), sept inscriptions latines que M. Héron de Villefosse a étudiées et publiées dans les *Comptes rendus des séances* de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (*Bulletin* de novembre 1914, p. 594-601). Il a en même temps signalé la découverte accidentelle, près de Tebourba, d'une petite nécropole romaine, exclusivement occupée, semble-t-il, par des gens d'humble condition. Auparavant déjà, dans cette même vallée de la Medjerda, M. Fleury du Sert avait découvert d'abord à Tebourba, puis à Zouitina, qui occupe

avec l'henchir Kessa l'emplacement de la colonie romaine de Thibiuca, deux inscriptions intéressantes dont les *Comptes rendus des séances* de l'Académie des Inscriptions ont donné le texte et le commentaire dans les bulletins d'août-septembre 1913 (p. 436-440) et d'avril-mai 1914 (p. 206-208).

*
* *

Il existe à Mdaourouch, — la *Madauros* ou *Madaure* des anciens, située au Sud-Est de Constantine, entre Bône et Tébessa, — une église en ruines connue sous le nom de « Basilique du Sud ». M. Joly, maire de Guelma et conservateur du musée de cette ville, a trouvé en cet endroit, au mois de mars 1914, une petite série de quatre inscriptions latines qu'il a communiquées à M. Cagnat et que celui-ci a remises à son tour à M. Paul Monceaux. Le savant professeur du Collège de France a étudié et commenté ces inscriptions devant l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, puis les a publiées dans les *Comptes rendus* de ses séances (*Bulletin* de janvier-février 1915, p. 30-37, plan et figures). De son examen, il ressort que ces inscriptions sont chrétiennes et remontent de la première moitié du v^{e} siècle à la première moitié du vi^{e} siècle de notre ère. Ce sont les épitaphes de personnages qui sont tous qualifiés de *catholiques*, pour bien indiquer qu'ils n'appartenaient pas à la communauté schismatique de Madaure ; elles se rapportent : 1° à Placentinus, qui était en 411 évêque de la ville ; 2° à un prêtre nommé Peregrinus ; 3° au prêtre Donatianus, qui fut persécuté pour sa foi, fut relégué à Madaure et y mourut probablement en 540, à l'âge de 96 ans ; 4° au prêtre Liberatus, qui fut, lui aussi, persécuté pour la même raison et exilé à Madaure, probablement vers le même temps que Donatianus, dont il fut sans doute le compagnon d'exil.

*
* *

Les faits auxquels se rapportent les six lettres adressées en 1838-1839 par Ben Allâl, Khalifa d'Abd-el-Kader à Miliana,

au maréchal Valée, gouverneur général de l'Algérie, et récemment publiées par M. Georges Yver (*Lettres de Ben Allâl au maréchal Valée. Revue Africaine*, 1914, 1er trimestre, p. 6-19), ne présentent pas par eux-mêmes grande importance ; ce ne sont qu'incidents vulgaires, attentats contre les personnes et les biens des colons de la Mitidja. Mais leur examen montre bien de quelle manière Ben Allâl interprétait et appliquait les articles 3 et 12 du traité de la Tafna (30 mai 1837) ; comme les autres agents d'Abd-el-Kader, le Khalifa de Miliana se refusait à admettre le principe de la territorialité des juridictions. C'était là une très sérieuse cause de malentendus, et il convient de lui faire une place de plus en plus large dans la liste des motifs pour lesquels les hostilités ont recommencé dès la fin de 1839.

*
* *

Le regretté Dr L. Bertholon et M. Ernest Chantre, auxquels nous sommes redevables des deux beaux volumes de *Recherches anthropologiques dans la Berbérie orientale* (Tripolitaine, Tunisie, Algérie) dont la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises* a naguère signalé l'apparition (t. I, 1913, p. 501), préparaient avant la mort du Dr Bertholon deux autres volumes de même nature et de même importance sur le Mâghreb occidental (Oranie et Maroc). Il faut souhaiter que le Dr Chantre poursuive seule et mène à son entier achèvement l'œuvre qu'il avait heureusement commencée avec son collaborateur.

*
* *

La *Cambridge University Press* annonce comme très prochaine la publication (en six volumes in-8, accompagnés de cartes et de gravures) d'un ouvrage dont nous avons déjà brièvement parlé naguère (t. I, 1913, p. 128), d'une *Cambridge History of India*, dont le professeur E. J. Rapson, le lieutenant-colonel T. W. Haig et sir Theodore Morison assument la direction. La distribution des matières sera la sui-

vante : 1re partie, *L'Inde primitive*, publiée sous la direction du professeur Rapson : I, l'Inde antique ; II, l'Inde au moyen âge (depuis le début de l'ère chrétienne jusqu'aux conquêtes musulmanes du XIe siècle). — 2e partie, *La période musulmane*, publiée sous la direction du lieutenant-colonel Haig : III, Turcs et Afghans depuis la fin du Xe siècle de l'ère chrétienne jusqu'à la conquête de l'Inde septentrionale par Baber en 1525 ; IV, l'Empire Mogol 1525-1757. — 3e partie, *L'Inde britannique*, publiée sous la direction de Sire Théodore Morison : V, l'honorable Compagnie des Indes Orientales 1600-1857 ; VI, l'Inde sous la Couronne britannique. Prix de souscription : à la collection entière, 12 sh. par volume ; à un volume isolé, 15 sh.

*
* *

Les mandarins annamites de l'époque antérieure à l'occupation française ont écrit, sur la géographie et sur l'histoire des pays qu'ils administraient, des pages très intéressantes et dont l'étude ne laisserait pas d'être utile aux administrateurs français de la contrée, si ces derniers n'hésitaient pas à apprendre le chinois. C'est en effet, dans la langue écrite du pays, en chinois ancien, que sont rédigés ces textes précieux à plus d'un titre ; les mandarins qui en sont les auteurs étaient gens instruits, possédant à fond la langue dont ils se servaient et curieux de l'histoire des territoires sur lesquels s'exerçait leur autorité. De là des monographies parfois considérables, comme celle de la province de Tuyên-quang, due à un tri phu de Yên-binh, qu'a naguère traduite et annotée pour son usage personnel le colonel A. Bonifacy.

De son volumineux manuscrit, le savant officier a extrait, puis publié dans la *Revue Indochinoise*, le récit de la révolte de Nông-van-Vân, durant le règne de l'empereur Minh-Mang, dans les provinces de Tuyên-quang, Cao-bang, Lang-son et Thai-nguyên entre 1833 et 1835. Deux appendices relatifs, l'un à la famille Nông, l'autre à la critique des opérations militaires qui ont abouti à la compression de la révolte, accompagnent la traduction du texte de Dang-xuân-Bang

(*La révolte de Nông-van-Vân. Revue Indochinoise*, t. XXII, 1914, juillet, p. 25-57, carte et grav.).

*
* *

En l'année 1870 paraissait à Saïgon, à l'Imprimerie impériale, sous la signature de Gustave Janneau, un *Manuel pratique de langue cambodgienne* en tête duquel figuraient sur le gouvernement cambodgien du temps, tel qu'il fonctionnait sous le protectorat de la France, des renseignements très exacts et très précis. Comme cet ouvrage avait été simplement autographié, il n'a pas tardé à devenir assez peu commun ; aussi la *Revue Indochinoise* n'a-t-elle pas hésité à en reproduire des fragments assez étendus. Sous ce titre : *le Cambodge d'autrefois*, elle a inséré dans quatre de ses numéros de 1914 (t. XXI, mars, p. 265-272 ; avril, p. 405-418; mai, p. 511-521 ; juin, p. 617-632) les pages de ce *Manuel* relatives au premier et au second roi, à la hiérarchie et aux titres des mandarins de Cour et des gouverneurs de provinces, aux impôts, redevances, douanes et monopoles, enfin aux castes et à l'esclavage. On ne lira pas sans intérêt ces renseignements très précis, car ils font connaître un Cambodge bien différent du Cambodge actuel; ils montrent dans le gouvernement fonctionnant en 1870 encore dans le pays le « débris vermoulu » d'une ancienne féodalité, identique sans doute, aux temps de sa prospérité, aux vieilles sociétés féodales que l'on pouvait jusque vers 1840 observer dans certaines parties de l'Inde britannique. Quelques notes, très discrètement ajoutées à celles de M. Gustave Janneau, soulignent les principales différences entre l'état étudié par lui en 1870 et la situation actuelle du Cambodge.

*
* *

On sait le très grand et légitime succès qu'a obtenu, du 24 au 30 juin 1912, le premier Congrès de la Langue française au Canada. Dès 1913 avait paru le compte rendu détaillé des actes mêmes de ce Congrès, mais non pas le texte des Mé-

moires qui y avaient été présentés; c'est en 1914 qu'a été publié ce second volume (Québec, imp. de l'Action sociale limitée, gr. in-8 de VIII-636 p.), un beau livre contenant (dit la dédicace) « la substance des principaux travaux consacrés par le Congrès de 1912 à l'étude, à la défense et à l'illustration de la langue française en Amérique ». On y trouvera différentes communications d'un véritable intérêt historique; en voici l'énumération :

Origine des premiers colons canadiens français, par M. l'abbé S.-A. Lortie, professeur à l'Université Laval;

Parler et degré d'instruction des premiers colons canadiens-français, par M. Adjutor Rivard, professeur à l'Université Laval;

Influence des dialectes français sur le parler franco-canadien, par M. Adjutor Rivard;

L'enseignement du français en Nouvelle-France, de la fondation de la colonie jusqu'à la cession du pays à l'Angleterre, par Mgr Amédée Gosselin, recteur de l'Université Laval [Cette communication n'est à proprement parler qu'un bref résumé de l'ouvrage de l'auteur sur l'*Instruction en Canada sous le régime français*, paru à Québec en 1911];

L'enseignement du français en Acadie depuis la fondation de la colonie jusqu'à la cession du pays à l'Angleterre : premières écoles et premières institutions, par le R. P. Chiasson, C. J. et M.

A côté de ces travaux d'un intérêt purement historique, il convient de signaler d'autres communications qui, par suite de leur sujet, touchent aussi à l'histoire de la colonisation française dans l'Amérique septentrionale. Tel est le cas pour la note du R. P. Raymond-M. Rouleau, O. P., intitulée *Apôtres et défenseurs de la langue française dans l'Ontario*; pour celle de M. André Lafargue sur l'*État légal du français en Louisiane*, et surtout pour le mémoire de M. J.-E. Prince sur *la Situation juridique du français au Canada, spécialement dans la province de Québec*.

On pourra aussi glaner dans le travail de M. James Geddes, professeur de langues romanes à l'Université de Boston, sur *les Dialectes français dans le parler franco-acadien*; dans

les deux études de M. Alcée Fortier, président de l'Athénée louisianais (Nouvelle-Orléans), sur *l'Enseignement du français en Louisiane et l'enseignement bilingue*, et de M. Édouard J. Fortier, professeur à New-York, sur *les Lettres françaises en Louisiane* ; enfin dans la note des religieuses ursulines de Québec intitulée *les Lettres françaises et nos couvents*.

*
* *

Poursuivant la série de ses dénominations historiques (cf. *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, t. II, 1914, p. 126-127) la Commission de Géographie de Québec a donné à différents cantons des comtés de Montcalm et d'Ottawa les appellations suivantes :

« *Viel.* — En souvenir du P. Nicolas Viel, premier martyr des Hurons (1625).

« *d'Aillon.* — En souvenir du P. de la Roche-d'Aillon, récollet, missionnaire en 1625 et compagnon du P. de Brébeuf chez les Hurons.

« *Jamay.* — En souvenir du P. Jamay, récollet (1615), supérieur de la mission du Canada.

« *Briand.* — Dénommé d'après Mgr Olivier Briand, évêque de Québec de 1766 à 1784.

« *Fontbrune.* — Dénommé d'après l'un des officiers du régiment de la Marine qui servit sous Montcalm au Canada. »

Les deux derniers de ces noms sont attribués à des cantons du comté de Montcalm. Nous avons emprunté au *Bulletin de la Société de Géographie de Québec* (n° de mars et avril 1915) les courtes notices évocatrices de l'histoire de chacun de ces nouveaux parrains de cantons canadiens-français.

*
* *

C'est une étude de toponomastique et d'histoire tout à la fois que M. Benjamin Sulte a écrite quand il a composé sur « le passage de Toronto » l'article qu'a publié le *Bulletin de la Société de Géographie de Québec* dans son numéro de novembre-décembre 1914 (t. VIII, p. 323-328). Il en ressort

plusieurs constatations intéressantes. Celle-ci d'abord que le passage auquel s'appliquait le nom indien de Toronto était celui qui conduisait du lac Ontario au lac Huron et que jalonnait le lac Toronto ou du passage, c'est-à-dire le lac Simcoe actuel. L'appellation de « Toronto » (= passage) s'appliquait toutefois surtout, au XVII^e^ siècle, à la moitié septentrionale du trajet, depuis le lac Simcoe jusqu'au lac Huron. Mais elle n'y a pas persisté, et elle a fini par demeurer exclusivement attribuée au point où, entre les bouches du Don et du Humber, s'est élevé en 1793 le village d'York, qui est ensuite devenu la ville de Toronto. Telle est une des conclusions mises en pleine lumière par M. B. Sulte dans son article, et voici maintenant la seconde : si les explorateurs, les missionnaires, les traitants de la Nouvelle-France ont d'abord utilisé uniquement l'Ottawa pour se rendre dans les pays d'en haut, ils semblent l'avoir fait surtout pour éviter de tomber, une fois arrivés au lac Ontario, entre les mains des Iroquois, et nullement par ignorance. Ils devaient en effet avoir appris par les Indiens Hurons l'existence du « passage de Toronto » ; mais ils ne commencèrent de le pratiquer que sous le règne personnel de Louis XIV. Alors, vers 1667, le marchand de fourrures Jean Péré prit pour la première fois par le lac Saint-Louis, les cascades, le lac Saint-François et l'Ontario pour atteindre l'endroit où est à présent Toronto. Alors encore, mais un peu plus tard (1669), il suivit indubitablement la même route en compagnie de Louis Jolliet. Et c'est depuis ce moment que « le passage de Toronto » est devenu la grande route adoptée par les Canadiens pour gagner les eaux des grands lacs de l'Amérique septentrionale.

*
* *

Depuis le mois de mai 1915 se publie à Fort-de-France un *Bulletin mensuel* (*pour servir à l'histoire*) *de la Martinique*, dont M. Jules Monnerot, professeur de philosophie au lycée Schoelcher, a assumé la direction. La lecture des quelques pages par lesquelles M. A. Martineau ouvrait le premier

numéro de notre *Revue* a suggéré à M. Monnerot (qui veut bien le dire en propres termes dans son « avant-propos ») l'idée de la présente publication, dont chaque fascicule comprendra trois parties : des études sur le passé martiniquais, une chronique du temps présent à la Martinique, et des « pages libres » qui « accueilleront les opinions personnelles sur les choses du passé ou sur les choses du temps présent, s'il y a lieu ». Nous avons sous les yeux les deux premiers numéros du *Bulletin mensuel* ; ils sont établis conformément aux promesses de l' « avant-propos » et contiennent dans leur première partie diverses contributions à l'histoire de la Martinique sous l'Ancien Régime : un extrait de l'article de M. H. Malo sur « les Isles » paru ici même, des pages sur la « formation de la Société coloniale » tirées des *Documents pour servir à l'histoire de la Martinique* publiés en 1899, le début d'une réimpression d'articles de M. Maurice Brun sur la « chronique » du P. Labat, etc. Une « Société d'histoire de la Martinique », constituée naguère dans l'île, n'a publié que deux numéros de son *Bulletin* ; dès aujourd'hui, le *Bulletin mensuel* en est arrivé là ; c'est de bon augure. Nous étudierons avec soin, à mesure qu'ils nous parviendront, les fascicules successifs du *Bulletin mensuel* (*pour servir*) *à l'histoire de la Martinique*, à qui nous souhaitons — avec une cordiale bienvenue — longue vie, des études originales, d'importants documents inédits et enfin... beaucoup d'abonnés.

Le Gérant : G. PROTAT.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

LES DERNIERS PROJETS DU DUC DE LA MEILLERAYE SUR MADAGASCAR (1663)

Un des grands seigneurs qui, au milieu du XVIIe siècle, se sont intéressés de la manière la plus active et la plus persévérante aux entreprises coloniales françaises est Messire Charles de La Porte, d'abord marquis, puis duc de La Meilleraye, pair, maréchal et grand maître de l'Artillerie de France, chevalier des Ordres du Roy, Lieutenant général pour Sa Majesté en ses pays et duché de Bretagne, Gouverneur des Villes et Citadelle de Nantes et du Port-Louis, baron de Parthenay, Saint-Maixent et Sillé-le-Guillaume, etc.

Ce haut et puissant personnage, né en l'année 1602 d'un avocat qui était l'oncle maternel de Richelieu, avait été de bonne heure introduit dans le petit groupe des

hommes de mer et des grands négociants qui, autour du Cardinal et comme lui-même, ne cessaient de rêver pour la France une importante participation aux entreprises d'outre-mer, une flotte considérable et de vastes et riches colonies. Ce n'est pas impunément qu'on pouvait, entre 1625 et 1630, être entretenu par Richelieu de la mise en chantier des *Dragons de la Manche* et des *Hirondelles* [1], par ses amis de « l'importance des affaires de mer » et de la nécessité de « persuader ung chascun de risquer sur mer et trouver fonds pour la navigation » [2]. Le commandeur de La Porte se laissa si bien gagner par leur enthousiasme et par leurs espérances qu'il n'hésita pas à soutenir pécuniairement leurs entreprises. Il prit donc bientôt rang parmi les « Seigneurs » de la « Compagnie des Isles de l'Amérique », — plus communément appelée « Compagnie de Saint-Christophe et Isles adjacentes », — fondée le 31 octobre 1626 par Richelieu avec la participation de « ceux qui avoient le plus d'accez auprès de sa personne », au témoignage du P. Du Tertre ; c'est à ce titre qu'il se fit représenter, comme Claude de Razilly, Sieur de Launay, à cette assemblée du 31 janvier 1635 où le conseiller d'État François Fouquet, — le père du célèbre surintendant des Finances, — le marchand rouennais Jean Rozée et d'autres « Messieurs de la Compagnie » décidèrent la transformation et l'extension

1. Lettre de Richelieu au commandeur de La Porte, en date du 30 juin 1627, mentionnée par de la Roncière : *Histoire de la Marine française*, t. IV, note 1 de la page 496. — A ce moment, le commandeur de La Porte était âgé de 25 ans.

2. Ces expressions sont empruntées à deux des têtes de chapitre du mémoire adressé par Isaac de Razilly à Richelieu le 26 novembre 1626 et publié par M. Léon Deschamps, dans la *Revue de Géographie* (t. XIX, 1886, novembre, p. 375, et décembre, p. 453).

de leur société en une nouvelle « Compagnie des Isles de l'Amérique ».

De la part de celui qui ne s'appelle encore en 1635 que le « Commandeur de La Porte » (mais qui est déjà lieutenant général pour Sa Majesté en ses pays et duché de Bretagne depuis 1632 et grand maître de l'Artillerie de France depuis 1634), c'est là, dira-t-on sans doute, un acte de pure déférence envers un parent à qui il doit sa fortune présente et de qui il attend bien davantage ; c'est une manière de flatter son tout-puissant protecteur et de lui faire sa cour. Peut-être. Mais on n'est pas moins en droit, et même plus légitimement, de voir autre chose dans cette participation aux risques courus par les actionnaires de la « Compagnie des Isles de l'Amérique » : un acte de volonté réfléchie et d'adhésion formelle, de la part du futur duc de La Meilleraye, à des idées qu'il a faites siennes et auxquelles il n'a plus cessé de rester fidèle jusqu'aux derniers jours de sa vie. S'il en avait été autrement, le cousin germain de Richelieu n'aurait-il pas modifié sa conduite après la mort du Cardinal ? Aurait-il voulu reprendre une des idées préconisées par Isaac de Razilly, et formé, au plus tard en 1646, le dessein de fonder à Nantes « une Bourse commune... pour le rétablissement et la subsistance du grand commerce de mer » ? Aurait-il — peut-être à l'instigation de Prony [1] — sollicité du jeune roi Louis XIV, à la fin de l'année 1653, la permission d'envoyer dans la Mer

1. C'est ce que prétend, sans preuves mais non sans vraisemblance, Savary des Brûlons, dans son *Dictionnaire du Commerce*, v° *Compagnie* : « Le maréchal de la Meilleraye (écrit-il), qui avait pris goût pour la colonie de Madagascar sur les rapports favorables que lui en avoit fait Pronis...

des Indes *le Saint-Georges* et *l'Ours*, « tant pour reconnoistre les choses qui vous sont utiles et favorables (écrivait-il à Flacourt le 30 janvier 1654) que pour visiter divers autres lieux, où l'on pourroit faire un establissement solide, grand et asseuré » ? Aurait-il, après son retour en France, chargé ce directeur de la C^ie^ des Indes Orientales d'informer ses associés « de la volonté qu'il — le duc de La Meilleraye — avoit de s'intéresser par moitié avec lesdits Sieurs intéressez » ? Aurait-il encore, sans attendre une réponse qu'il trouvait longue à venir, fait partir dès la fin d'octobre 1655 une petite flotte de quatre navires « avec des gens pour mettre à Madagascar » ?

Par ses actes subséquents, le duc de La Meilleraye n'a pas démenti ces dispositions ; il a vraiment fait de son mieux pour affermir la situation des colons de Fort-Dauphin et poursuivre l'œuvre d'établissement des Français à Madagascar comme l'œuvre d'évangélisation des indigènes commencée par les dignes fils de « Monsieur Vincent » qu'étaient M. Nacquart, M. Gondrée et M. Bourdaise. Catastrophes et insuccès de toutes natures n'ont jamais lassé sa bonne volonté. C'est que le maréchal de La Meilleraye ne doutait point de l'avenir de cette île dite par les Portugais « de Saint-Laurent » où, en 1662, il déclarait regretter que l'âge l'empêchât d'aller [1] ; il avait en lui une foi telle que, presque à la veille de sa mort, — survenue le 8 février 1664, — il songeait encore à la colonisation de cette grande terre et cherchait à recruter des bailleurs de fonds lui permettant de mener

1. *Voyage de Madagascar...*, par M. de De V. [Carpeau du Saussay], p. 3 : « Il ajouta qu'il auroit voulu être à l'âge où j'étois pour pouvoir faire ce voyage. »

à bien cette entreprise et de faire de Madagascar une escale, un entrepôt commercial et un centre d'action française dans la Mer des Indes.

Voilà ce qui ressort avec évidence du texte de deux documents très courts, figurant dans les Archives du Ministère des Colonies parmi les pièces contenues dans le premier carton de la série de la « correspondance générale » (ancienne série C 5), où sont réunis nombre de textes précieux relatifs à la seule histoire coloniale de Madagascar.

*
* *

Ces documents ne sont pas absolument inconnus. Ils ont été, non pas intégralement publiés, mais du moins longuement analysés par le rédacteur anonyme du tome IX des *Mémoires de la Congrégation de la Mission* (p. 389-390), qui ne les a pas traités avec plus de scrupuleuse exactitude que les lettres de saint Vincent de Paul ou de MM. Nacquart et Bourdaise. M. Paul Kaeppelin a donné incidemment la référence de l'un d'entre eux à la p. 24 de son travail sur *les Escales françaises sur la Route des Indes (1638-1731)*. En dehors de ces deux auteurs, personne, croyons-nous, n'a encore signalé ni, surtout, utilisé ces deux pièces [1], et ne les a, dans tous les cas, minutieusement étudiées. C'est précisément ce que nous voudrions faire ici.

1. Nous avons tiré parti de la seconde dans notre étude sur *le Commerce français à Madagascar au XVII^e siècle*, inséré en 1905 dans la *Vierteljahrschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte* (t. III, p. 41-111). M. Guillaume Grandidier a, de son côté, fait mention de ces deux documents dans l'inventaire que contient sa *Bibliographie de Madagascar* publiée en 1906 (p. 676), comme d'une seule pièce, la pièce n° 4 du carton C^5 1.

Commençons par en reproduire fidèlement le texte, chacun d'après le manuscrit conservé dans la liasse 1663 du carton C^5 1 des Archives anciennes du Ministère des Colonies, en adoptant l'ordre qui nous paraît le meilleur, c'est-à-dire un ordre inverse de celui qu'a suivi, conformément à des indications très postérieures, l'auteur du tome IX des *Mémoires de la Congrégation de la Mission*. La pièce que, à l'encontre de ces mêmes indications, nous tenons pour la plus ancienne, n'a reçu aucun titre de son premier rédacteur ; elle est ainsi rédigée :

1663, Madagascard.

ESTABLISSEMENT A MADAGASCAR [1]

Comme j'ay apris par le voyage qu'a fait Monsieur le Duc Mazarin en ce lieu que Monsieur le Mareschal Daumont et Monsieur le Duc de Navailles se vouloient intéresser dans le voyage et le nouvel establissement qu'il convient présentement faire pour mettre les affaires de Madagascar en une scittuation de pouvoir doresnavant se soutenir d'elle[s] mesme[s], en sorte que les retours en soient certains et qu'il puisse y avoir un si facile abort, des establissements de fortz si solides que non seulement l'on puisse reccueillir toutes les choses rares et utiles qui se trouvent dans lad. isle, mais encores qu'elles servent d'entrepaux (*sic*) et de raffraichissement pour tous les vaisseaux qui auroient dessein de traffiquer aux grandes Indes, à la mer Rouge et au Sin [golfe] Persique, mais preferablement à tout pour y faire un si grand establissement de prestres et [de] gens de piété que l'on puisse convertir et baptiser la plus grande partie des habitans de lad. isle, que l'on fait monter par estimation à plus de deux millions d'âmes.

1. Ces deux titres sont d'une écriture ancienne, mais autre que celle de la pièce elle-même.

Il y a desja dans l'isle trois fortz establis, sçavoir le fort Dauphin, le fort d'Ymours [Imoro] et celuy de la vallée d'Amboulle [Ambolo]. Tous ces trois fortz sont habitez par quelques quatre vingtz François qui restent depuis l'armement qui y fut envoyé soubz la conduite du sieur de la Roche Gastelière. Il est party, depuis trois mois, un vaisseau de trois à quatre cens tonneaux qui porte trois prestres de la Mission et deux frères de la mesme Compagnie ; il porte, outre ce, six vingtz passagers de toutes sortes de mestiers, qui ont ordre d'establir un fort à Itapere [Itaperina], qui est un fort bon port, et de pousser leur conqueste autant que le nombre d'hommes qu'ils ont le pourra permettre.

Presentement, ayant sceu que Monsieur le Duc de Navailles a faict faire une fregatte de six vingts tonneaux, j'en avois aussy fait faire une de quatre vingtz tonneaux, qu'un capitaine Breton offre de passer aud. Madagascar.

Je serois d'avis que l'on y envoyast ces deux bastimentz pour faire [un] séjour continuel à la dite isle, allant de port en port quérir toutes les marchandises qu'on voudroit rassembler [et] porter des hommes à l'isle de Mascareigne, autrement l'isle de Bourbon, laquelle il fault nécessairement occuper, estant un lieu très sain, très fertille et très abondant en chair et [en] poisson ; il faudra peut-estre passer quelques neigres pour faire le service et cultiver la terre, lesquelz seront pris à Madagascar, dont l'isle de Bourbon n'est esloignée que de trente lieues. L'on se pourra mesme servir desd. vaisseaux pour faire des voyages à la coste de la Mosanbique, à Sacatorre [Socotora], à la Mer Rouge et au Sin Persique. Mon sentiment seroit que ces deux fregattes fussent commandées par deux bons matelotz ou pilottes ; ils sont desia trouvez ; c'est pourquoy il n'y a point de dépence à faire que pour les mettre en estat de naviguer. Je laisse à de plus inteligens que moy à dire la quantité d'hommes qu'il faudra sur les ditz bastimens, mais mon sentiment serait d'y mettre pour un an de vivres.

Outre ce que dessus, je serois encores d'avis que l'on armast une grande fluste de quatre cens tonneaux, avec peu ou point de canons, pour porter des passagers et raporter des retours

de lad. isle ; à celle-cy ie n'y voudrois que pour huict mois de vivres, d'autant que, laissant les passagers dans l'isle, vingt ou vingt cinq matelotz peuvent ramener lad. fluste et prendre des ris et des chairs dans lad. isle Et comme le traiet se fait d'icy en quatre, cinq ou six mois, ilz auront abondament tout ce qui leur sera nécessaire. S'il ne se trouve point de fluste en France, l'on en pourra faire achepter diligemment en Holande, où l'on en trouvera tant qu'on en aura besoing. Je serois d'avis que cette fluste fust commandée par un maistre holandois, dans laqu'elle celluy qui commandera les passagers aura tousjours la principalle authorité.

Outre les trois vaisseaux cy dessus spéciffiez, je serois encores d'avis que l'on armast deux bons vaisseaux, de trois à quatre cens tonneaux chascun, commandez par deux gentilshommes de mérite et de considération, lesquelz auroient la direction de tout l'armement. Ces deux vaisseaux [seraient] montez chascun de vingt pièces de canons, moitié fonte, moitié fer. La *Dunkerquoise*, qui [est] à Monsieur le Duc Mazarin, en seroit, laquelle est nouvellement arrivée de Toullon. Il y en a une (*sic*) autre à Brest, entre les mains du sieur de Bellegrange, qui s'appelle *la Salmande*, lequel l'on auroit à [un] pris (*sic*) raisonnable. Avec ces cinq vaisseaux que l'on armeroit en différends portz, l'on pourroit avoir l'armement prest dans trois mois ; et nous allons presentement en Bretagne, où l'on pourroit faire travailler avec diligence, à fin (*sic*) n'assembler les matelotz qu'au mois de novembre, ainsy que les passagers, et faire partir le tout dans les premiers iours de décembre, qui est le bon temps pour passer la Ligne et éviter les calmes.

Tout ce que dessus n'est qu'un proiect que ie soumest (*sic*) à la censure de Messieurs qui ont plus d'inteligence et de capacité que moy ; mais, de ma part, tout ce que ie puis offrir, c'est dossillité et soumission. Pour ce qui est des partz et portions que chascun y voudra prendre, mesd. seigneurs les sus nommez en sont les maistres, et ie souscriray à tout ce qu'ils auront agreable d'ordonner.

A ce bref mémoire, écrit d'une encre parfois très pâlie,

mais toujours lisible, sur un petit cahier de quatre feuillets in-folio, était annexé, sur simple feuille volante [1], cette sorte de projet sommaire de budget :

Depence du present armement pour Madagascar, sans parler des vaisseaux précédens qui ont esté envoyez, et sur tout du dernier, évalué à.....	50.000 l.
Premièrement, deux grands vaisseaux, cent mil livres.....	100.000 l.
La fluste toute armée et avitaillée.....	36.000
Les deux petites fregattes de mesme, l'une portant l'autre.....	50.000 l.
Là levée et entretenement que (*sic*) quatre cens passagers.....	15.000 l.
Faux frais et depences imprevues sur tout l'armement.....	20.000 l.
Munitions de guerre.....	10.000 l.
Pour cinq cens fusilz.....	6.000 l.
	237.000

Voici maintenant le texte de la seconde pièce relative aux projets formés en 1663 par le maréchal de La Meilleraye pour une sérieuse occupation de Madagascar par la France. Il s'étend sur deux feuillets in-folio, et il est dû à la même main que le document précédent. L'écriture, une cursive assez large et toujours ferme, est souvent très blanche et quelquefois à demi effacée. Pas de titre, en dehors de ceux, dus à deux mains différentes, qu'on lit au verso du second feuillet : l'un conforme à ceux dont il a déjà été question plus haut — *Madagasca*[*r*] — et l'autre commun à la pièce qu'on vient de lire et à celle

1. Au verso de cette feuille volante, comme au verso du quatrième feuillet du cahier dont il vient d'être question, est écrit ce seul mot : *Madagasca*[*r*], destiné sans doute à une sorte de classement très succinct du document parmi les autres papiers au milieu desquels il se trouvait.

que nous transcrivons ci-dessous : *Mémoires pr. soustenir l'etablissemt. fait par Mr. de la Meilleraye à Madagascar, 1663.*

Comme depuis douze ans les malheurs qui sont arrivez au Mareschal de la Melleraie par la perte de plusieurs vaisseaux, par les traverses et trahisons qui luy ont esté faites, ne l'ont pû divertir de l'entreprise de Madagascar, maintenant il se rencontre une oposition plus forte que toutes les passées, qui est que se voyant moribon et proche de sa fin et ne se trouvant pas en estat de faire un si grand effort comme il est doresnavant necessaire, comme doit estre un envoy de cinq ou six vaisseaux qui seulz soient capables de maintenir et augmenter cette haute entreprise, laqu'elle ayant esté touiours soutenuë jusqu'à présent, maintenant se trouve en estat de recevoir les fruictz d'un proiet, non seulement utile à l'Estat, mais qui, dans les suittes, peut produire des effectz très considérables.

Jusqu'à present, il n'y a dans l'isle au plus que deux cens cinquante hommes, lesquelz soutiennent trois fortz [et] font contribuer cent ou deux cens lieues de pais ; ce qui fait bien connoistre que si l'on y en adioustoit encores cinq cens, on se rendroit maistre si absolu de toute l'isle, mesme de celle de Mascareigne, autrement nommée l'isle de Bourbon, et mesme des isles de Comorre, [et] qu'avec deux petitz vaisseaux de quatre vingz (*sic*) ou cent tonneaux accompagnez de quelques barques longues, l'on transporteroit tous les vivres et marchandises de toutes ces isles au port d'Itapère, où se feroient tous les ambarquemens, tant des retours de France que des armemens pour la Chine, la Perse, etc., et auquel Itapere on trouveroit assez de vivres pour avictuailler tous les vaisseaux que l'on voudroit envoyer à long cours, tant à la mer Rouge, sainct [*sic* ; = golfe] Persique, qu'à l'isle de Zeingland [*sic* ; = Ceylan], la Chine, Bantan, etc., sans que lesd. vivres coûtassent rien ; et mesme on y trouverroit toutes les choses nécessaires pour les retours de France, comme cristal, hebeine, cotton, tabac, soye, mesmes (*sic*) pierres precieuses, cuirs et autres choses qui se trouvent dans

lesditz isles, de sorte que l'envoys desditz six vaisseaux, qui pourroient couster deux cens ou deux [cent] cinquante mil francs, avec tous les ouvriers nécessaires pour l'habitation desd. isles, pourroient (*sic*) produire le retour de deux vaisseaux chargez de marchandises, le séjour desd. deux fregattes dans lesditz isles, l'envois et (si Dieu bénissoit) le retour de deux autres qui iroient à longs cours ; et outre cela l'on espère que le retour du vaisseau party il y a cinq mois produira de six mois en six mois l'envois de deux flustes pour la cargaison des marchandises des isles et les retours de six mois en [six] mois.

Mais, comme peu de gens se voulent (*sic*) assurer sur la vie d'un vieil homme, si des personnes plus jeunes si (*sic*) intéressent en fourni[s]sant le tiers de la depence pour l'armement qui vient, ilz jouiront à perpétuité du cart (*sic*) de la proprietté de ladite isle. Je ne parle point icy de ceux qui doivent commander dans lesditz isles, car ie m'en remetz à Monsieur le Duc Mazarin, et tiendray tout ce qu'il resoudra la dessus.

Pour des vaisseaux, j'en ay desja trois ; s'il estoit possible d'en avoir quelqu'un du Roy, comme il en a desia accordé à Monsieur de La Barre, cela feroit voir la protection que Sa Ma^te^ donneroit à une entreprise qui n'est pas moindre pour sa réputation qu'elle sera utile à ceux qui s'y intéresseront.

Si l'on veult songer à ce dessein, il fault penser pendant l'hiver d'avoir des vaisseaux, faire faire du pain, s'assurer des victuailles et des hommes pour faire partir le tout à la fin de mars sans remise. L'on attendra des nouvelles sur l'exécution de ce que de[s]sus.

Pour les concessions, il sera nécessaire de les prendre sur les modelles de celles qui ont esté accordées jusqu'à present par les Secretaires d'Estat, et qu'il plaise au Roy a[c]corder une revocation de toutes celles qui ont esté données jusqu'à présent de ladite isle de Madagascar.

*
* *

Les questions que soulèvent les documents dont on connaît maintenant le texte sont de deux sortes : les unes ont trait à ces pièces elles-mêmes, à leur date précise, à leur auteur ; les autres au dessein qui en a motivé la rédaction. Occupons-nous d'abord des premières et efforçons-nous, pour débuter, de déterminer la date exacte de nos documents, celle de l'année 1663 à eux attribuée dès le XVII^e^ siècle, ne pouvant fournir matière à aucune contestation.

Il est possible de trouver, dans le texte même des deux pièces, des éléments d'informations suffisants pour déterminer le moment où chacune d'elles a été écrite. Voici, dans le document que nous avons publié le premier, mention du départ « *depuis trois mois* [d']un vaisseau de trois à quatre cens tonneaux qui porte trois prestres de la Mission et deux frères de la mesme Compagnie » ; les *Mémoires de la congrégation de la Mission* fournissent sur ce navire des renseignements précis. C'était le *Saint-Charles*, ainsi appelé du nom du maréchal duc de la Meilleraye ; à son bord prirent effectivement place plusieurs fils de « Monsieur Vincent » : deux prêtres, MM. Nicolas Étienne et Michel Manié, — auxquels il convient d'ajouter un prêtre séculier, M. Frachey, qui semble s'être parfaitement entendu avec eux, — et les deux frères Philippe Patte et Guillaume Lebrun. Il ressort des lettres de M. Étienne et de la relation de Carpeau du Saussay que le *Saint-Charles*, commandé par le capitaine de Kercadiou, quitta définitivement la France le 29 mai 1663, quand il s'éloigna de Saint-

Nazaire où des vents contraires l'avaient retenu durant quelques jours après son départ de la rade de Paimbeuf le 20 mai précédent [1]; puisque le document que nous étudions est postérieur de trois mois à la date du départ du *Saint-Charles*, il convient de le dater avec assurance, soit des tout derniers jours du mois d'août, soit encore du début de septembre 1663.

Cette conclusion se trouve confirmée par quelques indications contenues dans la suite même de notre document. Son auteur voudrait faire en sorte d'avoir (explique-t-il lui-même) préparé trois mois plus tard, « dans trois mois », un nouvel armement pour Madagascar ; il voudrait que les équipages et les passagers une fois réunis « au mois de novembre », l'ancre pût être levée « dans les premiers jours de décembre, qui est le bon temps pour passer la Ligne et éviter les calmes ».

Pour être moins précises, quelques indications contenues dans le second document publié plus haut confirment toutefois cette conclusion. Ce nouveau texte parle encore du départ du *Saint-Charles*, mais comme ayant eu lieu « il y a *cinq mois* » ; il envisage également l'envoi de nouveaux bâtiments et de renforts à Madagascar, mais il ne tient plus cet envoi pour possible qu'« à la fin de mars » 1664, à la suite d'une active préparation, « pendant l'hiver », de tout le nécessaire. C'est donc de la fin d'octobre ou du commencement de novembre 1663 qu'il faut dater ce texte, où l'on ne saurait trop, par ailleurs, remarquer l'allusion à son âge que fait le rédacteur de la pièce.

Ainsi se trouve justifié, par des indications chronolo-

1. *Mémoires de la Congrégation de la Mission*, t. IX, p. 461-462 ; *Voyage de Madagascar...*, par M. de De V., p. 47.

giques précises et concordantes, l'ordre de classement adopté par nous. Vers le milieu du siècle dernier, Pierre Margry avait choisi l'ordre contraire; on lit en effet, sur la pièce que nous classons la dernière, ces mots de sa main : *N° 1*, et sur l'autre : *N° 2, trois mois après le N° 1. P. M.* Il est inutile de rechercher à quoi tient cette erreur de Margry ; mieux vaut constater que cet ordre n'est pas admissible, et conclure ainsi pour les documents dont on a lu plus haut le texte : tous deux datent du dernier semestre de l'année 1663 ; ils ont été écrits, l'un aux alentours du 1er septembre, l'autre aux alentours du 1er novembre ; ils sont en rapports intimes l'un avec l'autre.

Par qui ont-ils été écrits ou, pour mieux dire, rédigés ?

Ils ne sont signés ni l'un ni l'autre (ce sont, semble-t-il, de simples copies que ces deux textes du carton 1 de la série C 5) et ils ne portent aucune indication extérieure permettant de déterminer leur auteur. Aussi doit-on recourir uniquement à eux-mêmes pour résoudre la question. Interrogeons-les donc à nouveau.

Le titre du second d'entre eux ne contient à cet égard aucun commencement d'information. Il indique bien à quel projet d'établissement se rapporte ce document, mais il ne dit rien de plus, et de même en est-il du début de cette même pièce, rédigé sous forme impersonnelle. Mais voici que bientôt le ton change, et que le document prend une forme nouvelle : celui qui l'écrit se met en scène ; il parle de ce qu'il a fait, de ce qu'il possède, de ce qu'il veut entreprendre, des concessions qu'il est disposé à faire à qui s'associera à lui, des personnes à qui il donne sa confiance... L'allure est la même d'un

bout à l'autre du premier texte : le ton en est exclusivement personnel.

Voilà des indications intéressantes, et que l'on ne saurait négliger ; d'autres encore méritent de retenir l'attention. On peut remarquer une sorte de parallélisme entre les deux documents qui, dans l'ensemble et malgré des différences de pur détail, traitent le même sujet avec un peu plus ou un peu moins d'ampleur, exposent d'abord le but à atteindre, puis les moyens d'y parvenir, et mettent l'un et l'autre en relief les ressources dont dispose personnellement le rédacteur même des deux mémoires : trois vaisseaux qu'il consacre à la réalisation de ses plans et qu'il y consacrait avant même le départ du *Saint-Charles* [1], mais qu'il estime ne pas suffire pour les faire pleinement aboutir.

Or la seule personne qui puisse, dans la circonstance et à la fin de l'année 1663, après la disgrâce de Fouquet, parler comme le fait l'auteur anonyme de ces deux pièces, c'est celui-là même qui, après avoir entrepris de fonder un établissement à Madagascar, essaie de le maintenir et de le développer ; c'est le maréchal duc de La Meilleraye. Qui, en dehors de lui, en parlerait sans l'appeler « Monsieur » ? qui oserait prendre cet engagement formel : « Si des personnes plus jeunes [que moi] s'y intéressent en fournissant le tiers de la dépense pour l'armement qui vient, ils (*sic* = elles) jouiront à perpétuité du quart de la propriété de ladite île ? » qui encore

1. Tenir compte également de l'estimation en bloc, dans le second texte, à « deux cents ou deux cent cinquante mille livres » de dépenses détaillées davantage, encore que sommairement, dans la première pièce, et évaluées alors à un total de 237.000 livres.

énoncer son opinion avec autant d'autorité, malgré l'exquise urbanité et la réserve polie des formes ? qui se placer soi-même sur le même pied que le duc de Navailles ? Qui enfin pourrait parler avec tant d'assurance du concours que, pour l'armement de ses navires et le recrutement de leurs équipages, il trouvera en Bretagne ? Une seule personne après le roi : le gouverneur même de la Bretagne, c'est-à-dire précisément le maréchal de La Meilleraye.

Que de détails, dans les deux pièces publiées plus haut, confirment cette attribution ! Les rapports étroits attestés par ces textes entre leur auteur et le duc de Mazarin (on sait que celui-ci, le mari d'Hortense Mancini, n'était autre que le fils même du maréchal de La Meilleraye [1]) ; la promesse de ratifier certaines décisions prises par ce dernier ; la mention d'un prochain voyage en Bretagne ? Faut-il insister d'autre part sur le rapport étroit existant entre le départ du convoi dont il est question dans nos deux pièces et celui de ces quatre vaisseaux dont parle à plusieurs reprises M. Étienne dans sa lettre de janvier-février 1664 [2] ? sur le rappel des sacrifices consentis et des déboires de toutes sortes éprouvés par le maréchal dans ses entreprises à Madagascar ? Combien significatives enfin ces allusions mélan-

1. Armand-Charles de la Porte, marquis et duc de La Meilleraye, né en 1632 ; il avait épousé le 28 février 1661 Hortense Mancini, la nièce préférée du cardinal de Mazarin. Celui-ci l'avait fait son principal légataire à la charge de prendre le nom et les armes de Mazarin et lui avait substitué le duché-pairie de Réthelois-Mazarin.

2. *Mémoires de la Congrégation de la Mission*, t. IX, p. 483-484. Cf. p. 487 : « Nous attendons l'arrivée des vaisseaux, partis sans doute au mois de septembre, *comme M. le Maréchal nous le mande* ».

coliques à « la vie d'un vieil homme » déjà « blanchi sous les armes en servant le Roy » et « très tourmenté de la goutte » en 1662, au rapport de Carpeau du Saussay [1], qui, dans les derniers mois de l'année 1663, se sentait irrémédiablement frappé et qui se disait — à très juste titre, l'événement l'a prouvé — « moribond et proche de sa fin ».

S'ils émanent tous deux du même grand personnage qu'est le maréchal de La Meilleraye, nos textes n'ont pas été, semble-t-il, destinés aux mêmes lecteurs.

Le premier s'adresse indubitablement au maréchal d'Aumont et au duc de Navailles ; nous ne saurions dire à qui était destiné le second, car aucun nom n'y est prononcé, et aucune allusion transparente n'y peut être relevée. Faut-il voir dans les « personnes plus jeunes » dont parle le duc de La Meilleraye dans ce mémoire le même maréchal d'Aumont et le même duc de Navailles auxquels avait été envoyée la pièce précédente ? Nous avons peine à le croire, car si Navailles était sensiblement plus jeune que La Meilleraye (il naquit en 1619), d'Aumont, né en 1601, était absolument le contemporain de celui-ci ; en outre, le second mémoire ne fait aucune allusion à la frégate de 120 tonneaux, construite aux frais de Navailles, dont parle le texte antérieur. Telles sont les raisons pour lesquelles nous estimons que la combinaison d'Aumont-Navailles ayant échoué, le maréchal de La Meilleraye s'adresse dans son second mémoire à d'autres souscripteurs éventuels, peut-être recrutés par son fils, le duc de Mazarin, mais bien plutôt par lui-même.

1. *Voyage de Madagascar...*, par M. de De V., p. 3.

Peut-être, étant données certaines indications, les allusions au concours possible de la royauté, à la révocation éventuelle de toutes les concessions jusqu'alors accordées par la Couronne à Madagascar ; la promesse de la « jouissance à perpétuité du quart de la propriété de l'île » en échange de la participation au tiers de la dépense ; l'énumération des marchandises importées en France par les navires revenant de la mer des Indes, — peut-être serait-on en droit de penser que le maréchal de La Meilleraye songeait à faire une sorte d'appel au grand public de son temps, à la bourgeoisie en particulier. Mais aucun argument positif ne permet d'étayer solidement cette opinion, en dehors des indices que nous venons de signaler, et de deux expressions très vagues : l'entreprise, dit le maréchal, « sera utile à ceux qui s'y intéresseront « et, « dans les suites, peut produire des effets très considérables ».

En tous cas, voici qui semble certain : le « mémoire pour Madagascar » n'était pas, dans l'esprit de son auteur, destiné au Roi ni à l'un de ses collaborateurs immédiats. Les allusions à l'éventualité de témoignages de l'intérêt du Souverain, à la « réputation » de celui-ci sont trop brèves, et, en quelque manière, secondaires pour autoriser une opinion contraire. Si cette pièce se trouve, avec un autre document émané du duc de La Meilleraye et avec d'autres textes déjà publiés ou encore inédits, parmi des papiers que Colbert a eus sans doute entre les mains, c'est qu'elle a dû être remise au ministre, à titre documentaire, au moment où celui-ci réunissait des renseignements de toutes natures sur le commerce de la Mer des Indes. Peut-être aussi la copie en a-t-elle été dressée, comme celle de notre pièce n° 1, au moment où le duc de Mazarin fit, après la mort de son père, abandon au roi de toutes prétentions sur Madagascar.

*
* *

Ces questions préalables une fois résolues, ou du moins posées et examinées, dégageons des textes publiés plus haut les projets que formait sur Madagascar, en l'année 1663, le maréchal-duc de La Meilleraye. L'étude en promet d'être instructive ; à cette date, en effet, ce grand personnage s'intéresse depuis longtemps à la grande île de la Mer des Indes, — « depuis douze ans », déclare-t-il au début de son « mémoire pour Madagascar », — et les faits attestent de leur côté qu'il s'est occupé au moins dès le second semestre de l'année 1653 d'y envoyer des vaisseaux. N'est-ce pas, en effet, aux alentours du 1er février 1654 que le *Saint-Georges* et l'*Ours* se sont éloignés des côtes de la France à destination de l'île de Saint-Laurent ? Depuis lors, jamais le duc de La Meilleraye n'en a détourné son attention. Sur ce point, les témoignages d'Étienne de Flacourt, des Prêtres de la Mission, de l'Académicien Charpentier et de Souchu de Rennefort concordent parfaitement ; tous racontent plus ou moins amplement cette « perte de plusieurs vaisseaux », ces « traverses et trahisons » auxquelles le « mémoire pour Madagascar » débute par faire une brève allusion.

Comment, après des années de sollicitude continue, les plans de ce haut et puissant seigneur ne seraient-ils pas sérieusement mûris et basés à la fois sur une solide documentation et sur une grande expérience ?

La Meilleraye n'invoque néanmoins ni l'une ni l'autre, quand il affirme sa pleine confiance dans l'avenir de Madagascar ; il se borne à faire un acte de foi. Il a reçu

quelques mois auparavant, pour la première fois, une cargaison « de cuirs, de bois d'ebeine, d'indigo, de benjoin, d'aloës, de muscade et de gomme, avec quelques pierreries, des essais de mines, de l'ambre gris et d'autres raretez » [1] ; cela suffit pour lui faire concevoir sur la richesse de Madagascar les plus hautes espérances. Tant qu'il vécut, le maréchal de La Meilleraye refusa de céder ses droits sur l'île de Saint-Laurent des Portugais, au témoignage de Souchu de Rennefort ; le second des documents publiés tout à l'heure confirme cette assertion d'un auteur très bien renseigné. La Meilleraye n'y qualifie-t-il pas son dessein de « haute entreprise », de « projet non seulement utile à l'État, mais qui, dans les suites, peut produire des effets très considérables » ?

Ce projet diffère très sensiblement de celui que le maréchal avait formé une douzaine d'années auparavant. Alors la course aux abords du golfe Arabique et du golfe Persique semble avoir été son principal but, tandis que l'occupation et la colonisation de Madagascar venaient seulement en seconde ligne. Peu à peu, par suite de mésaventures et d'échecs sur lesquels la seconde édition de l'*Histoire de la grande Isle Madagascar* fournit de très précieux renseignements, le maréchal de La Meilleraye a réduit son dessein à ce qui en était d'abord la partie la moins importante. L'actif et ambitieux Fouquet n'avait-il pas au reste, en ce qui concerne la course, — pour ne pas dire la piraterie, — dans la partie occidentale de la mer des Indes, finalement devancé le maréchal ? Celui-ci ne reprit pas, après la disgrâce du surintendant, cette partie de ses anciens projets ; il la

1. Souchu de Rennefort : *Histoire des Indes orientales*, p. 46.

laissa complètement tomber. Ne savait-il pas que, comme le rapporte la seconde édition de l'ouvrage de Flacourt, « les navires que les Français envoyent maintenant à la Mer Rouge ne s'en retournent pas bien satisfaits en Europe, d'autant que les gens et navires du païs s'aguerrissent tousiours,... et ont les François tellement en horreur et en haine en ce païs des Indes que, quand ils en voyent quelques uns, ils leur demandent s'ils viennent espier leur païs, pour par après en faire le rapport à Monsieur le Duc de la Meilleraye »[1].

Tout, au reste, avait peu à peu poussé ce grand personnage à ne plus s'attacher qu'à l'occupation de Madagascar : ses idées et ses tendances personnelles, ses conversations avec Étienne de Flacourt comme avec Jacques Prony, puis la publication de l'*Histoire de la grande Isle Madagascar*, les rapports des capitaines de ses vaisseaux et les échantillons rapportés par eux de leurs voyages à l'île de Saint-Laurent, les échecs de la Compagnie des Indes orientales de 1642 sous ses avatars successifs, le désir enfin qu'il avait de contribuer à l'évangélisation des indigènes. Il en était donc arrivé à rêver, en 1663, de la soumission absolue de l'île entière de Madagascar, et non pas seulement de cette terre plus grande que notre France actuelle, mais de plusieurs de ses « satellites », comme on a dit parfois, — de cette admirable « Mascareigne », à qui Flacourt avait imposé le nom de *Bourbon*, et que l'on appellera bientôt « l'île d'Eden », et des Comores.

Pour cela, que fallait-il ? Des hommes pour occuper le pays ; — des vaisseaux pour les y transporter et pour

1. *Histoire de la grande Isle Madagascar*, éd. de 1661, p. 439.

assurer les communications entre Madagascar et la France, comme aussi pour sillonner la mer des Indes dans toutes les directions, peut-être même pour aller plus loin encore ; — des marchandises permettant de commercer avec les indigènes des contrées visitées par les Français, et donc de s'en procurer les productions ; — c'est-à-dire en fin de compte, de l'argent. Mais assez d'argent pour remplir intégralement ce programme, c'est-à-dire pour engager un nombre suffisant de volontaires disposés à courir les risques de lointains et aventureux voyages ; pour acheter tous les navires indispensables à l'accomplissement des fins multiples indiquées plus haut ; pour bien armer et équiper ces mêmes navires et pour leur fournir des cargaisons suffisantes et appropriées aux besoins et aux goûts des indigènes comme aussi pour enfermer dans leurs flancs tout le nécessaire à la fondation et au développement des futurs établissements français et aux besoins des colons.

Ainsi, avec une vue très exacte des choses, le maréchal de La Meilleraye ramenait tout à une question d'argent. A combien estimait-il donc, en calculant tout au plus juste prix [1], la mise de fonds indispensable au succès de l'entreprise qu'il préconisait ? A une somme relativement insignifiante, même en tenant compte du pouvoir de l'argent aux alentours de 1660 : à 237.000 livres en chiffres ronds, d'après le premier des textes publiés plus haut, à « deux cents ou deux cent cinquante mille livres », d'après le second.

1. En voici une preuve : le maréchal évalue à 100.000 livres le coût de ses deux grands vaisseaux de 300 à 400 tonneaux. Or le P. Fournier porte à 50.000 livres le prix d'un vaisseau bâti et dressé de son temps à Saint-Malo (*Hydrographie*, édit. de 1667, p. 133).

Avec cette faible somme, le maréchal de La Meilleraye se flattait de subvenir à toutes les exigences d'un programme dont il précise ainsi les différentes parties :

1) Il n'est pas besoin d'expédier à Madagascar un grand nombre de colons. Déjà 250 Français se trouvent dans l'île, où ils occupent les trois établissements du Fort-Dauphin, d'Imoro et de la vallée d'Ambolo ; ainsi font-ils « contribuer cent ou deux cents lieues de pays ». Quelles contrées ne dominerait-on pas avec deux fois plus de monde ? 700 ou 800 colons suffiront donc aux promoteurs de l'entreprise pour « se rendre [les] maîtres... absolus de toute l'île, même de celle de Mascareigne, autrement nommée l'île de Bourbon, et même des îles Comores ».

2) Faudrait-il frêter de nombreux bâtiments pour transporter cette poignée de Français ? Nullement. « Deux bons vaisseaux de trois à quatre cents tonneaux chacun » et « montés chacun de vingt pièces de canon », puis « une grande flûte de quatre cents tonneaux », dépourvue de canons et destinée surtout au transport des passagers, y suffiraient à eux seuls. Mais un tel convoi qui permettrait d'amener à Madagascar les colons estimés nécessaires pour occuper l'île, ne permettrait pas d'exécuter complètement le projet conçu par le maréchal ; pour en assurer la réalisation, c'est-à-dire l'établissement de relations suivies entre les terres continentales et insulaires baignées par les flots de la Mer des Indes, ou même les rivages orientaux de l'Asie, et Madagascar, puis entre Madagascar et la France, La Meilleraye demandait deux nouveaux bâtiments « deux petites frégates » (pièce n° 1) — « deux petits vaisseaux de quatre-vingts ou cent tonneaux, accompagnés de

quelques barques longues » (pièce n° 2). Une fois arrivés dans l'île, ces bâtiments y « feraient [un] séjour continuel..., allant de port en port quérir toutes les marchandises qu'on voudrait rassembler » ; et ils étendraient, eux et les barques longues, les opérations commerciales des Français bien au delà de Madagascar et aussi de Mascareigne, — dont les deux mémoires préconisent unanimement l'occupation comme « un lieu très sain, très fertile et très abondant en chair et poisson », — et des Comores : ils s'en iraient « à la Côte de la Mozambique, à Socotora, à la Mer Rouge et au Sein Persique ».

Tandis que frégates et barques pratiqueront le commerce « d'Inde en Inde » (comme on dira un peu plus tard), la « grande flûte de quatre cents tonneaux » servira de trait d'union entre Madagascar et la France. Après avoir débarqué dans l'île colons, vivres et marchandises, elle chargera « des riz et des chairs » ainsi que les autres productions du pays et les ramènera dans la métropole, en même temps que les Européens fatigués ou arrivés au terme de leur séjour ; puis elle fera, sans discontinuer, « de six mois en six mois », les mêmes voyages d'aller et de retour.

3) Pour la réalisation d'un tel projet, il ne suffit pas d'avoir des hommes, des vaisseaux et des marchandises ; il faut encore avoir un port où puissent arriver à la fois les navires venus de France et les bâtiments pratiquant le commerce d'Inde en Inde. Le maréchal de La Meilleraye n'a eu garde de l'oublier ; déjà dans le premier mémoire rédigé ou dicté par lui, il parle du « *nouvel établissement qu'il convient présentement* [*de*] *faire* pour mettre les affaires de Madagascar en situation de pou-

voir dorénavant sé soutenir d'elles-mêmes » ; déjà il indique où doit être fondé cet établissement : « à Itapère, qui est un fort bon port ». Mais c'est surtout dans son second mémoire que le vieux duc et pair traite la question. Il y développe ses idées ; il y laisse entendre qu'il veut reprendre et développer Fort-Dauphin, car il voit dans la rade située sous les canons de cet endroit, dans l'anse d'Itaperina, le futur point de rencontre et de rendez-vous de tous les bâtiments français venus dans la mer des Indes, le lieu de concentration de toutes les marchandises recueillies par eux. « L'on transporterait (écrit-il) tous les vivres et marchandises de toutes ces îles [Madagascar, Bourbon, les Comores] au port d'Itapère, où se feraient tous les embarquements, tant des retours de France que des armements pour la Chine, la Perse, etc. ; et auquel Itapère on trouverait assez de vivres pour avictuailler tous les vaisseaux que l'on voudrait envoyer à long cours, tant à la Mer Rouge [et] Sein Persique qu'à l'île de Ceylan, la Chine, Bantam, etc., sans que lesdits vivres coûtassent rien. Et même on y trouverait toutes les choses nécessaires pour les retours de France, comme cristal, ébène, coton, tabac, soie, même pierres précieuses, cuirs et autres choses qui se trouvent dans lesdites îles. » Ainsi Fort-Dauphin deviendrait une escale, voire même « l'escale » des navires français sur la route des Indes et de l'Extrême-Orient, un grand centre commercial et maritime dont l'importance irait croissant à mesure que, grâce à la vente des marchandises rapportées de tant de lointains pays, le duc de La Meilleraye et ses associés pourraient accroître le nombre de leurs navires, multiplier les voyages et étendre le champ de leurs opérations. Ce serait en

même temps un centre considérable de conquête et d'évangélisation.

Voilà le vaste plan que La Meilleraye se flatte de réaliser, pourvu que le roi veuille bien le favoriser en laissant aux futurs associés le champ libre. Pour cela, le Roi révoquera toutes les concessions privilégiées antérieurement accordées à Madagascar et par toute l'étendue de l'Océan Indien, — dans l'espèce, la Compagnie des Indes orientales de 1642 et la Compagnie Caset de 1656[1] — et il transportera ces mêmes privilèges au duc de La Meilleraye lui-même et à ses amis. Quant à une participation effective de la Couronne à l'entreprise, on ne l'envisage que d'une façon éventuelle, et sous la forme, non d'une souscription pécuniaire, mais du don ou du prêt d'un vaisseau, « comme il [le Roi] en a déjà accordé à Monsieur de la Barre ».

Ainsi, en définitive, le maréchal de La Meilleraye ne s'attache nullement à une véritable colonisation de Madagascar ; il n'y songe même pas. Chez lui, aucune préoccupation de mise en valeur. Abstraction faite de cette « clause de style », l'évangélisation des indigènes, derrière laquelle se sont mal dissimulées, à l'époque, tant de vues intéressées, son seul but est simplement l'occupation de l'île alors encore appelée « de Saint-Laurent » et des petites terres voisines ; mais une occu-

1. Sur la Compagnie fondée par Sébastien Caset ou Cazet, le 12 octobre 1656, nous ne possédons encore que les renseignements fournis par M. A. Malotet, aux pages 270 et suivantes de sa thèse sur « *Etienne de Flacourt* ou les origines de la colonisation française à Madagascar, 1638-1661 ». M. Malotet a également publié les statuts de cette Compagnie parmi les pièces justificatives de son ouvrage (p. 306-314).

pation solide et servant de base à une exploitation systématique des habitants ; — une occupation suffisante pour contraindre les indigènes à payer aux Français des redevances en nature ; — une occupation permettant aux « seigneurs » que seront les concessionnaires du privilège royal, d'étendre, du sud de Madagascar, leur domination sur l'île entière et leur action commerciale sur toute la mer des Indes et, si possible, plus loin encore. Voilà pourquoi, et naguère aussi pour la course dans la partie occidentale de la Mer des Indes, le maréchal de La Meilleraye a déployé tant d'activité, fait tant d'armements et dépensé « plus de 900.000 livres », au témoignage de l'avocat Lordelot [1] ; voilà pourquoi il veut se procurer encore près de 250.000 livres.

*
* *

Une telle conception ne présente aucune originalité d'aucun genre.

La faiblesse même de la somme estimée suffisante par La Meilleraye pour le succès de son entreprise montre qu'il en était resté uniquement aux conceptions de son cousin germain et de son entourage. Que de remarques intéressantes pourrait suggérer une minutieuse comparaison du mémoire adressé à Richelieu par Isaac de

1. *Deffenses pour Marie de Cossé, duchesse de La Meilleraye...*, p. 33. Ce chiffre ne semblera pas exagéré si l'on songe que, pour son seul armement de l'année 1655, La Meilleraye aurait dépensé plus de 300.000 livres. C'est ce qu'affirme à deux reprises un *Mémoire* (inédit) *sur l'affaire de Madagascar au sujet des prétentions des anciens Interessez en la Compagnie de Madagascar* (Arch. Ministère des Colonies, C^5 1, pièce nº 8 de l'inventaire inséré dans la *Bibliographie de Madagascar* de G. Grandidier, p. 676).

Razilly le 26 novembre 1626 et les projets du vieux maréchal ! Tandis que Colbert préparait la fondation de grandes Compagnies nationales, à nombreux souscripteurs et à capital considérable, le cousin germain de Richelieu en demeurait encore, quant à lui, au type de ces anciennes Compagnies, les unes municipales ou provinciales, les autres constituées par un très petit groupe d'actionnaires souscripteurs chacun de sommes modiques dont il avait naguère fait partie. Les nombreux insuccès dont il avait été le témoin ne l'avaient nullement amené à modifier les anciens errements, ni à chercher autre chose ; avec plus d'expériences derrière lui que n'en avait eues Flacourt, il ne se détachait pas, cependant, des traditions reçues et consacrées... Il ne se doutait pas, au moment où il rédigeait son plan d'établissement à Madagascar, que Colbert étudiait de son côté la question et qu'il envisageait déjà une autre façon de la résoudre[1].

1. « Il y a (va bientôt écrire l'académicien François Charpentier, dans son *Discours d'un fidèle Sujet du Roy touchant l'Establissement d'une Compagnie françoise pour le Commerce des Indes Orientales*, « adressé à tous les François ») il y a bien de la différence entre une Compagnie formée par quelques particuliers en petit nombre, et qui n'avaient pas fourni tout le fond nécessaire pour l'accomplissement d'un si grand dessein, et la Compagnie que l'on prétend faire maintenant... Nous parlons d'en faire une, dans laquelle il y a lieu d'espérer que le Roy mesme voudra bien entrer, et y donner par sa participation royale un certain caractère que nul autre ne luy peut donner » (p. 32 et 34). — Cette brochure de propagande ne porte pas de permis d'imprimer ; mais on sait qu'elle a paru en avril 1664. Elle a donc été commandée à Charpentier par Colbert un peu plus tôt ; aussi est-on en droit de penser que, dès les premières semaines de 1664, sinon dans le second semestre de l'année précédente, Colbert avait son idée nette sur l'importance de la future Compagnie des Indes Orientales.

Que dire, d'autre part, du projet d'établissement conçu par La Meilleraye, sinon qu'il procède directement du plan de colonisation qu'avait, dès 1657, publié Étienne de Flacourt, après lui en avoir sans doute exposé de vive voix les grandes lignes, dans ses entrevues avec le maréchal, à Vitré ou à La Meilleraye ? Ouvrons en effet le factum qui accompagne très souvent l'édition de 1658 de l'ouvrage de Flacourt, ou bien encore consultons le chapitre XCIII de la *Relation* dans l'édition posthume de 1661, nous remarquons aussitôt des ressemblances frappantes.

Sans doute, le grand seigneur qu'est le duc de La Meilleraye ne pénètre pas dans les mêmes détails que Flacourt — et pour cause, car il n'a pas été à Madagascar — mais les idées générales sont les mêmes, les lieux désignés comme propres à un établissement ont été déjà (exception faite pour les Comores) jugés tels par le feu « directeur général de la Compagnie française de l'Orient », les moyens d'action préconisés par l'un le sont par l'autre, enfin les expressions mêmes sont parfois absolument identiques. Avant La Meilleraye, Flacourt a indiqué la valeur du port d'Itapère, « qui est fort bon » ; avant lui, il a préconisé la fondation d'une colonie « en l'isle de Bourbon, pour y establir plusieurs habitations » ; avant lui encore, il a signalé — et bien plus longuement — les ressources économiques de Madagascar, si bien que toutes les productions énumérées dans le mémoire n° 2, sont nommées avec beaucoup d'autres, aux pages 18 et 19, 34-36 du factum ; avant lui toujours, il a parlé des relations commerciales que l'on pourrait facilement établir depuis Madagascar jusqu'à « Sourat, Calicut, Coromandel, Sumatra, au Macas-

sar et dans les grandes Indes,... dans les grandes Indes proches du royaume de Monomotapa, riche en or et en ivoire » ; avant lui enfin, il a recommandé l'emploi « d'un navire de quatre cens tonneaux avec quelque grande fluste de 6 ou 700 », et celui de « plusieurs barques longues pour se... rendre communicables les unes aux autres » les différentes colonies dont il demande la fondation sur les côtes de Madagascar. Où donc trouver la moindre idée personnelle au maréchal ? Ainsi est-on amené à penser que le vieux duc de La Meilleraye, n'évoquait pas seulement, en s'occupant de Madagascar, le souvenir des rapports de ses différents capitaines, mais aussi celui de ses entretiens avec Flacourt. Peut-être même avait-il sous les yeux cette *Relation de la grande Isle Madagascar* dont (on s'en souvient) il avait naguère agréé la dédicace.

Ces constatations ont leur intérêt. Elles prouvent une fois de plus l'importance donnée par les contemporains au témoignage de Flacourt et la confiance qu'ils avaient dans l'exactitude et la justesse de ses idées. Le maréchal de La Meilleraye, au total, qui adopte sans réserve ni modifications les vues du cardinal de Richelieu sur les Compagnies de colonisation de son temps, n'est guère un disciple moins docile de Flacourt au sujet de l'importance et du rôle géographique et économique de Madagascar, comme aussi sur la manière de l'exploiter.

Henri Froidevaux.

LES ORIGINES DE MAHÉ

(DE MALABAR) [1]

CHAPITRE VIII

L'ADMINISTRATION DE 1728 A 1739

I. Le Conseil.

Mahé était administré par un Conseil, qui (on l'a vu au chapitre précédent) fut établi à la fin de 1727 par M. Delorme, conseiller au Conseil Supérieur de Pondichéry, en mission à la côte Malabar. Ce Conseil était constitué conformément à l'ordonnance royale du 26 janvier de la même année, que modifia un règlement du 11 décembre 1734 ; il avait tous droits d'administration et de justice et l'autorité militaire en dépendait. Sa principale mission était d'acheter du poivre ; tout était subordonné à ce but.

Le Conseil de Mahé ne pouvait en principe correspondre avec la Compagnie que par l'intermédiaire du Conseil de Pondichéry ; les nécessités commerciales en

1. *Suite et fin.* V. les numéros 9 et 10 de la *Revue*, 1915, p. 5-98 et 129-234.

disposèrent souvent d'une autre façon. Il arriva en effet très fréquemment que des vaisseaux d'Europe vinrent à Mahé et en repartirent sans toucher à Pondichéry et que la Compagnie et le Conseil de Mahé durent correspondre directement. Celui-ci ne manqua jamais de tirer parti de ces circonstances pour essayer de se créer quelque titre à l'indépendance vis-à-vis du Conseil Supérieur, notamment en négligeant de lui transmettre le double des correspondances échangées avec la Compagnie, comme il était de son devoir de le faire.

L'Indépendance ! Comme ce mot résonne douloureusement dans notre histoire au XVIII^e^ siècle. Avec les préjugés d'égalité qui sont propres à notre race, le Conseil de Mahé, comme d'ailleurs les autres Conseils de l'Inde soumis à Pondichéry, ne semble avoir eu qu'un désir et qu'un but : narguer l'autorité centrale, la battre en brèche et la démolir. L'esprit de discipline et de méthode qui, dans la paix, prépare la force des nations, fut tout à fait étranger à la plupart des Conseils qui administrèrent nos dépendances. Dupleix à Chandernagor ne cessa de donner l'exemple de la désobéissance et de la révolte la plus manifeste ; le Conseil de Mahé, dirigé par des hommes plus modestes, M. Trémisot puis M. Bunel, ne réalisa pas d'aussi hautes ambitions, mais il les eut.

En vertu de sa constitution, il ne pouvait prendre une décision importante, ni trancher une difficulté grave, sans en référer à Pondichéry. Lorsque les réponses ne lui convenaient pas, il se croyait persécuté et le faisait savoir dans des termes généralement exempts de courtoisie et de modération.

Les correspondances sont pleines de récriminations à cet égard.

Le 31 mai 1731, à propos d'une affaire de cordonnerie, le Conseil de Pondichéry terminait par ces mots une lettre au Conseil de Mahé :

« Nous ignorons quelle raison vous fait parler ainsi ; si nous étions vos subordonnés, vous vous serviriez de termes plus honnêtes. »

Et, dans la même lettre, à propos de chiffres : « Calmez donc cette aigreur dans laquelle vous paraissez être et pensez sur notre compte autrement que vous ne paraissez faire. »

L'année suivante, un conflit assez aigu étant survenu entre le Conseil de Mahé et l'un des fonctionnaires de la loge, le Conseil de Pondichéry fut saisi de l'incident dans des termes qui amenèrent cette riposte. « Si vous étiez capables de quelques sages réflexions, les mauvaises expressions ne vous échapperaient pas si facilement. » (Lettre du 5 avril 1732.)

En 1734, le Conseil de Pondichéry se plaint à son subordonné d'être tenu dans l'ignorance de ce qui se passe à Mahé ; il ne connaît parfois que deux ou trois ans plus tard, et comme par hasard, les lettres écrites de Mahé à la Compagnie ; il ignore le plus souvent les opérations courantes du Comptoir. « Tâchez, lui écrit-il le 19 mars, de nous informer exactement de toutes vos opérations et de ce qui se passe chez vous ; il ne s'agit point de se servir pour cela de grands termes qui ne servent qu'à nous embarrasser et souvent ne disent rien ; un récit simple et naturel est plus instructif et moins sujet aux équivoques. »

Observations inutiles ! Le Conseil de Mahé continue de n'adresser au Conseil Supérieur que les informations qu'il veut bien lui faire connaître ; il ne lui accuse pas

réception de ses lettres ; l'arrivée ou le départ des vaisseaux de France sont aussi des choses qui évidemment ne peuvent intéresser Pondichéry. Le Conseil Supérieur le signale à Mahé par lettre du 12 avril 1736 : « Nous sentons depuis longtemps, dit-il, que la correspondance avec nous et la subordination dans laquelle la Compagnie veut que vous soyez à l'écart du Conseil de Pondichéry vous mortifient beaucoup. Le Conseil Supérieur en a écrit à la Compagnie le 27 décembre 1734 et la prie, si elle croit que cela convienne à ses intérêts, de vous accorder l'indépendance que vous lui demandez, ou bien d'établir cette subordination de façon que vous ne puissiez vous en écarter. »

La Compagnie, saisie de ces conflits, blâma le Conseil de Mahé d'avoir une correspondance trop peu mesurée avec celui de Pondichéry et lui recommanda de s'enfermer à l'avenir dans des termes convenables à sa subordination. Elle renouvela ses recommandations dans ses instructions générales du 15 janvier 1736 ; mais il ne semble pas qu'on ait beaucoup écouté ses conseils.

La situation n'avait pas changé en 1738 ; le Conseil de Mahé, en fait d'histoire, en était toujours au temps du gouvernement de la Fronde. Cette année-là, les observations survinrent à propos de la comptabilité. Le Conseil de Mahé devait tous les ans, après le 30 juin, adresser ses livres à Pondichéry, où ils étaient examinés par un employé spécial qui, en ce temps-là, était M. Pillavoine, fils de l'ancien directeur de Surate. Or les livres n'arrivaient que tardivement ou étaient mal tenus. « Est-il possible, écrit le Conseil Supérieur le 29 octobre 1738, que dans ces occasions qui dépendent absolument de votre bonne ou mauvaise volonté, nous ne

puissions vous engager à faire ce que le bien du service et le bon ordre des affaires demandent ? Cette conduite de votre part n'est pas du tout conforme à ce que la Compagnie exige de vous, qui prétend que vous suiviez exactement tout ce que nous vous marquons sur tout ce qui concerne votre colonie et la régie des affaires qui vous sont confiées. C'est à quoi nous vous recommandons de vous conformer plus régulièrement que vous n'avez fait. »

Jusqu'à quel point les personnes elles-mêmes furent-elles responsables de cet esprit d'insubordination ? Il est facile de le déterminer. A partir de 1728, deux gouverneurs se succédèrent à Pondichéry, MM. Lenoir et Dumas, et deux directeurs à Mahé, MM. Trémisot et Bunel. Le ton de la correspondance n'a pas varié. Il faut, je crois, attribuer cet amour exagéré de l'indépendance à l'esprit de corps qui, suivant les circonstances, excite le zèle des assemblées languissantes ou pervertit les meilleures sociétés. Ayant peu de travail à faire, il était naturel que le Conseil de Mahé se perdît dans des spéculations subversives.

A Mahé même, les membres du Conseil s'entendaient parfaitement entre eux. A part de très légers incidents, la camaraderie la plus parfaite paraît avoir régné entre la Direction, le Conseil, les sous-marchands et les commis. Aussi l'administration de la Dépendance n'offre-t-elle qu'une succession de faits sans intérêt ; ce sont des sous-marchands qui succèdent à d'autres sous-marchands, des commis qui succèdent à d'autres commis. Les mouvements se font avec plus ou moins de régularité.

Il était admis, en principe, par le règlement de 1734, que le Directeur devait être pris dans le Conseil Supérieur

de Pondichéry. Les Conseillers se recrutaient parmi les sous-marchands d'après leur ordre d'ancienneté dans le comptoir lui-même. Ils étaient nommés par le Conseil Supérieur. Mais il arriva souvent que la Compagnie nomma directement à ces postes des personnes se trouvant en France et n'ayant encore d'autres titres que d'heureuses recommandations : tels MM. de Martinville et Duval de Leyrit. Ces nominations provoquèrent toujours de la part des autres employés du comptoir de vifs mécontentements et parfois des représentations motivées.

Les Conseillers une fois nommés ne pouvaient être révoqués par le Conseil auquel ils appartenaient ; mais, en cas de nécessité, celui-ci pouvait les relever de leurs fonctions et les renvoyer à Pondichéry. Le Conseil Supérieur avait qualité pour les destituer.

II. Conseillers et Employés.

Nous voudrions pouvoir rendre à l'histoire le nom des employés de tous ordres qui se sont succédé à la côte Malabar ; mais les documents que nous possédons sont trop incomplets pour permettre d'effectuer cette résurrection. On nous pardonnera de sauver seulement de l'oubli les noms que nous avons à grand'peine retrouvés dans les Archives.

A la fin de 1727, M. de la Croix fut transféré au Bengale en qualité de conseiller et de procureur du roi. (Délibération du Conseil Supérieur du 25 septembre.)

En janvier 1728, M. Brières, teneur de livres, rentrant en France en congé, fut remplacé par M. Dachery, récemment arrivé de Bourbon par le vaisseau le *Solide*.

M. Fermet était alors secrétaire du Conseil depuis deux ou trois ans.

Le 10 février 1730, M. Barthélemy, sous-marchand, fut envoyé de Pondichéry pour remplacer M. Dachery qui se retirait du service. Il ne resta pas longtemps en fonctions ; il fut remplacé à son tour, en mai 1731, par M. Louet, déjà en service à Mahé, et reçut l'ordre de revenir au chef-lieu.

Le *Lys*, qui arriva à Pondichéry le 20 juillet 1730, apporta une commission de « Directeur Général » à Mahé et à Calicut, pour M. Trémisot. C'était une juste récompense des services rendus par cet employé actif et fort au courant des affaires [1].

1. La Commission de M. Trémisot, conforme à toutes les autres de même nature, était ainsi rédigée :

Les directeurs de la Compagnie des Indes au sieur Trémisot, salut. Étant nécessaire de pourvoir à l'administration et régir les affaires de la Compagnie à son comptoir de Mahé, sur les rapports qui nous ont été faits de votre capacité et expérience, Nous, en vertu du pouvoir à nous donné par l'édit du roi du mois de mai 1719, vous avons nommé, commis et établi, nommons, commettons et établissons par ces présentes, directeur général pour la Compagnie des Indes à son comptoir de Mahé et autres de sa dépendance, établis ou à établir sur la côte de Malabar, pour en cette qualité régir et administrer les affaires de la Compagnie, présider à tous les Conseils qui s'y tiendront, vous y employer à maintenir en paix et union ceux qui vous seront subordonnés, leur ordonner ce que vous jugerez de la gloire de Dieu, de l'honneur de la nation et de l'avantage du commerce de la Compagnie, aux appointements qui vous seront passés dans les états de la Compagnie ; mandons et ordonnons aux officiers des troupes et vaisseaux de la Compagnie, aux teneurs de livres, gardes-magasins, marchands, sous-marchands, commis et employés et à tous autres qu'il appartiendra, de vous reconnaître en cette qualité, vous porter l'honneur et le respect dû à votre rang, vous obéir et entendre à tout ce que vous ordonnerez pour le service de la Compagnie, à peine de désobéissance ; car telles sont les intentions de la Compagnie. En témoin de quoi nous avons signé la présente Commission, que nous avons fait sceller du sceau de la Compa-

En même temps que M. Barthélemy rentrait à Pondichéry, la Compagnie faisait passer à Mahé, comme second du Comptoir et plus spécialement chargé de la loge de Calicut, M. Bunel, précédemment chargé de nos intérêts à Bassora. M. Bunel était arrivé de Bassora à Pondichéry par le *Saint-Ignace* le 28 septembre 1730 ; il passa à Mahé par le *Saint-Pierre* le 4 février 1731. Ses appointements furent fixés à 1.200 livres.

M. Bunel ne garda pas longtemps ses fonctions. Accusé par le Conseil de Pondichéry d'avoir fomenté entre M. Trémisot et M. Lambert une mésintelligence sur laquelle nous reviendrons, il fut invité à revenir à Pondichéry (délibération du 29 décembre 1732) ; mais il préféra mettre des explications plus lointaines entre ses juges et lui et repassa en France au début de 1733 par un vaisseau de la Compagnie qui se trouvait à Mahé.

La même délibération lui donna pour successeur M. Jogues de Martinville, sous-marchand, homme qui paraissait « d'un bon conseil et capable ». M. de Martinville venait seulement d'entrer au service de la Compagnie dans l'Inde et était arrivé à Pondichéry trois ou quatre mois auparavant. Il ne semble pas que sa désignation ait beaucoup plu au Conseil de Mahé ni à M. Trémisot lui-même ; les employés en fonction furent jaloux de son élévation trop rapide, et peut-être n'avaient-ils pas tort. Les nominations abusives découragent toujours le personnel secondaire, dont on n'obtient plus le maximum d'efforts.

gnie et contresigner par le secrétaire général d'icelle. Fait à Paris, en l'hôtel de la Compagnie des Indes, le 14 décembre 1729. Signé : Fromaget, Castanier, Deshayes, d'Epréménil, l'abbé Faguet, Le Cordier, Langeais et, par la Compagnie, Brinon de Coligny (Arch. Pond., t. 28, p. 390).

Ces sentiments se manifestèrent au mois de juin 1733 par un incident assez puéril, mais qui occupa vivement les esprits et fit noircir beaucoup d'encre. Un chien mordit au pain d'un soldat qui montait la garde. Le soldat lui donna un coup de baïonnette et le chien voulut se venger. M. de Martinville, qui passait par là, estima que le soldat avait été trop cruel et commanda de le mettre en prison. M. Dolnay de Palmaroux, major de la place, pensa que M. de Martinville avait outrepassé ses droits et fit relâcher le militaire : M. Trémisot l'appuya. Ce fut une grosse affaire qui fut portée devant le Conseil Supérieur et alla jusqu'à Paris. Le Conseil donna gain de cause à M. de Martinville et la Compagnie lui donna tort. Heureux temps, celui que l'on passe ainsi à ne pas faire plus de mal à la chose publique !

M. de Martinville ne resta d'ailleurs à Mahé que très peu de temps. Au retour de M. Bunel, en 1736, il fut envoyé dans le Bengale pour servir à Cassimbazar comme second, sous les ordres de M. Burat. A la fin de 1737, il fut nommé Consul à Bassora, où il mourut en 1741. M. de Martinville était considéré par la Compagnie en France comme l'un de ses meilleurs agents. Lorsque M. Trémisot mourut dans le courant de 1737, elle songea à lui donner sa succession.

Entre temps, — 27 janvier 1734 — la Compagnie, voyant que son commerce se développait à la côte Malabar, avait ainsi fixé la composition du personnel de Mahé :

M. Trémisot, directeur ;

M. Bunel, second du comptoir et chef de Calicut (M. Bunel était encore en France ; en attendant son retour, l'intérim continua d'être exercé par M. de Martinville) ;

MM. Louet et Saint-Martin, conseillers ;

MM. Moullineau, Gautier de la Palissade et Bourquenoud, sous-marchands ;

MM. Fermet et Olivier Ernouf, commis.

Nous ignorons à quel moment MM. Saint-Martin et de la Palissade arrivèrent à Mahé. M. Saint-Martin est déjà cité dans les actes de 1727 ; il remplaça sans doute M. de la Croix ; quant à la Palissade, le Conseil estimait au début de 1736 qu'il était trop vieux « pour apprendre ce qu'il faudrait ».

MM. Moullineau et Bourquenoud vinrent de France, le premier à la fin de 1733 et le second à la fin de 1734. M. Bunel rentra à la fin de 1735 et son retour fut suivi du départ de M. de Martinville en mai 1736.

M. Moullineau était un homme d'âge mûr et qui avait de l'acquis, mais peu de pratique. On lui attribuait quelque compétence en matière de travaux publics. Bien que nouvellement arrivé, il fut fait presque aussitôt premier sous-marchand et ne tarda pas à devenir membre du Conseil.

M. Bourquenoud était chargé des livres.

M. Olivier Ernouf était arrivé de France avec M. Bourquenoud.

A la fin de 1735, la composition du Conseil n'était déjà plus la même que celle prévue par la lettre du 27 janvier 1734. Un nouvel employé, M. Duval de Leyrit, frère de M. Duval d'Esprémenil, Directeur des ventes à Lorient, avait été envoyé de France en 1735, sans doute avec M. Bunel et, grâce à ses hautes protections, nommé immédiatement membre du Conseil. M. Duval de Leyrit est le même personnage qui, devenu Gouverneur de Pondichéry en 1755, après le départ de Godeheu, se

trouva aux prises avec Lally-Tollendal dans un conflit qui ne devait les illustrer ni l'un ni l'autre.

Le 15 janvier 1736, le Conseil, tous les Conseillers étant en charge, était composé de MM. Trémisot, Bunel, Louet, de Leyrit, Saint-Martin et Moullineau.

M. Trémisot, le doyen d'entre eux, fut aussi le premier qui disparut ; il mourut le 12 mai 1737, au moment où il allait rentrer à Pondichéry pour prendre un peu de repos. Sa mort suivait de quatre ans à peine celle de M. Mollandin. Des hommes qui avaient pris part à l'expédition de 1725-1726, il n'en restait plus aucun dans la colonie.

Il est regrettable que, faute de documents épisodiques, nous ne puissions reconstituer, comme on le désirerait, la physionomie de ces ouvriers de la première heure qui ont consacré à la création de Mahé leur âge mûr et presque leur vieillesse. M. Trémisot nous est dépeint, dès 1727, comme un caractère un peu susceptible et les querelles qu'il eut avec quelques-uns de ses collaborateurs, notamment MM. de Martinville et Lambert, nous indiquent qu'il ne fut pas toujours exempt de passion et de partialité. M. Trémisot paraît d'autre part avoir été attentif à défendre les intérêts de la Compagnie ; il exécuta assez ponctuellement les instructions qui lui furent données pour l'achat des poivres, la constitution des stocks et l'expédition des marchandises ; sa seule erreur, peut-être, fut d'avoir avancé aux princes de la côte, Bayanor et Cotiatte, des sommes considérables qui ne purent jamais être remboursées et dont la non restitution provoqua dans la suite des difficultés d'où sortit en partie la guerre de 1740-1741. Lui-même, en 1735, année où les fonds manquèrent à Pondichéry, fit à la Compa-

gnie l'avance de plus de 10.000 rs, de ses fonds personnels, pour l'achat de poivre vieux ; la Compagnie lui témoigna sa reconnaissance en 1736 en lui accordant une gratification de 1.000 livres, qu'il connut quelques semaines avant de mourir. Nul aujourd'hui à Mahé ne connaît le nom de M. Trémisot et la terre qui garde ses restes garde aussi le secret de leur ensevelissement.

Le Conseil fut alors réduit à cinq membres et deux sous-marchands. Un commis, nommé Cosson de la Lande, mourut six semaines après M. Trémisot.

La même année, M. Olivier Ernouf, qui n'avait fait qu'un premier séjour de quelques mois à Mahé et avait été envoyé à Mazulipatam, fut rappelé à Pondichéry et renvoyé à Mahé le 23 octobre comme commis de premier ordre. A la fin de l'année suivante, il fut nommé secrétaire du Conseil en remplacement de M. Fermet, congédié pour ivrognerie.

M. Trémisot fut remplacé à titre intérimaire par M. Bunel, en attendant que la Compagnie désignât un directeur titulaire, et M. Bunel ne fut point proposé pour ce poste. On savait que c'était un employé sur lequel il ne fallait pas compter. Son administration, qui dura vingt mois, fut tout à fait mauvaise, moins par malhonnêteté que par indifférence, négligence ou désordre. Le Conseil Supérieur, craignant peut-être un désaveu s'il l'avait remplacé d'office, ne voulut pas prendre l'initiative de cette mutation et soumit l'affaire à la Compagnie. Celle-ci répondit le 27 juin 1738 en nommant M. Dirois membre du Conseil Supérieur et en prescrivant de rappeler à Pondichéry, pour rendre compte de leurs actes, MM. Louet, de Leyrit, Saint-Martin et de la Palissade.

M. Dirois fut confirmé dans ses fonctions par décision du Conseil Supérieur le 15 février 1739 et partit le même jour pour rejoindre son poste, accompagné de M. Moreau, greffier, en qualité de conseiller.

Nous ne devons pas pousser au delà de cette date ce travail sur les origines de Mahé. Bien qu'il ne se soit pas accompli d'événements graves ni décisifs en l'année 1739, l'arrivée de M. Dirois dans la dépendance correspondit d'un an à peine avec les complications extérieures d'où sortit la grandeur éphémère de notre possession malabare.

Il nous suffira, pour en finir avec la gestion de M. Bunel, de dire que cet employé, se sentant soumis à une enquête, prit le parti de fuir. Il fut rattrapé presque aussitôt et ramené à Mahé. L'enquête révéla un grave désordre dans ses comptes ; des sommes étaient portées au débit de marchands qui ne les avaient pas reçues ; d'autres étaient portées à leur crédit sans qu'ils y eussent droit. Les comptes de l'un étaient inscrits au nom d'un autre.

A la suite de cette enquête, M. Bunel fut renvoyé à Pondichéry avec les autres conseillers et condamné par arrêt du Conseil en date du 8 février 1740 à rembourser ce qu'il devait à la Compagnie ; la contrainte par corps fut même prononcée contre lui.

Malheureusement, le Conseil de Mahé avait négligé de faire signifier et signer son compte à M. Bunel ; il avait refusé d'entendre en sa présence les dépositions des marchands de Mahé au sujet des sommes qu'il leur avait payées pendant son administration. Cette omission fut cause que M. Bunel fut renvoyé à Mahé à la fin de février 1740 pour apurer ses comptes. Il repassa à Pondichéry en mai 1741, rentra en France le 16 octobre de

la même année par le *Duc-de-Bourbon* et il ne fut plus question de lui.

Quant aux autres employés, soupçonnés d'avoir par faiblesse ou pour tout autre motif participé à la mauvaise gestion de M. Bunel, l'un d'eux, M. Saint-Martin, mourut à Mahé avant d'avoir rejoint Pondichéry ; MM. de Leyrit et de la Palissade furent reconnus indemnes et retournèrent aussitôt à la côte Malabar ; seul M. Louet fut renvoyé en France pour fournir des explications complémentaires ; il avait contracté envers la Compagnie des dettes importantes que d'ailleurs il remboursa.

III. L'ingénieur des travaux et des fortifications.

En dehors du Conseil, des sous-marchands et des commis, la Compagnie était représentée à Mahé par un ingénieur chargé des travaux et des fortifications et par une garnison comprenant d'abord trois, puis deux compagnies de 80 hommes chacune.

M. Deidier fut le premier ingénieur ; arrivé dans la colonie avec le corps de débarquement en 1725, il y resta jusqu'au mois de mai 1728, après avoir restauré la forteresse primitive et dressé un programme de travaux qui devaient être exécutés suivant les circonstances et d'après les disponibilités. Ses services étaient particulièrement appréciés. Lorsqu'il demanda à rentrer à Pondichéry, au mois de décembre 1727, on l'y autorisa ; mais, lui fit-on observer en même temps, si Mahé avait déjà donné beaucoup d'inquiétudes à la Compagnie, l'établissement, désormais privé de ses soins, en donnerait de plus considérables. Il était impossible de lui rendre justice avec plus de délicatesse.

Son adjoint et successeur, M. Lambert, ne semble pas avoir hérité de ses qualités. Il nous apparaît, à travers les correspondances, comme un esprit chagrin, frondeur et vaniteux, ne voulant suivre que ses inspirations et prétendant méconnaître l'autorité du Conseil de Mahé. Ses rapports avec M. Trémisot ne cessèrent pas d'être aussi mauvais que possible, sans que l'on soit certain toutefois de pouvoir toujours donner raison à M. Trémisot. Ainsi, en avril 1730, M. Lambert fut gravement insulté en présence d'un caporal par un soldat nommé La Tulipe, sans que cette insulte ait ému M. Trémisot. Le Conseil Supérieur en jugea autrement et prescrivit de passer le soldat par les verges, de révoquer le caporal et de le mettre à la suite des troupes.

Ce n'était qu'un incident, mais en 1731 les rapports devinrent plus tendus. Le Conseil de Mahé se plaignait que M. Lambert se fût fait construire une maison par les ouvriers de la Compagnie ; M. Lambert répondait que M. Trémisot avait fait deux grandes installations dans son jardin, M. Bunel deux pavillons et M. Louet deux magasins, en prenant aux travaux publics toute la main-d'œuvre nécessaire. De part et d'autre, on ne recherchait aucune entente.

A la fin de l'année, M. Lambert devait dresser un programme de travaux sur lequel le Conseil aurait d'abord à se prononcer : il ne fit aucune proposition. Sans lui faire d'observation, le Conseil l'informa certain jour que, le surlendemain, des pattemars ou courriers partiraient pour Pondichéry avec le programme des diverses propositions à soumettre à la Compagnie ; M. Lambert n'y joignit pas les siennes et ne s'excusa même pas de l'impossibilité où il se trouvait d'établir un pro-

gramme en si peu de temps. Il n'envoya pas non plus la justification de ses dépenses pendant l'année. Or c'était l'époque où les derniers vaisseaux allaient rentrer en France, et le retard d'un courrier ajournait d'une année l'examen de toutes les questions.

Le Conseil Supérieur, appréciant ces procédés, estima qu'il y avait réellement peu de ménagement de part et d'autre et beaucoup de mauvaise humeur ; il recommanda le bon accord dans l'intérêt de la colonie.

Mais c'était prêcher dans le désert. Dans cette lutte, rendue plus acerbe par une sorte de communauté d'existence, il fallait qu'il y eût un vaincu. Le Conseil de Mahé remporta un premier succès. Le 17 décembre 1731 et le 8 février 1732, il écrivit directement à la Compagnie pour demander le remplacement de M. Lambert, et, sans attendre la réponse, il le révoqua par délibération du 25 janvier 1732. Le Conseil Supérieur fut loin d'être satisfait. « Si vous étiez capables de quelques sages réflexions, répondit-il le 5 avril, les expressions ne vous échapperaient pas si facilement. Comment pouvez-vous vous persuader que votre capacité soit si générale que vous puissiez suppléer par vous-mêmes à ce qui reste à faire et à ce qui serait nécessaire pour votre défense si vous veniez à être inquiétés ? Quand vous n'aurez pas de meilleures raisons à nous donner, nous vous prions d'y faire vos réflexions et de vous exprimer avec plus de modération. »

Dans une lettre personnelle à M. Trémisot portant la même date, le Conseil n'était pas moins catégorique. Il disait : « Vous et ceux qui composent le Conseil de Mahé, vous avez paru dans des dispositions si dangereuses au sujet de vos discussions avec le sieur Lambert

et vous y avez fait voir tant de passion et si peu de prudence pour ce qui regarde la sûreté de l'établissement que nous avons cru devoir vous représenter à tous ensemble ce qui était nécessaire pour le bien du service, dont votre haine particulière vous a fait vous écarter ainsi que les autres. Vous êtes le maître de porter telles plaintes à la Compagnie que vous jugerez à propos ; vous pouvez lui envoyer copie de tout ce que nous avons écrit dont vous prétendez avoir raison d'être choqué ; mais en attendant vous vous conformerez toujours aux ordres que nous vous donnerons [1]. »

Le Conseil de Pondichéry ne sanctionna donc pas la décision du Conseil de Mahé. Il fit venir néanmoins M. Lambert à Pondichéry au mois de mai et, après avoir entendu ses explications, le renvoya à son poste au mois d'octobre. Par une sorte de compromis provisoire, il décida que M. Lambert n'aurait plus de rapports officiels avec le Conseil de Mahé, mais qu'il devrait rester subordonné à M. Trémisot et ne rien faire sans son assentiment. Le Conseil recommandait d'oublier tout le passé.

Il ne semble pas que ce compromis ait donné toute satisfaction à M. Lambert ; dès le mois de mars 1733, il prétendit ne pouvoir exécuter des travaux ordonnés par M. Trémisot sans être couvert par des ordres supérieurs de Pondichéry. Le Conseil du chef-lieu fut surpris de cette résistance et ce fut le commencement de la défaveur définitive de M. Lambert.

Par lettre du 2 mars 1733, la Compagnie, répondant aux lettres reçues de Mahé, invita le Conseil de Pondichéry à remplacer M. Lambert par un autre ingénieur.

1. Arch. Pond., t. 60, p. 352 et 353.

Le Conseil de Pondichéry n'ayant personne à sa disposition, pria M. Trémisot le 6 septembre de continuer à se concilier comme il pourrait avec M. Lambert, qu'on ne pouvait alors remplacer.

La situation se prolongea ainsi jusqu'au mois de mai 1735, sans provoquer d'incidents graves. A ce moment, les ouvriers employés par M. Lambert refusèrent de travailler sous ses ordres [1]. Cet ingénieur demandait depuis longtemps que ses appointements, qui étaient de 1.500 livres, fussent relevés et la réponse de la Compagnie arriva peu de temps après cette sorte de grève; elle proposait à M. Lambert l'alternative de rester aux mêmes appointements ou de repasser en France. Ce dernier préféra quitter le service et s'embarqua à Mahé sur la *Reine* au début de 1736. Il était resté à la côte Malabar dix ans et trois mois.

L'œuvre qu'il y accomplit ne fut pas considérable, tant par mauvaise volonté que par faute d'argent. Après le départ de M. Deidier, survenu peu de semaines après la conclusion de l'accord de 1728 avec les Anglais, il y avait eu en effet beaucoup à payer et le Conseil de Pondichéry avait résolu de réduire les dépenses au strict minimum.

Il donna, en conséquence, l'ordre de suspendre tous les travaux de fortification, de licencier les ouvriers et de ne retenir que ceux qui seraient strictement indispensables pour la réalisation des travaux courants. M. Trémisot et M. Lambert protestèrent en vain contre cette suspension, dont Bayanor pouvait tirer parti pour rompre le traité de paix et renouveler contre nous ses

1. Les ouvriers étaient surtout des Malabars, mais il y avait aussi des Pondichériens. Un maçon était payé 2 pagodes 15 fanons par mois.

attaques. Le Conseil de Pondichéry pesa ces raisons et pencha pour les économies. Il rejeta pour des motifs différents tout un programme de travaux soumis par M. Lambert ; il pensa, non sans raison, que M. Deidier était parti depuis trop peu de temps pour que les instructions laissées par lui eussent perdu de leur valeur ; il se défiait d'autre part de la compétence de M. Lambert, celui-ci possédant plutôt les qualités d'un contremaître que celles d'un chef.

En 1729, l'un des bastions du fort s'était fendu du haut en bas et menaçait, s'il tombait, d'écraser la loge. M. Lambert fut autorisé par le Conseil de Pondichéry à faire tous les travaux de réparation nécessaires, mais il devait s'en tenir là ; tant pis si, faute d'entretien, on était réduit plus tard à faire des opérations plus onéreuses. Les vaisseaux qui arrivèrent de France cette même année n'apportèrent d'ailleurs ni ordres ni fonds pour continuer les fortifications. M. Lambert ne fut autorisé qu'à faire des réparations, en utilisant le minimum d'ouvriers.

L'année suivante, sans se départir beaucoup de ses principes d'économie, la Compagnie autorisa néanmoins une dépense unique de 5.000 piastres pour terminer deux redoutes cotées K et N dans les plans de M. Deidier, plans qui sont malheureusement perdus. Ce crédit était insuffisant.

Le Conseil de Pondichéry informa le Conseil de Mahé de cette décision par lettre du 15 septembre 1730. Malgré cette lettre, M. Lambert ne fit absolument rien ; il n'envoya même pas les devis qu'on lui demandait. Il travailla au Grand Calay et commença un rempart du poste 28 — plan de M. Deidier — au chemin couvert du poste

K. Il ne nous est pas possible de déterminer l'importance de ces travaux.

Toute l'année 1731 se passa sans que l'on travaillât aux bastions. M. Lambert construisit un hôpital qui coûta 180 pagodes. Au mois de décembre, il n'avait pas encore envoyé les devis réclamés.

Au début de 1732, il travailla enfin aux bastions et les acheva avant la saison des pluies, qui commence d'ordinaire à la fin de juin. On sait comment il passa à Pondichéry la majeure partie de cette année. En ce même temps, la Compagnie, revenant sur ses principes d'économie, décida d'affecter annuellement 5.000 piastres pour mettre en état l'établissement de Mahé. On devait commencer par faire les réparations indispensables, puis entreprendre les travaux des postes K et N.

En 1733, le Conseil de Mahé ayant décidé de construire de nouveaux magasins pour les poivres, demanda un devis estimatif à M. Lambert ; celui-ci feignit d'ignorer le prix des matériaux, quoiqu'il fût libre de les prendre dans les magasins de la Compagnie ou de les avoir de tout autre façon. « Faux-fuyants de gens qui ne veulent faire que leur volonté », écrivit M. Trémisot. Ces travaux furent néanmoins entrepris et furent achevés en 1736.

En 1734, les fonds n'étant arrivés de France qu'en insuffisante quantité, le Conseil de Pondichéry prescrivit de ne pas continuer les fortifications et de ne pas entreprendre de nouveaux ouvrages ; tous les fonds disponibles devaient être affectés à l'entretien du comptoir et à l'achat des poivres. Le Conseil de Mahé songeait alors à établir une batterie de gros canons à la pointe de la rivière : M. Lambert avait fait un devis qui dépassait 1.000 livres. En présence des ordres de la Compagnie, tout fut ajourné.

M. Lambert partit au début de 1736. « Comme il a commencé, il a fini », conclut en guise d'adieu le Conseil de Mahé. (Lettre à la Compagnie du 15 janvier 1736.)

Le successeur de M. Lambert, désigné par la Compagnie, fut M. Rebuty, précédemment employé dans le Bengale, où il n'avait pas réussi. M. Rebuty posa comme conditions qu'il aurait 2.000 livres d'appointements, soit cinq cents de plus que M. Lambert ; le Conseil de Pondichéry ne voulut pas les lui donner et M. Rebuty refusa l'emploi. Entre temps, la Compagnie, ayant appris la mauvaise conduite que M. Rebuty avait tenue à Chandernagor, prescrivit de ne plus l'employer à aucun titre et donna l'ordre à M. de la Bourdonnais, Gouverneur de l'Ile de France, de faire passer dans l'Inde pour servir à Mahé l'ingénieur Paradis dont on disait le plus grand bien. En attendant que M. Paradis arrivât, l'intérim de ses fonctions fut rempli par M. Moullineau, qui les exerça jusqu'en novembre 1737. Il acheva les magasins commencés en 1733.

M. Paradis, qui devait s'illustrer d'une façon glorieuse en 1746 et en 1748, dans la guerre contre les Anglais, avait alors environ 35 ans ; son acte de décès porte qu'il était né à Landau. M. Paradis arriva à Pondichéry par le *Lys* en septembre 1737 et à Mahé par le *Duc-de-Bourbon* le 23 novembre suivant. Les premières impressions qu'il donna de sa personne et de son travail furent favorables. « Nous croyons, écrivit le Conseil de Mahé à la Compagnie le 21 décembre 1737, que nous aurons lieu d'en être contents par l'exactitude avec laquelle il veille sur les travaux et les ouvriers. » M. Paradis reçut comme appointements 2.000 livres; il eut droit en outre à trois barriques de vin et à un quart d'eau-de-vie.

Les travaux qu'on exécutait alors étaient un fort à Péringoutour, poste nouvellement occupé, et la construction d'une église déjà décidée en 1735. Le Conseil de Mahé, envisageant dès ce moment la possibilité d'acquérir les deux montagnes de Caragouroup et de Tamantacounou, on avait renoncé à faire quoi que ce soit au poste N qui, par cette acquisition, serait devenu sans importance. M. Paradis étudia le projet de s'emparer de vive force de ces deux montagnes, dans le cas où il faudrait en venir à cette extrémité ; ce projet ne fut point accepté par le Conseil de Pondichéry, qui croyait que la paix pouvait être maintenue et se refusait à envisager l'éventualité d'une guerre.

M. Paradis ne resta guère plus d'un an à Mahé. Le Conseil de Pondichéry faisait alors exécuter, pour la défense de cette ville, de grands travaux dont un capucin, le P. Louis, avait la direction. Ces travaux duraient depuis plusieurs années. En 1738, le P. Louis, vieux et fatigué, ne se sentit plus en état de travailler. A défaut d'ingénieur qu'on pût recruter sur place, le Conseil Supérieur décida de faire venir M. Paradis (lettre du 29 octobre 1738). Cet ordre ne put s'exécuter en temps utile et, dans l'intervalle, il arriva de l'Ile de France, à titre de touriste, un ingénieur nommé M. de Cossigny. Le Conseil Supérieur le requit pour suivre les travaux commencés par le P. Louis et destina M. Paradis à continuer ses services à Karikal que nous venions d'occuper (lettre du 8 mars 1739). M. Paradis ne séjourna d'ailleurs que peu de temps à Karikal ; dès le mois d'octobre de la même année, il retourna à Mahé, où se préparaient de graves événements.

IV. La garnison.

Après avoir retracé les rapports du Conseil de Mahé avec la Compagnie et le Conseil Supérieur, les relations de ses membres entre eux et avec l'ingénieur chargé des travaux et des fortifications, il ne nous reste plus qu'à dire quelques mots des rapports avec l'autorité militaire.

Ces rapports étaient réglés par l'ordonnance royale du 26 janvier 1727 ; ils comportaient la subordination absolue des officiers au Directeur de la loge et au Conseil. S'il fut difficile au début d'établir ces rapports sur le ton d'une complète harmonie, par suite de la tendance des officiers à ne vouloir reconnaître aucune autorité civile, ils devinrent dans la suite plus corrects et plus réguliers. On ne signale aucune velléité d'indépendance abusive jusqu'à l'année 1739.

On a vu comment M. Delorme, en quittant Mahé, avait réduit à 256 hommes l'effectif de la garnison. Tous les ans une partie de cette garnison devait être remplacée par des contingents venus directement de France ou pris à Pondichéry. Nous ne connaissons pas toutes les mutations qui se produisirent et d'ailleurs elles n'offrent pour l'histoire aucun intérêt. Nous nous bornerons, à titre de renseignement et parce que, selon toute apparence, l'histoire de Mahé ne sera écrite par aucun autre, à énumérer celles que nous avons pu relever.

Le 25 mars 1729, le Conseil Supérieur fit passer à Mahé 15 soldats commandés par le lieutenant Balode ; en mai, le *Saint-Ignace* et le *Saint-Pierre* ramenèrent 46 soldats.

Le 10 février 1730, le *Duc-de-Chartres* prit à Pondi-

chéry 15 soldats commandés par le lieutenant Bellemare de Montigny, et le 20 mai MM. Mascle et Bernard de la Farelle rentrèrent au chef-lieu.

Le 4 février 1731, le Conseil Supérieur envoya par le *Saint-Pierre* 21 soldats commandés par le lieutenant Damblard, nommé en remplacement de Balode ; le même jour, le chirurgien Cayrefourg alla remplacer M. Bonmarien. Cayrefourg resta à Mahé jusqu'au mois d'août 1738.

Le 20 février 1732, le *Saint-Joseph* transporta à Mahé le lieutenant Roussel avec 10 soldats. Le 18 octobre de la même année, 10 autres soldats furent également envoyés par le *Saint-Pierre.*

Il n'y eut pas de relève en 1733.

Le 13 février 1734, le *Saint-Pierre* amena 40 hommes commandés par le capitaine Cordier et le lieutenant Méder.

Le 12 février 1735, le *Saint-Joseph* amena 12 soldats. Le *Saint-Pierre* en amena 15 autres et 10 topas le 20 octobre ; par le même vaisseau, le capitaine Guesdon alla remplacer le capitaine Cordier. La même année, la *Reine*, venant de France, déposa à Mahé un certain nombre d'hommes et l'effectif de la garnison se trouva au complet.

A la faveur de la paix qui régnait depuis 1728, les trois compagnies prévues avaient été ramenées à deux. Or, à ce moment, les Anglais de Tellichéry envisageaient comme possible une guerre avec le Canara. En cette prévision, ils avaient porté depuis trois ans leur garnison à 700 hommes, dont 500 blancs et topas et 200 patanes. Il ne parut pas prudent au Conseil de Pondichéry de laisser presque sans défense notre établissement et il prescrivit au Conseil de Mahé de toujours tenir les cadres européens au complet. Si Pondichéry, dont la garnison

était faible, ne pouvait rien fournir, il était loisible à M. Trémisot d'arrêter quelques soldats sur les vaisseaux venant directement de France.

Le Conseil de Pondichéry n'envoya point de relève en 1736.

Le 23 octobre 1737, il fit passer à Mahé par le *Duc-de-Bourbon* 20 soldats avec Cardon comme lieutenant, Auban Duperron comme sous-lieutenant, de la Potterie et Baldie comme enseignes.

Au début de 1738, on envoya 20 soldats par le *Neptune* ; ce fut le dernier envoi précédant l'administration de M. Dirois.

Pendant ces onze ans, les troupes de Mahé n'eurent pas à prendre part à des faits de guerre proprement dits ; elles se bornèrent d'une façon générale à garantir la sûreté de la colonie. Cependant elles ne restèrent pas tout à fait inactives.

En 1733, 100 hommes furent envoyés à Goa pour aider le vice-roi dans sa lutte contre les Marates. Deux ans plus tard, en 1735, on utilisa quelques hommes pour faire une démonstration dans le pays de Cotte Marquair où les Anglais entravaient notre commerce. A la fin de la même année, on installa un petit poste à Péringouttour sur la demande même des habitants. Vers la même époque, on fit monter une vingtaine de soldats sur le *Saint-Pierre* pour assurer, entre Mahé et Mangalor, la navigation menacée par les Angrias et les Sauvagis.

Au début de l'année 1737, la garnison de Mahé fournit encore un contingent de 40 hommes à une expédition que le Gouverneur Lenoir dirigea contre Moka. Cette expédition, partie de Pondichéry en octobre 1736, sous

les ordres de M. de la Garde-Jazier, commandant du *Maurepas*, avait pour but de tirer vengeance des chefs du pays qui, depuis de longues années, ne tenaient plus leurs engagements et paralysaient notre commerce. Elle toucha, en passant, à Mahé où elle fit la majeure partie de ses approvisionnements et en partit au mois de février suivant. Elle fut de retour au mois d'août, après avoir pleinement réussi. Parmi les officiers de Mahé, qui prirent part à cette expédition, se trouvait un jeune enseigne nouvellement arrivé de France, M. de Bausset, qui devait jouer un certain rôle au temps de Dupleix et fut le père du cardinal de Bausset.

Un an plus tard, en 1738, le Conseil de Pondichéry résolut d'occuper Karikal que nous venions d'acheter au roi de Tanjore. Des forces étant nécessaires à cet effet et le chef-lieu ne pouvant toutes les fournir, le Conseil Supérieur pria celui de Mahé de lui faire passer provisoirement un officier avec 50 hommes pour garder notre nouvelle possession. Les ordres donnés en juillet furent exécutés en août ; les forces demandées furent amenées à Karikal par le *Pondichéry* et retournèrent l'année suivante à Mahé, où leur présence commençait à devenir nécessaire.

La discipline de ces troupes ne paraît pas avoir soulevé de grandes difficultés ; les désertions et l'ivrognerie étaient toutefois assez fréquentes. Le plus souvent les hommes désertaient parce qu'ils avaient terminé leur engagement et qu'on ne les rapatriait pas. Ils se sauvaient presque toujours à Tellichéry, qui, en vertu d'une convention conclue le 14 août 1736, nous les rendait à condition que nous ne les punissions pas pour leur désertion

elle-même. Nous usions naturellement de réciprocité, les désertions chez les Anglais étant aussi fréquentes que chez nous. En 1733 ou 1734, on dut passer par les armes trois soldats qui invitaient leurs camarades à une désertion générale.

Les hommes étaient engagés sous leur nom, mais en portaient presque toujours un autre, soit un nom de pays, tel que Limoges, Saint-Brieuc, Dartois, Rochefort, Bruxelles ; soit un nom d'aventure, tel que La Pensée, Belle-Humeur, Brisefer, Passepartout, Sans-Façon, La Vérité, Belle-Rose, Sans-Crainte, Brindamour, La Déroute, Boit-sans-Soif et d'autres de cette nature. L'étrangeté de ces surnoms, qui furent en usage pendant tout le cours du XVIII^e^ siècle, amena souvent les plus singulières confusions.

Il n'y avait pas d'uniforme absolument régulier. A Pondichéry, les hommes étaient habillés de serge rouge avec parements bleus. A Mahé, on employait le guingam, cotonnade fabriquée à la côte de Coromandel. La serge rouge avec parements bleus finit par l'emporter partout.

V. Ses cultes.

Un dernier mot sur les cultes, et nous en aurons fini avec l'Administration de Mahé.

Le service du culte était assuré par les Carmes, comme il l'était à Pondichéry par les Capucins et par les Jésuites. Leur église, détruite par un incendie en 1729, avait été reconstruite après 1735 sur des plans approuvés par la Compagnie.

La population de la dépendance était en majeure partie brahmanique ou gentille, comme on disait alors ;

ensuite venaient les musulmans ou Maplets, puis les chrétiens. Ces derniers étaient en fort petit nombre ; en dehors des Français, employés ou soldats, ils ne comprenaient guère que quelques métis ou topas d'origine portugaise.

Toutes les religions s'accordaient parfaitement entre elles, l'Inde n'étant à aucun degré le pays de l'intolérance. Les musulmans eux-mêmes ne terrorisaient personne. Depuis ce temps les choses n'ont pas beaucoup changé.

CHAPITRE IX

LE COMMERCE ET LA NAVIGATION DE 1727 A 1739

Mahé n'avait été acquis en 1721 que pour être un établissement de commerce et c'était le commerce qui lui avait fait le plus défaut jusqu'à la convention de 1728. L'irrégularité dans l'arrivée des bateaux de France, le manque de fonds à Pondichéry, la pénurie de toutes choses à Mahé, nous avaient empêchés, de 1722 à 1725, de tirer du pays de Bayanor la quantité de poivre que ce prince eût désiré nous fournir. Cette impuissance commerciale avait déterminé notre expulsion en 1725 et la guerre de 1726.

Nous ne fûmes en état d'entreprendre réellement le commerce à la côte Malabar qu'au début de 1727 et la sécurité ne fut complète qu'en 1728, après la convention signée avec les Anglais de Tellichéry.

Mahé traversa alors une période de dix à douze années de tranquillité complète, à peine troublée, à partir de 1732, par des nuages légers, précurseurs lointains et insoupçonnés de l'orage qui devait éclater en 1740 et atteindre son maximum de violence en 1741. Ce fut la période heureuse de Mahé, une période où l'historien ne trouve pas de faits qui puissent passionner le lecteur.

Mahé n'ayant été créé qu'en vue du commerce du poivre, tout fut ramené à cet objectif avec une inflexibilité absolue tant par la Compagnie en France que par le

Conseil Supérieur de Pondichéry. Acheter du poivre et en acheter encore, voilà le refrain de toutes les correspondances. Ces achats devaient servir à alimenter plusieurs marchés différents, dont le plus important était celui de France ; mais il y avait encore Pondichéry, le Bengale, la Perse, Moka et même la Chine qu'il fallait pouvoir approvisionner. Le Conseil de Mahé ne dut jamais perdre de vue qu'il avait à faire face à toutes ces exigences.

La Compagnie, calculant sur de premiers rapports, non démentis par la suite, qu'elle pouvait tirer chaque année 3.500 candils de la côte Malabar, limita d'abord ses demandes à ce chiffre ; mais, soit que les achats se fussent faits aisément, soit que la Compagnie, mise en goût par le bénéfice des opérations, crût pouvoir les étendre indéfiniment, elle prescrivit, à partir de 1733, des achats annuels de 5.200 candils. Dans sa pensée, 5.000 devaient être fournis par Mahé et 200 par Calicut. Si l'on ne demandait pas davantage à Calicut, c'est que le poivre y était de moins bonne qualité et, comme le commerce était libre dans les états du Samorin, s'y vendait beaucoup plus cher. Or, le Conseil de Mahé avait toujours considéré que le chiffre de 4.000 candils ne pouvait pas être dépassé dans ces deux établissements ; il fut donc amené à envisager la possibilité de créer d'autres comptoirs, sur la suggestion même des princes du pays, et c'est ainsi qu'on étudia tant à Pondichéry qu'à Mahé différents projets d'établissement au Canara, à Darmotte, à l'embouchure de la rivière Cotte et chez le prince de Tanour. Nous verrons, au chapitre des relations avec les Anglais et les princes du pays, que les négociations relatives à ces établissements n'aboutirent ni les unes ni les autres. Malgré les sollicitations dont il fut

l'objet, malgré les fonds qui lui furent fournis parfois en abondance, le Conseil de Mahé ne put jamais livrer à la Compagnie et au commerce d'Inde en Inde plus de 4.000 candils par an, et nous doutons même que ce chiffre ait jamais été atteint.

Le prix moyen du poivre à Mahé était, au début de notre établissement, de 55 à 60 roupies le candil ; avec l'afflux des demandes et la concurrence anglaise, ces prix montèrent insensiblement à 65, 70, 78 et même, en 1738, à 84 roupies. A Calicut il fallait calculer un quart en sus. En prenant le chiffre moyen de 70 roupies et un chiffre d'affaires de 4.000 candils, le total de nos achats pouvait osciller entre 250 et 300.000 roupies ; nous pencherions plutôt pour le chiffre le moins élevé.

D'après la convention conclue avec les Anglais en 1728, les deux Compagnies devaient s'entendre entre elles pour l'achat du poivre, de façon à ne pas faire monter les prix par la concurrence. Dans la réalité, cette entente n'existait pas ; chaque comptoir achetait pour son compte, avec le désir de faire un chiffre d'affaires supérieur à celui de son voisin ; or c'étaient les Anglais, par leurs aptitudes spéciales au commerce, qui achetaient le plus et faisaient monter les prix. Le Conseil Supérieur de Pondichéry s'en émut à plusieurs reprises et demanda au Conseil de Mahé de négocier avec celui de Tellichéry pour éviter la surenchère.

M. Adam n'était plus chef de la loge de Tellichéry depuis 1728 ; il avait eu pour successeurs M. Braddyl, puis M. Law. Ce dernier passait pour un homme conciliant ; pressenti sur les intentions du Conseil Supérieur, il proposa à la fin de 1737 la combinaison suivante : dans

leur sphère générale d'action et d'influence, les Anglais et les Français achèteraient le poivre à tour de rôle à un prix qu'ils auraient arrêté d'avance et, sur les quantités achetées, les Anglais prendraient les trois cinquièmes et les Français les deux cinquièmes.

Ces propositions parurent d'abord justes au Conseil Supérieur, et, en attendant que l'on fût complètement d'accord sur le roulement des achats et sur le quantum à répartir, on convint que chacun, agissant pour son compte, n'achèterait plus le poivre que 70 roupies. Néanmoins, en violation de cet accord, M. Law l'acheta 80 dans les premiers mois de 1738. M. Bunel se rendit en conséquence à Tellichéry le 22 avril et eut avec M. Law un entretien qui dura trois heures. M. Law reconnut sans difficulté qu'il avait promis de faire les achats à 70 roupies ; mais dans l'intervalle il lui était arrivé d'Europe un vaisseau qu'il avait absolument fallu charger et d'ailleurs, ajouta-t-il, le poivre était plus abondant chez Bayanor que chez Cotiatte[1] ; les Français étaient les plus favorisés ; aux Anglais de corriger ce désavantage. Toutefois, il promit formellement à M. Bunel de s'en tenir désormais au chiffre de 70 roupies. Le même jour, il en fit acheter à 84. Est-ce que, dans la pratique, tout accord n'est pas un chiffon de papier ?

Le Conseil Supérieur parut assez désillusionné de cette nouvelle ; il songea alors que si le pays de Bayanor était plus riche et plus productif que celui de Cotiatte, il n'était pas raisonnable que les Anglais eussent une

1. Si l'État de Bayanor produisait alors plus que celui de Cotiatte, c'est que depuis quelques années on y avait fait des plantations nombreuses, tandis que dans celui de Cotiatte, la guerre avec le Canara avait détruit beaucoup de poivriers.

part prépondérante dans les achats. Les pourparlers avec Tellichéry furent alors provisoirement suspendus.

D'après des évaluations optimistes, le bénéfice d'une opération devait être de 200 °/₀ ; mais c'était un chiffre brut et, quand on avait pourvu aux dépenses d'armement et de navigation, à toutes celles d'administration générale et aux besoins du comptoir lui-même, le Conseil de Pondichéry se demandait, avec un doute non dissimulé, si l'opération dans son ensemble ne se traduisait pas par une perte réelle, cette perte résultant principalement des avances à fonds perdu que nous fûmes à plusieurs reprises obligés de consentir à Bayanor et à d'autres princes du pays. « Si la Compagnie, écrivait le Conseil le 12 février 1735, joignait au prix d'achat les frais de son établissement de Mahé, elle se trouverait bien éloignée des vues qu'elle s'était proposées en le formant. »

Les fonds de ce trafic étaient tous fournis par la Métropole, qu'ils vinssent directement de France ou indirectement de Pondichéry. Les fonds venant de Pondichéry étaient les plus nombreux et ceux sur lesquels on devait normalement compter.

La correspondance du Conseil de Pondichéry avec celui de Mahé nous permet de reconstituer à peu près intégralement le total des sommes ou valeurs qui furent ainsi envoyées à Mahé, après le rétablissement de la paix. Nous les donnons ci-dessous sans commentaires, en faisant seulement observer que ces valeurs comprennent presque toujours aussi bien celles afférentes au commerce que celles plus spécialement affectées en principe à l'entretien du comptoir. La différence entre les unes et les autres n'est du reste pas toujours très

nettement déterminée. Nous les indiquerons telles qu'elles se présentent.

La nouvelle du traité du 8 novembre 1726, reçue à Pondichéry le 12 décembre, trouva le Conseil Supérieur en pleine crise financière ; il n'avait pas d'argent pour en exécuter les clauses essentielles, c'est-à-dire pour acheter du poivre et procurer à Bayanor des recettes douanières. Néanmoins, en faisant quelques sacrifices et en s'adressant à des particuliers, il put envoyer le 25 janvier suivant par la *Minerve* 15.500 pagodes, dont 11.500 pour l'achat de poivres et le reste pour l'entretien du Comptoir. Il expédia ensuite par voie de terre 8.000 pagodes par paquets de 1.000, les 18 et 30 avril, 12 mai, 5 juillet, 11 et 18 août, 1er septembre et 1er octobre. Enfin, le 13 octobre, la *Marie-Gertrude* transporta 22.000 pagodes en matières d'argent et 8.000 pagodes d'or.

En 1728, la *Minerve* transporta 14.000 pagodes, le 26 janvier, et le *Pondichéry* 10.000 piastres, le 19 octobre.

En 1729, le *Saint-Joseph* apporta 20.000 piastres et 6.000 pagodes d'or, le 31 janvier, et le brigantin la *Marie*, appartenant à des particuliers, 5.262 pagodes, le 14 octobre.

En 1730, les envois furent plus importants : 9.136 pagodes par le *Pondichéry*, le 12 janvier ; 10.000 pagodes par le brigantin le *Saint-Ignace*, le 21 janvier ; 29.185 pagodes en matières d'argent et 3.183 pagodes en marchandises par le *Duc-de-Chartres*, le 10 février ; 8.562 pagodes par le *Fortuné*, le 16 octobre.

En 1731, 10.453 pagodes par l'*Union*, le 6 janvier ; 8.494 pagodes par le *Pondichéry*, le 14 janvier ; 6.587 pagodes en matières d'argent et 6.329 pagodes en marchandises par le *Saint-Pierre*, le 5 février ; enfin 27.693 pagodes par l'*Entreprenant*, le 29 octobre.

En 1732, 10.460 pagodes en argent et 8.070 pagodes en marchandises par le *Saint-Joseph*, le 20 février; 2.314 marcs de matières d'argent par le *Griffon*, venant de France, au mois de septembre; enfin, par le *Saint-Pierre*, parti de Pondichéry le 18 octobre, 990 marcs de piastres et environ 100.000 fanons d'argent, sans compter 5.582 pagodes d'effets, 120 milliers de bois rouge et 150 balles de marchandises, le tout faisant 16.190 pagodes.

En 1733, 197.808 fanons et 3.000 pagodes d'or par le *Pondichéry*, le 31 janvier; les 9 juin, 11 et 22 juillet, 1.600, 1.200 et 1.600 pagodes par voie de terre[1]; en août, 1.007 marcs par le *Cavalier*; en septembre, par la *Badine*, venant de France, 4.847 marcs; enfin, le 15 octobre, par l'*Indien*, parti de Pondichéry, 150.000 fanons, 5.000 pagodes et environ 2.000 marcs d'argent, faisant ensemble 26.535 pagodes, plus 3.959 pagodes d'objets divers: bois, draps, etc.

En 1734, 50.000 fanons, 21.000 roupies de marchandises du Bengale et 7.484 pagodes de marchandises de Pondichéry par le *Saint-Pierre*, 13 février; 2.335 pagodes de marchandises par le *Saint-Joseph*, le 26 février; 7.000 marcs d'argent et 14.320 piastres par le *Jason*, le 21 juillet; 34.892 pagodes de marchandises et 90.000 fanons par la *Galathée*, le 4 octobre; enfin, en novembre ou décembre, 10.000 marcs d'argent par le *Cavalier*.

En 1735, 125.993 fanons par le *Saint-Joseph*, le 12 février; 3.855 marcs de matières d'argent par le *Duc-*

1. Si l'on recourut à ce moyen, c'est que le *Héron*, venant de France et parti de Bourbon pour l'Inde le 29 octobre 1732, fut contrarié par le mauvais temps et ne put arriver à destination; il dut aller relâcher à Sainte-Marie de Madagascar.

de-Bourbon venant de France, vers le 1er septembre; 54.000 roupies en fanons, 30.000 roupies en marchandises et 9.000 roupies en lettres de change par le *Saint-Pierre*, le 20 octobre.

En 1736, 21 balles de marchandises faisant 1.953 pagodes par le *Fortuné*, le 14 février; 60.000 piastres par la *Thétis*, venant de France, fin août; enfin, de nouveau par la *Thétis*, partie de Pondichéry, le 27 octobre, du bois rouge, 290 balles de marchandises valant 26.154 pagodes et 203.126 fanons

En 1737, 100.000 fanons et 20.000 piastres par la *Marie*, le 23 janvier; 5.000 roupies par le *Bon Voyage*, le 6 février; 12.000 pagodes par l'*Aventurier*, le 24 février; 25.000 pagodes et 206.000 fanons par le *Duc-de-Bourbon*, le 23 octobre. Puis, en septembre, M. Ingrand, chef de la loge de Moka, revenant d'Arabie par le *Saint-Pierre*, laissa à Mahé 50.000 piastres.

Enfin, en 1738, le *Saint-Benoît*, parti de Pondichéry le 12 février, déposa à Mahé 20.000 pagodes en or et 100.000 fanons. Ce furent les seuls envois de l'année; mais le 19 juin, le Conseil Supérieur autorisa celui de Mahé à prendre jusqu'à 100.000 piastres sur les bateaux de France qui pourraient venir directement à la côte Malabar. Ces navires, l'*Apollon* et le *Dauphin*, arrivèrent à la fin d'août et le Conseil de Mahé s'y pourvut selon ses besoins; il prit à l'*Apollon* 90.000 piastres.

Nous connaissons, par la correspondance, la situation de la caisse de Mahé à différentes époques et notamment à la fin de quelques exercices et au 30 juin. La publication de ces états complétera utilement les indications que nous venons de donner; en synthétisant en quelque

sorte les chiffres, on se rendra mieux compte des moyens d'action que le Conseil de Mahé eut à sa disposition.

Au 30 juin 1731 : 44.000 roupies tant en marchandises qu'en argent, outre 15.000 qui étaient dues et dont le remboursement était considéré comme assuré.

Au 30 juin 1734 : en caisse, 85.215 roupies ; en marchandises, 38.115 ; en avances aux marchands, 103.301. Au total, 226.631 roupies.

En septembre 1735, au moment du passage du *Duc-de-Bourbon* : en caisse, 20.999 roupies ; en marchandises, 24.068 ; en avances aux marchands et princes malabars, 127.636. Au total, 172.697 roupies. Le *Duc-de-Bourbon* laissa en outre 69.300 roupies.

Au 30 juin 1736 : en caisse, 26.235 roupies ; en marchandises, 27.478 ; en dettes actives, 93.878. Au total, 147.591 roupies.

Au 31 décembre 1736 : en caisse, 152.069 roupies ; en marchandises, 19.347 ; en dettes actives, 110.770. Au total, 282.186 roupies. Les dettes passives s'élevaient à 19.195 roupies ; l'avoir net était donc de 264.991 roupies.

Au 15 décembre 1737 : en caisse, 216.000 roupies ; en marchandises, 55.260 ; en avances, 163.572. Au total, 434.832 roupies.

Les vaisseaux partis de Pondichéry mettaient généralement trois semaines ou un mois pour arriver à Mahé [1]. Lorsque le Conseil était en possession des fonds, il les distribuait immédiatement aux marchands pour qu'ils pussent faire leurs achats. La livraison des marchan-

1. Un pattemar ou courrier piéton mettait de 15 à 16 jours.

dises commençait en décembre pour les poivres achetés à Calicut, Panana et Tanour, en février pour ceux achetés à Mahé; elle se terminait au plus tard au mois de mai. Les premières livraisons étaient chargées sur des bateaux de France qui retournaient immédiatement dans la Métropole. La Compagnie eût désiré à cet égard que le Conseil de Mahé eût toujours un stock de vieux poivre qu'on aurait pu charger dès le mois de décembre et expédier au plus tard en janvier ; mais, pour avoir des approvionnements de vieux poivre, il eût fallu des fonds d'avance ou des réserves de fonds qui très rarement existèrent jamais. Le Conseil de Mahé expédia presque toujours une majeure partie de poivres nouveaux, dont le plus grand défaut était de se dessécher en route et de provoquer une perte réelle sur le chargement. Les directeurs à Paris, le Conseil des ventes à Lorient, les Conseils de Mahé et de Pondichéry passèrent leur temps à signaler ou à reconnaître le mal sans jamais trouver de remède. D'abord, c'étaient les magasins qui étaient insuffisants ; lorsqu'il y en eut de nouveaux en 1736, ce furent les fonds qui manquèrent ou les poivres qui coûtèrent trop cher ; il y eut toujours d'excellents motifs pour ne pas faire d'approvisionnements [1].

1. Une lettre du Conseil de Mahé, du 15 janvier 1736, adressée à la Compagnie, nous donne de curieux renseignements sur le commerce des poivres. Il y est dit :

« Messieurs les directeurs de la vente ont trouvé des diminutions sur les poivres du *Cavalier*, qui leur ont paru considérables. Ils nous demandent quelques éclaircissements là-dessus. Il est certain que c'étaient des poivres vieux, mais lorsqu'ils furent embarqués, ils sortaient d'entre les mains des marchands qui, entre autres fraudes, mettent dans leurs magasins des vases remplis d'eau. Il n'est pas nécessaire de vous dire l'effet que cela peut causer, duquel on ne peut s'apercevoir que par la diminution que l'on trouve après un certain temps. Si la Compagnie nous

Les vaisseaux qui venaient de la côte de Coromandel en octobre ou novembre et devaient ensuite retourner directement en France, ne prenaient pas tous les poivres que le Conseil de Mahé pouvait acheter ; les livraisons envoyait des fonds d'avances pour tenir 1.500 candils de poivre seulement dans les magasins de la Compagnie, comme nous lui demandons depuis longtemps, elle nous mettrait en état de prévenir tous ces inconvénients, et le poivre aurait le temps de ressuer dans les magasins depuis février jusqu'en janvier qu'il est embarqué. Nous serions certains qu'il n'y aurait point de fraudes et sûrs de nos envois. C'est ainsi que les Anglais, nos voisins, en agissent pour charger leurs vaisseaux d'Europe, qui partent en février: la plus grande partie de leurs poivres sont reçus nouveaux dans les magasins de la Compagnie et lorsqu'ils les embarquent, ils sont vieux.

« Les Hollandais, qui sont les maîtres absolus dans leur Colonie (Cochin) et qui, de force plutôt que de gré, ont des accords avec leur prince et les marchands, en agissent différemment. Ils donnent continuellement de l'argent à leurs marchands ; aussi reçoivent-ils continuellement le poivre, soit vieux, soit nouveau.

« Voici comment ils s'y prennent. Ils ont, dans leur colonie principale, un grand magasin parqueté et lambrissé, qu'on appelle le magasin général de la Compagnie ; dans cet endroit, comme dans les autres petits comptoirs, ils ont différents magasins servant à leurs marchands, qui en ont les clefs pour y ramasser les poivres qu'ils tirent des terres. Lorsque le poivre a ressué pendant trois mois dans ces magasins particuliers, on le reçoit dans le grand magasin de la Compagnie, après néanmoins avoir été harpé dans deux harpes différentes. De cette opération, l'on tire d'abord le bon poivre, qui est destiné pour la Compagnie; le menu poivre, on le rend aux marchands qui ont la permission de le débiter dans le pays, et le poivre léger, qui se met en poussière, on le jette au vent. Les Hollandais ne gardent point leur poivre pendant deux ans dans les magasins, quoiqu'ils en reçoivent toute l'année, et avec les précautions que nous venons de dire, leurs poivres sont toujours secs et bons à embarquer. Lorsque leurs vaisseaux, qui viennent de Batavia à cette côte en décembre, sont absolument chargés de ce poivre, on garde le reste, s'il y en a, pour l'année suivante dans les magasins et sur ce vieux ils mettent le nouveau qu'ils reçoivent dans la suite ; mais on ne le remue point ainsi que le blé. En le remuant ainsi, on le diminuerait beaucoup et l'on en ferait sauter toutes les pellicules, ce qui donnerait une perte considérable sur le poivre. »

ne faisaient que commencer, et, pour leur retour, la fin de janvier était une date impérative, sous peine de trouver mauvaise mer au Cap de Bonne-Espérance et d'être obligés soit d'y séjourner, soit d'aller relâcher à Sainte-Hélène ou au Brésil. Les marins le savaient et jamais les bateaux ne partirent de Mahé après la fin de janvier.

Comme ils ne pouvaient ainsi prendre tous les poivres achetés, le Conseil de Pondichéry envoyait d'ordinaire d'octobre à décembre deux ou trois bateaux d'un plus faible tonnage, les uns appartenant à la Compagnie, d'autres affrétés à des particuliers et ne servant les uns et les autres qu'au commerce d'Inde en Inde. Ces vaisseaux attendaient généralement à la côte Malabar trois ou quatre mois avant de repartir ; ils arrivaient souvent chargés de marchandises de la côte Coromandel ou du Bengale et il était loisible au Conseil de Mahé de les utiliser le long de la côte pour les besoins du commerce local. Il les envoyait d'ordinaire chercher du riz à Mangalore, du blé et de l'araque à Goa, des matériaux à Calicut.

L'important était que ces vaisseaux fussent de retour à Pondichéry en mai ou en juin ; la prudence leur commandait de partir en avril. Ils y apportaient le reste des poivres produits pendant la saison. Le Conseil Supérieur en retenait une partie pour ses besoins, une autre partie pour le Bengale et envoyait le reste à Lorient par les bateaux qui partaient d'ordinaire au mois d'octobre. Pendant son séjour à Pondichéry, le poivre se desséchait un peu et il arrivait ainsi en France en meilleur état que celui chargé directement à la côte Malabar.

Après avoir ainsi fourni du poivre au commerce de

France, de Pondichéry et du Bengale, le Conseil de Mahé devait encore approvisionner la Perse et Moka. Le bateau à destination de Perse venait ordinairement de Chandernagor sans toucher à Pondichéry, avec de l'opium et des chargements de soie, de riz et de sucre ; le Conseil de Mahé y ajoutait du poivre et du cardamome. Le bateau pour Moka, affrété presque toujours par des particuliers, partait au contraire de Pondichéry habituellement en janvier. Il devait quitter Mahé en mars et être de retour à Pondichéry au mois d'août, la durée totale de l'expédition étant de six à sept mois.

Nous voudrions pouvoir déterminer quelle fut dans ce commerce la part de la France, celle de Pondichéry et celle des autres comptoirs, mais nous n'avons pas à cet égard de documents décisifs. Dans une lettre de la Compagnie, datée de 1734, nous relevons que, cette année-là, elle avait ainsi réparti les commandes :

1.200.000 livres pour les vaisseaux de Pondichéry ; 800.000 pour les vaisseaux revenant directement de Mahé et environ 400.000 pour la Perse et Moka.

Une autre lettre du 26 septembre 1739, adressée par la Compagnie au Conseil supérieur[1], nous fait connaître la quantité de poivre fournie au commerce d'Inde en Inde en 1738. Elle se serait élevée à 3.200 candils, d'après le tableau suivant, que nous reproduisons intégralement :

Pour Moka,

	Candils
Sur le vaisseau le *Bourbon*, pour la Compagnie et sur le *Pondichéry*, armement particulier	600

1. Arch. Pond., t. 6, p. 44.

Pour Macao,

	Candils
Sur le vaisseau de Macao arrivé à la côte Malabar pour son commerce particulier et retourné à Macao, 8 à 900 candils.....	800
Pour Bassora,	
Sur l'*Entreprenant*, navire particulier de Pondichéry.....	400
Pour Moka,	
Sur le *Maure*, navire particulier appartenant à la reine Biby [1], frété par le Conseil de Mahé.....	1.000
Pour la Chine,	
Sur le vaisseau armé par M. Dumas.....	400
	3.200

qui, à 560 livres le candil, montent à 1.792.000 livres.

Alors que la Métropole ne pouvait à beaucoup près tirer de la côte Malabar ce dont elle avait besoin, la Compagnie s'indignait que le commerce particulier fût si favorisé. Le Conseil Supérieur rejeta toute la faute sur celui de Mahé. « Si la Compagnie, répondit-il le 30 septembre 1740, a manqué de poivre, elle ne doit s'en prendre qu'au peu de capacité, à la négligence et à l'infidélité même des employés qu'elle avait à Mahé, qui se sont trouvés pour la plupart débiteurs à la Compagnie de grosses sommes qui devaient servir à l'achat des poivres, au lieu d'être employées dans leurs affaires particulières. » Il fit pourtant remarquer que les chiffres

1. La reine Biby était le titre donné à la reine de Cannanor, lorsqu'en vertu du droit de succession musulmane, elle était appelée à régner. Dans la liste des souverains de Cannanor, on trouve autant de Bibys que d'Ali Rajas.

fournis par la Compagnie n'étaient pas exacts et il prit la défense du commerce particulier. « Nous savons, dit-il, qu'il a été embarqué sur le *Pondichéry* et le *Bourbon*, pour compte des armateurs de Moka, 171 candils, sur *l'Entreprenant* 312, et 800 sur le *Saint-Benoît* qui a été en Chine ; quant à ceux embarqués sur le vaisseau de Macao et celui de la reine Biby, nous n'en avons jamais eu de connaissance. Le poivre fait le principal objet pour le commerce de Chine et de Bassora et il ne faut plus songer à ces armements si cette denrée leur est interdite. Tous les vaisseaux qui viennent de Macao à la côte Malabar et les vaisseaux qui font le commerce de Chine, Madras, Bombay et Surate y prennent tous les ans des cargaisons de poivre ; pourquoi faudrait-il que notre nation seule fût privée de ce commerce ? »

La Compagnie avait-elle tort ou raison de se plaindre que le commerce particulier fût ainsi favorisé ? Il ne nous appartient pas de trancher ce problème. Le monopole était une condition essentielle du commerce au XVIII^e^ siècle ; seule, la Compagnie avait le droit d'acheter et de charger sur ses navires ; elle ne tolérait de faveurs au commerce particulier que quand tous ses besoins propres avaient reçu satisfaction. Mais elle se rendait compte pourtant qu'elle ne pouvait tout accaparer et, si elle se réservait sans exception d'aucune sorte le privilège de tout négoce avec la France, elle accordait de très grandes facilités pour le commerce d'Inde en Inde. Quand la Compagnie avait fait ses achats, les particuliers, qui étaient en général des Hindous, avaient le droit d'acheter tout ce qui leur convenait. C'est ainsi qu'en 1733, les fonds ayant manqué au Conseil Supérieur, les particuliers furent autorisés à acheter à la côte Malabar tous les

poivres qu'ils voulurent. La concurrence s'en mêlant, le poivre atteignit alors un chiffre fort élevé, qui pesa sur les achats des années suivantes : il monta à 84 roupiés.

La Compagnie, en autorisant le commerce particulier, se réservait le droit de s'y intéresser elle-même et d'y intéresser les capitaines de ses navires, les membres de ses Conseils et ses sous-marchands pour une part variable, qui fut généralement le quart du chargement. C'est de ces sortes d'opérations que les divers employés de la Compagnie tiraient parfois des bénéfices considérables, qui compensaient la modicité calculée de leurs soldes ou émoluments.

Le poivre acheté par les particuliers était presque toujours vendu en Perse ou à Moka.

Après le commerce du poivre, mais le suivant de très loin, venait celui du cardamome qui est, comme on le sait, un arbuste produisant des fruits à odeur aromatique employés comme condiment. Le cardamome n'est pas directement produit à la côte Malabar ; il vient surtout dans les royaumes de Cochin et de Travancore. A Mahé, on le tirait de l'intérieur du pays, le Wynad actuel. Le cardamome se récoltait en janvier.

La Compagnie demandait qu'on lui en fournît annuellement au moins 6 candils ; en 1736, elle en demanda 18, et le commerce total, avec le Bengale et autres lieux, paraît avoir atteint de 20 à 25 dans les meilleures années. Si l'on prend un chiffre moyen de 20 candils, Mahé exportait annuellement, au taux de 275 roupies le candil, pour 5.500 roupies de cardamome, soit environ pour une valeur de 20.000 francs de notre monnaie.

On exportait encore de Mahé du bois de sapan, du

kaire et des cauris ; les quantités en étaient assez volumineuses, en raison de la nature même de ces produits, mais les prix peuvent être considérés comme une quantité négligeable dans l'ensemble du commerce.

Le bois de sapan, tiré surtout de Calicut, se vendait trois quarts de pagodes le quintal ; conjointement avec le bois rouge, importé de la côte Coromandel et qui valait trois pagodes en 1738, il servait surtout de lest aux navires retournant en Europe. On s'estimait heureux si, après l'arrivée en France, on pouvait le vendre sans subir de perte.

Le kaire n'était autre que la bourre de cocos convertie en cordages ; il servait aux besoins courants de la navigation.

Les cauris n'étaient pas un produit de la côte Malabar ; ils venaient des îles Laquedives ou Maldives par les bateaux d'Ali Raja. On les exportait surtout au Bengale où ils servaient de monnaie d'échange dans les menues transactions de la population ; leur valeur était de quatre à cinq roupies les 12.000 cauris.

En dehors de ce commerce qui lui était propre et que nous nommerions aujourd'hui le commerce d'exportation, Mahé recevait encore annuellement, soit du Bengale, soit de Pondichéry, différentes marchandises que le Conseil devait écouler de préférence à Mangalore ou à Goa. Ces marchandises étaient pour Chandernagor le sucre et le riz et pour Pondichéry les guingams et les salempouris, qui sont des cotonnades [1]. Ces marchandises se vendaient

1. Le Conseil de Mahé pouvait recevoir directement des marchandises de Chandernagor, mais il ne pouvait pas en envoyer sans les faire passer par Pondichéry. C'était une affaire de navi-

d'ordinaire assez bien et donnaient de 25 à 30 % de bénéfice ; en 1731, elles donnèrent 42 et, en 1732, 38 %. Elles n'avaient à craindre que la concurrence anglaise qui ne se manifestait pas régulièrement. Le riz, principal objet d'alimentation des indigènes, ne se cultivait presque pas à Mahé ni dans les environs, où la terre est prise par les cocotiers ; on le faisait venir habituellement de Mangalore, en vertu d'une tolérance spéciale du roi de Canara, mais, à partir de 1732, le roi ayant manifesté quelque désir d'étendre ses conquêtes vers le sud, le Conseil de Mahé crut devoir prendre contre lui certaines précautions, d'accord avec les Anglais, et la faveur dont nous bénéficions exclusivement ne joua plus que par intervalles irréguliers.

Mahé recevait encore du blé soit de Goa, soit de Surate, soit même du Bengale. En 1728, les blés de Surate valaient 120 pagodes la garce [1], les blés de Goa 80 et ceux du Bengale 45 ; en 1729, les blés du Bengale se vendirent jusqu'à 75 pagodes. Les blés de Surate donnaient plus de farine.

Nous venons de parler de Surate. Il n'y avait pas de commerce régulier entre cette loge et le comptoir de Mahé. Depuis que l'établissement était pour ainsi dire en faillite, c'est-à-dire depuis 1722 [2], notre pavillon n'y

gation ; les navires ne quittaient d'ordinaire le Bengale qu'à la fin de janvier et, en raison de l'approche de la mousson, il était de toute nécessité qu'ils se rendissent au plus vite à la côte Malabar.

1. La garce équivalait à 7.500 livres.

2. Avec le principal de sa dette et les intérêts accumulés, la Compagnie dut un moment jusqu'à 3.700.000 livres ; en 1736, elle était arrivée à rembourser 2.000.000. Elle ne put jamais complètement s'acquitter.

flottait plus et la Compagnie n'osait y faire directement du commerce, de peur que ses vaisseaux ne fussent saisis. Le trafic était entièrement abandonné aux particuliers [1].

En 1731, la Compagnie, désirant donner à ses affaires dans l'Inde une extension considérable, forma le dessein de tirer aussi quelques marchandises de Surate ; par mesure de prudence, elle demanda aux employés des deux comptoirs de s'entendre entre eux pour que le trafic se fît sous leurs noms respectifs, comme s'il s'agissait d'un commerce particulier. Le chef de la loge de Surate était alors M. Flacourt et son second M. J.-B. Martin ; l'humiliation où l'on tenait M. Flacourt était telle qu'il n'osait plus prendre le titre de directeur et n'était considéré par la population que comme le *vaquil* ou commissaire de la Compagnie [2]. Le Conseil de Mahé écrivit en conséquence à M. Flacourt le 15 juillet 1732 que, s'il croyait pouvoir satisfaire aux désirs de la Compagnie, il devait dès cette année envoyer à Mahé par navires anglais, portugais ou maures — de préférence par ceux d'Ali Raja — trois ou quatre balles des marchandises suivantes : outils, organdis, baguze, sauvaguze, dérioladis d'Agra, ponalaguzes, etc., qui étaient des toiles de coton blanches, plus des necanez, neganepaux, bajustopaux et coutelines bleues [3]. La même année — 27 décembre — le Conseil de Pondichéry, obéissant aux mêmes instructions

1. Nous trouvons de 1730 à 1732 une sorte de société constituée pour ce commerce et comprenant les noms de MM. Guesdon, Decoublay, Signard et Mollandin. M. Mollandin était l'ancien chef du comptoir de Mahé.

2. Arch. Col., C² 75, p. 104.

3. Arch. Col., C² 75, p. 47.

dela Compagnie, fit une commande de 150 ballés des premières sortes et 50 balles des secondes. Le tout devait être expédié à Mahé, pour être réexporté en France en janvier 1734.

M. Flacourt répondit qu'il pouvait se procurer les marchandises demandées, sans recourir au moindre subterfuge pour leur expédition ; mais, quand vint le moment du départ, il eut peur des Angrias. Cependant, à la même époque, plusieurs navires anglais ou maures partis de Surate arrivèrent à Mangalore. L'expédition de 1734 pour la France fut ainsi manquée. Les marchandises ne quittèrent Surate qu'au mois d'avril sur le vaisseau l'*Heureux*, capitaine Bruno, envoyé tout exprès de Pondichéry. Ce navire devait les déposer à Mahé au retour ; mais, par suite d'un coup de vent, il ne put toucher à la côte Malabar et il les ramena à Pondichéry (17 mai). Entre temps, la Compagnie n'ayant pas renouvelé son désir de rétablir des relations commerciales avec Surate, on s'en tint à cette opération qui fut loin d'être fructueuse ; les marchandises se vendirent en France au-dessous de leur prix d'achat.

Néanmoins, lorsque M. le Gouverneur Dumas, venant de France, passa à Mahé au début de septembre 1735, il reprit la question, mais en se plaçant surtout au point de vue des importations de France. Dans une lettre du 6 septembre, adressée à MM. Flacourt et Martin, il leur demanda quelles étaient les idées et dispositions des créanciers de la Compagnie ; — si l'on pouvait envoyer des vaisseaux ; — si les fonds ne seraient pas saisis ; — quelles étaient les marchandises d'Europe que l'on pourrait le plus utilement écouler. M. Trémisot, dans une lettre du 12 septembre suivant, préconisait surtout l'introduction de fers et de draps d'Europe.

Quant à envoyer un vaisseau de Mahé à Surate, il n'y voyait pas en principe d'inconvénients. Les navires qui arrivaient chaque année de Chandernagor à Surate n'étaient jamais inquiétés; pourquoi ceux de Mahé courraient-ils plus de risques ?

Les réponses de Surate furent sans doute favorables à ces propositions car, au début de 1738, M. Bunel avertit M. Martin [1] qu'il allait recevoir par le *Chandernagor* 12 balles de draps de France, 24.766 livres de fer et 60 barres à vendre. Mais, à ce moment, la situation intérieure devint et resta si troublée que le commerce y demeura impossible pour tous les étrangers. Les Anglais centralisèrent alors à Bombay toutes leurs opérations de la côte orientale de l'Inde ; quant à nous, nous nous réduisîmes à ne plus faire de Surate qu'un poste d'observation politique où bientôt un Consul remplaça l'ancien directeur de la Compagnie.

Nous dirons enfin quelques mots des rapports entre Mahé et les îles de France et de Bourbon. Ces îles étaient encore en voie de peuplement et de formation économique ; la main-d'œuvre était rare et la production de riz ne suffisait pas aux besoins des habitants. Avant la création du comptoir de Mahé, les Conseils de Pondichéry et de Chandernagor avaient déjà reçu des ordres de France pour approvisionner ces îles du mieux qu'ils pourraient et ces ordres étaient exécutés. Quand l'établissement de Mahé fut constitué, le Conseil eut

1. M. Martin avait remplacé comme directeur M. Flacourt, décédé en septembre 1736. Lui-même mourut à Surate en 1738 ; nous avons retrouvé son tombeau en 1911 dans l'ancien jardin de la Compagnie.

des instructions analogues, pour fournir des ouvriers, des esclaves, du bétail, des plants de poivriers et de canneliers. Il fut aisé d'encombrer le pont des navires de ces plants ; il fut plus difficile d'obtenir le reste. Les ouvriers de l'Inde n'aimaient pas en effet à quitter leur pays natal, même avec l'appât de salaires plus élevés ; quant au bétail, la côte Malabar fournit très peu de troupeaux ; Mahé ne put à cet égard rendre aucun service.

Cependant, si les îles de France et de Bourbon ne pouvaient satisfaire à leurs besoins qu'avec l'apport d'éléments étrangers, l'île de Bourbon était déjà parvenue à produire assez de café pour en exporter. En 1735, elle résolut d'en envoyer dans l'Inde. Nous ne pouvons déterminer si cette initiative revient à M. de la Bourdonnais ou à M. Dumas, l'un ayant remplacé l'autre comme Gouverneur dans le courant de l'année. Le premier envoi, fait à titre d'essai, fut adressé à Mahé par la *Subtile*. Comme l'Inde produit assez de café pour sa consommation propre, il ne pouvait être question de concurrence ; le café de Bourbon devait être écoulé en Perse, où il se vendit en effet dans de bonnes conditions. Le succès de cette opération décida M. de la Bourdonnais à la continuer les années suivantes ; mais, en 1736 et en 1737, la *Subtile* alla directement à Bassora, avec ordre de toucher à Mahé au retour seulement, pour y prendre des ouvriers et surtout des vaches. En 1738, les cafés furent apportés à Mahé par la *Marie-Joseph*. M. de la Bourdonnais, en correspondant ainsi avec l'Inde pour les besoins de sa colonie, y apportait déjà un ton de domination et de supériorité qui froissait les amours-propres et devait,

avec Dupleix, provoquer l'un des conflits les plus rétentissants dont l'histoire ait gardé le souvenir.

Si les archives de la Compagnie des Indes n'avaient été pour la plupart perdues ou détruites au moment de la Révolution, il nous serait sans doute possible de reconstituer d'une façon exacte, année par année, ce que nous appelons aujourd'hui le mouvement des importations et des exportations. A titre de contribution historique, et sans beaucoup espérer que nos renseignements seront tous complétés, nous énumérons ci-après les chiffres qui ressortent de la correspondance connue.

1728. — Sorties de Mahé. — Pour Pondichéry : par la *Minerve* et la *Marie-Gertrude*, 1.577 bars de poivres et 12 bars de cardamome. Le Conseil de Mahé était intéressé dans cette opération pour 1.000 pagodes.

1729 — Sorties. — Pour Pondichéry : par le *Saint-Pierre*, 555 candils de poivre.

1732. — Sorties. — Pour Pondichéry : par le *Souverain*, 582 candils, et par le *Saint-Pierre*, 791.

1734. — Sorties. — Pour France : par le *Cavalier*, 98.517 roupies en poivres, cauris et marchandises de la côte de Coromandel ; et par le *Héron*, 71.463 roupies de poivres, cardamome, bois rouge et bois de sapan. — Pour Pondichéry, 1.364.552 livres de poivres par le *Saint-Pierre*, le *Saint-Joseph* et l'*Indien*.

1735. — Entrées. — De Pondichéry ; par l'*Aventurier*, 67 balles de marchandises de la côte de Coromandel ; par le *Saint-Joseph*, 4.995 pagodes de marchandises ; par le *Saint-Pierre*, 100 milliers de bois rouge et 150 balles de marchandises valant ensemble 14.120 pagodes.

1736. — Sorties. — Pour France : par la *Reine*, 680 candils de poivres.

Entrées. — De Pondichéry : du bois rouge et 290 balles de marchandises valant 168.422 roupies.

1737. — Entrées. — De Pondichéry : par le *Bon-Voyage*, 3.202 roupies en effets, munitions et marchandises ; par le *Duc-de-Bourbon*, 6.057 roupies de marchandises, plus 27.138 roupies de munitions pour le vice-roi de Goa.

Sorties. — Pour France : par la *Thétis*, 820 candils de poivres, 17 quintaux de bois de sapan, 19 candils de cardamome et diverses marchandises ; le tout valant 168.422 roupies.

1738. — Sorties. — Pour Pondichéry : par le *Neptune*, 121 candils de poivres, et par l'*Apollon*, 23 candils. Ce fut l'année où le Conseil de Mahé apporta le plus de négligence dans l'exécution des ordres de la Compagnie.

Le commerce se faisait par des navires appartenant à la Compagnie ou à des particuliers. On sait déjà qu'il fallait diviser ce commerce en deux parties : celui avec la France et celui avec les différents établissements fondés dans l'Océan Indien, en dehors de l'Inde elle-même, depuis le Cap de Bonne-Espérance jusqu'à la Chine et jusqu'à Manille : ce dernier portant le nom plus particulier de Commerce d'Inde en Inde.

Le premier était un monopole absolu de la Compagnie ; lorsqu'elle permettait à des particuliers de charger sur ses navires, c'était une tolérance et une faveur, ce n'était jamais un droit. La Compagnie employait à cet effet des voiliers jaugeant entre 400 et 800 tonneaux, et commandés, soit par des officiers de la marine royale, soit par des capitaines à son service propre : les

premiers étaient généralement les plus appréciés et les plus honnêtes. D'autre part, pour que la navigation se fît dans les meilleures conditions, les navires devaient quitter la France en novembre ou décembre pour repartir de Pondichéry, les premiers en septembre ou en octobre et les derniers au plus tard en janvier, après avoir fait dans l'intervalle un voyage au Bengale, à Achem ou à Merguy. Lorsqu'ils venaient directement de France à Mahé, il était bon qu'ils pussent y arriver du 20 au 25 août au plus tard, s'ils devaient ensuite continuer sur Pondichéry ; après le milieu de septembre, il était presque impossible de doubler le cap Comorin et l'on risquait d'être obligé de rester à la côte Malabar. La date extrême du retour de Mahé en France était, comme pour Pondichéry, fixée à janvier.

Les capitaines et autres officiers avaient le droit de charger pour leur compte une quantité de marchandises déterminée, pour chaque voyage, par la Compagnie ; on leur délivrait alors un port-permis global ou personnel, suivant les cas. Lorsque l'on fraudait, en dépassant la quantité autorisée ou en embarquant des marchandises prohibées, les marchandises couraient le risque d'être saisies à leur arrivée à Lorient et les officiers coupables étaient révoqués ou même condamnés à la prison.

Le commerce d'Inde en Inde utilisait des navires de moindre tonnage, des brigantins et des bots, sans compter la quantité infinie d'embarcations indigènes dont la dimension, la forme et le nom variaient suivant les pays. Ces derniers navires n'allaient jamais en Europe ; on les construisait généralement à Merguy, dans le Pégou, et c'est aussi là qu'on les envoyait au radoub [1].

1. Un navire neuf valait de 12.000 à 15.000 pagodes.

Dans la mauvaise saison, ils allaient souvent hiverner à Achem, à la pointe de Malacca. La Compagnie avait sa flottille et les particuliers la leur. Le commerce n'étant point libre, la Compagnie pouvait obliger les vaisseaux des marchands à prendre ses marchandises au taux habituel du frêt et elle procédait ordinairement de cette façon, s'il s'agissait de petites quantités ; mais, si le chargement était important, elle préférait affréter ou même acheter le navire et c'était alors elle qui offrait à son bord une place au commerce particulier.

Les navires partant généralement à une date régulière et, en tous cas, dans une saison favorable, les accidents de navigation étaient peu nombreux. On n'en cite qu'un à la côte Malabar pendant la période qui nous occupe. C'était en 1729. Au mois de mai, il y eut un violent ouragan ; 22 bâtiments tant grands que petits furent perdus, parmi lesquels le vaisseau l'*Elisabeth*, commandé par Seniquaire et armé par M. Martin, de Surate. Sur les 95 personnes qui composaient l'équipage et les passagers, il n'en fut sauvé que 15, dont le capitaine ; ils trouvèrent refuge à Mahé. La Compagnie perdit sur ce navire 760 roupies de cornalines que M. Martin envoyait à Pondichéry, sans compter du blé et d'autres objets.

Il ne semble pas que les Angrias et les Sauvagis, ces pirates de la côte, aient beaucoup inquiété notre navigation ; ils opéraient surtout du côté de Goa et de Bombay. A la fin de 1736, les Sauvagis nous enlevèrent cependant trois embarcations. Un moment, le Conseil de Mahé songea à entretenir sur la côte un gros bateau pour faire la police de la mer et il fit part de ce projet au Conseil de Pondichéry ; celui-ci estima que les risques

à courir ne correspondaient pas aux dépenses à engager et le projet fut abandonné. Une seule fois, le *Saint-Pierre* escorta les embarcations qui allaient chercher du riz à Mangalore.

Comme pour le commerce, nous voudrions pouvoir donner la liste complète des navires de quelque importance qui entrèrent à Mahé ou en sortirent, depuis l'époque où le commerce y devint régulier, en 1727 ; on se rendrait ainsi un compte plus exact de l'importance de Mahé à ce moment de son histoire. Mais, là encore, les précisions nous manquent, et il faut se contenter d'une nomenclature incomplète.

Nous nous bornerons à indiquer les navires entrés à Mahé ; à la sortie, ce seraient les mêmes noms, à quelques unités près.

1727

La *Minerve*, cap. Frérot de la Butte, 700 tonneaux, 110 hommes d'équipage et 40 canons, o. (o. = origine) Pondichéry, partie le 26 janvier.

La *Solide*, o. France, arrivée à Mahé en septembre.

La *Marie-Gertrude*, cap. Claude Larivière-Pénifort (l'aîné), 350 tonneaux, 57 hommes d'équipage, 14 canons, o. Pondichéry, partie le 13 octobre.

1728

Le *Pondichéry*, o. Pondichéry, parti le 28 décembre 1727, continua sur Moka.

La *Minerve*, cap. Cadion, 113 hommes d'équipage, 26 canons, o. Pondichéry, partie le 26 janvier.

Le *Saint-Joseph*, cap. Saint-Hilaire, 450 tonneaux, 90 hommes d'équipage, o. Pondichéry, parti en janvier, continua sur Bassora.

Le *Maure*, 300 tonneaux, 70 hommes d'équipage, o. Pondichéry, parti le 14 octobre, arriva le 17 novembre.

1729

Le *Saint-Joseph*, o. Pondichéry, parti le 5 février, continua sur Bassora.

Le brigantin *Saint-Ignace*, o. Pondichéry, parti le 11 février.

Le *Saint-Pierre*; cap. Jean Larivière-Pénifort (le jeune), 250 tonneaux, 59 hommes d'équipage, 10 canons, o. Pondichéry, parti le 5 mars.

Le brigantin la *Marie*, cap. La Bourdonnais, o. Pondichéry, parti le 15 octobre, continua sur Goa.

1730

Le *Pondichéry*, o. Pondichéry, parti le 12 janvier.

Le brigantin *Saint-Ignace*, o. Pondichéry, parti le 21 janvier.

Le *Duc-de-Chartres*, o. Pondichéry, parti le 10 février.

Le *Fortuné*, cap. Mahé de la Villebague, o. Pondichéry, parti le 16 octobre.

1731

L'*Union*, cap. Saint-Hilaire, partie le 8 janvier, continua sur Bassora.

Le *Pondichéry*, cap. Finsley, o. Pondichéry, parti le 14 janvier.

L'*Heureux*, cap. Ragousse, o. Pondichéry, parti le 23 janvier, continua sur Goa.

Le *Saint-Pierre*, cap. Duchemin, o. Pondichéry, parti le 5 février.

L'*Entreprenant*, cap. Finsley, o. Pondichéry, parti le 20 octobre.

Le *Saint-Joseph*, cap. La Bourdonnais, vaisseau portugais, parti de Pondichéry le 20 octobre, continua sur Goa.

1732

Le *Saint-Pierre*, cap. Nicolas Duchemin, o. Pondichéry, parti le 12 février.

Le *Saint-Joseph*, cap. Louis Salby, o. Pondichéry, parti le 20 février.

Le *Griffon*, o. France, arrivé en septembre.

Le *Saint-Pierre*, cap. Nicolas Duchemin, o. Pondichéry, parti le 18 octobre.

1733

Le *Pondichéry*, o. Chandernagor, parti de Pondichéry le 31 janvier.

Le brigantin l'*Aventurier*, cap. Deshayes, 50 tonneaux, 20 hommes d'équipage, o. Pondichéry, parti le 8 février.

Le *Maure*, cap. Henri Legrand, 300 tonneaux, 70 hommes d'équipage, 14 canons, o. Pondichéry, parti le 11 février, continua sur Bassora.

Le *Cavalier*, o. Pondichéry, parti en août.

La *Badine*, o. France, arriva en septembre.

Le brigantin l'*Indien*, cap. Dubocage, 100 tonneaux, 30 hommes d'équipage, o. Pondichéry, parti le 15 octobre.

Le *Héron*, o. France, arriva en octobre.

La *Galathée*, o. France, arriva en octobre.

1734

Le *Saint-Pierre*, cap. Nic. Duchemin, o. Pondichéry, parti le 13 février.

Le *Saint-Joseph*, cap. Salby, o. Pondichéry, parti le 26 février.

Le *Jason*, o. Pondichéry, parti le 21 juillet.

La *Galathée*, o. Pondichéry, partie le 4 octobre.

Le *Cavalier*, o. Pondichéry, parti en novembre.

1735

Le brigantin l'*Aventurier*, cap. Ady, o. Pondichéry, parti le 8 février.

Le *Saint-Joseph*, cap. Puel, o. Pondichéry, parti le 12 février.

L'*Union*, cap. Dubois-Rolland, o. Pondichéry, partie le 8 janvier, continua sur Bassora.

Le *Duc-de-Bourbon*, o. France, passa à Mahé vers le 1er septembre, continua sur Pondichéry.

La *Reine*, cap. Boisrion, 450 tonneaux, o. France, arriva le 5 octobre.

Le *Saint-Pierre*, o. Pondichéry, parti le 20 octobre, continua sur Goa.

La *Subtile*, o. les Iles.

1736

Le *Fortuné*, cap. Dubois, o. Pondichéry, parti le 14 février.

L'*Aventurier*, o. Pondichéry, parti le 21 février.

Le *Dauphin*, o. Pondichéry, parti le 21 février.

La *Thétis*, 550 tonneaux, o. France, arrivée à Mahé en août ou septembre, continua sur Pondichéry.

La *Thétis*, o. Pondichéry, partie le 27 octobre.

Le *Maurepas*, 700 tonneaux, cap. de la Garde-Jazier, o. Pondichéry, parti le 22 octobre, arrivé à Mahé le 22 novembre.

Le *Héron*, o. France, arrivé à Mahé le 5 octobre.

Le *Saint-Pierre*, o. Pondichéry, parti fin octobre.

Le *Petit-Indien*, o. Pondichéry, parti fin octobre.

Ces quatre derniers navires étaient destinés à l'ex-

pédition de Moka ; arrivés à la côte Malabar en octobre et novembre 1736, ils en repartirent au mois de février 1737.

1737

L'*Union*, o. Pondichéry, partie le 6 janvier, continua sur Bassora ;

La *Marie*, o. Pondichéry, partie le 23 janvier.

Le *Bon-Voyage*, cap. Dubocage, o. Pondichéry, parti le 6 février.

L'*Aventurier*, o. Pondichéry, parti le 24 février.

Le *Duc-de-Bourbon*, 780 tonneaux, cap. de Marquaissac, o. Pondichéry, parti le 23 octobre, arrivé le 23 novembre, continua sur Goa et Moka.

L'*Entreprenant*, o. Pondichéry, continua sur Surate.

Le *Saint-Pierre*, o. Pondichéry, destiné à Chandernagor, fut rejeté dans le Sud par les vents et arriva à Mahé le 9 décembre.

1738

Le *Pondichéry*, o. Pondichéry, parti le 20 janvier, continua sur Moka.

Le *Saint-Benoît*, o. Pondichéry, parti le 12 février.

Le *Neptune*, vaisseau particulier, o. Pondichéry, parti le 19 février.

L'*Apollon*, 550 tonneaux, o. France, arrivé à la fin d'août.

Le *Dauphin*, 500 tonneaux, o. France, arrivé à la fin d'août.

1739

Le *Maure*, o. Pondichéry, parti le 8 février.

Le *Saint-Joseph*, o. Pondichéry, parti le 15 février.

Le *Stackhoust*, vaisseau anglais, parti de Pondichéry le 23 février.

Il faudrait, pour compléter ce mouvement de la navigation et du commerce, parler de toutes les petites embarcations locales : pattes, galvettes, tonnes, manchoues et autres, qui sillonnaient la mer entre Mangalore et Panana, sous la menace constante des Angrias et des Sauvagis, ou sous l'appréhension de pirates occasionnels, comme Cotte Marquair. Les Hindous n'étant pas cruels, c'étaient plutôt là des risques de navigation que des risques pour la vie. Tandis que l'Européen était parfois travaillé par des idées d'ambition qui créaient autour de lui une activité factice, l'indigène vivait sans souci du lendemain et sans efforts inutiles, comme il convient à un pays où le renoncement à toutes les satisfactions de la terre est considéré comme le but de la religion et de la philosophie.

CHAPITRE X

LES RAPPORTS AVEC LES ANGLAIS ET LES PRINCES INDIENS

La longue période de tranquillité, qui suivit la convention de 1728, ne fut pas cependant tout à fait vide d'événements étrangers. La paix avec Bayanor, dictée par la lassitude, ne fut jamais maintenue que par a crainte ; nos rapports avec les Anglais, un moment pleins de cordialité, ne tardèrent pas à se ressentir des sentiments de jalousie qui les avaient troublés dès leur origine ; la concurrence dans le commerce du poivre nous fit entrer en relations plus étroites avec le roi de Cotiatte ; les prétentions du roi de Canara sur les états du Sud nous entraînèrent, à partir de 1732, dans une série de négociations très compliquées pour le maintien de l'équilibre des forces en présence à la côte Malabar ; enfin, nous sentant nous-mêmes à l'étroit dans les frontières qui nous avaient été tracées par le traité de 1726, nous envisageâmes la possibilité de déborder ces frontières et même de fonder sur d'autres points de la côte des établissements nouveaux.

L'exécution des clauses contenues dans le traité de 1726 et la convention de 1728 ne souleva pas de sérieuses difficultés. Nous avions promis à Bayanor, par un article secret, de lui payer 150.000 fanons comme indemnité de guerre ; une partie lui fut payée comptant et le reste par acomptes successifs ; la dette fut complètement éteinte

en 1730. Le roi de Cotiatte, qui nous avait donné quelque appui pendant la guerre, devait de son côté recevoir 60.000 fanons. M. Trémisot se flatta de pouvoir éviter le paiement intégral de cette somme en usant de patience et, malgré les injonctions du Conseil supérieur, il ne paya rien jusqu'en 1730. Ses efforts furent couronnés de succès; le roi de Cotiatte, fatigué d'attendre, aima mieux réduire sa créance par une transaction et l'affaire fut conclue pour 18.000 fanons. Nous avions promis aux Anglais de raser le fort avancé de Caricounou, qui les inquiétait; ils devaient de leur côté raser le fort de Ponteni menaçant pour Mahé. Nous tînmes parole dès 1728; mais à Tellichéry, le nouveau chef du comptoir, M. John Braddyl, se pressa beaucoup moins. Avant de nous donner satisfaction, il préféra savoir si Coyonnaire exécuterait lui-même les conditions qu'on lui avait imposées; or Coyonnaire mit plus de deux ans avant de s'incliner devant les faits accomplis; il ne se soumit qu'au mois de juillet 1730. La même année et presque à la même époque, le Conseil supérieur ratifia la convention de 1728.

Comme l'administration de M. Adam avait correspondu à une longue période d'agitations, de guerres, de troubles et de malaises, celle de M. Braddyl, qui dura près de cinq ans, du 10 mars 1728 au 17 décembre 1732, se trouva coïncider dans son ensemble avec une paix à peu près générale. Toute trace des querelles anciennes avait disparu, tout sentiment de jalousie paraissait éteint, on ne se disputait plus pour le poivre et le commerce était florissant.

Nous exposerons maintenant les événements de poli-

tique étrangère, généraux ou particuliers, où nos intérêts se trouvèrent plus ou moins directement engagés.

Dans une intention dont les mobiles nous échappent, Bayanor avait eu l'idée, en juillet ou en août 1728, de nommer M. Trémisot l'un de ses régidors ou conseillers, et celui-ci, flatté sans doute de ce titre, l'avait accepté. M. Adam était bien régidor du Samorin ; pourquoi M. Trémisot ne le serait-il pas de Bayanor? Ce titre lui permettrait peut-être de diriger la politique de ce prince. Le Conseil supérieur craignit au contraire que Bayanor, considéré comme fier, turbulent et hautain, ne se servît de notre autorité morale pour chercher noise à ses voisins ou mieux pressurer ses sujets. Il invita, en conséquence, M. Trémisot à renoncer à toute gloriole et à répudier par avance un rôle de médiateur qui pourrait l'entraîner dans des aventures, et comme le chef de notre comptoir faisait la sourde oreille, il en reçut l'ordre formel par lettre du 31 janvier 1729. Il est probable que le Conseil fut plus clairvoyant que M. Trémisot.

Les années 1728 à 1730 virent disparaître trois des souverains qui régnaient dans le voisinage de Mahé ; Ali-Raja de Cannanor (1728), le Samorin de Calicut (1729) et le roi de Cotiatte (1730). Ali-Raja mourut en allant à la Mecque et sa succession se régla naturellement. Le Samorin fut remplacé selon l'usage par son second, et, selon l'usage également, les Hollandais et les Anglais allèrent aussitôt le visiter avec des présents ; notre représentant attendit plus de quinze mois pour remplir les mêmes formalités, aussi dispendieuses qu'indispensables. En mettant si peu de hâte à s'acquitter de cette mission qu'il savait pourtant nécessaire, M. Trémisot semble s'être surtout proposé d'éviter des conversations directes avec le Samorin sur une question vitale

pour Calicut, quel que fût le roi, c'est-à-dire l'appui contre les Hollandais toujours vainement espéré par le souverain. M. Trémisot reçut l'ordre formel de ne faire aucune promesse de nature à compromettre la paix que nous entretenions avec tous les étrangers.

On se souvient qu'au cours de notre guerre avec Bayanor en 1726, le vice-roi de Goa nous avait prêté quelques secours [1]; nous fûmes en situation de lui rendre le même service en 1731. A ce moment, la situation des Portugais dans l'Océan Indien était des plus précaires; les Marates les menaçaient par terre, les Angrias les inquiétaient sur mer et, dans le golfe d'Oman, sur la côte d'Afrique, ils venaient (début de 1730) de subir un désastre sans précédent. A la suite de violences exercées par le Gouverneur de Mombaz, — qui avait enlevé la femme d'un grand marchand du pays, — la population s'était soulevée; la flotte envoyée pour la réduire avait péri tout entière, avec 3.000 hommes, dans une tempête au travers des îles Laquedives et l'on n'avait recueilli que des épaves rejetées à la côte malabare. Le danger marate était toutefois pour l'Inde le plus pressant. Le hasard voulut qu'en cette heure critique, M. de la Bourdonnais, au retour d'une expédition commerciale à Moka effectuée pour son compte, passât à Goa. Il offrit au vice-roi d'aller demander des secours à Pondichéry; sa proposition fut acceptée et il partit aussitôt

1. Il nous a été impossible de déterminer quels furent exactement ces secours; nous savons seulement qu'au début de l'année 1730, le Conseil de Pondichéry, ayant appris par hasard que les matériaux qu'on nous avait prêtés n'avaient pas tous été rendus, envoya le *Saint-Joseph* à Goa avec 33.225 clous de doublage, de tillac, de pompe et de bordage, 4 barils de poudre et 1200 barils de braye, reçus par M. Baudran de la Mettrie en 1726.

sur un vaisseau portugais, nommé le *Saint-Joseph*, dont il prit le commandement. Il fut assez heureux pour réussir dans sa mission et repartit de Pondichéry vers le 15 octobre 1731 avec des munitions de toute sorte. Au cours de ce voyage, il devait toucher à Mahé et se concerter avec le Conseil pour lever des lascars ou matelots indigènes et faire provision de bois. M. de la Bourdonnais eut également la permission de prendre à Mahé, sur l'effectif de la garnison, 22 soldats portugais qui s'y trouvaient engagés, 100 soldats topas et 2 canonniers ; mais il ne devait prendre ni officiers, ni soldats européens. Afin de ne pas démunir la garnison, le Conseil supérieur la compléta immédiatement par 122 soldats topas envoyés par l'*Entreprenant*.

Les officiers furent très mécontents de ne pouvoir faire campagne et nous apprenons, par une lettre du Conseil supérieur du 24 janvier 1732, que cette permission ne fut pas accordée à cause de M. de la Bourdonnais. Déjà ce dernier commandait plutôt qu'il ne demandait et ses prétentions ne convenaient pas toujours. La lettre précitée est adressée au Conseil de Mahé et non pas à M. Trémisot : « Vous nous dites, est-il écrit, que vous n'avez donné aucun officier, au grand mécontentement de la plupart de ceux de la garnison. Nous ne voyons d'où peut venir ce grand mécontentement, si ce n'est de l'envie ou, pour mieux dire, de l'habitude où l'on est à Mahé de donner aveuglément dans les idées du sieur Bourdonnais. Nous savons que vous n'êtes pas les maîtres de lui rien refuser, tant est grand l'ascendant qu'il a pris sur l'esprit de M. Trémisot. C'est pour cela que nous vous avons dit positivement de ne lui donner ni officiers ni soldats français. »

Grâce aux secours qui lui furent donnés, le vice-roi de Goa put conjurer le danger qui le menaçait.

La guerre entre le vice-roi de Goa et les Marates se faisait au loin et n'avait aucune répercussion à la côte Malabar ; il en fut tout différemment, à partir de 1732, à la suite de difficultés survenues entre le roi de Bednour et Colastry. Le roi de Bednour émit la prétention d'imposer sa suprématie à Colastry ; il n'en fallait pas davantage pour mettre en émoi tous les roitelets du pays et les étrangers eux-mêmes, qui se sentaient du même coup menacés dans leurs établissements.

Nous entrons alors dans une période plus confuse qu'agitée, où la perfidie régna en maîtresse. Les guerres ne sont préparées qu'avec le désir secret de les voir arrêtées par quelque trahison opportune ; on engage des négociations pour les faire échouer, et si d'aventure on arrive à un accord, l'accord est violé du fond du cœur avant même d'être conclu. Ce sont choses d'Orient dont il ne faut ni s'indigner ni s'étonner ; autant qu'elle peut durer, la duplicité est la sauvegarde des peuples sans force et sans cohésion. Et c'était vraiment l'anarchie qui régnait alors à la côte Malabar. Il y avait bien quelques souverains, titulaires d'une vague parcelle d'autorité, mais en fait personne n'obéissait et l'argent manquait toujours. Chacun regardait du côté de Tellichéry ou de Mahé, d'où la corruption et les espérances s'écoulaient avec les roupies et les fanons, et l'on se composait une attitude ou un visage suivant les satisfactions obtenues.

Pour la compréhension des événements, il nous faut remonter en 1727. Vers la fin de cette année, à la suite de démêlés où il semble que la ruse ait eu plus de suc-

cès que la force, Cheriquel tomba entre les mains d'Ali-Raja. Celui-ci ne maltraita point son prisonnier ; mais il profita de la circonstance pour lui arracher d'importantes concessions. Cheriquel, rendu à la liberté, oublia ses promesses comme il était naturel, et ne songea qu'à la guerre. Mais c'est ici qu'apparaît la faiblesse fondamentale de tous ces princes indigènes, chefs de clans plutôt que chefs d'états. Cheriquel ne put associer à sa cause même les membres de sa propre famille. Il dut faire appel aux Anglais. Mais, précisément à cette époque, les Anglais avaient besoin de ménager Ali Raja dans l'intérêt de leur commerce; ils refusèrent donc tout concours d'hommes et d'argent. Cheriquel finit cependant par obtenir l'appui du roi de Cotiatte, et, dans le cours de 1728, ces deux princes infligèrent quelques pertes à Ali-Raja. C'est vers ce moment que ce dernier partit pour le pèlerinage de la Mecque, où il fut empoisonné, dit-on, par l'un de ses Ministres. La guerre continua sous son successeur avec une force de 14 à 15.000 hommes et elle dura encore plus de deux ans, avec des alternatives de succès et de revers.

Cheriquel, décidé à en finir, sollicita de nouveau le concours des Anglais, qui le lui refusèrent encore une fois. Il ouvrit alors des négociations avec les Hollandais de Cannanor, en leur offrant l'île de Darmotte, dont la possession était nécessaire au commerce de Tellichéry. Plutôt que d'avoir les Hollandais comme voisins, M. Braddyl préféra sacrifier Ali-Raja. Par accord du 2 novembre 1730, il promit à Cheriquel de l'argent et des munitions, moyennant le monopole du commerce dans le pays d'Iruvelinad et l'île de Darmotte ; on se rappelle que, conformément aux traditions, mais contrai-

rement à la réalité, les Anglais s'obstinaient à reconnaître la suprématie de Cheriquel, non seulement sur ces pays, mais sur l'État de Bayanor lui-même. Ali-Raja, enveloppé par des forces supérieures, entra en composition avec ses ennemis et, par traité du 9 juin 1731, consentit à leur payer immédiatement une indemnité de 100.000 fanons et pareille somme quatre mois plus tard. M. Braddyl l'ayant appris, réclama aussitôt le remboursement des sommes qu'il avait avancées ; mais Cheriquel répondit : « Le présent traité n'a été signé que pour me donner quatre mois de répit. »

Avant que ce délai fût écoulé, la guerre avec le Canara était commencée. Nous avons deux versions contradictoires de l'origine de cette guerre. Dans une lettre du 26 mars 1751, adressée à M. Dupleix, M. Louet, alors chef du comptoir de Mahé, rappelant le passé, raconte que devant l'impuissance où il se trouvait de réduire Ali-Raja, et en présence du refus des Anglais de lui prêter le moindre secours, Cheriquel aurait recherché l'appui du Canara, lui promettant subsides et vassalité s'il l'aidait à subjuguer le sultan de Cannanor et les autres petits princes qui, depuis cinquante ans, s'étaient soustraits à l'autorité de Colastry[1]. M. W. Logan raconte au contraire dans son ouvrage sur le Malabar (t. II, p. 362) que Cheriquel provoqua lui-même la guerre contre le Canara. Les emprunts qu'il aurait faits à Tellichéry, notamment ceux du 10 mai 1731, devaient lui permettre de combattre les Canarais aussi bien que les Musulmans.

Ces deux versions ne sont pas inconciliables ; dans les profondeurs de l'âme orientale, il n'est rien qui ne s'as-

1. A. Col., C² 89, p. 49 et suiv.

socie. Cheriquel avait des griefs particuliers contre Ali-Raja qui l'avait fait prisonnier ; mais il n'en avait pas moins contre les membres de sa propre famille et contre tous les roitelets malabars qui naguère encore le reconnaissaient comme chef et maintenant se moquaient de son autorité. Une diversion extérieure pouvait rétablir sa suprématie soit qu'il réunît toutes ces forces éparses contre l'ennemi commun, soit que, l'anarchie continuant, il s'unît lui-même à l'ennemi du dehors contre ses propres vassaux, et la suite des événements nous apprend qu'il pratiqua ces deux politiques.

Il s'attaqua d'abord au Canara. Ce pays, longue bande de terre riveraine de la mer depuis la rivière de Nileswaram au Sud jusqu'aux environs de Goa au Nord, appartenait depuis près d'un siècle aux rois de Bednour ; il avait été conquis par le grand roi Sivappa Naïak, mort en 1671. Sivappa descendait lui-même d'une famille de riches fermiers qui tenait le Gouvernement de Bednour, sous les rois de Bijanagar, et qui se rendit indépendante après la célèbre bataille de Talicot (1564), où ce royaume disparut. Le titre de roi ou raja fut pris pour la première fois par Sivappa. C'était un de ses arrière-petits-fils, Somasekhara, qui régnait en 1732. Ce souverain n'était peut-être pas un puissant monarque, mais il avait derrière lui le succès et à ses côtés une grande étendue de pays. Il devait nécessairement triompher de Cheriquel.

La guerre s'engagea dans les derniers jours de 1731. Cheriquel la commença en donnant la course à des embarcations canaraises avec des manchoues empruntées à Tellichéry ; les Canarais, pour punir les Anglais de ce concours, ripostèrent en arrêtant plusieurs bateaux de Bombay, et, portant en même temps les hostilités sur

terre, envahirent le nord du Cartenate jusqu'au mont Delhi, d'où l'on aperçoit Cannanor dans le lointain. Ils arrivèrent en peu de temps jusqu'à la rivière de Villapatnam à trois lieues au nord de cette ville, la franchirent, et se trouvèrent au mois d'octobre au centre même des possessions d'Ali-Raja.

La situation était critique, tant pour ce prince que pour Cheriquel, unis pour un instant dans une commune infortune. Ce fut pour Cheriquel l'occasion de changer de politique. Avec autant de résolution qu'il avait combattu le roi de Bednour, il ouvrit des négociations avec son général, nommé Ragonatt, et, par accord conclu à la fin d'octobre, promit de céder à son maître le pays entre la rivière de Nileswaram et celle de Villapatnam. Ce pays ne devait être toutefois que tributaire du Canara ; mais le Canara pourrait y occuper trois forteresses, l'une à Madacaura, l'autre à Cavi et la troisième à Nileswaram. Le pays au Sud de la rivière de Villapatnam, usurpé en partie par Ali-Raja, reviendrait à Cheriquel, qui recevrait en outre assistance contre ses sujets rebelles et notamment contre le Sultan et ses musulmans, nommés sur cette côte les Maplets. En conséquence de cet accord, Cheriquel et Ragonatt marchèrent contre Cannanor au mois de janvier 1733 ; mais dans deux circonstances leurs troupes furent repoussées avec perte.

La guerre, en se rapprochant, n'était pas sans inquiéter les Anglais et même les Français. Les Anglais se trouvaient les plus menacés ; si les succès de Bednour continuaient, c'était Cotiatte en danger, l'île de Darmotte passant aux mains de l'ennemi et tout leur commerce de poivre compromis. De plus, les Anglais, comme tous les états de cette côte, tiraient presque tout leur riz du

Canara et la guerre leur fermait le marché de Mangalore. Dès 1729, le roi leur avait interdit de tirer de ses états tout approvisionnement; il ne voulait pas que, sous prétexte de nourrir les Européens, le comptoir de Tellichéry pût acheter assez de provisions pour en céder aux indigènes. La consigne, un instant levée en 1731, devint plus stricte après que les Anglais eurent prêté leurs manchoues à Cheriquel, et bientôt la disette se fit sentir à Tellichéry.

Le roi de Canara n'avait pas à notre égard des sentiments aussi malveillants. Plus éloignés de ces États, nous lui apparaissions, au contraire, comme le contrepoids nécessaire aux ambitions anglaises, et lorsque le commerce de Canara fut interdit à nos voisins, il nous suffit d'envoyer M. Louet à Mangalore pour qu'il obtînt du roi la confirmation de nos privilèges (fin 1729). Plus tard, au début de 1732, lorsque les Anglais prirent parti pour Cheriquel, le roi de Canara songea un instant à contracter avec nous une union plus étroite en nous offrant un établissement dans ses États. La proposition nous en fut faite comme par hasard, au cours d'un voyage de M. Bunel à Mangalore. Le Gouverneur de la ville, sans doute autorisé par son maître, lui conseilla vivement d'aller jusqu'à Bednour pour s'entendre avec le roi au sujet de cet établissement, lequel, dans sa pensée, devait se trouver entre Mollequin et Barcelor, à l'embouchure d'une petite rivière, où nos embarcations pourraient entrer facilement. Nous y aurions eu les mêmes privilèges que les Portugais, pour y faire commerce de poivre et de riz. Le Conseil de Pondichéry ne fut pas d'avis d'accepter cette proposition. Pour réussir, il aurait fallu envoyer une députation à Bednour, dépenser beaucoup

d'argent, faire de nombreux cadeaux ; le Conseil estima que la création d'un nouveau comptoir ne justifiait pas ces sacrifices. Cependant, si le roi de Canara voulait nous permettre de fonder une simple loge, qui serait plutôt un magasin qu'un comptoir, le Conseil de Mahé restait libre de bâtir une maison et d'y faire résider un employé avec un écrivain et quelques serviteurs.

La guerre battant son plein, notre situation, pour être moins critique que celle des Anglais, n'en fut pas moins délicate. Si, à Mahé nous n'avions encore rien à craindre d'une invasion de troupes du Canara, il nous fallait pourtant envisager la possibilité de succès nouveaux qui compromettraient l'indépendance de notre établissement et il importait en même temps de ne prendre aucune mesure caractérisée qui pût nous fermer le marché de Mangalore. C'était ouvrir à la diplomatie, comme on l'entend dans l'Inde, les plus belles perspectives et nous ne fûmes pas, à la vérité, inférieurs à Cheriquel en souplesse et en ingéniosité.

M. Braddyl ouvrit le jeu des négociations. Avant même que la rivière de Villapatnam fût franchie par Ragonatt, il fit des ouvertures à M. Trémisot pour parer aux dangers qui pourraient survenir. Le Conseil de Mahé ne répondit pas aussitôt ; il préféra attendre que Ragonatt eût menacé le pays d'Ali-Raja et cette prudence fut appréciée à Pondichéry, où l'on estima qu'ayant toujours vécu en bonne intelligence avec le Canara, il ne fallait point précipiter les événements, mais plutôt rester dans l'expectative. Il nous serait toujours plus aisé, pensait le Conseil, de nous entendre avec le Canara qu'avec les Anglais ; au cas où Ragonatt voudrait aller de l'avant, il y avait peu de chances que son armée, com-

posée surtout de cavaliers, s'avançât jusqu'à Tellichéry, protégé par des montagnes, et encore moins jusqu'à Mahé.

Au surplus, ni à Pondichéry ni à Mahé, on ne semble avoir désiré s'entendre avec M. Braddyl. Depuis un an, les relations étaient devenues difficiles avec ce dernier. Après son remplacement par M. Law, à la fin de décembre 1732, nous commençâmes toutefois à écouter plus favorablement les propositions anglaises. D'ailleurs à ce moment-là, Ragonatt entrait dans les terres d'Ali-Raja.

M. Et. Law n'était point un inconnu pour les Français; il avait été longtemps membre du Conseil de Tellichéry et passait pour un homme conciliant. « Nous apprenons avec plaisir le départ de M. Braddyl, écrivait-on de Pondichéry à Mahé le 13 février 1733 [1], et que M. Law soit venu lui succéder. Celui-ci étant d'un caractère plus traitable, vous trouverez en lui plus de dispositions à vivre en bonne intelligence. »

Toutefois, avant d'accéder aux propositions anglaises, M. Trémisot, écoutant des suggestions venues aussi bien de Cannanor que de Bednour, essaya d'être le médiateur d'une entente entre le Sultan et le roi de Canara. Ce dernier lui renouvela à cette occasion la proposition de fonder un établissement commercial en ses États; mais en faisant cette offre, le roi de Canara avait beaucoup moins pour but de préparer une paix générale que de neutraliser les Français dans la lutte qu'il soutenait depuis quatorze mois et se proposait de poursuivre, au besoin contre les Anglais, jusqu'à la conquête de tous les États malabars.

1. Arch. Pond., t. 60, p. 392.

Quand on juge une politique par les événements survenus dans la suite, on a peine à comprendre pourquoi M. Trémisot n'a pas fait alliance avec le Canara. Mais, à ce moment, les Anglais n'étaient pas encore nos ennemis ; ils n'étaient que nos rivaux, et contre l'Indien, tous les intérêts européens s'entendaient. On désirait l'affaiblissement d'un rival, mais non sa disparition : la présence d'un concurrent permettait des intrigues à l'infini et, en cas de nécessité, des solutions dilatoires. Vingt ans plus tard, on raisonnera tout différemment.

M. Trémisot ne réussit donc pas dans sa médiation, et cependant ses efforts ne furent pas inutiles. Il s'entendit avec les Anglais. Par un accord du 1er février, dont nous n'avons pu retrouver le texte, il promit d'assister M. Law dans toute négociation, coalition ou tentative qui aurait pour but d'arrêter le progrès des armées canaraises et de contribuer pour les deux tiers dans toutes les dépenses pouvant résulter du développement de cette politique. L'affaire fut conclue après plusieurs conférences et soumise aussitôt au Conseil de Pondichéry. Pour lui forcer sans doute la main, on lui dépeignait la situation de la Côte Malabar comme désespérée, et le Conseil, sans y rien comprendre, ratifia l'accord dès le mois suivant.

Quelles ne furent pas sa stupéfaction et sa douleur d'apprendre par une lettre du Conseil de Mahé du 6 août, que non seulement l'accord du 1er février n'avait jamais présenté le moindre caractère d'urgence, mais que, depuis cette époque, M. Trémisot, le jugeant un peu tard trop favorable aux Anglais, cherchait à en éluder les dispositions essentielles et voulait faire à M. Law de nouvelles propositions. M. Trémisot pensait sans doute

que les succès du Canara s'étant arrêtés, l'accord avec les Anglais n'avait plus raison de subsister. Il ne fut pas malaisé au Gouverneur Lenoir de faire observer à M. Trémisot combien sa conduite était à la fois illogique et imprudente. Il était possible, disait-il, que l'accord conclu fût plus favorable aux Anglais qu'il n'eût convenu, mais ces observations, si judicieuses qu'elles fussent, arrivaient trop tard. M. Law avait écrit au Conseil supérieur ; notre parole était engagée ; il fallait la maintenir. Sans doute il eût mieux valu rester sourd aux propositions de M. Law, comme on avait fermé l'oreille à celle de M. Braddyl ; la prise des forts d'Ali-Raja et même celle de Tellichéry nous importait fort peu ; en ne donnant pas prise aux réclamations du Canara, nous n'aurions jamais eu rien à craindre pour Mahé. Maintenant le mal était fait ; il fallait en prendre son parti et, bon ou mauvais, exécuter le traité du 1er février dans son intégralité.

Cette réponse est du 6 septembre [1]. Pour se conformer aux prescriptions qu'elle imposait, M. Trémisot eut une conférence avec les Anglais au fort de Moilan, le 27 du même mois. Les Français notifièrent aux Anglais les ordres qu'ils avaient reçus d'exécuter le traité du 1er février et l'on en discuta aussitôt les moyens. Il parut aux Anglais que la meilleure méthode était de réunir des fonds et de commencer à agir sur les princes malabars en vue de les associer dans une action commune contre le Canara ; ils engagèrent aussitôt des négociations à cet effet.

Il nous faut maintenant un fil d'Ariane pour nous

1. Arch. Pond., t. 61, p. 406 et suiv.

guider dans le dédale des pourparlers et des compromissions.

En même temps que M. Trémisot s'entretenait avec M. Law, il envoyait M. Louet à Mangalor afin de préparer une paix séparée entre Ali-Raja et le roi de Bednour et rendre ainsi sans objet tout l'effort de la diplomatie anglaise.

Les Anglais l'ayant appris s'en plaignirent vivement par lettre du 4 octobre. M. Trémisot put répondre tranquillement qu'il n'y avait aucune contradiction dans sa conduite. Ne travaillait-on pas de part et d'autre à la paix générale ? Une guerre éventuelle n'était qu'un moyen d'y parvenir. Tel était l'esprit de l'accord du 1er février ; mais si l'on pouvait arriver au même résultat par d'autres moyens, qui pouvait s'en plaindre?

Sans élever d'objections essentielles contre cette manière de voir, M. Law, dans une nouvelle conférence qui eut lieu encore à Moilan le 15 octobre, demanda aux Français de l'admettre en tiers dans leurs négociations avec le Canara. M. Trémisot refusa, sous prétexte que les Canarais et les Maures avaient trop de haine contre les Anglais et qu'il ne servirait à rien de faire de telles ouvertures. Et nos négociations avec le Canara continuèrent ; seulement nous fîmes part aux Anglais de toutes nos démarches. Le 16 octobre, M. Trémisot écrivit à M. Law que M. Louet était parvenu à obtenir une suspension d'armes ; le 19, il l'invita aux conférences pour la paix ; le 24, il lui envoya les propositions des belligérants et enfin, le 4 novembre, il l'informa que les parties ne pouvant s'entendre, tout était rompu [1].

1. Arc. Pond., t. 61, p. 12.

M. Law, vexé peut-être d'avoir été écarté des négociations, entreprit de démontrer que rien n'était impossible avec de l'argent. Il entra en conversation avec le Canara par des intermédiaires aussi discrets que mystérieux ; et, dans les derniers jours de 1733, on apprit officieusement à la Côte Malabar la conclusion d'une entente avec le roi de Canara, aux dépens du Sultan de Cannanor.

Le Conseil de Pondichéry l'ayant su par la rumeur publique, s'en plaignit à M. Law et au Conseil de Madras. Pourquoi protégeait-on Ali-Raja en février et le sacrifiait-on en décembre ? Cela dépassait toute imagination, et M. Lenoir avouait ne plus rien comprendre aux événements survenus à la Côte Malabar.

Il se fût trompé à moins ; le Conseil de Mahé ne l'informait de rien. Tout ce que le Conseil supérieur savait, il l'apprenait par des lettres de Tellichéry. Il se trouva ainsi dans l'obligation de demander des explications à Mahé, qui les lui fournit seulement par lettre du mois d'avril 1734 ; encore, dans cette lettre, le Conseil de Mahé se plaignit-il amèrement que Pondichéry contrecarrât sa politique par une correspondance inopportune avec les Anglais. Le Conseil supérieur lui répondit avec justesse et modération : « Si vous nous eussiez donné avis dans le temps de la négociation de M. Louet et de ce qui s'est passé à cette occasion entre vous et les Anglais, vous nous auriez évité le chagrin de vous reprocher votre négligence et à vous la peine de vous justifier par un raisonnement aussi mal fondé qu'il est injurieux au Conseil. Nous ne sommes point si jaloux de notre autorité qu'elle nous fasse tomber dans des craintes déraisonnables. Si nous avons quelques craintes, elles ne pro-

viennent que du zèle que nous avons pour les intérêts de la Compagnie, qui demanderaient que vous fussiez plus exacts à nous rendre compte de votre gestion. Ce n'est point non plus le désir actuel de vous trouver en faute qui nous fait vous dire notre sentiment sur votre conduite ; nous vous disons sincèrement ce que nous pensons et souhaiterions fort que vous agissiez de même avec nous[1]. »

Peu de jours après l'envoi de cette lettre, il en arriva une autre de Mahé, datée du 10 mai. Les termes devaient être plus offensants encore, si l'on en juge par la réponse du Conseil supérieur. « Vous dites que vous êtes las d'entrer en congé avec nous ; il y a longtemps que nous en sommes las aussi. C'est ce qui nous a fait prendre le parti d'envoyer à la Compagnie vos lettres et les nôtres dans le dessein de ne plus vous demander d'explications et de mettre fin à toute discussion. Ce parti, loin de vous réussir, n'a servi qu'à vous aigrir davantage et vous n'avez plus gardé de ménagements dans vos lettres qui sont des plus offensantes. Nous vous avons déjà écrit ce que nous pensions[2]. »

Il nous est assez difficile, à si longue distance et au milieu de combinaisons si fuyantes, de déterminer exactement, sur le fond même des négociations, qui avait raison, de Pondichéry ou de Mahé ; nous notons simplement au passage, parce que c'est un fait, que nos intérêts extérieurs, dans les Dépendances, n'étaient pas toujours suivis avec méthode ni avec discipline.

Le désaccord entre les deux Conseils reposait en réa-

1. Arch. Pond., t. 61, p. 13. — Lettre du 19 mai.
2. Arch. Pond., t. 61, p. 17. — Lettre du 17 juin 1734.

lité sur l'exécution du traité du 1er février 1733. Pourquoi, après l'avoir signé, le Conseil de Mahé avait-il cherché presque aussitôt à en éluder les clauses ? Nous en trouvons l'explication dans deux lettres adressées à la Compagnie par le Conseil de Mahé le 15 janvier 1735.

Dans l'une, M. Trémisot explique qu'après s'être mis d'accord avec M. Law, il s'était aperçu très vite qu'en contribuant pour les deux tiers dans les dépenses communes, il avait signé un accord trop onéreux pour la Compagnie « par la dépense considérable où les Anglais allaient nous jeter par leur peu de bonne foi et pour leur propre et unique intérêt, sous l'ombre du bien commun, sans autres fruits que pour eux, et par l'empire que ce moyen leur faisait prendre sur tous les Malabars à notre préjudice ».

Pour se tirer de l'impasse où il croyait s'être engagé, M. Trémisot proposa à titre de correctif que, dans le cas où, par suite d'une action commune, le Canara serait chassé des États de Cheriquel, ce prince paierait une indemnité aux Français. En soulevant cette question, M. Trémisot pensait pouvoir rendre inutile et même gênant pour les Anglais le traité du 1er février. Ses prévisions ne le trompèrent pas. Plutôt que de reconnaître aux Français le principe d'une indemnité, M. Law n'insista plus pour l'exécution du traité et la coalition projetée par lui fut ajournée.

Notre sortie, équivalant à une rupture du traité du 1er février, ne troubla cependant pas nos rapports avec les Anglais ; ils continuèrent en apparence de rester aussi réguliers et aussi amicaux que par le passé ; seulement de part et d'autre la cordialité et la confiance avaient disparu. M. Trémisot restait sur ses gardes et ne

le dissimulait point. Dans sa seconde lettre du 15 janvier 1735, adressée également à la Compagnie, il exprimait en ces termes les motifs de sa réserve : « Aujourd'hui, nous vivons avec les Anglais de façon à ne point leur donner prise sur nous, sans leur rien donner à connaître de ce que nous pensons de leur façon d'agir avec nous, remplie de mauvaise foi et de faux-fuyants dans tous leurs procédés. C'est la véritable et seule manière de vivre avec eux pour ne point être la dupe de leurs manœuvres secrètes et en sous main, sans tant d'alliances ni traités ; car ils ne s'y tiennent qu'autant qu'ils leur sont avantageux et il ne leur manque point de prétexte pour s'en dégager, quand bon leur semble. »

Pendant ce temps, les opérations militaires contre Ali-Raja étaient suspendues ou avaient cessé d'être actives. Tel était le résultat de la convention secrète des Anglais avec le roi de Bednour. Les Anglais profitèrent de cette accalmie pour donner suite à une idée qu'ils poursuivaient depuis longtemps : occuper l'île de Darmotte. Cette île, située à environ deux milles au nord de Tellichéry, appartenait à Cheriquel au temps de sa grande puissance ; elle était alors partagée entre Ali-Raja et le roi de Cotiatte. Or, d'après des bruits assez vagues, il était question que Cotiatte cédât ses droits aux Français, et, en effet, à la fin de 1734, des pourparlers furent engagés avec Mahé en vue de cette rétrocession. Le roi de Cotiatte nous demandait seulement de mettre quelques troupes à sa disposition pour garder son palais de Nettour et nous permettait d'avoir deux magasins ou bancassals dans l'intérieur de son pays. La possession de Darmotte et de ces deux magasins était un coup mortel pour Tellichéry. Ajoutons que

l'île de Darmotte passait pour pouvoir produire de 7 à 800 candils de poivre.

Le Conseil de Pondichéry consulté, estima que cette proposition nous était très avantageuse. En dehors de l'accroissement de notre commerce, il y voyait encore un moyen de contenir Bayanor, dans le cas où ce prince voudrait nous créer quelques difficultés. Mais n'était-il pas à craindre que les Anglais, nous voyant si près d'eux dans le Nord et se trouvant à peu près sevrés de tout commerce avec Cotiatte, ne voulussent former contre nous une ligue avec Ali-Raja et le Canara ? Nous aurions été ainsi amenés à la guerre ou du moins à un effort financier qui aurait excédé nos forces. D'autre part, si nous refusions l'offre de Cotiatte, il était à présumer que ce prince se tournerait du côté des Anglais. Toutes choses mises en balance, le Conseil supérieur conclut qu'il valait mieux accepter la proposition de Cotiatte, occuper Darmotte et y mettre garnison.

Mais, pendant qu'il délibérait, les Anglais agissaient. Ils avaient vite percé le secret de nos négociations, et tout en étant au mystère, ils avaient de leur côté engagé des pourparlers discrets avec Ali-Raja pour se faire céder les droits qu'il pouvait avoir sur Darmotte (octobre 1734) et, pour intimider Cotiatte, avaient fait avancer l'armée canaraise jusqu'à la rivière d'Anja-Kandri, limite de l'île du côté du Nord. Ce fut le 3 février 1735 que se passa cet événement ; Cotiatte craignit d'être envahi et entra aussitôt en conversation avec les Anglais. Ses propositions reçues à Tellichéry, le 7 février, à deux heures du matin, furent examinées dans un conseil tenu à huit heures ; elles comportaient la cession de Darmotte, moyennant quoi les Anglais se faisaient

forts d'obtenir le retrait de l'armée canaraise. Dans l'après-midi du même jour, les capitaines Slawghter et Mendoza occupaient l'île avec 400 hommes.

La cession de Darmotte aux Anglais ne modifia pas nos rapports avec Cotiatte ; nous comprîmes aisément que ce prince avait dû se soumettre à la nécessité et nous ne songeâmes pas un instant à lui demander la moindre compensation. Mais elle modifia la politique des Anglais. Jusqu'alors M. Law s'était efforcé d'éviter toute guerre où ils fussent directement impliqués ; il avait même pu, ce qui valait mieux encore, paralyser toutes les opérations militaires, quelles qu'elles fussent. Quand il vit Tellichéry protégé du côté du Nord par la possession de Darmotte, le péril canarais, conjuré par lui avec infiniment d'habileté, lui parut plus redoutable que jamais ; les Canarais étaient en effet toujours dans les environs de Cannanor. Il reprit alors, avec la volonté de réussir, le projet de coalition conçu deux ans auparavant ; mais l'année 1735 se passa sans qu'il pût arriver au moindre résultat. Cheriquel, pivot de la combinaison, ne voulait point rompre le premier avec le Canara et cette prudence était compréhensible. Cotiatte, déjà engagé dans la lutte, ne comptait pas ; mais il restait les Français. M. Law vint à Mahé le 31 mars ; il ne put toutefois s'entendre avec M. Trémisot. Tous deux assurément désiraient la paix ; mais ils la poursuivaient par des voies différentes, M. Law la voulait à la suite d'une guerre qui eût affaibli et humilié le Canara ; M. Trémisot pensait pouvoir l'atteindre par des négociations où l'indépendance des États malabars serait consentie de bonne grâce plutôt qu'arrachée par la force ou la menace. Une médiation pacifique lui paraissait préférable.

Il gagna à ses idées les princes malabars voisins de Mahé : Bayanor, Cotiatte, Coyonnaire et les quatre Nambiars, et, vers le temps même de la visite de M. Law, il parvint à former avec eux une sorte de ligue défensive. Cette coalition lui coûta cher ; il dut avancer à Bayanor 200.000 fanons, remboursables en poivre, et fournir à Cotiatte dans les mêmes conditions 18.000 fardes de riz, sans compter de la poudre, des balles et la promesse de lui donner encore 2.000 fardes de riz tous les mois (mars-avril 1735). Nous ignorons ce que l'on promit à Coyonnaire et aux quatre Nambiars.

En apprenant ces conditions, le Conseil supérieur comprit qu'il eût été préférable de ne pas rompre avec les Anglais l'accord du 1er février 1733. Cet accord nous garantissait, en quelque sorte, la paix et, en cas de guerre, nous étions presque assurés, avec leur concours, de pouvoir rentrer dans nos avances et de repousser l'ennemi commun. Il était, à priori, hors de doute que, ni Cotiatte, ni Bayanor ne rembourseraient ni directement, ni indirectement la totalité de leurs avances. Un jour viendrait où, sous peine de les mécontenter et d'avoir la guerre avec eux, nous serions obligés de leur faire remise de tout ou partie de leurs dettes. N'eût-il pas mieux valu s'en tenir aux premières propositions anglaises ; elles étaient plus sûres et moins onéreuses.

Sages prévisions ! Nous dûmes, en effet, en 1740, sous l'empire de nécessités extérieures, consentir à une remise définitive de la majeure partie de notre créance au roi de Cotiatte. En attendant, le Conseil, dans l'ignorance des raisons directrices de la politique de Mahé, donna son plein assentiment à l'accord avec Bayanor et Cotiatte, cet accord ayant pour but d'empêcher la guerre.

M. Trémisot réussit en effet à ne point se brouiller avec le Canara, et, si l'année 1735 ne fut pas tout à fait calme sur les frontières de Cotiatte et de Cheriquel, il ne se passa pourtant aucun fait militaire important ni décisif. Cheriquel avait déchaîné cette guerre, quatre ans auparavant, pour reconquérir sur les états malabars la suprématie perdue. Il n'avait pu y parvenir, malgré l'appui du Canara. Il chercha donc un autre moyen de triompher. Sur les confins de Cotiatte, de Bayanor et des quatre Nambiars, à quatre lieues et demie au Nord-Est de Mahé, non loin de la rivière, il y avait une petite montagne, nommée Peringoutour, qui commandait le passage entre Colastry et Bargaret : Cheriquel songea à s'en emparer. Mais avant que ses projets eussent reçu un commencement d'exécution, ils étaient déjà découverts et paralysés. Coyonnaire et son père, Narangol Nambiar, suzerains nominaux de Peringoutour, craignant aussi bien Cheriquel que le Canara, vinrent demander à M. Trémisot de les défendre contre toute usurpation. Le Conseil de Mahé réfléchit que, s'il n'intervenait pas, les Anglais, poussés par Cheriquel, finiraient par s'établir un jour dans le pays ; tous les poivres qui descendaient à Mahé par la rivière ne pourraient plus y parvenir. Il envoya donc quelques hommes pour prendre possession de la montagne, et, avec le concours d'ouvriers indigènes, fit construire rapidement un petit fort en terre à la façon du pays, peu solide, mais peu coûteux et suffisant aux premiers besoins. Le Conseil de Mahé ne manqua pas, à cette occasion, de faire remarquer à la Compagnie que, s'il eût attendu les ordres de Pondichéry, les Anglais auraient eu le temps de prendre Peringoutour comme ils avaient pris Darmotte. La nécessité d'agir

vite est en beaucoup de circonstances la condition essentielle du succès[1].

Cependant le Canara commençait à se fatiguer d'une guerre où il n'avait gagné que le pays compris entre la rivière de Nileswaram et celle de Villapatnam ; encore ce pays était-il entre ses mains une hypothèque sur Cheriquel et non une possession effective. La crainte des Européens l'avait empêché de poursuivre ses succès. A la fin de 1735, lassé de la lutte, il demanda d'entrer en négociations avec le roi de Cotiatte. Ce prince répondit qu'il ne pouvait ni ne voulait traiter sans la médiation des Français. Le général du Canara, nommé Govalaya, envoya en conséquence quelques-uns de ses gens à Mahé pour s'entretenir de la paix ; mais leurs pouvoirs furent jugés insuffisants et les négociations ajournées.

Elles furent reprises peu de temps après par M. Louet, qui se rendit au camp des Canarais. Le général le reçut avec les plus grands honneurs, allant jusqu'à lui donner une garde de 300 hommes de pied et de 100 cavaliers. La diplomatie prenait un caractère solennel. Tout alla d'abord à merveille. Le Canara demandait, comme conditions de la paix, soit que Cotiatte se reconnût tributaire de Bednour, comme d'autres princes du Nord de ce royaume, soit qu'il cédât une de ses forteresses, des éléphants ou une certaine somme d'argent. Donner des éléphants, c'était, d'après les coutumes du pays, s'avouer vaincu ; abandonner une forteresse, c'était accorder au Canara par la voie de la paix des concessions généralement obtenues par les armes. Cotiatte refusa. Il ne voulut pas davantage se reconnaître tributaire de Bednour ;

1. Arch. Col., C² 75, p. 263 à 272.

mais il consentit à payer une indemnité. Sur le taux même de cette indemnité, le Canara exposa qu'en onze mois de guerre avec Cotiatte, il avait dépensé de 250 à 275.000 pagodes. Il ne pouvait assurément demander le remboursement d'une somme aussi élevée ; il se déterminerait d'après les propositions de l'ennemi. M. Louet vit Cotiatte le 19 janvier et leva les derniers obstacles : on paierait au Canara 160.000 fanons.

Sur cette assurance, M. Louet revint le même jour à Mallé Palagat, camp des Canarais, et crut pouvoir écrire à dix heures et demie du soir à M. Trémisot que, si les Anglais ne trouvaient pas le moyen de rompre les pourparlers, la signature de la paix paraissait certaine. Une entrevue, imminente entre Cotiatte et Govalaya, devait trancher les dernières difficultés. Le 26 janvier, tout allait encore bien ; le 30, tout était rompu. Dans l'intervalle, les Anglais avaient dépensé 17.000 pagodes pour faire échouer les négociations [1] !

Le 6 février, les affaires avaient encore une fois changé de face. Cotiatte avait réfléchi qu'en brouillant les affaires, M. Law poursuivait toujours le même but : asservir les États malabars à Cheriquel, pour dominer lui-même l'État de Colastry et acquérir ainsi, au profit de la nation anglaise, l'influence prépondérante. Pour tenter une dernière chance de pacification générale, M. Duval de Leyrit fut envoyé en ambassade auprès du roi de Canara.

Il était trop tard. Dès le 29 janvier, M. Law, sur la nouvelle reçue deux jours auparavant que des secours importants allaient arriver de Bombay et d'Anjingo,

1. Arch. Col., C² 75, p. 289, 290, 297 à 300.

avait conclu un arrangement avec Cheriquel. Le 21 février, les opérations militaires commencèrent, entraînant Cotiatte dans le mouvement.

Nous prîmes alors le parti de rester spectateurs impassibles, sinon indifférents, des événements qui allaient s'accomplir ; d'ailleurs les moyens militaires et financiers nous manquaient pour adopter une autre attitude.

La guerre qui se déroula alors entre les Anglais et le Canara n'appartient pas à notre histoire et nous ne la raconterons pas. Il nous suffira d'indiquer qu'elle tourna complètement à l'avantage des Anglais et de leurs alliés, auxquels vinrent se joindre dès le mois de mars les Hollandais de Cannanor. Les Canarais furent défaits dans une grande bataille à Caddalay, le 1er avril, et rejetés ensuite au delà de la rivière de Nileswaram. Là, ils perdirent encore d'autres forteresses : Madday, Matlay et Aïcoune. Ces succès eussent probablement été plus décisifs si la désunion, qui était l'essence même des princes de la maison de Colastry, n'avait obligé M. Law à préférer la paix. Il envoya donc un de ses conseillers, M. Lynch, à Mangalor pour terminer, si possible, les hostilités. Le résultat de la mission de M. Lynch fut un traité portant la date du 20 février 1737. Par cet acte le Gouverneur de cette ville, Soupraya, confirmait tous les privilèges de la Compagnie anglaise, autorisait la réouverture de la factorerie d'Onor, assurait aux Anglais le monopole du poivre et du cardamome dans tout le pays de Cartenate qui pourrait être ultérieurement conquis, et autorisait la Compagnie à exporter le riz de Mangalor sans payer des droits élevés. La rivière de Villapatnam

était reconnue comme limite extrême des possessions canaraises ; une partie du Cartenate était ainsi laissée à Bednour. La Compagnie anglaise recevait en outre 5.910 pagodes pour tous les dommages dont elle avait souffert. Le 16 février, M. Law ratifia cet engagement.

Dès que M. Lynch eût quitté Mangalor, les Canarais repassèrent la rivière de Nileswaram. Cheriquel, dont le territoire était de nouveau envahi, s'adressa à M. Law pour avoir de l'argent et des secours afin de s'opposer au passage de l'ennemi. Mais on lui rappela que, lors de la cession de Tellichéry, la convention conclue avec les Anglais avait interdit à la Compagnie l'entretien de toute force militaire et lui avait imposé à lui-même la charge de protéger l'établissement, en utilisant le produit des droits des douanes payés par la Compagnie. Quant à l'argent, il lui serait avancé s'il fournissait des garanties suffisantes pour en assurer le remboursement [1].

Il était difficile de pousser plus loin l'ironie... et l'ingratitude ; mais, à part les idéologues et les rêveurs, qui peut donner tort à M. Law ? La grandeur ou même l'indépendance de Cheriquel le touchait beaucoup moins que l'extension de la puissance anglaise. Or, à la faveur des complications que nous venons d'exposer, il s'était assuré la possession, puis la conservation de Darmotte et il avait en partie brisé la force menaçante du Canara ; le mécontentement de Cheriquel lui importait aussi peu que son impuissance ; celle-ci était l'une des conditions de la politique de l'Angleterre.

La paix entre le Canara et Cheriquel ne fut toutefois rétablie que le 30 août 1737, par l'entremise des Anglais ;

1. W. Logan : *Malabar*, t. II, p. 369-370.

mais le roi de Canara ne voulut pas la ratifier et la guerre reprit entre le Canara, Cheriquel et les Anglais pour durer jusqu'à la fin de 1738. Ce fut une simple guerre d'escarmouches, où aucun des combattants ne se porta ni ne voulut se porter des coups décisifs. Un nouveau traité, portant la date du 2 janvier 1739 et conçu à peu près dans les mêmes termes que celui du 20 février 1737, termina définitivement les hostilités.

Quant à nous, fidèles à l'attitude prise dès le début, nous nous bornâmes à enregistrer les résultats obtenus. La guerre ne nous procura d'autres inconvénients que celui de nous faire fermer le commerce de Mangalor au début de l'année 1737. Le roi de Canara eût vivement désiré que nous lui fournissions des munitions contre les Anglais ; le souci d'observer une stricte neutralité nous empêcha d'accéder à ses désirs.

Nous avons raconté avec quelques détails les combinaisons fécondes et variées auxquelles donnèrent lieu les affaires du Canara. Il est peu d'exemples dans l'histoire de l'Inde, où, même dans des circonstances plus importantes ou plus graves, l'ingéniosité de la diplomatie européenne ou indigène se soit affirmée avec tant de maîtrise et de supériorité. Chacun pratiquait la mauvaise foi. Il ne nous appartient pas de dire qui la pratiqua le plus habilement ; c'est l'affaire du lecteur de décider le cas, suivant sa conscience ou ses goûts. La poursuite de l'intérêt national est une chose et la morale théorique en est une autre.

La question de Canara est assurément celle qui força et retint avec le plus de continuité l'attention du Conseil de Mahé ; mais elle ne fut pas la seule. La prospérité

dont notre établissement jouissait depuis 1728, le développement des ambitions anglaises qui se traduisait par des résultats décisifs, avaient fait naître dans l'esprit de M. Trémisot et de ses conseillers le désir d'étendre notre sphère d'influence hors de Mahé. Nous avons vu comment on avait un instant songé à s'établir à Barcelor, puis à Darmotte, et comment on avait enfin occupé Peringoutour. Ce ne furent pas les seules visions que M. Trémisot ait entrevues ; il projeta encore de fonder des comptoirs à Tanour et à la rivière Cotte sur le littoral Malabar, et à Mascate dans le golfe Persique ; il prépara enfin l'acquisition des deux montagnes qui dominent Mahé, Caragouroup et Tamanta, et qui constituaient une perpétuelle menace pour notre comptoir.

Tanour était, comme Mahé lui-même, une petite ville de la côte, à quelques kilomètres au nord de Panana. Elle appartenait à un prince vassal du Samorin. Le commerce qui se faisait en ses États était ouvert à toutes les nations d'Europe, moyennant le paiement des droits d'usage ; seulement nous n'y participions pas, la concurrence des Anglais et des Hollandais y étant trop puissante. Le prince nous proposa en 1734 d'y fonder une loge. Sans donner à ce projet une adhésion formelle, le Conseil de Pondichéry fut pourtant d'avis de ne point l'écarter. Tanour correspondait avec Panana à l'intérieur des terres par des canaux ou bras de rivières, par lesquels on pouvait faire venir clandestinement des poivres qui échapperaient au contrôle des Anglais ou des Hollandais ; l'importance d'une loge à Tanour se trouvait ainsi doublée.

Les Anglais, ayant appris les offres qu'on nous avait faites, accablèrent le prince de menaces ou l'assaillirent

de sollicitations pour obtenir le monopole du commerce. Ce dernier, désirant conserver sa liberté d'action, ne nous appelait en réalité auprès de lui que pour garantir son indépendance ; il resta donc sourd aux unes comme aux autres, et maintint ses propositions. En 1735, le Conseil de Pondichéry autorisa la construction d'un bancassal, qui devait coûter 5 à 6.000 fanons, sans compter 3.000 fanons de cadeaux au prince et à ses conseillers. Il comptait pouvoir retirer du nouvel établissement 300 candils par an et y vendre de l'opium du Bengale.

Cet établissement resta toutefois à l'état de projet. Au moment où on allait le réaliser (1736), les affaires du Canara prirent une tournure inquiétante. Les vaisseaux qui devaient nous apporter de l'argent de France arrivèrent vides ; ceux qui s'en retournèrent partirent peu chargés et le Conseil de Pondichéry dut emprunter 50.000 pagodes aux particuliers pour continuer le commerce. Il lui parut dans ces conditions que le parti le plus sage était de conserver les établissements déjà formés et de ne point en créer de nouveaux, ni d'envisager des entreprises, dont les premières dépenses seraient inutiles ou perdues, faute de pouvoir les continuer. Il convenait encore de tenir compte de la jalousie des Anglais. D'ailleurs, concluait le Conseil avec une certaine philosophie, si l'on ajoutait toutes les dépenses de l'établissement au prix du poivre, on trouverait que cette graine revient à la Compagnie plus cher qu'elle ne se vend (12 avril 1736). L'idée de s'établir à Tanour ne fut toutefois définitivement abandonnée qu'en 1738.

Le projet d'installer un comptoir à la rivière Cotte n'eut pas plus de succès. Le Samorin avait accordé à

Cotte marquair, le seigneur Maure dont les terres se trouvaient au Sud de cette rivière, le droit de délivrer des passeports aux embarcations indigènes venant du Nord ou du Sud, d'exiger d'elles comme rémunération quelques rétributions en riz et, comme garantie de paiement, le pouvoir de les visiter. Il n'est pas alors de fraudes ou de subterfuges que les Malabars n'imaginèrent. Mais Cotte marquair n'entendait pas perdre ses revenus ; il arma ses manchoues d'une police de contrôle et, n'étant pas lui-même contrôlé, versa dans la piraterie. Il devint en peu de temps une puissance redoutable. Lorsqu'on venait se plaindre au Samorin, ce prince, sans plus d'enquête, invitait Cotte marquair à lui verser à titre d'amende une partie de ses bénéfices ; il gardait pour lui-même ces amendes et disait aux plaignants qu'il avait fait justice. Or, en 1734, Cotte marquair crut devoir exercer ses droits habituels sur deux embarcations françaises appartenant à la Compagnie et qui apportaient de Mangalor environ 2.400 fardes de riz. Le Conseil de Mahé protesta auprès du Samorin, en prétextant que Cotte marquair avait excédé la mesure. Après plusieurs réclamations restées sans réponse, le Conseil prit le parti de faire contre Cotte marquair une démonstration militaire et l'on débarqua des troupes au port de Bargaret, chez Bayanor : de ce port on menaçait la rivière de Cotte.

Cette démonstration suffit. Avant l'ouverture effective des hostilités, les envoyés de Bayanor et du Samorin s'interposèrent et un compromis intervint : Cotte marquair nous rendait 18.000 fanons, indûment prélevés sur nos manchoues, et nous accorderait une réparation publique en venant lui-même à Mahé et en y envoyant une de ses embarcations avec 11 fardes de riz, en guise de soumis-

sion. Ces conditions furent exécutées. Cotte marquair s'obligea, en outre, par un accord personnel, à nous donner comme dédommagement 15.000 fanons, dont 2.500 comptant et les 12.500 autres représentés par un terrain où nous établirions un bancassal : seulement ce terrain ne nous serait pas directement concédé. Le Samorin, dont il faudrait obtenir l'agrément pour la régularité de l'opération, pouvait le refuser ou ne le donner qu'à prix d'or. Il parut plus expéditif au Conseil de Mahé de convenir secrètement que ce terrain serait concédé à l'un des interprètes de ce comptoir. Ce dernier, pour ne point attirer l'attention, habiterait la première année une paillotte, ferait construire une maison la seconde et un magasin la troisième. Plus tard, il déclarerait ouvertement n'être qu'un agent de la Compagnie. Le Samorin ne manquerait pas sans doute, à ce moment, de nous prier de nous en aller ; nous n'y ferions pas d'objection, mais nous lui demanderions en échange de nous rembourser toutes nos dépenses. Or le prix d'achat du terrain aurait été de 12.500 fanons et on aurait fait 20.000 fanons de construction. C'était une somme très suffisante pour rebuter même un prince et il est probable qu'on nous laisserait tranquilles possesseurs du bancassal. Il suffirait alors de quelques milliers de fanons donnés aux régidors pour en obtenir la confirmation régulière [1].

L'intérêt d'un établissement à Cotte résidait beaucoup moins dans les facilités plus grandes que nous aurions pour tirer le poivre de l'intérieur que dans celles qui nous seraient accordées pour empêcher la fraude dans l'état de Bargaret. Si, d'après les conventions avec Baya-

1. Arch. Col., C² 75, p. 263-272.

nor, ce prince devait nous fournir tout le poivre de sés États, à l'exclusion de toute autre nation, il n'en est pas moins vrai que cette convention, exécutée dans le Nord, à Mahé même, ne l'était point dans le Sud où notre contrôle était illusoire. Une bonne partie des poivres nous échappait par le port de Bargaret et par la rivière de Cotte. Pour empêcher cette fraude, nous avions vainement demandé à Bayanor de nous laisser établir un bancassal à Bargaret ; il n'avait pas voulu y consentir, tant pour affirmer son indépendance que pour pouvoir bénéficier lui-même de ces sorties clandestines. Or un établissement chez Cotte marquair assurait l'exercice de toutes nos prérogatives.

Il ne semble pas que les conditions mystérieuses dans lesquelles cet accord avait été conçu en aient favorisé la réalisation ; en 1738 et même en 1740, il était en effet toujours question de fonder un établissement à la rivière Cotte et cet établissement ne fut pas davantage fondé dans les années qui suivirent. Ce comptoir, comme tout autre de même nature, ne paraissait utile au Conseil de Pondichéry que si l'on pouvait s'y procurer le poivre à un prix très avantageux ; sinon, les frais d'installation ou d'entretien risquaient d'absorber tous les bénéfices. On renonça à installer un comptoir à la rivière Cotte comme on avait renoncé à la fondation de celui de Tanour. Les mêmes causes produisirent les mêmes effets.

Nos projets d'établissement à Mascate furent encore plus vagues et plus tôt abandonnés. Nous avions déjà dans le golfe Persique, à Bender Abbas et à Bassora, des comptoirs où nous avions peine à nous maintenir en raison de l'insécurité du pays, et où les transactions

commerciales étaient très difficiles. En 1735, M. Trémisot envoya un vaisseau à Mascate avec quelques marchandises. L'iman du pays, qui était alors un prince très puissant, étendant son autorité sur toute la côte orientale d'Afrique, nous proposa de fonder en sa capitale un bancassal où nous entretiendrions d'abord deux Européens et un interprète. De ce poste, il nous serait possible, en bénéficiant de sa protection, de naviguer jusqu'à Melinde, Mombaz, Zanzibar, la côte de Zanguebar et le canal de Mozambique. C'était un beau et vaste programme. Il plut à M. Trémisot, moins toutefois comme un moyen de développer le commerce trop lointain de Mahé, que pour y faire naître et y favoriser celui de l'île de Bourbon, plus à portée des terres africaines. Un comptoir à Mascate convenait surtout à l'Inde pour servir de lieu de relâche aux navires allant à Bender Abbas et à Bassora. Le projet plut également au Gouverneur Dumas et, en 1736, un second navire fut envoyé de Mahé à Mascate ; de là il devait aller sur la côte d'Afrique. Nous ignorons le résultat de ce voyage ; nous savons seulement que le comptoir de Mascate ne fut pas fondé[1].

Il ne nous reste plus qu'à parler de nos relations avec Bayanor et de la convention avec Peringoutour.

Depuis le jour où M. Trémisot avait reçu l'ordre formel de cesser d'être régidor de Bargaret, les relations avec ce prince n'avaient plus été que des relations commerciales et n'avaient donné lieu à aucun incident. Les souvenirs de la guerre de 1726 se perdaient peu à peu

1. Arch. Col., C² 75, p. 292-296.

dans le passé. Le pays était tranquille et le poivre descendait régulièrement à la côte, soit par la rivière de Mahé, soit par le port de Bargaret ou la rivière de Cotte. Nos navires chargeaient sans difficultés et Bayanor percevait aisément les droits de douane qui lui étaient dus. Le traité de 1726 ne nous le permettant pas, nous n'intervenions jamais dans les affaires intérieures de l'État, sauf si nous en étions sollicités, et l'on évitait généralement de nous demander notre concours. D'ailleurs, la protection matérielle que nous pouvions donner à Bayanor, le cas échéant, suffisait pour maintenir son autorité parmi ses sujets. La paix ne fut légèrement troublée qu'une fois, en 1734 ; quelques sujets de Bayanor se mirent en révolte, et les Anglais leur fournirent, dit-on, des armes et des munitions. Bayanor, dans cette occurrence, nous demanda de lui avancer une certaine somme d'argent et de garder son palais et son camp ; pendant ce temps, lui-même combattrait les rebelles. Il fut seulement stipulé qu'au règlement des comptes, les révoltés seraient rigoureusement tenus de nous fournir tous les poivres de leur territoire ; ainsi la question commerciale revenait ou se dissimulait toujours en chaque négociation. Avec notre concours, l'ordre fut rapidement rétabli.

On a vu plus haut, au récit des affaires de Bednour, comment au printemps de 1735, Bayanor entra avec Cotiatte, Coyonnaire et les quatre Nambiars dans une coalition formée par M. Trémisot pour paralyser l'ambition du roi de Canara, et comment, afin de cimenter cette union, M. Trémisot fit à Bayanor une avance de 200.000 fanons remboursable par annuités en poivre ou en argent. Ni Bayanor ni Cotiatte n'avaient encore commencé à liquider leurs dettes en 1736, et ils ne faisaient

pas le moindre effort pour se libérer. Le Conseil de Pondichéry savait bien que plus on tarderait, plus il serait difficile de les faire payer. La guerre avec le Canara une fois terminée, on courait même le risque de voir Cotiatte rompre avec nous sous un prétexte quelconque, non pour ne rien nous donner, mais pour obtenir une réduction importante de sa dette. « Vous connaissez mieux que nous la perfidie des princes de la côte Malabar, écrivait le Conseil supérieur le 24 février 1737 ; nous croyons même qu'ils ne subsistent pour la plupart que des troubles qu'ils ont l'adresse de faire naître [1]. »

Bayanor mourut au mois d'août 1736, dans la fleur de l'âge ; son frère l'avait précédé dans la tombe de quelques années. Il laissait sa succession et ses dettes à ses enfants en bas âge, dont l'aîné fut proclamé Bayanor sous la régence de sa mère. Afin, sans doute, de témoigner de l'intérêt porté par la France aux affaires de Bargaret, M. Trémisot crut devoir assister à la réunion des notables du pays, tenue après les funérailles pour nommer la régente et présider à son installation.

Une femme et un enfant au pouvoir ! Cette double faiblesse donna à M. Trémisot l'idée d'acquérir de nouveaux avantages pour notre établissement de Mahé. L'un des plus séduisants était l'occupation des deux montagnes neutres qui dominaient la ville depuis le traité de 1726. M. Trémisot proposa au Conseil de Pondichéry de s'en emparer, et l'ingénieur Paradis étudia les moyens d'exécution. Si l'on s'en fût rapporté aveuglément aux suggestions du Conseil de Mahé, les motifs de rupture n'auraient pas manqué. « Bayanor, écrivait-il le 21 décembre

1. Arch. Pond., t. 61, p. 76.

1737, ne nous a donné et ne nous donne encore tous les jours que trop de sujets de rompre légitimement le traité que nous avons fait avec lui ; aussi nous pourrions le faire sans aucun scrupule [1]. » Mais il ne citait aucun fait où Bayanor se serait conduit avec injustice ou aurait donné des marques de sa mauvaise volonté.

Le Conseil de Pondichéry se trouva encore une fois en opposition avec celui de Mahé. Le Gouvernement du nouveau Bayanor venait précisément de nous témoigner son amitié et sa déférence en édictant les mesures les plus sévères et les plus graves, allant jusqu'à la mort, contre ceux de ses sujets qui chercheraient à faire sortir le poivre de Bargaret autrement que par les voies françaises. Étaient-ce là des actes d'hostilité, et n'était-ce pas plutôt nous qui cherchions à Bayanor une chicane ou une mauvaise affaire ? Sans doute l'acquisition des deux montagnes était profondément désirable ; mais pourquoi porterions-nous les premiers atteinte au traité, en cherchant à les occuper les armes à la main ? Pourquoi, lorsque personne ne nous inquiétait, compromettre la sûreté de notre établissement ? Si l'on tenait absolument à acquérir les deux montagnes, ne valait-il pas mieux essayer d'abord la voie des négociations ; avec de l'argent, on arriverait sans doute au résultat désiré. Quant à occuper ces hauteurs de force, rien n'était plus facile sur le papier ; l'exécution était plus périlleuse et surtout plus onéreuse. Le Conseil supérieur n'avait d'ailleurs aucun moyen de soutenir Mahé. A moins d'ordres contraires de la Compagnie, il était résolu à laisser la Colonie dans l'état où elle se trouvait. Il défen-

1. Arch. Pond., t. 61, p. 76.

dit en conséquence au Conseil de Mahé de songer désormais à cette entreprise et lui recommanda au contraire de toujours s'en tenir avec Bayanor à la douceur et à la conciliation (lettres des 17 janvier et 12 février 1738).

La dette de Bayanor, que ce prince ne remboursait pas, était certainement le grief le plus sérieux du Conseil de Mahé contre lui ; mais il n'osait l'invoquer ouvertement, de peur de se voir reprocher une fois de plus ses propres imprudences. Le Conseil de Pondichéry était économe, il aimait mieux toutefois laisser cette dette en suspens que courir les dangers d'une guerre encore plus onéreuse.

Sur les ordres de Pondichéry, le Conseil de Mahé renonça, provisoirement du moins, à ses projets sur les deux montagnes et les relations continuèrent avec la régente de Bargaret, comme si aucun nuage ne devait jamais les traverser. Nous lui donnâmes même quelques secours au mois d'août 1738. Mais déjà les projets du Conseil de Mahé étaient connus dans le pays tout entier ; ils avaient semé parmi la population indigène et parmi les notables des germes de défiance qui se développaient chaque jour ; le sentiment national se retrouvait contre l'étranger. Au moment où M. Dirois arriva à Mahé, le 29 mars 1739, les rapports étaient moins sûrs que quelques mois auparavant et les Anglais cherchaient eucore une fois à nous brouiller avec Bayanor. La politique de M. Adam recommençait. On sait déjà comment elle aboutit en 1740 à une rupture définitive entre le comptoir et la principauté [1].

1. C'est à cette époque que nous acquîmes les deux montagnes neutres par une cession volontaire de la régente ; ce fut cette cession, impopulaire parmi les indigènes, qui déchaîna la guerre.

Ainsi, de 1727 à 1739, de tous les projets successivement formés en vue de nous étendre au delà du territoire de Mahé, aucun n'avait réussi ou même n'était sorti des préliminaires de la conception. Pour des motifs d'économie, toujours les mêmes, nous n'avions pu nous décider à nous fixer à Barcelor, ni à Tanour, ni à la rivière Cotte, ni à Mascate, qui nous avaient été successivement offerts et nous avions reculé devant l'acquisition ou devant l'occupation des deux montagnes de Mahé. Une seule de nos ambitions s'était réalisée : l'établissement de Peringoutour ; encore Peringoutour n'était-il pas un comptoir commercial, mais un poste militaire destiné à assurer la libre circulation des poivres de l'intérieur du pays par la rivière de Mahé ou par le territoire des quatre Nambiars et de Coyonnaire. Nous nous étions établis en 1735 et les Anglais nous en avaient laissés tranquilles possesseurs.

Peringoutour (*our* signifie village) ou Peringalam était un hameau, peuplé surtout de musulmans, situé au bord de la rivière et dominé du côté du Nord, dans le pays de Narangole, par la montagne de Canagamallé, la plus vaste et la plus haute de toute la région — environ 150 mètres. A proximité de la mosquée, se trouvait un petit monticule, servant de cimetière. C'est au sommet de ce monticule que nous étions établis. La plaine environnante est, comme partout ailleurs, consacrée aux rizières ou couverte de cocotiers ; en dehors du Caganamallé, elle est commandée par deux collines en pain de sucre, dont l'une se nomme Olottecounou et l'autre Chanacounou. Le territoire qui sépare ces hauteurs de Poytara et de Veracounou est très accidenté.

La correspondance ne nous apporte rien d'intéressant

qui soit relatif Peringoutour, à l'exception d'une convention passée le 12 septembre 1738 avec les Maures, qui habitaient ce pays, dans un bazar situé au pied du monticule [1].

D'après l'article 1er de cette convention, il semble que les deux parties l'aient uniquement signée pour mettre les Maures à l'abri des avanies qu'ils recevaient à chaque instant des nairs du pays ; la Compagnie de France s'engageait à prendre leur défense et à assurer la police du bazar. L'officier du poste acquérait le droit de réprimer les désordres, d'arrêter les délinquants, de les juger et de les condamner. Dans le cas où les affaires toucheraient à des us et coutumes du pays, cet officier en ferait l'information avec le concours de trois des plus anciens du bazar. Le produit des amendes serait partagé entre la mosquée et la Compagnie.

Le Conseil de Pondichéry n'avait point encore ratifié cette convention lorsque M. Dirois fut désigné pour remplacer M. Bunel. Il laissa au nouveau chef le soin, non pas de reviser la convention, mais de lui fournir quelques renseignements complémentaires, notamment sur la valeur du pays et l'autorité des princes ou notables qui l'habitaient.

En même temps que M. Dirois prenait possession du commandement de Mahé, M. Law quittait Tellichéry, pour devenir gouverneur de Bombay. Il eut comme successeur M. William Wake, chef du comptoir d'Anjingo [2]. Ainsi, dans la période qui nous intéresse, trois chefs s'étaient succédé à Tellichéry, MM. Adam, Braddyl et

1. Voir la pièce annexe nº 14.

2. M. Wake devint à son tour gouverneur de Bombay, en remplacement de M. Law en 1742.

Law et trois autres à Mahé, MM. Mollandin, Trémisot et Bunel.

Si l'on considère sur le terrain même, en le parcourant à pied, le champ où s'exercèrent leurs ambitions, on est étonné de la grandeur des efforts pour de si modestes perspectives. En moins d'une heure, on est arrivé à la limite des territoires convoités. Il serait difficile de dramatiser les événements qui se passèrent en ces riantes vallées ou sur ces coteaux dénudés. L'âpreté des ambitions fut pourtant extrême. L'homme, par son activité, déborde toujours du cadre qui l'entoure. La longue suite des temps a détruit toutes les rivalités ; les royaumes de Canara, de Cotiatte et de Cheriquel ont disparu depuis plus d'un siècle ; les descendants des nambiars et de Coyonnaire n'ayant plus de puissance n'ont plus d'ambition ; le prince de Bargaret n'a pas laissé d'héritiers ; la paix européenne règne sur tout le pays. Les habitants eux-mêmes ont perdu le souvenir des luttes auxquelles leurs pères ont participé ; ils savent seulement qu'il y eut dans le passé de grandes contestations entre les Français et les Anglais.

En ressuscitant ces contestations, enfouies dans les Archives, notre but n'a pas été uniquement de rendre hommage et justice aux bons citoyens, inconnus même des savants, qui ont consacré leur vie entière à une œuvre en apparence modeste et ingrate ; nous avons surtout voulu établir, par un récit nouveau, que l'épopée de l'Inde française ne s'incarne pas toute dans Dupleix. Celui-ci, arrivé dans l'Inde en 1722, connut les efforts et sans doute les pensées de ses compatriotes dans les différents comptoirs. Avec la lente expérience que

donnent les événements, il put en tirer profit pour sa politique personnelle. Les histoires de Mazulipatam et d'Yanaon sont sans intérêt ; il est inutile de parler de Balassor ; Chandernagor resta jusqu'au dernier jour l'objet ou la victime des exigences du nabab de Mourchidabad et la première activité réelle de Pondichéry ne se manifesta qu'en 1740 avec l'invasion marate. Mahé seul nous offre l'exemple d'un comptoir où les préoccupations extérieures ont été prédominantes. Il n'était pas inutile de faire connaître les premières manifestations d'une influence qui s'ignorait et d'une force qui se cherchait.

Alfred Martineau,
Gouverneur des Établissements français
dans l'Inde.

DOCUMENTS ANNEXES

N° 14

Convention faite entre la Compagnie et les Maures de Peringoutour

(12 septembre 1738).

Nous, Anddatoddem Calender modeliar, Changuem Cunhanin, Carrotty Cunhy Maye, Peringollem Mamy Tallaty Pocar, Cadanoly Maguy, Canddangaddata Mussa, Taye Piddigail Cunhyallem, Tarypey Cunhypocra, Pullnen Cunhu Mussa, Acaramala Cunhypaguy, Pulanhattu Parney, Mulaquel Pocramain, Valapil Totta Mussa et Javary Terruvattu Pononem, étant assemblés à Mahé chez M. Bunel, directeur pour la Compagnie de France, pour luy proposer de prendre le bazard de Peringoutour sous la protection de ladite Compagnie, ainsi que nos maisons situées dans les limites dudit bazard, sommes convenus des articles suivants :

Article premier.

Pour éviter les avanies que nous recevons tous les jours et à chaque instant des nairs du païs, nous consentons qu'il n'y aura que la Compagnie de France qui ait autorité dans le bazard.

Article 2.

S'il y a quelque différend entre nous, nous nous obligeons de nous en raporter à la décision de la Compagnie.

Article 3.

S'il arrive quelques désordres dans le bazard, nous en ferons part à l'officier du poste qui fera saisir les délinquants et les

mettra en lieu sûr, afin qu'on puisse examiner le sujet de détention et les renvoyer absous s'ils n'ont rien fait, ou les faire punir s'ils le méritent.

ARTICLE 4.

Comme il pourrait arriver que le sujet des différends regarderait les us et coutumes du païs qui nous sont particuliers, quand il s'agira d'examiner le sujet de la détention de quelqu'un, on appellera trois des anciens d'entre nous pour être présents aux informations qui seront faites par l'officier du poste.

ARTICLE 5.

Dans les châtiments qui seront infligés aux délinquants, on y pourra comprendre les amendes dont moitié sera pour la mosquée et l'autre moitié pour la Compagnie.

ARTICLE 6.

S'il arrive que quelques nairs, quels qu'ils soient, causent quelques troubles dans le bazard, nous en avertirons l'officier qui commande au poste, lequel fera l'information et donnera les ordres qu'il convient.

ARTICLE 7.

Comme nous demandons que la Compagnie nous deffende contre quiconque pourroit venir nous insulter, nous convenons aussi que si quelqu'un de nous insulte un nair ou tout autre du païs sans raison, il soit châtié exemplairement, afin que personne n'abuse de la protection que la Compagnie nous accorde.

ARTICLE 8.

L'officier qui commande au poste aura attention de contenir sa troupe, afin qu'elle ne nous trouble point dans le service de notre mosquée, ny dans nos boutiques, ny dans nos maisons, et si quelque soldat tombe dans l'un de ces cas, nous en avertirons l'officier qui y mettra ordre sur le champ.

ARTICLE 9.

S'il arrivait que quelqu'un des seigneurs du païs voulût nous inquiéter dans notre demeure au dit bazard, soit en vou-

lant détruire nos boutiques, soit en voulant détruire notre mosquée, en ce cas la Compagnie nous deffendra de toutes ses forces et nous nous obligeons de nous joindre à elle pour notre deffense et la sienne. Nos gens seront à nos frais et ceux de la Compagnie aux siens.

ARTICLE 10.

Comme il est presque impossible que, quoique nous jouissions tranquillement dudit bazard, la Compagnie ne soit obligée de faire quelque dépense, nous susnommés, au nom de ceux qui pourront s'établir soit dans les boutiques soit dans les maisons dépendantes de ce district, nous obligeons de payer à la Compagnie chaque année deux roupies par boutique et autant par maison à commencer du 15 septembre de cette année 1738.

ARTICLE 11.

Nous susnommés nous obligeons de faire observer les conditions du présent traité à tous ceux qui sont absens et établis dans ledit bazard, comme aussi à ceux qui viendront s'y établir dans la suitte.

Fait et arresté à Mahé aujourd'hui 12 septembre 1738.

Signé : Bunel, Louet, Saint-Martin, Duval de Leyrit, et les nommés en tête du présent traité.

Collationné à l'original par moy, secrétaire du Conseil à Mahé, le 21 décembre 1738.

Signé : Ollivier ERNOUF[1].

---

1. Arch. Col., C² 76, Firmans, paravanas et titres indiens, p. 156-159.

COMPTES RENDUS

ET NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

I

COMPTES RENDUS

L'Expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba (Essai bibliographique, Récit de l'Expédition, Documents originaux), par **Ch. Monchicourt.** Paris, Ernest Leroux, 1913, in-8 de II-273 et III p., avec 13 figures (8 planches hors texte et 3 figures dans le texte).

Pendant la majeure partie du XVI[e] siècle, la Tunisie a été l'un des champs clos où se sont mesurés de la manière la plus continue la Croix et le Croissant, l'Espagne et la Turquie. Comment eût-il pu en être autrement, alors que chacune des deux puissances politiques en qui s'incarnaient alors la foi du Christ et celle de Mahomet aspirait à l'entière hégémonie de cette Méditerranée sur les eaux de laquelle l'Espagne dominait déjà à l'Ouest, la Turquie dans l'Est? Placée presque à égale distance des deux antagonistes, à l'endroit où, par leur avance l'un au devant de l'autre, les promontoires extrêmes de l'Italie péninsulaire et de l'Afrique Mineure délimitent les deux bassins méditerranéens et ne laissent plus entre eux que des détroits entre la Calabre et la Sicile, la Sicile et Malte, Malte et le cap Bon, la Tunisie, qui commande l'accès des deux nappes d'eau, devait allumer dans l'esprit des chefs catholiques et des chefs musulmans une égale convoitise. De là ces multiples expéditions qui ont débuté par le triomphe éphémère des Rois Catholiques pour

se terminer par l'expulsion complète et définitive de leurs troupes, non pas seulement de Tunis, mais de tout le littoral de la Régence actuelle, depuis Bizerte jusqu'à la Tripolitaine.

De cette histoire sanglante et mouvementée, quelques épisodes sont seuls connus du grand public, entre autres cette brillante expédition de Charles Quint qui, en 1535, amena les Espagnols à Tunis et les rendit pour un temps, sous le nom des derniers Hafsides, maîtres incontestés de cette ville et de sa banlieue. Mais, dans son ensemble et, à plus forte raison, dans ses détails, l'histoire de la lutte entre Espagnols et Barbares et de la domination castillane à Tunis est encore assez mal connue; c'est un de ces trop nombreux fragments de l'histoire des temps modernes qui, jusqu'ici, ont vainement sollicité l'attention des érudits.

M. Ch. Monchicourt va-t-il consacrer ses loisirs à l'étudier? Nous lui sommes redevables dans tous les cas (et c'est ce fait même qui nous amène à nous poser la question) sur un des épisodes les plus importants de cette histoire, sur la désastreuse expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba, d'une monographie excellente et vraiment digne des plus grands éloges.

Pourquoi (demandera-t-on) cet érudit a-t-il étudié l'expédition dirigée par Jean de la Cerda, duc de Medina Celi, de préférence à celles qui l'ont précédée et qui, comme elle, ont eu Djerba pour objectif en 1510, en 1520, en 1551? Celle de 1520 en particulier, qui a permis au vice-roi de Sicile Hugues de Moncade de se féliciter d'un demi-succès et d'arracher aux Djerbiens une déclaration de vasselage et une promesse de tribut, n'était-elle pas plus digne d'attention que celle de 1560? Non, répond M. Monchicourt; et cela, parce que les insulaires de Djerba répudièrent presque immédiatement la suzeraineté espagnole, tandis qu'au contraire l'affaire de 1560 a eu des conséquences importantes. Ce n'est pas seulement un fait d'armes qui, par lui-même, mérite d'être retenu, et le désastre le plus notable qu'aient subi les Chrétiens depuis l'attaque manquée de Charles-Quint sur Alger en 1541; voici une autre raison encore : après 1560, l'Espagne est expulsée sans rémission du Centre et du Sud de la Tunisie, tandis que ces dis-

tricts, ainsi que Tripoli, demeurent à Dragut et aux Turcs, pour qui ils sont comme un gage de leur puissance et comme une excitation à parfaire leur œuvre. Est-ce tout? Après le point de vue plus spécialement africain et tunisien, plaçons-nous au point de vue méditerranéen. « Si l'on excepte, dit M. Monchicourt (p. 135), la prise de Tripoli en 1551 par Sinane Pacha, le Sultan avait laissé jusque-là les côtes d'Afrique et leurs îles à la seule discrétion de ses corsaires ou gouverneurs locaux et de leurs escadres particulières » ; après la tentative infructueuse des Espagnols en 1560, il n'en va plus de même : Soliman le Magnifique veut agir plus énergiquement, plus directement dans ces parages, et « le siège de Malte [de 1565]... n'est autre chose que le choc en retour, la riposte à l'attaque chrétienne sur Djerba ». Dans de telles conditions, l'expédition de 1560 devient plus qu'un simple épisode de ce conflit hispano-ottoman qui, dit encore avec raison notre auteur (p. 136), « constitue toute l'histoire de la Tunisie au XVI^e^ siècle » ; plus que tout autre, avant tout autre, ce fait historique s'impose à l'examen, car il marque vraiment une étape dans l'évolution du conflit.

Ainsi se trouve pleinement justifié le choix de M. Monchicourt qui, après avoir déterminé l'objet de son étude, en a entrepris l'examen avec une méthode rigoureuse et raconté l'histoire suivant un plan rationnel. Il a d'abord dressé du sujet une bibliographie aussi complète que possible, sans omettre (ce dont nous ne saurions trop le louer) d'y comprendre les documents géographiques relatifs à Djerba publiés à l'occasion ou à la suite de l'expédition de 1560; puis il a fait un récit minutieux de l'affaire elle-même ; il a enfin, pour terminer, publié pour la première fois ou réimprimé un certain nombre de pièces inédites ou rares, qui constituent, avec quelques cartes ou documents figurés (cf. les planches I, II, III, VI et VII) les pièces justificatives de sa deuxième partie.

Comme il est naturel, celle-ci est très développée (p. 86-164) ; et c'est sur elle qu'il convient d'insister surtout. M. Monchicourt n'a garde de prétendre y apporter beaucoup de nouveau ; il se targue seulement, avec trop de modes-

tie, d'avoir fourni « quelques précisions nouvelles, grâce à l'exhumation des lettres écrites par les principaux intéressés et en insistant sur le côté tunisien de l'affaire, laissé jusqu'ici un peu trop dans l'ombre « (p. II). Mais il y a autre chose dans l'étude de M. Monchicourt, qui, dans un excellent préambule (p. 75-85), a minutieusement décrit l'île de Djerba d'après les auteurs du XVI^e^ siècle. Non content de contrôler les unes par les autres les affirmations de ces auteurs, il les a très soigneusement vérifiées, rectifiées et complétées lui-même sur place. Ainsi en arrive-t-il à donner au *qsir*, c'est-à-dire au bas-fond à peine immergé qui figure en pointillé autour de Djerba sur la carte de Gastaldi de 1560 (pl. II; cf. les p. 80-81), une signification très précise; ainsi encore identifie-t-il exactement le Trik el Djemel ou « route des chameaux » ; enfin il dégage de son étude géographique un certain nombre de conséquences intéressantes au point de vue militaire (p. 83-84) et facilite de cette manière l'intelligence d'une campagne dont la marche fut nettement influencée par la nature même du pays.

En quelques lignes, M. Monchicout a fort bien résumé, au début de son Introduction, les grands traits de l'expédition; en reproduisant ici ce bref aperçu, nous donnerons une idée suffisante de son histoire. Après la signature du traité de Cateau-Cambrésis d'avril 1559 et la clôture provisoire du conflit entre la France et la maison d'Autriche, la Turquie fut embarrassée à la fois dans une guerre étrangère contre la Perse et dans une guerre civile, — Bajazet, le second fils de Soliman, s'étant révolté contre son père. Alors le Grand Maître de Malte Jean de la Valette et le vice-roi de Sicile Jean de la Cerda, duc de Medina Celi, estimèrent le moment propice pour s'emparer des repaires de Dragut qui, des rivages de la Syrte, était toujours prêt à fondre sur Malte et sur la Sicile. Le projet fut immédiatement approuvé par Philippe II, mais il fallut d'interminables préparatifs, une longue escale à Malte (décembre 1559-10 février 1560), une escarmouche à la Rocchetta (15 février) et un séjour meurtrier à la Sèche de Palo avant que le chef de l'expédition, le duc de Medina Celi, sût vraiment de quel

côté il agirait. Au lieu de 'marcher sur Tripoli, but primitif de l'expédition et d'y travailler à détruire la puissance de Dragut, les généraux estimèrent préférable de s'établir d'abord à Djerba pour, de là, partir ensuite à l'attaque de Tripoli; on descendit donc le 7 mars à la pointe de Djillidj, on entra dans le bordj d'Houmt-Souk et on l'entoura de fortifications. Mais voici que bientôt la fortune, d'abord favorable, se tourne contre les Chrétiens; à l'arrivée de la flotte turque commandée par Piali Pacha, les Espagnols subissent un désastre maritime (11 mai); puis, malgré la résistance de don Alvar de Sande, le château de Djerba est, le 31 juillet, réduit à capituler; un millier d'hommes vient alors s'ajouter encore à ceux, beaucoup plus nombreux, que les Turcs avaient déjà faits prisonniers auparavant.

Telle fut la fin de l'expédition espagnole de 1560 contre Djerba. C'en est fait dès lors de la vieille dynastie locale des Semoumenine, comme aussi, pour plus de trois siècles, de toute apparition de soldats chrétiens dans l'île (le Bordj el Kebir n'en reverra pas avant 1881), et Dragut demeure le maître incontesté de Djerba comme de Tripoli.

Ainsi l'échec des Chrétiens est indéniable. M. Monchicourt, s'il ne songe nullement à le pallier, non plus qu'à plaider les circonstances atténuantes pour les chefs de l'expédition, se plaît à penser que, du moins, en ressortirent certaines leçons qui ne furent pas perdues. « Cette défense de Djerba montra que, dans des conditions meilleures, on pouvait résister aux Turcs; elle inspira en 1565 la glorieuse ténacité des Chevaliers de Malte. » Et notre historien ajoute: « Il ne faisait de doute pour personne que si une flotte de secours était arrivée en juin ou juillet 1560, elle aurait obligé les Turcs ou à se réembarquer, ou à engager un combat inégal pour eux, leurs galères étant démunies de leur artillerie ou de leurs équipages. On peut croire que cette conviction fut pour quelque chose, en 1565, dans l'envoi à Malte d'une armée hispano-italienne commandée par le Vice-Roi de Sicile don Garcia de Tolède, armée qui provoqua la retraite des Ottomans et faute de laquelle Malte aurait certainement eu le sort de Djerba » (p. 136).

M. Monchicourt ne s'est pas contenté de mettre en relief ces résultats; il a d'autre part bien montré les fautes commises par les Espagnols au cours de l'attaque ; il a parfaitement indiqué, entre autres, comment l'absence d'un service de renseignements fit perdre aux Chrétiens « l'occasion de clore la guerre d'un seul coup » en laissant Dragut s'échapper après l'affaire de la Rocchetta, où ils ne soupçonnèrent pas sa présence (p. 100). Félicitons-le également d'avoir su tirer un excellent parti de la carte italienne de Djerba attribuée par Stefano Grande et par lui à Gastaldi (cf. les p. 32-33) et d'y avoir puisé d'intéressantes précisions sur les péripéties de la première phase de l'entreprise de 1560. Là encore (p. 111), comme en tant d'autres occasions, M. Mautouchet a fait preuve d'une ingéniosité et d'un esprit critique vraiment remarquables.

Les mêmes qualités se retrouvent dans cet « Essai bibliographique » considérable, qui occupe les 71 premières pages de la présente étude et qui est à la fois systématique et critique. Pour l'établir, M. Monchicourt a multiplié les recherches dans les différents dépôts de Paris et des villes du Nord et du Centre de l'Italie ; il a d'autre part, au moyen de correspondances suivies, étendu ses investigations beaucoup plus loin. Ainsi est-il parvenu à constituer un ensemble imposant de plus de cent numéros, dont quelques-uns comprennent d'assez nombreuses mentions. Des documents officiels (§ I), des *Avvisi*, plaquettes et estampes (§ II), des récits de témoins (§ III), enfin des ouvrages de seconde main (§ IV) qu'il énumère, M. Monchicourt ne s'est pas contenté de donner la rigoureuse description bibliographique ; il en a encore indiqué la valeur et, parfois, discuté l'origine ou montré les démarquages.

Ne pourra-t-on rien ajouter, dans l'avenir, à cet « Essai bibliographique » ? M. Monchicourt sait trop combien est éparse la littérature de son sujet, il est trop au courant des surprises que réservent toujours les recherches de ce genre, pour affirmer que son travail est sans lacunes [1] ; il s'en est

1. Il écrit à la p. 72 : « Comme il arrive pour les bibliographies, la nôtre ne saurait être complète. Il y manque notamment

lui-même rendu compte au cours de l'impression et de la publication de son livre, — ses *Addenda* et *Corrigenda* en fournissent la preuve. Du moins peut-on dire que l' « Essai bibliographique » qui précède le récit de l'expédition espagnole de 1560 est déjà très complet. Il serait à souhaiter que nous en eussions beaucoup d'aussi soigneusement et scientifiquement établis.

De nombreux documents, signalés dans l' « Essai bibliographique », sont reproduits intégralement, à l'appui du récit, dans la troisième partie du livre de M. Monchicourt (p. 167-271). Là se trouvent 60 lettres ou pièces extraites des Archives de Simancas et quelques autres textes, — non espagnols ceux-là, — qui présentent aussi un grand intérêt. Bel ensemble, et qui s'ajoute heureusement à tout ce qu'avait déjà fait connaître, dans quelques-uns de ses ouvrages, le regretté érudit espagnol Cesareo Fernandez Duro.

C'est donc, de par son ordonnance générale, un vrai triptyque que l'*Expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba* de M. Monchicourt. Œuvre d'un érudit et d'un artiste, patient, méticuleux, épris de son sujet, mais dominant de haut sa matière et ne perdant jamais l'idée de l'ensemble ni le souci de l'histoire générale. Cette excellente monographie — à laquelle nous ne pouvons faire qu'un reproche, l'absence d'un index des noms de personnes, — nous met en goût : M. Monchicourt vient, en l'établissant, d'écrire une précieuse « contribution à l'étude du conflit hispano-ottoman du XVI^e^ siècle »; pourquoi, maintenant qu'il a commencé d'approfondir certains points de ce beau sujet, n'en continuerait-il pas l'examen, et ne nous donnerait-il pas un jour, de cette histoire pleine de difficultés, mais passionnante, l'exposé d'ensemble que personne encore n'a voulu et n'a pu écrire?

Henri Froidevaux.

des pièces d'archives d'Italie, de Malte ou de Turquie. » Cf. la p. 3 : « Une bibliographie est toujours un travail long et pénible, et qui ne saurait se flatter d'être sans lacunes. »

II

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

Les projets de Charles VIII sur l'Orient méditerranéen. — Les pays de l'Orient méditerranéen naguère soumis et colonisés par les croisés français des XI^e^, XII^e^ et XIII^e^ siècles n'ont jamais cessé d'exercer une très grande fascination sur nos rois, ni de leur inspirer des projets de conquête. Même pendant la guerre de Cent ans, les anciennes traditions persistèrent (il serait aisé d'en fournir des preuves) et aussitôt les Anglais chassés de France, ces traditions devinrent plus vivaces que jamais. Dans les dernières années de sa vie, en 1478, Louis XI, recevant des envoyés italiens, leur aurait dit : « Je supplie humblement la Vierge Marie d'accorder un grand honneur à mon très cher fils : ce serait de lui donner l'occasion, le pouvoir et les moyens d'aller de sa personne, avec sa noblesse et la chevalerie de France, combattre le détestable Turc. » Comment s'étonner, si le propos est exact, que Charles VIII devenu majeur, et donc effectivement roi de France, ait prêté une oreille complaisante aux explications que lui donnaient, en 1492, les ambassadeurs milanais de François Sforza et se soit laissé convaincre par eux que « le voyage d'Italie » était pour lui le meilleur moyen de « combattre et reprendre l'Empire de Constantinople ». De fait, non content d'affirmer au pape Alexandre VI, le 24 mars 1494, et à certains évêques de France, le 14 décembre suivant, que son intention était « au bien de l'Eglise et au recouvrement de la Terre Sainte », le fils de Louis XI l'annonça officiellement, dans un manifeste daté de Florence le 29 novembre de la même année 1494 : « Nous nous sommes proposé, disait-il, de n'épargner ni notre propre personne ni nos peines et travaux pour repousser la fureur enragée de ces Turcs et recouvrer la Terre Sainte et les autres États enlevés par eux aux princes et aux peuples chrétiens » ; s'il commence par marcher sur Naples, c'est « parce que le royaume de Naples pourrait surtout nous fournir... un

facile accès pour attaquer les très perfides Turcs ; nous entendons le recouvrer, afin qu'il puisse être pour nous et les nôtres un facile lieu d'entrée et de sortie et un sûr point d'appui ».

« Exaltation de la saincte foy catholique et oppression des Turqs et infidelles, ensemble recouvrance de la Grèce (c'est-à-dire de l'ancien empire chrétien d'Orient) et délivrance des Chrestiens de leur subjection et captivité », voilà, au témoignage du grand-maître de l'Ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem, Pierre d'Aubusson, ce que voulait Charles VIII. On s'explique dès lors pourquoi, le 6 septembre 1494, le jeune roi de France s'est fait céder en bonne et due forme par le neveu de l'héroïque empereur de Constantinople Constantin Dracosès, par André Paléologue, tous les droits que celui-ci pouvait avoir sur l'ancien Empire grec, « sur Constantinople, Trébizonde et la Serbie ».

Restait à déterminer l'itinéraire à suivre pour entrer en lutte avec les Turcs, et pour mettre Charles VIII en état de faire valoir sur l'Empire d'Orient les droits qu'André Paléologue lui avait abandonnés contre argent et pension. Est-ce encore le « seigneur de Morée » (ainsi appelait-on André Paléologue, l'héritier des empereurs chrétiens d'Orient) qui traça son futur itinéraire à Charles VIII ? En tout cas, voici quel devait être celui-ci : une fois le corps expéditionnaire arrivé de France dans l'Italie méridionale, il devait gagner Otrante où une garnison était installée sous les ordres de Claude de Guise ; franchissant le canal entre Otrante et Vallona, il marcherait ensuite par terre sur Constantinople, en soulevant contre leurs oppresseurs turcs toutes les populations chrétiennes de la contrée. Philippe de Commynes a indiqué discrètement, dans le livre VIII de ses *Mémoires*, à quel travail préparatoire les agents français s'étaient livrés pour faciliter la marche de l'armée à travers les pays soumis par les Ottomans. « D'Otrante jusques à la Valonne, écrit-il, n'y a que soixante mils, et de la Valonne en Constantinoble y a environ dix-huict journées de marchans, comme me comptèrent ceulx qui souvent faisoient le chemin ; et n'y a nulles places fortes entre deux, au moins que deux ou trois ; le reste est

abbatu ; et tous ces pays sont Albanois, Esclavons et Grecz, et fort peuplez, qui... n'attendoient que messaiges pour se rebeller [1]. »

On sait pour quelles causes le rêve formé par Charles VIII ne se réalisa pas, et comment le fils de Louis XI, contraint de quitter le royaume de Naples et de rentrer en France, ne put pas, un peu plus tard, reprendre ses projets de conquête de l'Orient. Il n'en n'est pas moins exact de faire remonter jusqu'à lui l'origine de cette série de projets, plus ou moins chimériques, que, pendant tout le cours du XVI^e^ siècle et même après la conclusion de l'alliance franco-turque au temps de François I^er^, les publicistes et les hommes d'action n'ont pas cessé de former, sans succès d'ailleurs. Toujours, peut-on dire, depuis les Croisades, la France a tenu les pays de l'Orient méditerranéen pour une de ses zones d'influence, sinon pour un de ses domaines coloniaux proprement dits ; toujours elle a voulu y consolider sa situation. Aussi n'est-ce pas forcer les cadres de cette *Revue* que de rappeler à l'occasion les efforts accomplis par nos aïeux pour y étendre leur action et y asseoir leur prépondérance.

*
* *

La reprise des établissements de la Sénégambie en 1816-1817. — On sait depuis longtemps, mais surtout depuis la publication d'un article de feu Victor Tantet [2], quelles difficultés a suscitées la reprise des établissements français du

1. Tous les faits et tous les textes que nous venons de citer, d'autres encore, ont été groupés par le comte Paul Durrieu dans une communication faite par lui le 30 avril 1915 à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres (*Valona, base d'une expédition française contre les Turcs projetée par le roi Charles VIII, 1494-1495*. Comptes rendus des séances de l'année 1915, *bulletin* de mars-avril, p. 181-190. Cf. la *Revue Hebdomadaire* du 12 juin 1915, p. 204-214).

2. Inséré dans la *Revue Hebdomadaire* d'avril 1895, t. 35, sous ce titre : *Un trait d'inhumanité politique ;* l'Expédition de la *Méduse* et les Anglais au Sénégal.

Sénégal en 1816-1817. Quelques documents inédits tirés des archives du Sénégal et présentés en 1914 au 52e Congrès des Sociétés Savantes par M. Claude Faure [1], permettent de les préciser davantage encore. Peut-être ces pièces ne fournissent-elles guère de preuves nouvelles de la mauvaise volonté apportée par les fonctionnaires britanniques à l'exécution des ordres formels de leur gouvernement, mais elles en rendent plus manifeste encore la conduite. Elles permettent aussi de mieux apprécier les difficultés de la situation dans laquelle se trouva le colonel Schmaltz, « commandant pour le Roi et administrateur du Sénégal et dépendances » (tels sont les titres qu'il se donne à lui-même) durant les premiers mois de son séjour à la côte occidentale d'Afrique.

Un rapport adressé le 20 juillet 1816 par Schmaltz au Ministre de la Marine met en pleine lumière la ligne de conduite tenue par le premier fonctionnaire anglais avec lequel il entra en rapports, le lieutenant-colonel Thomas Brereton, lieutenant-gouverneur du Sénégal. « J'avais été prévenu (écrit-il), avant de descendre à terre, des difficultés que j'éprouverais, pour la remise des Établissements français d'Afrique, par divers habitants qui se rendirent à bord de l'*Écho* [2] à la nouvelle de mon arrivée, et vis-à-vis desquels le gouverneur n'avait pas craint de s'ouvrir sur *l'intention où il était de n'en opérer la restitution que le plus tard possible* [3]. Il ne s'en est pas même caché vis-à-vis de moi, et m'a dit plusieurs fois, en présence de MM. Chaumarey et de Venancourt [4], que,

1. *Documents inédits sur l'histoire du Sénégal, 1816-1822* (*Bull. de la section de géographie*, t. XXIX, année 1914, p. 80-127) ; ces documents sont les deux premiers des sept communiqués au Congrès par M. Claude Faure.

2. C'est sur la corvette l'*Écho* que Schmaltz et sa famille passèrent le 8 juillet, à 10 heures du soir ; ils avaient quitté la *Méduse* le 5 au matin, dans le grand canot de la frégate, et trouvèrent le 8, mouillés en rade de Saint-Louis, l'*Écho* et le brick l'*Argus* qui, avec la *Méduse*, et la flûte la *Loire*, constituaient l'expédition chargée d'opérer la reprise de possession du Sénégal.

3. C'est nous qui soulignons ce passage.

4. Le capitaine de frégate Cornette de Venancourt commandait l'*Écho* ; le capitaine de frégate de Chaumareys est (chacun le sait) le commandant de la *Méduse*.

d'après les dernières lettres qu'il avait reçues du gouverneur Macarthy [1], il ne pensait pas qu'il fût lui-même suffisamment autorisé pour opérer la rétrocession demandée, sans recevoir de nouveaux ordres d'Europe, ceux que je portais ne lui paraissant pas assez positifs, et ne donnant aucune instruction sur les lieux où devaient être transportés les troupes et les effets de Sa Majesté Britannique » (p. 83-84).

En tout temps, une telle réponse eût mis dans un très réel embarras le fonctionnaire français qui se fût heurté à cette fin de non recevoir. Combien plus délicate encore était la situation au lendemain de ce lamentable naufrage de la *Méduse*, au récit duquel est consacré le début du rapport de Schmaltz ! « Au ieu, dit très justement ce dernier, de rentrer dans des établissements qui m'auraient fourni les moyens d'attendre le remplacement des pertes, je me trouve, par le refus des officiers de Sa Majesté Britannique, obligé de chercher un asile et [de] pourvoir à la subsistance de plus de 400 personnnes » (p. 85).

Comment la situation finit par se modifier conformément aux clauses du Traité de Paris du 30 mai 1814, aggravées par a Convention du 20 novembre 1815 [2], plusieurs historiens l'ont déjà raconté [3]. Le second des textes mis au jour par M. Claude Faure complète leurs récits ; il montre en effet le colonel

1. Le colonel Mac Carthy, le gouverneur général de qui relevait le lieutenant-colonel Brereton, commandant de Saint-Louis, était en résidence à Sierra-Leone.

2. Tandis que l'article 8 du traité de Paris du 30 mai 1814 stipulait la restitution pure et simple des « colonies, pêcheries, comptoirs et établissements de tout genre que la France possédait au 1er janvier 1792 dans les mers et sur les continents de l'Afrique, de l'Amérique et de l'Asie », la Convention du 20 novembre 1815 différait, par son article 15, cette rétrocession jusqu'à la consignation du dépôt de garantie du paiement de la contribution de guerre spéciale que l'Angleterre exigeait de la France comme indemnité pour les confiscations et, en général, pour tous les dommages soufferts par les Anglais du fait de la guerre.

3. Entre autres Victor Tantet et, en grande partie d'après lui, Jean Darcy aux p. 216-221 du tome I de ses *Cent années de rivalité coloniale*.

Schmaltz, qui a repris possession de Saint-Louis du Sénégal et de Gorée, préoccupé de rétablir le comptoir français d'Albréda, sur la Gambie, conformément au mode déterminé dans la Convention passée le 21 janvier 1817 entre lui-même et le major Donald Mackenzie, le successeur de Brereton à Saint-Louis, « pour... la rétrocession des établissements mentionnés dans les stipulations des traités précités ». Schmaltz charge donc, le 21 avril suivant, le lieutenant de vaisseau de Parnajon, commandant le brick l'*Argus*, de pénétrer dans la Gambie et de mouiller devant l'établissement anglais de Sainte-Marie de Bathurst : après avoir fait connaître au commandant de cet établissement le but de sa mission, de Parnajon poursuivra sa route jusqu'à Albréda ; il y passera avec le roi et les chefs du pays de Bar tous les arrangements nécessaires au rétablissement du comptoir français et il y installera ensuite le sieur de Bonnay en qualité de résident. Quant à celui-ci, il devra (portent ses instructions, — également publiées par M. Claude Faure) adresser chaque mois au commandant de Gorée un rapport politique et commercial accompagné d'états détaillés des recettes et des dépenses ; il donnera en outre dans sa correspondance « tous les avis et renseignements qu'il jugera pouvoir être utiles à l'avancement du commerce de France, afin qu'on puisse juger s'il pourrait être avantageux de faire diriger quelques opérations sur l'établissement qui lui est confié ». Naturellement, Schmaltz recommandait en outre au sieur de Bonnay « toute la prudence que la situation exigera, tant envers les naturels du pays qu'envers les commandants anglais dans le voisinage d'Albréda. S'il éprouvait quelques vexations, il en rendrait compte par un courrier qu'il expédierait au commandant de Gorée » (p. 89).

Ce dernier paragraphe, comme aussi celui des instructions remises au lieutenant de vaisseau de Parnajon qui prévoit quelque opposition, de la part du commandant anglais de Sainte-Marie, au rétablissement du comptoir français d'Albréda, est très significatif. Il montre nettement, une fois de plus, combien le colonel Schmaltz se défiait des Anglais ; il les tenait pour capables d'entraver de toutes les manières la reprise absolument complète des établissements français

sur la côte occidentale de l'Afrique. Aussi s'explique-t-on l'ordre formel donné par ce haut fonctionnaire au commandant de l'*Argus* de protester contre toute opposition et de réserver expressément les droits du roi de France « sur la portion du continent de l'Afrique et sur les îles situées près de ce continent qui sont comprises depuis le cap Blanc jusqu'aux terres hollandaises du cap de Bonne-Espérance » (p. 88).

* *

Birmans et Thaïs en Indochine au XVI^e^ siècle. — L'histoire des invasions birmanes qui, au XVI^e^ siècle, ont bouleversé pour un temps l'Indochine a été jusqu'ici très difficile à écrire. S'il est possible de rétablir approximativement les faits, on ne parvient pas encore à dresser une exacte concordance entre tous les éléments de leur chronologie ; d'autre part, les récits des Européens qui ont visité la péninsule à l'époque ne cadrent pas avec les indications contenues dans les documents indigènes. Ces multiples obstacles n'ont pas arrêté M. Pierre Lefèvre-Pontalis ; on sait l'intérêt que porte l'ancien collaborateur de M. A. Pavie à tout ce qui a trait au Laos ; c'en est une preuve nouvelle que l'étude publiée par lui dans la *Revue Indochinoise* [1] sur les grandes invasions birmanes qui ont conduit, depuis 1530 jusqu'aux dernières années du XVI^e^ siècle, les princes de Toungou : Tabeng Shwehti et Bureng Naung, sur les territoires des royaumes thaïs du Lan Na, du Lan Chhang et d'Ajuthia, c'est-à-dire du Laos et du Siam.

Le mouvement d'expansion des Birmans s'est produit après l'avènement de l'énergique et intelligent Pang-Sévaki ou Tabeng Shwehti sur le trône des Toungou en l'année 1530, et il a commencé au détriment des Thaïs qui, après la chute de l'empire de Pagan au XIII^e^ siècle, avaient pu établir des dynasties de leur race à Ava et même à Prome. Déjà, durant

1. *La lutte des Thaïs contre les Birmans au XVI^e^ siècle* (*Revue Indochinoise*, 1914, t. XXII, p. 1-24 et 173-195).

le long règne de Meng-Kyinyo, les Birmans avaient repris conscience de leur passé, et ceux d'entre eux qui étaient soumis aux Thaïs s'étaient pris à espérer en des jours meilleurs ; Tabeng Shwehti ne trompa pas leur attente. A son domaine primitif, le seul territoire de l'ancien royaume de Pagan encore soumis à une dynastie birmane, il ajouta successivement le royaume riche et prospère du Pégou, peuplé par ces Môns ou Talaings pour qui les Birmans avaient une haine invétérée, la principauté de Prome et une partie de celle d'Ava ; puis, à la faveur des troubles intérieurs auxquels étaient en proie les cours de Xieng Mai et d'Ajuthia, il entreprit de soumettre le Siam à ses lois (1548). A travers les forêts du Siam septentrional et les marécages de la vallée du Ménam, Tabeng Shwehti parvint jusque sous les murs d'Ajuthia et commença le siège de cette capitale ; il allait, après deux attaques infructueuses, lui livrer un troisième assaut lorsque la nouvelle d'un soulèvement des Môns du Pégou le contraignit de renoncer momentanément à ses desseins pour consolider ses premières conquêtes. C'est en accomplissant cette tâche que Tabeng Shwehti trouva une mort glorieuse, dans un combat contre les troupes du chef de Thatong (entre 1550 et 1552).

Celui qui lui succéda, son frère de lait et son beau-frère tout à la fois, Bureng Naung, — le Chaumigrem de Fernan Mendez Pinto —, se montra le digne héritier de sa couronne et de ses projets. Après avoir consolidé sa situation à Toungou, le centre birman par excellence, puis étouffé l'insurrection du Pégou qui avait coûté la vie à Tabeng Shwehti, Bureng Naung reprit les plans de son beau-frère contre les Thaïs du Siam. Dès avant son accession au trône, il s'était montré un excellent général ; plus tard encore il fournit de nouvelles preuves de sa valeur et de sa capacité. Après l'achèvement de la conquête de la principauté d'Ava, dont la capitale fut prise en 1554, le souverain birman pénétra sur le territoire siamois, s'empara d'Ajuthia et s'y fit couronner et décerner le titre glorieux de Mahadharma (1555) ; puis il se tourna contre les Shans de l'Iraouaddy supérieur et de la Salouen, et entendit imposer en même temps sa suzeraineté au tout nouveau souverain de Xieng Mai.

Avec ses 57 provinces qui en faisaient un État riche et puissant, le Lan Na constituait vraiment pour Bureng Naung une proie tentante, et un beau domaine à réunir aux royaumes déjà placés sous son hégémonie. Malheureusement pour lui, en jetant ainsi les yeux sur le Lan Na, Bureng Naung avait négligé de tenir compte d'un ancien souverain de la contrée, qui était demeuré roi du Lan Chhang. Si étendus que fussent encore ses domaines actuels, dont la capitale était Luang Prabang, Prachey Sétak, qui avait été élevé dans une des pagodes de Xieng Mai, n'avait jamais pu se résigner à l'abandon de la couronne du Lan Na, qui lui avait été imposé en 1551 ; il avait même commencé la conquête des provinces les plus orientales du Lan Na au moment où Bureng Naung se dirigeait vers Xieng Mai ; aussi, après la chute de cette cité (1558), les armées birmane et thaïe se trouvèrent-elles sur un terrain que chacune d'elles aspirait à soumettre, et la guerre s'en suivit presque aussitôt (1559).

Une guerre longue et acharnée, où le roi de Lan Chhang Sétak fit preuve d'une énergie et d'une habileté remarquables. Sans se laisser jamais abattre par les revers, ni non plus par la prise et le pillage de sa nouvelle capitale Vieng Chane et par la capture de plusieurs de ses femmes et de ses concubines (1565), il ne cessa de résister aux Birmans. Résolu à éviter une bataille rangée qui (il le comprenait fort bien) eût irrémédiablement compromis le salut des Thaïs, l'insaisissable Sétak mena contre les troupes de son adversaire une guerre d'usure, harcelant sans cesse l'ennemi, l'attirant dans un vaste pays couvert de forêts et très faiblement cultivé où l'attendaient des misères et des privations aussi démoralisantes que meurtrières ; et ni la compression d'une insurrection des Siamois en 1567, ni la défaite de ses partisans à Tepachan (1569) n'eurent raison de sa résistance. C'est seulement après la disparition de Sétak que Bureng Naung parvint entre 1575 et l'année 1581, à ranger le Lan Chhang sous son hégémonie, comme le royaume d'Ajuthia, les pays shans et le Lan Na.

Mais bientôt le grand empire birman ainsi constitué commença de se démembrer, si bien que l'œuvre remarquable de Bureng Naung survécut à peine à sa mort, survenue en 1581.

Presque aussitôt après la disparition de Bureng Naung, le sentiment national, très vivace chez tous les Thaïs de l'Indo chine, détermina une révolte — malheureuse, du reste, — du pays d'Ava ; le royaume d'Ajuthia, que gouvernait le héros siamois Phra Naret, et le Lan Chhang secouèrent rapidement le joug birman, qui continua seulement de se faire sentir dans le Lan Na. Toutefois, ce n'est qu'à force de combats et en multipliant leurs interventions dans les affaires de Xieng Mai et des principautés Muongs Younes que les Birmans parvinrent à y entretenir à la fois l'anarchie et leur domination, à la faveur de laquelle ils firent pénétrer leur civilisation jusque dans les pays de Xieng Kheng et de Xieng Tong. De la sorte différencièrent-ils les populations de ces pays des autres groupes thaïs, et contribuèrent-ils à la substitution en Indochine d'influences bouddhistes aux anciennes influences brahmaniques ; et ce fut là, en définitive, le seul résultat durable obtenu par les Birmans à la suite de soixante années de rudes campagnes contre les Thaïs.

On ne saurait s'en étonner. Comme le fait remarquer M. Lefèvre-Pontalis, les Birmans étaient en trop petit nombre pour pouvoir organiser les territoires soumis par eux et réduire à un état de sujétion complète les monarchies thaïes de l'Est. Quant à leurs adversaires, en se transformant dans certains pays sous l'influence birmane, ils continuèrent simplement une tradition à laquelle la « nappe d'inondation » dont ils faisaient partie avait toujours été fidèle : se modifier à l'image des peuples qu'ils avaient eux-mêmes côtoyés [1] ; mais ils étaient trop nombreux, et aussi trop civilisés pour se laisser absorber par les Birmans.

Telle est, résumée dans ses grandes lignes, l'histoire que vient de raconter M. Pierre Lefèvre-Pontalis avec une précision inconnue avant lui, grâce à une étude critique patiente et minutieuse de tous les documents birmans, siamois et laotiens mis au jour jusqu'ici. Pourra-t-on, dans l'avenir, relater de manière plus complète encore la terrible lutte des Thaïs contre les Birmans au XVI^e^ siècle ? Dans tous les

1. Finot, *Bull. Ecole franc. d'Extrême-Orient*, 1901, p. 115.

cas, certains points obscurs n'en seront jamais absolument élucidés. Le jour, en effet, où les Birmans s'emparèrent à nouveau d'Ajuthia (1767), ils détruisirent la capitale siamoise, en saccagèrent et en incendièrent les maisons et le palais ; alors disparurent irrémédiablement les archives et les annales anciennes, que n'ont pu remplacer les chroniques siamoises. Celles-ci, ont été rédigées à une époque postérieure et d'après des traditions populaires où les hauts faits de Phra Naret sont parfois confondus avec ceux d'autres héros nationaux qui, dans le passé, avaient eu également affaire aux Pégouans ou aux Birmans.

*
* *

Les Hollandais sur les côtes de la Nouvelle-France en 1611-1612. — Faute de connaissance de la langue hollandaise, on n'est pas en France, d'habitude, très au courant de l'histoire des explorations et de la colonisation néerlandaises ; on sait, de manière assez peu précise, ce qu'a été l'œuvre géographique et coloniale des marins et des négociants de la République des Provinces-Unies [1], on répète quelques noms illustres,... et l'on s'en tient là. On a grand tort ; les relations des vieux navigateurs hollandais abondent en effet en détails intéressants sur les pays que leurs compatriotes ont occupés depuis la fin du XVI^e^ siècle et dont leurs descendants sont encore les maîtres, comme aussi sur les contrées qui sont devenues depuis, mais qui ne sont pas toujours demeurées colonies françaises.

Voici, par exemple, la Nouvelle-Écosse d'aujourd'hui, notre ancienne Acadie. Sait-on qu'un excellent navigateur hollandais, Jan Cornelis May, en a visité les côtes, et aussi celles des États les plus septentrionaux de l'Union américaine à la fin de l'année 1611 et au début de l'année suivante, avec les deux

1. Il existe cependant, en français, un très bon travail de M. Charles de Lannoy sur l' « Expansion coloniale de la Néerlande » aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles, inséré dans l'*Histoire de l'Expansion coloniale des peuples européens* de MM. Charles de Lannoy et Herman Vander Linden, t. II, p. 1-392.

yachts dont il dirigeait la marche, *De Vos* et *De Craen*, le *Renard* et la *Grue* ? La publication faite par M. S. Muller, pour le compte de la « Société Linschoten » (cf. *Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, t. I, 1913, p. 119-121), de tous les documents relatifs à ce voyage, fournit sur cet épisode de l'histoire de l'Amérique septentrionale, quelques renseignements qu'il peut être bon de résumer ici [1].

C'est au cours d'un voyage d'exploration entrepris pour la recherche d'un passage vers le Nord jusque vers les contrées de l'Extrême-Orient, que Jan Cornelis May se rendit sur les côtes orientales de l'Amérique septentrionale. Les échecs successifs de marins hollandais dont le plus célèbre est Willem Barents n'avaient pas découragé les États ; les géographes croyaient toujours à la possibilité de l'existence d'une route maritime entre l'Europe et le Pacifique, une curieuse carte de l'an 1610, reproduite par M. S. Muller en tête de son livre, est là pour l'attester. C'est précisément sur les conseils d'un célèbre géographe du temps, un disciple de Mercator, Petrus Plancius, que fut entreprise l'expédition commandée par Cornelis May. Cette expédition devait débuter par rechercher le passage du Nord-Est ; mais elle devait aussi, en cas d'insuccès, se rejeter vers le Sud-Ouest et explorer les rivages des pays que les textes néerlandais, conformément aux commissions données par Henri IV au sieur de Monts à la fin de 1603, appellent « la Nouvelle-France » et qui correspondent à l'Acadie et aux plus septentrionaux des États côtiers de l'Est américain [2]. Une même entreprise, voilà donc, en réalité, ce

1. *De Reis van Jan Cornelisz. May nar de Ijszee en de Amerikaansche Kust*, 1611-1612. Verzameling van Bescheiden uitgegeven door Mr. S. Muller Fz. 's-Gravenhage, Martinus Nijhoff, 1909, in-8 de LVI-226 pages, avec deux cartes hors texte (*Werken uitgegeven door de Linschoten-Vereeniging*, I).

2. On sait que le roi Henri IV avait concédé au sieur de Monts le monopole exclusif de la traite sur les rivages de la Nouvelle-France depuis le 40° jusqu'au 46° lat. N. La Nouvelle-France s'étendait ainsi, au S., au moins jusqu'à l'embouchure de l'Hudson, sans aucun souci des prétentions britanniques, d'après lesquelles la Virginie ne se terminait du côté du septentrion qu'à Halifax, en Nouvelle-Écosse, soit par 45° lat.

que May devait poursuivre dans des parages différents ; que l'on songe, en effet, au nombre des navigateurs qui, depuis le début du XVI^e^ siècle, avaient été chercher du côté de l'Ouest une route maritime vers l'Extrême-Orient ! Après Verazzano, après Cartier, et à peu près en même temps que Champlain, Jean Cornelis May a été l'un d'entre eux.

Quand, en effet, au Nord de l'Europe, dans les espaces maritimes que délimitent les côtes norvégiennes et russes, la Nouvelle-Zemble et le Spitzberg, May se fut partout heurté à la banquise sans trouver nulle part la mer partiellement libre dont avait parlé Plancius (avril-septembre 1611), il renonça — du moins temporairement — à poursuivre de ce côté son entreprise, et, à travers les eaux de l'Atlantique, il cingla vers les rivages du Nouveau-Monde avec l'intention de gagner la « Nouvelle-France ». Mais on ne peut pas dire qu'il l'ait positivement fait, car il n'a pas pénétré dans l'estuaire du Saint-Laurent. Après avoir passé dans l'Ouest de Terre-Neuve, May atteignit les bords de la péninsule qui porte aujourd'hui le nom de Nouvelle-Écosse ; le 29 octobre, il arrivait en vue de ses rivages, et il longeait dès lors les côtes de cette contrée, imposant le 1^er^ novembre à une baie que M. Muller n'a pas identifiée l'appellation de « baie de Tous les Saints ». Il semble bien, au contraire, que le point auquel May imposa, le 17 novembre, le nom de « labyrinthe » (Doolhoff) soit la baie de Cobscook ; mais, s'il est possible de proposer cette identification, comme aussi celle de la « belle baie » (Schoonehaven), plus méridionale, avec la baie de Penobscot actuelle, il n'en va pas de même de la plupart des autres points visités par le *Renard* et la *Grue*. Peut-être, toutefois, la « baie de l'assassinat » (Moortreede) est-elle la Machias-bay actuelle

Si May a donné à cette localité un nom aussi tragique, cela tient à ce que, le 26 novembre 1611, sur huit hommes de la *Grue* envoyés à terre avec le commis Pieter Aertsen, les uns furent, comme aussi le commis, massacrés et eurent la tête tranchée par les indigènes Abénaquis avec lesquels ils étaient entrés en relations, et d'autres regagnèrent blessés leur navire, où quelques-uns d'entre eux ne tardèrent pas à succomber. Tous furent ensevelis dans une île de la « baie de la

Tristesse » (Droeve-bay) qui reçut le nom d' « île du Cimetière » (Kerckhoff Eylandt).

Il serait intéressant de savoir dans quelles circonstances Hollandais et Abénaquis en vinrent aux prises, alors qu'ils semblaient ne devoir nouer que des relations amicales ; mais les textes publiés par M. Muller sont muets à cet égard. Le journal de bord de May signale par contre, à la date du 2 décembre 1611, un petit fait digne d'attention : la trouvaille, en un point difficile à identifier, de l'estuaire semé d'îles du Penobscot, — « d'un vieux chaudron et d'une barrique que les Français ont laissés là, comme il semble bien résulter des traces que l'on y trouva » (p. 42-43). Combien est regrettable le laconisme de Jan Cornelis May ! Eût-il indiqué dans son journal ce qu'étaient ces traces (« die teyckens, die zy daer vonden »), eût-il transcrit l'inscription que, vraisemblablement, il lut sur la barrique, peut-être aurait-on déterminé exactement la date à laquelle les Français atterrirent dans la baie de Penobscot. Il semble bien, dans tous les cas, que la trouvaille faite par les compagnons de May ne puisse se rapporter qu'à l'un des deux voyages faits par Champlain le long de la côte américaine : 1) du 18 au 25 juillet, quand le célèbre voyageur partit de l'île Dochet (à l'embouchure de la rivière Sainte-Croix) pour découvrir l'île Mont-Désert et la rivière Penobscot ; 2) en juin-août 1605, alors que, du même point, il reconnut en compagnie de Pierre du Gua, sieur de Monts, tout le littoral américain depuis le Maine jusqu'au hâvre de Nauset, dans le Massachusetts, avant de fonder l'établissement de Port-Royal (aujourd'hui Annapolis) dans la baie de Fundy, à qui de Monts avait imposé le nom de « baie Française ».

Nous ne suivrons pas plus loin, dans leur navigation le long des côtes américaines, les deux navires de May. Aucun incident digne de remarque n'a en effet signalé leur marche jusqu'au moment où, après avoir visité la baie de Massachusetts (Lichmis-vaerdt, ou canal du Libertin), ils atteignirent, le 15 février 1612, les parages du cap Cod (ou « de la Nasse », die Fuyck) ; puis, un mois plus tard, ils s'éloignèrent des rivages de la Nouvelle-France et refirent route vers le Nord-Est

afin de reprendre au septentrion de l'Europe et de l'Asie leur « recherche du détroit d'Anian ».

Si peu nombreux soient-ils, ces quelques extraits suffisent à justifier la lecture attentive du journal de bord de Jan Cornelis May [1]. Ce navigateur donne une idée exacte de la côte américaine à une époque où, entre l'établissement naissant de Port-Royal et celui des Espagnols à Saint-Augustin de Floride, n'existait encore aucune colonie européenne ; aussi regrette-t-on qu'au lieu de passer droit devant l'ouverture de la « baie Française », le marin hollandais n'y ait pas pénétré. Sans doute, dans ce cas, Jan Cornelis May eût-il fourni, sur la situation de Port-Royal à la fin de l'année 1611, des détails précis et dont les historiens des premiers temps de « La Cadie » eussent pu tirer bon parti.

Henri Froidevaux.

*
* *

La famille de Toussaint-Louverture en France. — *La Revue de l'Histoire des Colonies françaises* a publié en 1913 (t. I, p. 217-232) un curieux article de M. Georges Servant sur le fils d'un des chefs de la révolte de Saint-Domingue, de cet Henri Christophe qui fut un des principaux collaborateurs de Toussaint-Louverture et qui devint ensuite, de 1811 à 1820, roi en Haïti sous le nom d'Henri I. Voici maintenant que M. J.-R. Marboutin fournit, dans la *Revue de l'Agenais*, des renseignements nouveaux et très précis sur la famille de Toussaint-Louverture lui-même [2], et il est tout naturel que ces renseignements paraissent dans ce « Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen », puisque, après

1. On en trouvera un succinct résumé d'ensemble dans un excellent article de M. A. Cabaton (*les Voyages de Jan Cornelisz. May dans l'Océan Arctique, 1611-1612*) publié dans *la Géographie*, t. XXIX, 1914, 15 juin, p. 409-416, carte.

2. *Notes historiques sur l'expédition de Leclerc à Saint-Domingue et sur la famille Louverture* (*Revue de l'Agenais*, bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts d'Agen, 42e année, mars-avril 1915, p. 77-86).

l'arrestation de son chef par le général Brunet (10 juin 1802), la famille du « Napoléon des noirs » fut reléguée à Bayonne d'abord, puis à Agen [1].

Dès 1796, Toussaint-Louverture, qui venait d'être proclamé par la République française général en chef des armées de Saint-Domingue, mais qui avait aussitôt rêvé de se rendre le seul maître de la « perle des Antilles », avait résolu de donner des gages de sa fidélité en envoyant en France, pour y faire leur éducation, son propre fils Isaac et le fils de sa femme Suzanne-Simone Bapteste, Placide Clerc. De fait, les deux enfants arrivèrent en France en l'an V, et un arrêté du 15 pluviôse de cette année (24 janvier 1797) chargea le ministre de la Marine de pourvoir aux frais de l'éducation, non seulement de ces deux enfants, mais des enfants de plusieurs généraux noirs. Placés au collège de Liancourt, qui prit tôt après le nom d' « Institution nationale des Colonies », Isaac et Placide y demeurèrent jusqu'en 1801 ; rentrés alors à Saint-Domingue avec le général Leclerc, ils repassèrent en France en même temps que Toussaint-Louverture, et, tandis que ce dernier mourait bientôt après au fort de Joux [2], ils furent envoyés : Placide Clerc à Belle-Isle-en-Mer, Isaac Louverture avec sa mère, son frère cadet Saint-Jean et le reste de sa famille, à Bayonne et ensuite à Agen [3].

1. C'est pourquoi a déjà paru dans la *Revue de l'Agenais* un article de M. Gragnon-Lacoste sur la famille de Toussaint-Louverture à Agen, 1803-1816 (10e année, 1883, p. 97-103).

2. Sur la manière dont fut traité Toussaint-Louverture au fort de Joux, on trouvera d'intéressants détails dans un article de M. Maurice Pigallet que la *Revue de l'Histoire des Colonies françaises* a naguère (t. II, 1914, p. 110-111) analysé.

3. Dans son *Dictionnaire critique de Biographie et d'Histoire*, A. Jal rapporte que le Premier Consul décida, en 1802, qu'un cadeau serait fait aux fils de Toussaint-Louverture. Le ministre de la Marine Decrès ordonna donc, le 11 brumaire an X (12 novembre 1802) que deux habillements et équipements complets d'officiers de hussards leur fussent donnés. Ces uniformes coûtèrent la somme de 3.190 fr. 70 c. Jal se borne malheureusement à renvoyer (p. 1200, v° *Toussaint-Louverture*) aux Archives de la marine, sans fournir aucune donnée complémentaire.

C'est là qu'Isaac perdit successivement son frère cadet en 1805 et sa mère en 1816 ; là encore qu'il épousa sa cousine Louise Chancy. Il quitta toutefois Agen à la fin de l'année 1816 pour venir s'établir à Bordeaux, à cause (a-t-il dit lui-même) de « la commodité d'un port de mer pour notre correspondance avec notre famille », et il y demeura dès lors tandis que sa femme travaillait avec persévérance à Saint-Domingue à recueillir les biens épars de la fortune de Toussaint-Louverture et s'efforçait de gérer les diverses propriétés qui avaient été rendues à elle et à son mari. On sait qu'Isaac Louverture mourut à Bordeaux en l'année 1850.

BULLETIN HISTORIQUE

M. Louis Pauliat, sénateur du Cher depuis 1887, qui est mort à Paris le 22 septembre dernier, avait naguère publié sur l'histoire coloniale française quelques écrits qui ont eu un certain succès lors de leur apparition: Ces ouvrages, dont le dernier parut l'année même où M. Pauliat entra au Sénat, sont les suivants : *Madagascar* (Paris, Calmann-Lévy, 1884, in-8) ; Madagascar sous Louis XIV : *Louis XIV et la Compagnie des Indes Orientales de 1664*, d'après des documents inédits tirés des Archives Coloniales du Ministère de la Marine et des Colonies (Paris, Calmann-Lévy, 1886, in-18) ; *la Politique coloniale sous l'Ancien Régime*, d'après des documents empruntés aux Archives coloniales du Ministère de la Marine et des Colonies (Paris, Calmann-Lévy, 1887, in-18).

*
* *

Au cours de l'année scolaire 1915-1916, M. Augustin Bernard étudiera en Sorbonne l'Afrique du Nord et la politique européenne de 1830 à 1895, tandis que M. P. Cultru, poursuivant l'examen du sujet qu'il a commencé l'année dernière (*Revue de l'Histoire des Colonies françaises*, t. II, 1914, p. 400), racontera l'histoire de la colonisation française de la Louisiane depuis 1698.

*
* *

Durant l'année 1914, la *Revue Maritime* a poursuivi la publication de l'excellent *Inventaire sommaire des Archives*

modernes de la Marine (série BB⁴), dressé par M. G. Bourgin, archiviste paléographe aux Archives nationales. Nous avons déjà donné naguère la liste des livraisons de la *Revue Maritime* contenant le début de ce travail si utile (cf. *R. de l'Histoire des Colonies françaises*, t. I, 1913, p. 252-253 ; t. II, 1914, p. 253) ; en 1914, son rédacteur a très assidûment continué le dépouillement commencé. On en trouvera de nouveaux fragments dans les numéros de janvier et mars (t. CC, p. 56-69 et 340-349), puis dans les trois livraisons du tome CCI (avril, p. 79-88 ; mai, p. 188-197 ; juin, p. 304-313) de la *Revue Maritime*.

*
* *

La reconstitution d'une inscription relevée à Constantine en 1913 a permis à M. Jérôme Carcopino d'affirmer que le premier Africain qui devint consul de Rome fut, en l'an 80 après J.-C., sous le règne de Titus, Q. Aurelius Pactumeius Fronto, de Cirta, dont le nom figure déjà dans deux inscriptions de Cirta insérées par Léon Renier dans son recueil des Inscriptions romaines de l'Algérie (*Mélanges d'Épigraphie algérienne*, dans la *Revue africaine* du 2e trimestre 1914, t. LVIII, p. 330-361).

*
* *

Poursuivant ses minutieuses études sur l'histoire de la frontière occidentale de l'Algérie, le capitaine L. Voinot (cf. *R. de l'Histoire des Colonies fr.*, t. II, 1914, p. 40) a donné à la *Revue Africaine*, en 1914 (2e trimestre ; t. LVIII, p. 220-329 : *Les actes d'hostilité des Émigrés et des Marocains, surtout des Beni Snassen, et les opérations effectuées par les Français, notamment en 1856*), un long et intéressant article sur les années qui suivirent immédiatement la campagne dirigée contre les Beni Snassen en 1852. Sous l'influence de la correction qu'elle reçurent alors, les populations marocaines voisines de la frontière, uniquement occupées d'ailleurs de leurs querelles intestines, cessèrent de chercher noise aux tribus algériennes et entretinrent même avec elles des rela-

tions amicales. Sans doute peut-on les rendre encore responsables de quelques attentats ; toutefois, seuls ou à peu près, en 1853 et en 1854, des Algériens émigrés commirent sur le territoire français de nombreux actes d'hostilité. Mais il en fut bientôt autrement ; de l'anarchie complète à laquelle était en proie l'Amalat d'Oudjda, la répercussion se fit sentir en 1855, et l'on vit dès lors se produire contre les populations algériennes un certain nombre de coups de main qui se reproduisirent au cours des années suivantes, et qui entraînèrent régulièrement, en manière de châtiment, des opérations militaires contre les populations marocaines de la frontière. Ce sont ces opérations que le capitaine Voinot a exposées avec précision dans son nouveau mémoire ; pour n'avoir pas reçu toute l'ampleur désirable, pour n'avoir pas été dirigées non plus avec toute l'énergie nécessaire, elles ne procurèrent aux populations algériennes voisines de la frontière marocaine qu'une paix très précaire. Voilà bien ce qui ressort de la lecture des dernières des 52 pièces justificatives (allant du début de 1853 à la fin de 1858) publiées par le capitaine Voinot à la suite de son article; aussi de nouvelles complications obligèrent-elles, en 1859, les Français à lancer deux divisions à l'assaut du massif des Beni Snassen.

*
* *

Avec le concours de prisonniers allemands internés au Maroc et prêtés par l'autorité militaire, M. Marcel Dieulafoy a pu exécuter à Rabat des fouilles aux abords de la tour de Hâssan, qui commande de très haut la rive gauche et l'embouchure du Bou Regreg. On a dégagé les vestiges du monument auquel appartenait cette tour : quelques pans d'un mur d'enceinte et de rares colonnes, la plupart décapitées, autour desquels les habitants de Rabat cultivaient des céréales. En exposant à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 25 juin dernier (*Comptes Rendus* des séances de l'année 1915, *Bulletin* de mai-juin, p. 237-242, avec une figure) les résultats acquis par un travail de plus de neuf mois, M. Marcel Dieulafoy a résumé les

constatations et les recherches faites; les fouilles entreprises montrent (a-t-il dit) dans l'édifice dont les restes ont été mis à jour une mosquée construite par le dernier représentant de la dynastie des Almohades, Abou Yousouf Yakoub el Mansour bi Fadl Allah (1184-1199 après J.-C.). Vers la fin du XIV^e^ siècle ou dans les premières années du siècle suivant, un incendie dévora cette mosquée, dans laquelle on est en droit de voir un monument sans pareil dans le monde musulman. C'était, suivant M. Dieulafoy, avec sa superficie totale de 27.360 mètres carrés, supérieure à celle des plus grandes mosquées connues, le plus grand édifice religieux de l'Islam; c'est, d'autre part, le seul exemple d'architecture almohade existant au Maroc que la mosquée de Yakoub el Mansour. Aussi sommes-nous heureux de reproduire, grâce à l'obligeance de M. Marcel Dieulafoy et avec l'autorisation de M. Maspero, une vue d'ensemble de cette remarquable mosquée (planche I).

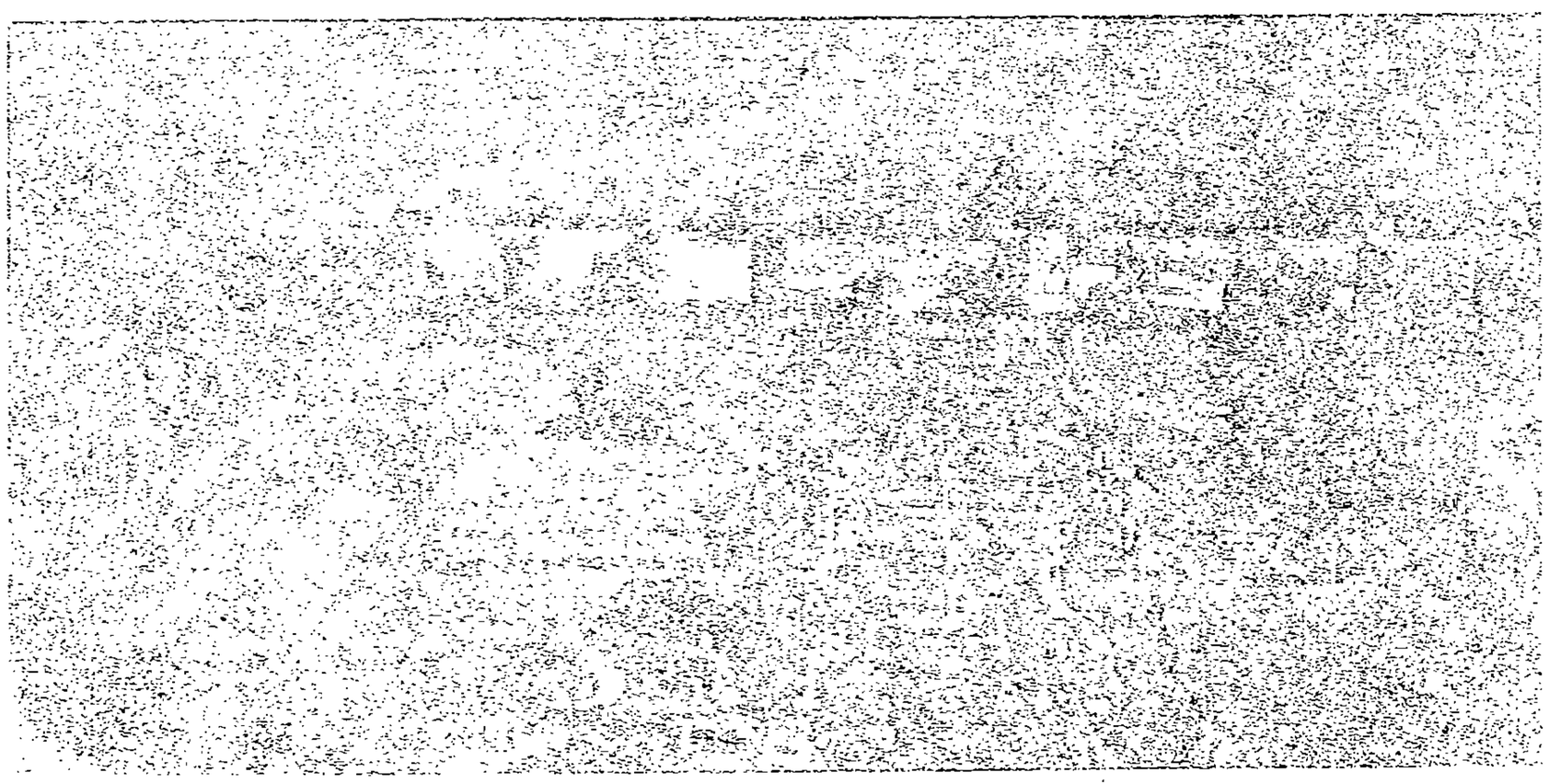
*
* *

Les trois monographies des Oulad-Delim, des Reguëibat et des Tekna de l'Oued Noun rédigées par M. Paul Marty dans les premiers mois de 1914 et publiées dans les numéros de mai, de juin-juillet et d'août 1915 de l'*Afrique française* (*Renseignements coloniaux et documents*, p. 73-82, 118-126 et 136-146) ont été réunies sous ce titre commun : *Les tribus de la Haute Mauritanie*, dans une brochure de 92 pages (Paris, Comité de l'Afrique française, 1915, in-8 avec carte et grav.). A côté de renseignements d'ordre géographique, ethnographique et économique, on y trouvera quelques brèves indications sur l'histoire interne de chacune de ces trois tribus et sur l'histoire de leurs relations politiques avec les Français, voire même (pour les Reguëibat) avec les Tekna et leurs autres voisins, ainsi que d'intéressants tableaux généalogiques.

*
* *

Quand, au Sénégal, on érige úne statue à Faidherbe, on n'entend pas tant glorifier le vaillant et habile général qui

Sud



Est

Ouest

Nord

Fouilles de la mosquée de Yakoub el Mansour, à Rabat.
(Vue panoramique des travées méridionales de la salle centrale, après le montage de 118 colonnes.)

Phot. de Mme Jane Dieulafoy.

Cliché de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres
(*Comptes rendus des séances*, année 1915.)

lutta contre les Allemands dans le Nord de la France en 1870-1871 que le promoteur de l'œuvre coloniale de la France contemporaine dans l'Afrique occidentale. Voilà ce que l'on a fait naguère à Saint-Louis du Sénégal ; voilà ce que l'on vient de faire également à Dakar, où, le 14 juillet dernier, a été inaugurée, sur le terre-plein du port, une statue de l'ancien gouverneur du Sénégal. A cette occasion, M. le Gouverneur général Clozel a prononcé une brève allocution dans laquelle il a rappelé, en quelques mots très heureux, comment les initiatives de Faidherbe ont produit après sa mort toutes leurs conséquences ; « de son cerveau puissant est sorti le plan qui a valu à la France son empire africain d'aujourd'hui ».

*
* *

On sait combien ont été fructueuses, en février-mars 1914 à Koumbi, au mois d'octobre suivant à Tendirma, les recherches archéologiques entreprises en différents points du Haut-Sénégal et Niger par M. Bonnel de Mézières (*R. de l'Histoire des Colonies françaises*, t. III, 1915, p. 125-127 et 380-381) ; le succès a été égal à Tiregga.

Alors que Tombouctou n'existait pas encore, ou n'avait aucune importance, la ville de Tirekka jouissait d'une très grande réputation parmi les noirs du Soudan et parmi les habitants des régions sahariennes du Nord de l'Afrique. Au témoignage d'El Bekri, c'était, sur la rive gauche du Niger et à l'endroit précis où le fleuve « tourne vers le Sud et rentre dans le pays des Noirs », une ville considérable, le rendez-vous des caravanes venant de Ghâna et de Tadmekket : on y capturait des tortues énormes et les termites y abondaient. Edrisi confirme ces renseignements et les complète ; mais il ne montre plus Tirekka florissante à son époque comme au XI^e^ siècle, au temps d'El Bekri ; déjà Tombouctou la supplante et tend à devenir le grand emporium, le grand centre commercial du Soudan occidental.

En interprétant comme il convient le texte formel d'El Bekri, c'est-à-dire en admettant qu'il parlait du Niger en remontant le cours de ce fleuve, M. Delafosse avait localisé

l'emplacement de Tirekka au coude formé par le Niger auprès de la localité d'Arnessey, non loin de Kabara et à 35 kilomètres dans l'Est de Tombouctou à vol d'oiseau. Une enquête instituée par M. Bonnel de Mézières auprès de savants musulmans de Tombouctou prouva manifestement deux choses : que le nom de Tirekka était encore connu des érudits indigènes, et qu'il était permis d'espérer parvenir à déterminer l'emplacement de la ville aujourd'hui disparue, car des ruines existent encore auprès d'Arnessey.

Se transporter dans cette localité, y recueillir de nouveaux renseignements, reconnaître les points où lui était signalée l'existence de ruines et dont, par ailleurs, la position géographique se rapprochait le plus du lieu où avait dû se trouver Tirekka, voilà ce que fit le missionnaire du Ministère des Colonies et de l'Académie des Inscriptions dans la seconde quinzaine du mois de septembre 1913. Ses investigations aboutirent à l'identification de l'ancienne Tirekka avec un lieu dit encore appelé *Tiregga* par les Arabes et *Témacheq*, *Tikkirka* par les Touareg. Nombreuses sont les termitières aux environs de cet endroit, situé à près de 3 kilomètres dans le Nord-Nord-Ouest d'Arnessey ; les habitants des villages voisins conservent encore le souvenir des tortues du Niger, malgré la disparition déjà ancienne de ces animaux ; enfin et surtout deux gourgoussou (*gourgoussou* = *ruines* en langue somaï) couverts de débris de toutes sortes, — de poteries, de cendres, de détritus, — attestent l'existence en cet endroit d'un véritable centre de population, et c'est également ce qu'atteste, à fleur de terre, la présence de murs très réguliers et se coupant à angles droits. En outre, du point culminant de l'un de ces gourgoussou, « on aperçoit à 4 ou 5 kilomètres le Niger tournant franchement vers le Sud, et plus près, à 2 kilomètres, un des bras du fleuve, la rivière d'Inali, qui, dans une courbe bien accusée, se dirige également vere le Sud ».

Telles sont les raisons pour lesquelles M. Bonnel de Mézières, qui a débuté par explorer, à 10 kilomètres dans l'Est d'Arnessey, la dune de Téherguif et les deux gourgoussou de Timbikélam, voit dans les gourgoussou de Tiregga l'emplacement de l'ancienne Tirekka, ou du moins de l'un des

grands quartiers de cette ville. En ce faisant, il est d'accord avec la tradition indigène (*Découverte de l'emplacement de Tirekka*. Comité des Travaux historiques et scientifiques, *Bulletin de la section de Géographie*, t. XXIX, année 1914, p. 132-135, carte).

*
* *

Sous le titre de *Notes historiques sur le Trân-ninh*, la *Revue Indochinoise* a publié dans son fascicule de novembre-décembre 1914 (nouv. série, t. XXII, p. 389-399) d'importants extraits de rapports de mission écrits au début de 1894 par M. le chancelier Delineau. On y trouvera, sur l'histoire contemporaine de cette partie de l'ancien royaume de Vien-Khouang, de cet ancien « territoire extérieur » de l'empire d'Annam, en particulier sur la période 1873-1893, des renseignements très précis et un exposé très clair des efforts simultanément tentés par les Siamois, désireux de s'assurer la possession de toute la vallée du Mekhong, et par les Chinois pour occuper cette contrée, dans laquelle M. Delineau voit « la clef géographique de l'Indochine ». Ce furent alors, écrit l'auteur, « vingt ans de martyre » pour les malheureux habitants du pays, « qui n'ont plus ni foyers ni argent, les Siamois ayant brûlé les premiers et les Chinois ayant enlevé le second ».

*
* *

Elle est intéressante, l'Odyssée de ce navire anglais, la *Mary Guildford*, capitaine John Rut, dont M. H. P. Biggar a raconté, à l'aide de documents de provenances variées, le voyage en Amérique à la date de 1527. Partie de Plymouth le 10 juin, arrivée le 21 juillet au cap de Bas, — que l'on ne peut identifier avec certitude, mais qui est sûrement un cap aux environs de la baie (*inlet*) Saint-Louis sur la côte du Labrador, — la *Mary-Guildford* s'éloigna de ce point dix jours plus tard et parvint le 3 août à Saint-Jean de Terre-Neuve, où Rut trouva onze navires normands, un autre breton et deux barques portugaises. Puis, en l'absence de sa conserve le

Sampson, qui aurait dû la rejoindre à Saint-Jean, la *Mary-Guildford* leva l'ancre à une date postérieure au 10 août. Alla-t-elle d'abord, sans succès d'ailleurs, à la recherche du *Sampson* aux abords de la baie Saint-Louis ? On ne saurait l'affirmer ; mais on sait en tous cas qu'elle se dirigea, soit ensuite, soit aussitôt après son départ de Saint-Jean, vers le cap Breton et la côte de Norembègue, « envoyant souvent des hommes à terre (au témoignage d'Hakluyt) pour se rendre compte de l'état de ces pays inconnus ».

On ne savait pas, jusqu'ici, comment s'était terminé le voyage de John Rut et de ses compagnons. M. Biggar, dans les *Mélanges d'Histoire offerts à M. Charles Bémont par ses amis et ses élèves* (*an English Expedition to America in 1527*, aux pages 459-472 du volume) propose de voir la *Mary Guildford* dans un navire anglais qui, le 19 novembre 1527, toucha à l'île Mona (à mi-route entre Porto-Rico et Saint-Domingue), qui mouilla quelques jours plus tard à San Domingo, se rendit ensuite à Porto-Rico et, après cette visite aux Indes Occidentales, regagna paisiblement l'Angleterre. Ce navire appartenait au roi d'Angleterre, disent les documents espagnols cités par M. Biggar ; il avait été (ajoutent-ils) envoyé avec une conserve à la recherche d'un passage vers le pays du Grand Khan, avait perdu cette dernière et avait visité Terre-Neuve. C'est sur ces indices qu'est étayée l'hypothèse proposée par M. H. P. Biggar ; puisse la découverte d'un document précis lever bientôt tous les doutes et permettre d'identifier avec certitude la *Mary Guildford* de Londres et le navire anglais venu aux Antilles en 1527 ! Alors ce bâtiment méritera, mieux encore qu'aujourd'hui, une place dans la liste des navires qui, dès le XVI^e^ siècle, visitèrent ces « terres neuves » d'Amérique dont les Français devaient entreprendre l'occupation et la colonisation au siècle suivant.

* * *

Il a déjà été question dans cette *Revue* (t. II, 1914, p. 410 et planche II) du fort Chambly, construit en 1665 par le capitaine Jacques de Chambly sur la rive gauche de la rivière

Richelieu, au pied du saut Saint-Louis. Sous la protection de ce fort se groupèrent très vite des colons, qui furent les fondateurs de la bourgade d'où sortit d'abord la paroisse (érigée en 1721), puis la petite ville de Chambly. Pour commémorer le 250e anniversaire de la fondation du fort, origine de la localité actuelle, des fêtes religieuses et patriotiques ont été célébrées à Chambly le 6 septembre 1915. Comment y fut évoqué le souvenir des anciens missionnaires et des anciens colons de la localité, on le verra dans l'article que M. l'abbé Elie-J. Auclair a consacré aux cérémonies commémoratives de Chambly dans la *Revue Canadienne* de novembre 1915 (*Les Fêtes de Chambly*, p. 390-417).

*
* *

Les journaux canadiens annoncent la prochaine publication, dans un fascicule spécial du *Journal of American Folk-Lore* (imprimé pour la circonstance en français, à Montréal), d'une quarantaine de contes populaires canadiens-français.

C'est à la suite d'une enquête entreprise, sur l'initiative du Dr Franck Boas, de l'Université Columbia, par M. C.-M. Barbeau, du bureau des Ethnologues Canadiens, à Ottawa, qu'a été décidée cette publication. Elle contient la fleur de la précieuse récolte faite par M. Barbeau et par ses amis dans les comtés de Beauce et de Québec, et à Sainte-Anne, dans le comté de Kamouraska. Nous reviendrons sur ce travail, dont l'intérêt historique ne saurait manquer d'être considérable, aussitôt qu'il nous sera parvenu.

*
* *

M. John Hunter Finley, président du Collège (c'est-à-dire de l'Université) de la ville de New-York, est venu naguère à Paris professer en Sorbonne, pendant le semestre d'hiver de l'année scolaire 1910-1911, dans la chaire fondée par M. James Hyde, une série de leçons sur l'histoire de la colonisation française dans la vallée du Mississipi. De ses leçons, dont la dernière a paru à la fois dans son savoureux texte original et en traduction française dans la revue *France-Amérique*,

(t. II, avril 1911, p. 236-249), M. John H. Finley a fait un ouvrage très intéressant et très attrayant, *the French in the Heart of America* (New-York, Ch. Scribner's Son, 1915, in-8). Nous aurons sans doute à revenir sur les mérites de cet ouvrage ; bornons-nous à signaler aujourd'hui que notre confrère M. Ch. de la Roncière en a pris texte pour donner à la *Revue hebdomadaire* du 26 juin dernier (p. 505-515) un article substantiel dans lequel il montre brièvement : 1) avec quelle persévérance la France a, pendant deux siècles et demi, inlassablement poursuivi la recherche ou la création d'une voie d'accès au Pacifique ; 2) combien persistante fut, jusqu'au milieu du XIX^e^ siècle, dans la vallée du Mississipi, cette empreinte française que, presque seule, la Nouvelle-Orléans conserve encore aujourd'hui.

TABLE ALPHABÉTIQUE PAR NOMS D'AUTEUR

Pages.

CULTRU (P.) : Colonisation d'autrefois. Le Commandeur de Poincy à Saint-Christophe..... 289-354

DESDEVISES DU DÉZERT (G.) : La Louisiane à la fin du XVIII[e] siècle..... 235-260

FROIDEVAUX (Henri) : Le réveil économique de Bordeaux sous la Restauration. *L'armateur Balguerie-Stuttenberg et son temps*, par Pierre DE JOINVILLE..... 111-115

— Notes critiques sur la *Relation du détroit et de la baie d'Hudson* de Jérémie..... 119-124

— *The English Factories in India*, 1646-1650, by William FOSTER..... 261-266

— Les Archives de la Compagnie des Indes à Lorient..... 266-270

— La captivité du poète Regnard à Alger en 1678-1679..... 270-272

— Les préliminaires de l'occupation espagnole à Tahiti au XVIII[e] siècle..... 273-277

— *Yusuf Khan, the Rebel Commandant*, by S. C. HILL..... 369-372

— Les colons de la Nouvelle-France au pays des Hurons entre 1641 et 1647..... 385-388

— Les derniers projets du duc de La Meilleraye sur Madagascar (1663)..... 401-430

FROIDEVAUX (Henri) : L'expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba, par Ch. MONCHICOURT 537-543
— Les Hollandais sur les côtes de la Nouvelle-France en 1611-1612 554-558
MARTINEAU (Alfred) : Les origines de Mahé (de Malabar) 5-98, 129-234, 431-536
SAULNIER (Eugène) : Un projet d'histoire des Colonies françaises en 1758 355-368
XXX : Les Archives du Ministère des Colonies : conservation, classement, consultation 99-110

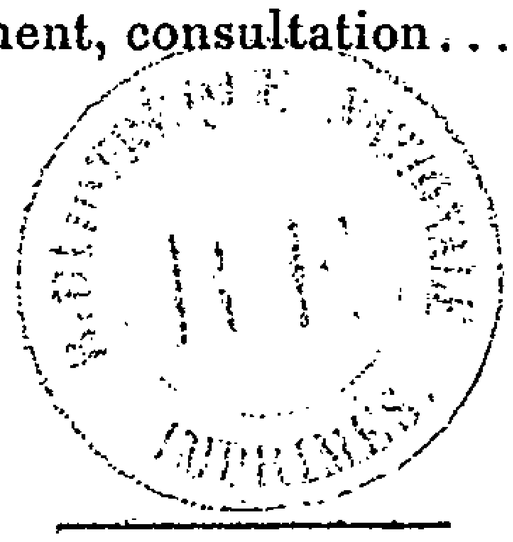
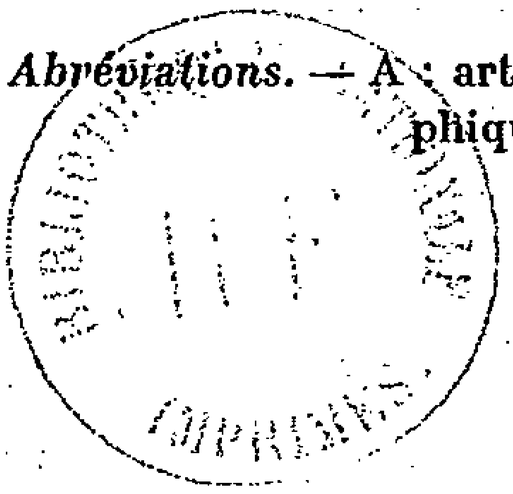


TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

Abréviations. — A : article ; — B : comptes rendus et notes bibliographiques ; — C : bulletin historique.



Généralités.

Pages.

A. Les Archives du Ministère des Colonies : conservation, classement, consultation, par XXX. 99-110

Un projet d'histoire des Colonies françaises en 1758, par Eugène Saulnier..... 355-368

B. Le Réveil économique de Bordeaux sous la Restauration. *L'armateur Balguerie-Stuttenberg et son œuvre*, par Pierre de Joinville (Henri Froidevaux)..... 111-115

Les aspirations coloniales et le crime du surintendant Fouquet..... 372-374

C. Les *Inéditos* du vicomte de Santarem, publiés par Jordão de Freitas..... 391-392

Europe.

B. Le Réveil économique de Bordeaux sous la Restauration. *L'armateur Balguerie-Stuttenberg et son œuvre*, par Pierre de Joinville (Henri Froidevaux)..... 111-115

Les Archives de la Compagnie des Indes à Lorient (Henri Froidevaux)..... 266-270

Le cardinal Fleury et la défense des intérêts commerciaux des Antilles françaises entre 1737 et 1740..... 279-280

Pages.

Les aspirations coloniales et le crime du surintendant Fouquet..... 372-374
Les projets de Charles VIII sur l'Orient méditerranéen..... 544-546
C. Le général Derrécagaix..... 390-391

AFRIQUE MÉDITERRANÉENNE.

B. La captivité du poète Regnard à Alger en 1678-1679 (Henri FROIDEVAUX)..... 270-272
Recherches sur l'histoire des Juifs du Maroc.. 374-377
Les études de Théviôtte sur l'Égypte..... 381-384
L'expédition espagnole de 1560 contre l'île de Djerba, par Ch. MONCHICOURT (H. FROIDEVAUX). 537-543
C. L'évêque de Tipasa Renatus..... 125
Les autographes arabes de Charles Féraud..... 282-283
Inscriptions latines de la vallée de la Medjerda. 392-393
Les inscriptions chrétiennes de la « Basilique du Sud » à Mdaourouch..... 393
Les lettres de Ben Allâl au maréchal Valée en 1838-1839..... 393-394
Le premier consul romain originaire de la province d'Afrique..... 562
Les relations des Français et des Beni-Snassen entre 1852 et 1859..... 562-563
La mosquée de Yakoub el Mansour à Rabat. 563-564

AFRIQUE OCCIDENTALE.

B. Les tentatives d'exploitation agricole au Sénégal à l'époque de la Restauration..... 116-118
L'ancienne route commerciale d'In-Salah à Tombouctou et les causes de son abandon..... 377-380
Une ancienne colonie israélite aux environs de Tombouctou..... 380-381
La reprise des établissements de la Sénégambie en 1816-1817..... 546-550

C. Les fouilles de M. Bonnel de Mézières à Koumbi. 125-127
Le capitaine Maurice Cortier..... 281-282
Le commandant Louis Desplagnes..... 282
Mort de M. Merlaud-Ponty..... 389-390
Découvertes de l'emplacement de Tirekka.... 565-567

MER DES INDES.

A. Les origines de Mahé (de Malabar), par Alfred MARTINEAU..... 5-98, 129-234, 431-536
Les derniers projets du duc de La Meilleraye sur Madagascar (1663), par Henri FROIDEVAUX... 401-430
B. *The English Factories in India*, 1646-1650, by William FOSTER (Henri FROIDEVAUX)..... 261-266
Yusuf Khan, the Rebel Commandant, by S. C. HILL (Henri FROIDEVAUX)..... 369-372
C. Documents manuscrits sur l'histoire des Mascareignes et des Seychelles entre 1775 et 1841. 284
La *Cambridge History of India*..... 394-395

EXTRÊME-ORIENT ET ILES DU PACIFIQUE.

B. Points obscurs et épisodes élucidés de la biographie de Pigneau de Béhaine..... 118-119
Les préliminaires de l'occupation espagnole à Tahiti au XVIII^e siècle (Henri FROIDEVAUX).... 273-277
La fondation de Phnom-Péñ..... 384-385
Birmans et Thaïs en Indochine au XVI^e siècle.. 550-554
C. Les visées coloniales du Premier Consul sur l'Australie et l'expédition Baudin..... 127-128
Mgr Pigneau de Béhaine et la Société de Géographie..... 284-287
Un récit de la révolte de Nông-van-Vân (1833-1835)..... 395-396
Le Cambodge d'autrefois, de M. G. Janneau. 396

AMÉRIQUE.

A. La Louisiane à la fin du XVIII^e siècle, par G. DESDEVISES DU DÉZERT..... 235-260

Colonisation d'autrèfois : le Commandeur de Poincy à Saint-Christophe, par P. Cultru... 289-354
B. Notes critiques sur la *Relation du détroit et de la baie d'Hudson*, de Jérémie (H. Froidevaux). 119-124
La Révolution à l'île Saint-Pierre (Terre-Neuve). 277-279
Le cardinal Fleury et la défense des intérêts commerciaux des Antilles françaises entre 1737 et 1740..... 279-280
Les colons de la Nouvelle-France au pays des Hurons entre 1641 et 1647 (Henri Froidevaux). 385-388
Les Hollandais sur les côtes de la Nouvelle-France en 1611-1612 (Henri Froidevaux)... 554-558
La famille de Toussaint Louverture en France. 558-560
C. Les études historiques du premier Congrès de la Langue française au Canada..... 396-398
Le passage de Toronto..... 398-399
Le *Bulletin mensuel* (*pour servir à l'histoire*) *de la Martinique*..... 399-400
L'Odyssée de la *Mary Guildford* en 1527..... 567-568

Planche.

Fouilles de la mosquée de Yakoub el Mansour à Rabat : vue panoramique des travées méridionales de la salle centrale..... 564

Croquis dans le texte.

Carte des États voisins de Mahé en 1720..... 8
Carte des côtes de Canara, Malabar et Travancore..... 9
Carte de Tellichéry et du pays de Coringote..... 66
Partie occidentale des États de Bayanor..... 67
Environs de Mahé, avec les attaques de Bayanor en 1726. 153

Le Gérant : G. Protat.

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES

FRANÇAISES

I. DOCUMENTS INÉDITS

1. **Premier voyage du Sieur de la Courbe fait à la Coste d'Afrique en 1685**, publié avec une carte de Delisle et une introduction, par P. Cultru. Paris, 1913, in-8 de LVIII-322 pp., avec une carte en dépliant..... 12 fr.

2. Jean Law de Lauriston : **Mémoire sur quelques affaires de l'Empire Mogol (1756-1761)**, publié avec une carte de Danville et une introduction par A. Martineau. Paris, 1913, in-8 de LXVI-590 p., avec deux cartes en dépliant..... 18 fr.

3. **La Mission de la « Cybèle » en Extrême-Orient (1817-1818)**. Journal de voyage du capitaine A. de Kergariou, publié et annoté par Pierre de Joinville. Paris, 1914, in-8 de XXII-248 p., avec une carte..... 7 fr. 50

II. RÉVUE DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

Première année, 1913. Un volume in-8 de 512 pages, avec deux fac-similés d'autographes..... 12 fr.

Deuxième année, 1914. Un volume in-8 de 416 pages, avec deux gravures hors texte..... 12 fr.

III. ANNUAIRE

Année 1914. Une brochure in-8 de 32 pages.

EN VENTE AUX MÊMES LIBRAIRIES

CHEZ ÉMILE LAROSE

Histoire de la Presqu'île du Cap Vert et des Origines de Dakar, par M. Claude Faure, archiviste du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. Un vol. in-8° (*sous presse*).

Bibliographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, in-8°, 1914. **12** fr. **50**

Géographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, préface de Marcel Dubois, in-8° avec 180 reprod. photogr., cartes en noir et en couleur (*sous presse*).

L'Outillage économique des Colonies Françaises, par H. Paulin, ingénieur des Travaux publics au Ministère des Colonies. Préface de M. Boutteville, inspecteur général des Travaux publics des Colonies. Un vol. in-8° avec cartes..... **10** fr.

Guide du Touriste aux Antilles, par M. Laisant, Juvanon et Barralier. Un vol. in-12, cartes et gravures (1913)..... **7** fr. **50**

Documents scientifiques de la Mission Tilho (1906-1909). Tome III. — Anthropologie par les Drs Rivet, Poutrin, Gaillard. — Malacologie par le Dr Pellegrin. — Diptères par Surcouf. Un fort vol. in-8° jésus avec planches (1914)..... **20** fr.

Annuaire du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. 1913-1914. Notices géographiques, historiques, économiques sur chaque Colonie. Cartes en couleurs, plans; fort vol. in-8°..... **6** fr.

CHEZ ÉDOUARD CHAMPION

Bibliothèque de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration
(Série in-8. Volume IV)

Pierre DE JOINVILLE, docteur ès lettres.

LE RÉVEIL ÉCONOMIQUE DE BORDEAUX SOUS LA RESTAURATION

L'ARMATEUR
BALGUERIE-STUTTENBERG
ET SON ŒUVRE

In-8 de xxiii-485 pages..... **10** fr.
Prix de la Collection complète : 1re série, 10 vol. in-8 écu..... **35** fr.
— — 2e série, 4 vol. in-8 rais. **27** fr. **75**

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES

FRANÇAISES

TROISIÈME ANNÉE

1915

IIe TRIMESTRE



PARIS

ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS, 5

ÉMILE LAROSE
11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

Libraires de la Société de l'Histoire des Colonies françaises.

SOMMAIRE

	Pages
Alfred Martineau. — Mahé de Malabar de 1720 à 1738 (*suite*).	129-234
G. Desdevises du Dézert — La Louisiane à la fin du XVIII^e siècle.	235-260
Comptes rendus et Notes bibliographiques.	261-280
Bulletin historique.	281-288

Croquis dans le texte :

Environs de Mahé, avec les attaques de Bayanor en 1726. . 153

En cours d'impression :

INSTRUCTIONS AUX GOUVERNEURS

SUR LA COTE OCCIDENTALE DE L'AFRIQUE

Publiées avec commentaires et notes par M. Christian Schefer, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques. Un volume in-8° d'environ 500 pages.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

34, Galerie d'Orléans, Palais-Royal, PARIS

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES

FRANÇAISES

I. DOCUMENTS INÉDITS

1. **Premier voyage du Sieur de la Courbe fait à la Coste d'Afrique en 1685**, publié avec une carte de Delisle et une introduction, par P. Cultru. Paris, 1913, in-8 de LVIII-322 pp., avec une carte en dépliant..... 12 fr.

2. Jean Law de Lauriston : **Mémoire sur quelques affaires de l'Empire Mogol (1756-1761)**, publié avec une carte de Danville et une introduction, par A. Martineau. Paris, 1913, in-8 de LXVI-590 p., avec deux cartes en dépliant..... 18 fr.

3. **La Mission de la « Cybèle » en Extrême-Orient (1817-1818)**. Journal de voyage du capitaine A. de Kergariou, publié et annoté par Pierre de Joinville. Paris, 1914, in-8 de XXII-248 p., avec une carte..... 7 fr. 50

II. REVUE DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

Première année, 1913. Un volume in-8 de 512 pages, avec deux fac-similés d'autographes..... 15 fr.

Deuxième année, 1914. Un volume in-8 de 416 pages, avec deux gravures hors texte..... 15 fr.

III. ANNUAIRE

Année 1914. Une brochure in-8 de 32 pages.

EN VENTE AUX MÊMES LIBRAIRIES

CHEZ ÉMILE LAROSE

Histoire de la Presqu'île du Cap Vert et des Origines de Dakar, par M. Claude Faure, archiviste du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. Un vol. in-8° (*sous presse*).

Bibliographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, in-8°, 1914. **12** fr. **50**

Géographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, préface de Marcel Dubois, in-8° avec 180 reprod. photogr., cartes en noir et en couleur (*sous presse*).

L'Outillage économique des Colonies Françaises, par H. Paulin, ingénieur des Travaux publics au Ministère des Colonies. Préface de M. Boutteville, inspecteur général des Travaux publics des Colonies. Un vol. in-8° avec cartes..... **10** fr.

Guide du Touriste aux Antilles, par M. Laisant, Juvanon et Barralier. Un vol. in-12, cartes et gravures (1913)..... **7** fr. **50**

Documents scientifiques de la Mission Tilho (1906-1909). Tome III. — Anthropologie par les Drs Rivet, Poutrin, Gaillard. — Malacologie par le Dr Pellegrin. — Diptères par Surcouf. Un fort vol. in-8° jésus avec planches (1914)..... **20** fr.

Annuaire du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. 1913-1914. Notices géographiques, historiques, économiques sur chaque Colonie. Cartes en couleurs, plans; fort vol. in-8°..... **6** fr.

CHEZ ÉDOUARD CHAMPION

Bibliothèque de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration
(Série in-8. Volume IV)

Pierre DE JOINVILLE, docteur ès lettres.

LE RÉVEIL ÉCONOMIQUE DE BORDEAUX SOUS LA RESTAURATION

L'ARMATEUR
BALGUERIE-STUTTENBERG
ET SON ŒUVRE

In-8 de XXIII-485 pages..... **10** fr.
Prix de la Collection complète : 1re série, 10 vol. in-8 écu..... **35** fr.
— — 2e série, 4 vol. in-8 rais. **27** fr. **75**

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES

FRANÇAISES

TROISIÈME ANNÉE

1915

IIIe TRIMESTRE



PARIS

ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS, 5

ÉMILE LAROSE
11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

Libraires de la Société de l'Histoire des Colonies françaises.

SOMMAIRE

Pages

P. Cultru. — Colonisation d'autrefois : le Commandeur de Poincy à Saint-Christophe. 289-354

Eugène Saulnier. — Un projet d'histoire des Colonies françaises en 1758. 355-368

Comptes rendus et Notes bibliographiques. 369-388

Bulletin historique. 389-400

En cours d'impression :

INSTRUCTIONS AUX GOUVERNEURS

SUR LA COTE OCCIDENTALE DE L'AFRIQUE

Publiées avec commentaires et notes par M. Christian Schefer, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques. Un volume in-8° d'environ 500 pages.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

34, Galerie d'Orléans, Palais-Royal, PARIS

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

I. DOCUMENTS INÉDITS

1. **Premier voyage du Sieur de la Courbe fait à la Coste d'Afrique en 1685**, publié avec une carte de Delisle et une introduction, par P. Cultru. Paris, 1913, in-8 de LVIII-322 pp., avec une carte en dépliant..... 12 fr.

2. Jean Law de Lauriston : **Mémoire sur quelques affaires de l'Empire Mogol (1756-1761)**, publié avec une carte de Danville et une introduction, par A. Martineau. Paris, 1913, in-8 de LXVI-590 p., avec deux cartes en dépliant..... 18 fr.

3. **La Mission de la « Cybèle » en Extrême-Orient (1817-1818)**. Journal de voyage du capitaine A. de Kergariou, publié et annoté par Pierre de Joinville. Paris, 1914, in-8 de XXII-248 p., avec une carte..... 7 fr. 50

II. REVUE DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

Première année, 1913. Un volume in-8 de 512 pages, avec deux fac-similés d'autographes..... 15 fr.

Deuxième année, 1914. Un volume in-8 de 416 pages, avec deux planches hors texte..... 15 fr.

III. ANNUAIRE

Année 1914. Une brochure in-8 de 32 pages.

EN VENTE AUX MÊMES LIBRAIRIES

CHEZ ÉMILE LAROSE

Histoire de la Presqu'île du Cap Vert et des Origines de Dakar, par M. Claude Faure, archiviste du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. Un vol. in-8° (*sous presse*).

Bibliographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, in-8°, 1914. **12** fr. **50**

Géographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, préface de Marcel Dubois, in-8° avec 180 reprod. photogr., cartes en noir et en couleur (*sous presse*).

L'Outillage économique des Colonies Françaises, par H. Paulin, ingénieur des Travaux publics au Ministère des Colonies. Préface de M. Boutteville, inspecteur général des Travaux publics des Colonies. Un vol. in-8° avec cartes..... **10** fr.

Guide du Touriste aux Antilles, par M. Laisant, Juvanon et Barralier. Un vol. in-12, cartes et gravures (1913)..... **7** fr. **50**

Documents scientifiques de la Mission Tilho (1906-1909). Tome III. — Anthropologie par les Drs Rivet, Poutrin, Gaillard. — Malacologie par le Dr Pellegrin. — Diptères par Surcouf. Un fort vol. in-8° jésus avec planches (1914)..... **20** fr.

Annuaire du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. 1913-1914. Notices géographiques, historiques, économiques sur chaque Colonie. Cartes en couleurs, plans ; fort vol. in-8°..... **6** fr.

CHEZ ÉDOUARD CHAMPION

Bibliothèque de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration
(Série in-8. Volume IV)

Pierre DE JOINVILLE, docteur ès lettres.

LE RÉVEIL ÉCONOMIQUE DE BORDEAUX SOUS LA RESTAURATION

L'ARMATEUR
BALGUERIE-STUTTENBERG
ET SON OEUVRE

In-8 de xxiii-485 pages..... **10** fr.

Prix de la Collection complète : 1re série, 10 vol. in-8 écu..... **35** fr.

— — 2e série, 4 vol. in-8 rais. **27** fr. **75**

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.

DEPOT L
SAÔNE &
N. 121
18

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

REVUE

DE

L'HISTOIRE DES COLONIES

FRANÇAISES

TROISIÈME ANNÉE

1915

IVe TRIMESTRE



PARIS

ÉDOUARD CHAMPION
5, QUAI MALAQUAIS, 5

ÉMILE LAROSE
11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

Libraires de la Société de l'Histoire des Colonies françaises.

SOMMAIRE

	Pages
Henri Froidevaux. — Les derniers projets du duc de La Meilleraye sur Madagascar (1663).	401-430
Alfred Martineau. — Mahé de Malabar de 1720 à 1738 (*suite et fin*).	431-536
Comptes rendus et Notes bibliographiques.	537-560
Bulletin historique.	561-570
Table alphabétique par noms d'auteurs.	571-572
Table analytique des matières.	573-576

Planche

Fouilles de la mosquée de Yakoub el Mansour à Rabat : vue panoramique des travées méridionales de la salle centrale. 564

En cours d'impression :

INSTRUCTIONS AUX GOUVERNEURS

SUR LA COTE OCCIDENTALE DE L'AFRIQUE

Publiées avec commentaires et notes par M. Christian Schefer, professeur à l'Ecole des Sciences Politiques. Un volume in-8° d'environ 500 pages.

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

34, Galerie d'Orléans, Palais-Royal, PARIS

PUBLICATIONS

DE LA

SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

I. DOCUMENTS INÉDITS

1. **Premier voyage du Sieur de la Courbe fait à la Coste d'Afrique en 1685**, publié avec une carte de Delisle et une introduction, par P. Cultru. Paris, 1913, in-8 de LVIII-322 pp., avec une carte en dépliant..... 12 fr.

2. Jean Law de Lauriston : **Mémoire sur quelques affaires de l'Empire Mogol (1756-1761)**, publié avec une carte de Danville et une introduction, par A. Martineau. Paris, 1913, in-8 de LXVI-590 p., avec deux cartes en dépliant..... 18 fr.

3. **La Mission de la « Cybèle » en Extrême-Orient (1817-1818)**. Journal de voyage du capitaine A. de Kergariou, publié et annoté par Pierre de Joinville. Paris, 1914, in-8 de XXII-248 p., avec une carte..... 7 fr. 50

II. REVUE DE L'HISTOIRE DES COLONIES FRANÇAISES

Première année, 1913. Un volume in-8 de 512 pages, avec deux fac-similés d'autographes..... 15 fr.

Deuxième année, 1914. Un volume in-8 de 416 pages, avec deux planches hors texte..... 15 fr.

Troisième année, 1915. Un volume in-8 de 560 pages, avec cinq croquis dans le texte..... 15 fr.

III. ANNUAIRE

Année 1914. Une brochure in-8 de 32 pages.

EN VENTE AUX MÊMES LIBRAIRIES

CHEZ ÉMILE LAROSE

Histoire de la Presqu'île du Cap Vert et des Origines de Dakar, par M. Claude Faure, archiviste du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. Un vol. in-8 (1915).

Bibliographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, in-8°, 1914. **12 fr. 50**

Géographie de l'Afrique Équatoriale Française, par Georges Bruel, administrateur en chef des Colonies, préface de Marcel Dubois, in-8° avec 180 reprod. photogr., cartes en noir et en couleur (*sous presse*).

L'Outillage économique des Colonies Françaises, par H. Paulin, ingénieur des Travaux publics au Ministère des Colonies. Préface de M. Boutteville, inspecteur général des Travaux publics des Colonies. Un vol. in-8° avec cartes..... **10 fr.**

Guide du Touriste aux Antilles, par M. Laisant, Juvanon et Barralier. Un vol. in-12, cartes et gravures (1913)..... **7 fr. 50**

Documents scientifiques de la Mission Tilho (1906-1909). Tome III. — Anthropologie par les Drs Rivet, Poutrin, Gaillard. — Malacologie par le Dr Pellegrin. — Diptères par Surcouf. Un fort vol. in-8° jésus avec planches (1914)..... **20 fr.**

Annuaire du Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale française. 1913-1914. Notices géographiques, historiques, économiques sur chaque Colonie. Cartes en couleurs, plans; fort vol. in-8°..... **6 fr.**

CHEZ ÉDOUARD CHAMPION

Bibliothèque de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration
(Série in-8. Volume IV)

Pierre DE JOINVILLE, docteur ès lettres.

LE RÉVEIL ÉCONOMIQUE DE BORDEAUX SOUS LA RESTAURATION

L'ARMATEUR
BALGUERIE-STUTTENBERG
ET SON ŒUVRE

In-8 de xxiii-485 pages..... **10 fr.**

Prix de la Collection complète : 1re série, 10 vol. in-8 écu..... **35 fr.**
— — 2e série, 4 vol. in-8 rais. **27 fr. 75**

MACON, PROTAT FRÈRES, IMPRIMEURS.